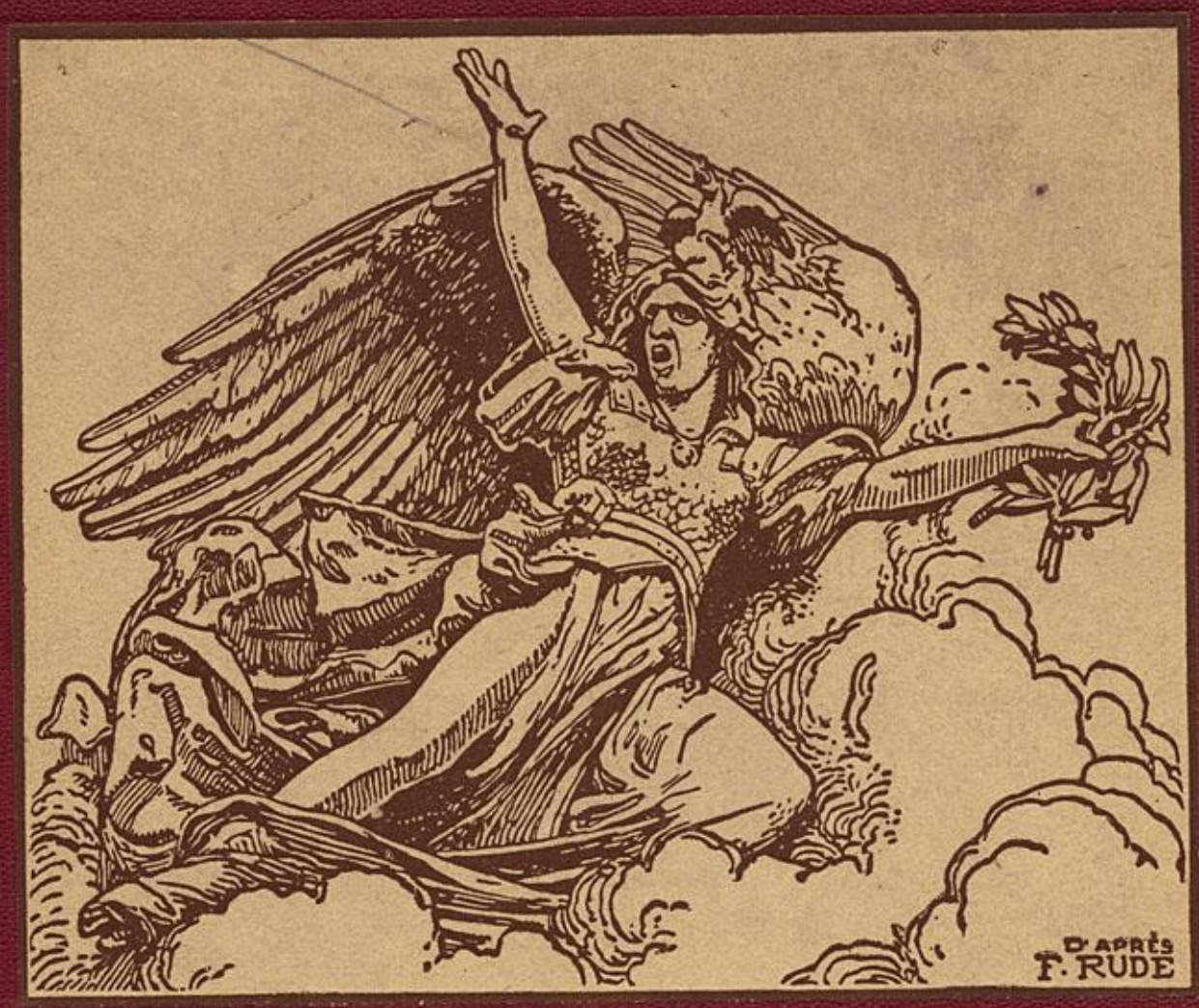
GABRIEL HANOTAUX

de l'Académie Française



HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA GUERRE DE 1914

Library
of the
University of Wisconsin

HISTOIRE ILLUSTRÉE

DE LA

GUERRE DE 1914

TOME XVI.

Copyright by
Gabriel Hanotaux.
1923

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

GABRIEL HANOTAUX

de l'Académie Française

HISTOIRE ILLUSTRÉE

DE LA

GUERRE DE 1914

TOME SEIZIÈME



GOUNOUILHOU, ÉDITEUR

PARIS, 30, RUE DE PROVENCE. — BORDEAUX, 8, RUE DE CHEVERUS

1923

289723
APR -3 1925
+F0807
+H19
16

CHAPITRE LXX

LES OBJECTIFS LIMITÉS (Suite)

L'ennemi évacue le saillant de l'Ailette. — L'hiver 1917 : La bataille de Cambrai. — La percée du front de Cambrai. — Le bois de Bourlon. — La contre-offensive de von der Marwitz.

L'ennemi ayant décidé l'évacuation de la totalité du saillant de l'Ailette, on le suivit, le 25 octobre, dans sa retraite. Les états-majors eurent peine à retenir les troupes. Au 14e corps, la 27e division entra dans le village de Pinon, débarrassa et nettoya la forêt de Pinon encombrée de matériel d'artillerie et, dans la soirée, atteignit le canal. Le 21e corps lui prêta son appui et le 11e corps reprit, lui aussi, sa progression interrompue, le 23, par la résistance de l'ennemi à la Royère, à la Chapelle-Sainte-Berthe, au Panthéon, devant la division Brissaud-Desmaillet. Celle-ci, attaquant à 11 heures, enleva Pargny-Filain et la Chapelle-Sainte-Berthe.

Un dernier effort, le 26 octobre, fourni par le 39e corps (général Deligny) permit à la 88e division d'enlever le village de Filain. Un peu plus à l'Est, on atteignit le rebord du plateau au nord de l'Épine de Chevregny. Ainsi, tout le saillant de l'Ailette était conquis, depuis le mont des Singes jusqu'au bassin d'alimentation. Sur un front d'une douzaine de kilomètres, on avait, en certains points, avancé de 6 kilomètres et on dénombrait 11 200 prisonniers et 180 canons. Le succès avait été plus complet qu'on ne l'avait espéré. Les objectifs « limités » n'avaient été, en fait, limités que par les fonds de l'Ailette et par le geste de retenue des états-majors.

Un autre résultat de la bataille s'imposait même. Des dispositions dominantes que le général Maistre occupait maintenant, il débordait et prenait d'enfilade, vers l'Est, les hauteurs que l'ennemi occupait encore tout le long du Chemin des Dames jusque vers Corbeny, et qu'il ne pouvait plus tenir. Ludendorff prescrivit de les abandonner dans la nuit du 1er au 2 novembre. « En soi, écrit-il, il était indifférent d'être au nord ou au sud de l'Ailette ; mais, après nos combats de tout l'été pour ce Chemin des Dames, j'eus beaucoup de peine à donner l'ordre de l'abandonner. Mais nous aurions eu des pertes continuelles à vouloir nous y maintenir. » Déjà, l'artillerie française rendait impossible le ravitaillement du secteur de Courtecon et empêchait jusqu'aux relèves. Le 2 novembre au matin, les avions signalèrent la retraite sur un front de 18 kilomètres, depuis la ferme Froidmont jusque vers Chevreux. Les troupes françaises suivirent ici, encore, le mouvement de l'ennemi et descendirent les pentes nord du Chemin des Dames enfin conquises. Elles occupèrent les ruines des villages de Courtecon, Cerny-en-Laonnois, Ailles et Chevreux. On avait avancé, sur ce front, de 2 kilomètres. On bordait l'Ailette.

La victoire de la Malmaison coûtait cher à l'ennemi : on avait ramassé 3 300 cadavres (sur 8 000 tués) ; il y avait 30 000 blessés, soit, avec les 12 000 prisonniers, une perte de 50 000 hommes, plus 200 canons, 222 minenwerfer, 720 mitrailleuses (1). L'armée Maistre, par contre, sauf à la division Brissaud-Desmaillet, n'avait subi que le minimum de pertes, et l'on sait que c'était un des résultats que l'on espérait obtenir. Les chars d'assaut avaient donné, cette fois, tout ce que l'on attendait d'eux ; on n'en avait perdu que 5 sur 67. Le soldat reprenait confiance dans le matériel, dans la science tactique des chefs dans sa propre capacité de vaincre. Tels étaient les bienfaits incomparables de la *certitude* et de la modération.

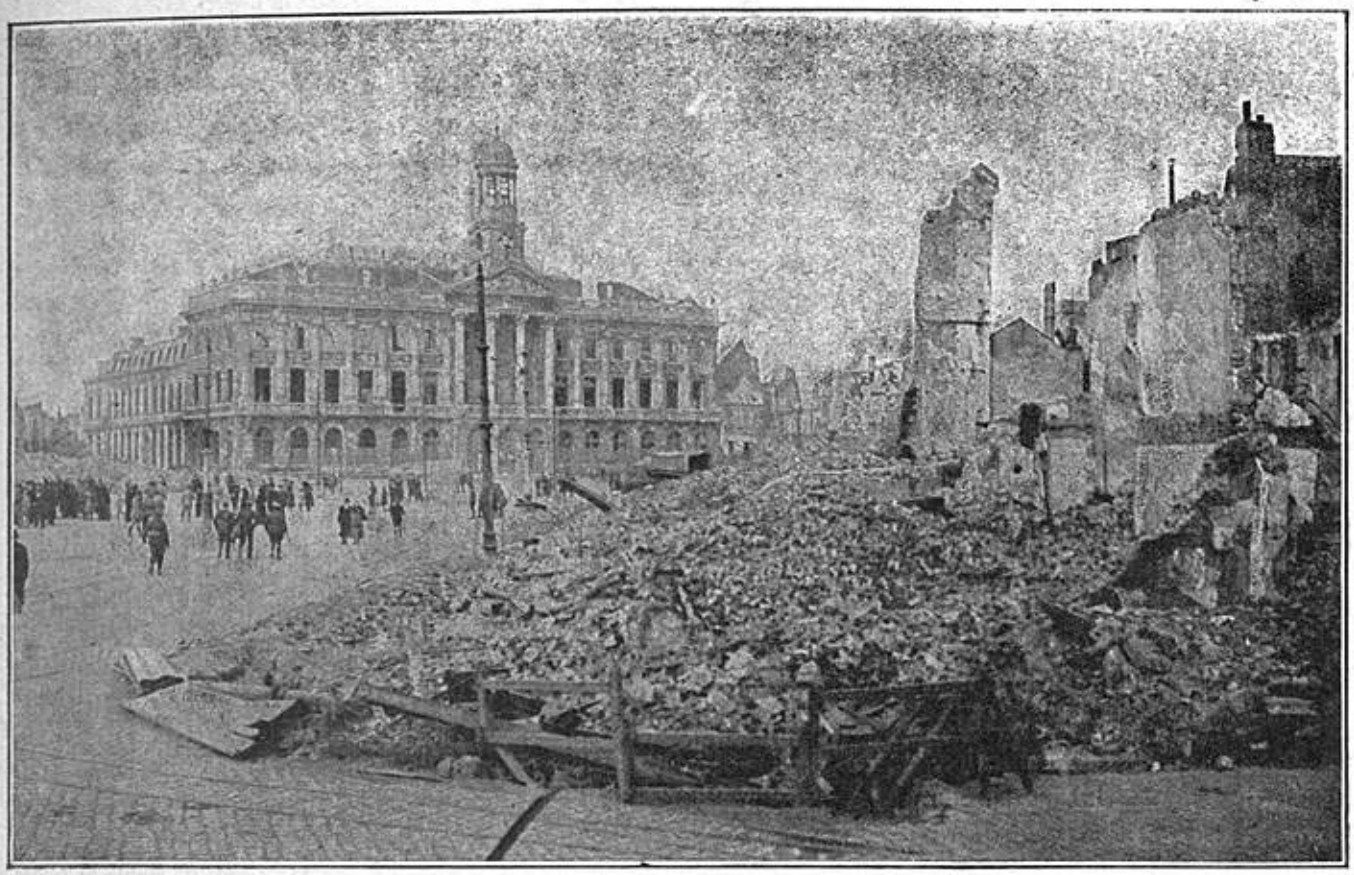
Cependant les Allemands viennent de reprendre à Riga le 1er septembre et à Caporetto le 24 octobre, le système de l'offensive et de l'exploitation à fond en s'appuyant sur l'élément *surprise*. Le général Pétain n'a pas, bien entendu, négligé ce facteur important ; il entend bien le faire entrer dans ses prévisions. Mais, pour le moment, son esprit méthodique recherche partout la mise au point tactique sans le faire entrer encore dans ses prévisions stratégiques. Il s'en tient à son programme.

La bataille de la Malmaison est à peine achevée que, le 31 octobre, Pétain signe l'Instruction sur l'action offensive des grandes unités. L'idée dominante est la suivante : *user l'ennemi* avant de rompre son front ; on l'usera sur des fronts équipés pour des actions successives en divers points, soudaines, variées, où on recherchera la surprise et où les objectifs seront limités. On appela cette Instruction « le bouquin rouge » ; et, si elle fut critiquée, c'est que l'écho de Caporetto et de Cambrai, où la percée était à ce moment réalisée brusquement et sans usure préalable, semblait mettre en échec la doctrine de

paraît souffler un esprit nouveau, le grand État-major de Compiègne garde un parfait équilibre. Il fait mieux encore : il prête son appui. Nous le verrons tout à l'heure porter des forces vers Cambrai où les tanks britanniques ont percé. Et nous le voyons aussi, au lendemain même de la bataille de la Malmaison, jeter les troupes françaises au secours des Italiens rompus à Caporetto. Cadorna recevait ce télégramme de Foch : « Si vous avez besoin de nous, nous marchons. » Nous dirons plus loin, en donnant le récit de la campagne d'Italie, comment l'aide à notre alliée fut décidée, le 28 octobre, par le Comité de guerre, comment furent immédiatement transportées au delà des Alpes six divisions avec les généraux Fayolle et Duchêne, et comment l'armée britannique se joignit à cet effort de coopération en détachant également six divisions.

C'était le moment où l'effort extrêmement lourd de la mobilisation française rendait la vie économique à l'intérieur de plus en plus exsangue et difficile ; on cherchait à obtenir, pour soulager l'armée, l'extension du front britannique jusqu'à un point qui rapprocherait de Paris la charnière délicate entre les deux armées. Il y avait là un péril certain. L'idée d'un commandement unique s'imposait de plus en plus : le sort de Paris et de la France ne pouvait pas dépendre exclusivement de la volonté d'un général allié. Nous dirons comment le Gouvernement français se préoccupait de cette question vitale et comment M. Painlevé jeta comme un premier essai le pont d'un État-Major interallié. Mais un fait d'une gravité extrême allait prouver, sans retard, l'insuffisance de ce système intermédiaire.

Pétain toujours calme ne s'obstine pas quand les circonstances lui imposent des conceptions plus larges et plus hardies. C'est ainsi qu'il porte se[illegible]



VUE DE CAMBRAI AUX ABORDS DE L'HOTEL DE VILLE

sa manœuvre, il la modère toujours. Il sait que l'armée américaine se prépare et il l'*attend*. Sa volonté tenace prépare tout et partout pour la victoire *à coup sûr*.

LA BATAILLE DE CAMBRAI L'opinion britannique était déçue par l'échec des Flandres ; un brillant et rapide succès paraissait nécessaire pour garder en mains la direction de la guerre. Or, une occasion parut s'offrir au maréchal Douglas Haig en recourant à la fois à l'élément *manœuvre* et à l'élément *surprise*. Le champ de bataille des Flandres attirait à lui des forces ennemies nombreuses et les autres secteurs se trouvaient dégarnis, affaiblis : n'était-il pas tout indiqué de faire choix de l'un d'eux avant qu'il ne soit renforcé par les forces libérées des Flandres et par les divisions fraîches ramenées de Russie?

Le principe de l'attaque admis, il s'agissait de trouver le lieu offrant les meilleurs avantages tactiques et stratégiques pour réaliser la surprise et l'exploitation, Le rôle principal dans la surprise ne pouvant être confié qu'au corps royal des tanks, il fallait chercher un terrain se prêtant à l'action des tanks : la région de Cambrai offrait un sol ferme et sans trous d'obus, excellent à tous points de vue ; ce secteur avait, par surcroît, des couverts suffisants (bois d'Havrincourt) pour dissimuler la concentration des effectifs et du matériel. Au point de vue stratégique, les perspectives étaient également tentantes. Cambrai avait été l'objectif de la bataille de la Somme ; on avait marché vers Cambrai lors de la retraite allemande de mars et on avait été arrêté sur les hauteurs dominant l'Escaut, à une douzaine de kilomètres de la ville. Cambrai était la tête de ligne des communications vitales de l'armée allemande. Enlever Cambrai, pousser sur Valenciennes, c'était pénétrer au cœur des communications, couper la *noria* des divisions

et des réserves de Ludendorff, c'était gagner peut-être cette longue bataille des communications engagée en fait depuis 1914 et qui seule pouvait maintenant décider de la guerre.

Autre argument en faveur de ce coup de surprise : le service de renseignements britannique ne croyait à la présence d'aucune division fraîche à proximité de Cambrai et il calculait — ce fut exact — que, si le secret était bien gardé, il fallait à l'ennemi un délai de quarante-huit heures avant d'amener sur le terrain un renfort important.

Devant tant de bonnes raisons, on ne crut pas devoir hésiter plus longtemps. L'affaire fut confiée au général Byng, commandant la IIIe armée, depuis que le général Allenby était parti en Palestine. Le plan d'action fut élaboré sur les données suivantes : 1° enfoncer les organisations allemandes entre le canal du Nord et le canal de Saint-Quentin ; 2° s'emparer de la *région dominante du bois de Bourlon* pour y constituer un flanc solide et pousser ensuite sur Cambrai ; 3° mettre la main sur les points de passage de la Sensée ; 4° capturer le personnel et le matériel ainsi enfermés dans la zone située au sud de la Sensée et à l'ouest du canal du Nord ; 5° éventuellement, exploiter en direction de Valenciennes (1).

tion était l'occupation d'une forte position, d'un observatoire, le bois de Bourlon, d'où l'on marcherait soit sur la Sensée, soit le long de l'Escaut vers Cambrai-Valenciennes.

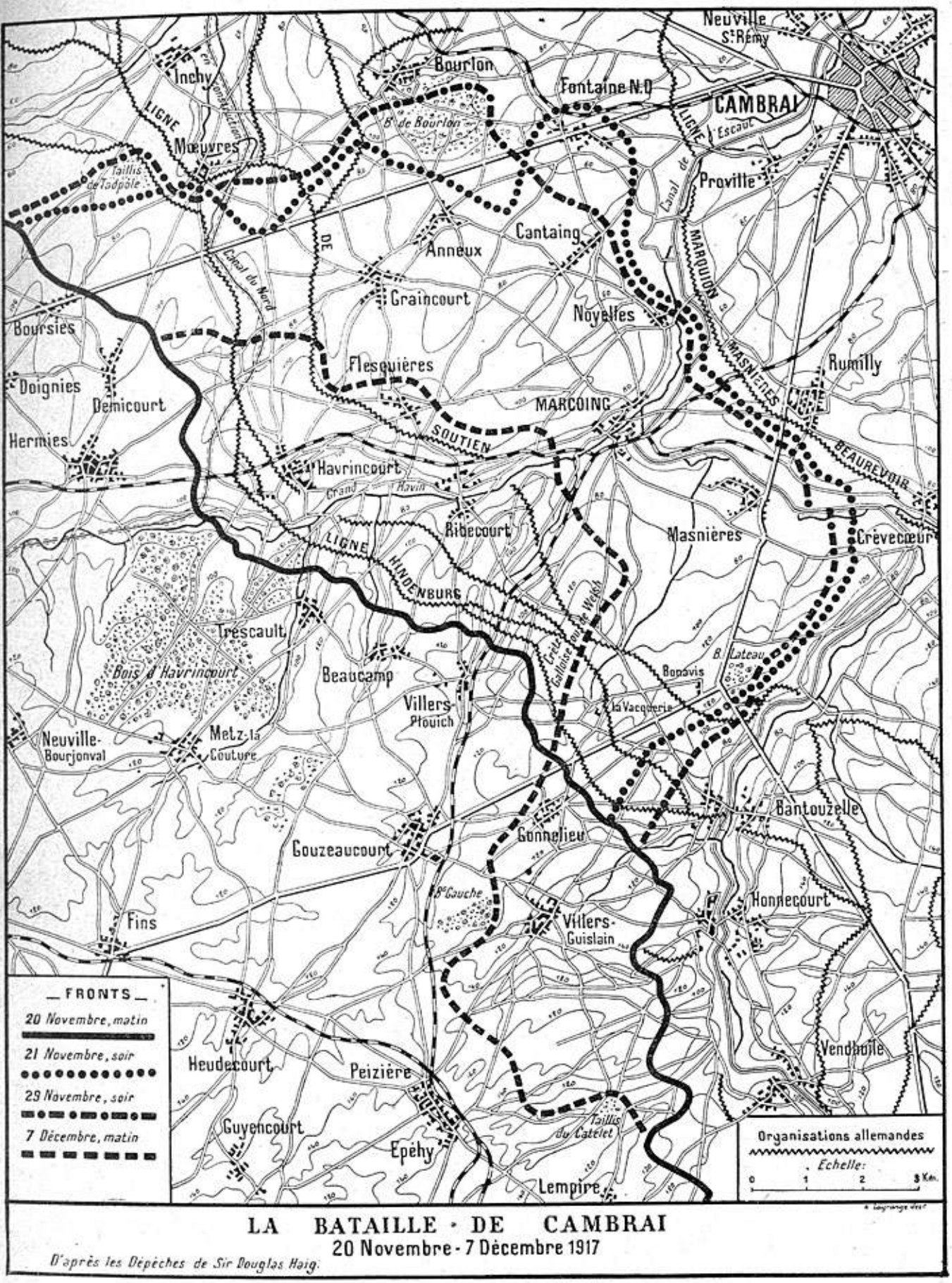
La méthode adoptée s'opposait nettement à la méthode française. Comme on entendait recourir à la surprise totale, on renonçait au réglage, au bombardement préalable : donc attaque brusquée. La ligne Hindenburg, terriblement fortifiée et défendue par des tranchées successives, des réseaux de fil de fer très denses, des mitrailleuses accumulées, serait submergée par une masse de tanks, d'infanterie et d'artillerie, qui, bien liée, partirait d'un seul coup, comme un ouragan.

Le secret fut admirablement gardé. Au G. Q. G. britannique, sept officiers seulement furent tenus au courant. Le gouvernement britannique ne fut averti que la veille, 19 novembre, en même temps que le général Pétain. Haig demandait au G. Q. G. français qu'on mît sur-le-champ à sa disposition, dans la région de Péronne, un détachement de poursuite. A Compiègne, ce fut un étonnement général. Sur l'ordre de Pétain, le « détachement Degoutte » est mis sur pied ; les officiers du G. Q. G. vont alerter les unités sans leur rien révéler, et le colonel Payot, directeur de l'arrière, organise, le soir même, le transport par chemin de fer et par camions des 170e et 129e divisions d'infanterie, et des 3e, 4e et 5e divisions de cavalerie, tout le détachement devant être rassemblé autour de Péronne le lendemain 20, dans l'après-midi.

En moins d'un mois, les officiers anglais avaient mis au point l'entraînement de près de 500 tanks. On les concentra à la gare de

faiblement par la IIe armée allemande (général von der Marwitz). Ludendorff avoue avoir autorisé von Kuhl à étendre le front des divisions pour soutenir la bataille des Flandres, mais cette cause de faiblesse était déjà compensée par l'échange des divisions fatiguées contre les divisions fraîches ramenées de Russie. Précisément, le destin voulut que la 107e division allemande débarquât à Cambrai, quand les Anglais, ignorant encore ce détail, lancèrent leur attaque.

(1) Lieutenant-colonel GEMEAU, Les tanks britanniques sur le front de Cambrai (*Revue militaire française* du 1er octobre 1922).



LA BATAILLE · DE CAMBRAI
20 Novembre - 7 Décembre 1917

D'après les Dépêches de Sir Douglas Haig.

LA BATAILLE DE CAMBRAI

LA PERCÉE DU FRONT DE CAMBRAI PAR LES TANKS (20 NOVEMBRE 1917)

La ligne Hindenburg était solide : trois positions, la seconde à 1 kilomètre et demi de la première et, à 6 kilomètres en arrière, la troisième position, c'est-à-dire la ligne Beaurevoir-Masnières-Marquion. Pour rompre brutalement cet ensemble imposant, la IIIe armée britannique (général Byng) disposait de six divisions (3e et 4e corps), du corps des tanks (378 chars de combat et 98 chars de ravitaillement), du corps de cavalerie et de 1 000 canons.

Et pour atteindre le principal objectif, le bois de Bourlon, le 4e corps avait prévu trois bonds, le premier de 4 kilomètres jusqu'à Flesquières, le deuxième de 3 kilomètres jusqu'à Graincourt, le troisième de 4 kilomètres jusqu'au bois de Bourlon.

Le 20 novembre, à 6 h. 10 du matin, dans l'obscurité, les chars d'assaut franchissent la parallèle de départ et s'avancent à proximité de la première ligne ennemie, A 6 h. 20, le tir de l'artillerie, jusqu'alors muette, éclate brusquement. Sur tout le front, depuis la Scarpe, des démonstrations par gaz, fumée et bombardement déconcertent l'ennemi sur le point réel d'attaque. Collant au barrage d'artillerie, les chars d'assaut s'ébranlent ; le tank-amiral les précède ; il est commandé par le général Ellès en personne, qui arbore très haut son pavillon. Sur un terrain excellent, sec, uni, couvert de chardons, les 378 chars s'avancent en ligne de bataille avec une régularité, une puissance incomparables. Des barrages de fumée les protègent aux vues de l'artillerie ennemie silencieuse. Les voici aux réseaux de fil de fer ; ils les brisent, créent de larges pistes où l'infanterie, qui les suit, s'engage sans avoir à tirer un coup de fusil. On tombe sur les tranchées long des tranchées, écrasent les mitrailleuses ennemies et poursuivent leur chemin triomphal. Ce fut un spectacle extraordinaire, l'infanterie acclamant les chars, l'armée entière progressant à la même cadence, barrage d'artillerie, tanks, infanterie, matériel, réserves, dans un entraînement général qui gonflait les cœurs d'émotion et d'espérance. Sur le sol uni, on marchait comme en rase campagne ; sauf le passage des tranchées, les routes étaient intactes. Jusqu'où se prolongerait cette marche victorieuse?

La ligne Hindenburg (1re et 2e positions) n'avait pas résisté, sauf en quelques rares points. La 12e division (Scott) s'était bien heurtée, au bois Lateau, à une vive résistance des canons allemands qui s'y abritaient, mais le bois avait été finalement enlevé. La 20e division (Smith), la 6e division (Marden), la 62e division (Braithwaite) avaient enlevé la Crête galloise au nord-ouest de la Vacquerie, Ribécourt dans le grand ravin, et Havrincourt ; la 36e division (Nugent) avait poussé la long du canal du Nord.

Mais soudain de ce côté, à la gauche de l'attaque un point noir : au milieu de la reculade générale de l'ennemi, un trait d'héroïsme de la part d'une troupe allemande sauve ce coin du champ de bataille : Flesquières a résisté. La 51e division britannique (Harper) s'élevait sur les pentes du mamelon de Flesquières, quand, du parc du château et du village, des feux de mitrailleuses balayent le terrain ; des canons jetés en avant tirent à vues directes sur la bataillon de tanks qui franchit la crête ; 16 chars sont brisés. Un courageux officier allemand, sert à lui seul une pièce et détruit plusieurs chars jusqu'au moment où il est tué. Comme l'infanterie ne suit pas, les tanks ont eu beau pénétrer dans



AUX ABORDS DU VILLAGE DE FLESQUIÈRES

fanterie, la cavalerie s'ébranlait. La 29e division (de Lisle) atteignait le canal de l'Escaut qui barre la route de Cambrai. En ce point, la prise des ponts de Marcoing et de Masnières était capitale. A Marcoing, un tankarriva si vite que les sapeurs ennemis n'eurent pas le temps de détruire l'ouvrage. Mais le pont de Masnières fut détruit et cette destruction permit à l'ennemi, affolé dans Cambrai, de ramasser les éléments de la 107e division débarqués de Russie et de les jeter en avant sur Rumilly, pour organiser la résistance sur la ligne Beaurevoir-Masnières. Pourtant, l'après-midi, un escadron de la 5e division de cavalerie britannique (Macandrew), franchissant le canal sur un pont de fortune, traversa les tranchées allemandes de la ligne Beaurevoir-Masnières, chargea, à l'est, une batterie qu'il enleva, dispersa un détachement de 300 fantassins ennemis et s'abrita dans un chemin creux jusqu'à la nuit. A l'ouest du canal de l'Escaut, la 6e division entra, l'après-midi, dans Noyelles-sur-Escaut, et la cavalerie survenant poussa vers Cantaing. Enfin, le plus brillant fait d'armes fut accompli par la 62e division qui, ayant enlevé Graincourt, se jeta avec la cavalerie sur Anneux qu'elle occupa : c'était une avance de 7 kilomètres : la troupe arrivait, mais épuisée, à la lisière sud du bois de Bourlon.

La journée s'achevait : la capture de 5 000 prisonniers, la terreur que les tanks avait inspirée à l'ennemi, le déploiement de la cavalerie en rase campagne, la délivrance de nombreux civils restés dans les villages, c'était une victoire incontestable. « *Sans la rupture du pont de Masnières et l'échec de Flesquières*, écrit le maréchal Haig, des résultats plus grands encore auraient pu être atteints. » Ainsi l'héroïsme d'un officier allemand et l'exactitude d'un pionnier avaient peut-être sauvé l'armée von der Marwitz d'un désastre.

L'état-major du général Byng, qui était à

Albert, n'avait pas cru devoir faire signe au détachement Degoutte, de se jeter en avant pour exploiter la victoire. L'armée britannique portait d'ailleurs, en elle-même, un vice de constitution : on lui avait forgé un outil de rupture, mais non une armature de résistance ; elle n'avait que des divisions d'infanterie et des chars d'assaut pour rompre, et un corps de cavalerie pour exploiter ; mais l'affaire n'était pas montée en durée. Dans le cas où le but visé ne serait pas atteint le lendemain 21 au soir, c'est-à-dire la rupture en moins de quarante-huit heures de la ligne Beaurevoir-Masnières-Marquion, l'action ne pourrait pas continuer, et l'on serait, dans ce cas, sous la menace d'un danger. Or, qu'obtient-on le 21 novembre?

LE SUCCÈS A BOUT DE SOUFFLE AU BOIS DE BOURLON

Ludendorff, à la nouvelle de la rupture, a mis en route vers Cambrai quelques divisions au repos derrière le front du Kronprinz ; il a chargé le groupe du prince Rupprecht de Bavière d'envoyer des forces au nord de la ville, mais von Kuhl est absent, et cela retarde l'opération : le premier train de renfort ne peut arriver à Cambrai que le 21 au matin ; on manque de camions ; on ne pourra résister vraiment que le 23. En attendant, le sort de l'armée reposait sur la 107e division. Ludendorff écrit : « Il n'y avait plus qu'à laisser le destin suivre son cours. *Le chef de l'armée anglaise n'exploita pas son grand succès initial ; autrement, nous n'aurions jamais pu limiter la brèche.* S'il l'avait exploitée, qu'aurait-on pensé de la campagne d'Italie? »

Voilà bien confirmée cette fatale infirmité morale, le manque de confiance en soi, dont les armées alliées souffrent tant depuis le début de l'année 1917, et qui immobilise jusqu'en décembre des forces supérieures en nombre, mais sans élan.

Flesquières, réattaqué le 21 novembre au matin, cède à 8 heures, tourné par le nord-ouest. Débarrassée de cette épine au flanc, l'armée Byng reprend l'avance sur tout le front. Mais les troupes qui ont marché la veille sont extrêmement fatiguées : or, ce sont les mêmes qui recommencent à marcher. Elles ne vont pas loin : la ligne Masnières-Beaurevoir est attaquée et à peine dépassée au delà de Masnières ; à droite, impossible de forcer, sous les mitrailleuses, le passage du canal à Crèvecœur ; et l'ennemi contre-attaque de Rumilly, où il se concentre ; à gauche, dur combat de fantassins et de cavaliers pied à terre, toute la journée, dans le village de Noyelles-sur-Escaut. Tout à fait à gauche, du côté de l'objectif capital de Bourlon, l'attaque se poursuit depuis 10 h. 30 jusqu'au soir. Cantaing est pris, Fontaine-Notre-Dame, à 4 kilomètres de Cambrai, est pris ; les tanks tâtent le bois de Bourlon, les lisières sud de Mœuvres sont atteintes. On tient de ce côté le succès ; mais on est à bout de souffle.

Le bois de Bourlon, qu'un témoin, observant la bataille de la cote 130, compare à « un gros nuage sombre », était toujours à l'ennemi. Les quarante-huit heures étaient écoulées. Douglas Haig examine la situation, pèse le pour et le contre. Bourlon domine la contrée. Si l'on s'arrête, von der Marwitz va battre le terrain jusqu'à la crête de Flesquières sur laquelle il faudra se replier. Si l'on prend Bourlon, on force à la retraite un ennemi qui s'y prépare déjà et on domine ses positions du sud de la Scarpe et de la Sensée qu'il peut être contraint d'évacuer. Les troupes britanniques sont brisées de fatigue, mais voici deux divisions qu'on arrête sur le chemin au moment où elles partent pour l'Italie ; c'est un appoint précieux : Haig décide de poursuivre l'action.

Le 22 novembre, le général Byng organise le terrain, opère des relèves. Devant lui, l'ennemi se renforce toujours et, l'après-midi, Fontaine-Notre-Dame, si près de Cambrai, est réoccupé par von der Marwitz ; la prise par les Anglais du taillis de Tadpole, à l'ouest de Mœuvres, ne peut pas compenser cette perte.

Alors, le 23 novembre au matin, commence une lutte âpre, persévérante, où la surprise ne



A LA LISIÈRE DU BOIS D'HAVRINCOURT

joue plus, où l'ennemi se renforce d'heure en heure, tandis que l'armée anglaise s'affaiblit graduellement. Il s'agit de la possession de la crête de Bourlon, qui est le centre et le but de l'action. Toute la journée du 23, la 51e division et des tanks se heurtent sans succès, devant Fontaine-Notre-Dame, à un ennemi acharné à la résistance. La 40e division (Ponsonby), après une lutte de près de cinq heures, finit par enlever, aidée par des tanks, le bois de Bourlon ; mais il lui est impossible de se maintenir dans le village. Les tanks sont anéantis.

Le 24 novembre, la pluie, qui tombait depuis plusieurs jours, se change en tempête. Un vent froid souffle : Byng reprend l'attaque de Bourlon et von Moser (XIVe corps de réserve allemand) oppose ses contre-attaques. Byng finit par enlever le village. Le 25, von Moser le reprend à son tour à la 40e division anglaise décimée. Il refoule Byng, le 26, à la lisière nord du bois. Il faut, à tout prix, sortir de cette impasse. Le 27 novembre, la mêlée englobe Bourlon et Fontaine-Notre-Dame. La garde britannique (général Fielding) s'empare de Fontaine, et la 62e division de Bourlon, mais les divisions de von Moser et celles de von Watter reprennent d'assaut les deux villages. Après ces cinq jours, on n'avait rien gagné et de part et d'autre, les armes tombaient des mains.

LA CONTRE-OFFENSIVE CONVERGENTE DE VON DER MARWITZ (30 NOVEMBRE 1917).

L'armée von der Marwitz avait perdu 10 500 prisonniers, 142 canons et 350 mitrailleuses. Toutefois, elle avait sauvé ses communications autour de Cambrai, et c'était le point capital. Ludendorff ne voulut pas s'en tenir là. Sa pensée était d'aboutir finalement à l'offensive prévue pour le printemps

de 1918. Et voilà que l'attaque britannique sans résultat décisif restaurait soudain le prestige allemand et lui prêtait la main.

La crainte qu'exprimait le général Pétain, lorsqu'il refusait de laisser se constituer des *poches* dans le front ennemi, n'apparaissait que trop fondée. Ludendorff écrit : « Je formai aussitôt le projet de prendre de *flanc*, si possible, l'offensive anglaise. » Pour atteindre ce résultat, un plan de contre-offensive fut établi par le colonel Stapff, chef d'état-major de von der Marwitz. Les forces étaient maintenant assez nombreuses pour former, autour du saillant, trois groupes d'attaque convergents, appliqués aux trois points suivants : Gonnelieu, Masnières, Bourlon. Objectif : hauteurs de Beaucamp et de Trescault. But : capture des forces britanniques du saillant tout entier. Stegemann dit que l'armée von der Marwitz reçut pour instructions d'attaquer entre Inchy et Vendhuile ; les groupements d'Arras (von Moser), de Caudry (von Watter), de Busigny (von Kathen) prirent respectivement pour objectifs, le premier Graincourt, le second Ribécourt, le troisième Gouzeaucourt. Du 30 novembre au 7 décembre, d'après le recueil officiel allemand, 25 divisions vont participer à la bataille.

La concentration des forces et les réglages n'étaient pas restés inaperçus des observateurs anglais, mais ceux-ci étaient hypnotisés par l'importance tactique de la hauteur de Bourlon. Byng y releva les troupes et les remplaça, de Mœuvres à Bourlon, par trois divisions fraîches, tandis que, sur 16 kilomètres entre Cantaing et le taillis du Catelet, il ne restait que six divisions fatiguées. Trois divisions d'infanterie et quatre divisions de cavalerie restaient en réserve.

Le 30 novembre au matin, comme il observait attentivement, à sa gauche, le secteur de Bourlon-Mœuvres, le général Byng est brusquement assailli sur sa droite affaiblie. Un simple bombardement de cinquante minutes, et, dissimulées par une brume matinale et par les replis du terrain calcaire qui bordent le canal de l'Escaut, les divisions de von Kathen et de von Watter débouchent et submergent la première ligne et la ligne de soutien. Un grand nombre d'avions, volant bas, mitraillent l'infanterie anglaise ; des obus fumigènes lui interdisent des vues sur le champ de bataille, l'isolent, l'emprisonnent. Quelques compagnies anglaises se dévouent pour défendre l'accès de la route, entre le bois Lateau et Gonnelieu ; les artilleurs tentent héroïquement de sauver leurs canons à la crête de Welsh. Mais l'ennemi s'est infiltré par le nord de Bonavis et par le ravin entre Gonnelieu et Villers-Guislain, tournant complètement les défenses de ces trois villages. A 9 heures, il entre à Gouzeaucourt. L'alarme aussitôt donnée, les divisions anglaises en réserve accoururent sur Gouzeaucourt. La garde britannique, aidée par une compagnie du génie et une brigade d'artillerie, reprit ce village. Les tanks survinrent et, au nord de La Vacquerie, on se maintint également.

Le général Byng n'était pas seulement attaqué sur sa droite ; ce n'était là que la branche sud d'une tenaille puissante. Deux heures après l'assaut de von Kathen et de von Watter, les divisions de von Moser déclenchaient leur attaque à la branche nord. Bombardement violent, barrage d'obus, assaut de vagues successives et denses, cinq attaques massives au cours de la journée. Il y eut, de ce côté, des combats isolés d'une extrême violence, où l'ennemi tenta d'écraser les divisions britanniques sous le nombre, sept divisions, sans souci des pertes très élevées que lui infligèrent des unités anglaises énergiquement résolues, dont le rapport officiel de Haig signale d'admirables traits d'héroïsme. Grâce à cette défense tenace des 47e, 2e et 56e divisions, les progrès de von Moser et de von Watter furent limités à une avance d'un kilomètre. « Les Anglais, écrit Stegemann, se cramponnaient à la route nationale et au bois de Bourlon. »

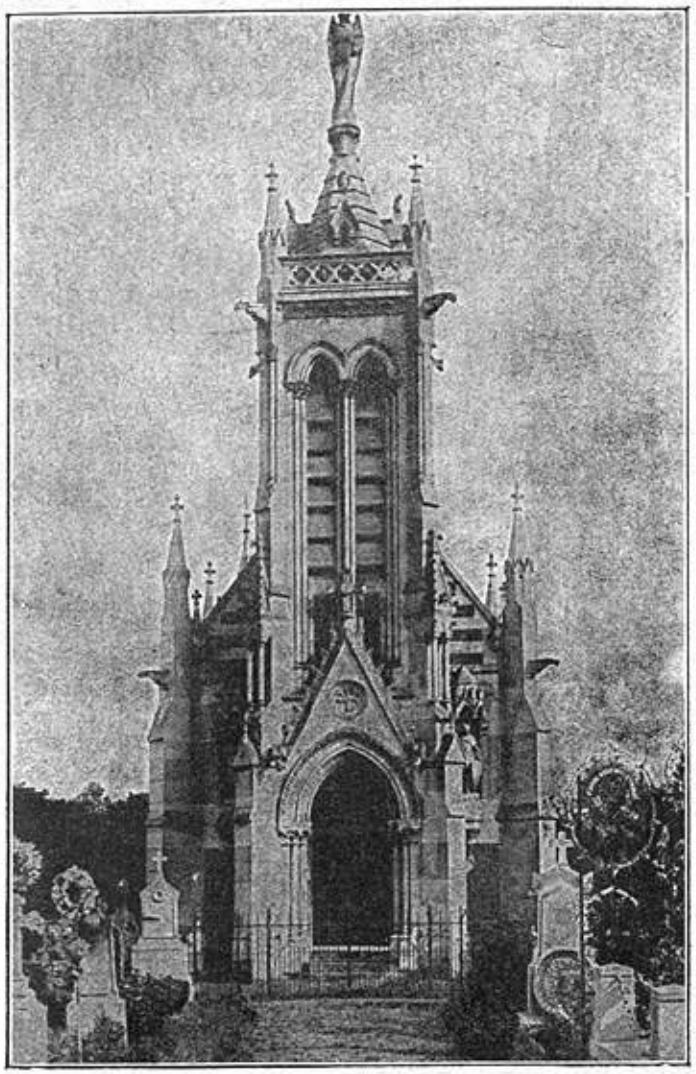
La lutte reprit avec violence le 1er décembre sur tout le contour de la poche. Même énergie

de part et d'autre. La garde britannique, des tanks, la cavalerie hindoue reprennent Gonne lieu et le bois Gauche ; des tanks poussent jusqu'aux lisières de Villers-Guislain. A Masnières, à Marcoing, à Fontaine-Notre-Dame et à Bourlon, assauts répétés ; Masnières, trop exposé depuis que l'ennemi tient au sud la crête de Bonavis, est évacué dans la nuit.

Von Kathen, que ce succès enhardit, s'acharne contre la crête de Welsh et, le 2 décembre au soir, réoccupe Gonnelieu, puis s'accroche aux pentes de la colline ; le 3, il s'empare de La Vacquerie : le saillant se rétrécissait et devenait dangereux pour le général Byng.

De tels efforts, accomplis par les deux adversaires avec des troupes fatiguées, ne pouvaient s'éterniser.

Le 4 décembre fut un jour calme. De nouveau, on n'en pouvait plus. Le maréchal Haig pensa que, pour se maintenir dans un saillant étroit, il lui fallait reprendre les positions perdues sur sa droite, mais que cela coûterait des semaines de combats. Sagement, il se résolut à évacuer la pointe du saillant et à se replier sur la crête de Flesquières. Ordre fut donné de commencer l'opération dans la nuit du 4 au 5 décembre. On restait en position sur la crête de Welsh et, au nord, on évacuait Marcoing, Noyelles, Cantaing, Anneux, Graincourt et la route nationale ; on s'établissait solidement à Ribécourt et sur la crête de Flesquières. Ces deux villages, ainsi qu'Havrincourt, restaient aux mains du général Byng.



LA CHAPELLE FUNÉRAIRE DES MARQUIS, A HAVRINCOURT (PAS-DE-CALAIS).

LA PLACE DE LA BATAILLE DE CAMBRAI DANS L'HISTOIRE DE LA GUERRE

Le succès des tanks n'était donc pas tout à fait annulé. En plus, les armées françaises et britanniques tirèrent de cette bataille une leçon de grande importance, tandis que le commandement allemand ne sut pas la dégager. La bataille de Cambrai marque une date : elle prouve que la surprise peut être complète sans aménagement du front, sans préparation d'artillerie : obus, chars et fantassins peuvent partir d'un bloc à l'assaut des fortifications de campagne. Cette bataille fixe aussi définitivement la tactique de la nouvelle arme, les tanks : liaison étroite avec l'infanterie, appui par l'artillerie. Le général Pétain sut adapter sa manœuvre future à ces données nouvelles et nous les retrouverons en action.

En outre, l'Angleterre avait compris qu'une liaison absolue entre les Alliés était indispensable si l'on voulait parvenir, dans un court délai, à la victoire. A ce moment même, le

15 décembre, le bolchevisme signait l'armistice de Brest-Litovsk. Ludendorff, libéré de tout souci sur le front oriental, ramenait depuis un mois déjà ses troupes sur le front occidental. Cambrai, en somme, était sur ce front, son premier effort offensif depuis Verdun. Devant l'orage menaçant il faut que les Alliées jouent un jeu serré dont la première condition du jeu serré, c'est le commandement unique. Telle fut la leçon capitale qui se dégagea peu à peu du succès enrayé de Cambrai. Il y faudra quelque temps encore : mais l'heure sonnera et les esprits sont déjà préparés.

D'autre part, un germe fatal est déposé dès les journées de Cambrai dans les projets grandioses de Ludendorff. « Une bonne division, écrit-il lui-même, au lieu de poursuivre le combat, s'était laissé arrêter par un dépôt de vivres ennemis. » Retenons cet aveu. La troupe allemande est affamée et elle a perdu sa forte discipline. Si la victoire n'est pas obtenue tout de suite, le colosse s'effondrera.

CHAPITRE XXI

L'ÉVOLUTION DE 1917

Vue d'ensemble sur l'année 1917. — L'Angleterre réclame la direction de la guerre. Effets de la guerre sous-marine. — Les États-Unis déclarent la guerre en avril 1917. La mission Joffre-Viviani. — Le ministère Ribot-Painlevé : Attente et mise au point. — La décomposition de l'armée russe. — Kerensky et les bolchevistes. L'offensive et la débâcle de juillet-septembre 1917. — Le monde lointain se prononce pour l'Entente. L'armée italienne sur les plateaux de l'Isonzo en mai et septembre 1917.

L'ANNÉE 1916 avait été l'année des sacrifices ; l'année 1917 fut l'année des déceptions. Après les succès si cruellement achetés de Verdun et de la Somme, on croyait, chez les Puissances alliées, n'avoir qu'à tendre la main pour saisir la victoire ; les Empires centraux eux-mêmes y paraissaient à peu près résignés. Or, elle échappe et tout redevient trouble et confus : on peut se demander si la fortune ne va pas se retourner au dernier moment.

Cette inquiétude vient, au fond, de la crise de l'autorité et spécialement de l'autorité militaire. Le départ du général Joffre a été un signal et, au point de vue militaire comme au point de vue civil, une sorte de désagrégation est la conséquence de la rupture du nœud qui avait tout tenu jusque-là : Chantilly. Chantilly était fils de l'élan patriotique de 1914. Alors, on était décidé à tout pour gagner la guerre, et, en particulier, à obéir : discipline militaire et discipline nationale, — tout le monde l'avait compris, — c'était la condition *sine qua non* de la victoire.

Durant les deux premières années de la guerre, cette contrainte volontaire avait été acceptée.

La conception absolue d'un Grand Quartier général maître des destinées du pays n'en avait pas moins, comme toutes les choses humaines, ses inconvénients, ses faiblesses, ses dangers. En prenant conscience de sa force, Chantilly qui, certes, agissait de bonne foi, était parfois sans ménagement ; il prêtait le flanc à certaines critiques : on lui reprochait de n'avoir pas prévu la transformation de la guerre de mouvement en guerre de positions. On crut constater, chez le grand État-Major, une confiance trop obstinée dans les anciennes méthodes militaires, un optimisme auquel les événements ne répondaient pas ; on lui reprochait encore de n'avoir pas tout prévu à Verdun ; la création de l'artillerie lourde n'avait pas été décidée à temps ; la campagne des « canons et des munitions » avait été menée en dehors de l'État-Major ; il n'avait suivi que tardivement. Ces critiques et d'autres encore, qui venaient surtout de certains milieux parlementaires, s'accréditaient par suite des immenses souffrances dont l'armée et le pays étaient accablés. Le Grand Quartier général renfermé dans son mutisme

absorbé par son travail formidable, n'entendait pas ou se défendait mal. Durant des mois, la haute situation personnelle du général Joffre avait couvert l'institution. Mais on avait abattu Joffre, et « Chantilly » s'était écroulé. La conception même de « Chantilly », c'est-à-dire d'un État-Major maître de la guerre et un peu du pays, avait disparu. Le Gouvernement avait revendiqué tous les pouvoirs, comme il assumait toutes les responsabilités. La lutte s'était engagée sur les deux lettres qui avaient amené la démission de Joffre : P. O.

Il est à observer que des crises analogues s'étaient produites dans le camp ennemi et que la conception du haut commandement avait, là aussi, évolué : mais, en Allemagne, l'avènement de Hindenburg et de Ludendorff avait marqué un renforcement de l'autorité militaire et comme un acheminement vers une sorte de dictature de la défense nationale, alors qu'en Autriche, la chute de Conrad avait marqué une sorte de déchéance du haut commandement. Le résultat avait été : concentration plus affirmée dans le camp des Empires centraux, puisque Hindenburg apparaissait finalement comme le dieu unique de la guerre, non seulement en Allemagne, mais chez tous les alliés de l'Allemagne, — et dislocation marquée du côté des Puissances de l'Entente. Or cela ne faisait qu'accroître le mal dont souffrait la direction de la guerre de ce même côté depuis le commencement des hostilités. La mesure écartant Joffre n'avait pas ouvert les voies au système du commandement unique, tout au contraire.

La plus grave des conséquences qu'on pouvait reprocher à cette décision — après les conséquences militaires indiquées dans les chapitres précédents — avait été un flottement sensible dans la direction des affaires communes. Jusqu'en décembre 1916, Chantilly avait été un centre ; à partir de cette date, il n'existait plus de centre nulle part.

Des pays libres engagés dans une grande guerre, et surtout des pays libres groupés dans une coalition, ont besoin d'une autorité plus forte que la normale : telle est la leçon qui se dégage des péripéties de cette année 1917 jusqu'à l'avènement du cabinet Clemenceau. Une action énergique sur le civil et sur l'ensemble de la coalition manqua certainement et aux chefs qui succédèrent à Joffre et aux cabinets qui remplacèrent le cabinet Briand avec l'idée d'une sorte de restauration du pouvoir parlementaire. On vit, comme suite immédiate, au dedans, les partis pacifistes et révolutionnaires relever la tête ; au dehors, c'est-à-dire chez les Alliés, la France perdre l'influence prédominante qu'elle avait eue jusque-là. La conduite de la guerre s'en trouva comme désaxée et, par le cours naturel des choses, elle commença à se fixer chez les autres puissances de l'Entente, chez les puissances anglo-saxonnes. Déplacement d'une portée incalculable pour les conditions futures de la victoire et pour l'aménagement de la paix.

Incontestablement, en Angleterre, on regrettait beaucoup le départ de Joffre ; certainement aussi — je suis en mesure de l'affirmer — le maréchal Haig considérait comme un malheur l'interruption de la bataille de la Somme. Ceci dit, la décision ayant été prise, il s'était complu dans ses propres conceptions et avait cherché à doubler le programme de Nivelle d'un plan d'opérations par la côte septentrionale, plan qui soulevait naturellement de graves objections de la part des chefs de l'armée française et qui avait, au minimum, l'inconvénient d'une opération par détachement.

L'ANGLETERRE RÉCLAME LA DIRECTION DE LA GUERRE

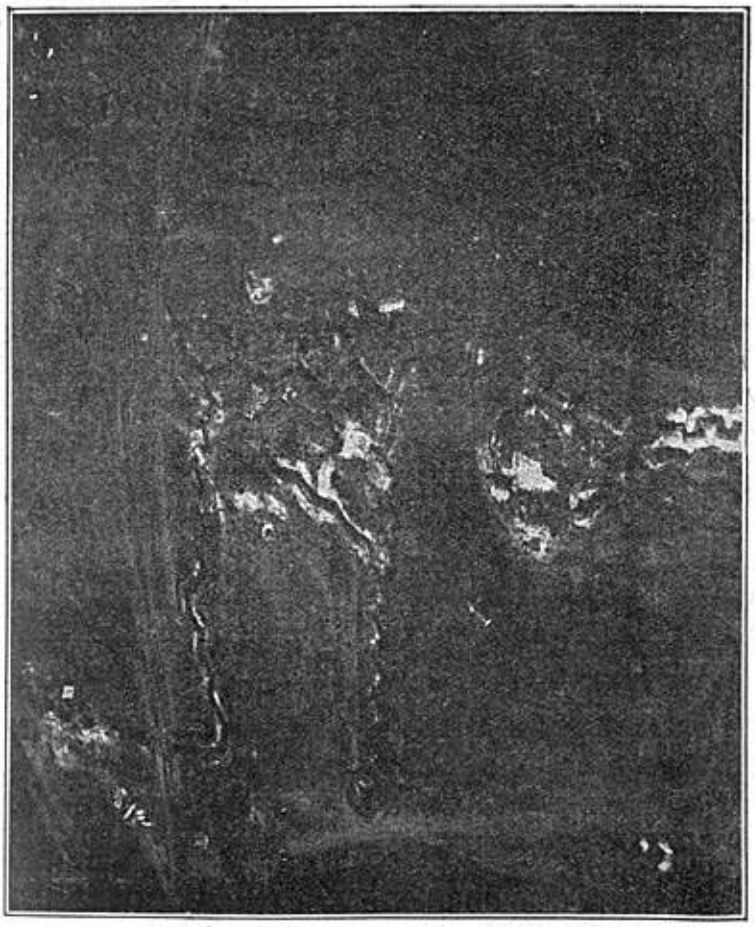
De là à réclamer, pour l'armée anglaise qui venait de rendre de si grands services, plus d'indépendance, une collaboration plus libre, il n'y avait qu'un pas et malgré l'estime personnelle que Lloyd George professait pour Nivelle, ce pas, l'opinion et, les autorités compétentes en Angleterre commençaient à le faire.

Repington note, à la date du 17 *mars* : « Notre chef d'État-Major (Robertson) regrette Joffre, personnalité d'une autre envergure que son successeur et, en quelque sorte, le pivot du système militaire de l'Entente. Il disparaît et voici Lyautey qui s'en va à son tour... Robertson se trouve de nouveau sans personne, dans l'armée française, de fonctions équivalentes aux siennes... *Notre système est décidément bien supérieur à celui des Français*; car il est mauvais d'avoir une administration désorganisée du seul fait de la chute de son chef, comme cela se produit au ministère de la rue Saint-Dominique... »

D'où les conséquences pratiques qui viennent si naturellement à l'esprit réaliste des Anglais :

Vendredi 13 *avril* : « L'orientation actuelle de la politique française préoccupe vivement notre chef d'État-Major ; il prétend que lorsque Nivelle combattra, ce sera la corde au cou, Pétain n'approuvant pas l'offensive... Si Painlevé succède à Ribot, il se pourrait que Pétain soit appelé à commander en chef ; mais Robertson n'en trouve pas moins absurde de lier le sort d'un généralissime à celui du cabinet qui l'a nommé et de changer le chef de l'armée à chaque renouvellement du cabinet. *A son avis, notre Gouvernement est le seul du côté allié qui ait de la suite dans les directions générales.* Robertson voudrait que *nous nous assurions plus effectivement le contrôle général de la guerre.* Robertson continue, autant que moi, à regretter Joffre et l'ancien G. Q. G. Personne, maintenant, en France, n'est chargé des opérations extérieures. On trouve que, dans le concert des Puissances alliées, *nous n'occupons pas la place qui nous est légitimement due* » (p. 582).

Avait-on pensé à tout cela quand on avait décidé de remplacer Joffre?



TRANCHÉES DE SOUTIEN BRITANNIQUES SUR LE FRONT DE SOMME

D'autres raisons fortifiaient la situation de l'Angleterre et lui donnaient des ouvertures particulières sur l'issue de la guerre. Dans les engagements de Londres de 1914 conclus à l'époque où la position de la France était prédominante, on avait fait la faute inouïe de paraître mendier le secours des Puissances alliées, alors que c'était *contre elles* en réalité que la guerre était déclarée par l'Allemagne. On n'avait rien stipulé en faveur de la France, au cas où la guerre réussirait, pas même le retour de l'Alsace - Lorraine. Or, l'Angleterre commençait à marquer quelque hésitation sur ce point, comme si elle prévoyait d'autres réclamations et qu'elle se réservât d'avance un moyen de négociation. Traduisant ces réserves, M. Balfour, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, disait bientôt à la Chambre des Communes que, quant à lui, il était sympathique aux revendications françaises, mais *qu'il ne s'exprimait qu'à titre personnel.* Il fallut une négociation engagée à ce sujet entre les deux chefs du gouvernement pour amener M. Lloyd George à faire en public une déclaration formelle dans le sens du retour à la France des deux provinces.

Ces nuances étaient observées attentivement dans le camp adverse. L'Allemagne se demandait, maintenant, si elle ne pourrait pas déta-

cher l'Angleterre de la coalition, et tel était l'objet spécial de la résolution prise de procéder à la guerre sous-marine sans restriction. Et cette résolution, d'autre part, dévoilait que l'ennemi principal et principalement visé était l'Angleterre. La haine contre l'Angleterre était à son maximum en Allemagne, à cette époque : mais, plus cette puissance était détestée et plus on cherchait, soit à la faire capituler, soit à transiger avec elle. En somme, la partie entre l'Allemagne et l'Angleterre se jouait autour de la guerre sous-marine.

EFFETS DE LA GUERRE SOUS-MARINE

Quel était le but exact de l'Allemagne? Vaincre. Mais l'arme sous-marine devait-elle obtenir pleinement ce résultat? Sur ce point, les avis étaient partagés, même à Berlin. Les chefs responsables de la guerre sous-marine sans restrictions plaident maintenant qu'ils ne cherchaient qu'à obtenir un fléchissement du moral du peuple anglais pour l'amener à une paix de compromis. Cela cadre assez bien avec les déclarations de Ludendorff qui ne parle jamais que d'un délai de quelques mois pour obtenir, sur les conseils de l'Amérique et par l'intervention du président Wilson, l'ouverture des pourparlers avec l'Angleterre. L'amiral von Koch dit, dans sa déposition devant la Commission d'enquête : « Nous n'avons jamais poursuivi, comme but, d'affamer l'Angleterre ; nous voulions, par la perte du tonnage, l'amener à cette conviction que le temps travaillait contre elle. » De même l'amiral von Cappelle : « J'ai toujours déconseillé de parler d'un affamement de l'Angleterre. Il ne s'agissait que de rendre l'Angleterre prête à la paix. » Le capitaine de vaisseau Bartenbach dit : « Le plan consistait à faire à la vie économique de l'Angleterre une bonne saignée. Il s'agissait d'enlever aux Anglais l'envie de faire la guerre pendant des années. Nous voulions montrer à l'Angleterre l'effet de l'étranglement qu'elle nous destinait (1). »

(1) Voy. l'ensemble des textes réunis par E. Delage dans *Revue maritime*, numéro de décembre 1920.

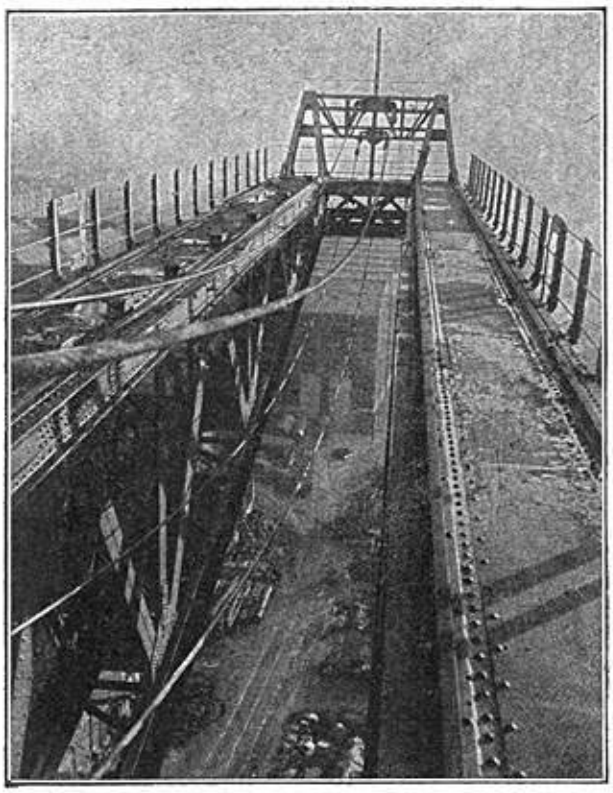
Si cette thèse est exacte, le duel anglo-allemand atteignait son point culminant en février 1917, au moment où la guerre sous-marine était déclarée sans restrictions ; l'amiral von Koch traduit ce sentiment qu'on se crut un instant, en Allemagne, sur le point d'atteindre au résultat visé : « L'Angleterre devait être persuadée que l'Allemagne pouvait et voulait tenir. Les déclarations de l'amiral Sims prouvent que nous étions en bonne voie. Lloyd George et Ribot étaient déjà sur le point de partir pour Rome et d'y envisager une paix de compromis. Un hasard malheureux permit à l'Entente de tomber en possession d'un rapport pessimiste du comte Czernin qui fit sensation. (Nous débrouillerons tout ceci par la suite.) On déduisit de ce rapport que l'Allemagne, elle aussi, était acculée à la catastrophe ; on laissa définitivement tomber l'idée d'une paix de compromis. La guerre sous-marine n'était pas un va-tout ; la seule faute a été de la commencer trop tard. »

Quel serait le résultat de la guerre sous-marine, on ne devait le savoir que par la suite, mais ce qui est évident, c'est que l'intensité de la guerre sous-marine, visant surtout l'Angleterre, devenait un des éléments de l'influence croissante de cette puissance dans la direction de la guerre.

Le premier semestre de l'année 1917 est particulièrement inquiétant, on pourrait dire terrifiant. L'Angleterre était relativement en mesure de parer en ce qui touchait à l'approvisionnement intérieur, mais la destruction du tonnage, quel qu'il fût, allié ou neutre, tendait à abolir, entre toutes les Puissances de l'Entente, cette solidarité matérielle et économique qui leur permettait de rester unies et de soutenir la guerre d'encerclement. Par exemple, un énorme tonnage était indispensable pour ravitailler la Russie et la Roumanie, pour envoyer les troupes en France, à Salonique, en Égypte, bientôt pour assurer le concours de l'Amérique ; or, le tonnage s'effondrait à vue d'œil et le chiffre des constructions neuves n'ayant pas été calculé pour de telles éventua-

lités, la mer devenait déserte. Telle était l'angoisse, non seulement de l'Angleterre, mais des Alliés. Or l'Angleterre seule pouvait se sauver et sauver les autres d'un tel péril.

En janvier, 360 000 tonnes ont été coulées; en février, 542 000 tonnes; en mars, 592 000 tonnes; en avril, le mois le plus dur, 871 000 tonnes; pendant chacun des quatre mois qui suivent, plus de 500 000 tonnes par mois, et pendant les quatre derniers mois de l'année, 350 000 tonnes. C'est donc près de 6 millions de tonnes qui vont manquer aux Alliés à la fin de l'année. Ajoutons que la peur du torpillage a retenu un nombre considérable de bateaux, surtout des neutres, au port. Von Cappelle s'écrie : « La guerre sous-marine a dépassé tous nos espoirs. La navigation en mer du Nord est suspendue; les équipages sont enthousiasmés (1). »



L'EFFORT POUR LES CONSTRUCTIONS NAVALES EN ANGLETERRE. UN CHANTIER DE LA CLYDE

Et les constructions neuves, si onéreuses en elles-mêmes, ne remplaçaient pas les manquants : fin 1917 la destruction des tonneaux montait à 5 millions et la construction à 3 millions, le déficit était, encore une fois, terrifiant; c'est seulement à la fin de 1917 que la construction, sous l'empire d'une nécessité absolue, prit un élan tout à fait réconfortant.

Nous dirons plus tard quelles sont les raisons qui annulèrent, définitivement, les effets de la guerre sous-marine, comme avaient été annulés les effets de la guerre des Zeppelins qui avait d'abord donné tant d'espérance à l'Allemagne. Ces prodiges matériels ne décident jamais des choses, parce qu'ils trouvent leur contre-partie chez l'adversaire : ce qui décide, c'est l'intelligence et l'âme. Or, il y avait, dans la guerre sous-marine, une erreur de psychologie initiale et en raison de laquelle elle ne devait pas réussir. Mais, au cours du premier semestre de 1917, battant son plein, elle avait produit cet effet incontestable de grandir parmi les Alliés le rôle de l'Angleterre, visée spécialement par l'effort nouveau de l'Allemagne.

Et une autre suite de la guerre sous-marine ajoutait encore à une prépondérance de l'élément anglo-saxon : je veux dire l'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique.

ENTRÉE EN GUERRE DES ÉTATS-UNIS. LA MISSION JOFFRE-VIVIANI.

Il n'est pas douteux que l'Amérique, ne serait-ce que par la communauté de la langue, a toujours une tendance à écouter les voix qui viennent d'Angleterre. Les intérêts de toute nature sont étroitement mêlés; la presse anglaise a de nombreux échos dans la presse américaine; les nouvelles transmises par le télégraphe sont presque toutes d'origine anglaise, et puis, le cadre intellectuel est souvent le même : on s'étonne moins à New-York d'un raisonnement élaboré à Londres que d'une façon de concevoir appartenant à n'importe quel autre milieu européen. Certainement, des concurrences fondamentales subsistent, malgré tout, entre les deux grandes puissances et peuvent amener des périodes de friction et de tension : mais, dans l'ensemble, on peut dire que les relations de la grande famille anglo-saxonne s'inspirent

(1) Voy. Lieutenant de vaisseau de RIVOYRE, *Histoire de la guerre navale 1914-1918*, p. 130.

toujours du vieux proverbe : « Le sang, ce n'est pas de l'eau ». Quand les États-Unis entrèrent dans la guerre, le poids de cette alliance pesa soudain dans la balance et entraîna l'un des plateaux.

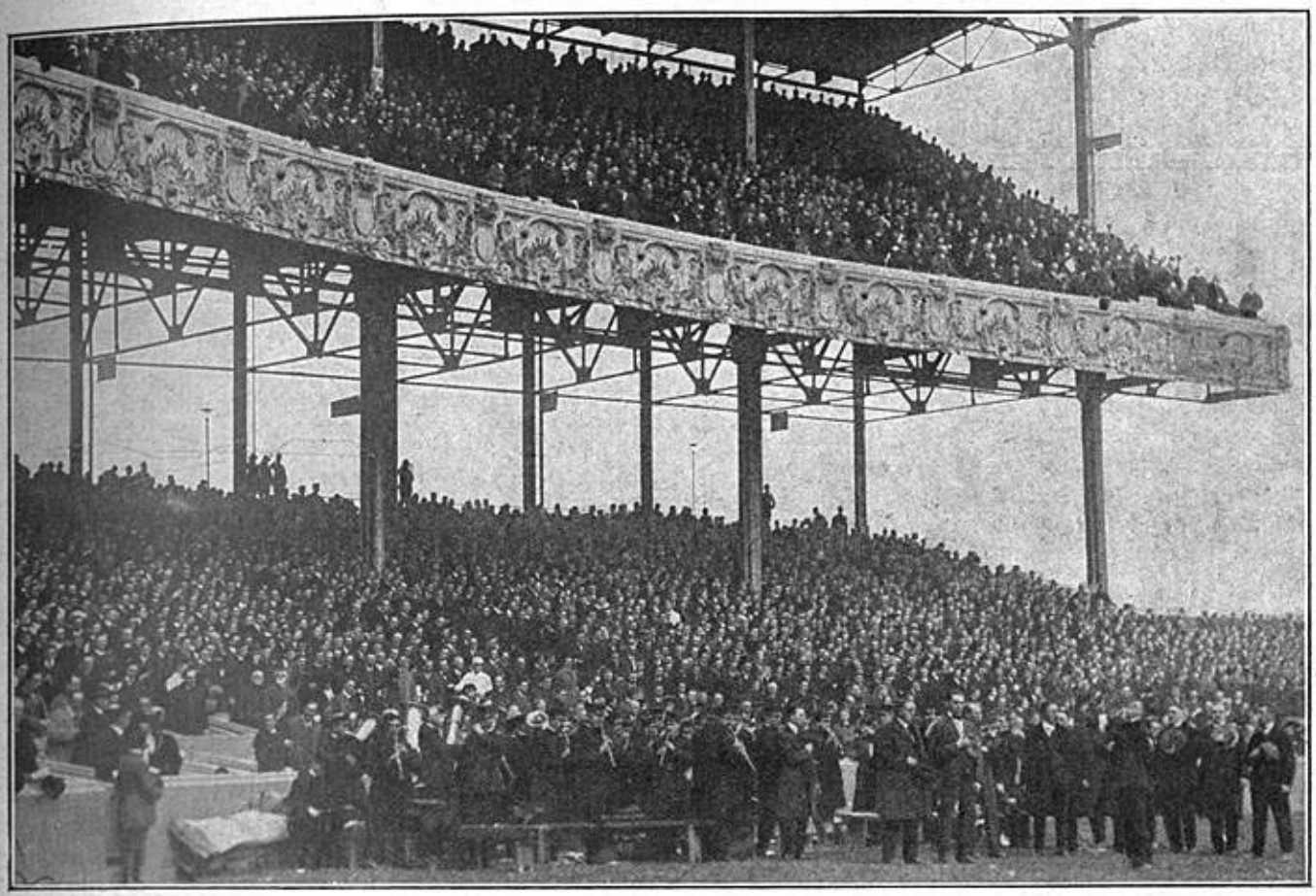
Les motifs qui avaient décidé de l'intervention américaine étaient, à la fois, de l'ordre intéressé et de l'ordre désintéressé. L'Amérique n'ignorait pas que l'empereur Guillaume avait, à diverses reprises, médité une coalition européenne contre les États-Unis : la vigilance allemande entendait, alors, tenir en respect, sur le marché international, la concurrence de la puissance productrice des matières premières et, à diverses reprises, l'Allemagne avait cherché à la tuer dans l'œuf. On n'ignorait pas non plus, en Amérique, que, si l'Allemagne sortait victorieuse de la grande guerre, elle se tournerait aussitôt contre le pays qu'elle accusait d'avoir fourni des armes, des ressources alimentaires, industrielles et financières à ses ennemis ; enfin, on savait pertinemment que l'Allemagne cherchait, sur le nouveau continent, des appuis pour sa politique d'expansion et de domination universelles, au Brésil, en Argentine, au Mexique.

Au Mexique, surtout, le gouvernement allemand, par l'organe du ministre Zimmermann, avait fait la faute insigne de proposer une alliance avec le Japon pour attaquer les États-Unis. Cette dangereuse intrigue fut révélée aux États-Unis le 17 mars 1917 ; son de cloche d'un effet prodigieux. Faire entrevoir, seulement, une perspective de guerre avec le Japon, c'était frapper les imaginations américaines à leur point le plus sensible. Les pacifistes les plus ardents durent rentrer sous terre. A ce point de vue, immédiat et direct, la guerre à fond devenait une nécessité pour les États-Unis.

L'opinion apprit aussi, par la suite, ce que le Gouvernement savait pertinemment, que, durant la période où les États-Unis hésitaient encore, c'est-à-dire en janvier 1917, cette même propagande allemande avait autorisé l'ambassadeur Bernstorff à dépenser 50 000 dollars « pour influencer le Congrès *comme précédemment* ». Cette ingérence dans les affaires intérieures de la grande République, appuyée par toutes les forces dissidentes et progermaines, avait fait déborder le vase. L'opinion américaine, hésitante jusque-là, avait décidément pris le pas de l'ancien président Roosevelt suivi par le président Wilson. En raison des intérêts de toute nature engagés dans la guerre et du malaise considérable créé par la prolongation des hostilités, la participation effective était devenue non seulement indispensable, mais populaire.

En même temps s'était levé dans l'âme républicaine un sentiment tout à fait digne de cette grande démocratie pacifique, le sentiment de la justice et du devoir, et l'on sentit que le peuple américain se lançait dans la crise mondiale pour des motifs plus hauts et désintéressés. Le président Wilson s'était fait l'apôtre de cette doctrine supérieure. Un jour, me parlant de l'Amérique, le maréchal Foch m'a dit : « Ce pays est le pays du coup de vent ; quand le vent souffle, tout est emporté. » Le président Wilson sut déchaîner cette tempête des âmes où soufflait l'esprit d'une croisade.

L'opinion américaine avait ressenti cruellement les souffrances dont l'Allemagne avait accablé un pays faible et qui se croyait assuré de la neutralité, la Belgique ; elle avait assisté avec horreur aux atrocités dont les armées allemandes s'étaient rendues coupables dans les pays envahis ; elle avait entendu avec indignation les thèses insolentes du pangermanisme sur le droit de la force et l'impitoyable écrasement des vaincus. Elle avait compris, enfin, que de telles audaces ne pouvaient émaner que d'une caste militaire conduite par un autocrate se croyant irresponsable ; et peu à peu avait grandi, dans l'âme américaine, le sentiment que l'heure était venue de chercher la paix du monde et la prospérité générale dans l'avènement universel de la démocratie. C'est la parole qu'a prononcée le président Wilson dès le 2 avril 1917 et par



UN MEETING POUR L'ENTRÉE EN GUERRE DES ÉTATS-UNIS. — L'HYMNE NATIONAL

laquelle il semble qu'une barrière fut placée à tout jamais entre les peuples qui ne se gouvernent pas librement et les autres, ceux qui jouissent d'institutions libres (1).

Les hommes les plus sages et les plus modérés de l'Amérique partageaient ce sentiment et l'exprimaient dans des « adresses au peuple américain » qui avaient un immense retentissement :

« Depuis la fatale journée, écrit M. N.-M. Butler, recteur de l'Université Columbia, où les troupes ennemies ont franchi la frontière de la Belgique inoffensive, innocente, et pacifique, ce n'est plus une guerre européenne. Cet événement a fait de la guerre une guerre américaine... une guerre pour tout homme et pour toute femme qui veut vivre dans l'indépendance, la liberté et le progrès pacifique. »

Un fait nouveau eut aussi une action profonde sur ces masses américaines, la chute de Tsarisme. C'était comme un jugement de Dieu : la grande guerre marquait l'époque d'une révolution profonde dans les destinées politiques du monde. Toutes les autocraties seraient balayées. La Providence en décidait ainsi. Tels sont les principes de l'américanisme pur ; ils ont un caractère, pour ainsi dire religieux, bien entendu sans que des vues politiques à longue portée en soient exclues :

Le professeur William Sloane affirme (*New-York Times*, 19 mars 1917) que les neuf dixièmes des Américains qui avaient semblé être des partisans de l'Allemagne étaient en réalité *anti-russes* et que la Révolution russe est de nature à modifier radicalement leur attitude : et cet ami personnel du Kaiser a été jusque-là un de nos adversaires les plus acharnés ! On sait par lui ce que pensaient de la Russie et de ses alliés les Juifs américains qui ne peuvent oublier les pogroms : par la

(1) Passage du Président Wilson du 2 avril 1917 : « Notre objet est de défendre les principes de paix et de justice contre les puissances égoïstes et autocratiques et d'établir parmi les peuples vraiment libres et autonomes une unité de tendance et d'action qui assure désormais le respect de ces principes. »

bouche de leur chef, M. Oscar Strauss, qui, jusque-là, avait défendu la cause de l'Allemagne, ils se déclarent pro-alliés, « sans hésitation ni réticence ».

Et les manifestations semblables se multiplient. Toutes les sympathies sont acquises à la nouvelle Russie. A la suite de la révolution russe, dit-on, les autres pays vont voir s'affermir chez eux les principes vraiment démocratiques. Tôt ou tard, tous devront se transformer, notamment le Japon qui continue à soulever des suspicions... L'immense majorité des Américains est bien d'avis que la cause des Alliés est, dans l'ensemble, celle du droit et de la démocratie. « Les nations chez lesquelles l'opinion publique compte, sont toutes dans le même camp, » dit le *New Republic* du 7 avril. Même le *New-York American* de Hearst reconnaît, le 4 avril, « que maintenant que la Russie est une démocratie, le conflit est vraiment devenu une *bataille mondiale de la démocratie contre la monarchie* » (1).

Ce sont ces idées que le président Wilson, avec la force et l'intensité naturelles à son âme doctorale, recueille dans le sentiment diffus des foules et dont il va faire ces buts de guerre qui se préciseront, un jour, dans les fameux « Quatorze articles ».

Or, il est à peine utile de dire que de telles tendances se rencontraient, en beaucoup de points, avec celles qui étaient au fond de l'âme britannique et qui avaient été d'une si puissante action dans la propagande conduite auprès de tous les peuples du monde. Se réclamer des principes, c'est toujours s'assurer de prompts et faciles succès auprès des masses; elles ne s'attachent guère qu'aux idées générales. En somme, la thèse américaine s'inquiétait beaucoup moins du péril européen que du bien général de l'humanité.

Le péril européen existait cependant, et les deux causes ne pouvaient être séparées. Il appartenait à la France de ne pas laisser oublier les raisons initiales de la guerre, raisons qui devaient un jour, sous peine de complications infinies, réapparaître comme le schéma fondamental des conditions nécessaires de la paix ; l'avenir de l'humanité et l'intérêt de l'Amérique demandaient d'être conciliés en ce point avec les conditions futures de l'équilibre européen. Si on eût dégagé ces accommodations, le traité de Versailles se fût trouvé tout autre, et la cause des nationalités et de la paix n'eût pas été abandonnée au hasard. A cette tâche parfois ingrate, la France donc ne devait pas se dérober auprès de l'Amérique, au risque même de ne pas réussir complètement. Et ce fut le drame qui commença à se nouer dès les premières heures de l'intervention américaine. Il était indispensable de l'indiquer dans ses linéaments encore incertains, ne serait-ce que pour rappeler les causes qui font, de cette année 1917, une année de doute, malgré le réconfort extraordinaire qu'apporte au point de vue moral, au point de vue financier, et qu'apportera bientôt au point de vue militaire, ce coup de théâtre, d'ailleurs magistral, de la déclaration de guerre des États-Unis.

La nécessité d'une action française aux États-Unis était frappante. Si l'Angleterre est très influente sur l'opinion américaine, la France reste l'amie des premiers jours ; à l'origine de cette amitié commune, il y a le souvenir impérissable de la guerre d'Indépendance, de La Fayette et de Rochambeau.

Aussitôt après la publication du message du président Wilson lu le 2 avril au Congrès, on avait décidé l'envoi d'une mission chargée d'exposer ce que j'appellerai les « raisons françaises » de la guerre et le programme français de la conduite de la guerre. Les choix furent excellents : à la tête de la mission, se trouvaient placés l'ancien président du Conseil, le grand orateur Viviani et le maréchal Joffre. Rien ne pouvait marquer, plus que ce dernier choix, la volonté d'unité dans le haut commandement et dans la direction de la guerre, volonté qui était, dès le début, celle de la France. En plus figuraient dans la mission le vice-amiral Chocheprat et le marquis de Chambrun, descendant de La Fayette, un universitaire, M. Hovelaque, un fonctionnaire des Finances, M. Simon, etc.

Au point de vue français, l'opinion aux États-Unis était extrêmement sympathique, mais plutôt en vertu de cette tendance senti-

(1) HOVELAQUE, *Les Etats-Unis à la guerre. De la neutralité à la Croisade.* Alcan, 1919, in-8.

mentale rappelée tout à l'heure que par un raisonnement d'affaires. Les États-Unis connaissent mal la France et, en raison de la difficulté de la langue, les efforts faits pour convaincre le peuple américain atteignent rarement l'esprit et s'arrêtent au cœur.

La difficulté de la mission, qui sera secondée d'ailleurs, par l'action féconde et permanente d'un haut commissaire chargé spécialement des affaires franco-américaines, M. André Tardieu, consiste surtout à rendre pratique et efficace l'immense concours de bonnes volontés qui se prépare aux États-Unis.

Vers le milieu d'avril, quand M. Viviani et le maréchal Joffre s'embarquent pour l'Amérique, si la déclaration de guerre est un fait accompli depuis une semaine, le caractère de l'intervention militaire américaine est loin d'être déterminé. On oscille là-bas entre l'idée d'envoyer en Europe une armée de quelques mille volontaires et celle de mobiliser une flotte et une armée colossales capables d'accabler l'Allemagne sous le poids du nombre. Les premiers appels aux enrôlements volontaires n'avaient pas réussi : il avait bien fallu constater un déficit énorme relativement aux espoirs conçus tout d'abord. Subitement, par l'effet de la présence de la mission de ces Français, acteurs et témoins des premiers actes du drame, tout se transforme. Viviani parlait avec une conviction entraînante et on le comprenait rien qu'à la grandeur du geste et à l'accent de sa voix pénétrante. Quant au maréchal Joffre, il était accueilli par les foules avec une ferveur religieuse.

Mais il ne s'agissait pas seulement de sentiments à éprouver, il s'agissait de résolutions à prendre. Ici encore la mission donna le coup de barre qui ramena vers la France et vers les idées françaises la pensée américaine, un moment hésitante.



ARRIVÉE A WASHINGTON DU MARÉCHAL JOFFRE ET DE M. VIVIANI

(*A gauche* : M. LANSING ; *derrière M. Viviani* : le vice-amiral CHOCHEPRAT ; *à droite* : M. JUSSERAND.)

L'Amérique n'était nullement préparée, mais ses ressources étaient formidables ; ce peuple, qui sentait sa force immense, ignorait le moyen de l'utiliser ; il n'avait aucune expérience militaire. Aussi, il accepta le vainqueur de la Marne, non seulement comme un ami, mais comme un éducateur ; il eût volontiers demandé et même sollicité des ordres, le maréchal s'en tint sagement aux conseils. Parti de France sans aucune directive, il avait longuement étudié, au cours de la traversée, le plan qu'il voulait proposer au département de la Guerre à Washington. Comme tous les travaux qu'il a mis au point, celui-ci présentait un caractère d'unité et de réalisation pratique fait pour impressionner les Américains.

Dans les conférences familières poursuivies au ministère de la Guerre et au War-College, le maréchal Joffre, se prêtant avec bonne grâce à toutes les demandes d'explication, convainquit rapidement ses auditeurs de la justesse de ses vues. Alors que les Américains se demandaient d'abord s'ils enverraient 10000 ou 20 000 hommes en France, le maréchal leur présenta les cadres d'une vaste organisation pouvant recevoir au besoin plusieurs millions d'hommes. Il ne s'agissait plus seulement de l'envoi d'un corps expéditionnaire, mais bien de la constitution de cette grande armée américaine que nous avons connue

en France, et ce résultat fut obtenu dès la deuxième entrevue.

Le Parlement, conquis à l'idée, vota en quelques jours la loi de conscription à une très forte majorité ; l'opinion américaine, vivement impressionnée, reporta tout le mérite de ces fortes décisions sur l'autorité personnelle et directe du maréchal.

Quand, après le voyage triomphal accompli dans les États du Centre et de l'Est, et au Canada, le maréchal Joffre retrouva, le 14 mai, à Washington, le ministre de la Guerre, M. Baker, l'accord était définitivement établi. La note que le maréchal Joffre avait préparée fut solennellement acceptée par le ministre. Encore que cet échange de vues n'ait pas été l'objet d'un protocole officiel, il a véritablement constitué la charte de l'union militaire entre l'Amérique et les Puissances engagées dans la guerre. M. Viviani pouvait, dès le 20 mai, en télégraphier la teneur au gouvernement de la République. Depuis, tous les articles en ont été scrupuleusement observés par l'Amérique. Le maréchal apportait à la France le concours d'une armée magnifique et qui devait faire pencher définitivement la balance (1).

Au même moment, l'Angleterre avait envoyé en Amérique un de ses hommes d'État les plus considérables, M. Balfour et, sur tous les points, l'entente s'était faite dans un juste équilibre entre les nations alliées.

Dès le 18 mai, le principe d'une armée de 5 millions d'hommes est accepté ; elle opérera en France, elle sera armée de canons français, elle s'inspirera des méthodes françaises, et ses instructeurs seront des officiers français. L'immense effort de l'industrie américaine et anglaise secondera cette mobilisation de masses armées qui, un jour ou l'autre, fixeront la fortune du côté des Puissances de l'Entente. On vote, le 4 juin, 750 millions de dollars pour l'œuvre des chantiers fédéraux ; on commande 100 navires en bois, 2 millions de tonnes d'acier sont en construction dans les chantiers privés.

Une fois la résolution prise d'envoyer en France les forces nécessaires pour que le sort de la guerre ne pût être mis en doute, le président Wilson fit le geste qui était la suite naturelle de cette résolution. Le général Pershing, désigné pour commander l'armée américaine, s'embarquait pour la France, accompagné de son État-Major. Il arrivait à Paris le 13 juin, et Paris lui faisait un accueil à la fois solennel et cordial qui donnait le ton aux relations qui s'établissaient dès lors entre les deux armées comme entre les deux pays. M. Lansing, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, notifiait à l'opinion mondiale que l'Amérique était décidée « à ne pas conclure la paix tant que l'Allemagne ne serait pas battue ».

Mais, en attendant que l'armée soit prête, en attendant que l'immense programme des constructions indispensables fût accompli, l'Amérique agit d'une manière décisive sur un autre terrain non moins important, le terrain financier. Après trois ans de guerre, l'Europe était à bout ; il fallait que des ressources nouvelles alimentassent sa trésorerie épuisée. Il avait fallu soutenir la Russie, la Belgique, la Serbie, l'Italie, la Roumanie et successivement tous les États engagés dans la guerre. La France et l'Angleterre, malgré leur richesse et leur puissance financière, pliaient sous le fardeau. L'Amérique avait déjà ouvert de larges crédits ; elle avait eu confiance dans la victoire de l'Entente. Mais, maintenant, c'est tout autre chose ; il s'agit de la victoire commune, et l'Amérique, après quelques instants d'hésitation, part à fond.

On ne lésinera pas. On prêtera aux Alliés toutes les sommes dont ils auront besoin. Et les avances qu'ils ont reçues montent déjà, le 27 août, à plus de 2 milliards de dollars, environ 12 milliards de francs en tout (1 milliard 500 millions à l'Angleterre, 530 millions à la France, 230 millions à l'Italie, etc.). Et M. Mac Ador, gendre du président Wilson, propose, en août, d'émettre pour

lésinera pas. On prêtera aux Alliés toutes les dont ils auront besoin. Et les avances qu'ils ont ontent déjà, le 27 août, à plus de 2 milliards de environ 12 milliards de francs en tout (1 milliard ions à l'Angleterre, 530 millions à la France, ons à l'Italie, etc.). Et M. Mac Ador, gendre du t Wilson, propose, en août, d'émettre pour rds et demi de dollars d'obligations nouvelles ; embre, l'émission est votée *à l'unanimité*. On est es chiffres et de cette unanimité. Le *World* du fait remarquer que les États-Unis, au bout de huit mois de guerre, auront dépensé 26 milliards s, deux fois plus que les 13 milliards que l'Angle- dépensés dans le même temps. Aucun chiffre plus. A la fin de septembre, devant les 3 000 délé- is à Atlantic City, pour la convention de l'asso- es banquiers, M. Mac Ador dit : « Les ressources ques nationales et des banques d'État sont de rds de dollars. Au début de la guerre de Séces-

On ne sommes reçues n dollars, 500 mil 230 mill présiden 2 millia le 6 sept fier de 29 août deux ans de dolla terre a n'effraie gués réu ciation des ban 37 milli

soit le double. En observant la même progression, nous pourrions emprunter 74 milliards de dollars (1). »

Le même effort se multiplie à l'infini pour ce qui concerne les approvisionnements, les fournitures de toutes sortes dont la guerre est une consommatrice effrayante. M. Hoover, en qui l'Amérique a une absolue confiance, est nommé dictateur aux vivres. L'Amérique se rationne elle-même pour que la ration européenne soit augmentée.

Résumons en quelques lignes ce qui n'est encore qu'une « préparation ». Les États-Unis se sont levés lentement, mais ils sont maintenant debout.

Le « coup de vent » a emporté la masse dans son tourbillon. Par elle, par son concours, par sa volonté et par sa bonne volonté, on est assuré de la victoire. Mais, déjà, deux effets se produisent sur l'état des choses en Europe. La grandeur de l'Amérique, unie à la grandeur de l'Angleterre, déplacent, comme il était inévitable, l'axe de l'Entente. En outre, la certitude de l'intervention américaine transforme, dans la guerre elle-même, la notion *temps*. Jusqu'alors, on se pressait, on avait hâte d'en finir. Pour vaincre, il fallait vaincre tout de suite. Et c'était la raison de ces efforts désespérés comme avaient été la Somme et la bataille de l'Aisne. Maintenant, on est porté à attendre cette armée qui doit arriver un jour et sous le poids de laquelle la résistance ennemie s'effondrera. A la hâte extrême se substitue une certaine lenteur ; à l'effort immédiat, une pression à plus longue échéance.

Nous allons assister à cette transformation des méthodes de guerre, même sur le front français ; il est vrai qu'on finira par s'apercevoir que la nouvelle procédure, si elle a ses avantages, a aussi ses inconvénients ; on en reviendra bien, un jour, au système initial et aux grandes initiatives : car on est à bout et il faut que la guerre finisse, coûte que coûte. Mais, nous n'en sommes pas là, au printemps de 1917.



L'ARRIVÉE EN FRANCE DU GÉNÉRAL PERSHING

LE CABINET RIBOT-PAINLEVE. ATTENTE ET MISE AU POINT

Pour ne pas interrompre l'exposé des faits militaires qui ont déterminé le nouveau *cursus*, — à savoir les offensives du maréchal Haig dans le Nord et la bataille de Nivelle sur l'Aisne ; — pour signaler, dans la prépondérance anglo-américaine, une autre origine de ce nouveau *cursus*, nous avons dû nous écarter quelque peu de l'ordre chronologique. Nous y revenons en rentrant en France et en reprenant le récit des événements intérieurs qui, eux aussi, ont déterminé une sorte de suspens et comme une évolution dans la direction de la guerre.

Au moment où M. Briand, se conformant à une motion parlementaire très nette, s'était décidé à enlever le haut commandement au

(1) HOVELAQUE, *loc. cit.*, p. 368.

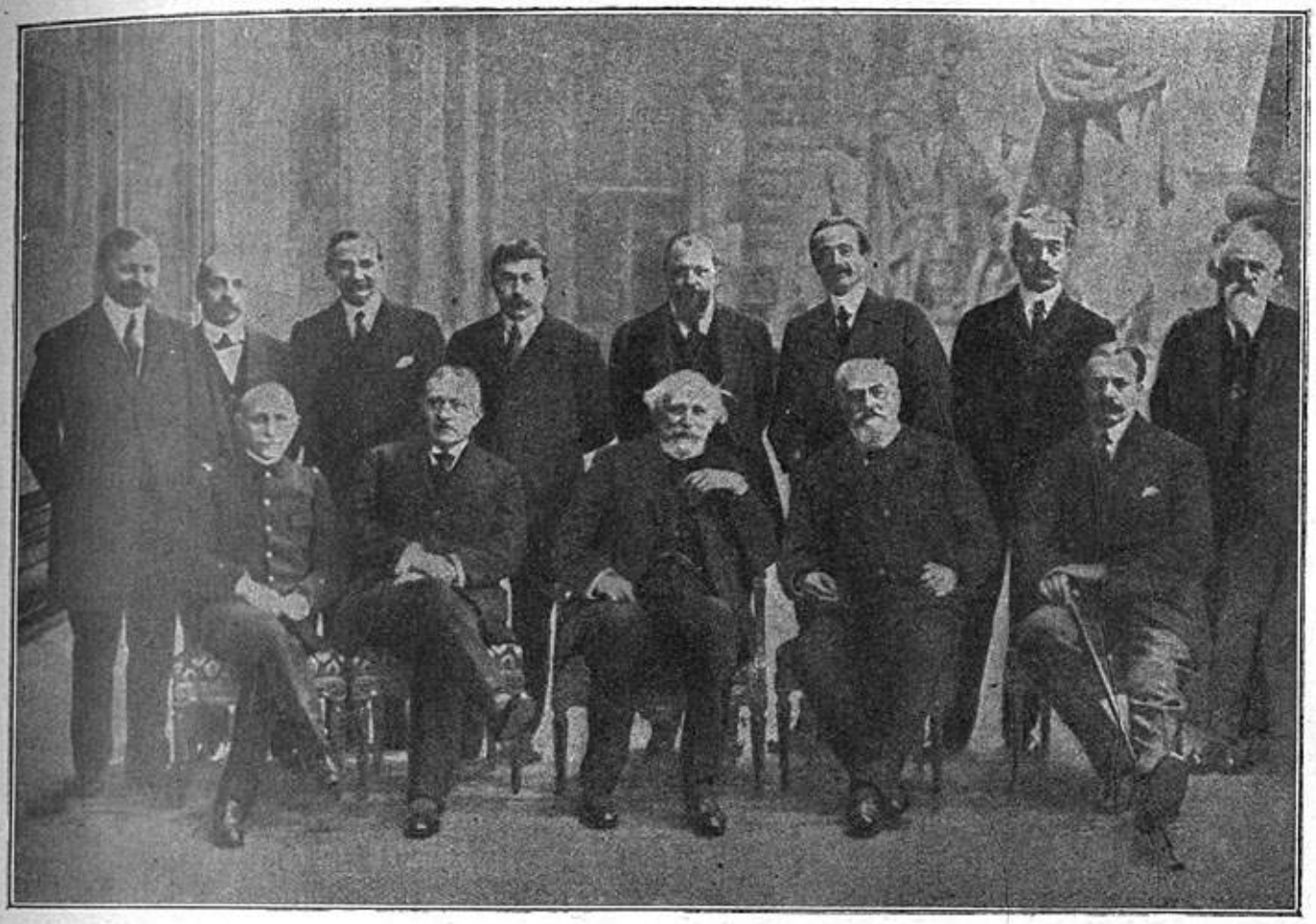
général Joffre en le nommant maréchal, il avait pris le parti de remanier son cabinet. La conduite de la guerre ne pouvait pas ne pas être sérieusement influencée par le ministre qui succédait au général Roques, le général Lyautey. Le cabinet lui-même avait été « resserré » ; les ministres d'État avaient disparu. Un « comité de guerre » avait été créé. La tendance était visiblement à rentrer dans les conditions normales du gouvernement civil : on « s'installait » dans la guerre. De ce remaniement ministériel, un détail avait frappé : M. Painlevé, ministre des Inventions, n'avait pas cru devoir garder son portefeuille : on était en droit de conclure que M. Briand ne pouvait plus entièrement compter sur le concours de la gauche avancée.

La nouvelle recrue du cabinet Briand n'était pas faite pour rendre les contacts plus aisés avec cette partie de l'assemblée : le général Lyautey, personnage considérable, de haut mérite intellectuel et administratif, mis hors de pair par la décision prise par lui de maintenir la France au Maroc malgré les instructions qui l'autorisaient, le cas échéant, à se replier sur la côte, n'était pas de ceux qui se laissent mener. S'il était agréable au gouvernement de pouvoir opposer sa figure un peu hautaine aux empiétements militaires et parlementaires, il fallait accepter le risque de certains froissements et de certaines humeurs. Les susceptibilités sont vives quand tout le monde tâche à faire son devoir. Le général Lyautey n'était pas des plus satisfaits de certaines mesures prises pendant qu'il voyageait pour venir occuper son poste.

Il était dans ses intentions d'attribuer un rôle éminent, auprès de lui, au général de Castelnau, et il entendait diriger les divers services de son ministère sans se laisser dépouiller ni de ses attributions ni de ses responsabilités ; il comptait aussi exercer une action prépondérante sur la direction générale de la guerre. Or, durant l'intérim, on avait réglé la plupart de ces points, sans même le consulter. De là, une première tension entre le nouveau ministre et ses collègues parlementaires. Cette tension s'exagéra à propos de la nomination du sous-secrétaire d'État à l'aviation. Le général Lyautey préférait confier la direction de la « cinquième arme » à un militaire, et il avait désigné le général Guillemin. Cette mesure avait provoqué quelque mauvaise humeur dans le Parlement et on avait demandé qu'un débat s'ouvrît à ce sujet, au besoin en comité secret. Malgré l'opposition du général Lyautey, M. Briand avait accepté. Le ministre de la Guerre devait lire une simple déclaration concertée avec le président du Conseil ; dans les quelques paroles qu'il prononça, il ne crut pas devoir dissimuler son sentiment sur l'utilité d'une telle discussion et sur le danger de certaines indiscrétions. Une irritation très vive se manifesta sur les bancs de l'extrême gauche et de la gauche, mal disposée pour le cabinet Briand. Le général Lyautey, accompagné de M. Briand, quitta la salle. Le surlendemain, 17 mars, M. Briand était démissionnaire.

Le cabinet se reconstituait, le 17 mars, sous la présidence de M. Ribot, ministre des Finances du cabinet Briand, qui prenait le ministère des Affaires étrangères, et qui confiait le ministère de la Guerre à M. Painlevé. Neuf des ministres : Ribot, Painlevé, Lacaze (Marine), Albert Thomas (Armement), J. Thierry (Finances), Viviani (Justice), Léon Bourgeois (Travail), Maginot (Colonies), Malvy (Intérieur), formaient le Comité de guerre. M. Ribot s'habitua à travailler avec une sorte de petit comité plus restreint où figuraient MM. Painlevé et Albert Thomas.

M. Ribot est une des figures les plus nobles de la troisième République : c'est un grand bourgeois et un grand parlementaire, un honnête homme ; sa compétence politique est, en quelque sorte, universelle ; sa science est vaste sans pédantisme ; ses manières sont parfaites et, du haut de son grand corps courbé, pleines d'aménité et de style. C'est un orateur admirable, parce qu'il est la simplicité même. Ses convictions ont dû se plier aux nécessités



LE CABINET RIBOT

Assis, de gauche à droite : Amiral LACAZE, VIVIANI, RIBOT, BOURGEOIS, MAGINOT.
Debout : F. DAVID, VIOLETTE, J. THIERRY, PAINLEVÉ, STEEG, MALVY, CLÉMENTEL, DESPLAS.
M. Albert Thomas n'assistait pas à ce premier conseil de cabinet.

des temps ; une espèce de scepticisme bienveillant auquel la connaissance des hommes et une longue expérience l'ont porté, fait de lui l'homme des journées difficiles et des tâches ingrates. Il a souvent aidé la République à franchir les mauvais pas. On ne lui en a jamais su gré. M. Ribot était le parlementaire désigné pour être livré aux passions soulevées par la crise d'autorité où l'on se trouvait engagé. Son ministère fut qualifié par lui-même « ministère d'union » ; mais, certainement, avec une orientation à gauche. De ce Mentor, le jeune et savant M. Painlevé était le Télémaque.

Depuis la reconstitution du cabinet Viviani, M. Ribot avait été le « grand trésorier » de France. Il s'était donné à la rude tâche de « financer » la guerre avec une compétence et une ingéniosité dont lui seul, sans doute, était capable. On ne peut guère lui reprocher que de n'avoir pas suffisamment prévu la durée de la guerre et la grandeur croissante des sacrifices qu'elle imposerait au pays. Il n'ouvrit pas assez les vues sur le dehors et s'en tint trop souvent aux expédients : c'était sa manière. Mais, par contre, la confiance qu'il avait dans la solidité du pays le soutint toujours et lui inspira les plus heureuses mesures : c'est ainsi, qu'après avoir été un des adversaires résolus de l'impôt sur le revenu, il sut l'organiser en pleine guerre, de façon à le faire accepter sans friction par la masse des contribuables ; c'est ainsi qu'il sut mettre sur un excellent pied les relations si délicates de l'État et de la Banque de France pour

s'assurer un jeu constant de trésorerie ; il sut faire un succès des deux grands emprunts de 1915 et de 1916 ; enfin et surtout, par un coup de génie financier, il créa les Bons de la Défense nationale, création où le patriotisme, l'intérêt général et l'intérêt particulier furent combinés si heureusement que la France ne dut son salut financier qu'à elle-même et qu'il s'établit une sorte de vase communicant permanent et spontané entre la fortune particulière et la trésorerie du pays.

M. Ribot apportait au ministère des Affaires étrangères l'avantage de sa haute autorité morale au dehors et en particulier en Angleterre ; il y apportait aussi le souci de ces intérêts financiers et économiques que personne ne connaissait comme lui : il arrivait donc à l'heure opportune, disposé à suivre les courants parlementaires et à laisser se développer les événements. Il disait, dans le débat général institué à la Chambre le 21 mars 1917 :

> Ce n'est pas nous qui pouvons conduire les événements militaires. Au Comité de guerre, *c'est le ministre de la Guerre* qui a la place prépondérante (le G. Q. G. était visé par prétérition, et, par cette simple phrase, les responsabilités étaient reportées sur M. Painlevé). Le Comité de guerre délibère et concilie tous les points de vue, (*concilie* : le mot suffit pour indiquer la tendance caractéristique du président et de son cabinet). Mais s'il y a des décisions à prendre, c'est le Conseil des Ministres, responsable devant vous, qui les prend.

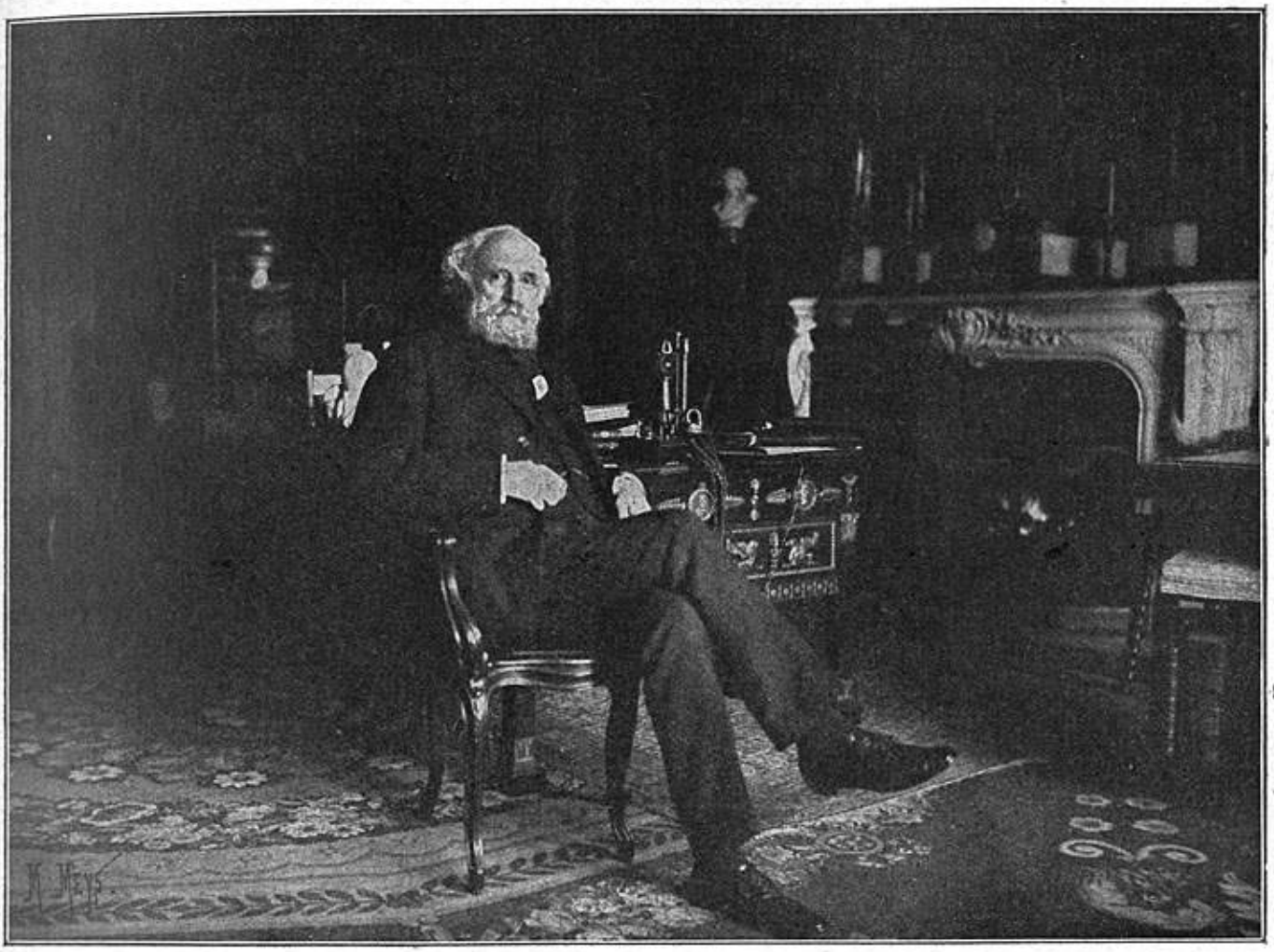
Il fallait lire entre les lignes, mais il était manifeste que l'esprit civil se substituait, dans une certaine mesure, à l'esprit militaire. Dès ce jour même, c'est-à-dire dès l'entrée en fonction du nouveau cabinet, l'événement qui allait faire tourner la guerre comme sur un pivot était officiellement annoncé à la Chambre et au pays : M. Ribot annonçait en termes émus l'abdication de l'empereur Nicolas. Ajoutons qu'on confiait à Albert Thomas, Jules Guesde et Marcel Sembat le soin de manifester au gouvernement provisoire russe la satisfaction et même l'enthousiasme avec lesquels on accueillait en France la Révolution et l'espoir formel de la voir continuer la lutte contre l'Allemagne.

Le cabinet Ribot était à peine aux affaires qu'il avait à se prononcer sur les dispositions prises par le général Nivelle en vue de la grande offensive de rupture qui devait être engagée dès les premiers jours d'avril. Nous n'avons pas à revenir ici sur les événements militaires exposés ci-dessus ; mais il n'est pas sans intérêt d'observer que le cabinet n'était nullement favorable, dans son essence, au système de Nivelle qui consistait, ainsi que l'expose M. Painlevé lui-même, « à instaurer une méthode de guerre plus rapide qui accrût nos chances de vaincre avant que la Russie ne fléchît ». M. Painlevé ne manque pas d'ajouter très loyalement, dans son récit historique, « qu'il préconisait d'autres solutions ».

De ces indications il ressort une certaine contradiction initiale entre les initiatives militaires et les tendances du Gouvernement, et ce n'était pas une bonne condition pour vaincre. Une explication franche accompagnée des mesures catégoriques et conséquentes eût mieux valu. On biaisa (1).

Les événements militaires suivirent leur cours. En quelques jours, les situations comme les points de vue s'étaient transformés. Nivelle n'avait pas obtenu la victoire rapide sur laquelle il comptait : eût-il pu reprendre « la guerre de martèlement » et « la suite de la Somme », après la reprise du général Mangin le 18-20 avril, c'est un débat bien inutile puisque, dès le 25 avril, le général Nivelle avait offert sa démission et que la question de la méthode de guerre se trouvait ainsi de nouveau posée. M. Painlevé avait pris les devants et il avait désigné le général Pétain en qualité de chef d'État-Major général. Il ne cache pas qu'il réalisait ainsi une volonté qui était en lui avant même qu'il fût ministre de la guerre. Les circonstances, d'ailleurs, imposaient Pétain, et cette décision mettait la logique et la bonne foi, c'est-à-dire la sagesse même, dans les conseils du gouvernement et

(1) M. Painlevé écrit (p. 763) : « Nous estimâmes, M. Ribot et moi, que l'accord était réalisé *aussi complètement que le permettaient les circonstances.* »



M. RIBOT DANS SON CABINET DE TRAVAIL

dans la conduite de la guerre. Tout, ainsi, se tenait désormais.

M. Painlevé donne, dans son récit, un exposé émouvant de l'embarras du cabinet quand il s'agit de prendre ces décisions. La réunion du Comité de guerre eut lieu le 11 mai. Le général Nivelle y assistait :

Dès le début de la discussion, qui fut ardente, je m'efforçai de rassembler en un bref exposé toutes les raisons qui exigeaient la réforme immédiate du haut commandement : les fautes commises, les illusions obstinées et meurtrières, le malaise profond de toute l'armée, l'indignation des officiers combattants, le découragement des troupes qui, depuis la reprise des opérations, semblait se changer en colère et se manifestait par des symptômes inquiétants. Mais la majorité du Conseil restait hésitante ou répugnait à la mesure que je réclamais. J'en vins donc à cette déclaration : ma conviction étant absolue que le *statu quo* serait néfaste à l'armée, si je n'étais pas suivi par le Conseil, je ne pourrais me soustraire au devoir de donner ma démission et de m'expliquer devant la Chambre. C'est alors que M. Ribot prononça les paroles décisives : il annonça qu'il suivrait dans sa retraite le ministre de la Guerre... Quand le général Nivelle se fut retiré, le Comité de guerre approuva à l'unanimité mes actes et mes décisions. Le général Pétain, réclamé par l'armée entière, serait nommé général en chef.

Immédiatement après, d'accord avec le général Pétain, M. Painlevé nomma le général Foch chef de l'État-Major général. La « seconde crise du haut commandement », comme on l'a appelée, était ainsi terminée. De cet ensemble de circonstances, il devait résulter une orientation nouvelle telle qu'elle était recherchée depuis le départ du général Joffre. Nous allons la voir se préciser au cours de l'été 1917. Mais nous avons à suivre, auparavant, le sort du cabinet Ribot à partir de cette

grave crise du 15 mai. On peut dire qu'il allait « de jour en jour mourant », jusqu'à sa chute qui devait se produire le 7 septembre.

Coïncidant avec les grandes résolutions qui donnaient à l'armée des chefs comme Pétain et Foch, des mesures visant le trouble produit dans le pays par la campagne *défaitiste* s'imposaient. Nous avons dit l'effet produit, jusque dans l'armée, par cette campagne qui remontait, en somme, à la propagande développée par l'État-Major allemand à la suite de la conférence de Cambrai. Dans le civil, le mal était plus grave encore. Une trame obscure commença à apparaître au grand jour à propos de l'affaire du « chèque Duval » qui, saisi à la frontière, menait droit au *Bonnet Rouge* et à Almereyda. Le cabinet appela M. Hudelo à la préfecture de police et provoqua l'ouverture d'une instruction. On devait s'apercevoir bientôt qu'il fallait frapper plus haut.

Une autre cause d'anxiété troublait les nuits de M. Ribot, je veux dire les diverses tentatives de « paix séparée » qui l'assaillaient de toutes parts. Il fallait une vigilance égale sur tous les points de l'horizon à la fois.

Nous reviendrons sur l'ensemble du mouvement révolutionnaire en Russie, avec la menace imminente de voir ce pays renoncer à la guerre et traiter pour son compte avec l'Allemagne.

M. Albert Thomas était envoyé à Pétrograd pour pousser le Gouvernement provisoire à la résistance. MM. Marcel Cachin, Lafont et [illegible] prises par le cabinet

avec le socialisme allemand. Une division profonde était apparue, à ce sujet, même dans les rangs du socialisme français : M. Ribot, soutenu par la grande majorité de la Chambre, refusa les passeports aux socialistes qui voulaient se rendre à Stockholm : la réunion échoua.

Les pourparlers engagés par l'intermédiaire du prince Sixte de Bourbon-Parme, et par lesquels l'Autriche-Hongrie avait paru vouloir amorcer, de son côté, une tentative de paix séparée, demandaient une solution. Nous avons conduit, précédemment, l'exposé jusqu'à la chute du cabinet Briand. M. Ribot, à peine au pouvoir, prévint M. Lloyd George. Une rencontre eut lieu à Folkestone : on examina les propositions émanant de l'empereur Charles et contre-visées plus ou moins clairement par Czernin ; on fut d'accord pour penser que l'heure était venue de saisir l'Italie. Rendez-vous fut pris, pour le 19 avril, à Saint-Jean-de-Maurienne. Une ligne de conduite commune, qui tenait compte des légitimes inquiétudes de l'Italie, fut tracée dans ces entretiens. Cela suffit et la négociation du prince Sixte s'enlisa d'elle-même.

Nous aurons à revenir sur une négociation plus importante, celle qui fut engagée par le Vatican en août 1917 et qui parut, un moment, sur le point d'avoir quelque suite en Angleterre. Mais, ici aussi, on s'aperçut à temps du piège, et la négociation n'aboutit pas.

Une des initiatives les plus importantes

s venaient du Nord. Les
tour de Russie, rappor-
le se rendre à une réu-
kholm. Ici, c'était la
ale engagée par la voie
ères en relations étroites

offensive qui devait enserrer les Empires du Centre au cours de l'année 1917. Sarrail se sentait menacé sur ses derrières par la présence de forces grecques en Thessalie, au cas où il s'élancerait dans le nord de la péninsule, pour chercher sa jonction avec les forces russes et

D'autres inquiétudes
députés socialistes, re
taient une invitation
nion projetée à Sto
campagne internationa
des organisations ouvri



LES GÉNÉRAUX JOFFRE, CADORNA ET CASTELNAU A SAINT-MICHEL-DE-MAURIENNE

les forces roumaines. Tant que Constantin gouvernerait la Grèce, on n'avait, de ce côté, aucune sécurité. Le cabinet de Londres était hostile à la politique grecque de Sarrail et, au fond, à l'expédition de Salonique : il parlait de rappeler ses contingents. Si on laissait les choses en arriver à ce point, c'était un désastre matériel et un désastre moral de portée incalculable. M. Ribot prit une grande résolution : il proposa au cabinet britannique, comme haut commissaire chargé d'en finir avec le roi Constantin, un homme de grande autorité, M. Jonnart. Le nom du haut commissaire et le caractère de sa mission furent agréés. A Londres, on essaya d'obtenir, en échange de cette commission, le changement du général Sarrail. Mais M. Ribot tint bon et M. Jonnart partit pour Salonique et, de là, pour Athènes où il arriva le 7 juin. Il était accompagné d'un corps de troupes détaché de Salonique. M. Jonnart agissant avec une autorité et une habileté remarquables, faisant appel au patriotisme du premier ministre, M. Zaïmis, se servant de la présence de l'escadre et des troupes qu'il avait amenées, menaçant du blocus qui réduirait la Grèce à manquer de vivres, et enfin faisant connaître l'ordre donné aux troupes de Sarrail de pénétrer en Thessalie, somma le roi Constantin d'abdiquer. Celui-ci s'exécuta (12 juin), et quitta la Grèce où M. Venizelos rentrait le 29 juin pour reprendre possession du pouvoir.

C'est à la suite de cette « opération un peu rude », que le sort de la campagne de Salonique se trouva décidé. Nous y reviendrons à propos des événements militaires du front balkanique. Disons tout de suite, qu'à l'issue d'un grand conseil interallié qui eut lieu à Paris le 24 juillet, M. Ribot, obtenant un succès à peu près sans précédent, fit accepter par M. Lloyd George et par les délégués anglais, dont les sentiments et les instructions étaient nettement opposés,

le maintien des contingents à Salonique. Étant entendu qu'une division anglaise serait retirée pour être envoyée en Mésopotamie, le cabinet anglais s'engagea à ne procéder à de nouvelles réductions qu'en cas d'événements imprévus et après avoir soumis la question à la discussion des Alliés.

L'intervention dans les Balkans était ainsi définitivement consacrée. Fait capital et dont on devait retrouver le bienfait à la minute suprême de la guerre.

Ce fut le dernier succès, mais peut-être le plus éclatant, obtenu par le cabinet Ribot. Le parti socialiste, suivi par une partie de la gauche, n'avait pas pardonné à M. Ribot le refus des passeports pour la réunion de Stockholm. Un comité secret s'était réuni où l'on discuta la portée des instructions données par M. Briand à M. Doumergue en vue de la mission que celui-ci avait remplie avec le général de Castelnau en Russie. L'extrême gauche, alléguant le fait que la France avait réservé sa liberté d'action sur le Rhin au cas où la Russie se porterait sur Constantinople, accusa la France d'impérialisme et, dès lors, ce propos injurieux fut répété à l'infini par la propagande allemande.

M. Ribot disait : « Il faut maintenir l'union » ; mais ce n'était plus qu'une formule ; son cabinet se disloquait. L'amiral Lacaze était obligé de quitter le ministère de la Marine, M. Denys Cochin le sous-secrétariat d'État du blocus ; bientôt M. Malvy, dont les responsabilités dans l'affaire Almereyda commençaient à apparaître, adressait sa démission au président du Conseil. M. Ribot, célébrant, le 5 septembre, l'anniversaire de la Marne, esquissait un programme de paix extrêmement modéré : l'Alsace-Lorraine et les réparations. Il prenait le parti d'offrir à son tour sa démission le 7 septembre. La gauche, et notamment MM. Albert Thomas et Painlevé, ayant refusé d'entrer dans un cabinet où les socialistes ne figureraient pas. Le ministre de la Guerre du cabinet Ribot, M. Painlevé, fut chargé de constituer le nouveau ministère (18 septembre).

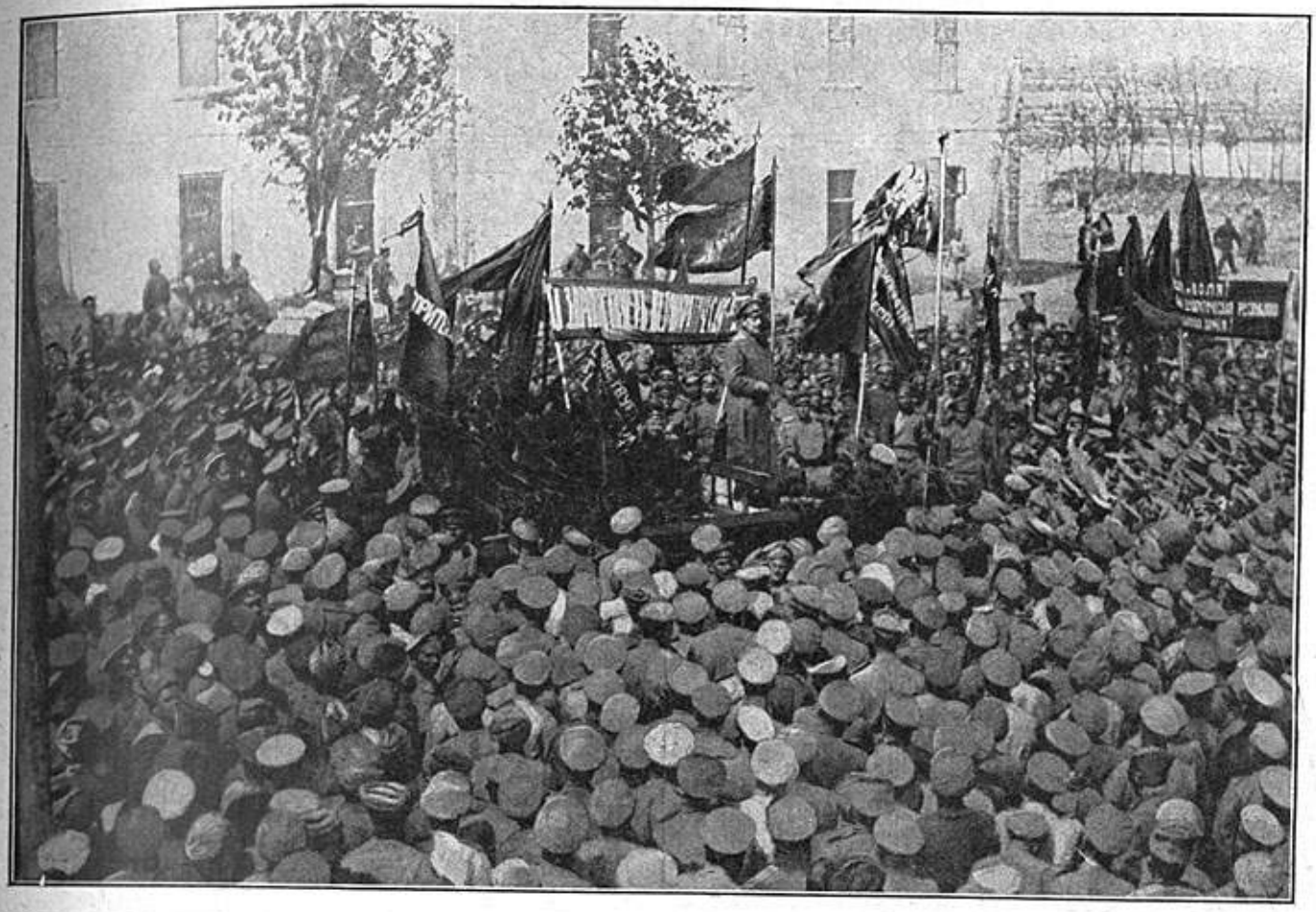
Résumons, en deux mots, le rôle du cabinet Ribot. Il l'a défini lui-même : « un ministère de transition » ; il pratiqua surtout une politique d'attente. Après la double crise qui substituait en six mois Nivelle à Joffre et Pétain à Nivelle, en présence des événements si graves qui se produisaient en Russie, dans l'espoir d'une prochaine intervention des États-Unis, on crut qu'il était sage de ne rien précipiter. Gagner du temps et maintenir à la fois l'Entente et, dans la mesure du possible, l'autorité morale de la France, cela paraissait suffisant. En somme, le cabinet Ribot avait doublé le cap difficile de la grande désillusion, suite de l'arrêt de l'offensive sur l'Aisne.

LA DÉCOMPOSITION DE L'ARMÉE RUSSE. DÉMOCRATISATION, FRATERNISATION, DÉSERTION

Certainement l'hésitation qui marqua cette période si pénible de la guerre (printemps et été 1917) eut pour cause principale le doute où l'on était sur ce qui se passerait en Russie, à la suite de la révolution du 28 février/12 mars. La France et les Puissances de l'Entente avaient compté sur un fidèle allié ; on savait que les armées russes pouvaient, malgré leurs pertes, mettre en ligne des forces montant encore à 5 ou 6 millions de combattants ; pour soutenir le front russe, ainsi que le front roumain qui en formait l'aile gauche, ces Puissances s'étaient imposé des sacrifices immenses ; elles s'étaient dépouillées de leurs armes, de leur or, de leurs subsistances ; elles avaient risqué l'épuisante entreprise des Dardanelles, celle de Roumanie ; elles avaient construit les lignes de chemins de fer du nord de la Russie, mis en état et entretenu les transports et les ravitaillements sibériens. La guerre avait, en somme, pour origine immédiate la rivalité germano-slave... Et c'était la Russie, maintenant, qui lâchait pied !

Qu'allait faire la Russie révolutionnaire ?

Terrible problème qui mettait un poids sur le cœur des gouvernements de l'Entente et qui les condamnait à cet état d'irrésolution



MEETING DE SOLDATS RUSSES RÉCLAMANT LE RETOUR AU FOYER

qu'avait escompté la propagande allemande. La vague de défaitisme qui se répandait en Europe était partie de la Russie : car on savait bien que la lassitude de la guerre avait été la principale cause du succès de cette trop facile révolution.

Le soldat russe, travaillé d'une manière d'abord assez mystérieuse par la propagande allemande, précisément à l'époque où elle s'exerçait sur toutes les armées de l'Entente, avait reçu le venin avec une passivité qu'expliquaient à la fois son ignorance fondamentale et ses atroces souffrances. En lui, s'était installée une sorte de volonté négative, mais obstinée, qui s'entêtait dans une seule et unique pensée : quitter la tranchée et revenir au logis. Cette résolution, enracinée dans l'esprit du soldat, explique que la Révolution fut *extrémiste* dès le premier jour. Tout ce que l'on tenta pour essayer de corriger ce mal ou le voiler fut vain. La dynastie, le gouvernement provisoire, l'État-Major, les officiers, les socialistes révolutionnaires, n'importe quelle autorité désireuse de maintenir un ordre quelconque fut balayée, par la volonté arrêtée du soldat de n'être plus soldat. Un gouvernement, quel qu'il soit, ne peut subsister une minute si la force armée l'abandonne : la Révolution se développe alors par la révolution, c'est-à-dire par une continuelle mobilité, instabilité et surenchère. Les masses irresponsables se portent toujours « à gauche », parce qu'elles ne comptent que sur elles seules pour trouver une solution qui se dérobe sous leurs pieds ; elles avancent de biais, mais précipitamment et sans repos, jusqu'à l'anarchie et la dislocation sociale.

C'est ce qui devait se produire en Russie et c'est ce qui fut manifeste dès le début pour ceux qui savaient voir et comprendre. M. Pa-

léologue avertit le Gouvernement français, précisément à l'heure où, d'après Trotzky, les révolutionnaires extrémistes russes se sentaient appelés presque malgré eux, mais par l'exigence des masses, à la conquête du pouvoir.

Dès le 10/23 mars, l'ambassadeur télégraphiait à M. Ribot :

Malgré la grandeur des faits accomplis depuis une dizaine de jours, les événements auxquels nous assistons ne sont pour moi qu'un prélude. Les forces qui sont appelées à jouer un rôle décisif dans le résultat final de la révolution (par exemple : les masses rurales, les prêtres, les Juifs, les allogènes, la pénurie du Trésor, la débâcle économique, etc.) ne sont pas même entrées en action... Jusqu'ici, le peuple russe s'est attaqué uniquement à la dynastie et à la caste administrative. Les problèmes économiques, sociaux, religieux, ethniques, ne tarderont pas à se poser. Ce sont des problèmes redoutables, au point de vue de la guerre ; car l'imagination slave, loin d'être constructive, comme l'imagination latine et anglo-saxonne, est éminemment anarchique et dispersive. Tant que ces problèmes ne seront pas résolus, l'esprit public en sera obsédé. Et pourtant, nous ne devons pas souhaiter que cette solution soit prochaine ; car elle ne se réalisera pas sans des secousses profondes. Il faut donc nous attendre à ce que, pendant une période assez longue, l'effort de la Russie soit affaibli et précaire.

Ces prévisions, si pénibles et, en somme, assez mal reçues à Paris, pêchaient encore par un certain optimisme de rédaction ; et quand M. Albert Thomas, venu en mission, se prononçait pour une solution à gauche et comptait sur Kerensky pour développer, en Russie, l'enthousiasme révolutionnaire et le patriotisme guerrier, il se trompait.

Voici comment Trotzky jugeait les choses au même moment et comment il disposait ses batteries :

La guerre, écrit-il, a donné à l'armée dans les événements de la Révolution le rôle décisif. La vieille armée se confondait avec la classe paysanne... La guerre a créé une dynamique des événements toute différente de celle qu'on eût pu prévoir. L'armée forma avec les paysans des unités, non pas politiques, mais simplement militaires... La Révolution était née de la guerre, et la guerre devint la pierre de touche de tous les partis et de toutes les forces révolutionnaires... D'où le triste rôle joué par les chefs de la petite bourgeoisie dans la question de la guerre. Des soupirs, des phrases, des exhortations ou des prières secrètes adressées par eux aux Gouvernements « alliés » c'est tout ce qu'ils surent trouver... Dans les premiers mois, on ne bougea pas d'une semelle, ce qui provoqua l'impatience de l'armée autant que celle des gouvernements alliés. Les Alliés exigèrent l'offensive en présentant à l'encaissement de vieilles lettres de change du tsarisme... L'offensive parut aux dirigeants le moyen de sortir de l'impasse, la solution du problème, enfin le salut. On ne saurait concevoir une erreur plus monstrueuse et plus criminelle, etc., etc.

Il faut rappeler maintenant, d'après le témoin militaire le plus qualifié, Denikine, comment les choses évoluèrent précisément à l'armée, puisque c'est de là que doit venir tout le mal (1).

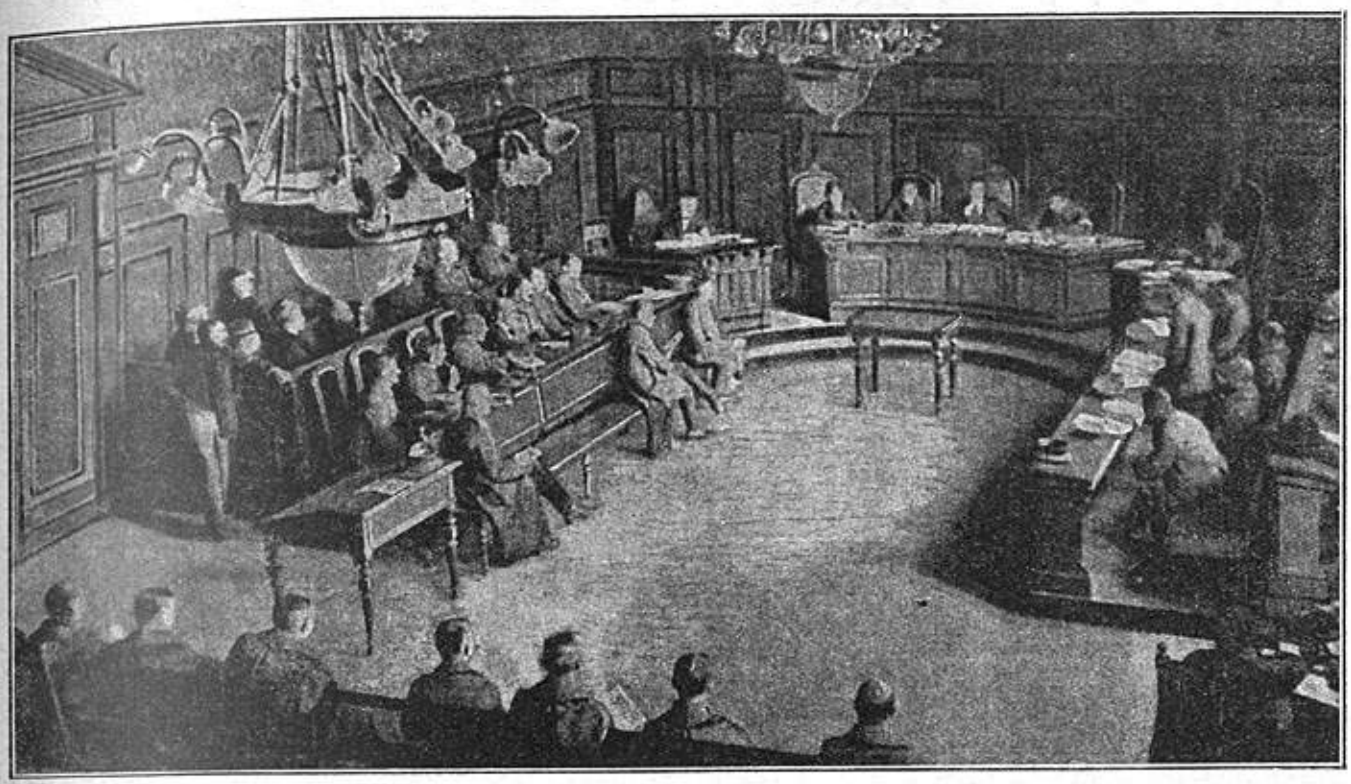
Rappelons que, dès le premier jour de la Révolution, trois organes de direction s'étaient constitués à Pétrograd : 1° Le « Comité exécutif de la Douma », présidé par Rodzianko et comprenant douze membres dont Milioukof, Schoulguine, Konovalow, Kerensky Tcheidze, etc. ; 2° le « Conseil des députés ouvriers et soldats », le Soviet, qui siège à la gare de Finlande et est résolu à proclamer la République sociale ; 3° le quartier général des troupes de Pétrograd qui siège à la forteresse Pierre et Paul et qui représente la « soldatesque toute-puissante », les prétoriens de la Révolution.

Le Comité de la Douma se proclame gouvernement provisoire. Mais il n'a ni l'autorité, ni la force, ni l'envie de dissoudre les pouvoirs rivaux. Quant au « bolchevisme », ne se trouvant pas en majorité et ne se sentant pas encore maître du courant, il se contente de laisser mûrir les choses et de travailler, d'abord, à la décomposition générale, en attendant que son heure arrive. Trotzky dit, parlant de son parti, les bolchevistes : « Nous n'étions d'ailleurs, au Congrès, qu'une minorité insignifiante. »

Et Tseretelli :

Le moment n'est pas encore venu de réaliser les buts finaux du prolétariat, les buts de classe... Nous avons compris que ce qui se passe est une révolution bour-

(1) V. Général A.-I. DENIKINE, *La décomposition de l'armée et du pouvoir, — février-septembre 1917*. Povolovsky éditeur, in-8°, Paris 1922.



UN SOVIET

geoise... Et n'ayant pas la possibilité de réaliser pleinement nos radieux idéals,... nous n'avons pas voulu encourir la responsabilité de l'échec du mouvement au cas où nous aurions fait une tentative désespérée d'imposer aux événements notre volonté actuelle...

Ils préféraient :

A l'aide d'un mouvement organisé et constant, amener le Gouvernement à exécuter leurs revendications (1).

Cependant cette minorité, suscitée par la propagande allemande, se tenait à l'affût et elle sentait que les masses se jetaient de son côté : bientôt l'équilibre serait rompu par ce simple déplacement de forces. Dans cette situation d'attente et d'observation mutuelle, le gouvernement provisoire fit la faute décisive, mais que, sans doute, il ne pouvait pas éviter, d'admettre qu'une « Commission mixte », ou « Commission de contact », fût créée entre les trois « pouvoirs » existants : Tseretelli a reconnu, au Congrès des soviets (30 mars 1917), que, dans cette commission mixte, *il n'y eut pas une seule question importante où le Gouvernement provisoire n'eût pas fait de concessions.*

Ces positions étant données, voici comment se décida le sort de l'armée, sort qui devait, à son tour, décider de celui de la Russie :

Dès le 1er/14 mars, le Conseil des ouvriers et des soldats promulgua l'ordonnance (le fameux *prikase* nº 1) qui eut pour résultat de faire passer, dans chaque unité militaire, le pouvoir effectif aux Comités, d'instaurer le principe électif et la révocation des chefs par les soldats. En voici, d'ailleurs, la substance : 1º Dans toutes les formations militaires on procédera à des élections de comités. 2º Un représentant de chaque unité militaire se présentera à Pétrograd dans un délai fixé. 3º Toute unité militaire, au point de vue politique, obéit au Conseil des délégués des ouvriers et soldats. 4º Les ordres de la Douma ne sont exécutés que s'ils ne sont pas en contradiction avec ceux du Conseil des ouvriers et des soldats. 5º Toutes les armes sont à la disposition des comités jamais des officiers. 6º Discipline stricte dans

(1) Cité par Denikine, p. 81.

les rangs, mais non ailleurs. Le garde-à-vous et le salut militaire sont abolis, etc.

Le lendemain, 2/15 mars, le Comité provisoire de la Douma annonçait la constitution d'un gouvernement provisoire (prince Lvov, Milioukov, Goutchkov, Kossovalov, Manonilov, Terestchensko) et, après de longues négociations avec le Conseil des ouvriers et soldats, publiait la proclamation gouvernementale : amnistie, liberté de parole et de presse, abolition de tous privilèges, convocation d'une Assemblée constituante, remplacement des forces de police par une milice populaire, élections locales, maintien à Pétrograd des unités militaires ayant pris part à la révolution, approbation du prikase nº 1, dans ce sens que le soldat, en dehors du rang, exerce tous les droits du citoyen.

Un gouvernement civil qui signe un pareil « compromis » signe sa mort.

Et voici, maintenant, l'effet produit dans l'armée : quand on avait appris dans ses rangs la nouvelle de l'abdication de Nicolas II, la première impression fut la stupeur ; on ne comprenait pas ; des larmes coulèrent sur les joues de quelques vieux soldats : et ce fut tout. Le lendemain, l'effet tragique de cette chute soudaine était effacé. Dans le fond des cœurs s'installait comme un soulagement. En somme, cette catastrophe devait arriver : les fautes du régime l'avaient rendue fatale. Depuis longtemps, on discutait ses actes dans toutes les unités, aux mess des officiers et ailleurs, avec une verdeur et une crudité de langage absolues. Il n'y avait plus de respect ; il n'y avait non plus aucune haine : on plaignait, on abandonnait et déjà « on pardonnait ».

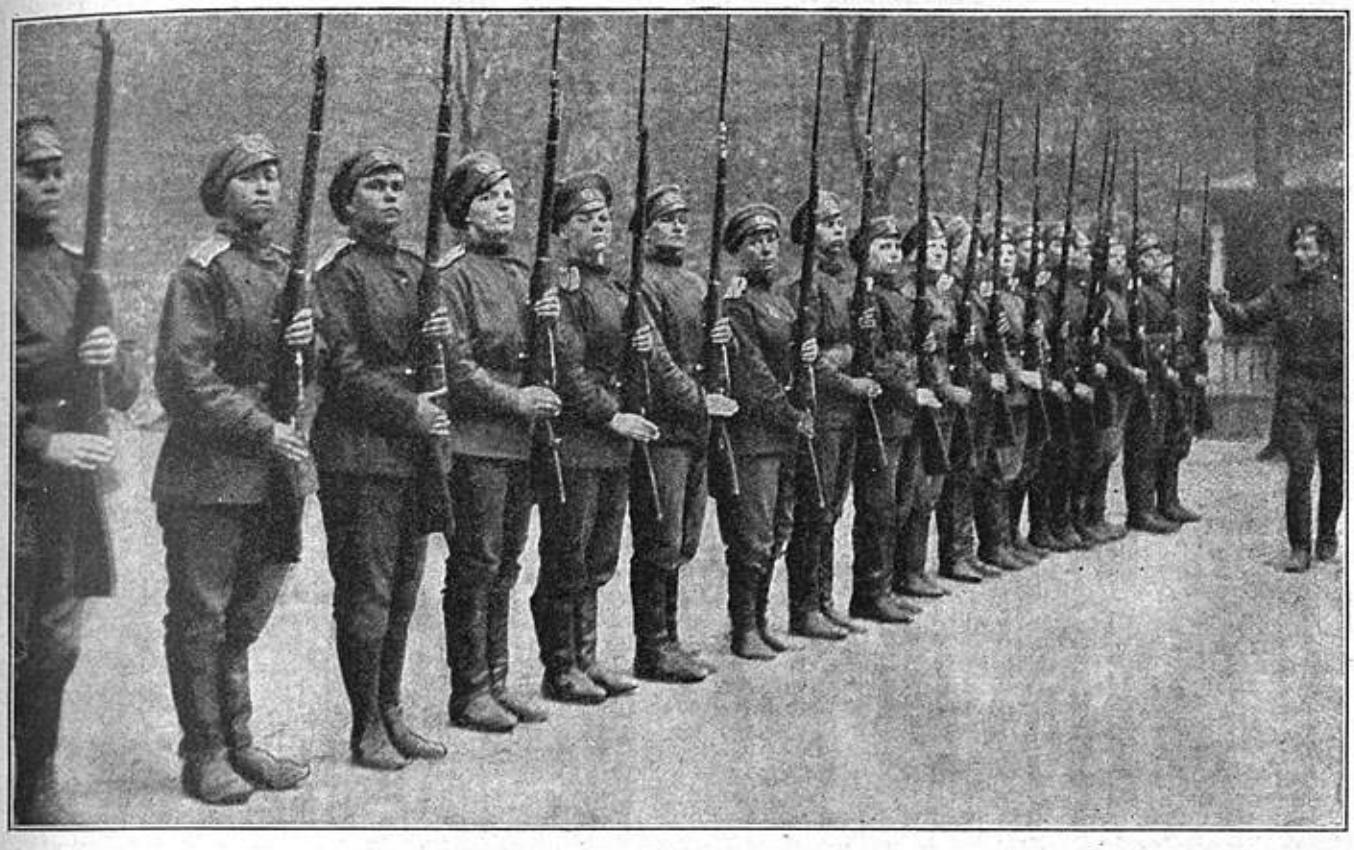
Cependant, les nécessités urgentes s'imposaient. L'armée ne connut que trois ou quatre protestations isolées : du plus grand chef jusqu'au dernier soldat, l'attitude fut celle de l'acceptation avec le sentiment que le retour au passé était impossible. La nouvelle que le grand-duc Nicolas Nicolaïevich reprenait le commandement, avec le général Alexeiev comme chef d'État-Major, ménagea la transition.

Arrive donc, sur une foule militaire transformée mais calme en apparence, l'ordre traduisant aux unités le prikase nº 1. Rédigé sous la forme d'un décret du ministre Goutchkov, il fut transmis par la voie hiérarchique. L'attitude du haut commandement, dans cette phase critique, fut, pour toutes les raisons indiquées ci-dessus, la passivité. On parlait beaucoup, dans les états-majors comme partout ; mais on ne prévoyait pas et on n'agissait pas. L'initiative était du côté révolutionnaire. Skobelew a dit : « Au fond, nous étions assez inquiets sur l'effet que l'ordre nº 1 produirait au front. Mais il était indispensable *pour rendre le commandement inoffensif.* » Et Joseph Goldenberg, membre du Soviet, a dit à M. Claude Anet : « L'ordre nº 1 n'était pas une erreur, c'était une nécessité... Le jour où nous avons fait la révolution, nous avons compris que, si nous ne détruisions pas l'ancienne armée, elle écraserait la Révolution... »

Ce qu'il y eut de surprenant, c'est que l'État-Major n'ait pas vu ce que tout le monde voyait et qu'il n'ait pas tenté de maintenir son autorité aux premières heures ; déjà, sans doute, il sentait qu'il ne le pouvait plus.

Quand le prikase nº 1 fut communiqué aux troupes, il n'y eut donc pas, d'abord, ni une vive surprise ni un changement marqué. « La masse des soldats, dit Denikine, qui n'avait nullement médité sur la portée de ces modifications du statut, les accueillit simplement comme un affranchissement du règlement gênant du service, des usages, de la hiérarchie. La liberté, et voilà tout ! »

Mais, peu à peu, cette masse commença à s'agiter. Le mouvement s'ébaucha parmi les unités de l'arrière ; de là, il gagna le front en laissant plus ou moins intactes les formations techniques ou spéciales, artillerie, cosaques, etc. Le soldat échappait aux mains de ses officiers ; il vagabondait dans les camps, se groupait pour des palabres infinies, restait étendu, se levait tard, ne travaillait plus aux tranchées,



FEMMES SOLDATS RUSSES A L'EXERCICE

abandonnait la garde. Quelques actes d'indiscipline ou de violence, des assassinats d'officiers, des rébellions muettes ou vociférantes en tels ou tels régiments particulièrement atteints, des discours à l'infini, l'arrivée des commissaires des soviets, souvent juifs ou étrangers ; enfin les deux grands maux qui, après la « démocratisation de l'armée », amenèrent sa dislocation : la fraternisation et la désertion.

La fraternisation, ce fut l'instrument spécial de la propagande allemande ; elle avait sévi même avant la révolution ; les journaux la mentionnaient comme un fait curieux : c'est l'origine du mal. Elle devait avoir, un jour, son contre-coup jusque sur l'armée allemande. Mais, pour le moment, les chefs militaires allemands fermaient les yeux ou plutôt répandaient le mal dont ils se croyaient les maîtres. Avant tout, démolir, par tous les moyens, la puissance russe et l'armée russe, telle était la volonté arrêtée de ce risqueur qui s'est avancé, les yeux fermés, vers toutes les catastrophes, Ludendorff.

Ludendorff écrit, dans ses *Souvenirs de guerre* :

> Je ne doutais pas que la ruine de l'armée russe et du peuple russe ne présentât un sérieux danger pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Notre gouvernement, en expédiant Lénine en Russie, a assumé une grande responsabilité. Ce voyage était justifié au point de vue militaire : il fallait que la Russie fût abattue. Mais notre gouvernement aurait dû prendre ses mesures pour qu'il n'en fût pas de même pour l'Allemagne.

Comment l'eût-il fait? Qui sème le vent récolte la tempête. Et la « fraternisation » devait agir infailliblement des deux côtés.

Mais la contamination réciproque n'était peut-être pas encore ce qui devait décider du sort de l'armée russe et du peuple russe : ce devait être surtout la désertion.

Ici, en effet, le mal était plus profond et plus spécialement russe ; il venait de l'inté-

rieur du pays : il n'était que la suite de la convoitise ancestrale, la vieille revendication rurale, la prise de possession du sol. Le soldat se dit : « On partage là-bas et je n'y suis pas ! » Souvenons-nous de la phrase de Trotzky : « *La vieille armée se confondait avec la classe paysanne.* » Ici aussi, il y eut comme un temps d'hésitation. Mais le premier manifeste de Lénine (rentré à Pétrograd le 3 avril) qui, dès son arrivée, engageait la lutte entre le bolchevisme et le régime bourgeois, ouvrit la voie et déchaîna les appétits. En voici les principaux points : 1° La guerre est la guerre du gouvernement capitaliste ; lui substituer une paix sans violence. 2° Fraternisation. 3° Le parti bolcheviste étant en minorité, ne peut prendre encore le pouvoir ; mais il engage la lutte immédiate contre le gouvernement des bourgeois, le gouvernement provisoire. 4° Il faut éliminer la police, l'armée et la « démocratie ». 5° Pour le programme agraire, le centre de gravité sera transféré *aux soviets des députés des salariés agricoles*. 6° Confiscation de toutes les propriétés seigneuriales. Nationalisation de toutes les terres. Les délégués des paysans *les plus pauvres* font un groupe à part. 7° Revendication d'un État-Commune. 8° Le parti prend le nom de *communiste*.

C'était l'esquisse d'un programme de gouvernement qui devait, plus tard, présenter le flanc à l'opposition agricole, puisqu'il abolissait la propriété, même la petite propriété pour laquelle le peuple faisait la Révolution. Mais, pour le moment, le paysan, insouciant de la théorie, ne vit, dans ces formules, qu'un mot : *la terre au plus pauvre* ; et le soldat raisonna comme le paysan. D'où le courant spontané qui se fit du pays à l'armée et de l'armée aux soviets, si vite et dans de telles proportions que Trotzky reconnaît lui-même que le Soviet de Pétrograd faillit en être débordé. Les soldats accouraient du front et sommaient les extrémistes d'agir : « Que faites-vous? Que tardez-vous? Nous sommes avec vous ; mais, tout de suite, la terre ! »

C'est alors, qu'à l'armée, on vit « les masses en fusion déborder irrémédiablement. On tuait les officiers, on les brûlait vifs, on les écartelait, lentement, avec une cruauté indicible ; on leur fendait la tête avec des marteaux. Puis ce furent des millions de déserteurs. La soldatesque innombrable envahissait comme une avalanche les chemins de fer, les voies fluviales, les grand'routes, brisant, piétinant, détruisant les voies de communication qui restaient encore à la pauvre Russie » (1).

KERENSKY, LES BOLCHEVISTES ET L'OFFENSIVE

Nous n'avons pas à faire ici le récit de la Révolution russe. C'est un drame qui demanderait plus de place et une plus complète information que celles dont nous disposons. Essayons seulement d'exposer les relations immédiates de la Révolution avec la guerre, les causes et les effets de la décomposition du front russe sur la situation générale.

On sait que le gouvernement de la Révolution passa, au cours de l'année 1917, par trois étapes : dans la première, le gouvernement provisoire a pris en main les affaires en attendant l'élection d'une Assemblée constituante ; le gouvernement provisoire est un gouvernement « d'union » de tous les partis libéraux et révolutionnaires y compris les « cadets » à droite et les socialistes genre Kerensky à gauche. Les principaux personnages du gouvernement sont le prince Lvof, président, Milioukov, ministre des Affaires étrangères, Gouchkow, ministre de la Guerre, et enfin Kerensky. Le gouvernement provisoire transige, comme nous l'avons dit, avec les comités des soviets et Kerensky le tire de ce côté, jusqu'au jour où, au mois de mai, Kerensky élimine les cadets ou modérés et prend la direction de la guerre comme ministre de la Guerre et de la Marine, en s'appuyant sur le général Broussilow, nommé généralissime. Cet état de choses dure jusqu'en octobre, avec deux événements considérables, l'offensive de juin-juillet et la ten-

(1) DENIKINE, p. 223, et PALÉOLOGUE, III, p. 324 (30 avril).

tative de coup d'État militaire de Kornilof. En octobre 1917, les bolchevistes jouent le troisième acte du drame en chassant Kerensky et en s'emparant, à leur tour, du pouvoir absolu.

Ces points de repère indiqués pour mémoire, retournons du côté de l'armée. De part et d'autre, on eut le sentiment très net que le sort de la Russie dépendait uniquement de cette question : l'armée russe serait-elle encore en volonté et en état de lutter et de s'engager dans une offensive sérieuse au cours de cette année 1917? Si oui, on gagnait sûrement la guerre en communauté de vues et d'efforts avec les Alliés, puisqu'on avait la certitude de l'intervention américaine.



KERENSKY

Il ne fait aucun doute que les Allemands considéraient la partie comme perdue si la Russie révolutionnaire attaquait ou si, seulement, elle tenait. Malgré les fraternisations, malgré les désertions, tant que la tranchée était occupée, les Allemands, craignant toujours quelque surprise, étaient forcés de garder un nombre de divisions considérable (72 en avril, 86 en août) pour garnir, si peu que ce fût, l'immense front de Russie, y compris le front roumain.

Hindenburg, dans ses *Mémoires*, ne laisse aucun doute sur ce point :

> Nos relations avec l'armée russe se transforment de plus en plus nettement en un armistice tacite, bien qu'aucune convention écrite n'ait été signée. L'infanterie russe nous fait savoir peu à peu, presque partout, qu'elle ne veut plus combattre. Cependant, l'abrutissement qui caractérise ces masses les maintient dans les tranchées. Sur les points où les relations réciproques prennent des formes trop amicales, l'artillerie russe tire de temps en temps. Cette arme est encore dans la main de ses chefs, non parce qu'elle a toujours eu des sentiments conservateurs, mais parce qu'elle ne se divise pas en autant d'éléments indépendants que l'infanterie... Le désir de ne plus combattre se manifeste surtout à l'aile nord des armées russes et va s'affaiblissant vers le sud. Les Roumains ne sont certainement pas touchés par ce mal. A partir de mai, nous constatons que le commandement russe a repris aussi en main les unités du front nord. Bientôt, il n'est pas douteux pour nous que sur les derrières du front russe, on travaille avec acharnement, et que la discipline est rétablie par tous les moyens.

Cette reprise est incontestable ; elle est due surtout à la vigueur avec laquelle Kerensky, qui assume la direction des affaires à partir de mai, se prononce pour la guerre à outrance ; elle est due aussi à une certaine réaction de l'autorité militaire, le général Alexeiev ayant succédé au grand-duc Nicolas Nicolaievich que ses attaches avec la famille impériale ont fait écarter ; et surtout à une sorte de sursaut de l'ensemble du haut commandement et des officiers qui croient encore qu'une grande offensive victorieuse peut devenir l'acte libérateur ; elle est due, enfin, à l'insistance des Puissances alliées qui, à une époque si critique, alors que l'offensive de l'Aisne a échoué, alors que, dans le Nord et en Champagne, on espère encore ressaisir la victoire, alors qu'en Italie la situation est favorable, comptent sur l'intervention russe, ne fût-elle qu'un coup de boutoir désespéré, pour

obtenir ce succès final que l'on sent en quelque sorte à la portée de la main. Albert Thomas est auprès de Kerensky. Il le somme de tenir les engagements de la Russie et il conseille au Gouvernement français de faire, à la politique de la Révolution, un nouveau crédit de confiance. Tout tourne, en somme, autour de la question de l'offensive. Kerensky est mis des deux côtés au pied du mur. Il parcourt les armées, les enflamme de son éloquence. La tournée est splendide, l'accueil des troupes peut, d'abord, lui faire illusion à lui-même.

Mais ses adversaires et les adversaires de la guerre savent aussi que le joint est là : quinze jours avant l'offensive, le parti bolcheviste adressait au Congrès des Soviets de toutes les Russies qui, à ce moment, était réuni, le document capital que voici :

Nous estimons que la première question à examiner par le Congrès, celle dont dépend non seulement l'avenir de tous les travaux du Congrès, mais, littéralement parlant, le sort de la Révolution russe tout entière, est la question de cette offensive qui se prépare pour demain.

En mettant le peuple et l'armée — qui ne savent pas au nom de quels buts internationaux ils sont appelés à verser leur sang — en face de la réalité de l'offensive avec toutes les suites qu'elle comporte, les milieux contre-révolutionnaires de Russie espèrent que l'offensive provoquera une concentration du pouvoir entre les mains des éléments diplomatico-militaires, — ces éléments coalisés avec l'impérialisme anglais, français, italien, — et les délivrera ainsi de la nécessité d'avoir à compter à l'avenir avec la volonté organisée de la démocratie russe.

La partie était donc engagée d'avance et à fond sur cette question de l'offensive. Il est facile de reconnaître la main de l'Allemagne dans l'attitude des bolchevistes introduits par elle en Russie.

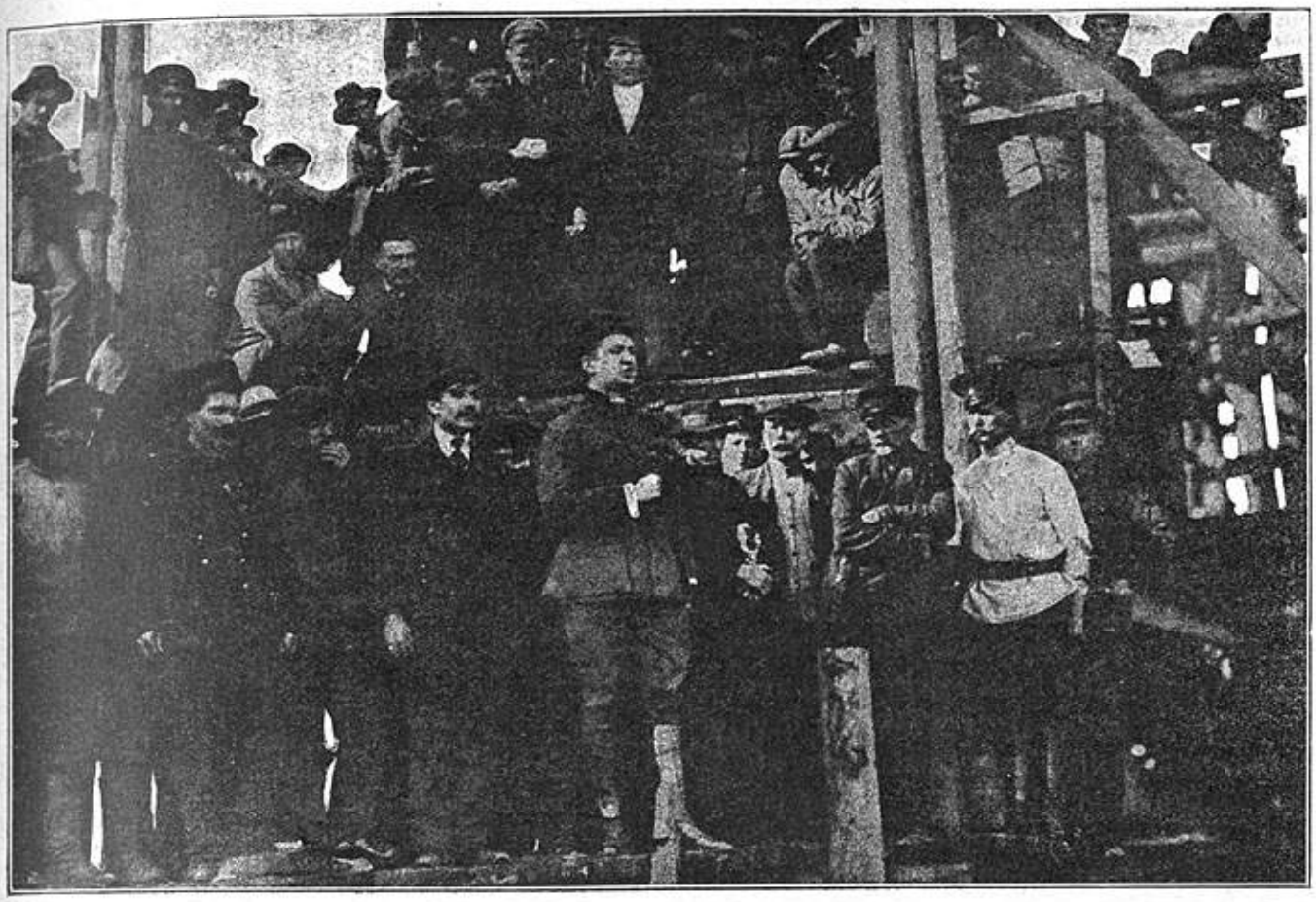
Mais, d'autre part, dans les dispositions où se trouvaient les armées dès la fin d'avril, était-il sage de leur demander en juin-juillet un pareil effort? D'après ce que l'on sait du sentiment des chefs allemands, il eût suffi sans doute et, en tout cas, il eût été plus prudent de tenir le front, sans courir le risque de faire sortir le soldat des tranchées. C'est une question que l'on ne paraît pas s'être posée dans le moment même, tant les deux systèmes se contredisaient nettement et se portaient violemment aux extrêmes.

Cependant, le gouvernement du prince Lvof, cédant, une fois de plus, à la sommation des Soviets, avait dû, avant de quitter le pouvoir, notifier aux Gouvernements alliés le manifeste du 9 avril par lequel le Gouvernement exposait au peuple russe « les vues du Gouvernement de la Russie libre » et réclamait la paix selon la fameuse formule : « Ni annexions, ni indemnités ». Or, cette formule était la formule allemande, ce qu'on était convenu d'appeler « la paix de compromis » ; en un mot, c'était, d'avance, l'armistice sinon la paix de Brest-Litovsk. Et, à un peuple, à une armée qui avaient imposé au Gouvernement une pareille abdication, on venait demander de se jeter à la gorge de l'adversaire et d'accomplir le fait d'armes le plus hardi, le plus terrible et le plus sanglant !

L'armée russe n'avait jamais été, au point de vue matériel, en un état plus satisfaisant. Voici, à ce sujet, le témoignage de Denikine qui, comme chef de l'État-Major, eut en mains tous les documents :

Au mois de mars 1917, l'armée russe, malgré tous ses défauts, présentait encore une force imposante dont l'adversaire était obligé de tenir compte. Grâce à la mobilisation de l'industrie, à l'activité du comité d'industrie et de guerre, et en partie des organes du ministère de la Guerre quelque peu galvanisés, l'approvisionnement de l'armée en munitions avait atteint des proportions jusque-là inouïes. Les arrivages de l'artillerie et du matériel de guerre, dirigés par les Alliés sur Mourman et Arkhangel, avaient également augmenté. Au commencement du printemps, nous possédions un « 48e corps d'armée », appellation qui servait à désigner l'artillerie lourde à destination spéciale, le « Taon », comprenant les plus gros calibres. L'artillerie et le génie avaient été réorganisés, l'infanterie rendue plus souple et plus mobile.

Cependant, plusieurs fautes graves avaient été commises, même dans l'organisation militaire, durant les quelques semaines qui s'étaient



KERENSKY, HARANGUANT DES OUVRIERS, PRÊCHE LA GUERRE A OUTRANCE

écoulées depuis la Révolution et, tout d'abord, « la libération des vieilles classes » qui, outre qu'elle privait l'armée d'une force expérimentée, avait donné au soldat l'impression d'une démobilisation commençante. Ne parlons pas des incertitudes et des brusques changements dans le commandement : Broussiloff, comme nous l'avons dit, avait remplacé Alexeieff, et les généraux d'armée étaient à peine nommés qu'ils étaient appelés à d'autres commandements.

Tout compte fait, le front russe, au printemps de 1917, restait constitué ainsi qu'il suit : 68 corps d'infanterie et 9 corps de cavalerie l'occupaient en deux tronçons : 1° de la Baltique à la mer Noire, et 2° de la mer Noire à Hamadan en Perse.

Le front européen (quartier général à Smolensk) était composé : 1° du front nord, couvrant Pétrograd et comprenant la Finlande, la mer Baltique et la ligne de la Duna occidentale, quartier général à Psov, général Tchérémissoff, puis Daniloff. Ce front, en raison de la ligne de la Duna, était très solide ; on considérait Pétrograd comme à l'abri d'un coup de main, si la flotte de la Baltique, dont les équipages étaient malheureusement aux ordres du Comité central des marins, tenait bon contre l'ennemi. Les troupes qui tenaient ce front étaient dans un mauvais état d'esprit ; le voisinage de Pétrograd les gâtait. En général, le moral se renforçait au fur et à mesure que l'on descendait vers le sud.

2° Entre la Duna et le Pripet, s'étendait le front ouest proprement dit, état-major à Minsk, général Hontor. Ce front était celui que l'on réservait comme la force essentielle pour donner le couronnement à de grandes opérations militaires : son immense étendue, la nature du terrain permettaient d'avoir des secteurs passifs. En cas d'opérations offensives, deux voies de pénétration vers la

Pologne s'ouvraient, l'une au nord de Minsk, vers Varsovie, l'autre de Tarnopol vers Cracovie. Les Allemands avaient, à diverses reprises, tenté d'enfoncer ce front vers le centre, un peu au sud de Pinsk, au pont du Stockod, près de Tchervistché-Golénine. En ce point, les armées révolutionnaires avaient éprouvé un échec grave le 21 mars, 3 avril et l'effet en avait été des plus fâcheux.

3° Du côté russe, pour l'attaque, on comptait principalement sur le front du sud-ouest allant du Pripet à la Moldavie, quartier général à Kanvnetz-Podolsk, général Denikine puis Volodtchenko. Ce front ayant affaire surtout aux troupes autrichiennes, avait pour direction éventuelle la ligne de Lvof-Cracovie-Ivangorod, par un mouvement convergent avec les troupes du front ouest. Ce front était bien muni avec des arrières solides : il vivait encore sur la gloire récente de la grande offensive de Broussiloff. Protégé de flanc par les Carpathes, il pouvait, en tombant au point de jonction des armées austro-hongroises et des armées allemandes, porter un coup terrible aux adversaires.

4° Tout à fait au sud enfin, le front de Roumanie était gardé par une armée combinée russo-roumaine ; il occupait la ligne du Danube, du Sereth et des Carpathes. L'armée roumaine se réorganisait sous les ordres du général Averesco avec le concours du général français Berthelot ; le quartier général était à Jassy-Kitchinef et le commandement aux mains du général Tcherbatcheff, puis du général Ragoza. En raison de l'union avec les troupes roumaines qui n'avaient été nullement contaminées par la Révolution, cette partie du front était des plus solides.

5° Le front du Caucase avait été commandé jusqu'à la Révolution par le grand-duc Nicolas Nicolaïevich ; il y avait fait régner une discipline de fer. Nous avons dit ses succès en 1916, la prise d'Erzeroum, l'avance vers Mossoul et vers Bagdad, la main tendue à l'armée anglaise, celle-ci s'avançant vers le nord en Mésopotamie et opérant sous les ordres du général Maude, en vue d'une action commune contre l'armée turque de Khalil-Pacha. L'armée du Caucase, éloignée désormais de sa base d'opération, lancée dans des régions dénuées de routes et de moyens d'approvisionnements, décimée par la maladie, ayant perdu 75 000 chevaux, était en assez mauvaise posture ; et, malgré les instances réitérées du Gouvernement britannique visant la région de Mossoul, elle commençait à chercher une base d'opération plus solide par un recul vers le nord.

Des *Souvenirs de guerre* de Ludendorff et des *Mémoires* de Hindenburg, il résulte que, si l'offensive projetée sur l'ensemble du front russe avait pu avoir lieu en avril ou mai, elle aurait mis les armées des Puissances centrales à deux doigts de leur perte :

> L'absence de toute attaque russe, au printemps de 1917, écrit Ludendorff, fit que, malgré la gravité de la situation sur notre front occidental, il n'y eut point, dans la situation générale, de crise comme celle que nous avions traversée en septembre 1916. Je ne peux m'empêcher de réfléchir à ce qui serait arrivé au cas où la Russie aurait attaqué en avril-mai, et remporté quelques petits succès. Nous aurions eu alors, comme à l'automne 1916, à soutenir une lutte extrêmement dure. Nos ressources en munitions auraient diminué de façon dangereuse. A la réflexion et si je transporte en avril-mai les succès remportés par les Russes en juillet, je ne vois pas comment le haut commandement aurait pu rester maître de la situation. *En avril et mai* 1917, *en dépit de notre victoire sur l'Aisne et en Champagne, c'est la révolution russe seule qui nous a sauvés.*

C'est, en effet, la révolution, la révolution avec son corollaire, la « démocratisation de l'armée ». Nous avons dit la tentative faite par Kerensky pour galvaniser les armées russes. Il eut un moment d'espoir, mais on affirme que, dans les dernières confidences qu'il fit avant de donner l'ordre de l'attaque, il avoua que cet espoir suprême, lui-même, il l'avait perdu.

L'OFFENSIVE ET LA DÉBACLE DE L'ARMÉE RUSSE (JUILLET-SEPTEMBRE 1917)

Malgré tout, on résolut d'attaquer. Le mot d'ordre dans le haut commandement russe et chez la plu-

part des officiers était le suivant : « Infliger une défaite aux armées ennemies en plein accord avec les Alliés. Sinon, la débâcle du pays était inéluctable. »

On ne songea guère à s'embarrasser d'une stratégie compliquée, et peut-être dangereuse : on résolut de frapper un coup de masse à force d'hommes et de munitions, en laissant chaque front agir à peu près à sa guise, selon ses dispositions et ses ressources. Cependant, il était entendu que le front considéré comme le plus apte à se mouvoir, le front du sud-ouest, s'élancerait le 16/29 juin et qu'il serait suivi, d'abord, par le front ouest, ensuite, par le front nord et enfin par le front roumain. L'offensive représentait ainsi un demi-cercle, un « ventre » dont le mouvement se faisait par le secteur qui, longeant les Carpathes, devait se glisser vers le nord jusqu'au cœur de la Galicie. Ce plan, tel quel, était à peine conçu, que le maréchal Hindenburg, de son propre aveu, en était informé. Les déserteurs et les traîtres abondaient dans les lignes allemandes et révélaient les préparatifs que l'on s'efforçait, en vain, de tenir secrets. Aussitôt prévenu, le haut commandement allemand fit venir, du front occidental, six divisions qui pouvaient, sans danger grave, en être détachées, maintenant que le succès s'était confirmé sur l'Aisne et en Champagne, et elles furent portées en hâte sur la gauche de l'armée autrichienne pour la caler.



GÉNÉRAL KORNILOFF

Le premier objectif du général Gontor, commandant des armées du Sud-Ouest, était Lvof. Si ce point avait été enlevé, la liaison entre le front du général autrichien Boehm-Ermoli et celui de l'archiduc Joseph eût été rompue. Après une préparation intense d'artillerie, les quatre armées russes s'ébranlèrent, le 18 juin/1er juillet, entre Zborov et Brczézany, en présence de Kerensky qui s'élança, dit-on, de la tranchée un revolver à la main. Et ce fut un succès qui rappela celui de la grande offensive de 1916 : en deux jours, les lignes ennemies étaient enfoncées ; 18 000 prisonniers, 29 canons et le terrain déblayé permettant une nouvelle avance ! La Russie entière et l'Europe retentirent de cris d'allégresse : « Cette journée, lisait-on dans le communiqué du Gouvernement provisoire, met un terme aux appréciations haineuses, aux viles calomnies, touchant la reconstruction de l'armée russe sur des fondements démocratiques. »

La bataille reprit après trois jours d'arrêt : le haut commandement allemand avait envoyé en hâte ses réserves au secours des armées austro-hongroises...

Cependant, Korniloff, commandant la 8e armée, faisant la droite du front sud-ouest reprenait l'offensive le 25 juin/8 juillet. Et ce fut un succès encore. Haliczs succombe ; plus au sud, Kalouche est enlevé ; on avançait sur la Lomnitza et on se préparait à la franchir ;

Kirbach, qui commandait sur le front adverse, perdait 10 000 prisonniers, 150 canons. La Lomnitza franchie, Korniloff débouchait sur les derrières de l'armée Bothmer. Ludendorff écrit : « La situation était critique pour le commandant en chef de l'Est. Heureusement, ajoute-t-il, l'armée russe avait déjà trop perdu de son esprit offensif et ne put passer la Lomnitza. Les armées allemandes arrivaient et attaquaient le 6 juillet. Le 15 juillet elles réussissaient à gagner du terrain. La crise était donc surmontée. »

Au sud, la 11e armée russe (général Erdely), malgré son écrasante supériorité en nombre et en matériel, dit le rapport officiel, battait en retraite sans qu'on pût l'arrêter... L'enthousiasme du début s'était vite dissipé. La plupart des régiments se décomposent de plus en plus. Il n'y a plus d'autorité, plus d'obéissance. Sur des centaines de verstes, on voit se traîner des colonnes de fuyards avec ou sans fusils, valides, frais et dispos, absolument sûrs de l'impunité. Parfois des unités entières s'en vont ainsi...

L'heure était venue de la contre-offensive allemande. Le prince Léopold de Bavière manœuvre par la route Zloczow-Tarnopol, c'est-à-dire par le nord, pour refouler vers le sud tout le front russe « du Sud-Ouest ». Kornilof a remplacé le général Gontor. Mais son armée lâche pied. L'ennemi s'empare de Tarnopol et, de là, glisse vers le sud jusqu'à Trembowla. La ligne russe est ainsi contournée. Le Sereth est franchi sous les yeux de l'empereur Guillaume. Tout un pan immense de la défense russe tombe d'un seul coup. Les armées austro-hongroises remontent vers le nord pour donner la main au prince de Bavière. Kolomea succombe. Le 1er août, Broussiloff est remplacé à la tête des armées par Korniloff: une tentative de restauration de l'armée et du peuple russe est tentée par ce général énergique ; mais, déjà, il est trop tard pour le front de Galicie. Czernowitz est pris, le 3 août, par l'armée de l'archiduc Joseph.

Le 24 juillet/6 août, écrit Denikine, les armées du front sud-ouest repassèrent la frontière russe après avoir abandonné entièrement la Galicie et la Bukovine. Leur retraite fut marquée par des incendies et des violences, des meurtres et des brigandages ; mais on vit aussi un petit nombre de régiments lutter avec héroïsme, couvrir de leurs corps et de leur vie la déroute de ces fuyards en démence. Et, parmi ces braves, il y eut les officiers dont les cadavres jonchèrent les champs de bataille en plus grand nombre que ceux des soldats.

Sur le front nord, l'offensive ne déboucha même pas. L'armée commandée par le général Daniloff était, plus qu'aucune autre, sous l'influence de Pétrograd. C'est à peine si elle sortit des tranchées sur la voie ferrée de Dvinsk-Vilna. Elle y rentra aussitôt. Les Allemands devaient profiter bientôt de cette indication.

Sur le front sud-ouest, où commandait Denikine, on s'était livré à une préparation intense :

Jamais, écrit-il, je n'avais eu l'occasion d'engager une bataille avec une telle supériorité en hommes et en munitions. Jamais la conjoncture ne m'avait fait entrevoir d'aussi brillantes possibilités. Sur un front de dix-neuf verstes, *j'avais* 184 *bataillons contre* 29 *bataillons ennemis*, 900 *canons contre* 300 *allemands. J'ai conduit au feu* 138 *bataillons contre les* 17 *de l'adversaire qui se trouvaient en première ligne.*

Quelques jours avant l'offensive, les comités avaient voté : « Ne pas attaquer ». Et puis, le 18 juin, ils avaient autorisé l'opération, non sans faire observer, dans certains comités de régiment, « qu'attaquer l'ennemi, c'était trahir la révolution ». On sait ce que cela voulait dire dans l'esprit du soldat. Cependant, l'offensive se produisit et elle eut, là aussi, d'abord, d'heureux résultats. L'ennemi ne tenait pas ; les tranchées étaient enlevées jusqu'à la troisième ligne à Krivo, au sud de Smarzoni. Ludendorff reconnaît que, seule, l'artillerie allemande tenait encore. Et, tout à coup, les troupes russes en plein succès, et sans même attendre la contre-offensive, lâchèrent pied. N'insistons pas. Le Russe était à bout de volonté et de courage moral : « *La lâcheté et l'indiscipline de certaines unités étaient telles,* lit-on dans un rapport officiel, *que les chefs furent obligés de demander à notre artillerie de cesser le feu: nos propres canons semaient la panique parmi nos soldats.* »



LA PRIÈRE DU SOIR DES PRISONNIERS RUSSES

Seul le front roumain tint bon et sut donner et préparer du fil à retordre aux Austro-Allemands. Hindenburg pensa, sans doute, qu'il en serait, de ce front, comme de ceux du nord et, après avoir liquidé ceux-ci, il donna aux 3e et 2e armées autrichiennes, l'ordre d'attaquer dans le sud avec, pour objectif, la conquête de la Moldavie et de la Bessarabie.

Mais la 4e armée russe (général Ragoza) et l'armée roumaine (Averesco) prirent l'offensive et continrent celle des Autrichiens, d'ailleurs assez molle. Les armées russes tardèrent un peu plus à se disloquer de ce côté. Les Roumains tenaient solidement le front : le contraste de la tenue de ces deux soldats, vivant pourtant la même vie, combattant côte à côte, suffit pour indiquer le caractère spécifique de la débâcle russe.

Finalement, le front se maintint sans grand changement et Hindenburg dut remettre « à une époque indéterminée » les opérations qu'il avait projetées.

En présence de ces événements, une voix, une seule voix s'éleva dans le haut commandement russe, celle de Korniloff. Interrompu dans son succès par la carence du soldat et du peuple russe, il le dit crûment : « Une armée d'ignorants et d'affolés est en fuite écrivait-il dans une dépêche adressée au Gouvernement provisoire... » Il réclamait des mesures immédiates et notamment le rétablissement de la peine de mort à l'armée. « La patrie court à sa perte, je l'affirme. J'*exige* l'arrêt immédiat de l'offensive, afin de sauver l'armée et de la réorganiser selon les préceptes d'une discipline sévère. Il serait criminel de sacrifier les quelques héros qui ont droit de vivre des jours meilleurs. » C'était le bon sens même. On eut dû s'apercevoir, avant l'offensive, qu'elle n'aurait guère d'autre résultat que de faire périr les meilleurs et l'armée elle-

même. « La journée du 8 juillet décida, on peut le dire, du sort de Korniloff. Pour beaucoup de gens, il devint un héros national. On mit en lui les plus grands espoirs ; on crut qu'il sauverait la patrie. L'étoile de Kerensky et celle de Broussiloff pâlirent subitement (1). »

Nous reviendrons sur la nouvelle phase de la Révolution russe où Korniloff est engagé. En fait, l'offensive était arrêtée.

Disons, tout de suite, que le haut commandement allemand n'était pas entièrement satisfait. Dans le sud, le front roumain tenait toujours. Au centre, si les armées russes étaient refoulées et désemparées, pourtant, elles n'étaient pas absolument détruites. Il fallait donc obtenir davantage : il fallait que le Gouvernement russe vînt de lui-même demander la *paix séparée* et se dégageât entièrement des engagements pris à l'égard de l'Entente. Pour cela, deux moyens restaient à la disposition du haut commandement allemand : une menace directe sur Pétrograd et la ruine de tout gouvernement russe gardant une volonté, si atténuée fût-elle, de ne pas se mettre aux pieds de l'Allemagne.

On commença par l'opération d'intimidation sur Pétrograd. L'objectif tout indiqué était Riga. En occupant Riga, on était maître de tout le golfe de ce nom, d'une de ces provinces, la Livonie, dont la conquête par la Russie avait été le signe de sa volonté occidentale et de sa prépondérance sur les pays allemands. Riga dépendait du pont d'Uxkull, défendu avec acharnement par les Russes depuis 1915 et admirablement fortifié. Le général allemand von Hutier avait, dit Ludendorff, préparé l'entreprise dans les plus petits détails; on a beaucoup vanté cette manœuvre qui avait l'avantage de tomber sur un ennemi « travaillé » à fond par les arrières. La position d'Uxkull tomba sans coup férir. Le 1er septembre, Riga était évacué : l'empereur Guillaume y faisait son entrée solennelle et vantait le retour dans la ville de « l'ancien esprit hanséatique allemand ». Tout le pays depuis Mittau jusqu'à une ligne allant du golfe de Riga (Pétershappelle) jusqu'en amont de Bideristad sur la Dvina, était occupé. Une telle avancée vers Pétrograd provoquait bientôt dans la capitale la révolution d'octobre et les événements décisifs que nous aurons à raconter.

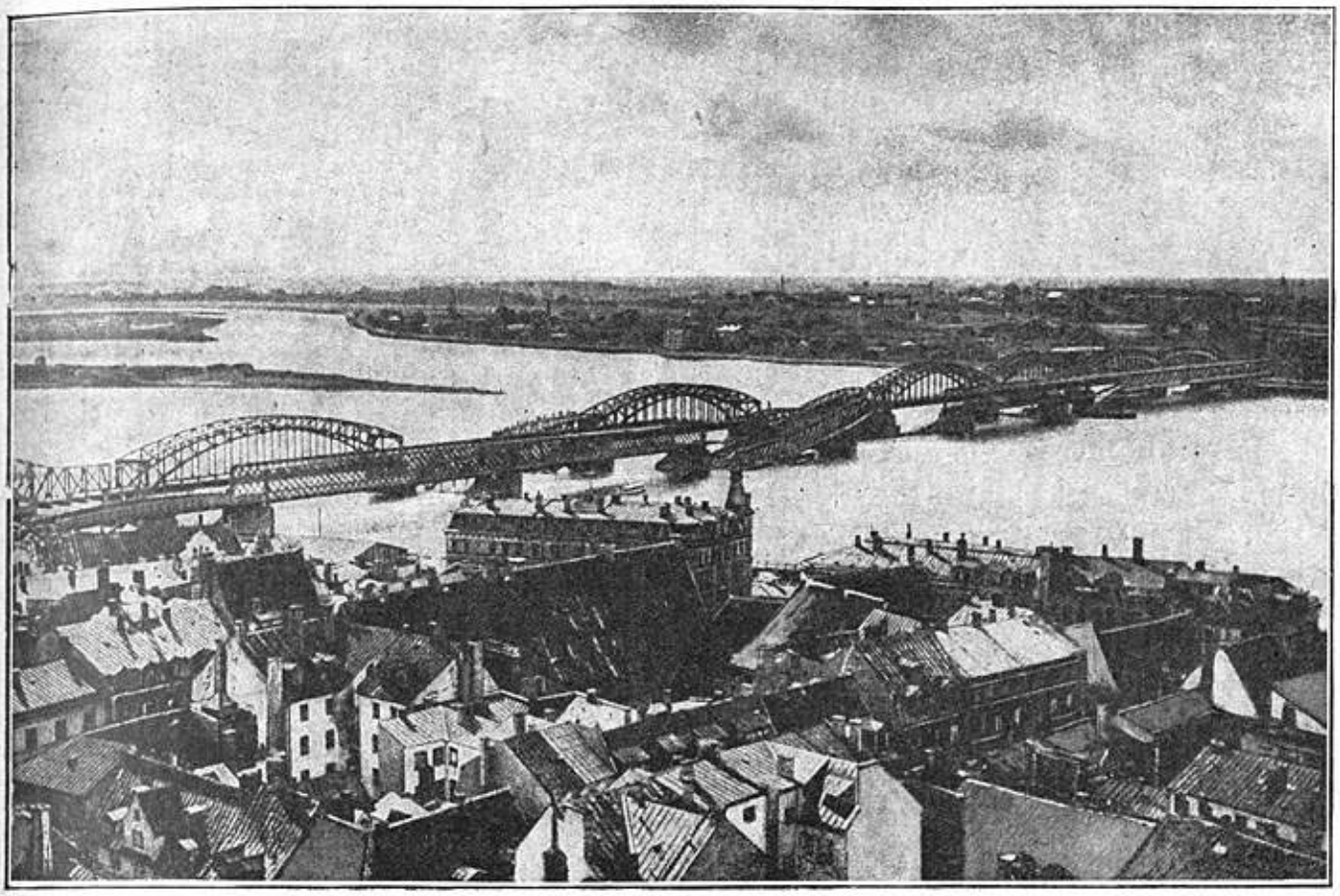
(1) Denikine.

EN ASIE Pour faire le tour de la « circonvallation » dans sa plus lointaine étendue, il suffit d'indiquer que le front asiatique et le front de Macédoine restent à peu près immobiles jusqu'à la fin de l'été 1917. Nous avons dit les raisons de l'inertie du front russe du Caucase. Les Anglais, au contraire, sous les ordres du général Maude, montrent une grande activité : ils préparent une expédition sur Bagdad qu'ils comptent bien devoir être décisive. Après le beau succès de Kut-el-Amara à la fin de février, Bagdad est occupé le 11 mars. A la demande d'Enver Pacha, l'Allemagne est obligée de préparer l'envoi d'un petit corps expéditionnaire en Asie. Le plan britannique est, d'ailleurs, de combiner cette offensive en Mésopotamie avec une opération sur la Syrie et sur Jérusalem, enserrant ainsi tout le monde arabe. Le général Maude écrivait le 7 avril : « L'armée turque est bien malade et je ne crois pas que ce qui reste, maintenant, de ses troupes nous donne beaucoup de mal. » Il comptait faire sa jonction avec l'armée russe de Radatz sur la frontière persane et, après la prise de Bagdad, balayer toute l'Asie antérieure en marchant vers la mer et en s'emparant des riches terrains pétrolifères de Mossoul (1).

En Palestine, le général Murray bloquait Gaza, mais il se plaignait de n'avoir pas les troupes suffisantes pour déclencher la grande entreprise sur Jérusalem. En juin, on le remplaçait par le général Allenby, soldat de haute valeur, et qui devait mettre bientôt les fers aux feux pour le succès de cette grande entreprise.

Sur l'autre revers de l'Asie, la décision prise

(1) Voy. lettre du général Maude dans REPINGTON, p. 676.



PANORAMA DE RIGA

par l'Amérique commençait à porter ses fruits : la Chine et le Siam déclaraient la guerre à l'Allemagne. Ainsi se formait cette lointaine union de tous les pays qu'avait lésés l'insolence ou les prétentions germaniques.

Le même effet était produit, sur une plus large échelle encore, sur le continent américain. A peine les États-Unis avaient-ils déclaré la guerre que la République cubaine prenait la même résolution. Bientôt les États-Unis du Brésil, à la suite du torpillage du *Parana*, annonçaient la rupture des relations diplomatiques (9 avril) et se préparaient à entrer la tête haute dans l'alliance. Bientôt c'était la Bolivie, puis, avec des nuances diverses, le Pérou, le Chili, Guatémala, Panama, et non sans une sympathie toute particulière pour la France, la République de l'Uruguay.

Rentrons en Europe.

Sur le front de Macédoine, les premiers mois de l'année 1917 étaient remplis, comme nous l'avons dit, par les démêlés avec le roi Constantin ; on craignait qu'une offensive grecque en Thessalie ne prît Salonique entre deux feux. Le succès de la mission Jonnart à Athènes délivra l'Entente de ce souci. Mais les opérations militaires s'en étaient trouvées retardées.

LA GUERRE SUR LE FRONT ITALIEN MAI ET AOUT 1917

Nous aurons fait le tour des événements se produisant sur la circonvallation extérieure, quand nous aurons rappelé les deux offensives italiennes de mai et d'août 1917, offensives faisant partie du grand programme conçu à Chantilly.

Le général Cadorna, dans le récit substantiel qu'il a publié des événements militaires auxquels il a participé, s'élève contre le reproche

qui a été fait aux Italiens de ne pas avoir entrepris, en avril 1917, une opération offensive de grand style qui aurait retenu toutes les forces autrichiennes sur le front où il commandait. Il fait observer avec raison que son armée, nouvellement formée, avait à tenir un front de 550 kilomètres, y compris le difficile secteur du Trentin. Il ajoute qu'il ne disposait pas de pièces d'artillerie en nombre suffisant et surtout d'artillerie lourde ; c'est seulement à la fin du printemps qu'il reçut progressivement les 300 canons lourds que l'Angleterre mit provisoirement à sa disposition. Il reconnaît que le front italien eût pu obtenir la victoire si une campagne ardente eût été entreprise contre l'Empire austro-hongrois chancelant et dont les armées étaient singulièrement démoralisées. Mais il ajoute qu'il lui eût fallu un concours allié d'au moins huit divisions, sans compter le matériel et les munitions, et que, ce concours, il ne put jamais l'obtenir, se heurtant au sentiment des Alliés que l'on ne se bat pas dans un cul-de-sac et que la victoire ne serait remportée que sur le front français. Cette dernière observation n'est pas tout à fait exacte, puisque c'est le front de Salonique puissamment entretenu par la France et ses alliés qui, finalement, déclencha le premier succès : ce résultat prouve, tout au moins, que l'idée d'ébranler la partie faible et de procéder à un mouvement tournant par le sud de l'Autriche-Hongrie n'était pas repoussée *à priori* par les Alliés. Ceci dit, il est certain que le front italien présentait par lui-même une forme et des obstacles presque insurmontables, et le général Cadorna ajoute avec raison que toute opération un peu risquée lui était, pour ainsi dire, interdite en raison de « la très grave répercussion qu'un insuccès pouvait avoir alors sur la résistance morale de l'armée et du pays » (1).

Cette raison n'était que trop réelle. En effet, la propagande allemande multipliait ses efforts en Italie comme elle agissait, au même moment, en France, en Angleterre, en Russie, cherchant à faire accepter par une puissance quelconque et par tous les moyens une « paix séparée ». Nous dirons bientôt le rôle que joua, un instant, le Vatican. L'Italie était aux premières loges pour recueillir les échos de ces tentatives qui faisaient alterner constamment l'espoir et le découragement chez les masses populaires. Il n'est pas étonnant que, de ce côté aussi, les opérations militaires s'en soient ressenties.

Malgré tout, le général Cadorna, avec un très juste sentiment de la solidarité interalliée, préparait l'offensive convenue et, dès qu'il put disposer du matériel indispensable, il donna ses ordres en conséquence. Il avait, d'ailleurs, une raison militaire de toute importance, pour prendre, le plus tôt possible, une initiative vigoureuse. Il n'ignorait pas que son point faible restait toujours la partie médiane du grand demi-cercle formé par les armées italiennes depuis le Trentin jusqu'à la Méditerranée ; il était toujours menacé de voir la gauche de son armée principale qui opérait sur le Carso, débordée et enveloppée par le nord et notamment par la trouée de Tolmino ; si la ligne de l'Isonzo était forcée en ce point, la retraite pouvait lui être coupée en direction du Tagliamento ; en un mot, il avait comme une vague prescience de l'affaire de Caporetto ; comprenant qu'une telle initiative de l'ennemi pouvait décider du sort de la guerre, il s'était donné à lui-même comme objectif et comme parade anticipée, une offensive dans cette région de façon à consolider définitivement sa position par la possession des hauteurs et du plateau qui dominent la trouée. Mais, pour que l'opération pût réussir, il fallait, d'abord, se « donner de l'air » au nord de Gorizia, — maintenant aux mains de l'armée italienne, — et déboucher sur la rive gauche de l'Isonzo en direction du mont Santo, mont San Gabriele, Racogliano, Castagnievizza et, si possible, tout à fait au sud, protéger en même temps cette avancée par l'occupation de l'important massif de la Hermada, véritable clef de Trieste.

(1) T. II, p. 112.



CONVOI ITALIEN DANS LA HERMADA

Ainsi conçue, l'opération s'élargissait un peu trop peut-être : n'eût-il pas mieux valu la restreindre, d'abord, à l'angle nord, quitte à revenir sur l'opération de la Hermada quand la partie septentrionale serait consolidée? L'opinion italienne, qui n'avait d'yeux que pour Trieste, pesa sans doute sur la résolution prise finalement d'aborder le secteur dans son entier, de la trouée jusqu'à la mer.

L'offensive fut fixée, d'abord, au 7, puis au 12 mai. 28 divisions étaient réparties sur le front divisé en deux secteurs, l'un de Tolmino au mont San Gabriele (général Capello), 12 divisions, et l'autre de Vippacco à la mer (général duc d'Aoste), 16 divisions. Le général Capello, dans un dur combat, grimpe sur le mont Cucco jusqu'aux pentes du mont San Gabriele et il s'arrête, selon qu'il lui a été prescrit.

Le 23, le duc d'Aoste, menant l'opération du sud avec un entrain magnifique, attaque l'armée de Boroevic, l'enfonce, franchit successivement trois lignes de tranchées, et s'empare de Jamiano, ramassant près de 10 000 prisonniers. L'aviation italienne se couvre de gloire et d'Annunzio, qui participa à l'opération, célébra ces héroïques journées.

La lutte continue pendant plusieurs jours toute la ligne italienne progresse, non sans se heurter à des contre-offensives autrichiennes qui, peu à peu, parviennent à contenir son élan, notamment dans la région de Versic. Finalement, le front se stabilise ; la lutte, en se prolongeant, avait épuisé les munitions. En somme, une première étape était franchie ; on était au pied du mont Santo d'une part, et de la Hermada d'autre part. Il fallait reprendre haleine et se préparer pour une nouvelle offensive.

Les résultats de ces journées du printemps étaient les suivants : 23 000 prisonniers dont 600 officiers, 38 canons, 148 mitrailleuses. Dans l'ensemble, le front italien avait avancé de 1 à 4 kilomètres ; la formidable tenaille qui enserrait le Carso et Gorizia était détruite ; de bonnes positions défensives étaient occupées ; mais, pour pouvoir assurer la sécurité du front, il était nécessaire, pour le moins, d'achever l'opération en direction de la trouée de Tolmino et d'occuper le plateau de Bainsizza qui la commande.

Ce fut l'objet d'une seconde offensive du général Cadorna qui, par la nécessité des choses,

se trouva reportée à la fin de l'été 1917 (19 août). Cette date coïncidait, d'ailleurs, avec l'offensive projetée du général Pétain sur Verdun (20 août). Outre cette simultanéité d'action, Cadorna avait hâte d'exercer une sorte de contre-offensive préventive sur ce point qu'il sentait particulièrement menacé. Mais, cette fois encore, il croyait devoir joindre à l'opération du secteur nord, une autre dans le secteur sud, toujours en vue d'enlever le massif de la Hermada. Ce fut donc, à peu de chose près, la répétition de l'offensive de mai, avec des moyens bien plus puissants : 51 divisions entraient en ligne et 5 200 canons, sans parler de deux divisions de cavalerie prêtes à exploiter la rupture si elle se produisait.

On savait que l'on aurait affaire à forte partie, les troupes austro-hongroises du front russe commençant, après l'échec de l'offensive russe de juillet, à affluer sur le front italien. Le général Boroevic, qui avait le commandement principal, avait profité des trois mois de répit qui lui avaient été accordés pour donner à sa propre ligne de résistance une solidité à toute épreuve.

Les avions italiens et l'artillerie se livrèrent à une préparation intense et, le 19 août, le général Capello attaqua dans la zone de Gorizia, tandis que le duc d'Aoste se portait à l'assaut de la Hermada. Le passage de l'Isonzo, soigneusement préparé par le général Capello, fut une merveille d'exécution. Quatorze ponts ou passerelles furent jetés sur la rivière et permirent à la 2e armée de se trouver instantanément au pied du plateau de Bainsizza, qui, élevé à une altitude de 950 mètres, faisait une véritable région fortifiée. Toutes les pentes du mont Santo furent emportées ; le dernier sommet du Cucco, les hauteurs de Jelenik et de Kobilek succombaient les jours suivants. Le 24, le drapeau aux trois couleurs était planté sur le sommet du mont Santo. Le 31 août, on avait atteint une ligne Log-Dolenja-cotes 920 et 895 ; on avait pris aux Autrichiens 20 000 hommes et 125 canons. Après un temps de repos durant lequel le général Capello appuya les opérations des secteurs plus méridionaux, l'offensive fut reprise sur le plateau et refoula encore l'ennemi sur une profondeur de 10 kilomètres. Cependant l'ensemble du plateau ne fut pas encore occupé.

La bataille s'était engagée, au centre, sur la Giulia et, au sud, sur la Hermada. Cette fois, le Carso, pris en tenaille, entre Castagnevizza au nord et Duino au sud, allait-il succomber? Ce fut une lutte acharnée où les Austro-Hongrois cédèrent du terrain d'abord, puis, ayant reçu des renforts, le reprirent dans de violentes contre-offensives. Cadorna, jouant habilement sur un clavier compliqué, s'arrête sur le Carso et fait reprendre l'offensive sur le plateau de Bainsizza ; il y obtient ainsi les succès que nous venons d'indiquer. Quant aux opérations dans le sud, elles s'arrêtent encore au pied de la Hermada et les contre-offensives autrichiennes, à partir du 4 septembre, permettent au général Boroevic, secondé par les renforts du général Kœwess, de reprendre une partie du terrain perdu.

Fiers de cette fin indécise, les Autrichiens célébrèrent une « victoire défensive », comme les Allemands l'avaient fait sur l'Aisne après qu'ils eurent eu connaissance de l'arrêt des opérations de Nivelle. En fait, Cadorna s'était consolidé partout, de Tolmino à la mer, et s'il n'avait pu obtenir tout le résultat qu'il s'était proposé, c'est que l'œuvre était complexe et demandait du temps. On lui a reproché d'avoir « provoqué », en quelque sorte, la manœuvre de Caporetto en réveillant la région de Bainsizza. C'est lui faire un reproche de sa perspicacité. Il avait deviné le danger prochain ; il avait fait le possible et l'impossible pour fermer la porte à demi entr'ouverte ; son effort n'avait réussi qu'à moitié, voilà son crime. Mais sa haute valeur militaire est hors de conteste. Cette année 1917 devait être, en Italie comme sur la plupart des autres théâtres de la guerre, une époque de découragement et de déception. Elle connut de grands déboires, elle compta de grandes victimes, injustement sacrifiées !

CHAPITRE LXXII

LE PREMIER CRAQUEMENT DE L'EMPIRE

La situation en Allemagne au cours de l'année 1917. — La conférence de Hombourg. Effet de la Révolution russe. — « Paix de compromis » et paix séparées ». Les mois d'été de 1917. Le craquement de l'Empire. — Conjuration du G. Q. G. et des partis au Reichstag. « La paix sans annexion ni indemnités ». — Ludendorff et Erzberger s'unissent pour renverser Bethmann-Hollweg. — Chute du Chancelier. — La note du Pape. — Rôle de l'Autriche. Czernin et le découragement allemand. — L'État-major risque jusqu'au bout.



On pourrait dire, qu'à partir de la grande offensive anglo-française d'avril 1917, la guerre devient, surtout du côté des Allemands, une guerre de négociations ou plutôt une guerre de « moral ». Cette évolution remontait, nous l'avons dit, au temps de la conférence de Cambrai, en septembre 1916. L'armée se savait battue et les États-majors cherchaient le salut dans les *à-côtés* de la guerre : la guerre sous-marine sans restrictions, la propagande défaitiste, les « paix séparées ». Au cours de l'année 1917, ce sentiment de la défaite fatale, imminente avait gagné le pays entier. Il plane sur tout. On dirait que les entreprises militaires elles-mêmes ne sont plus que des atouts jetés au hasard dans cette partie haletante de la paix. La paix de capitulation s'avance sur les destinées de l'Empire. La masse voit bien qu'il faut l'accepter; mais on ne sait encore par quels moyens l'aborder ou se laisser saisir par elle, en un mot s'y adapter.

Nous verrons que, tandis qu'elle était déjà toute proche, on ne put jamais la rendre possible matériellement, quand pourtant on l'acceptait moralement. Mais, d'aller au-devant d'elle et de chercher à l'adoucir, par exemple en consentant à l'évacuation de la Belgique, à la rétrocession de l'Alsace-Lorraine, à la reconstitution de la Pologne, on ne put jamais s'y décider. Plutôt que de voir les choses comme elles sont, on préfère se laisser glisser dan l'abîme, ruiner l'Allemagne et l'Europe ; en un mot, on ne se conforme pas à l'inéluctable ; on luttera jusqu'à la débâcle finale.

Tel fut le drame angoissant des deux dernières années de la guerre et les responsabilités suprêmes du grand État-major. Il faisait espérer toujours une victoire qu'il n'espérait plus lui-même. Des gens qui se sont entêtés à agir ainsi, sont des gens bien médiocres ; se griser de ses propres paroles, se gonfler de ses propres désirs, c'est enfantin.

Bethmann-Hollweg, esprit court mais averti par son inquiétude, est bien plus près de la réalité des choses quand il écrit, en réponse aux *Souvenirs de guerre* de Ludendorff :

> La passion avec laquelle le général, maintenant que le sort a décidé, rejette sur d'autres la faute de nos insuccès, n'empêche pas de se demander si les moyens qu'il a employés ont été les bons... Dans ses *Souvenirs de guerre*, il déclare que ma politique a tellement démoralisé le peuple allemand qu'il n'était plus capable de vaincre en

1918. Il va sans dire que, en 1918, l'armée ne pouvait plus être aussi bonne qu'en 1914. Mais attribuer notre défaite au manque de moral de l'armée, c'est ne pas connaître les facteurs réellement décisifs de cette défaite, c'est-à-dire la supériorité de nos ennemis en hommes et en matériel, et l'écroulement de nos alliés. Si la thèse du général Ludendorff était juste, il faudrait se demander s'il eût dû faire encore la grande offensive de 1918. Observation fondée, puisque cette offensive fut le déclenchement de la défaite. Bethmann-Hollweg souligne, par cette simple phrase, la contradiction qui est, à la fois, dans la polémique et dans l'esprit de Ludendorff.] Mais la thèse du général, comme telle, est fausse. Des divisions isolées ont pu avoir des défaillances, même à une époque où l'offensive n'était pas encore décidée : non parce qu'elles trahissaient, mais *parce qu'elles avaient été mises hors de combat.* L'armée et le pays se sont effondrés seulement lorsque la grande lutte finale dans laquelle nos troupes étaient entrées pleines de courage et de confiance *et avec une foi inébranlable en leurs chefs d'armée,* se termina soudain dans une déception gigantesque. Les masses populaires ne supportent pas *que les bruyantes fanfares de victoire d'hier soient remplacées aujourd'hui par le cri d'effroi :* HANNIBAL ANTE PORTAS (1).

La vérité incontestable est que ce sont les militaires qui, ayant voulu la guerre, l'ont perdue. Dès la fin de 1916, ils connaissaient leurs responsabilités. Et c'est pourquoi ils ne songeaient plus qu'à rester les maîtres de l'opinion pour la tromper jusqu'à la fin. Les coupables ne voulaient se laisser découvrir à aucun prix, comme ils ne veulent pas se laisser découvrir encore ; ils chargeaient les diplomates de les tirer d'affaire par une paix de compromis, une paix d'intrigue ; mais ils ne consentaient même pas à leur accorder les conditions indispensables à ce genre de paix, se réservant de faire de ce pauvre Bethmann-Hollweg et autres « civils » les boucs émissaires.

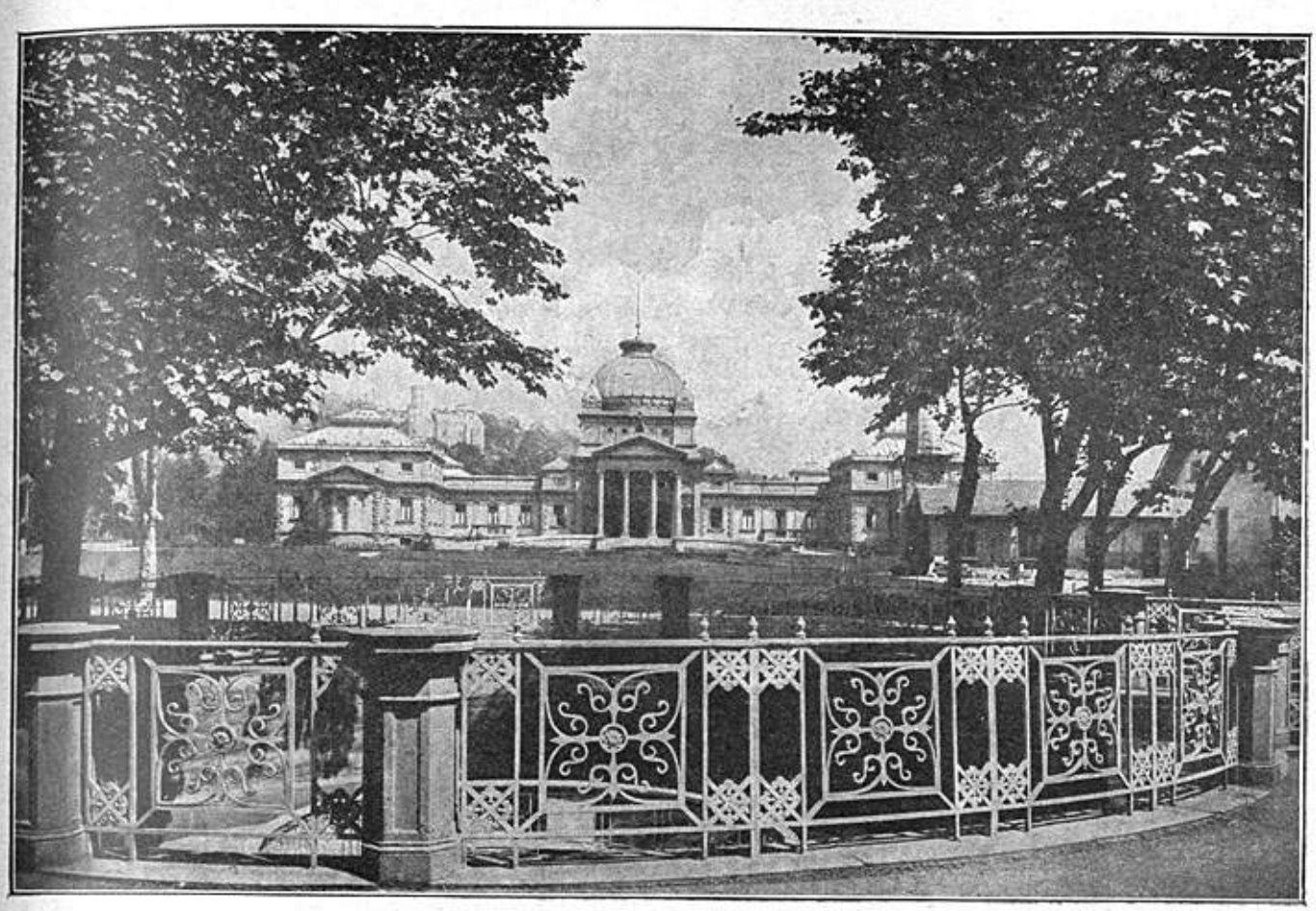
Bethmann-Hollweg était talonné dans le sens d'une « paix de concession » non seulement par le sentiment venu de l'État-major lui-même, que la « catastrophe » était imminente (2), mais par l'insistance de l'Autriche-Hongrie réclamant à grands cris la paix. Le 27 mars 1917, c'est-à-dire à l'heure où l'on était encore sous l'influence des événements de Verdun et de la Somme et où l'on craignait la reprise de l'offensive alliée tombant sur le repli de Hindenburg, les deux chanceliers avaient conclu un arrangement auquel on a donné le nom de *document de Vienne,* mais qui ne fut connu qu'un an après, en février 1918. Les deux hommes d'État avaient essayé de dénouer la contradiction entre la paix de victoire telle que la réclamait toujours l'État-major et la paix de concession qui leur paraissait désormais inévitable ; ils s'étaient tirés de la difficulté par un artifice de rédaction : on envisageait deux cas : la victoire et la défaite ; en cas de victoire, c'étaient naturellement les conditions de Ludendorff qui prévalaient ; en cas de défaite, on cherchait les moyens d'accorder à l'Entente quelque chose de ce qu'elle exigeait.

BETHMANN ET CZERNIN SE RÉSIGNENT A UNE PAIX DE COMPROMIS. LA CONFÉRENCE DE HOMBOURG

Une fois cet accord établi, une conférence convoquée entre les deux empereurs, leurs ministres et les États-majors à Hombourg (début d'avril 1917). Czernin prononça la parole tant appréhendée : rendre l'Alsace et la Lorraine à la France. En échange, l'Autriche-Hongrie réunirait la Galicie à la Pologne et proposait le rattachement de la Pologne à l'Allemagne. L'Autriche-Hongrie prenait, à titre de compensation, la Roumanie. Czernin affirma que l'Autriche ne pouvait plus tenir et ajouta que l'Allemagne elle-même était bien malade. Les deux commandants allemands se récrièrent. Ils comprenaient parfaitement que la proposition relative à la Pologne n'était pas

(1) Outre les *Considérations sur la guerre mondiale* laissées inachevées par Bethmann-Hollweg et dont la traduction paraît chez Lavauzelle avec une préface de René Viviani, lire l'autre mémoire du chancelier : *Offre de paix et guerre sous-marine.* Rapport au Comité d'enquête, Berlin 1919.

(2) Sur la duplicité du Grand Quartier général, il faut relire le chapitre des *Mémoires* d'Erzberger : « Au cours de plusieurs entretiens que j'eus avec le chancelier à cette époque, il me déclara que le Grand Quartier général croyait toujours à la fin de la guerre pour fin juillet, août 1917. Je fus dont très surpris lorsqu'au cours d'une conversation que j'eus avec le colonel Bauer, du Grand Quartier général, le 10 juin 1917, celui-ci me déclara qu'il était étonné d'avoir trouvé à Berlin un inexplicable optimisme. On avait plus que jamais des motifs de soucis, etc... » (Page 292.)



HOMBOURG. — L'ÉTABLISSEMENT THERMAL KAISER WILHELM

sincère et qu'en tout cas, une telle combinaison, qui enfonçait l'élément slave comme un coin entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, c'était *la fin de l'alliance*. Charles et Czernin acceptaient sans doute, *in petto*, cette conséquence ; ils cherchaient surtout une sortie. L'instinct les avertissait ; ils craignaient la dislocation de l'Empire austro-hongrois soit par les armes, soit par la Révolution. Bethmann-Hollweg répondit par des phrases vagues ; mais la cognée était à l'arbre. L'État-major allemand se refusa nettement à une combinaison quelconque de cette nature ; dès lors, il prenait la responsabilité de la continuation de la guerre ; il était condamné à une rapide et décisive victoire.

Pour le moment, l'arrangement lui donnait du temps et, les circonstances s'améliorant, il croyait pouvoir prendre le dessus.

Ayant «réalisé», non sans quelque hésitation, la campagne du printemps de 1917, comme une sorte de « victoire défensive », il s'empara de ce « succès », d'ailleurs chèrement acheté, pour essayer de galvaniser l'opinion. On commençait aussi à tirer parti de la Révolution russe. C'est ce que Ludendorff appelle « le sursaut de juillet ».

Le Grand Quartier général crut devoir profiter de cet optimisme relatif pour gagner encore du temps et pour reporter le délai convenu pour la victoire, du début de l'été à la fin de l'année. Le 19 juin 1917, Hindenburg écrivit au chancelier Bethmann-Hollweg pour le mettre en garde contre l'idée que la guerre serait fini en automne. Ainsi ballotté, le chancelier ne savait plus que faire ; il était profondément découragé. Talonné dans sa politique intérieure, il marchait de concessions en concessions, notamment en ce qui concernait les deux questions qui, en Prusse, servaient d'arme de combat à l'opposition libérale et socialiste, l'extension du suffrage et la «parlementarisation» du gouvernement.

Les partis avaient pris sur les affaires une autorité qui inaugurait, d'ores et déjà, le « nouveau *cursus* ».

La Révolution russe, en effet, était une arme à deux tranchants ; si elle affaiblissait l'Entente, elle détraquait positivement l'Allemagne, où le parti socialiste était gangrené, comme les armées elles-mêmes, par la « fraternisation ». C'est, en somme, la Révolution russe qui fournit à ce parti la fameuse formule qui devait être, d'abord, celle de Brest-Litovsk et qui devint l'arme destructive du système de l'État-major : « la paix sans annexion ni indemnité »...

Le parti social-démocrate, Erzberger, les idées libérales, « la paix sans annexion », etc., rien qu'à citer ces noms et ces formules, on voit que le glissement est commencé vers la débâcle finale.

Suivons, maintenant, le récit d'Erzberger ; car c'est lui qui fouille le sol sous les pieds du chancelier et du Grand Quartier général alors que celui-ci se croit encore sur un terrain solide.

Dès les premiers jours de juin, dit Erzberger, la fraction social-démocrate avait fait des représentations sérieuses à la Chancellerie. Le 5 juin je m'entretenais avec les membres de la fraction du Centre qui appartenaient à la Commission principale du Reichstag. J'exposai mon plan : En présence des ambitions effrénées des pangermanistes qui remplissaient de colère le peuple et l'armée, il fallait, par une manifestation d'ensemble du Reichstag, revenir aux déclarations du 4 août 1914, qui repoussaient l'idée d'une guerre de conquêtes... Comment sortir de la guerre? Ç'avait été une erreur de croire que nous pourrions dicter la paix avec notre sabre... Il appartenait au Reichstag d'envisager par quels moyens l'on pouvait conclure la paix. La proposition de paix des social-démocrates : « ni annexion, ni contribution », contenait deux négations sans résultats positifs et qui pouvaient facilement être mises en contradiction avec le deuxième principe : « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Pour réaliser un accord général, il fallait donc en revenir d'abord à cette idée du début de la guerre et lancée par le manifeste du 4 août 1914, que nous luttions, non pas pour des conquêtes, mais pour défendre notre patrie.

Par ce texte, les choses s'éclaircissent : 1° le peuple et l'armée détestaient, dès lors, les idées pangermanistes ; 2° le peuple, dans sa grande majorité, ne croyait plus à paix du sabre ; 3° il appartenait au Reichstag de faire la paix le plus tôt possible ; 4° le parti social-démocrate, en connexion certainement avec les bolchevistes, reprenait, de la bouche de ceux-ci, la paix « sans annexion ni indemnité » avec le « droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes ». A cette formule qui impliquait la constitution d'une Pologne indépendante, la destruction de l'Empire austro-hongrois, et la dislocation de la Russie, le parti social-démocrate et même le parti du Centre, c'est-à-dire la bourgeoisie allemande, de guerre lasse, avaient donné leur adhésion. Erzberger, plus prudent, se serait contenté d'un système moins compromettant, le *statu quo ante bellum*. Mais sa position était difficile. Visiblement, ni le Grand Quartier général d'une part, ni les puissances de l'Entente de l'autre, n'auraient consenti à cette base de paix.

Alors, commença, à Berlin, le mois le plus tragique de toute la guerre ; c'est dans cette courte période que l'édifice bismarckien craqua de la base au sommet. Erzberger est comme inspiré de Tacite quand il écrit cette phrase témoin : « Le tableau de Berlin changeait, non seulement chaque jour, mais presque chaque heure. » De toutes les parties de l'Empire, les grands personnages étaient accourus pour prendre part à la décision. Le ministre de la Guerre, von Stein, téléphona au Grand Quartier général. Hindenburg et Ludendorff arrivèrent le 6 au soir. On avertit l'Empereur, qui venait de quitter Vienne, de rentrer en toute hâte. Le ministre de la Marine, von Cappelle, était sur la sellette : car on discutait ses chiffres et, ce délai de six mois, maintenant expiré, qu'il avait donné pour le terme de la victoire sous-marine. L'Empereur arriva le 7 et se rendit aussitôt chez le chancelier qui lui déclara qu'il ne s'agissait que d'un moment « d'émotion au Reichstag ». D'après ce qu'il dit lui-même, le chancelier cherchait toujours à ménager les nerfs de l'Empereur (1). Les deux grands chefs

(1) Bethmann-Hollweg, dans ses *Souvenirs*, apporte le plus grand soin à *couvrir* l'Empereur. C'est à peine si, dans quelques passages, il vise certaines incartades impériales, par exemple, page 258, « ses déclarations parfois très violentes ». L'empereur Guillaume, dans ses inqualifiables *Mémoires*

militaires avaient demandé une audience ; Guillaume II, en les suivant, s'étonna de leur présence à Berlin. « Ils avaient, sans doute, mieux à faire au Grand Quartier général !... »

L'Empereur soutiendrait-il Bethmann-Hollweg contre le grand État-major?

Ludendorff écrit : « La situation à Berlin s'aggravait. » Le 8 juillet, le chancelier donne son assentiment à la résolution de paix et fait entrevoir aux généraux les concessions sur le système électoral en Prusse. C'est alors que, sous le manteau, se noue une conjuration des partis bourgeois au Reichstag, dirigée par ce vilain monsieur qu'est Erzberger, pour avoir la peau du chancelier Bethmann - Hollweg, tandis que celui-ci essaye de gagner du temps et de tenir « jusqu'à l'application des réformes » ; le 11 au matin, l'Empereur refusait encore la démission du chancelier. Les deux commandants rentrés par ordre à leur quartier général, adressèrent la leur, le 12 au soir.



LE CHANCELIER MICHAËLIS

Perdre Hindenburg ! C'était l'effondrement ! L'Empereur fit demander instamment aux deux grands chefs de revenir à Berlin. La conjuration trouvait un appui inattendu : le Kronprinz, accouru lui aussi de son État-major, venait mettre la main à la ruine de l'Empire : « Jetez-le donc dehors, au Reichstag ! » criait-il aux adversaires du chancelier. Le Centre vota alors une résolution déclarant que la présence de Bethmann-Hollweg au pouvoir rendait plus difficile la négociation de la paix. Le Kronprinz réunit les chefs de partis. Par une déclaration écrite adressée à l'Empereur, il faisait valoir que le chancelier était devenu impossible devant l'hostilité du Reichstag, et il arrachait Guillaume à ses hésitations. L'Empereur, ainsi sommé d'agir par le seul homme qui ait jamais su le mater, son fils, accepta la nouvelle démission de Bethmann-Hollweg. Hindenburg et Ludendorff ayant repris la leur, étaient arrivés à Berlin. La conjuration du Grand Quartier général et des coulisses du Reichstag l'emportait. Ludendorff avait mis la main dans la main de Erzberger !

A quel point les choses en étaient-elles arrivées, pour que ces grandes chutes fussent décidées par l'autorité même qu'elles détruisaient ! Erzberger dit : « La résolution de paix du Reichstag n'inspirait aux généraux aucune objection. Ludendorff estimait seulement qu'on aurait dû, au lieu de « paix d'entente », mettre « paix de compromis », et Hindenburg aurait souhaité « un peu plus de poivre dans la résolution ».

Le 19 juillet, le Reichstag, avec l'approbation de l'Empereur, du Kronprinz, des généraux et du nouveau chancelier, Michaëlis, vota un texte conforme à la formule d'Erzberger :

Le Reichstag déclare :

Comme au 4 août 1914, au seuil de la quatrième année de la guerre, la parole du discours du trône reste vraie pour le peuple allemand : Nous ne sommes points mus par le désir de conquêtes ; c'est pour défendre sa liberté et son indépendance, son intégrité territoriale, que l'Allemagne a pris les armes.

Le Reichstag aspire à une paix d'entente et à une réconciliation durable des peuples. Ces extensions territoriales par la violence des mesures d'oppression politique

n'a pas usé des mêmes ménagements à l'égard de ce fidèle serviteur. Il le jette lourdement par-dessus bord.

et économique et financière sont inconciliables avec une telle paix.

Le Reichstag repousse tous les plans qui se proposent un blocus économique et l'inimitié entre les peuples. Il faut garantir la liberté des mers. Seule la paix économique assurera des rapports de tolérance et d'amitié entre les peuples.

Le Reichstag encouragera puissamment la création d'organisations juridiques internationales.

Toutefois, tant que les gouvernements ennemis n'adopteront pas une pareille paix, tant qu'ils menaceront l'Allemagne et ses alliés de conquêtes et de violence, le peuple allemand restera debout comme un seul homme, il résistera inébranlablement et combattra jusqu'au moment où le droit de vivre et de se développer lui sera garanti ainsi qu'à ses alliés.

Uni dans cette pensée, le peuple allemand est invincible. Le Reichstag constate qu'il est, sur ce point, d'accord avec les hommes qui protègent héroïquement la patrie. La gratitude éternelle du peuple entier leur est assurée.

C'étaient les propositions de Wilson sous le masque de Ludendorff.

Ainsi ce grand mouvement, ce craquement profond parut s'être tassé à la satisfaction de tous par la disparition d'un homme, d'un seul homme : Bethmann-Hollweg ! (1).

Mais, en même temps, la contradiction qui devait amener la fin désastreuse de la guerre était installée dans les conseils de l'Empire. Le Grand Quartier général promettait toujours la victoire. On ne le croyait plus, mais on le laisserait faire tandis que l'on mettrait les fers aux feux pour la grande tractation que Erzberger promettait sans y apporter, d'ailleurs, ni plus de sécurité, ni plus de sincérité : à savoir la paix de compromis, la paix du *statu quo ante*, en un mot la paix à la Czernin par l'intermédiaire de Rome à défaut des États-Unis.

Imbrications à l'infini ! Chimère ! Mais il fallait encore une nouvelle étreinte des forces engagées pour dissiper ces dernières fumées de l'orgueil et apprendre aux chefs allemands que, quand on est vaincu, le plus simple est d'en finir vite et de sauver ce qui peut être sauvé.

(1) Bethmann-Hollweg, dans ses *Mémoires*, donne des précisions irréfutables sur l'accord d'Erzberger et du Grand Quartier général alors que Erzberger lui avait, jusque-là, promis son concours. C'est une véritable palinodie d'Erzberger dont l'instrument fut le lieutenant-colonel Bauer. En comparant les divers récits du temps, on voit que ce Bauer joua, en ce moment, un rôle analogue à celui du colonel Hentsch à la bataille de la Marne.

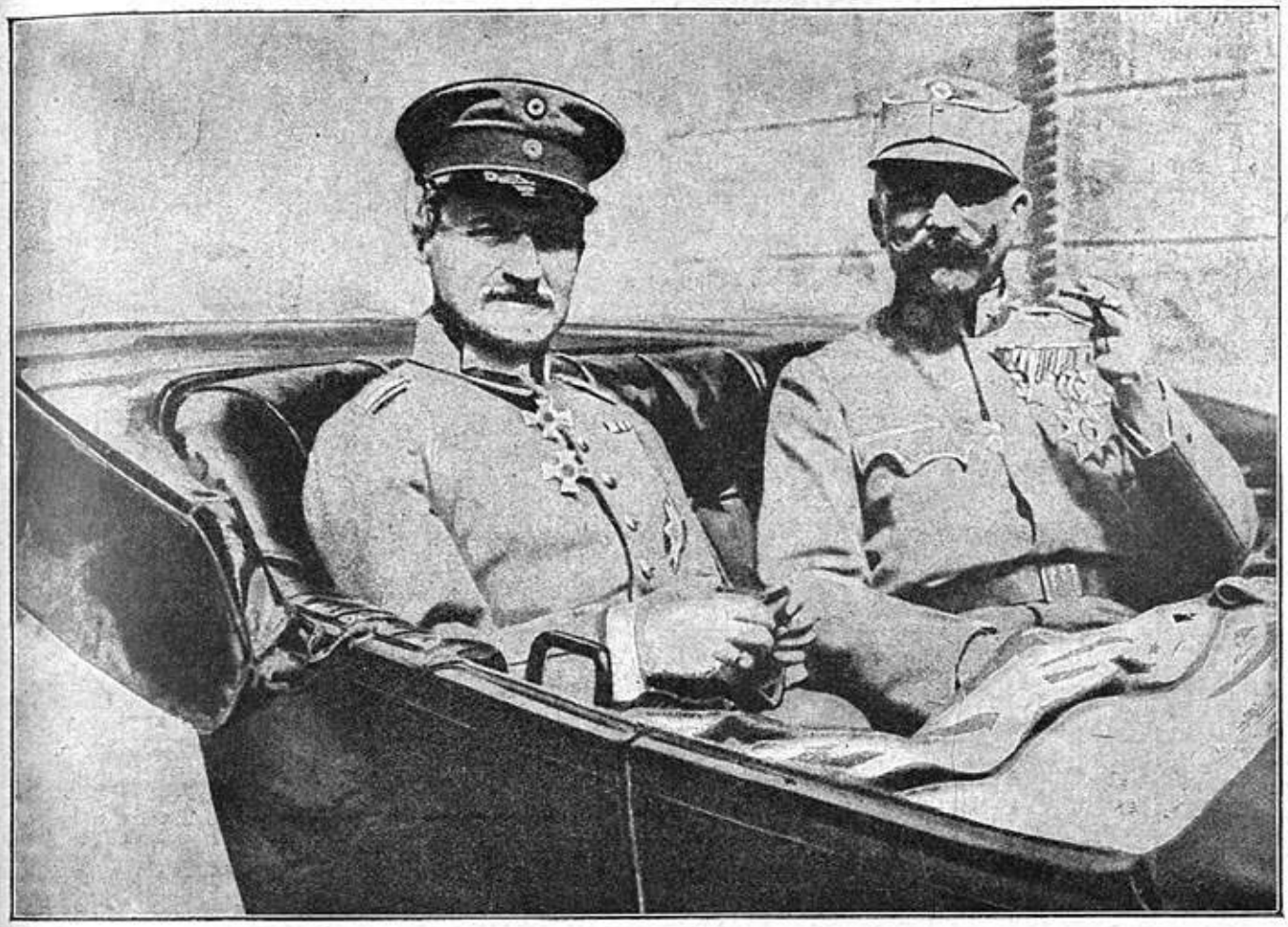
L'INTERVENTION DU VATICAN. ROLE DE L'AUTRICHE

Un élément capital et un homme résolu, il faut le dire maintenant, agissaient sur les incertitudes politiques de l'Allemagne et soufflaient sur la tourmente de Berlin : il s'agit de Czernin et de la volonté déclarée de l'Autriche-Hongrie d'en finir avec la guerre.

Si l'on va au fond des choses, on s'aperçoit que le cabinet de Vienne a conduit le gouvernement allemand dans toute cette grande affaire, depuis la déclaration de guerre jusqu'à la débâcle. Le « brillant second » a entraîné dans sa ruine inévitable le « puissant premier ». Bismarck avait prévu cela. La « fidélité à l'alliance » a eu pour effet l'effondrement des deux puissances germaniques (1). Ludendorff lui-même reconnaît que, dans la dernière phase, Czernin était un homme de toute autre valeur que les fantoches qui se succédaient à la Wilhelmstrasse.

L'idée de Czernin s'inspirait de la situation militaire et diplomatique lamentable où il savait l'Empire austro-hongrois ; il ne songeait qu'à faire la paix avant que l'Empire se fût écroulé. Mais il n'avait nullement l'intention de la conclure sans l'Allemagne, parce qu'il savait bien, qu'à raison de la force de l'élément allemand en Autriche, l'union factice de ses peuples ne résisterait pas au choc. Il s'agissait donc d'amener l'Empire allié à faire une paix de modération et de *statu quo ante bellum*, seul moyen de sauver l'édifice austro-hongrois et, en somme, de sauver l'Allemagne elle-même. Que l'État-major allemand n'ait rien compris à cette politique, qu'il l'ait combattue ardemment, jusqu'à la ruine de Czer-

(1) Voir, dans les *Considérations* de Bethmann-Hollweg, la médiocre argumentation exposant les raisons qui *subordonnaient* en quelque sorte la politique allemande à la politique autrichienne, page 86 et suivantes.



LE CHANCELIER MICHAËLIS A VIENNE
(*A droite*, LE PRINCE DE HOHENLOHE)

nin, de l'Autriche-Hongrie et finalement de l'Allemagne, c'est la preuve frappante du peu de portée d'esprit de ces Alexandres du Grand Quartier général. Leur conduite, aussi bien que leurs plaidoyers, font pitié.

Czernin, il faut le dire, était dans une situation impossible ; il fallait attirer ses partenaires à la modération sans avouer publiquement l'impuissance commune. S'il livrait à l'opinion son véritable argument, à savoir que la cause des Empires du Centre était perdue, on l'accuserait de trahir la cause ; et l'on n'y manqua pas. Son procédé, pour agir sur la résistance obstinée et aveugle du Grand Quartier général et des pangermanistes en Allemagne, fut de fomenter l'opposition des social-démocrates et du centre catholique ; et c'est ainsi qu'il en vint à s'aboucher à la fois avec Südekum et avec Erzberger. Il a raconté lui-même « qu'un de ses amis se mit en relations dans le plus grand mystère avec divers politiciens influents en Allemagne, notamment Erzberger et Südekum ; il leur soumit un programme de paix en quatre articles : 1° pas d'annexions ni d'indemnités ; 2° libération complète, politique et économique, de la Belgique ; 3° évacuation des territoires occupés dès que les deux Puissances centrales auraient été remises en possession de ce qui leur avait été enlevé, y compris les colonies allemandes ; 4° l'Allemagne travaillera de concert avec l'Autriche au désarmement général, ainsi qu'à une garantie effective contre la possibilité d'une nouvelle guerre (1). »

Südekum était l'homme des socialistes et en relation sous main avec les soviets ; Erzberger

(1) AUERBACH, *La Crise de l'alliance austro-allemande* (*Archives de la Grande Guerre*, octobre 1921, p. 417).

était l'homme du Centre et en relation avec le Vatican. Czernin entendait donc se servir de « l'Internationale rouge » et de « l'Internationale catholique » pour arriver à ses fins, c'est-à-dire pour amener à la fois le Grand Quartier général allemand et les Puissances de l'Entente à une paix de compromis.

Du côté socialiste et international rouge, une première tentative échouait à Stockholm ; la révolution russe n'avait pas encore évolué complètement et Kerensky prétendait rester fidèle à l'alliance ; il préparait l'offensive de juin-juillet, tout en fournissant, cependant, la formule « la paix sans annexions ni indemnités ». Les circonstances parurent plus favorables du côté du Vatican. Comme chef du parti catholique, Erzberger avait ses entrées à la secrétairerie d'État et près du pape Benoît XV. En l'absence d'une représentation quelconque de la France, le Saint-Siège avait, jusqu'à la rupture italienne, prêté l'oreille aux propos de l'ambassadeur d'Autriche et du ministre de Bavière, celui-ci étant *persona grata*. Depuis la guerre de Trente ans, le salut de l'Autriche a été une des grandes préoccupations de la Papauté ; le catholicisme de l'Allemagne du Sud, étant au premier rang dans la lutte contre le protestantisme, a joui d'une faveur spéciale ; surtout, on craignait que la victoire des Alliés ne devînt un succès triomphal pour la Russie orthodoxe et que cette puissance, s'installant à Constantinople, ne couronnât de la croix grecque Sainte-Sophie, le Saint-Sépulcre et toutes les églises de l'Orient méditerranéen. Le pape Benoît XV, qui représentait la tradition de Léon XIII, avait rêvé de jouer un rôle dans les grandes affaires politiques ; en plus, il se sentait dans sa mission auguste s'il mettait un terme, non seulement par ses prières et ses vœux, mais par son action pontificale, à l'effusion du sang. Au Vatican, on craignait que la guerre prolongée n'accrût la misère des peuples et ne les jetât dans la Révolution. On tremblait. A certains moments, le pape se demandait s'il était en sûreté à Rome. Ces diverses raisons, l'insistance de la famille impériale d'Autriche et de Czernin, les démarches plus ou moins autorisées d'Erzberger (1), le tout porta Rome à saisir une occasion qui se présenterait d'essayer quelque chose. Diverses tentatives avaient été faites déjà par l'intermédiaire de personnages résidant en Suisse. Mais, à toutes fins utiles, on avait accrédité, comme nonce en Bavière, un jeune et brillant prélat, confident de Benoît XV, monseigneur Pacelli.

Le 26 juin, le nonce était allé trouver à Berlin Bethmann-Hollweg, encore chancelier ; il avait charge de remettre en mains propres une lettre du pape à l'empereur Guillaume et il demandait une audience à cet effet, offrant de se rendre aux armées. Le Pape, déplorant la prolongation de la guerre, donnait à l'Empereur l'espérance qu'il ferait tous ses efforts pour mettre fin à ces hostilités inouïes. En même temps, le nonce demandait « s'il était possible de lui faire connaître la conception allemande des problèmes de la guerre et de la paix ». C'était reprendre la conversation au point où elle était tombée au temps de la déclaration du président Wilson. L'Allemagne n'avait jamais dit, jusqu'ici, ce qu'elle voulait. Était-elle capable de faire, maintenant, un effort sur elle-même et de sortir de son mutisme orgueilleux? Bethmann-Hollweg affirme que, à ce moment, on avait pris le parti de parler avec quelque précision et de faire un pas dans le sens de ce que demandait l'Entente :

> Une paix de ce genre, écrit-il, exigeait avant tout la restauration de la Belgique. C'était tout naturel. Il était certain que la France, étant données toutes ses tentatives d'entente, c'est-à-dire une paix négociée, réclamerait des parties de l'Alsace-Lorraine. La situation de guerre générale ne nous autorisait pas à nous montrer complètement intransigeant dans cette question. Comme je m'en étais assuré un an auparavant, l'Empereur était prêt à céder des districts frontières, si, par ce moyen, on pouvait obtenir la paix. En 1917, le Kronprinz était du même avis et, d'une façon, peut-être même plus résolu que l'Empereur.

(1) Il a dit lui-même : « Mon office spécial avait pour objet de provoquer, parmi les catholiques des pays neutres et, si possible, des pays ennemis, une tendance favorable à l'Allemagne » (*Procès d'Erzberger*, 2e audience, 20 janvier 1920).



LE MINISTRE D'ÉTAT DELBRUCK (×) DANS LES RÉGIONS POLONAISES OCCUPÉES

Le nonce vit l'Empereur au Grand Quartier général. Les *Mémoires de Guillaume II* contiennent un étrange compte rendu de cet entretien. Guillaume s'y montre à la fois avantageux et sarcastique. Bethmann-Hollweg, plus avisé, répondit à chaque question du nonce dans des termes conciliants : notamment pour ce qui concernait la Belgique, il accorda le principe de l'indépendance complète, sous réserve que le pays fût, aussi, indépendant de l'Angleterre et de la France, et sur la question d'Alsace-Lorraine, il dit qu'au cas où la France serait prête à s'entendre, « ce ne serait pas cette question qui ferait échouer la paix ».

Si ceci fut dit réellement — et on peut le croire d'après les communications du Vatican aux Puissances — c'était un grand point. Mais Bethmann-Hollweg avait-il l'autorité nécessaire pour s'avancer autant? Ce qui est certain, c'est qu'il était chassé du pouvoir quelques jours après.

Le nonce Pacelli était plein d'ardeur ; aussitôt après la chute de Bethmann-Hollweg, il venait saluer, à Berlin, le chancelier Michaëlis, l'homme du Quartier général, comptant aboutir avec lui. Il apportait une note du Pape, en date du 1er août, où l'on prenait acte, non sans une nuance de réserve, des indications résultant de l'entretien de Bethmann-Hollweg. On put croire que les Puissances, et notamment l'Angleterre, ne se refuseraient pas à engager la conversation. La note du Pape fut publiée et, à Berlin, on cria : « La paix! la paix ! »

Mais le nouveau gouvernement, au lieu de répondre, se mit à délibérer : la pierre d'achoppement était toujours la question de la Belgique. Erzberger eut plusieurs entretiens avec von Kuhlmann, ministre des Affaires

étrangères. On en était encore à chercher une formule quand arriva, de Munich, une lettre du nonce annonçant que, d'après un télégramme remis par le ministre d'Angleterre, approuvé par le gouvernement français, un grand pas serait fait du côté de la paix, si la réponse de Berlin contenait une déclaration catégorique sur la question de l'indépendance belge. Czernin accourut à Berlin (6 septembre).

Les heures s'écoulaient, les journées, les semaines, et on n'avançait pas. Le 24 septembre, Kuhlmann avait rédigé une réponse qui soulevait, en premier lieu, la question de l'origine et des responsabilités de la guerre (c'était le premier jalon d'une campagne dont on entendrait parler) et qui, sans insister sur les autres points, déclarait : « qu'il n'était pas encore possible au gouvernement allemand de répondre aux vœux du Saint-Siège et de faire une déclaration précise sur ses intentions au sujet de la Belgique ».

On sut plus tard que le Grand Quartier général avait tenu, en quelque sorte, la plume du secrétaire d'État et que les hauts commandants étaient restés énergiquement résolus à garder la Belgique comme « gage militaire et économique ». Erzberger conclut ce récit en ces termes : « Le gouvernement allemand s'est tu au sujet de la Belgique jusqu'au moment où il n'eut plus rien à dire. Ainsi, il s'est rendu responsable de la prolongation de la guerre. »

Il devenait évident que le Grand Quartier général était, par l'organe de Michaëlis, le maître de la politique allemande. Certainement, il y avait eu un moment où la manœuvre Erzberger-Czernin avait paru réussir. C'était à cette heure, sans doute, que des démarches particulières étaient faites soit par Lancken, soit par d'autres intermédiaires auprès de M. A. Briand ou de personnes que l'on supposait qualifiées du côté de l'Entente. Mais les choses étaient changées du tout au tout. Le Grand Quartier général, une fois débarrassé de Bethmann-Hollweg, avait rompu avec ses complices de la veille. Il accusait, maintenant, Erzberger d'avoir livré au public le fameux document de Czernin. A celui-ci, ils avaient fait écrire, le 17 août, par le chancelier Michaëlis, que l'Allemagne, par elle seule, était capable de soutenir une quatrième campagne ; le blé, les pommes de terre ont donné un rendement supérieur aux espoirs ; le fourrage a moins réussi, mais, grâce à l'appoint des pays occupés, y compris la Roumanie, pas de déficit à craindre. Quant au programme du *statu quo ante*, on l'écartait résolument :

> Je voudrais garder le chemin libre, écrivait le chancelier, pour les tractations en vue de rattacher la Belgique à l'Allemagne au point de vue militaire et économique : contrôle militaire jusqu'à la conclusion d'une alliance offensive et défensive avec l'Allemagne ; annexion — ou bail à long terme — de Liége et de la côte de Flandre ; telles sont les revendications extrêmes du haut commandement et de la marine.

On était loin de concessions quelconques sur les autres parties du programme de la paix de compromis, et notamment sur l'Alsace-Lorraine !

Czernin en était réduit, en soulignant les contradictions du nouveau système allemand, à faire observer que le programme qui lui était adressé se trouvait en opposition formelle avec la note du Reichstag.

Oui, mais son heure à lui était passée et son système s'écroulait.

L'EFFORT DU GRAND QUARTIER GÉNÉRAL POUR SOUTENIR LA GUERRE

Ludendorff avait renversé Bethmann-Hollweg, et puis, d'un coup sec, il s'était dégagé de l'étreinte d'Erzberger et de Czernin. On avait cherché un remplaçant à Bethmann-Hollweg et on ne l'avait pas trouvé. Ludendorff écrit cette phrase accablante pour Michaëlis et pour toute cette génération allemande : « Nous étions pauvres en hommes. Notre système politique n'avait pas produit de cerveau créateur. Par sa stérilité, il a porté contre lui-même un jugement de condamnation. » Parmi les fonctionnaires auxquels personne ne pensait, ce Michaëlis avait



SSION PARLEMENTAIRE ALLEMANDE SUR LE FRONT

UNE COMMI

ement pour éviter
Quartier général
serait maître de la
ne se commande
Les responsabilités
moyens et encore

décidément contre
ouve, dans le récit
ions comme celles-
leures chances de
lignes plus loin :
pays mettait tout
qu'on était dès lors
es défaillances de
ndant, avec juste
ndement, dans les

Où et comment? L'armée russe attaquait en Galicie : nous avons dit l'insuccès de Kerensky ; mais l'affaire pouvait reprendre. Le front russe n'était pas anéanti.

Sur le front occidental, les Anglo-Français attaquaient aussi le 16 août : « Nous fûmes sérieusement touchés, avoue Ludendorff. Le 25 août se termina la deuxième partie de la bataille des Flandres ; elle nous a coûté très cher. « Le 20 et le 21 août, reprise à Verdun. Les 21 et 26 août furent des jours de succès pour l'ennemi, de pertes pour nous. »

Et puis l'attaque des Italiens sur l'Isonzo (Tolmino). Là, encore, insuccès des Puissances centrales. « L'usure de nos forces était devenue très inquiétante et avait dépassé toutes les prévisions. » On se battait sur le Sereth, en

été choisi au hasard, unique
un parlementaire. Le Grand
pensait que, comme cela, il
politique ; mais la politique
pas comme un régiment. I
s'étaient accrues, non les
moins la confiance.

Hindenburg se prononça
la résolution de paix. On tr
de Ludendorff, des appréciat
ci : « Nous avions les meil
gagner la guerre »... et deux
« L'état des esprits dans le
en question ». Cela veut dire
résolu à tout rejeter sur l
l'opinion. Il concluait, cepe
raison, que « le haut comma
circonstances présentes, n

mais il dut y renoncer et s'en tenir à la manifestation de Riga.

Donc, tension partout, usure, vaines rodomontades. « Personne ne savait combien de temps cela durerait. »

Et pourtant, le Grand Quartier général s'était engagé ; il était dans la nécessité d'agir. car l'intrigue parlementaire se retournait contre lui ; elle avait, désormais, un but : abattre le Grand Quartier général et le pangermanisme. Erzberger écrit : « Au point où nous en étions, une victoire du militarisme prussien équivalait à une prolongation de la guerre. » Le plan nouveau était de renverser le chancelier Michaëlis, non parlementaire et instrument des Dioscures. On voulait aussi chasser Helfferich, qui s'était porté fort du succès de la guerre sous-marine. En un mot, il s'agissait non plus seulement de modifier la politique impériale, mais de détruire la dynastie et les hommes qui avaient fait d'elle leur instrument.

Le Grand Quartier général se sentait sur le penchant de sa ruine : il avait besoin d'un succès retentissant. Comme il l'avait déjà fait en Serbie et en Roumanie, il le chercha sur le front méridional et on monta dans un secret absolu et avec un soin extrême la rupture du front italien.

CHAPITRE LXXIII

CRISE CHEZ LES PUISSANCES DE L'ENTENTE (fin 1917-début 1918).

En Russie. — L'échec de Korniloff. — Débâcle de Kerensky. Lénine et Trotzky au pouvoir (novembre 1917). — La dislocation de l'Empire des Tsars; l'Ukraine, la Pologne; les pays baltes. — La Russie demande l'armistice. — Sur le front italien. — Caporetto.



LUDENDORFF le reconnaît, le mois d'octobre 1917 fut, pour le haut commandement et pour l'Allemagne tout entière, un des mois les plus durs de la guerre. « L'usure de nos forces était devenue très inquiétante, écrit-il, et avait dépassé toutes les prévisions. » (P. 89.) Défaites partout, impossibilités de reprendre l'offensive en Roumanie et même en Russie, graves complications intérieures, abandon de l'Autriche-Hongrie : « Depuis longtemps, toute joie nous était refusée. »

C'est à ce moment qu'un réconfort vint au Grand Quartier général du côté des puissances ennemies. Car il est toujours vrai, le mot du général Dragomiroff : « Il pleut dans mon camp, mais il pleut dans le sien. » Alors que l'Autriche se sentait à bout de forces et que l'Allemagne elle-même n'en pouvait plus, tout à coup, des faits et des symptômes analogues apparaissent chez l'adversaire.

FIN DE L'ARMÉE RUSSE. ÉCHEC DE KORNILOFF

L'affaire russe, d'abord, se liquidait. Et dans quelles conditions ! Après y avoir tant travaillé, l'Allemagne pouvait-elle s'attendre à un si brillant résultat?

Nous avons laissé le front russe après l'offensive de juillet 1917, dans un état de délabrement effrayant, mais non dans une ruine complète. Le Grand Quartier général allemand conservait encore quelque inquiétude. On ne serait tranquille que quand les protégés et les stipendiés de l'Allemagne seraient les maîtres à Pétrograd.

Nous avons indiqué, qu'après l'évacuation de la Galicie, il y avait eu comme un ressaut des éléments militaires les plus sains à la suite de Korniloff et que, dans le sud, le front de Bukovine-Roumanie avait paru assez solide pour que le Grand Quartier général allemand ne donnât pas suite à ses projets d'offensive de ce côté. Il convient d'indiquer aussi que certaines parties de l'armée, notamment les Cosaques, paraissaient, pour des raisons diverses, et notamment en raison des privilèges dont ils jouissaient, moins atteints par le mal révolutionnaire que le reste de l'armée.

Aussitôt après l'échec de l'offensive de juin-juillet, le 11/24 juillet, un général extrêmement populaire parmi les officiers et les soldats, le général Korniloff, nommé commandant du front sud-ouest, avait fait savoir au gouvernement provisoire que la lutte n'était possible que si

on rétablissait la discipline dans l'armée. Le 19 juillet/1er août un décret du gouvernement provisoire nommait Korniloff généralissime en remplacement de Broussiloff. Korniloff avait proposé, quelque temps auparavant, une mesure qui lui paraissait indispensable au point de vue stratégique et militaire, aussi bien qu'au point de vue politique, la constitution d'une armée spéciale chargée de défendre Petrograd. Cette idée paraît avoir frappé Kerensky : il y voyait un moyen de défendre la capitale contre une offensive, méditée, on le savait, par le Grand Quartier général allemand, et un procédé pour grouper des forces capables de mater les soviets des ouvriers et des soldats.

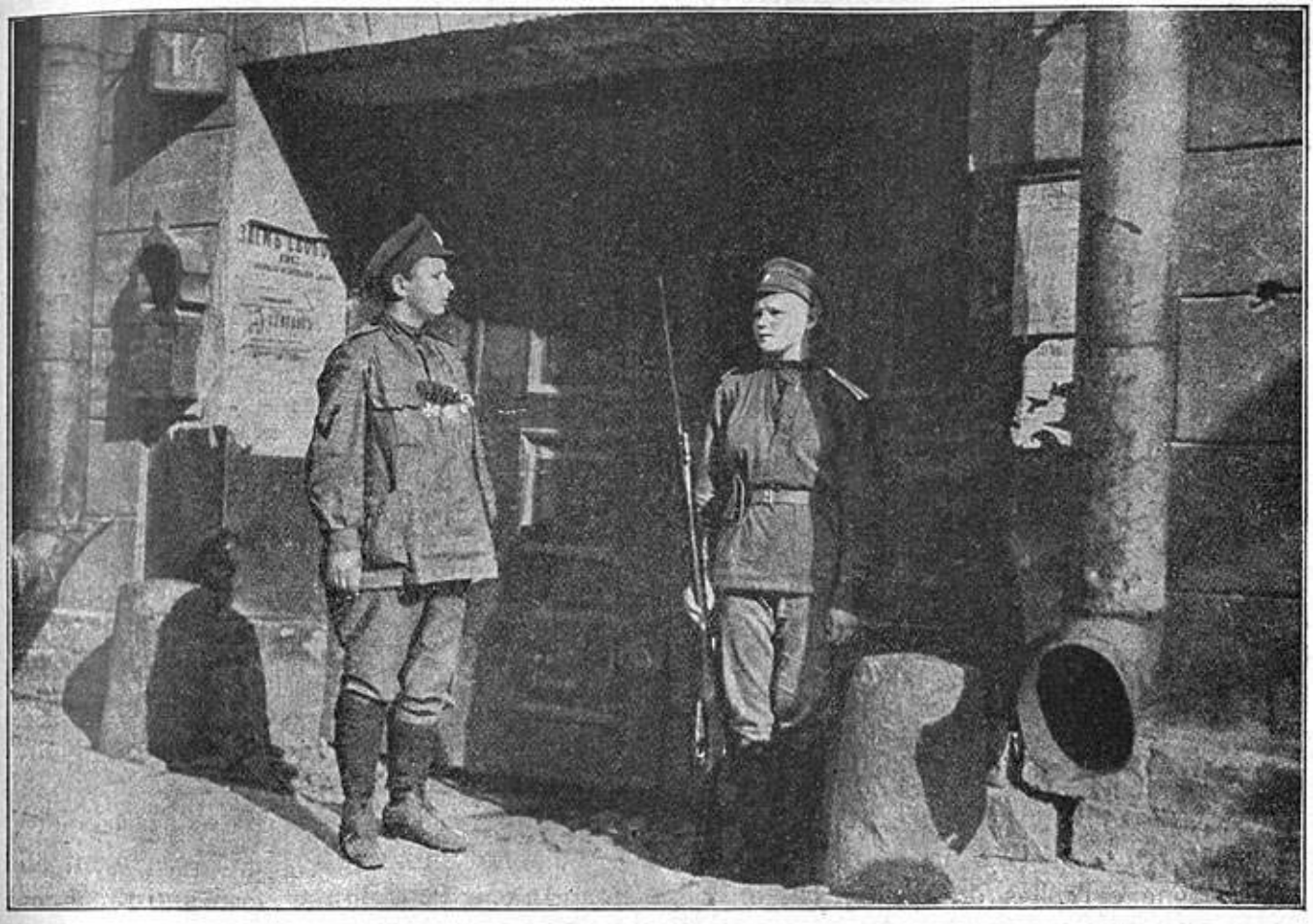
Trois jours après sa nomination, le généralissime avait mis le gouvernement en demeure de lui laisser des pouvoirs en quelque sorte indépendants de l'autorité civile : « Je n'assumerai de responsabilité qu'envers ma conscience et le peuple russe... » On avait immédiatement vu poindre la dictature militaire, « le général monté sur un cheval blanc ». Toute la Russie antirévolutionnaire frémissait d'espoir.

Kerensky défendait Korniloff, mais non sans une nuance de soupçon ; le général était violemment attaqué au sein du gouvernement provisoire. Et la jalousie des généraux le traquait avant même qu'il eût fait un geste. Pour la Russie patriote et nationale, pour celle qui n'admettait pas l'idée d'une capitulation pure et simple devant l'ennemi, le nom de Korniloff devenait un drapeau. Il y eut, en ce moment, comme une velléité de résistance contre les bolchevistes. Lénine restait en Finlande, où il vivait caché, Trotzky et les principaux meneurs étaient en prison.

Korniloff agissait de son côté. Il rassemblait les forces sur lesquelles il croyait pouvoir compter : le régiment de choc de son ancienne 8e armée, le 3e corps de cavalerie, les troupes du Caucase, etc., le tout devant servir de noyau à «l'armée de Pétrograd». Korniloff nommait des généraux sûrs aux hauts commandements, par exemple Denikine au front sud-ouest. Cependant les bolchevistes et les révolutionnaires, avertis, ne renonçaient pas à la lutte. Trotzky, qui, de sa prison, surveillait les événements, a écrit depuis : « C'est précisément dans la lutte contre le soulèvement de Korniloff que les organisations soviétistes, au front comme à l'arrière, manifestèrent partout leur vitalité et leur puissance. De bataille véritable, il n'y en a eu nulle part... Korniloff ne put rallier sur tout le front un seul soldat contre la Révolution... »

L'aventure de Korniloff, — ce que Trotzky appelle la mutinerie de Korniloff, — était la dernière palpitation de la vieille armée et du nationalisme russes ; et le coup qui abattit le vaillant général fut assené, non de la main des soviets, mais de la main de Kerensky. Le 27 août/9 septembre au soir, Korniloff était soudainement destitué par l'homme qui l'avait nommé. La plupart des généraux s'associèrent volontairement à son sort et protestèrent contre cette mesure. Korniloff lui-même lança sa fameuse dépêche n° 4163 : « Je suis forcé d'agir ouvertement et je déclare, moi, le général Korniloff, que le gouvernement provisoire, cédant à la pression de la majorité bolcheviste des soviets, agit conformément au plan du grand État-major allemand; il assassine l'armée et bouleverse le pays, à l'intérieur, au moment même où l'ennemi prépare une descente sur la côte de Riga. » Dans Pétrograd, tout ce qu'il y avait de « soldats », appuyé par les marins de Cronstadt, s'insurgeait contre l'ordre de partir pour le front.

Le système de Korniloff s'écroulait par la base. Kerensky ne pouvait même pas lutter contre la volonté énergiquement déclarée des marins et des soldats. Le Grand Quartier général fut dissous. Le 1er septembre, Korniloff, Loukomsky, Romanovsky étaient arrêtés ; les autres commandants de même, au milieu de leurs troupes. Toute résistance était vaine. La Révolution extrémiste, la révolution d'inspiration allemande, celle qui devait rassurer, une fois pour toutes, Hindenburg et Ludendorff, triomphait.



MME BOTCHKAREW, COMMANDANT LE BATAILLON FÉMININ DE LA MORT, INSPECTE UNE SENTINELLE

LA DISLOCATION DE L'EMPIRE DES TSARS. POLOGNE, UKRAINE, PAYS BALTES, ETC.

Avant de dire comment Kerensky fut, bientôt, la victime de sa propre erreur, il convient d'indiquer d'autres conséquences funestes qu'eurent, sur l'issue de la guerre et sur l'avenir de l'Europe (car, encore une fois, nous ne nous plaçons ici qu'à ce point de vue), les initiatives de Kerensky. Après avoir assisté à l'effondrement de l'armée, il assistait impuissant à la dislocation de l'Empire moscovite.

Il est certain que, de toutes les conséquences de la Révolution russe, celle qui devait plaire le plus au Grand Quartier général allemand, c'était la séparation des provinces frontières d'avec le corps de l'État. Au point où en était la guerre, on pouvait envisager un règlement général des hostilités aux dépens de la Russie comme une solution relativement simple et satisfaisante. En tout cas, l'anarchie qui s'était introduite, d'ores et déjà, dans l'armée s'accroîtrait à l'infini par les revendications particularistes. La destruction de l'unité russe, c'était la guerre gagnée pour l'Allemagne. La proie étant déchirée, les morceaux en seraient livrés à ceux qui sauraient s'en emparer. La Finlande était déjà à demi séparée de l'Empire Un régime bolcheviste s'y établit rapidement et elle proclama son indépendance; c'était Petrograd découvert sur son front le plus sensible.

La Pologne était dans une situation extraordinaire. Toutes les puissances se disputaient l'honneur et l'avantage de la rendre libre. On se souvient que le tsar Nicolas, aux applaudissements du monde libéral et, en particulier, sous la pression de l'opinion française; avait annoncé dès le début de la guerre, sa volonté de recon-

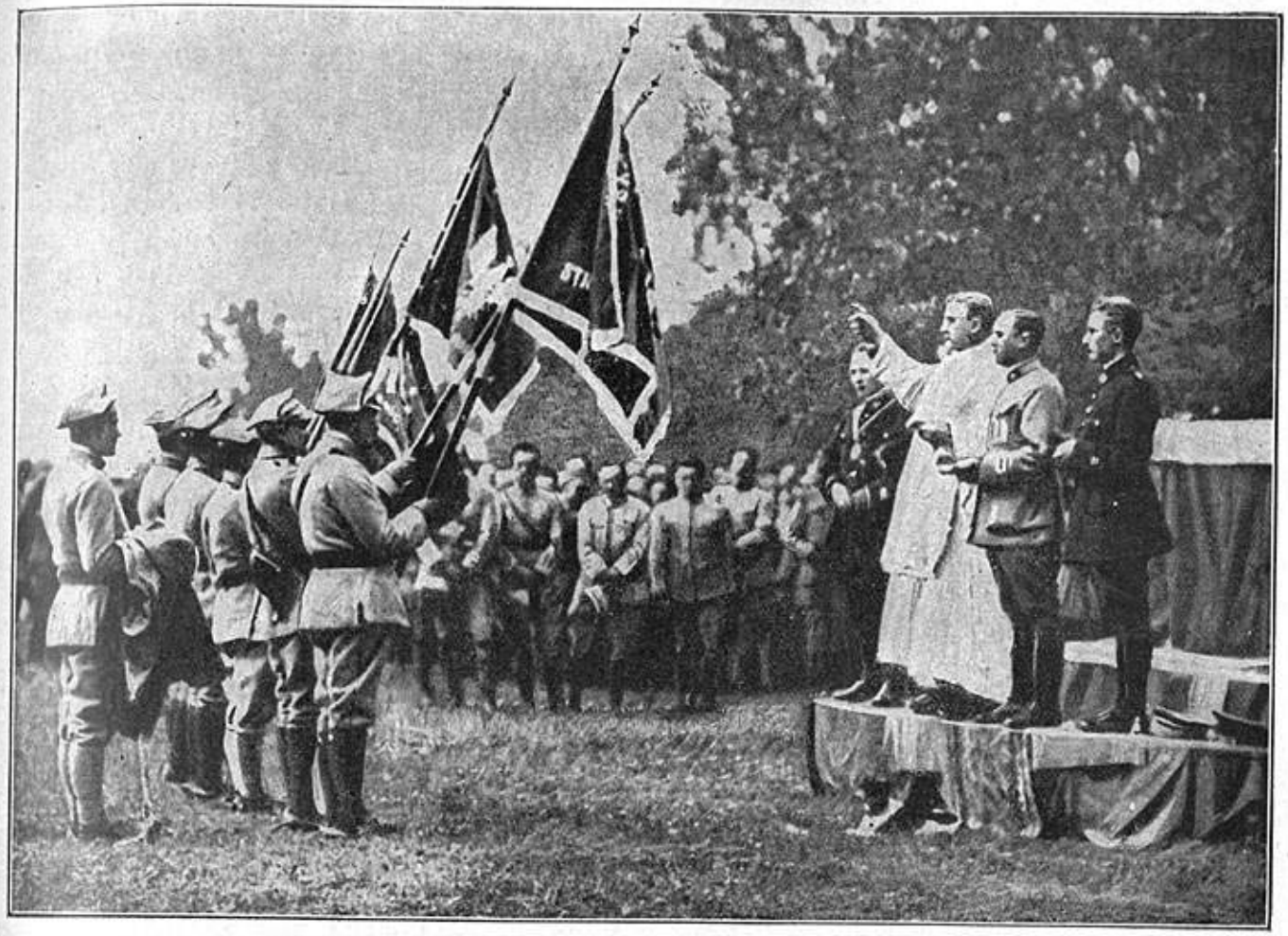
naître l'indépendance du royaume. L'Allemagne se trouva en présence du même problème et dut se rallier, bon gré, mal gré, à cette même solution dès que la Pologne eut été occupée par les armées des Puissances centrales. Bethmann-Hollweg dit : « Ce n'est pas une spéculation politique, mais le fait même de la guerre qui a solutionné la question polonaise. » Il n'ajoute pas que c'était la réaction historique du Droit contre l'œuvre funeste de Frédéric II et de ses complices. Quelle que fût la solution que l'on pût entrevoir en ce qui concernait le sort des trois morceaux de la Pologne, la Posnanie, la Galicie et la Pologne russe, on se heurtait à une décision prise au cœur de tout un peuple, à savoir que la Pologne *serait* et serait *une*. « Partout dans le pays, nous nous heurtions à l'idée du rétablissement d'une Pologne indépendante » (Bethmann-Hollweg). Mais, la question, insoluble s'il ne s'agissait pas de l'indépendance pleine et entière, se heurtait à une difficulté peut-être plus grave encore, l'absolue contradiction entre les vues de l'Allemagne et celles de l'Autriche-Hongrie. L'Autriche voulait à toutes forces arracher la Pologne russe à l'Empire des Tsars et, sous une forme ou sous une autre, l'agglutiner à sa propre Galicie. Or, cela c'était le conflit fatal entre les deux Puissances alliées, et avec une infériorité immédiate pour l'Allemagne qui se fût trouvée toute « encerclée », à l'est, par des territoires, sinon annexés par l'Autriche, du moins dominés par l'Autriche.

Finalement, l'avis du gouvernement allemand, alors que Bethmann-Hollweg était encore chancelier, fut que « la solution la plus passable pour nous — il n'y en avait pas de bonne — était une Pologne indépendante, si étroitement liée avec nous, qu'en développant complètement les relations économiques réciproques, l'Allemagne n'eût pas un nouveau voisin dangereux sous le double rapport militaire et politique ». Le Grand Quartier général paraît s'être rallié à ces vues des ministres civils : il caressait surtout, dans la proclamation de l'indépendance polonaise avec une sorte de Zollverein au profit de l'Allemagne, l'espoir de pouvoir recruter, dans cette marche slave de l'Allemagne, des effectifs considérables ; on parlait même d'une « armée polonaise ». Il y avait, certainement, des partis polonais prêts à se ruer sur l'indépendance, quelle que fût la main qui la leur offrît ; mais pour donner satisfaction à ces aspirations, les deux Empires alliés se disputaient trop âprement, soit la proie tout entière, soit des morceaux de la proie ; ils se chicanaient sur le sens précis de ces mots « la Pologne du Congrès » ; ils s'acharnaient sur la possession de telle ou telle frontière, de tel ou tel district.

Au fond, le sentiment polonais, dans sa grande majorité, se confiait à la victoire de l'Entente. On le vit bien quand il s'agit de lever les fameuses divisions polonaises. Ludendorff comptait sur 800 000 hommes, puis sur 300 000 hommes. Un homme d'esprit polonais disait : « Nous n'avons pas un si grand nombre de compatriotes qui ont l'envie de se suicider. »

Le 5 novembre 1916, le gouvernement allemand avait lancé le manifeste qui proclamait l'existence du nouvel État polonais. Ce n'était qu'un leurre pour tout le monde et ce fut une cause d'irritation profonde en Russie qui voyait apparaître, pour la première fois, le spectre du démembrement. On a dit que ce manifeste fut la cause qui empêcha Sturmer de pouvoir aborder, auprès du tsar Nicolas II, une procédure quelconque de paix séparée. Et puis, on se mit à la recherche d'un roi, alors que l'empereur François-Joseph réclamait hautement le titre de roi de Pologne. Un byzantinisme inouï occupait encore les chancelleries des deux Empires à cette dispute protocolaire quand les armées allemandes, battues, implorèrent, deux ans plus tard, l'armistice !

La solution vint du côté de la Révolution russe. La Révolution n'avait pu se refuser d'adhérer au principe « du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». C'était poser le problème des « nationalités ». Et le poser, c'était détruire la Russie : l'Empire s'était constitué, justement, pour « dénationaliser »



BÉNÉDICTION DES DRAPEAUX DES LÉGIONS POLONAISES

les peuples qui la composaient. A ce seul mot « nationalité » l'Empire et la Russie s'écroulaient. Mais les particularismes n'avaient pas charge de cette entité qu'avait été l'Empire des Tsars.

En tout cas, la Pologne avait une existence propre, une politique, un droit. Elle était debout avant que le gouvernement provisoire eût parlé. Kerensky lutta en vain pour maintenir l'unité de l'armée. Essayant de joindre les « deux libérations », celle de la Russie et celle de la Pologne, il disait dans son manifeste du 1er/14 juin 1917 : « Cet admirable, cet héroïque mouvement libérateur ne peut s'accomplir qu'à une condition : l'armée russe doit conserver toute sa force, il ne faut en compromettre l'unité par aucun changement organique, etc. »

Autant en emportait le vent. « On vit se réunir d'interminables « congrès nationaux de soldats », sans l'autorisation du gouvernement et du haut commandement. Tous les idiomes se firent entendre : les Lithuaniens, les Esthoniens, les Georgiens, les Blanc-Russiens, les Musulmans brûlaient d'exercer « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » (Denikine).

Quant aux Polonais, ils agirent, tout de suite, avec une fermeté et une logique impeccables. Ils se déclarèrent « étrangers ». On forma des légions polonaises en Pologne même, et puis en France, en Amérique, etc. De bons régiments « polonais » firent, quelque temps, partie de l'armée russe ; mais on ne pouvait compter sur eux pour défendre une autre cause que la cause polonaise. Puis, ils formèrent une « armée polonaise », à la solde et sous les ordres du gouvernement français. Nous verrons ces forces agir à la fin de la guerre. Mais, dès le mois de

juillet 1917, la Révolution russe, en proclamant l'indépendance et l'intégrité de la Pologne ainsi que celle d'autres parties de la Russie, avait pris les devants sur la prochaine dislocation de l'Empire et avait achevé celle de l'armée.

Le mal fut plus grand encore quand il fut question d'une autre partie plus intérieure et plus intime de l'Empire russe. Les opérations des Allemands en direction de Petrograd avaient été très habilement exploitées auprès du populaire; on avait répandu le bruit que Kerensky, décidé à partir pour Moscou, complotait de livrer la capitale aux Allemands pour rétablir la discipline du knout. Les chefs du parti avancé savaient qu'ils pouvaient compter sur la garnison de Petrograd ; cependant, il y avait lieu de l'organiser. On décida de créer, à côté de la section des soviets, c'est-à-dire de la représentation politique de la garnison, un organe purement technique, le *Comité révolutionnaire militaire*, « organe, dit Trotzky, qui devint en fait l'instrument de la Révolution d'octobre ».

Outre le concours des militaires, il fallait aussi celui des masses, du moins des masses prolétariennes. On décida de convoquer à Petrograd « les soviets de toutes les Russies ».

Le 10 octobre, écrit Trotzky, eut lieu une séance secrète du Comité exécutif de notre parti en présence de Lénine. L'ordre du jour comportait la question du soulèvement révolutionnaire. A l'unanimité des votants moins deux, fut adoptée la résolution déclarant que l'unique moyen de sauver la Révolution et le pays de la débâcle finale était un mouvement révolutionnaire tendant à faire passer toute la puissance gouvernementale entre les mains des soviets.

A ce système, le gouvernement provisoire, qui retardait toujours la convocation d'une assemblée constituante, opposait le vain simulacre d'un pré-parlement.

Les délégués des tranchées arrivaient du front pour réclamer à grands cris la paix. Il ne suffisait plus que les hostilités fussent suspendues; il fallait d'autres mesures radicales, exigées par les soviets de l'armée et des provinces. Or, voici que l'Ukraine demande à être détachée, elle aussi, du corps moscovite.

Ici, il semble que le mouvement séparatiste soit parti de l'armée. Le général Broussiloff prit l'iniative d'autoriser la formation d'un régiment ukrainien et le général Rousski en faisait autant dans son armée. Au même moment, un soviet des ouvriers et des soldats se fondait à Kiev. Il se disait, d'abord, hostile à la nationalisation des « forces ukrainiennes ». Mais sa résistance ne dura pas, le courant étant trop fort. Le gouvernement provisoire assuma encore cette responsabilité : le 2 juillet, il accorda à l'Ukraine son autonomie, avec une Rada qui exerçait, à Kiev, une autorité indépendante. Il était bien entendu que « l'armée ukrainienne » resterait fidèle à la lutte contre l'Allemagne. Elle marchait sous l'étendard national jaune et bleu. Petlioura, président du Comité militaire ukrainien, ferait comme Kerensky : il conduirait ces héros au feu. En fait, les Ukrainiens ne sortirent plus jamais de la tranchée, et si l'on faisait mine de les employer, ils criaient qu'on voulait « étouffer l'ukrainisation dans le sang ». L'unité des Empires est longue à se faire et prompte à se détruire. L'armée avait, maintenant, plusieurs drapeaux, mais elle n'avait plus de chefs. L'Allemagne pouvait se réjouir.

Le plan du grand État-major était, en effet, de chercher des compensations aux pertes qu'il prévoyait comme inéluctables dans l'Ouest, en se garnissant les mains à l'Est. Ludendorff, dans ses *Souvenirs de guerre*, ne cache rien de ces ambitions. Il s'agissait de détacher de l'Empire russe et de placer sous la domination plus ou moins directe de l'Allemagne les pays baltes, la Courlande, la Lithuanie, la Livonie, l'Esthonie et les îles de l'entrée du golfe de Finlande pour avoir Petrograd sous la main et imposer à la Russie des soviets une paix de conquête territoriale.

Le but final du feld-maréchal et le mien était la constitution d'un duché de Courlande et d'une principauté de Lithuanie, qui seraient à la fois, dans l'intérêt mutuel des deux parties, en relation étroite avec l'Alle-



VILNA. — LA CATHÉDRALE ET LE THÉATRE

magne, et en union personnelle avec Sa Majesté, soit comme roi de Prusse, soit comme empereur d'Allemagne. La Prusse-Allemagne y gagnait une assurance militaire contre de nouvelles attaques de la Russie, et, *en même temps, des terres pour l'assistance à nos soldats après la guerre.*

Mais on s'y prit aussi mal que pour la Pologne, avant et pendant la guerre. La Lithuanie était catholique ; d'autre part, elle avait conservé des traditions de son histoire une appréhension violente de l'union avec la Pologne ; et, d'autre part encore, Vilna et les principales villes de la région étaient polonaises. C'était un imbroglio inextricable et qui se compliqua encore des rivalités princières en Allemagne ; la Saxe réclamait la Lithuanie ; Erzberger ourdissait une intrigue pour faire nommer roi le prince Urach de Wurtemberg. Le programme de germanisation allemande devait se dissimuler sous les phrases conventionnelles : « liberté aux peuples de disposer d'eux-mêmes... réunion personnelle », etc.

Le principal, pour le moment, était de détacher les États baltes de la Russie ; sur la fin de l'année 1917, la solution à laquelle s'était arrêté le Grand Quartier général était la suivante : union étroite de la Lithuanie avec l'Allemagne, et union personnelle avec la maison des Hohenzollern. A la conférence de Kreuznach du 18 décembre, le chancelier accepta l'union personnelle de la Courlande et de la Lithuanie avec la Prusse ou avec l'Allemagne sous réserve de l'approbation des princes de l'Empire. « Quant à l'Esthonie et à la Livonie, on décida qu'on devait se contenter d'en demander à la Russie l'évacuation, sans l'exiger, afin de permettre aux Lettons et aux Esthoniens de faire usage du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » (Ludendorff).

La manœuvre, comme on le voit, devait être accomplie en deux temps. Premier temps, détacher les populations frontières de l'Empire russe en donnant satisfaction à leur désir d'indépendance ; second temps, les rattacher

à l'Allemagne. En outre, on comptait bien, par la trituration de ces pays si proches de Petrograd, peser sur la politique des soviets, s'il en était besoin, pour les amener à cette paix de l'Est qui permettrait de porter toutes les forces disponibles sur le front occidental.

Ces raisons avaient précipité, dès août-septembre 1917, l'expédition sur Riga dont nous avons parlé ci-dessus et qui s'accomplit avec la plus grande facilité. « La proximité de Pétersbourg faisait escompter au grand Quartier général un succès particulièrement grand, bien qu'il n'eût pas l'intention de l'étendre beaucoup » (Ludendorff).

Et ce fut dans le même sens et pour atteindre le même but d'intimidation que fut exécutée l'entreprise contre les îles Baltiques, le 11 octobre. La flotte avait pour mission, avec le concours d'un corps de débarquement, de s'emparer de ces îles, Osel, Dago, etc., qui tiennent la clef du golfe de Finlande. L'objectif, dit Ludendorff, était Pétersbourg. On voulait aussi donner quelque occupation et quelque récompense aux marins allemands *qui avaient commencé à se livrer à des actes d'indiscipline extrêmement inquiétants*. L'opération, montée avec le plus grand soin, s'accomplit sans coup férir. Les forces russes ne tenaient pas ; la garnison lâcha pied et s'enfuit par la digue. Le 20 octobre, l'archipel était entièrement occupé. Ludendorff conclut que « par là, la lutte, à l'Est, était provisoirement terminée ».

Elle l'était tout à fait, ainsi que nous allons le voir. Car, comme suite et comme conséquence de la politique d'intimidation sur Petrograd, le gouvernement provisoire et Kerensky cédaient le pouvoir aux hommes de l'Allemagne, aux hommes qui allaient offrir sur un plat d'argent cette paix orientale dont avait tant besoin le Grand Quartier général allemand.

L'ÉVÉNEMENT D'OCTOBRE. CHUTE DE KERENSKY.

L'entreprise de Korniloff s'était terminée par l'arrestation du généralissime et des principaux chefs de l'ancienne armée. Après une telle capitulation, Kerensky pouvait-il se croire encore maître de la situation? Quoi qu'il en soit, il ne tarda pas à se rendre compte que c'était au gouvernement provisoire, maintenant, et à lui-même de céder la place. Il avait cru, cependant, s'assurer une force défensive composée en grande partie de soldats du régiment Séménoff (de la Garde), d'élèves officiers, d'ingénieurs, de bourgeois et de « menchevistes » plus ou moins bien armés. Mais les bolchevistes étaient décidés, cette fois, à jouer la partie à fond : ils pensaient que l'heure était venue de s'emparer, de haute lutte, du pouvoir. Il faut bien reconnaître que les chefs étaient poussés par les masses populaires et en particulier par les soldats. « Notre force, écrit Trotzky, consistait dans l'élan révolutionnaire des masses et dans leur empressement à combattre sous nos drapeaux. »

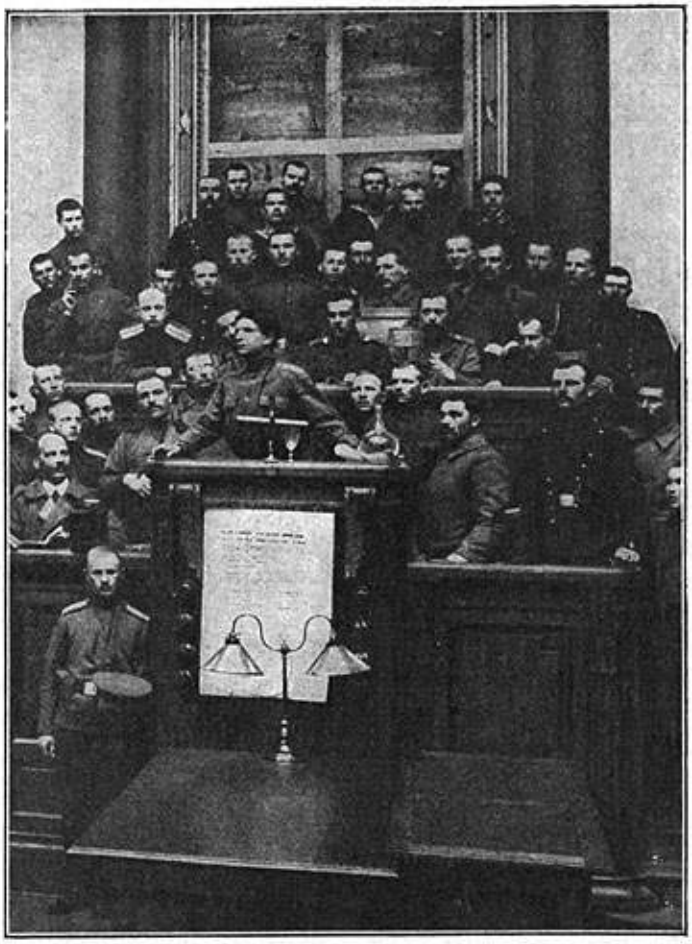
LES BOLCHEVISTES AU POUVOIR

Les armées, où les hommes étaient rapprochés et subissaient à la fois toutes les influences délétères, soit du fait des commissaires des soviets, soit du fait de l'ennemi, étaient les plus ardentes. Tout régiment atteint était perdu. La valeur, la discipline, le patriotisme fondaient comme la neige au soleil. Il n'y avait qu'un cri : que le soldat retournât dans ses foyers pour prendre part au partage des terres! Cependant, seule la signature de la paix tranquilliserait le Grand Quartier général allemand. Vers cette solution la foule des soldats, conduite par les quelques hommes conscients qui avaient été ramenés en Russie par le même Grand Quartier général, se précipitait aveuglément, et à Petrograd les soviets des militaires menaient le jeu; telles étaient les suites de la fraternisation!

Trotzky a révélé le procédé révolutionnaire qui donna le succès au parti bolcheviste : il n'avait, au début, rien du système communiste. La conception, née des événements plus que de la volonté des hommes, peut se résumer ainsi : la Révolution se fera sur ces deux bases : *la paix* et *la terre*. Seules, l'une et l'autre

peuvent satisfaire à la fois le soldat et le paysan. Mais les principes ne suffisent pas ; il faut une organisation. Or, cette organisation ne sera rien autre chose que la dictature d'un petit nombre, baptisée « dictature du prolétariat», en réalité usurpée par quelques hommes d'action et terroristes décidés à tout.

Il s'agissait de la dictature de la classe ouvrière, laquelle menait *ou plus exactement était* menée par les millions et les millions d'hommes constituant les masses du prolétariat rural... Mais cette dictature, par qui allait-elle être exercée? Évidemment par les militaires ; mais quels militaires? C'est ici que l'idée décisive se produisit. On créa, spécialement en vue du coup de main devenu nécessaire, un *comité révolutionnaire militaire* qui, composé d'anonymes et d'inconnus, prit en mains la direction de toute l'entreprise. Ce comité, de l'avis de Trotzky, ne comprenait qu'une infime partie de la garnison de Petrograd, *en tout une centaine d'hommes*.



UN SOVIET DE MILITAIRES A PETROGRAD

Une centaine d'hommes va donc décider du sort de cet immense pays! Et ce sont des inconnus, des irresponsables ! Voici le vrai système qui s'affirme : « Des minorités, dirigées sous main par on ne sait qui, c'est ce qu'on va appeler « la dictature du prolétariat » : des automobilistes, des soldats absolument dévoués à la Révolution, de jeunes officiers. Tous se mettent à la disposition du comité des soldats révolutionnaires ; ils sont placés aux postes les plus difficiles et les plus périlleux. » « Instrument révolutionnaire inestimable ! » s'écrie Trotzky.

Un sous-lieutenant vigoureux, dont on ne dit pas le nom, reçut le commandement de la forteresse Pierre et Paul, base militaire centrale de Petrograd. Il somma les chefs officiels de lui céder la place, et ceux-ci, en présence de l'attitude de leurs troupes, ne purent que s'exécuter. « On mit la main sur les postes de télégraphe et de téléphone ; des mesures furent prises pour s'emparer de la Banque d'État. Les marins et les soldats obéissaient au comité militaire. »

Le 24 octobre/6 novembre, la situation était la suivante : le deuxième congrès des soviets, des ouvriers et des soldats était assemblé à l'Institut Smolny, transformé en forteresse. Au premier étage, dans une petite pièce d'angle siégeait en permanence le Comité militaire révolutionnaire. Par contre, au Palais d'hiver, Kerensky et les ministres du gouvernement cherchaient à s'appuyer sur le pré-parlement et sur le peu de forces dont ils pouvaient disposer. Le pré-parlement refusait même sa confiance à Kerensky et, présidé par Auxen tieff, cherchait le salut dans de nouvelles concessions.

Dans la nuit du 24 au 25, Kerensky réunit les élèves officiers, le « régiment des femmes », etc. Le matin, le Comité du gouvernement provisoire n'avait plus que des forces

insignifiantes, tandis que le Palais d'hiver était cerné par les troupes bolchevistes.

A 1 h. 30, Trotzky proclama que le gouvernement de Kerensky était déchu et que, en attendant la décision des soviets, la puissance gouvernementale passait aux mains du Comité militaire révolutionnaire. Le pré-parlement s'était dispersé. Le Palais d'hiver tenait toujours. Au Grand Quartier général de la région fortifiée, les généraux se tenaient en permanence avec le ministre de la guerre Kichkine, le général Bagration, etc. Deux automobilistes leur furent envoyés de la forteresse Pierre et Paul, avec sommation de se rendre, sous peine de subir le feu de la forteresse : ils délibérèrent sans aboutir et se dispersèrent.

Sur la place du Palais d'hiver, on tirait des coups de fusil qui firent quelques victimes. Au loin, on entendait le grondement du canon. Le Congrès des soviets commençait à s'émouvoir ; on trouvait que l'opération était un peu lente à s'accomplir. « Les orateurs de l'aile droite nous prédisaient une catastrophe prochaine. Tous attendaient avec anxiété les nouvelles de ce qui se passait sur la place du Palais d'hiver. Au bout de quelque temps, arriva Antonoff qui dirigeait les opérations ; il se fit, dans la salle, un silence complet : le Palais d'hiver était pris ; Kerensky s'était enfui, les autres ministres arrêtés et conduits à la forteresse Pierre et Paul » (Trotzky).

Voici ce qui s'était passé : vers deux heures du matin, des gardes rouges s'étaient glissés, par une porte de service, dans le Palais d'hiver et, se précipitant sur les gardes du gouvernement, étaient arrivés dans la chambre où se tenaient les ministres. Ceux-ci furent arrêtés sans résistance. Kerensky n'était plus là. Il était parti dès la fin de la journée, en auto, pour ramener de Tzarskoje-Selo des troupes que l'on considérait comme encore fidèles au gouvernement.

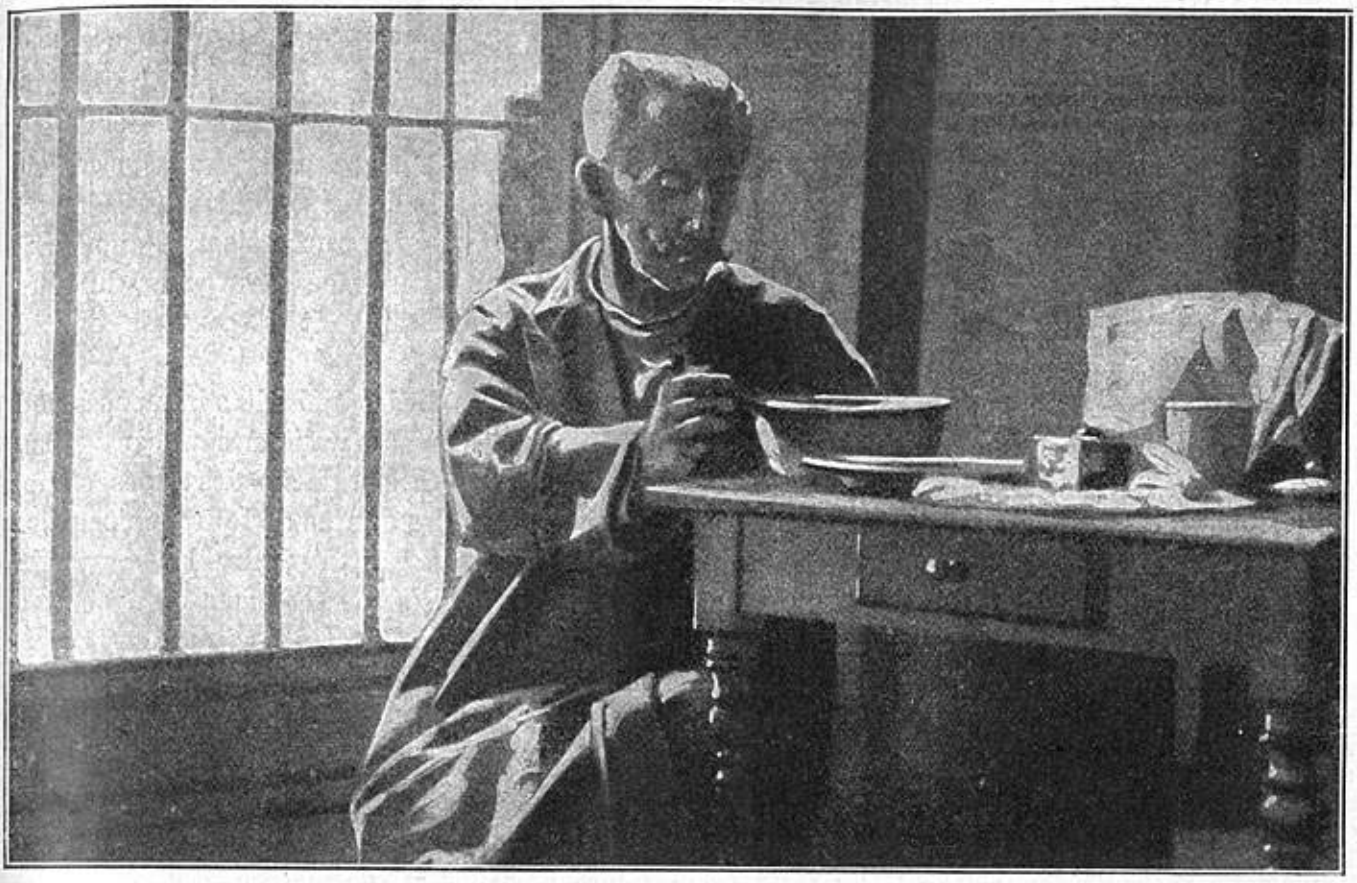
A Petrograd, la victoire était complète. Le soir eut lieu une séance du Congrès des soviets. Lénine présenta deux projets de décrets, l'un sur *la paix*, l'autre sur *le partage des terres*. Ces deux décrets furent adoptés à l'unanimité. Dans cette même séance fut constitué un nouveau gouvernement central : le SOVIET DES COMMISSAIRES DU PEUPLE.

Encore une fois, il ne nous appartient pas d'écrire l'histoire de la Révolution russe : nous cherchons seulement à indiquer quelle fut son action sur la guerre elle-même, sur la situation militaire des puissances alliées de la Russie ; nous essayons de faire apprécier aussi quelle part de responsabilité incombe au gouvernement et au Grand Quartier général allemands dans cette affreuse machination qui faillit perdre l'Europe.

Dans la nuit du 29 octobre/11 novembre, les élèves officiers ou junkers firent une tentative de résistance contre le Comité militaire bolcheviste. Ils s'appuyaient sur leur école, « le château des ingénieurs », qui avait été barricadé et fortifié. Mais le canon eut vite raison de leur vaillante résolution : quelques-uns s'enfuirent ; la plupart furent massacrés.

Kerensky, qui à Tzarskoje-Selo avait trouvé les cosaques du général Krasnow, resté fidèle, marchait sur Petrograd. Le bruit s'était répandu, parmi les vainqueurs, qu'il s'agissait d'une armée formidable. Il y eut un moment de panique. Mais des hommes énergiques étaient à la tête du mouvement ; et ils furent renseignés, sans doute, sur le nombre et la valeur des troupes de Kerensky : ressemblant les gardes rouges et des milliers d'ouvriers, les exhortant par la menace d'une contre-révolution, ils se mirent à leur tête et les entraînèrent sur la route où l'on construisit des tranchées. Des canons, ayant des munitions en abondance, furent placés sur des points bien choisis. Le combat s'engagea à mi-distance entre Krasnoje-Selo et Tzarskoje-Selo, le 30 octobre. Après une violente canonnade, les cosaques s'enfuirent et se dispersèrent. Kerensky s'échappe encore : son étrange et funeste carrière était terminée.

Nous avons dit que le premier acte du gouvernement des soviets avait été, sur la proposition de Lénine, de réclamer *la paix*. Le 7/20 novembre, le gouvernement envoyait par



LE GÉNÉRAL GOURKO EMPRISONNÉ DANS LA FORTERESSE PIERRE ET PAUL

sans-fil aux alliés aussi bien qu'à la Russie, un radio-télégramme proposant de conclure une paix générale. Les puissances de l'Entente adressèrent au nouveau gouvernement de vaines protestations. Le 22 novembre, sur la demande des soviets, fut signé l'armistice portant cessation de toutes opérations militaires sur le front depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire. Les pourparlers qui devaient aboutir à la paix de Brest-Litovsk commencèrent le 9 décembre (1).

(1) Nous suivons les dates et les indications données par Trotzky. Voici le récit de Ludendorff un peu plus précis : « Le 26 novembre, le commandant en chef russe, le commissaire du peuple Krylenko, demanda par sans-fil si le grand Quartier général allemand était prêt à conclure un armistice. Le 2 décembre, les négociateurs russes franchirent les lignes allemandes. Les négociations commencèrent immédiatement à Brest-Litovsk où le commandant en chef de l'Est avait son quartier général. Les quatre puissances alliées envoyèrent leurs délégations. Le 7 décembre, on conclut une suspension d'armes de dix jours... Le 15, l'armistice était signé... Les lignes de démarcation étaient les réseaux de fils de fer. Le pouvoir des soviets ne s'étendait pas sur les fronts de Roumanie et d'Asie Mineure. Pour ces deux fronts, l'armistice de Foscani fut conclu le 9 décembre.

Le 18 décembre eut lieu, à Kreuznach, sous la présidence de l'empereur Guillaume, une conférence en vue d'examiner les conditions de paix séparée à présenter à la Russie.

Ludendorff triomphait. Juste un an auparavant, avait eu lieu la Conférence de Cambrai, réunie à l'heure où la bataille de la Somme menaçait l'Allemagne d'une « catastrophe prochaine ». « Maintenant, la situation sur terre était devenue, par le fait de la mise hors de cause de la Russie, « *bien plus favorable pour nous qu'on n'aurait pu jamais le supposer.* Nous pouvions, comme en 1914 et 1915, penser à terminer la guerre par une offensive sur terre. *Nous n'avions jamais eu pareille supériorité de forces* (2). »

LE FRONT ITALIEN. CAPORETTO

La disparition du front russe était, en effet, un immense succès pour le grand État-major. Il était dû surtout à la manœuvre qui avait

(2) LUDENDORFF, *Souvenirs de guerre*, II, p. 148.

nait sans profit apparent, puisque l'on n'avançait pas, au pied de ce dur rocher du Carso toujours inaccessible et semant de haut la mort (1).

Nous avons dit les difficultés immenses de la lutte pour les armées italiennes qui, travaillant seules au fond du cul-de-sac des Alpes, s'efforçaient depuis des années de le franchir, sans y parvenir, malgré tant d'admirables efforts. Les dispositions prises par les chefs résultaient de la nature du terrain et des visées territoriales qui avaient jeté l'Italie dans la guerre. On voulait, à la fois, Trieste et le Trentin : on attaquait donc, à la fois, sur Trente et sur Trieste ; ce n'était pas précisément stratégique, puisque l'offensive divergente était appelée, — même si elle réussissait, — à se développer en fourche et que les forces italiennes se trouvaient dispersées ainsi sur un immense arc de cercle, renforcées aux deux extrémités, minces au milieu. Le saillant déterminé à l'articulation de la double offensive divergente présentait toujours, quoi qu'on en eût, un flanc à l'ennemi.

Déjà, lors de l'affaire d'Arsiero-Asiago, l'ennemi tombant sur le flanc nord, celui-ci avait failli céder. Le général Cadorna y avait pourvu, et l'ennemi n'avait jamais su parvenir jusqu'à l'étranglement de Vérone où, en cas de succès, il eût ramassé l'armée italienne d'un coup de filet. L'insuccès de cette opération trop vaste avait averti les États-majors ennemis et, dans le secret, ils s'étaient mis à étudier une manœuvre d'envergure plus restreinte, mais d'efficacité non moindre.

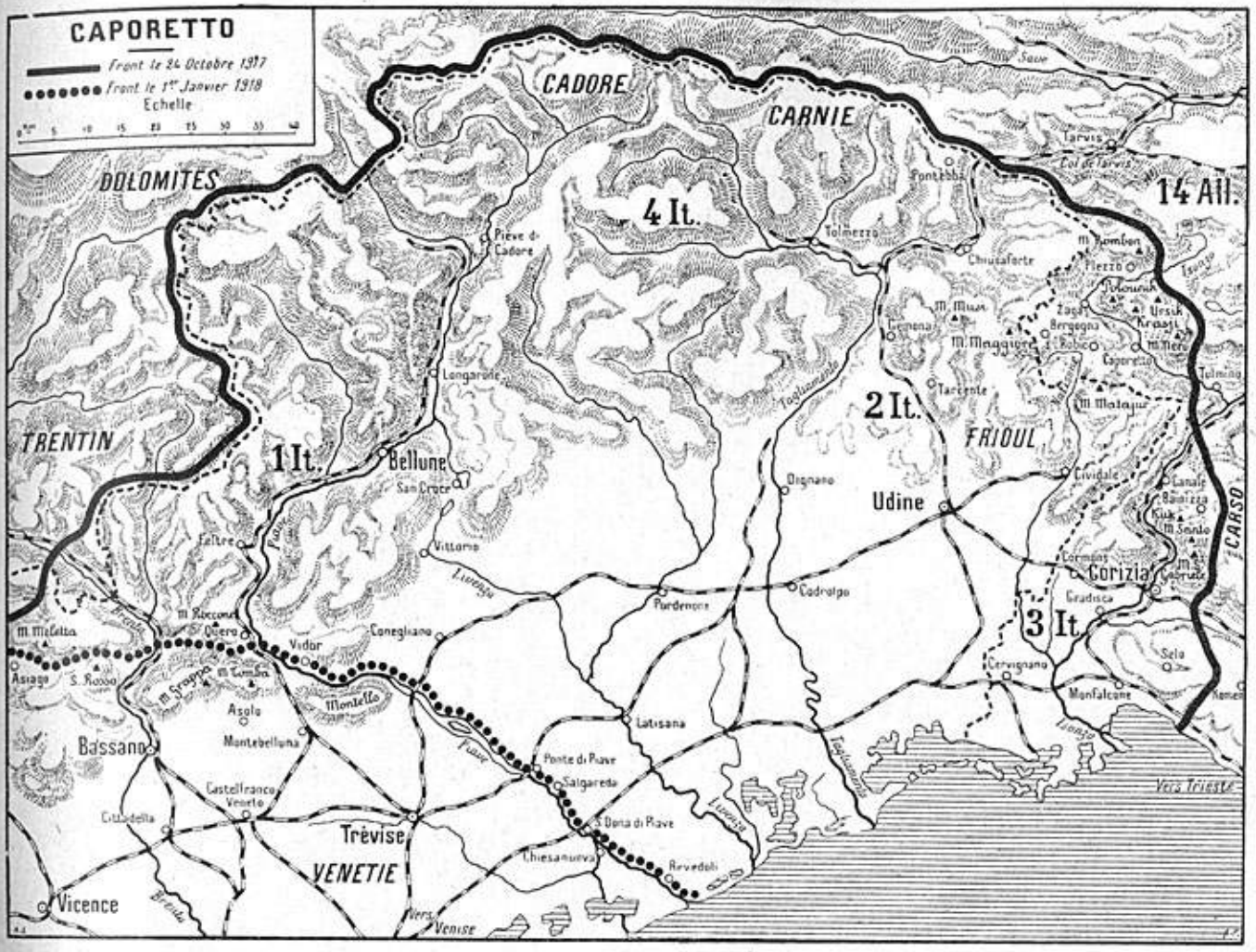
Nous avons déjà signalé ce col de Tarvis-Plezzo, qui a toujours été une des voies d'inva-

(1) On trouvera dans le rapport de la Commission d'enquête sur Caporetto (II, p. 102-107) un tableau pris sur le vif de la démoralisation et du découragement d'une partie de la IIe armée, celle qui céda d'abord à Caporetto, avec sa nature, ses origines et ses causes.

sur le front italien.

De ce côté, aussi, pour réus
cousu, à la peau du lion, un morc
du renard. La campagne défait
poussée à fond en Italie. Nous
entrer dans un détail qui conc
intérieure du royaume ; mais il
de rappeler, tout au moins, qu
l'alliance trouvait, dans la pénin
breux et redoutables adversaires
de tendance autrichienne et bav
nul goût pour une victoire t
la royauté libérale et antipo
craignait, d'autre part, qu'u
militaire n'amenât des troubles
jetât la *piazza* sur le Vatican ; c
dait une neutralité prudente et
cœur, la majorité peut-être des
des prêtres italiens faisaient de
les armes nationales ; mais les plu
plus entreprenants ou les moins
se faisaient, très sincèrement
échos ou les instruments de la ca
tiste et, au moindre revers, criai
la force de leurs poumons : «
paix ! la paix ! »

A l'autre extrémité du corps s
communiste et marxiste, obé
vieilles traditions pro-germaines,
triomphe du bolchevisme russe,
soulever les masses populaires t
par la pénurie des subsistances et
et glissait la propagande ré
jusqu'à l'oreille de la troupe. L
des politiciens, la suite de Giolit
garde de Nitti, par des mené
taires et autres, travaillaient,
mesure, dans le même sens et cont
main la campagne du *parecc*
peuple italien nerveux, mobile,



sion en Italie et qui, au pli des Alpes Juliennes, surplombe la ligne de l'Isonzo. Les forces italiennes, formant sur ce point un saillant en retrait, se trouvaient débordéees en raison même de la nature des lieux ; et si on parvenait à les enfoncer ici, elles seraient obligées de quitter la place et de se replier, tout au moins jusqu'à la ligne du Tagliamento. Tels sont les dangers de tout saillant dans la guerre de position.

Au point ou le secteur sud-nord s'infléchit pour prendre une direction est-ouest, l'angle exposé est marqué par les trois sommets Rombon (près de Plezzo), Montemaggiore (près de Bergongna) et Matajur dominant Caporetto.

La bretelle de protection du triangle était constituée par la ligne Polonnik-Krasjii-Ursik qu'occupaient les Italiens. L'attache est à l'entrée de la route qui conduit à la plaine de Cividale-Udine, c'est à-dire à Caporetto-Robic, vallée du Natisone.

Nous avons dit que, depuis longtemps, l'attention du général Cadorna avait été attirée sur l'importance de ce passage de Tolmino, et c'est la raison pour laquelle il avait, au cours du printemps et de l'été de 1917, engagé les offensives qui n'avaient pas réussi à le rendre maître de ce plateau de Bainsizza d'où l'on domine, précisément, la rive droite de l'Isonzo. Si Cadorna l'eût entièrement tenu, son front eût été plus solide ; mais eût-il été à l'abri du mouvement débordant qui le bouscula beaucoup plus au nord, à Matajur-Caporetto, au cœur même du saillant?...

Quoi qu'il en soit, l'attention des Autrichiens était attirée de ce côté. Ludendorff dit que la conception de la manœuvre appartient au lieutenant-colonel Wetzell. Le Quartier général allemand, à qui on soumit l'idée, se montra,

d'abord, assez froid. Mais comme les Autrichiens avaient confiance et que l'idée de cette manœuvre relevait leur courage et les arrachait à leur atonie, on finit par leur prêter l'oreille. Le général allemand Krafft von Delmensingen reçut, avec le major von Willisen, la mission d'aller examiner le terrain, et il revint ayant la conviction que le coup pouvait réussir si les armées austro-hongroises, outre l'aide de l'État-major allemand pour la préparation, recevaient le concours d'au moins huit divisions allemandes, sans compter l'artillerie et le matériel. Ludendorff dit : « Je me donnai tout entier à cette grande tâche nouvelle. »

Les forces austro-allemandes, qui enveloppaient le demi-cercle des Alpes, étaient divisées en deux groupes : un groupe du Nord sous les ordres du maréchal Conrad von Hoetzendorf et un groupe de l'Est sous les ordres du prince Eugène. Il était entendu que, pour le moment, le groupe Conrad ne prendrait pas part à l'offensive et renforcerait au contraire, par celles de ses troupes et de ses artilleries ainsi rendues libres, le groupe de l'Est, celui-ci, avec les deux armées commandées par le général Boroevic, étant chargé d'une première opération à objectif limité qui pourrait, si elle réussissait, se développer ultérieurement.

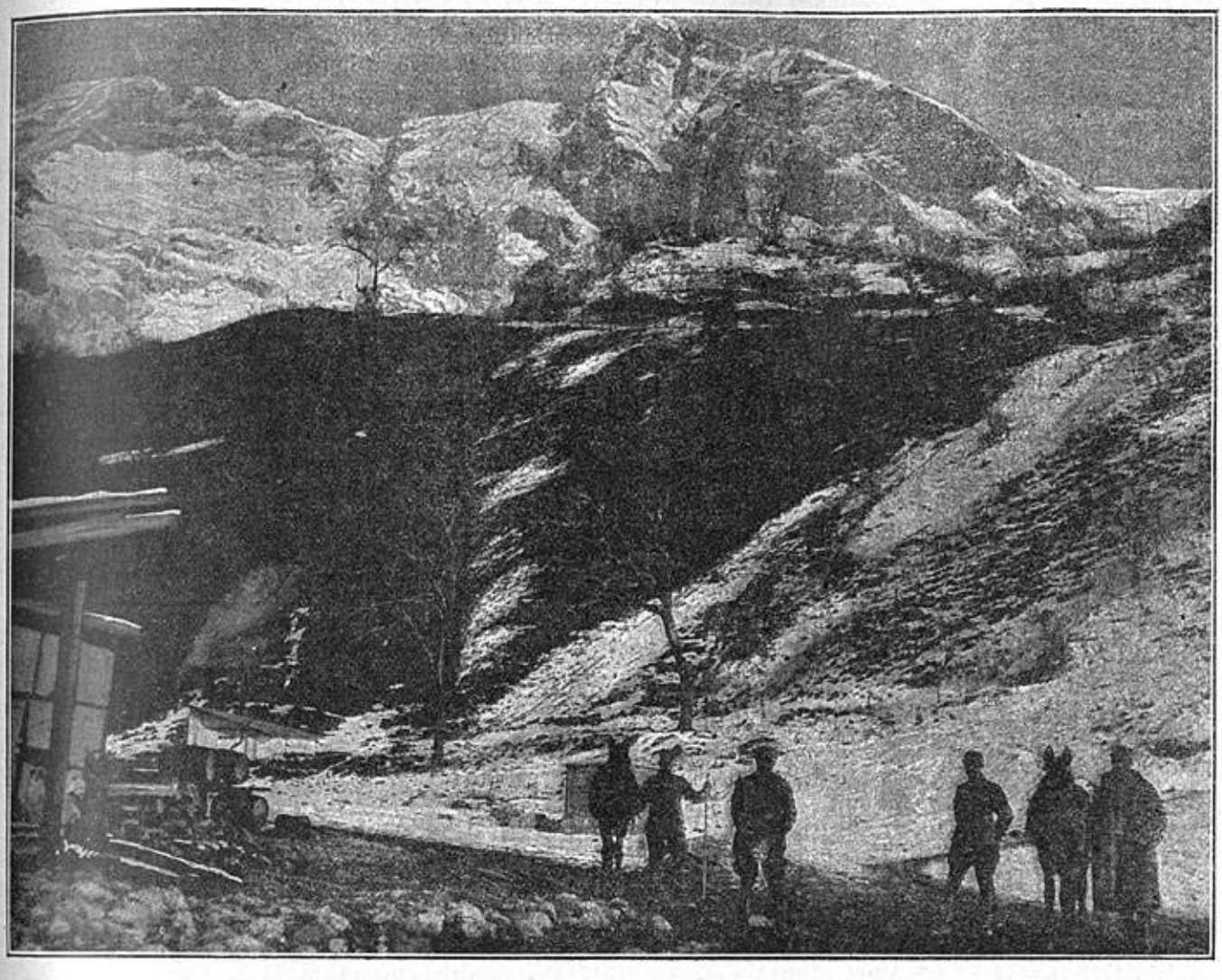
L'offensive sur la trouée entre Plezzo et Tolmino fut préparée avec un soin minutieux. On tria sur le volet les forces allemandes qui devaient concourir à l'opération. On fit venir du front russe les divisions qui avaient acquis l'expérience de la guerre de montagne dans les Carpathes (117e et 200e divisions) ; on dégarnit le front de France de trois divisions, 5e, 12e et 26e (Wurtemberg) et de quelques bataillons de chasseurs qui, avec d'autres, constituèrent une division de chasseurs. Deux divisions furent appelées de Riga pour compenser la perte sur le front occidental et deux autres divisions du même front furent rendues disponibles pour être, au besoin, envoyées en Italie.

On profitait donc, dès octobre 1917 (c'est-à-dire au moment de l'effondrement de Kerensky et avant la signature de l'armistice), de six divisions enlevées au front russe, tant était grande la sécurité allemande au sujet des effets de la Révolution ! Et on constituait ainsi l'appoint des divisions destinées à agir sur le front italien. On formait, sur ce front, une 14e *armée* tout entière allemande que l'on mettait sous les ordres du général Otto von Below avec le général von Krafft comme chef d'état-major. Cet apport allemand se subordonnait, en quelque sorte, les forces autrichiennes et on ne se gênait pas pour traiter celles-ci de haut.

Le plan était le suivant. Au centre, c'est-à-dire au sud de Montemaggiore par le couloir de Plezzo, le groupe austro-hongrois du général von Krauss et la 14e armée allemande s'avanceraient de façon à prendre à revers le massif de Matajur et la bretelle de Polonnik-Ursik. Au même moment, un autre groupe fourni par la 12e division allemande (général Lequis), partant de Tolmino, tournerait le même massif de Matajur par le sud et s'emparerait de la route de la vallée vers Cividale. Tout le saillant italien de Cividale se trouverait ainsi tourné et, si on réussissait, on marcherait sur Udine et le Tagliamento. Plus au sud, le groupe Boroevic attaquerait sur Canale, également dans la direction de Cividale. Au nord, Conrad se tenait sur la réserve pour déboucher, le cas échéant, par les routes du Trentin.

La préparation fut longue et très secrète : l'offensive fut retardée à diverses reprises à cause du mauvais temps ; elle ne se déclencha que le 24 octobre à la pointe du jour.

Le front italien était, dans cette région, constitué surtout par la 2e armée aux ordres du général Capello. Rien ne manquait, ni les hommes, ni l'artillerie, ni les munitions. Peut-être ce front était-il un peu démuni à la pointe du saillant, dans la région de Plezzo, vu l'extrême importance de ce secteur qui avait pour fonction de garder l'articulation entre le front du Nord et le front de l'Est. Ici la sécurité italienne se reposait trop peut-être sur la



LE MONTE NERO

difficulté inouïe du terrain qui, comme on l'a dit, « se défendait par lui-même ». Depuis Plezzo, en allant du nord au sud, l'aile gauche et le centre de la 2e armée étaient composés des 4e, 27e, 24e et 2e corps d'armée ; c'étaient eux qui auraient à supporter d'abord le poids de la lutte.

Le général Cadorna avait été averti, à la fin, des projets de l'ennemi. Il s'en était entretenu avec le général Capello et lui avait donné les ordres nécessaires pour qu'il déclenchât, le plus tôt possible, en cas d'attaque, une contre-offensive, seule condition du succès ; des contre-attaques résolues, un puissant usage de l'artillerie, cela devait suffire pour parer aux premiers coups ; on verrait après. L'armée disposait de 2 500 pièces de canon de tout calibre et de 1 134 obusiers. Le 4e corps et le 27e corps, qui avaient à défendre le couloir de Caporetto, déclaraient qu'il ne leur manquait rien et que l'état moral de la troupe était satisfaisant.

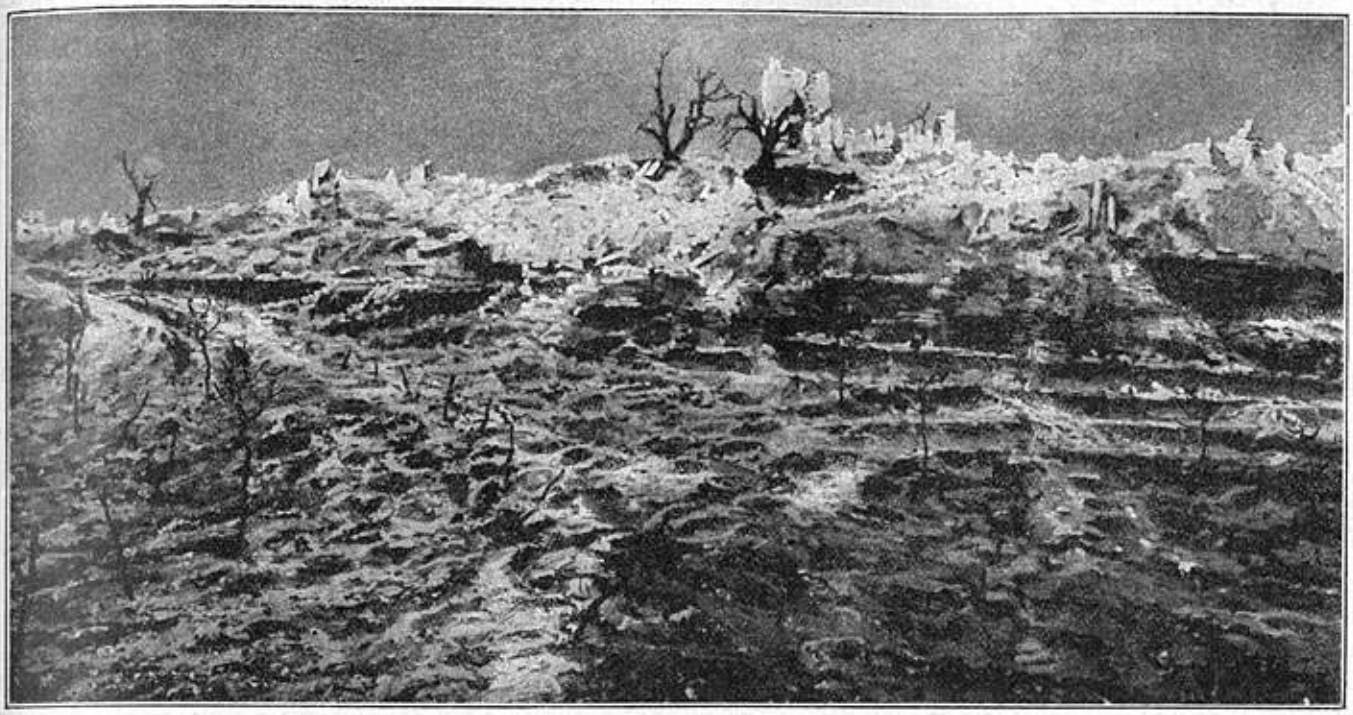
L'armée von Below formait une masse combattante de sept divisions allemandes et de huit divisions austro-hongroises, dont huit en première ligne tombaient sur la région de Plezzo. Le 24 octobre, à 2 heures du matin, l'artillerie et les gaz préparent le débouché de l'infanterie qui a lieu dès 7 heures, la pointe de droite dans la conque de Plezzo, vers le mont Rombon, et la masse centrale le long des deux rives de l'Isonzo, tombant sur les 4e et 27e corps italiens. A midi, l'infanterie allemande s'était glissée le long de la vallée jusqu'au coude de Zaga ; elle débordait ainsi le Rombon qui était le clou de la défense dans le nord ; ce point

d'appui était évacué dans la nuit. Une vigoureuse attaque est projetée, en même temps, sur la bretelle de Polonnic-Urzik : elle cède ; à 17 heures, l'attaque progresse vers Caporetto et le Matajur. A droite, le Monte-Nero (cote 2133) a succombé. Les troupes allemandes, descendant de Zaga, balayaient les deux rives de l'Isonzo. Caporetto est occupé à 16 heures. Dès le soir, les avant-gardes allemandes débouchaient sur la route de Robic et se mettaient en demeure de tourner le Matajur, point d'appui central de tout le secteur. Dans ce pays montueux, sans vues et sans déploiement, on eût dit que le terrain, loin de contrarier l'invasion, lui venait en aide ; par le manque de vues, la panique se propage. On n'a plus le sentiment d'une solidarité quelconque entre les lignes de résistance disloquées. Elles sont tournées, ou on les croit tournées, avant qu'elles aient pu se mesurer avec l'ennemi ou qu'elles aient seulement reçu le choc. Le cri de toutes les paniques : « Nous sommes tournés, sauve qui peut ! » gagne, d'abord, les arrières qui donnent l'exemple de la fuite. Les états-majors et les cadres tiennent bon, mais ils sont abandonnés, sacrifiés. Par une pluie battante et une neige fouettant les yeux, l'ennemi invisible s'infiltre, gagne, enlève les tranchées, les canons, les prisonniers. En somme, toute la 2e armée fléchit par suite de l'effondrement du front nord qui la menace sur ses derrières. Les troupes se replient de hauteurs en hauteurs, de vallons en vallons, de ravins en ravins, sans tenir nulle part sérieusement. Le 25, la crête des hauteurs de première ligne était occupée malgré la résistance admirable des bersagliers de Bodoglio sur le Matajur, l'Isonzo était franchi, la route de Cividale ouverte. Dès le 24 au soir, le général Cadorna avait compris qu'il se trouvait en présence d'une situation terrible et de conséquence effroyable. Il la décrit lui-même :

Pour toutes ces raisons, il était nécessaire de réfléchir, dès la soirée du 24 octobre, à la possibilité de voir l'ennemi déboucher dans la plaine de Cividale, avec ces graves conséquences : débouchant dans une direction nord-sud perpendiculaire à la ligne de retraite des cinq corps d'armée qui occupaient la région de Bainsizza, il rendait extrêmement difficile la retraite de ces corps ; et, en plus, disposant d'une route vers le Tagliamento, il pouvait prendre à revers toute la 3e armée avec son énorme matériel et la barrer, en quelque sorte, par le cours du Tagliamento jusqu'à la mer. Et ce terrible danger s'aggravait encore par la rapidité avec laquelle les événements se précipitaient. La retraite de près d'un million de combattants avec une énorme quantité de matériel de toute nature et, notamment, de 5 000 pièces de canons et obusiers sur un front de 50 kilomètres seulement, devenait un problème de raisonnement et de tactique presque impossible à résoudre, alors que tout repli en bon ordre échappait en quelque sorte au commandement : et ce n'était rien, à comparer avec les conditions morales qui étaient celles d'une partie de la 2e armée et qui, se propageant jusqu'à la 3e armée, nous forçaient de penser à la perte de l'armée tout entière si l'on ne prenait pas, immédiatement, des mesures pouvant arrêter l'ennemi.

Ce que le général en chef avait prévu devait, malheureusement, se réaliser. Le front une fois rompu par le nord, il n'y avait de rétablissement possible que très loin en arrière, peut-être sur la ligne du Piave, peut-être même sur celle de l'Adige. Mais, au prix de quels sacrifices en hommes et en matériel une telle opération pouvait-elle s'accomplir ! Et il fallait se résigner à prendre, tout de suite, les mesures qui seules correspondaient à la situation stratégique et au découragement général. Tant est vraie cette notion de simple bon sens que ce qu'il y a de plus de dangereux pour une armée, c'est de combattre enfoncée dans un cul-de-sac.

Il suffit de regarder la carte pour observer que si le Frioul, avec Cividale et Udine, est occupé, la situation est intenable à Gorizia et au Carso, c'est-à-dire que tout le travail accompli depuis deux ans par l'armée italienne est perdu. Cadorna ordonne de lutter à mort sur le plateau de Bainsizza, où est le gros des forces de la 2e armée. Les combats sont acharnés le 26. Mais l'armée Boroevic a étendu la bataille vers le sud, de façon à faire sauter le saillant de Gorizia. L'armée italienne lutte sur le Kuk, le Monte Santo, le Monte San Gabriele. Et voilà qu'on apprend que, tout à fait au sud, dans la région maritime, le plateau de Comen



LE MONTE SANTO

et la région de Selo sont attaqués, sont perdus ! Et l'armée italienne commence, de ce côté, dès le 27, la retraite qui va la forcer d'abandonner Monfalcone et la route de Trieste. Gorizia est occupé par les Autrichiens le 27 au soir et, au même moment plus au nord, la 12e division allemande et l'Alpenkorps traversent Cividale en flammes.

L'objectif est, maintenant, le Tagliamento. L'armée austro-allemande y arrivera-t-elle à temps pour encercler les armées italiennes? L'État-major comprend l'importance capitale de la rapidité dans cette exécution. Il dicte l'ordre suivant : « Par une rapide occupation du passage du Tagliamento à l'ouest de Codroïpo, on aura la possibilité de couper la retraite à l'ennemi. » D'ores et déjà, on pense à élargir la manœuvre par l'intervention de l'armée Conrad : ce serait, alors, le grand coup de filet qui ramasserait l'armée italienne tout entière. Conrad fait préparer cette opération qui fermerait le couvercle de la souricière et écrit au commandement suprême : « Il me paraît désirable de rassembler le plus de forces possibles dans le Trentin, aussi bien celles qui sont sous mes ordres que celles du XXe corps d'armée et, avec ces forces, d'attaquer dans la direction sud qui, d'après la situation du moment, sera la plus dangereuse à l'ennemi. »

En attendant que cette manœuvre s'accomplisse — or, il semble bien qu'elle tarde un peu, — toute l'armée austro-allemande se mettait en mouvement sur le vaste demi-cercle pour resserrer l'étreinte autour de l'armée Cadorna en fuite. Du sud au nord, le 28, l'avance suivait la ligne Monfalcone, Gradisca, Cormons, Udine, Tarcente, Monte Musi, Chiusa forte et Pontebba dans les Alpes Carniques ; tout à fait au nord, c'était la Xe armée (Krobatin) qui entrait en ligne et se préparait à descendre des sommets. Cependant, Below court dans la plaine avec l'objectif du Tagliamento. Le 29, le général Krauss enlevait Gemona, et commençait le grand mouvement d'encerclement.

L'armée du duc d'Aoste, qui battait en retraite dans la région maritime, restait l'espoir suprême de Cadorna : pourvu qu'elle arrive à temps sur le Tagliamento ! En s'y fortifiant et en faisant face au nord, elle donnerait à ce qu'il restait de la 2e armée le temps de respirer et peut-être de se consolider ; elle

tenait tête bravement à l'ennemi, sa cavalerie se sacrifiait pour protéger les arrières. Cadorna espérait encore maintenir, grâce à elle, en arrière d'Udine, un saillant qui la protégerait elle-même. Mais l'heure n'était pas sonnée. L'ennemi attaquait sur Dignano et Codroïpo.

La 2e armée est coupée de la 3e armée et, malgré une vigoureuse contre-attaque de celle-ci dans les rizières de Latisana, la tentative de faire tête échoue et elle devient la cause d'un désastre immense : la 3e armée perd 60 000 prisonniers et 300 canons. Le total des prisonniers, pendant ces huit jours, s'élève à 180 000 hommes avec 1 500 canons. Le maréchal von Hindenburg télégraphie au Kaiser : « Je prie très humblement Votre Majesté de donner l'ordre de pavoiser pour le 1er novembre et de tirer des salves en Prusse et en Alsace-Lorraine »; et Guillaume télégraphie à Below : « Notre ancien allié félon a appris ce que la force allemande et la colère allemande sont capables de faire. Avec moi, la patrie remercie ses fils incomparables ; en avant, avec Dieu ! »

L'empereur Charles, accompagné de Czernin, était accouru pour assister à la victoire de ses troupes et les exalter de sa présence. Le général allemand A. von Kramon, qui faisait partie de la suite de l'empereur Charles, dit que l'entourage de l'Empereur fut, d'abord, admirablement impressionné par les beaux succès de l'armée de von Below, mais que, bientôt, on parut les trouver un peu gênants : « les causes de ce succès décisif furent peu à peu reportées sur les troupes austro-hongroises ». Il y eut même quelque tiraillement. L'Empereur entendait passer en triomphe le Tagliamento. Cela provoqua encore du retard. D'autre part, l'artillerie et les colonnes de munitions n'avaient pu suivre la marche foudroyante de l'infanterie. Le plan de Conrad, qui consistait à couper au court et à tomber, par le Trentin, sur l'Adige ne souriait pas à von Arz. En un mot, on traînait. C'est ce que von Kramon appelle le « bousillage » austro-hongrois.

Quoi qu'il en soit, le Tagliamento, qui d'ailleurs, d'après le plan initial, devait former l'objectif extrême de l'offensive, ne fut traversé que le 6 novembre. L'armée italienne avait eu quelque répit et, quoique la 4e armée (Robilant) fût obligée par l'armée Krobatin d'abandonner les montagnes du haut Piave et du haut Tagliamento et de descendre vers le sud, on commençait à se demander dans l'armée italienne si l'on ne pourrait pas lutter encore et s'il n'y avait pas lieu de s'arrêter et de combattre sur le Piave et sur la Brenta, sans aller jusqu'à l'Adige. Ainsi, on sauverait la Vénétie et Venise !

Soudain, un réconfort presque inespéré arrivait à l'Italie. L'État-major allié sur le front occidental avait reçu les terrifiantes nouvelles en pleine victoire de la Malmaison (23 octobre). On était tout à la satisfaction de ce beau succès, lorsque les télégrammes se multiplièrent. Le 25, le 26, le 27, ils étaient de plus en plus mauvais. Un conseil de guerre est convoqué pour le dimanche 28. Paris proposait immédiatement d'aller au secours des Italiens. Londres pensait comme Paris, et télégraphiait : « Appui illimité des forces britanniques. » Le 28, à 16 heures, tout le plan d'assistance à l'Italie était arrêté : à 18 h. 20, l'exécution commençait. « Immédiatement, le général en chef lançait les ordres désignant les corps d'armée qui devaient partir *le lendemain* 29. Les contingents français étaient sous le commandement des généraux Foch et Fayolle, les Anglais sous le commandement du général Plumer. Français et Anglais se chargeaient du *ravitaillement complet* de leurs armées (1). »

En gros, il s'agissait de transporter, sans une minute de retard, 150 000 hommes au moins, avec tout leur matériel ; et l'on ne disposait, comme on le sait, que de deux voies ferrées, d'un rendement plutôt médiocre, en raison de la configuration du terrain, la voie de Modane et la voie de Menton. Mais ce fut, sans nul retard, sur chacune des deux lignes du P.-L.-M. un transport interminable, quelque chose comme un immense train unique reliant

(1) PAUL HEUZÉ, *A l'aide de l'Italie* (*Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1921).

le front nord-est au front italien. 12 000 wagons rassemblés en vingt-quatre heures formèrent ce fleuve de fer. Il fallut aussi recourir à la route. L'organisateur de la « Voie Sacrée », le commandant Doumenc, fut saisi du problème : deux routes furent adoptées, celle du mont Genèvre et celle du col de Tende et de la Corniche, celle-ci avec l'itinéraire suivant : Nice, La Turbie, Menton, Vintimille, Breil, col de Tende ; les troupes anglaises arrivèrent avec leurs autos.

Est-il utile de décrire, maintenant, cette navette des convois dans la neige à près de 2 000 mètres d'altitude? Nous laisserons plutôt au lecteur le soin d'imaginer les montées périlleuses et lentes, les descentes plus périlleuses encore, entre deux talus de glace, que les travailleurs de la route n'arrivaient qu'au prix des plus grandes difficultés à écarter l'un de l'autre. En fait, il n'y eut pas d'accident grave : quelques tués, sur plus de 50 000 hommes qui passèrent. Quant aux camions, on n'en laissa pas un seul... Le 5 novembre, c'est-à-dire huit jours après l'alerte, nos troupes, venues du front de l'Aisne ou des Vosges, avaient passé le mont Genèvre avec vivres et bagages. Sur les quinze premières sections, quatre avaient dépassé Turin, en route sur Milan et Vérone. Moins de deux semaines plus tard, « l'armée d'Italie » tout entière était groupée à l'est et au sud du lac de Garde (1).



LE GÉNÉRALISSIME DIAZ

Foch était arrivé à Trévise dès le 30 octobre à 6 h. 30 du matin. Reçu par le général Cadorna, il lui avait aussitôt conseillé la manœuvre en retraite que celui-ci venait précisément de décider. On n'eut donc aucune peine à s'entendre. Foch fut bientôt suivi de Lloyd George et de Painlevé. Les 6 et 7 novembre, on se réunit à Rapallo, près de Gênes, pour constituer un état-major allié. Mais déjà l'Italie s'était ressaisie.

(1) PAUL HEUZÉ, *loc. cit.*

A Rome, le Parlement adresse un appel de salut au peuple lui-même : « Sauvez la Partie ; chassez l'étranger de notre sol profané ! » Les passions s'apaisent devant le péril public ; les défaitistes se cachent ; socialistes et catholiques font assaut de patriotisme. A Turin, à Milan, les foules se portent au-devant des premiers contingents alliés en chantant la *Marseillaise*. Heures d'enthousiasme qui rappelèrent les beaux jours des luttes communes contre les *Tedeschi* ! Les généraux battus sont disgraciés ; l'État-major se compose, d'abord, de Foch, Wilson et Cadorna. Bientôt celui-ci, délégué à Versailles, est remplacé comme généralissime par le général Diaz. Mais il n'y a plus une minute à perdre : l'ennemi avance, il court sur le Piave. Déjà dans le nord, descendant du Trentin, Conrad commençait à s'ébranler.

La manœuvre que Cadorna avait esquissée sans succès sur le Tagliamento pouvait être tentée maintenant sur le Piave. L'armée italienne avait perdu, il est vrai, 250 000 prisonniers et 2 300 canons Mais ce qui restait de la 2e armée et la 4e armée (Robilant) avaient fait leur jonction avec l'armée du duc d'Aoste, et cela commençait à constituer une masse de manœuvre respectable, Avec l'appui des renforts alliés, la confiance était revenue.

La manœuvre commença. Il n'y en avait qu'une possible : tenir sur le Piave et profiter de la disposition de la vallée de cette rivière, qui, vers sa source, rejoint par une courbe en direction de l'ouest le plateau d'Asiago et présente ainsi une sorte de dos d'âne à l'invasion ennemie. Regardez la carte : la clef de la situation est

autour de Bellune et de Longarone. Il s'agit de savoir si, par le Piave di Cadore et Longarone, la Xe armée autrichienne saura se glisser à temps pour donner la main à Conrad, d'une part, et à Below d'autre part ; celui-ci, ayant franchi le Tagliamento, a gagné la Livenza et la passe le 9 à Vittorio. Étant donnée la situation de Bellune, les ordres dictés par le grand État-major austro-allemand sont lumineux :

7 novembre : Le groupement Hardt reçoit la mission de progresser le plus rapidement possible sur Longarone et, en partant de ce point, de pousser vigoureusement dans la direction de Bellune ; le but à atteindre consiste à briser toute résistance que l'ennemi pourrait offrir sur la ligne San Croce-Vittoria. — 9 *novembre* : D'après l'état de l'armée italienne, il faut prononcer une attaque générale énergique. Le groupe d'armée Conrad débouchera le 12 novembre de la région d'Asiago pour attaquer dans la direction du sud.

Le 10 novembre, Conrad entrait en ligne, ses bataillons avançant « dans la neige fraîche jusqu'au ventre ». Mais une contre-offensive sur la ligne d'Asiago le contient. Fait nouveau ! Le soir, cependant, Krauss, qui a fait sa jonction avec la Xe armée, occupe Bellune. Les troupes de la XIVe armée atteignent le Piave. Ce n'est qu'à Vidor que les Italiens gardent une tête de pont.

Nous sommes au 12 novembre. Les renforts alliés sont en ligne. Foch a apporté la clarté vigoureuse de son esprit ; Diaz a une volonté et il a une manœuvre. On creuse des tranchées. L'ennemi commence à sentir partout la résistance, mais il se croit encore sûr du succès ; il s'avance. Qu'est ceci ? Citons encore le texte officiel austro-hongrois :

Sur le plateau d'Asiago, les troupes se groupaient pour l'attaque. Le groupe de Krauss poursuivait sa marche sur Feltre qui fut atteint par la 22e division de tirailleurs... Soudain, l'artillerie ennemie, face à la XIVe armée et au groupe d'armées Boroevic, augmente son activité. Il trouve Montello entourée de tranchées et d'obstacles ; l'infanterie ennemie est renforcée.

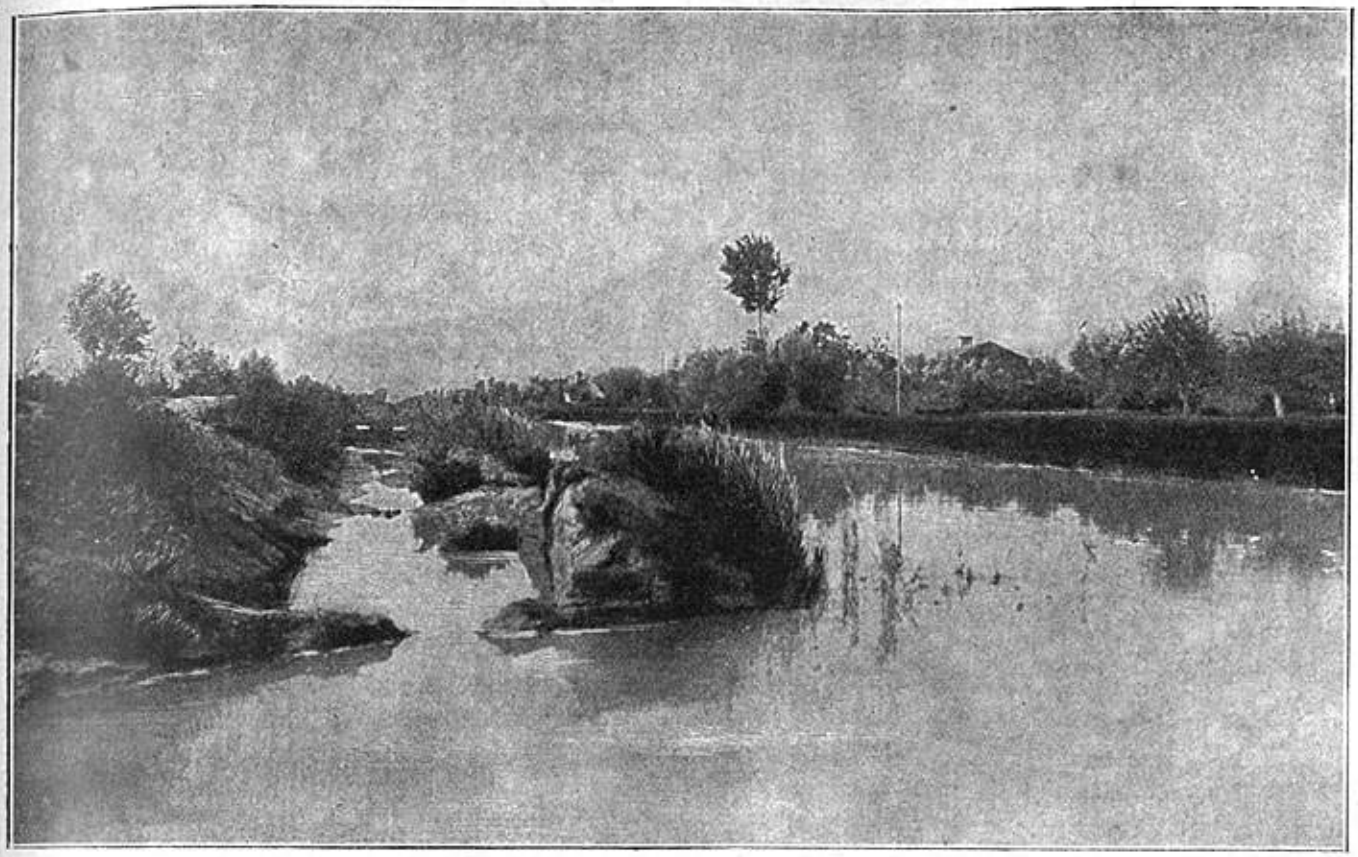
Tout annonce que l'adversaire a l'intention de s'arrêter et de tenir derrière le Piave.

Et il en fut ainsi, en effet ; le haut commandant allié a décidé qu'on s'arrêterait là et que, Conrad et Below n'ayant pu faire leur jonction entre Feltre et Asiago, on se battrait autour du mont Tomba et du mont Grappa.

Que l'on se rende compte de ce qui va se passer dans cette région : l'armée austro-allemande est disposé en une vaste circonférence qui tend à se refermer autour du mont Tomba où les armées italiennes ont ramassé leur résistance, puisque ce point commande à la fois la manœuvre et la plaine. Du Nord-Est, dévalant du Trentin, Conrad arrive ; il a refoulé devant lui la 1re armée italienne qui s'accroche au plateau des « Sette Communi » pour ne pas être rejetée sur le Tomba ; à sa gauche, Krobatin descend des Alpes Carniennes avec la Xe armée ; il repousse devant lui Robilant qui s'accroche au mont Grappa pour ne pas être coupé du mont Tomba ; à sa gauche, Below (XIVe armée), après avoir franchi la Livenza, marche droit devant lui pour déraciner la défense du mont Tomba au delà de Vidor ; à gauche encore, Boroevic passe le Piave à Salgaredo pour fermer le cercle au sud du mont Tomba en se dirigeant sur Bassano. Se peut-il position plus critique après les épreuves déjà subies?

Mais, déjà, le vent a tourné ; le moral est autre ; l'ennemi s'est ralenti ; il a perdu du temps ; les armées alliées sont décidées à la lutte à mort ; elles ont gardé leur ligne de retraite ouverte vers Vicence et Vérone, et elles sont résolues à garder coûte que coûte cette région montueuse du Tomba qui protège la péninsule tout entière.

Du 13 au 15 novembre, c'est, — d'après les documents officiels autrichiens, — la crise décisive : sur le plateau d'Asiago, Conrad est arrêté alors qu'il tente l'assaut du Monte-Meletta ; sur le Piave, les essais de franchissement à Chiesanuova et Revedoli sont refoulés ; et, finalement, Boroevic renonce à tenter le passage « en raison de la réaction violente de l'ennemi ». Le 15 novembre, Conrad s'empare du col Meletta di Gallio, mais ses troupes sont rejetées à l'assaut du mont Meletta lui-même ; Below (général Krauss) gagne encore un peu de terrain dans la direction du Monte Roncone et de Quero ; là, il est contenu. C'est l'effort



LES MARÉCAGES DU BAS PIAVE

suprême, et quoique la guerre de montagne se poursuive encore, la guerre de mouvement et la grande offensive sont considérées par l'État-Major autrichien lui-même comme à leur terme. On lit dans le document officiel :

> La ligne de combat du groupe d'armées du Tyrol et des armées d'offensive était ce jour-là (15 novembre) de nouveau fixée. La grande opération offensive était vraiment arrêtée (1).

Les renforts alliés débarquent continuellement ; bientôt ils constituent une armée de 300 000 hommes ; les pertes en hommes et en matériel sont réparées.

L'ennemi est sur la ligne du Piave : là il souffle, mais il ne peut admettre encore que la proie lui échappe. Conrad, qui a exécuté son fameux plan trop tardivement, veut s'y remettre encore : il demande un nouvel effort à ses troupes découragées et songe à se ressaisir par une sorte de tactique des « objectifs limités » ; il entreprend méthodiquement le siège du système défensif des Meletta. Le 6, les Italiens doivent céder encore ; ils perdent 16 000 prisonniers et 93 canons. Mais Français et Anglais entrent en ligne entre Piave et Brenta. Le couloir est de nouveau barré (6-10 décembre). Du 10 au 16, la bataille reprend encore ; cette fois, c'est Krobatin et Krauss, aidés au sud par Boroëvic. Ils marchent directement sur le Tomba. Von Below s'empare du sommet, le 14. Que reste-t-il? Juste le mont Grappa qui tombe à pic sur la plaine et sur Bassano. Les troupes alliées accourent : on tient juste la lisière du plateau!

Et Conrad qui revient à la charge ! Le général Pecori Giraldi lutte sur le val Bella, le mont Rosso ; toujours reculant, il s'acharne. Enfin, le 23 décembre, la route est définitivement barrée à l'armée Conrad. De même, sur le mont Tomba, l'ennemi ne tient pas sa proie. Une

(1) Voir le « document secret » contenant la version autrichienne de l'affaire Caporetto, dans *Revue militaire générale*, nos du 15 juin 1922 et suivants.

vigoureuse offensive française, montée après une préparation d'artillerie minutieusement poussée, regrimpe au sommet du massif. Le clou de la résistance est de nouveau enfoncé là. Venise, qui a été évacuée de ses objets d'art, admirablement protégée par les avions contre les entreprises ennemies, Venise, qui est restée, dans la tempête, digne de son grand passé (j'ai vu la ville de San Marco si belle et si noble au péril de la guerre), Venise est sauvée et, avec elle, l'Italie.

Le coup avait été rude : les pertes italiennes du 24 octobre au 31 décembre s'élevaient à 37 000 tués, 91 000 blessés et 335 000 prisonniers. Mais Ludendorff n'avait remporté, une fois de plus et par la faute de sa stratégie incomplète, qu'une victoire tronquée. Il écrit lui-même :

> Au début de décembre, j'eus l'impression, à la suite d'une conversation avec le général von Kraft, qu'il n'y avait plus rien à attendre d'une continuation de l'offensive sur le Piave. Nous proposâmes alors au général von Arz de donner l'ordre de suspendre l'opération et *de préparer le transport des troupes allemandes vers l'ouest.*

Il faut donc revenir vers l'ouest. Tout aboutit au même résultat : c'est sur le front de France que le drame décisif doit s'engager.

CHAPITRE LXXIV

LA POLITIQUE DE « L'ATTENTE » (fin 1917 - début 1918)

Le ministère Painlevé. — La doctrine de « l'attente ». — Constitution d'un État-Major interallié. L'accord de Rapallo. — Les affaires défaitistes. — Avènement du cabinet Clemenceau. — Influence croissante de l'Angleterre et de l'Amérique. — Guerre sous-marine. — Le président Wilson. Les « quatorze propositions ». — Bagdad et Jérusalem. — Traité de Brest-Litovsk. — Les Allemands s'étendent en Russie. — Traité de Bucarest.



Nous avons dit quelle avait été la nouvelle conduite de la guerre sur le front occidental durant les derniers mois de l'année 1917 ; nous avons dit la sage résolution du général Pétain, conforme, d'ailleurs, à sa maxime initiale : « l'artillerie détruit, l'infanterie occupe ». On a vu la remise en état de l'armée, le puissant développement de l'action mécanique, la préparation de l'intervention américaine, les résultats du système des « objectifs limités » et de la « conquête des observatoires ». Cette nouvelle conduite de la guerre est celle que les circonstances et surtout la prolongation des hostilités imposent au pays qui a porté, jusque-là, le plus lourd du fardeau, la France. Reprenons les paroles du général Pétain en avril 1917 :

> La situation actuelle exige de la prudence et infiniment de patience... La France est dans la nécessité d'économiser les hommes, tout en frappant l'ennemi aussi durement que possible.

Parole qui était la sagesse même. Mais il faut bien reconnaître que ce régime sévère, cette abstention volontaire, quasi monacale, étaient durs à supporter pour un pays dont les plus riches provinces étaient envahies et qui sentait s'aggraver, chaque jour, le poids de ses maux, miné, d'ailleurs, souterrainement par la propagande allemande. La campagne défaitiste, en effet, battait son plein.

Le mérite des hommes qui ont tenu le gouvernail durant ces heures noires est grand. Ils subirent la rafale, repliés sur eux-mêmes, accablés parfois, mais tenant toujours droit le gouvernail. Tristes mois que ceux qui suivirent l'échec de l'offensive sur l'Aisne !

Ribot avait dû quitter le pouvoir en septembre : la gauche lui refusait son concours. Sans insister, il passa la main à son jeune collègue, le ministre de la Guerre, M. Painlevé. Celui-ci entendait constituer, une fois encore, un cabinet d'union ; il pria M. Ribot de garder le portefeuille des Affaires étrangères. Mais l'extrême-gauche n'avait pas pardonné le refus des passeports pour la conférence de Stockholm : M. Albert Thomas, au nom du groupe, déclara qu'il ne fallait pas compter sur les voix du parti, si M. Ribot était maintenu dans le cabinet. M. Painlevé dut constituer le ministère sans ses propres amis. Grave cause de faiblesse pour le gouvernement et pour la défense nationale.

Dans la déclaration ministérielle, le nouveau président du Conseil affirma la volonté de la France de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire, c'est-à-dire jusqu'au retour de l'Alsace-Lorraine à la mère-patrie. C'était répondre solennellement aux paroles singulières qu'avait prononcées M. Balfour devant la Chambre des Communes, paroles impliquant une sorte d'hésitation du gouvernement britannique.

L'ANGLETERRE ET LA QUESTION D'ALSACE-LORRAINE

M. Painlevé devait reprendre bientôt auprès du gouvernement anglais cette grave question de l'Alsace-Lorraine, sans laquelle la participation de la France à la guerre n'aurait eu aucun sens. Sur ce point capital, le récit de M. Painlevé appartient à l'histoire :

Je demandai à M. Lloyd George de prendre l'engagement public que l'Angleterre ne poserait pas les armes avant que l'Alsace-Lorraine fût redevenue française. M. Lloyd George hésitait, non pas qu'il fût hostile à ma proposition ; mais était-elle opportune? « Je veux savoir, me déclara M. Lloyd George, si, au fond de vous-même, vous êtes convaincu que, quoi qu'il puisse advenir, la France ne cédera pas et que nous n'aurons jamais à revenir sur un engagement public que vous réclamez de moi. Donnez-m'en votre parole d'homme. » Cela prouve que Lloyd George avait compris qu'il y allait du sort de l'Entente. Quelques jours plus tard, rentré à Londres, M. Lloyd George faisait solennellement, aux mutualistes anglais, la déclaration suivante : « *Aussi longtemps que doive durer la guerre, la Grande-Bretagne est bien décidée à soutenir la France, sa fidèle alliée, jusqu'à ce qu'elle ait délivré ses enfants opprimés de l'avilissement du joug étranger.* » Peu après, le 10 octobre, un autre membre du cabinet, M. Winston Churchill, proclamait au nom du gouvernement, que *la libération de l'Alsace-Lorraine était pour l'Angleterre un devoir sacré*, et M. Asquith, chef des libéraux indépendants, faisait à Edimbourg une déclaration analogue.

Ainsi se trouvait réparée, dans une certaine mesure, l'étrange omission du pacte de Londres de septembre 1914. Ainsi l'Allemagne était avertie ; elle saurait, désormais, à quoi s'en tenir. Pas de paix possible tant qu'elle ne serait pas décidée à restituer les provinces que le traité de Francfort avait arrachées à la France. En plus, la réparation des dommages causés par l'invasion, telles étaient les exigences parfaitement raisonnables et modérées de la France. Tout le monde, en France, sauf peut-être quelques communistes, était d'accord et l'Angleterre acceptait.

Déjà, cependant, un élément de discussion nouveau, perfidement glissé dans les esprits par la propagande allemande, apparaissait. La thèse était la suivante : est responsable de la guerre, non pas qui la provoque et la déclare, mais qui s'y prépare et la prévoit. On commençait à faire circuler des documents soigneusement triés dans les archives russes par les bolchevistes et ayant pour objet de compromettre les diplomaties prévoyantes qui avaient organisé l'union défensive contre le pangermanisme impérialiste. M. Ribot dut s'expliquer, dès lors, sur le pacte d'alliance franco-russe et promettre de le publier à bref délai.

Le cabinet Painlevé avait une double tâche, une tâche civile et une tâche militaire : toutes deux étaient dominées par l'avis délibéré qu'il n'y avait lieu de rien entreprendre de décisif pour le moment, et qu'il était préférable d'attendre l'action efficace de l'Amérique. Cependant, il fallait vivre, rester unis et forts, se préparer au grand effort final.

Nous n'avons pas à insister ici sur ce que l'on a appelé « les problèmes de l'arrière » ; ils n'appartiennent à l'histoire de la guerre que dans la mesure où ils ont influé sur le résultat. Fort heureusement, leur contagion funeste s'est trouvée assez rapidement limitée. L'armée, par la sage et clairvoyante vigilance du général Pétain, se guérit sans peine du mal qui l'avait à peine effleurée. Duval, Almereyda, Marion, Landau, Goldsky, Bolo, Desouches, Lenoir furent successivement arrêtés, eux et leurs complices réduits à l'impuissance. Des poursuites furent engagées contre tout ce qui était suspect de compromission avec l'ennemi. Il y eut, il est vrai, un moment de surprise et d'émotion quand il apparut que les hautes sphères administratives et gouvernementales n'échappaient pas au soupçon. Déjà M. Malvy, ministre de l'Intérieur, avait dû abandonner



IIIe ANNIVERSAIRE DE LA BATAILLE DE LA MARNE (SEPTEMBRE 1917)
(*De gauche à droite :* M. BOURGEOIS, M. RIBOT, LE GÉNÉRAL DUPARGE, M. POINCARÉ, M. PAINLEVÉ).

son portefeuille ; son confident, M. Leymarie, ancien directeur de la Sûreté générale, était mis en prison préventive. Mais la volonté de vaincre était si forte et si unanime, que la fermeté de l'opinion franchit cette passe douloureuse. M. Painlevé établissait devant la Chambre un contraste frappant entre les deux éléments en lutte, quand il disait :

> Comment, voici une nation qui donne au monde le plus magnifique spectacle, qui possède une armée qui fait l'admiration de tous ceux qui ont visité le front, et voilà que ses victoires sur un terrain désormais symbolique, la prise de la cote 304, sont effacées par le bruit du suicide d'un Almereyda !

Elles n'étaient nullement effacées, et la mort d'Almereyda n'était qu'un méprisable incident.

Le ministère avait d'autres préoccupations. La plus grave de toutes restait celle du haut commandement interallié. Quelle serait la part laissée à la France dans la conduite de la guerre et, éventuellement, dans la préparation de la paix ? Nous avons dit les raisons (guerre sous-marine, intervention américaine, déviation de la poussée stratégique vers la mer, nécessités économiques et financières) qui tendaient à déplacer l'influence en faveur des pays anglo-saxons. Cependant, la France, ayant fait les plus grands sacrifices, ayant lutté à peu près seule dans les rudes années du début de la guerre, étant enfin la plus exposée sur le continent, avait un droit incontestable à maintenir la situation qui avait été la sienne tant que le général Joffre avait exercé le haut commandement.

LA QUESTION DU HAUT COMMANDEMENT INTERALLIÉ

M. Painlevé se décida à poser la question avec plus de précision au gouvernement anglais. L'in-

contestable supériorité technique de nos chefs et la vaillance de nos soldats lui fournissaient un argument dont il comptait se servir : suivant les traces de M. A. Briand, il porta son principal effort sur la création d'un commandement unique interallié. Le 25 septembre (huit jours après la constitution du ministère), il se rencontrait à Boulogne-sur-Mer avec M. Lloyd George et, comme première réalisation dans le sens d'un commandement unique, il réclamait l'organisation immédiate d'un comité de guerre interallié ayant pour organe permanent un état-major général interallié que présiderait le général Foch.

Foch, le nom s'imposait : depuis la bataille d'Ypres, nul n'était plus apprécié en Angleterre. Mais la combinaison elle-même était-elle satisfaisante? Ne tombait-elle pas sous le coup du reproche adressé à toute direction militaire qui dépend d'un *conseil aulique*? Lloyd George paraissait, peut-être, de tous les chefs des gouvernements alliés, le plus porté à reconnaître la nécessité d'un haut commandement unique. Mais il avait à compter avec l'opinion anglaise, hostile, dans sa grande majorité. Aussi, il adhéra, avec un empressement marqué, au moyen terme présenté par M. Painlevé. De nouvelles difficultés se présentèrent : à Paris, on trouvait le projet insuffisant ; à Londres, on le considérait comme trop strict : tare éternelle des coalitions! Les choses traînèrent jusqu'en octobre.

Caporetto survint. La position générale s'aggravait. La Russie ouvrait les négociations avec l'Allemagne, au moment où l'Italie se défendait péniblement sur le Piave. L'Allemagne avait commencé à ramener ses troupes de Russie sur le front occidental et l'Amérique n'était pas prête. L'hiver de 1917-1918, on le sentait, allait être décisif. On ne peut nier que certaines velléités de paix séparée ne se glissassent plus ou moins sournoisement jusque dans les conseils des gouvernements alliés. Si la France n'exerçait pas, ce qu'elle réclamait sagement et hautement, le commandement unique, l'Angleterre ne tiendrait pas seule, de toute évidence, jusqu'au bout. La même nécessité qui avait amené le gouvernement anglais à consentir aux déclarations relatives à l'Alsace-Lorraine, la contraignit à resserrer le lien qui l'unissait aux puissances de l'Entente : dans des négociations engagées à Londres en novembre, on résolut d'amalgamer entièrement les forces dont pouvait disposer l'Entente, à la fois sur tous les terrains : militaire, naval, économique, financier. On lutterait en bloc, et par tous les moyens. Même, l'engagement fut pris de proroger cette union et cette solidarité jusqu'après la guerre. Un pacte de sécurité économique fut ainsi conclu entre les alliés. L'Angleterre, sous le coup de la guerre sous-marine, jetait toute sa foi et toutes ses promesses dans le pacte de l'Entente ; avant tout, il fallait éviter qu'il ne rompît. On décida donc, non seulement la création d'un Comité militaire interallié, mais celle d'un Comité naval, d'un Comité diplomatique, d'un Comité économique et financier. M. Painlevé écrit :

> Dans le domaine économique, des accords habilement négociés par M. Clémentel entre la France et l'Angleterre et que j'avais fait aboutir non sans peine le 1er novembre, nous assuraient jusqu'à la fin de la guerre le fret et les matières nécessaires (blé, acier, etc.) ; jusqu'à la fin de la guerre également, les crédits indispensables nous étaient garantis et *la stabilité des changes était maintenue entre les alliés*. Mais les trois organes ainsi prévus, notamment le Comité économique et financier, devaient embrasser, dans leurs documents et dans leurs études, *non pas seulement la période de guerre, mais l'après-guerre*.

Promesses vite oubliées! Le pacte de sécurité économique ne devait pas survivre au danger imminent qui l'avait provoqué.

L'ACCORD DE RAPALLO La nécessité de venir en aide à l'Italie avait précipité la conclusion de ces accords. A peine étaient-ils conclus à Londres que les négociateurs et les chefs de gouvernement (1) se transportaient à

(1) Les chefs des délégations étaient : pour l'Italie, MM. Orlando et Sonnino; pour l'Angleterre, MM. Lloyd George et le général Smuts; pour la France, MM. Painlevé et Franklin-Bouillon.

Rapallo, pour les faire connaître au gouvernement italien. L'accord général fut conclu rapidement, et signé le 7 novembre au soir. On créait un nouvel organe militaire qualifié désormais : « Conseil supérieur de guerre ». Le général Foch en prenait la direction, mais, sur l'instance de l'Angleterre, il ne cumulerait pas avec la fonction de chef d'État-Major de l'armée française. Le Conseil siégerait à Versailles. Les généraux Foch, Wilson et Cadorna représentaient respectivement la France, l'Angleterre et l'Italie.

Cette position nouvelle, prise par les puissances en vue de la fin de la guerre, fut l'objet d'une manifestation solennelle dans un déjeuner officiel offert par M. Painlevé à M. Lloyd George passant par Paris pour rentrer en Angleterre. M. Painlevé, un peu ébloui par sa propre activité, s'écriait devant le nombreux auditoire : « *Un seul front, une seule armée, une seule nation !* » M. Lloyd George, dans une harangue où il se laissait aller à un enthousiasme plus calculé, disait à son tour : « Nous sommes jusqu'à la mort, avec toutes nos forces, aux côtés de la France, tant que la grande iniquité qu'elle a subie en 1871 ne sera pas réparée. »



M. LOYD GEORGE A RAPALLO

Il ajoutait, d'ailleurs, que les accords intervenus n'étaient *qu'une étape franchie pour aller plus loin*. Cette dernière réserve était une précaution pour les uns et un avertissement pour les autres. Lloyd George fut accueilli assez fraîchement à son retour en Angleterre. On lui reprochait même cette concession qu'il avait jugée indispensable.

Le 13 novembre, M. Painlevé était interpellé à la Chambre. Il comptait porter à la connaissance du pays l'ensemble des décisions prises.

Mais les esprits étaient ailleurs. On le sommait de s'expliquer sur les affaires en cours : Lenoir, Desouches, Duval, Paix-Séailles, la lettre de M. L. Daudet au président de la République, le voyage de M. Caillaux en Italie, etc. La confusion était extrême ; rien n'était à son vrai plan ; les affaires n'étaient pas conduites ; un vent de suspicion courait à travers le monde politique. M. Clemenceau, dans *l'Homme enchaîné*, vaticinait que M. Painlevé était sur le « chemin du bagne ».

La déclaration ministérielle fut accueillie avec une hostilité marquée ; M. Painlevé dit : « avec fraîcheur ». M. Abel Ferry touchait le défaut de la cuirasse quand il demandait à M. Painlevé : « Oui ou non, le général Foch est-il le chef suprême ? S'il ne l'est pas, c'est que vous n'avez pas eu assez d'autorité sur vos alliés et votre convention ne vaut rien. » M. Painlevé obtint 250 voix contre 192. Ses propres amis du parti radical se séparaient de lui. Il fut mis en minorité, sur un incident secondaire, et il tomba le 13 novembre, le lendemain du jour où avait eu lieu le déjeuner apothéotique du ministère de la Guerre. Un nouveau cabinet fut appelé aux affaires. Et ce fut le cabinet Clemenceau.

LE CABINET CLEMENCEAU

L'avènement de Clemenceau fut, pour la France, un coup de fouet, un redressement avec hennissement vers la victoire. L'attente, jusqu'à l'arrivée des Américains, c'était un système que le bon sens acceptait. Mais pour combien de temps, et jusqu'où? Voilà ce qui ne paraissait pas clair et ce qui insurgeait silencieusement l'âme de la nation. Allait-on « s'installer » dans la guerre ? Se laisserait-on bercer par l'idée que les autres viendraient, un jour, de l'autre côté de l'océan, et qu'ils se chargeraient d'achever la Marne et Verdun? Le danger de la résignation ou de la corruption pacifiste, voilà ce que la France rejetait avec dégoût; et c'était peut-être cela « l'attente ». Ce sentiment obscur, mais ardent, chercha un homme et le trouva : Clemenceau.

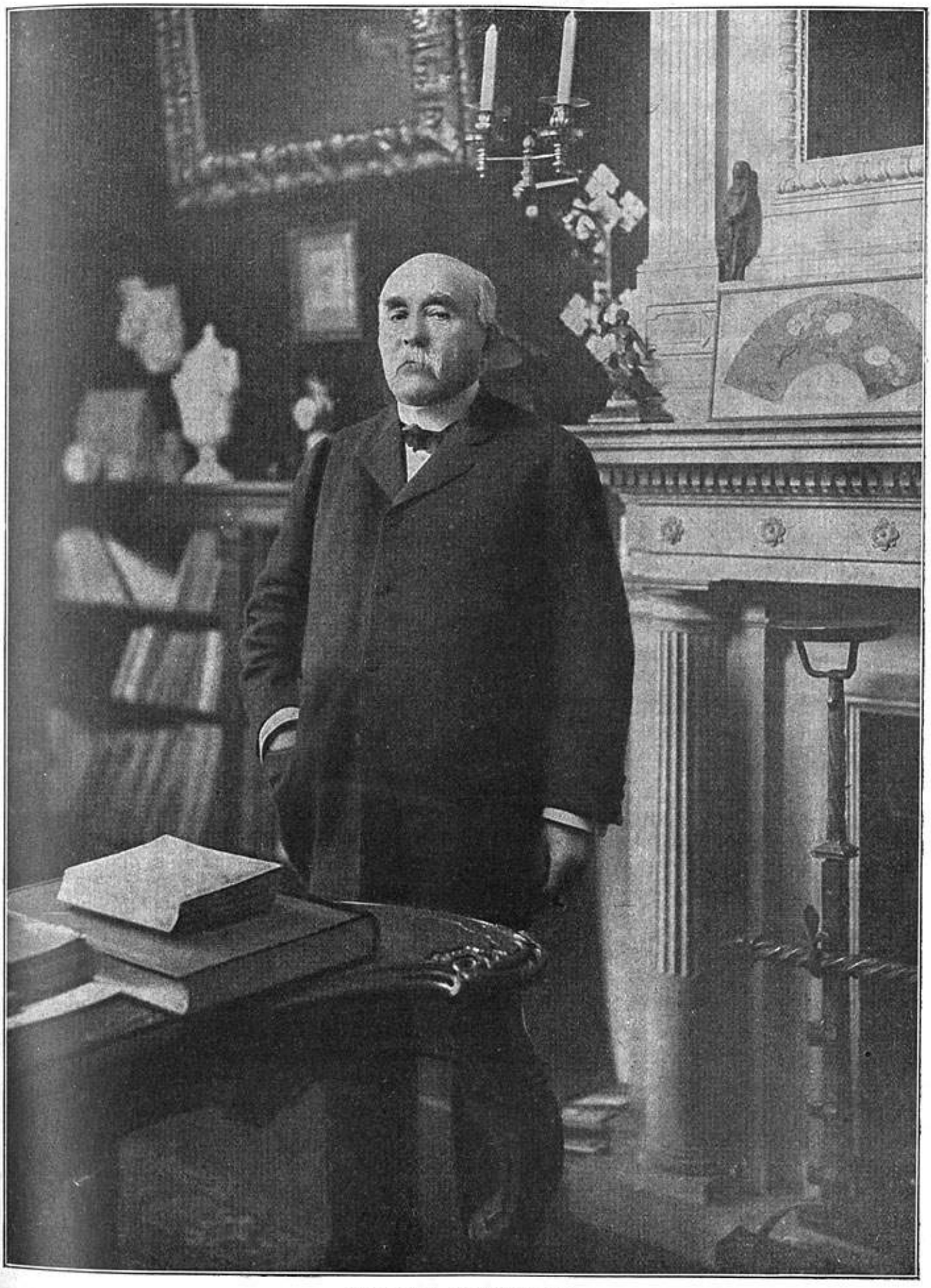
La France aime les personnalités fortes; elle les prend — jeunes ou vieux, — Richelieu ou Napoléon, Thiers ou Gambetta, et les met au timon. Poincaré, avec son patriotisme clair et lucide, comprit l'injonction de la conscience publique, et appela Clemenceau. Ce fut l'union de deux abnégations. Alors, se trouva réalisée la parole qu'un souverain avait dite à celui qui écrit ces lignes : « La France trouve toujours l'homme qu'il faut à l'heure qu'il faut. »

Clemenceau est un représentant des vieilles races, d'où descend le peuple de France. Ce Vendéen, avec sa figure aux pommettes saillantes et aux yeux creux, est, sans doute, un véritable autochtone. Sa violence, sa brutalité, sa sensibilité, sa finesse, son dédain des contingences, son mépris des hommes marquent la très haute et antique descendance — celle « qui en a vu bien d'autres » ! Dans nos âges débonnaires, cet athlète est un sagittaire. Son éloquence, comme sa vie, sont tout en action Il décoche ses traits ; tant pis, tant mieux s'ils blessent; son naturel, c'est la véhémence, c'est-à-dire une volonté chaleureuse et irritée. Il a reçu directement la tradition jacobine; il la tient, héroïque et soupçonneuse, de Barbès, de Ranc et des grands conspirateurs du milieu du siècle.

Homme de science, homme de vaste culture, nourri de l'antiquité, amateur passionné de la langue française, artiste, philosophe, spirituel, insolent, le chapeau sur l'oreille, c'est un Français, mais un Français du XIX^e^ siècle avec les incohérences, les illusions, la foi dans l'homme qui signalent ce temps tourmenté et avec cet ardent patriotisme, hérité de la Révolution et de la déception de 1815. Né en 1841, Clemenceau sentira, toute sa vie, sonner en lui l'enthousiasme de 1848 et il se nourrira de sa haine farouche contre l'Empire de Napoléon III. Son père avait été arrêté et exilé lors de l'attentat d'Orsini. Cette âme forte reçut, ce jour-là, avec le baptême de l'injustice, l'héritage de la vengeance. Comme son âge, le docteur Clemenceau est réaliste, comtiste ; héritier du romantisme, il réagit contre lui. Porté par les imbrications de la vie en Amérique et en Angleterre, il reçoit une forte impression anglo-saxonne. Puis, de retour, il se porte vers sa vraie carrière, la politique. Où sa fougue eût-elle trouvé son emploi ?

Alors commence l'histoire fatidique. Chute du second Empire, guerre de 1870, Commune de 1871, années de l'Assemblée nationale, fondation de la République, lutte contre M. Thiers, contre Gambetta, contre Jules Ferry, acharnement anti-colonial, opposition quand même culbutant les ministères les uns après les autres, campagne ardente en faveur de Dreyfus, — telle est la vie de ce grand « tombeur » d'hommes, jusqu'au jour où il est, en 1908, président du Conseil. Et alors, l'affaire de Casablanca donne, une première fois, sa mesure : sa destinée est maintenant de « tomber » Guillaume ; la fièvre de la « grande blessure » bat en lui et le tient debout ; il survit à trois ou quatre générations pour être là quand éclatera la guerre attendue.

Dans la polémique de la guerre, le rédacteur de l'*Homme libre* et de l'*Homme enchaîné* déploie sa volonté acharnée, ses partis pris, ses détestations, son enthousiasme, ses erreurs, ses injustices. Il se trompe quand il annonce l'intervention armée du Japon, quand il com-



GEORGES CLEMENCEAU

bat l'expédition de Salonique, quand il mène sa cruelle campagne contre Poincaré; mais ces erreurs d'esprit ne sont pas des erreurs d'âme. Sur la direction, sur la résistance morale, sur la foi en la victoire, il voit droit et simple. Avant d'être au pouvoir, il eût pu écrire au bas de chacun de ses articles : « Je fais la guerre ! »

Il fallait donc ces circonstances critiques pour révéler au pays l'homme tout entier ; mais il fallait l'homme pour que le pays remplît tout son mérite et dominât de lui-même les circonstances. Et ce fut une chance providentielle que cet homme qui ne croit qu'à l'homme fût désigné pour prendre le pouvoir, précisément à l'heure où le monde penchait; à l'heure où la Russie se détachait et où les Allemands préparaient, coïncidant avec l'ébranlement de campagne pacifiste, la ruée en masse, le *hurrah* qui devait, une seconde fois, après quatre ans, les amener, sous les coups de tonnerre de la Bertha, aux portes de Paris.

Mais, avant de dire la tâche qui incombait à M. Clemenceau, il faut exposer la situation extérieure générale au cours de l'hiver 1917-1918.

LA GUERRE SUR MER ET SOUS LA MER

L'arrivée de M. Clemenceau au pouvoir coïncidait avec l'accroissement d'autorité des pays anglo-saxons dans la conduite de la guerre. Le nouveau président du Conseil avait, au plus haut degré, la confiance de l'Angleterre et de l'Amérique. Les liens de l'Entente se trouvaient donc encore resserrés par son avènement. Le danger que la guerre sous-marine faisait courir à l'Angleterre, le concours déjà efficace de l'Amérique expliquent, d'autre part, cette prépondérance.

Après l'offensive d'avril, la partie principale se jouait, momentanément du moins, sur la mer : l'Allemagne avait accroché tout son espoir à la guerre sous-marine « sans restrictions ». On a déjà cité le mot d'Erzberger : « Lorsque je revins d'Orient, je trouvais Berlin transformé pour la guerre sous-marine à outrance, on était considéré comme un ennemi de la patrie. » Le président de la Ligue maritime, le prince de Salm, écrivait : « Si les États-Unis nous déclarent la guerre, rien ne peut être plus avantageux, pour nous, car nous recouvrerons notre liberté d'action à laquelle nous avons malheureusement renoncé. »

C'était à ce point que l'on avait « bourré le crâne » aux Allemands. Dociles toujours et sans réaction contre les pédants qui s'affirment des chefs, lisant beaucoup et réfléchissant peu, ce peuple d'éternels écoliers inscrivait sur ses carnets bien tenus ses illusions successives, sans que les déceptions lui servissent jamais de leçon. Troupeau qui se laissait conduire à l'abattoir sur la parole d'un Guillaume II, d'un von Tirpitz, d'un von Ludendorff, le trompant tous à qui mieux mieux et (l'erreur une fois démontrée) n'ayant même ni le remords, ni la confusion de leur mensonge.

Jamais l'illusion et la déception ne furent plus violentes que dans l'évolution rapide de la guerre sous-marine. Le *bluff* fut tel, d'abord, que l'Angleterre elle-même trembla : on donnait des chiffres faisant supposer que tout ce qui circulait sur les eaux devait aller *instantanément* par le fond ; le satanique du système, dont l'effet principal était de frapper des innocents, ajoutait à cette terreur verbale qui se répandit comme un miasme sur cette phase de l'histoire. « Le loup qui tombe dans la bergerie », telle était l'image cruelle dont se repaissait l'imagination allemande et que la propagande multipliait au loin avec un rictus atroce.

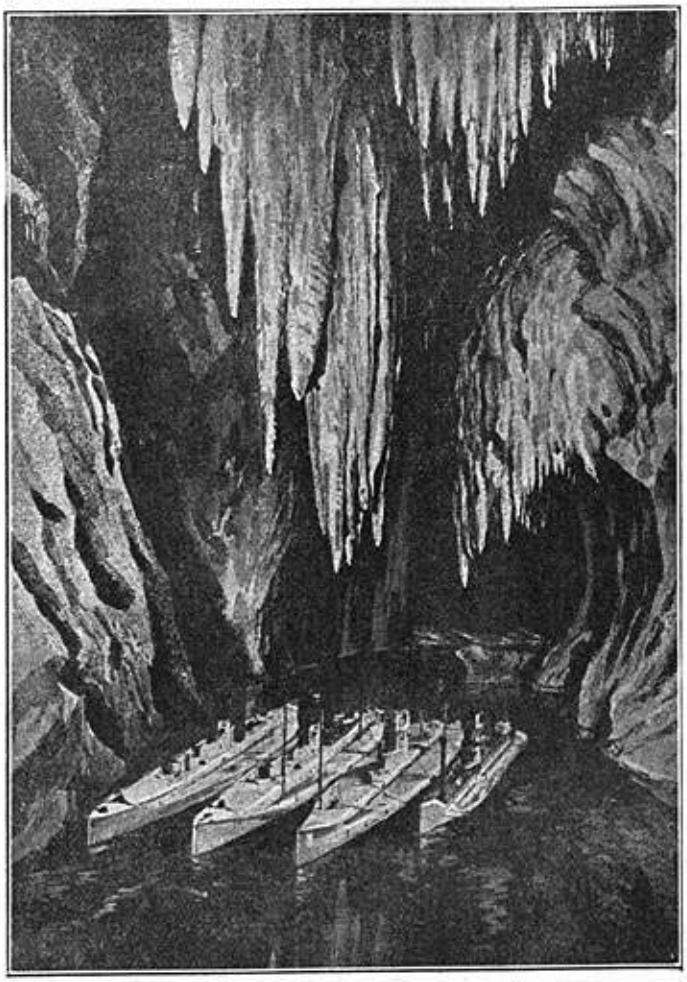
La vérité est que la puissance des engins allemands, en janvier 1915, était seulement de 40 000 tonneaux sous-marins constitués en unités d'un type Laubeuf (volé d'ailleurs dans une de nos écoles par un élève libre) mais hors d'état, par leurs caractéristiques et leur rayon d'action, d'accomplir autre chose que des actes de violence retentissants, nullement décisifs; mais ce qu'il y avait de malfaisance dans

40 000 tonneaux sous-marins constitués en unités d'un type Laubeuf (volé d'ailleurs dans une de nos écoles par un élève libre) mais hors d'état, par leurs caractéristiques et leur rayon d'action, d'accomplir autre chose que des actes de violence retentissants, nullement décisifs; mais ce qu'il y avait de malfaisance dans

ce premier escadron suffisait pour commettre

Les Allemands qui ont eu confiance dans la guerre sous-marine — les mêmes qui avaient eu confiance dans les zeppelins — ont fait un grand reproche à l'amiral von Tirpitz de n'avoir pas su préparer, en vue de la guerre, le nombre de sous-marins suffisants pour rendre la mer intenable à la flotte britannique. Or, ce « génial » constructeur n'avait qu'une idée : hâter la construction de la flotte de haute mer ; et quand, avec l'esprit de l'escalier, il reproche à ses successeurs d'avoir trop retardé la guerre sous-marine sans restriction, c'est sur lui-même qu'il frappe.

En janvier 1916, la flottille sous-marine allemande, qui prend non seulement plus d'extension mais plus de rayon et d'efficacité, atteint le chiffre de 86 000 tonneaux. Il faut observer que les premières unités se fatiguent et qu'un tiers ou quelquefois moitié sont au repos ou en réparation. Cependant, l'action devient assez efficace pour que, dans le camp adverse, on commence à se préoccuper.



BASE D E SOUS-MARINS ALLEMANDS SUR LES COTES BRITANNIQUES (ILES SCILLY)

A partir de juillet 1916, les grandes défaites sur terre (Verdun, la Somme) portent les chefs allemands vers le pis-aller de la guerre sous-marine à outrance et vers je ne sais quel chantage forçant, par ce moyen, l'intervention du président Wilson. Nous avons raconté cette histoire. L'État-Major naval a la foi pleine et entière, la foi aveugle ; il livre au public des chiffres fantastiques ; Hindenburg et Ludendorff, les héros, se portent garants de ces chiffres. Tirpitz, déjà remercié, dit que l'Angleterre sera à genoux dans six semaines. Or, l'Allemagne ne dispose encore que de 86 000 tonneaux marins. Est-ce avec cela qu'on peut se rendre maître de l'immense étendue des eaux ?

Il faut bien suivre le courant que l'on a déchaîné : on se met à construire ; mais voilà ce que l'on n'avait pas prévu : l'ennemi se défend et se met à détruire. En septembre 1916, on dispose, sur le papier, de 178 000 tonneaux sous-marins : en fait, il n'en reste plus déjà que 147 000, et la course se poursuit entre les constructeurs et les destructeurs, duel que les responsables de cette gigantesque incohérence n'avaient pas prévu. C'est en janvier 1917 que la construction bat son plein, l'Allemagne se préparant à déclarer la guerre sous-marine sans restriction : 271 000 tonneaux sous-marins sont construits, toujours sur le papier. Chiffres imposants certes et d'une efficacité réelle : si ces 271 000 tonneaux agressifs circulent sous la forme d'unités neuves et à large rayon d'action, le péril est grand pour la « bergerie ». Le sous-marin, dans cette période héroïque, attaque franchement au canon, c'est-à-dire presque en surface, et l'effet produit pendant les premiers mois de guerre à outrance touche incontestablement les ressources et plus encore les imaginations en Angleterre et ailleurs.

C'est le moment des grands raids de zeppelins sur Londres. A la fin de cette période, décembre 1917, Sir Eric Geddes dépeindra comme très sombre la situation du tonnage commercial.

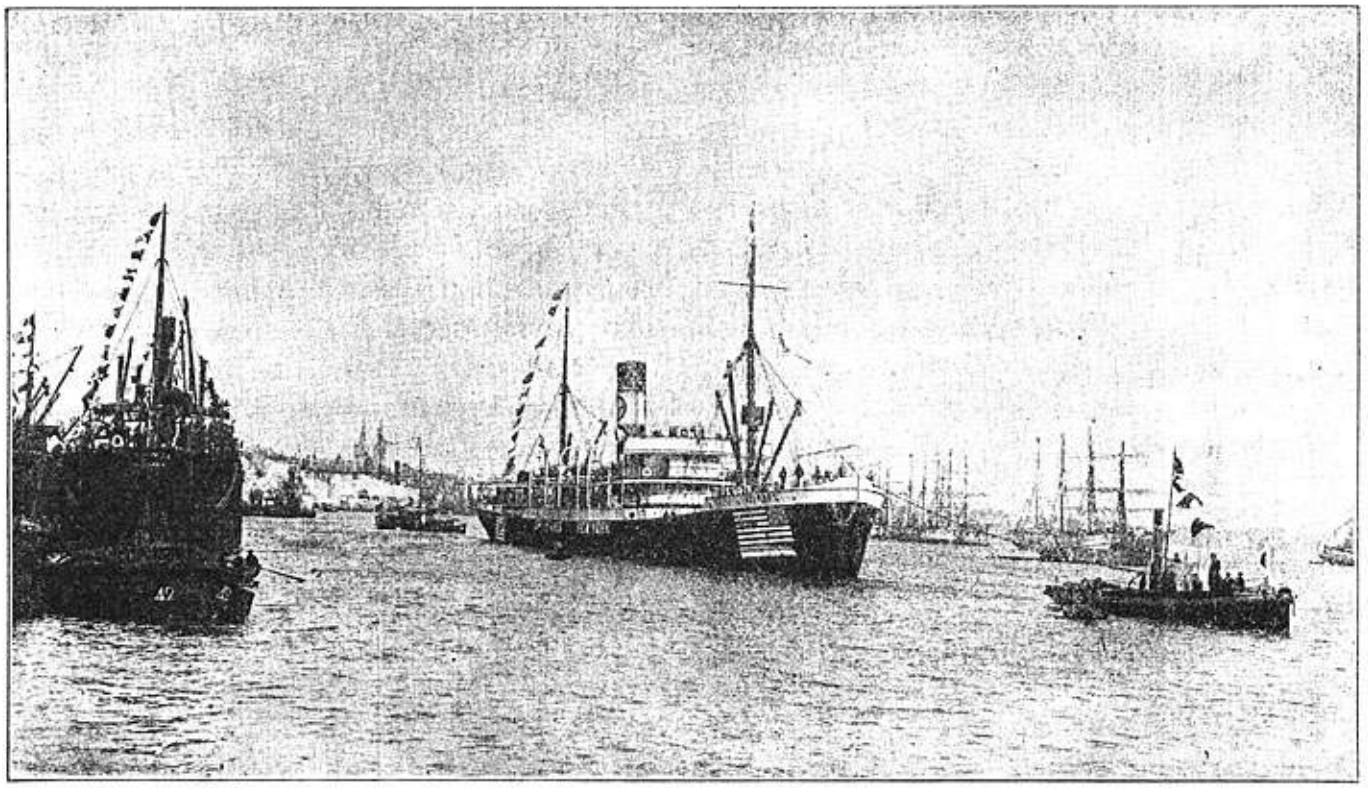
Oui, le commerce souffre, mais les sous-marins commencent à souffrir bien plus, car voilà le commerce qui lui-même se jette dans la lutte ; la « bergerie » donne des cornes ; la contre-offensive a commencé. Il ne s'agit plus de savoir si la navigation anglaise, celle des alliés et celle des neutres sera détruite. Le problème est résolu : un pourcentage d'un dixième de pertes environ sur le tonnage mondial ne peut décider de la partie en faveur de l'Allemagne. Non, il s'agit de savoir si la flotte sous-marine allemande tiendra la mer contre les mesures de défense et d'attaque qui la visent désormais.

Le sous-marin est traqué, lui qui traquait. C'est, précisément, à cette lutte que nous assistons durant les derniers mois de l'année 1917, décisifs dans le sens justement contraire à la solution prévue par le grand État-Major allemand. Le sous-marin tend déjà à renoncer à l'attaque au canon, trop périlleuse ; il en revient à l'attaque à la torpille, mais avec un succès moindre : sur 104 torpilles lancées, 66 seulement atteignent le but ; on devient plus réservé aussi quant aux attaques de nuit. Le sous-marin aveugle tâtonne trop dans les ténèbres ; oui, mais, le jour, il s'expose. En somme, le champ de l'attaque va se restreignant et se compliquant, tandis que les moyens de la défense se multiplient et se simplifient : la « cuirasse » prend décidément le dessus sur le « canon ».

Énumérons seulement, pour mémoire, ces moyens de défense d'une puissance et d'une ingéniosité infinie que Kipling a chantés en exaltant ce qui fut vraiment leur âme, la vigueur et l'endurance des populations maritimes anglaises et alliées. Les champs de mines, les filets, les épaves, les côtes non éclairées ont été, pour les commandants allemands, selon le mot de l'historien de la guerre navale, « des épreuves au milieu desquelles beaucoup se sont perdus » (1). Voici maintenant les actions directes, d'abord celles qui procèdent en masse et qui protègent, en quelque sorte, les routes de la mer : chemins repérés, routes patrouillées, convois escortés. Le convoi escorté, à la fois précédé par des torpilleurs, éclairé par des avions, renseigné par les ballons dirigeables ou les patrouilleurs munis d'un appareil Caquot, présente le maximum de sécurité par « la liaison des armes ». Selon la parole d'un des organisateurs de cette admirable tactique, « le système des convois escortés se caractérise par les avantages suivants : concentration des forces, meilleur rendement des moyens, secret des opérations, initiative des mouvements, manœuvre stratégique, manœuvre tactique, offensive et liaison des armes ».

Outre la défense par masse se développent la défense et l'attaque, soit individuelle, soit groupée. Le gibier se retourne et fait tête : à la guerre de pirates, on oppose la guerre de corsaire ; le vaisseau commercial s'arme et manœuvre. Nous ne pouvons qu'énumérer ces moyens nouveaux que le courage et la pratique avisée opposent à l'entreprise imaginative des Allemands : canons, filets, grenades, lance-bombes, torpilles, torpilles remorquées, mines, avions, ballons dirigeables, sous-marins, zigzags, T. S. F., camouflage, fumigènes ; la guerre de mines, à elle seule, en fonction du système du blocus, demanderait un exposé qui serait d'un puissant intérêt et qui donnerait une leçon de la plus haute importance pour l'avenir. Il faudrait relever aussi la tactique du bâtiment de commerce, la tactique de l'escorteur, la tactique des bâtiments pourvus d'appareil d'écoute, la tactique du bâtiment-piège, etc. Il y aurait à dire, surtout, la dépense d'intelligence, de volonté, d'esprit de discipline, d'endurance, de courage et d'abnégation, souvent anonymes, par quoi put se réaliser la contre-offensive victorieuse contre cette barbarie de la guerre sous-marine à outrance, la réduire à

(1) Lieutenant de vaisseau de RIVOYRE, *Histoire de la guerre navale 1914-1918*, p. 389. — Commandant CASTEX, *Revue maritime*, février 1920.



L'ARRIVÉE A BORDEAUX DU NAVIRE AMÉRICAIN *ORLÉANS*

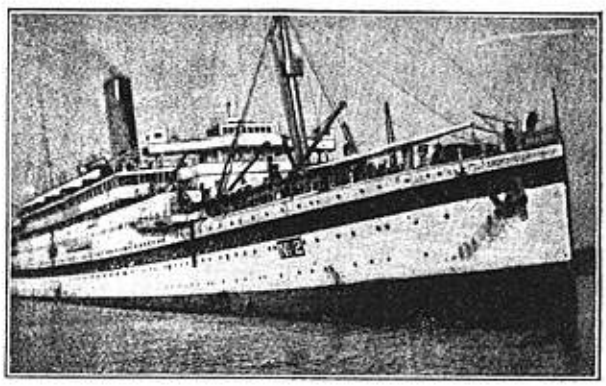
l'impuissance et finalement abolir son élan et briser sa foi en la victoire. Le diable fut pris à son propre piège.

Tout cela s'accomplit en ces durs mois d'accablement qui furent les dix derniers mois de l'année 1917.

Voici, maintenant, une rapide esquisse des faits de la guerre sur mer, de février 1917 à la grande offensive de 1918 : La guerre sous-marine à outrance coïncide avec la rupture notifiée par le président Wilson. L'Amérique arme aussitôt ses bateaux de commerce et se met à construire ; deux grands navires américains, l'*Orléans* et le *Rochester*, traversent l'Atlantique sans être attaqués, et c'est d'un bon augure. Mais voici les premiers effets de la nouvelle entreprise allemande qui se signalent par deux catastrophes : le contre-torpilleur français *Cassini* est englouti près de Bonifacio (28 février), le cuirassé d'escadre le *Danton* est perdu sur les côtes de Sardaigne (19 mars). De partout, arrivent des nouvelles graves : dès le 8 février, un sous-marin allemand « travaille » à l'embouchure de l'Adour ; la côte du comté de Kent est bombardée, des destroyers allemands pénètrent dans la Tamise, d'autres tentent de forcer le Pas de Calais ; le 26 mars, raid de torpilleurs sur Dunkerque. Torpillage du transport l'*Athos* (17 février), de six vapeurs hollandais (22), du navire-hôpital *Asturia* (92 victimes), du vapeur italien *Minas* ; ne parlons pas des chalutiers, des voiliers, de cette poussière navale qui disparaît et dont on ne sait plus de nouvelles.

En avril, les États-Unis ayant déclaré la guerre, la protection de l'Atlantique devient la grande affaire. L'amiral von Capelle a déclaré au Reichstag que l'importance de l'Amérique était égale à zéro, ce qui impliquait que pas un homme n'arriverait en Europe : le 12 avril, une conférence a lieu à Washington entre amiraux américains, anglais, français, pour régler le concours de la marine américaine. En même temps, le Brésil déclare la guerre à l'Allemagne et le Japon envoie une flottille de destroyers à Malte. On crée une direction générale des routes dans la Méditerranée ; dès le mois de mai, on organise les con-

vois dans la Manche et dans l'Océan. En Amérique, les bateaux allemands internés dans les ports sont saisis (600 000 tonnes). Avril et mai sont les mois les plus durs pour la défense, quoiqu'on commence à parler, sous le manteau, de nombreuses disparitions de sous-marins allemands. Le mois de février a coûté 500 000 tonneaux à la marine anglaise et le mois de mars 536 000 ; les pertes totales s'élèveront, pendant les huit derniers mois de 1917, à 4 689 700 tonnes ; ces chiffres paraissent énormes ; mais le tonnage mondial est de 40 millions de tonnes ; c'est donc un pourcentage de 10 p. 100, compensé en partie par les constructions neuves. Il faut entendre, à ce sujet, les claires explications données par l'amiral Lacaze dès le 25 mai, c'est-à-dire en pleine crise :



L'*ASTURIA*, BATEAU-HOPITAL ANGLAIS COULÉ PAR LES ALLEMANDS (92 VICTIMES)

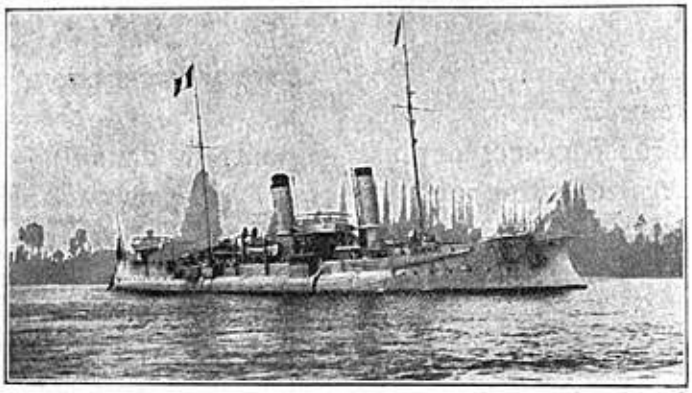
Nous avons perdu, nos alliés et nous, avant janvier 1917, 4 500 000 tonnes dont 1 700 000 par accidents de mer. Mais nous avons construit 4 402 000 tonneaux, et récupéré 990 000 tonnes sur les prises ; nous étions donc pour le tonnage au 1er janvier 1917, dans la même situation qu'au début de la guerre. Depuis cette date *jusqu'à fin avril*, nos alliés et nous avons perdu 2 500 000 tonnes. Si ces pertes se maintenaient, nous aurions, à la fin de l'année, déduction faite des récupérations possibles, perdu 4 millions à 4 millions et demi de tonnes sur un total de 40 millions. Peut-on vraiment croire que cette réduction serait de nature à nous empêcher de vivre?

Ces prévisions devaient se réaliser à la lettre ; dès le début de juin, on pouvait affirmer que, malgré des succès retentissants, la guerre sous-marine sans restriction ne gagnerait pas la guerre. L'Allemagne n'en garde pas moins une foi aveugle et elle fonce ; on sent partout la présence du sous-marin ; surtout en Méditerranée : l'Espagne, sous la pression des diplomaties alliées, interdit d'une manière absolue l'entrée de ses côtes aux sous-marins belligérants. En avril, 840 000 tonneaux sont coulés, en mai 570 000.

C'est le moment où l'Angleterre tend à une action combinée de sa flotte et de son armée dans la mer du Nord. Des engagements fréquents de destroyers ont lieu dans ces parages : les raids, soit par avions, soit par torpilleurs, sont réciproques, les Allemands multipliant les attaques sur Dunkerque, Douvres, Calais et les Anglais sur Ostende, Zeebrugge, Bruges. Londres est attaqué presque chaque semaine par des raids d'avions et de zeppelins qui détruisent des maisons, font de nombreuses victimes, — notamment raids du 15 juin, du 7 juillet, raid sur Harwich le 4 juillet, raid sur Southend et Margate le 12 août, sur Chatam le 3 septembre, et, ainsi de suite, presque journellement jusqu'à la fin de l'année 1917. Le 7 août, l'amiral Wemyss est nommé deuxième lord de l'Amirauté ; le 10 août, l'amiral Lacaze cède le portefeuille de la Marine à M. Chaumet. Une solide organisation de la défense contre le sous-marin est assurée dans la Méditerranée par la nomination de l'amiral anglais Calthrope et de l'amiral français Salaün.

Une fois la défense solidement organisée, la guerre sous-marine voit son action et son influence baisser ; la riposte devient bientôt plus forte que l'attaque. Le point culminant est en mai ; la courbe du tonnage détruit « pique une tête » à partir de cette date ; en septembre, elle est redescendue presque au niveau du mois de septembre précédent ; par contre, les sous-marins allemands disparaissent peu à peu : 118 sur 272 ont péri à la fin de l'année 1917; 53 seulement restent en croisière à cette époque. Malgré les pertes sensibles, ni le tonnage *vital*, ni le ravitaillement général, ni le

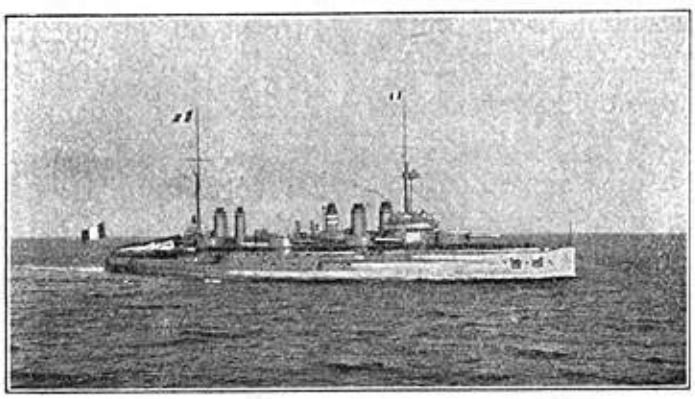
transport des troupes et du matériel américains n'ont souffert sérieusement. L'Amirauté britannique n'enregistrait que 615 navires coulés entre février et juillet. La construction neuve récupère plus de 50 p. 100 des pertes. Les États-Unis lanceront, en dix-huit mois, près de 7 millions de tonneaux, rétablissant, et bien au delà, l'équilibre. Le commandant de Rivoyre écrit avec beaucoup de justesse :



LE CONTRE-TORPILLEUR FRANÇAIS *CASSINI*
TORPILLÉ LE 28 FÉVRIER 1917

> En novembre, ce n'est plus le sous-marin allemand qui manœuvre, il est manœuvré ; les champs de mines ne lui laissent plus d'autre passage que le Skhager-Rak ; dérouté par les changements de direction imposés aux convois, il ne peut plus retrouver de but au large et doit se rapprocher des côtes où on lui rend la vie dure... Cette hésitation de l'ennemi en novembre, se retrouve en décembre ; dans toutes les mers, il se rapproche des côtes. Son effort est dispersé... Peu à peu les navires reparaissent sur les mers.

En décembre, un événement des plus graves se produit qui révèle l'état moral des marins allemands : une mutinerie se produit à Kiel à la suite de désignation pour le personnel des sous-marins. Le système de terreur anonyme, créée par le silence gardé sur les *étouffements* de sous-marins, porte ses fruits : le matelot allemand, préludant à la Révolution qui menace le régime, ne veut plus partir. En décembre, Persius et toute la presse allemande constatent que la fameuse guerre sous-marine, qui devait mettre l'Angleterre à merci en six semaines ou du moins en six mois, dure depuis onze mois et que l'Angleterre est plus forte que jamais sur la mer : « La flotte allemande ne peut atteindre aucun de ses buts de guerre. » Ceci pour Tirpitz. Erzberger triomphe : c'est lui qui a vu clair. Le 17 avril 1918, le secrétaire d'État von Capelle déclarera, enfin, à la Commission principale du Reichstag, que « la guerre sous-marine ne pourrait amener, en un temps déterminé, la fin de la guerre ».



LE CUIRASSÉ D'ESCADRE *DANTON*
TORPILLÉ LE 19 MARS 1917

Tirpitz s'en tire par une injure à son pays :

> Les mauvais instincts de notre peuple ont été surexcités par une mentalité délétère qui n'a rien d'allemand ; petit à petit, elle s'est installée souverainement chez nous ; actuellement, elle exerce partout son action et le germanisme ne paraît pas encore avoir assez de vigueur pour s'y opposer ;

et Ludendorff par une simple pantalonnade :

> A la fin de 1917, je pouvais compter sur l'opinion de l'Amirauté qui restait pleine d'espoirs (ce qui est faux ; elle se savait battue dès décembre 1917). Au reste, *j'étais devenu plus sceptique*, si bien que je dus faire intervenir dans mes calculs l'arrivée de nouvelles formations américaines, à partir du printemps de 1918.

L'intervention américaine n'était donc plus *égale à zéro*. Les prévisions allemandes craquaient de toutes parts et ces grands personnages militaires n'en affichaient que plus de morgue et plus d'orgueilleux pédantisme !

L'INTERVENTION AMÉRICAINE L'intervention prochaine de l'Amérique devenait, dans la pensée des gouvernants européens, le pivot de la guerre, et ce sentiment était

au fond du système politique de « l'attente » ; le danger eût été qu'un relâchement de l'énergie européenne s'ensuivît et qu'on laissât surprendre brusquement la victoire par un ennemi qui se trouvait subitement allégé de son effort sur le front oriental.

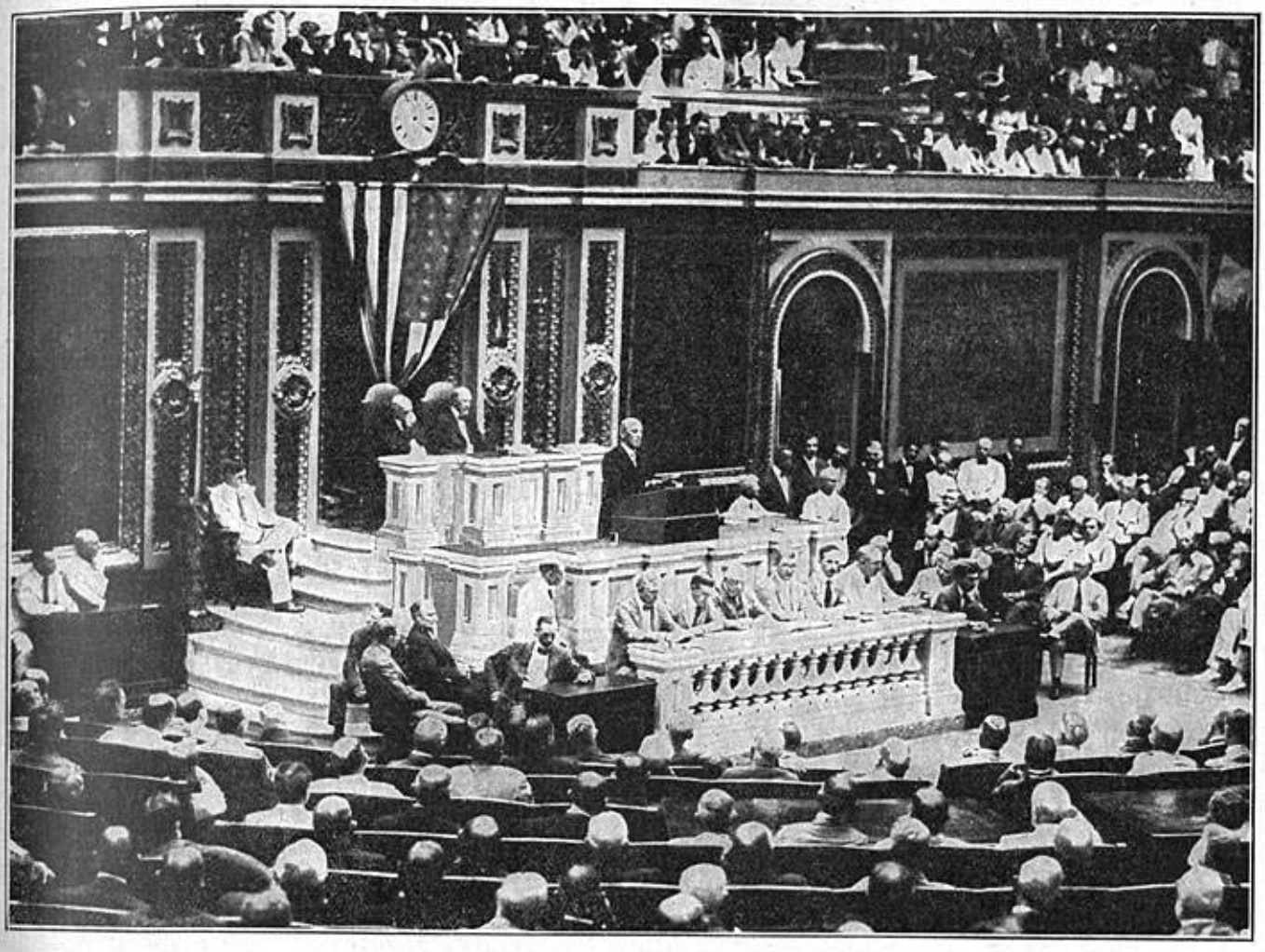
Certainement, l'Amérique se donnait pleinement à la guerre; mais, au début du moins, elle ne se pressait pas. Telle fut, sans doute, la faute principale commise par le président Wilson et qui eut, dans l'avenir, les conséquences les plus graves : de même que l'Angleterre, quand la catastrophe était déjà en perspective, s'était déclarée trop tard et, entretenant les illusions de Guillaume II, l'avait laissé s'enferrer dans la guerre, avant de se prononcer elle-même, de même les États-Unis avaient joué trop longtemps avec la guerre comme le chat avec la souris; le président Wilson avait manœuvré, en somme, comme s'il cherchait à se présenter à la dernière minute, comme *Deus ex machina*. Ce grand politicien mystique sentait planer sur lui une sorte de mission divine : mais il mit quelque temps à écouter ses voix. Il prit, d'abord, un faux départ, obéissant en cela, sans doute, à son tempérament propre, mais aussi à la position qu'il avait adoptée entre les partis en Amérique; c'est ce qu'il faut essayer d'expliquer (1).

M. Morton Fullerton a dit avec force que la première manifestation du président Wilson à propos de la guerre a été l'origine d'un grave malentendu entre les deux continents. Cette première manifestation fut le message au Sénat du 8 décembre 1914, par lequel le président conseillait énergiquement au peuple américain l'abstention et la neutralité ; non seulement l'abstention et la neutralité, mais l'*impartialité*. « — Messieurs, amis de tout le monde! » « Les États-Unis doivent rester neutres, écrivait le président, en fait comme en théorie ; il faut que nous demeurions impartiaux en pensée comme en action. » Le même président Wilson avait dit ce mot plein, hélas ! de suites et de conséquences fatales : « *Je ne pense, en ce moment, qu'à l'Amérique.* » Il avait écarté de ses préoccupations et de sa conscience les engagements de La Haye que le président Roosevelt, dans une campagne admirable, lui rappelait sans cesse comme une base d'action légitime et inévitable ; il n'avait pas tenu compte de la violation de la neutralité belge, ni du fait que les troupes allemandes avaient envahi les territoires belge et luxembourgeois contrairement à l'article III de ces engagements, signés par l'Amérique ; il avait fermé les yeux sur les affreuses violences qui avaient inauguré la nouvelle guerre mondiale ; il s'était renfermé dans « l'égoïsme sacré », prenant, comme directive de sa politique, « la conservation de nos vieux principes d'action », c'est-à-dire le « message d'adieux » de Washington, dans son interprétation la plus étroite, et la doctrine de Monroë en tant qu'elle entendait prévenir tout contact entre les affaires des deux continents.

« L'essence de la doctrine de Monroë, dit M. Morton Fullerton, c'est d'élever une protestation solennelle contre « l'atroce violation des droits des peuples par l'intervention de l'un d'eux dans les affaires intérieures d'un autre ». Cette explication essentielle élargit singulièrement l'interprétation habituelle, à savoir : « L'Amérique aux Américains ». La doctrine de Monroë est, au fond, un principe de propagande anti-interventionniste et anti-autocratique dirigé initialement contre l'Espagne, mais s'étendant à la plupart des peuples européens avec la crainte de se trouver entraîné dans les affaires compliquées de l'Europe.

Il faut ajouter, qu'en vue du développement de ce principe étroitement libéral, la doctrine de Monroë indique comme préférable une politique combinée entre l'Angleterre et les États-Unis,

(1) Il y a toute une littérature sur l'intervention américaine. Voir notamment : Lieutenant-colonel DE CHAMBRUN, *L'armée américaine dans le conflit européen* ; Lieutenant-colonel REQUIN, *La course de l'Amérique à la victoire*, 1919 ; André TARDIEU, *L'Amérique en armes*, 1919 ; Président WILSON, *Messages, discours, documents diplomatiques*, Bossard, 1919, 2 vol. ; Président WILSON, *Pourquoi nous sommes en guerre*, Id. ; Yves SÉBILLOT, *L'Intervention décisive*, 1919 ; Daniel HALÉVY, *Le président Wilson* ; Morton FULLERTON, *Les États-Unis et la guerre*, 1916 ; CHINARD, *La doctrine de l'américanisme*, etc.



LE MESSAGE PRÉSIDENTIEL

s'opposant aux autres puissances : en deux mots, les ambitions européennes tendent à la domination (exemple de l'Espagne) ; la politique anglo-saxonne seule tend à la liberté.

C'est donc sur cette conception pleine d'ambiguïté que s'appuie d'abord le président Wilson. Peut-être l'application de ce principe un peu abstrait comportait-elle une certaine part de calcul politique et de calcul personnel. Le président Wilson, tout en se réservant, se donnait à lui-même le temps d'accomplir son dessein secret et de dicter son *décalogue* à l'univers.

Il faut dire en deux mots ce qu'était, en 1914, le président Wilson : un élu de fraîche date, sorti d'un scrutin où le parti républicain, divisé entre les deux candidatures de Taft et de Roosevelt, s'était fait battre inopinément par le parti démocrate éloigné des affaires depuis de longues années. Le nouveau président n'avait obtenu, en fait, que 6 286 987 voix contre 8 737 295 ; il était l'élu d'une minorité. Voilà ce qu'il n'aurait jamais dû oublier et ce dont on aurait dû se souvenir.

Mais la nature impétueuse du président Wilson ne le portait pas à la modestie : il avait plutôt de sérieuses raisons de se considérer comme un homme providentiel. Sa fortune, en effet, avait été extraordinaire ; elle était due, certes, à sa valeur propre, à son originalité essentielle, à son courage, à son incontestable moralité au milieu d'un monde de politiciens affreusement corrompu. Mais cette fortune, précisément parce qu'elle était exceptionnelle,

se trouvait sans base solide. Tous les mérites du président étaient individuels dans le pays du groupement, de la « machine » et du « boss ». L'honnête homme, l'homme confiant en ses propres forces était d'autant plus exposé qu'il était plus haut.

LE PRÉSIDENT WILSON M. Woodrow Wilson, né en décembre 1856, d'origine irlandaise et écossaise, est un Celte, c'est-à-dire un homme de beau langage et de puissante imagination ; nourri dans les États du Sud, son enthousiasme est indescriptible quand il parle des hommes de l'Ouest. Pour lui, le « coureur des bois » est « l'Américain pur ». Wilson n'est pas du tout « Wall Street ». Et cette espèce de méconnaissance de l'Est, l'Est et Wall Street la lui rendront bien. De ces origines et de cette position une fois adoptée, il résulte que Wilson, dès le début, est en porte-à-faux. Il n'est pas bien assis sur le peuple américain tout entier : il est en porte-à-faux quand il se réclame d'une neutralité absolue qui soulève, contre lui, les amis de l'Angleterre et de la France, les politiques genre Roosevelt qui voient plus loin que lui et réclament une intervention immédiate ; il est encore en porte-à-faux lorsque, entraîné, poussé, bousculé, bravé même par la propagande allemande, il est obligé de sortir de son abstention et décide d'intervenir. Mais, alors, essayant de se mettre d'accord avec lui-même, il s'ingénie à régler le grand problème sur les données d'une sorte de mysticisme passionnel et professoral qui est le sien.

Voilà l'homme. Dans ce trait est le principe de la grande erreur dont le monde portera le poids pendant des siècles : le président Wilson pense, parle et agit comme un professeur. Son expérience s'est faite surtout dans les livres ; il croit à ce qui s'enseigne, à ce qui s'impose à des auditoires enclins à la passivité et à l'admiration. Fils de l'Université, il est devenu professeur et recteur, c'est toute sa carrière ; de l'université de Princeton — une des gloires de l'intellectualité américaine, — il a sauté, en enjambant le gouvernement de New-Jersey, jusqu'à la présidence. N'ayant guère eu le temps de conquérir une expérience pratique et diplomatique, son entourage, son personnel, son parti n'en ont pas davantage. Tout serait en l'air s'il n'y avait pas la vocation fatidique du président, dont sa vie quasi miraculeuse témoigne. Il est « appelé » en vue des grands événements qui vont se produire. N'est-ce pas lui qui a ressuscité le parti démocratique en sommeil depuis Cleveland?

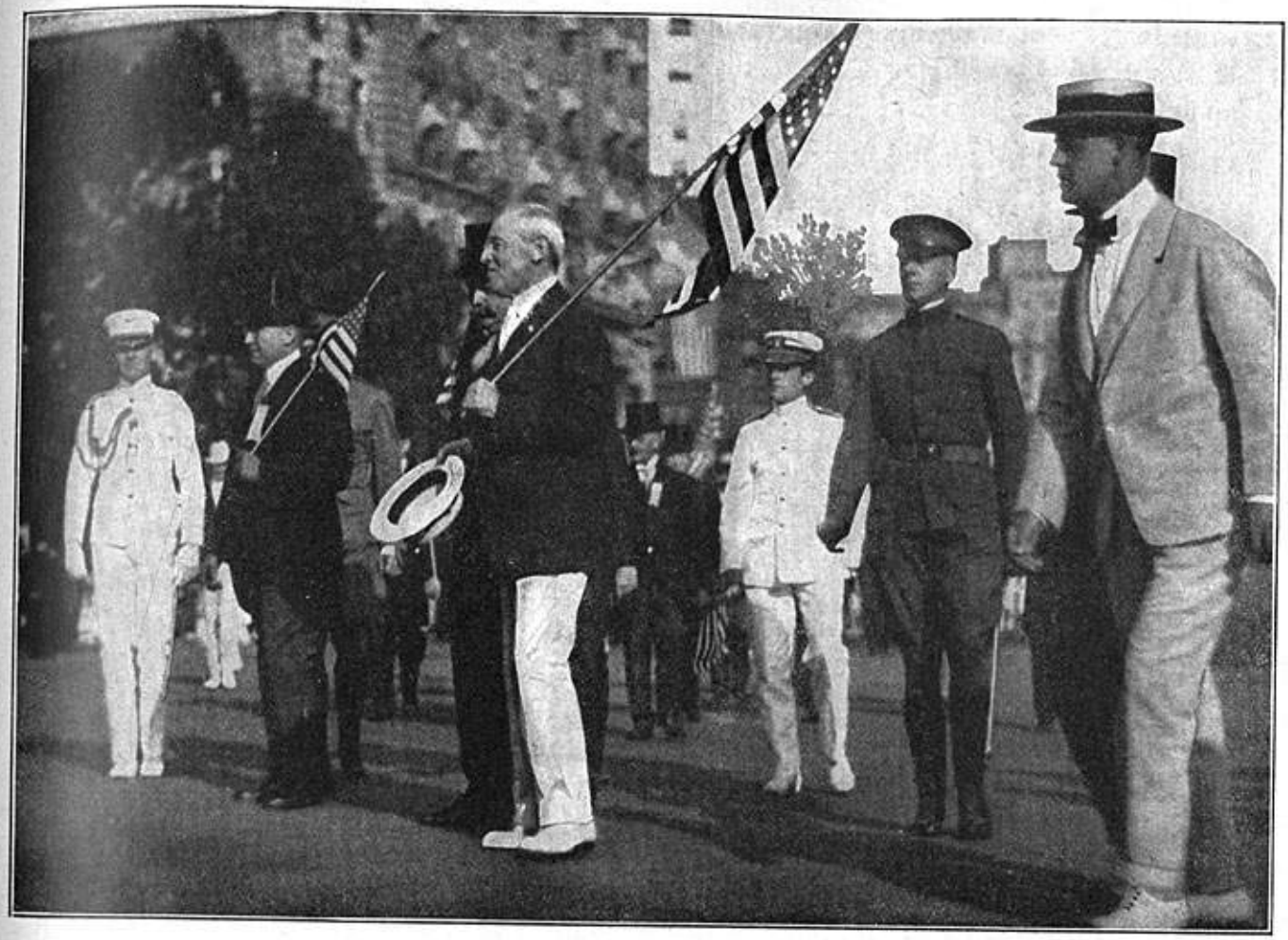
Une phrase du président Wilson au sujet de cet illustre prédécesseur, qui est comme un saint du parti, expose l'idéal que l'écrivain se traçait à lui-même :

> Il est clair, dit-il, que M. Cleveland a rendu un grand service au pays ; *son indépendance et la force singulière de sa volonté* ont fait apparaître, avec plus de clarté qu'en aucun temps, *le véritable caractère du gouvernement des États-Unis*. Il a été ce président que les auteurs de notre constitution ont vaguement conçu : plutôt qu'un homme de parti, *un homme*; et un homme doué d'une volonté qui lui soit propre, *plutôt qu'un associé des Chambres, un serviteur individuel du pays*, exerçant ses pouvoirs à la façon d'un premier magistrat *plutôt qu'à la manière d'un chef de parti*.

« Serviteur individuel », rien n'est plus clair. Wilson *ne s'associe pas* aux Chambres ; — elles ne s'associeront pas à lui.

Au point de vue de la phase de politique extérieure où se trouvaient engagés les États-Unis au moment où M. Wilson arrivait au pouvoir, on a cité aussi un important morceau de son *Histoire des États-Unis*, où il se montre, à la fois très averti de ce qui se passe, mais en garde contre la politique interventionniste qui est celle du parti républicain et, en particulier, du président Roosevelt ; il écrit à propos de la guerre de Cuba :

> Tout à coup et sans qu'il y ait eu préméditation, les États-Unis cessaient d'être absorbés par leur développement intérieur, ils se *détachaient de la politique d'isolement* suivie jusqu'alors par tous leurs hommes d'État et recommandée par le premier d'entre eux, Washington. Ils avaient acquis un empire colonial et pris la place *due à leur puissance dans le domaine de la politique internationale*... Un rapide instinct apprit aux hommes d'État américains qu'ils étaient parvenus *à un tournant dans le progrès*



LE PRÉSIDENT WILSON MARCHANT A LA TÊTE DE LA « CONSCRIT PARADE »
A WASHINGTON

de leur nation. Ayant développé ses propres ressources, la République commençait à conquérir les marchés du monde. Elle avait occupé son continent tout entier. Elle n'avait plus de frontières « pour satisfaire les pieds des jeunes gens » ; ces nouvelles frontières étendues vers les Indes et au lointain du Pacifique (Philippines) vinrent à elle comme suscitées par la nécessité même de *la nouvelle carrière qui s'ouvrait devant elle.* Le peuple accueillit, *avec un manque de sens critique très significatif,* les conséquences imprévues de la guerre et salua *avec un naïf enthousiasme* les conquêtes de sa flotte et de son armée.

Wilson, on le voit, n'ignore pas l'impérialisme américain. Il le caractérise, au contraire, en traits frappants. Mais il blâme son esprit matérialiste et annexionniste ; dans cette voie d'action à l'extérieur, il rêve quelque chose de plus haut et de plus abstrait, de plus idéal, il entrevoit un « impérialisme de principes », presque biblique, confié à l'Amérique par une sorte de mandat de droit divin.

Tout cela s'agite en cette personnalité insigne, abondante en chimères et de magnifique langage, quand l'Amérique se réveille en présence de l'ultimatum allemand : on somme la grande République soit de peser sur les ennemis de l'Allemagne pour les contraindre à la paix, soit de subir la guerre sous-marine sans restriction ; la propagande allemande prend à partie le président Wilson : troubles intérieurs, corruption du Parlement, hostilité mexicaine, menace japonaise, etc. L'heure du rêve est passée ; on est en présence de la réalité ; il faut se prononcer. A l'intérieur, une violente pression de l'Est, de Wall Street et du parti républicain pousse Wilson dans ses derniers retranchements, et bientôt des incidents comme ceux du *Lusitania,* du *Sussex,* etc., le mettent au pied du mur. Sa présidence touche à son terme ; il doit se sou-

mettre à la réélection : ou il se dérobera honteusement ou il remplira son rôle et sera l'homme de la « Mission » américaine.

Wilson se prononce et il se décide à prendre la seule position qu'il pouvait prendre : de la doctrine de Monroë, il tire la formule qui va devenir son acte de foi, applicable non seulement à lui-même et à l'Amérique, mais au monde entier : intervention *pour la liberté*. Foin de la vieille diplomatie et de la vieille politique, dans le ciel se lèvent des étoiles nouvelles. Ces principes — de linéament un peu incertain — plairont sans doute, d'abord, à l'âme américaine, elle-même peu préparée aux problèmes qui se débattent de l'autre côté de l'Océan. Ainsi s'explique le caractère plutôt terne et flou de la campagne oratoire engagée d'abord par le président Wilson en faveur des lois de préparation militaire.

Ainsi s'expliquent surtout les termes de sa première intervention, en janvier 1917, par laquelle Wilson se met spontanément sur le devant de la scène et propose sa médiation. Dans son discours au Sénat, explicatif de cette démarche, le président réclame encore « la paix sans victoire », le « droit fondé sur la force collective », la « liberté des mers ». Il n'y a guère de précis que la hautaine revendication individuelle : « Peut-être suis-je, dans le monde, la seule personne investie d'une haute autorité qui ait la liberté de parler et de tout dire. » Quand on est là avant l'action, que sera-ce après la victoire?

L'Allemagne n'a pas laissé au président le temps de la réflexion. Avertie, sans doute, de son dessein, elle l'a surpris en lui adressant le proposition d'ouvrir, par son intermédiaire, les négociations de la paix.

La « mission », cette fois, frappait à la porte du président Wilson. Elle venait en quelque sorte au-devant de lui. Les termes de cette note dévoilent toute la duplicité allemande ; la menace de guerre sous-marine, c'est la rupture. L'Amérique répond ; elle participera à la guerre auprès des puissances de l'Entente.

Nous entrons dans la seconde phase de la guerre, celle de l'action américaine, la phase des grands mérites et des grandes illusions du président Wilson ; nous voici arrivés, précisément, à ces derniers mois de l'année 1917, où les peuples de l'Entente sont en échec, où la Russie abandonne la partie, où la guerre sous-marine sévit, où il ne paraît plus rester d'autre issue que dans « l'attente » de l'Amérique. Et on l'attend, l'Amérique !

Jamais un tel rôle fut-il remis par la Providence à un pays et à un chef d'État? L'Amérique dispose de tout ce qu'il reste dans le monde de forces, de puissances et de richesses. Elle a les mains libres de tout engagement. La guerre, qui dure depuis près de quatre ans, a épuisé les deux adversaires ; cependant, la victoire penche du côté des puissances libérales : les aider, c'est couronner la cause la plus belle, la plus juste, la plus honorable ; et celui qui conclura la paix n'accomplira-t-il pas, précisément, la *mission* ? Cela n'est-il pas de logique et d'évidence suprême ?

L'Amérique déclare la guerre en 1917. La pensée du président Wilson et la pensée du peuple américain est que l'on fera tout ce qu'il faudra faire pour obtenir une victoire prompte et absolue. Mais, dans la réalité, les choses ne vont pas si vite ; elles ne dépendent pas d'une seule volonté. On avait pensé, d'abord, que l'appel des volontaires suffirait à constituer une armée de 500 000 hommes. Il faut en rabattre, car il y a un fort courant à remonter : les engagements volontaires ne donnent pas. Conclusion : pas de demi-mesures, puisqu'il s'agit d'une « mission », d'une croisade : le service obligatoire est voté ; il est mis en train au bout de six semaines.

Tout de même, le premier contingent de 500 000 hommes ne sera enrôlé que le 1er septembre, et il faudra encore le temps de l'éduquer, de l'entraîner. L'« attente » devra donc se prolonger au moins jusqu'en mai 1918, peut-être septembre.

Pendant ce temps, la volonté de vaincre s'affirmera et s'enracinera dans l'âme de ce peuple énergique. Toutes les races, quelle que soit leur origine, fusionnent dans les rangs de l'armée et,

malgré l'intense propagande allemande d'avant la déclaration de guerre, marchent derrière le drapeau étoilé. Ne donnons que les chiffres les plus frappants. La loi du 18 mai 1917 prévoit l'appel des hommes de vingt et un à trente ans, afin de constituer une armée de 2 500 000 hommes. Tous seront appelés à la date du 1er septembre 1918. L'armistice rendit inutile l'application d'une seconde loi qui, convoquant les recrues de dix-huit à quarante-cinq ans, supposait un appel de 300 000 hommes par mois.

Précisons l'incontestable effort : en octobre 1918, sur les 2 500 000 hommes enrôlés et instruits, 1 900 000 hommes avaient été transportés en France. L'artillerie (canons de 75 et de 155) étaient fournis par l'industrie française. M. Baker, ministre de la Guerre, avait mis en état, pour l'heure prévue, cette formidable machine.

L'effort naval est analogue. Les États-Unis ont construit 500 000 tonnes pendant les quatre premiers mois de 1918, au lieu de 133 000 tonnes en 1914. C'est, cependant, la flotte britannique qui assure le transport en Europe de l'armée américaine avec l'énorme matériel indispensable.

L'effort financier est celui qui peut paraître le plus facile à l'Amérique : car elle regorge de richesses. Mais elle fait les choses si largement que les sommes mises en mouvement dépassent tout ce que l'on avait pu imaginer. Le 14 avril 1917, la Chambre des Représentants a voté un crédit de 7 milliards de dollars, dont 3 milliards destinés aux Alliés. Les emprunts de guerre, souscrits par des prêteurs de plus en plus nombreux, montent à 19 milliards de dollars (100 milliards de francs). Les crédits consentis aux Alliés s'élevaient, à la fin d'avril 1919, à 9 milliards 200 millions de dollars, dont 2 milliards 750 millions à la France (1).

Inutile de donner les chiffres de l'effort industriel et de la production agricole. On a eu conscience, dès le début, que le ravitaillement américain pouvait seul sauver les populations européennes, tant éprouvées après quatre ans de guerre. Wilson avait prononcé la fameuse parole : « Le sort de la guerre et de la nation est entre les mains des fermiers. » M. Hoover, ministre du Ravitaillement, a reçu les pouvoirs les plus étendus. Le peuple américain consent à un rationnement des plus étroits pour soutenir les Alliés. C'est le moment où est votée la loi sur l'interdiction de la consommation de l'alcool.



CORTÈGE DE VOLONTAIRES A CHICAGO

Rappelons, du moins, ce qui fut fait au point de vue hospitalier : les Croix-Rouges américaines se multiplièrent avec une promptitude, une abondance de matériel, un luxe de dévoûment et d'esprit de sacrifice qui dépassa presque les besoins, quoique immenses. La charité américaine s'était entraînée avant la déclaration de guerre des États-Unis. Selon un mot qui eut un grand écho : « La bienfaisance avait fait le chemin de l'alliance ». Mais une fois l'alliance décidée, la bienfaisance, devenue officielle, ne connut plus de limite :

(1) *L'Intervention décisive*, par P.-Y. Sébillot, p. 142.

tous ceux que la guerre avait frappés, blessés, malades, veuves, orphelins, tuberculeux, etc., furent soulagés. L'Amérique fut alors une maîtresse incomparable dans l'ordre de la charité.

Le jour de la déclaration de guerre, M. Raymond Poincaré, président de la République française, avait adressé à M. Wilson, le télégramme suivant :

Au moment où, sous la généreuse inspiration de Votre Excellence, la grande République américaine, fidèle à son idéal et à sa tradition, s'apprête à défendre par les armes la cause de la justice et de la liberté, le peuple français tressaille d'une émotion fraternelle. Laissez-moi vous renouveler, monsieur le Président, en cette heure grave et solennelle, l'assurance des sentiments dont je vous ai récemment adressé le témoignage et qui trouve dans les circonstances présentes un accroissement de force et d'ardeur.

Je suis sûr d'exprimer la pensée de la France tout entière en vous disant, à vous et à la nation américaine la joie et la fierté que nous éprouvons à sentir nos cœurs battre, une fois encore, à l'unisson avec les vôtres. Cette guerre n'aurait pas eu sa signification totale si les États-Unis n'avaient pas été amenés par l'ennemi lui-même à y prendre part..

Dorénavant, il apparaît plus que jamais à tout esprit impartial que l'impérialisme allemand qui a voulu, qui a préparé et déclaré la guerre, avait conçu le rêve insensé d'établir son hégémonie sur le monde. Il n'a réussi qu'à révolter la conscience de l'humanité. Vous vous êtes fait devant l'Univers, en un langage inoubliable, l'éloquent interprète du droit outragé et de la civilisation menacée. Honneur à vous, monsieur le Président, et à votre noble pays.

Je vous prie de croire à mon amitié dévouée.

RAYMOND POINCARÉ.

Le 13 juin, le général Pershing, commandant en chef de l'armée américaine, arrivait à Paris. On installait à Saint-Nazaire tous les services de débarquement pour l'armée américaine et, peu à peu, les troupes vêtues de l'uniforme kaki, coiffées de la casquette plate, ceinturées et bottées de cuir fauve, débarquaient. Elles étaient transportées dans les camps d'instruction répartis sur toute la surface du pays. Celles qui étaient arrivées à un état d'entraînement suffisant gagnaient les camps établis à proximité du front et, en particulier, dans la région de l'Est.

Déjà les aviateurs et la légion américaine avaient montré l'exemple du sacrifice.

Donc, l'effort était immense. Mais encore une fois arriverait-il à temps? La grande armée américaine serait-elle entrée tout entière en ligne à l'heure prochaine l'Allemand ferait un effort désespéré pour enlever la victoire ?

LES QUATORZE PROPOSITIONS DU PRÉSIDENT WILSON

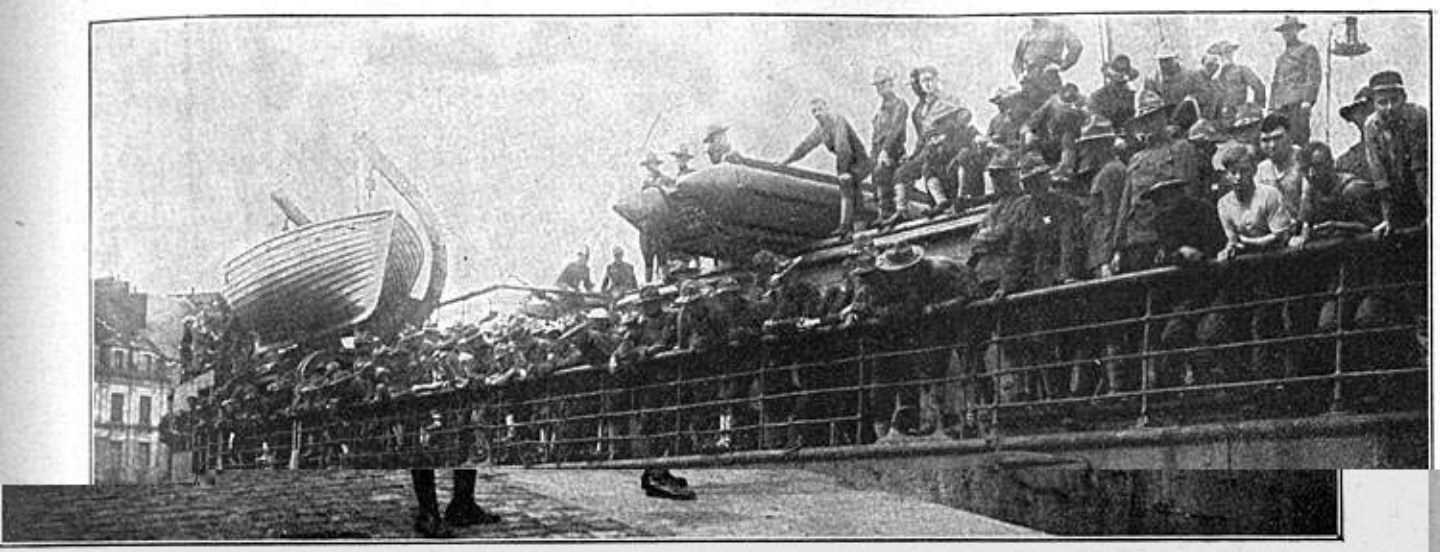
Cependant, le président Wilson sentait grandir le rôle pour lequel il était désigné. Peu à peu le dessein initial se précisait en lui et sortait des brumes du rêve pour descendre vers la réalité. D'abord, il commençait à renoncer à cet isolement où il s'était renfermé jusque-là. Dans sa déclaration du 6 février adressée au Congrès, il disait :

Je désire sentir que l'autorité et la puissance du Congrès m'appuient pour tout ce qu'il serait nécessaire que je fisse. Nous sommes, vous et moi, les serviteurs de la nation, et nous devons agir de concert et dans l'esprit de la nation, pour autant que nous puissions le deviner et l'interpréter.

Paroles d'union souvent renouvelées, mais qui, dans l'état des partis en Amérique, ne devaient pas être, jusqu'à la fin, entendues de tous.

Dans la déclaration du 2 avril, la pensée s'élève, s'élargit encore. Ce n'est plus seulement la destruction des vies humaines, des vies américaines qui est en cause, ce sont les droits de l'humanité libre, le droit des peuples à la liberté.

Messieurs les membres du Congrès, c'est une chose terrible que de conduire ce grand peuple pacifique à la guerre, à la plus effrayante et la plus désastreuse de toutes les guerres, à cette guerre dont la civilisation elle-même semble être l'enjeu. Mais le droit est plus précieux que la paix, et nous combattrons pour les biens qui ont toujours été les plus chers à nos cœurs, pour la démocratie, pour le droit de ceux qui, courbés sous l'autorité, doivent avoir enfin voix dans la conduite du gouvernement, pour les droits et les libertés des petites nations, pour que le règne universel du droit, fondé sur une entente libre entre les peuples libres, assure la paix et la sécurité à toutes les nations et *rende le monde lui-même enfin libre.*



ARRIVÉE A SAINT-NAZAIRE DES PREMIERS CONTINGENTS DE TROUPES AMÉRICAINES

C'est le vent de la croisade qui se lève. l anime les paroles adressées à la Russie évolutionnaire, le 9 juin 1917. Le prési- lent, bien mal averti, se félicite de cette xplosion redoutable, et c'est aux acteurs de e soulèvement catastrophique qu'il adresse es premières lignes de son programme de aix :

Ce programme doit s'inspirer d'un principe et ce principe est clair. Aucun peuple ne doit être contraint de vivre sous une souveraineté qu'il répudie. Aucun territoire ne peut changer de mains si ce n'est pour assurer à ceux qui l'habitent leur part équitable de bien-être et de liberté. Aucune contribution de guerre ne peut être réclamée en dehors de celles qui constituent le paiement de dommages incontestables. Aucun remaniement de pouvoir ne doit être réalisé, si ce n'est ceux qui assureront la future paix du monde, la future prospérité et le bonheur des peuples. Alors, les peuples, *enfin libres*, s'associeront en une ligue et organiseront une coopération sincère et pratique, pour constituer une force collective capable d'assurer la paix et la justice dans les relations internationales. La fraternité humaine deviendra autre chose qu'une expression belle mais creuse...

Cette fraternité humaine, les gens de Moscou allaient l'appliquer à leur manière.

Le président Wilson s'engage à fond dans la lutte. Cependant, l'élan même dont il fait preuve l'encourage à se tenir au-dessus de la mêlée : il voit au delà et plus loin.

Quand, en août 1917, il répond à la proposition du pape en faveur d'une paix de *statu quo ante*, il oppose à cette ouverture assez médiocre la hauteur des principes qui l'inspirent :

Le peuple américain a subi d'intolérables torts de la part du gouvernement impérial allemand, mais il ne désire aucune représaille contre le peuple allemand qui a lui-même souffert toute sorte de maux dans cette guerre qu'il n'a pas voulue. Le peuple américain a la conviction que cette paix doit reposer sur les droits des peuples, non sur les droits des gouvernements ; sur les droits des peuples, grands ou petits, faibles ou puissants, sur le même droit à la liberté, à la sécurité, à l'autonomie et à une participation, dans des conditions justes, aux avantages économiques du monde, les peuples allemands étant naturellement compris comme les autres, à la condition qu'ils se contentent de l'égalité sans rechercher la domination.

Cependant l'Amérique est engagée ; les troupes américaines ont débarqué en France ; demain, elles entreront dans la mêlée. Le Président sent que l'on ne se bat pas à coups de fraternité ; sans abandonner entièrement son terrain initial, celui de la doctrine de Monroë, il reconnaît enfin que les affaires de l'Europe intéressent l'Amérique, que l'on ne peut pas séparer par une cloison étanche les deux continents, et, s'il ne va pas jusqu'à se réclamer d'une sorte d'impérialisme américain, il est encore fidèle à sa doctrine en combattant l'impérialisme allemand, en tant qu'il contrecarre les formules économiques et les conceptions libérales anglo-saxonnes :

Prenez une carte et regardez. L'Allemagne a pleine autorité sur l'Autriche-Hongrie, elle a pratiquement tout pouvoir sur les États balkaniques, tout pouvoir sur la Turquie, tout pouvoir sur l'Asie Mineure. J'ai vu l'autre jour une carte où tout cela était fort justement indiqué par une tache noire, et la tache s'étendait de Hambourg à Bagdad, représentant la domination allemande installée au cœur même du monde...

Le danger est imminent ; mais le Président pense toujours qu'il dispose du moyen unique destiné à y parer :

Je suis convaincu que les idées libérales peuvent pénétrer dans les cœurs allemands et y recevoir un aussi bon accueil que dans les cœurs de tous les autres peuples ; seulement les idées libérales ne s'accordent pas avec les desseins des pangermanistes. La puissance des forces coalisées ne peut être déchaînée contre un peuple libre quand elle est entre les mains de peuples libres.

Donc, tout est prêt pour l'intervention préparée depuis près d'une année. La France et l'Angleterre ont soutenu le poids de la lutte pendant ces longs mois d'attente. L'Allemagne est libre sur le front oriental ; elle ramène ses divisions ; le duel suprême va s'engager.

Le président Wilson sent que son heure est enfin venue. Sa décision immanente est toujours une sorte d'arbitrage suprême ; avant la passe finale, il va dicter la justice et le droit. Et c'est alors qu'il fulmine les quatorze fameuses propositions *émanant de lui seul* et qui seront, à ses yeux, les tables de la loi de la paix : il les expose dans son DISCOURS AU CONGRÈS :

DISCOURS AU CONGRÈS POUR ASSURER LES CONDITIONS ESSENTIELLES DE LA PAIX QUE LES ÉTATS-UNIS POURRAIENT ACCEPTER. — 8 JANVIER 1918.

Le programme qui assurera la paix au monde, qui est notre programme, et ce programme, le seul possible selon nous, est le suivant :

1° Des conventions de paix connues de tous, préparées au grand jour, après lesquelles il n'y aura plus d'ententes particulières d'aucune sorte entre nations, mais seulement une diplomatie qui procédera toujours franchement et en vue de tous ;

2° Absolue liberté de navigation sur mer, en dehors des eaux territoriales, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix, excepté dans le cas où les mers seraient fermées totalement ou partiellement par une action internationale pour imposer le respect des conventions internationales ;

3° Suppression, dans toute la mesure du possible, des barrières économiques et égalité de traitement en matière commerciale pour toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour la maintenir ;

4° Échange de garanties efficaces pour que les armements de chaque nation soient réduits au minimum compatible avec la sécurité intérieure ;

5° Un règlement librement débattu, dans un esprit large et absolument impartial, de toutes les revendications coloniales, fondé sur ce principe rigoureusement observé que, pour résoudre les problèmes de souveraineté, les intérêts des populations en cause pèseront d'un même poids que les revendications équitables du gouvernement dont les titres sont examinés.

6° Evacuation du territoire russe tout entier et règlement de toutes questions concernant la Russie, qui assure la meilleure et la plus libre coopération de toutes les autres nations du monde, en vue de donner à la Russie la latitude de déterminer sans entraves ni obstacles, en pleine indépendance, son propre développement politique et son organisation nationale ; qui lui prépare aussi un accueil incidemment bienveillant dans la société des nations libres où elle entrera avec les institutions qu'elle aura elle-même choisies ; qui même lui assure mieux qu'un accueil bienveillant, qui lui vaille l'aide de toute sorte dont elle pourra avoir besoin et qu'elle pourra souhaiter. Le traitement accordé à la Russie par ses sœurs, les nations, au cours des mois qui vont suivre, sera la pierre de touche de leur bonne volonté, de leur compréhension des besoins de la Russie, et, abstraction faite de leurs propres intérêts, la preuve de leur sympathie intelligente et généreuse.

7° La Belgique — il n'y aura qu'un avis dans le monde sur ce point — doit être évacuée et restaurée, sans aucune tentative pour limiter l'indépendance dont elle jouit au même titre que toutes les autres nations libres. Aucun autre acte pris à part ne servira autant que celui-ci à rendre aux nations leur confiance dans les lois qu'elles



LE PRÉSIDENT WILSON ET SES MINISTRES

ont elles-mêmes établies et fixées pour présider à leurs mutuelles relations. Sans cet acte réparateur, tout l'édifice du droit international est à jamais ébranlé.

8° Le territoire de la France devra être totalement libéré et les portions envahies devront être restaurées ; le tort fait à la France par la Prusse en 1871 en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, tort qui a compromis la paix du monde pendant près de cinquante ans, doit être réparé, afin que la paix puisse être de nouveau assurée dans l'intérêt de tous.

9° Une rectification des frontières de l'Italie devra être opérée selon les lignes de démarcation clairement reconnaissables entre nationalités.

10° Aux peuples de l'Autriche-Hongrie, dont nous désirons sauvegarder et assurer la place parmi les nations, doit être accordée la plus grande latitude pour leur développement autonome.

12° Aux régions turques de l'Empire ottoman actuel, devra être assurée une souveraineté non contestée ; mais aux autres nationalités présentement soumises au joug turc, on devra garantir une sécurité absolue d'existence, la pleine possibilité d'un développement autonome et sans entraves ; les Dardanelles devront être ouvertes au libre passage des navires de commerce de toutes les nations, sous la protection de garanties internationales.

13° Un État polonais indépendant devra être créé qui s'étendra sur les territoires habités par les populations indiscutablement polonaises ; on lui assurera le libre accès à la mer ; son indépendance politique et économique, son intégrité territoriale devront être garanties par des conventions internationales.

14° Il faut qu'une association générale soit formée entre les nations, en vertu de conventions formelles, aux fins de procurer à tous les États, grands et petits également, des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale.

A ces quatorze propositions, le président Wilson ajoutait quelques considérations inspirées du haut sentiment idéal qui était le sien et il engageait sans réserve la politique et la foi de la démocratie américaine tout entière :

Maintenant, nous sommes certains de nous être exprimés en termes trop précis pour laisser subsister des doutes ou des incertitudes. Un principe évident domine tout le programme que j'ai esquissé. C'est le principe qui assure la justice à tous les peuples et à toutes les nationalités, qui proclame leur droit à vivre sur le pied d'égalité dans la liberté et la sécurité, à côté des autres nations, qu'ils soient forts ou faibles. Si ce principe n'en devient pas le fondement, l'édifice de la justice internationale s'effondre de toute part. *Le peuple des Etats-Unis ne peut, d'ailleurs, agir suivant un autre principe : à la défense de celui-ci, il est prêt à consacrer sa vie, son honneur, tout ce qu'il possède.*

Programme tout individuel, où la volonté et l'honneur du peuple américain étaient engagés, mais auquel nul gouvernement ou parlement n'avaient été appelés à collaborer, programme enthousiaste, jeune, ardent, émanant d'une autorité pleine de confiance en elle-même,

en sa moralité si haute, en ses intentions si pures, où le mysticisme et la doctrine se développaient à l'aise et sans souci des obstacles, dans un sentiment de haut puritanisme affranchi et distant. Nulle part, la question économique, qui était, sans doute, la cause principale de la guerre, n'était même abordée !

Cependant, Ludendorff traitait avec les Russes et leur imposait la paix de Brest-Litovsk; les armées allemandes ramenées sur le front occidental se préparaient à marcher sur Paris.

Et les armées américaines n'étaient pas là ! Cette nouvelle et terrible phase de la guerre allait s'ouvrir avant leur entrée en ligne !...

BAGDAD ET JÉRUSALEM. ÉCROULEMENT DE LA TURQUIE

L'année 1917 offre partout ces alternatives, ces indécisions qui rendent l'issue encore incertaine : tandis que les adversaires, se mesurant du regard, perdent leur sang par toutes leurs blessures, ils ne savent qui des deux a reçu le coup mortel. La guerre sous-marine ne s'est pas prononcée ; le front occidental est dans l'attente ; le front italien a fléchi ; le front russe s'écroule. Par contre, l'Autriche chancelle, et la Turquie touche à l'épuisement ; au loin, l'Amérique se lève, mais elle n'est pas prête. Les yeux sont tournés vers l'Orient.

Nous avons essayé d'indiquer toute l'importance que le front d'Orient présentait au point de vue de l'issue décisive de la guerre. Par là, le bloc des Empires centraux était pris à revers ; par là, s'il n'était pas trop tard, la Russie pouvait être soutenue ; par là, le plus faible des deux Empires alliés, l'Autriche-Hongrie pouvait être frappée au cœur. La guerre portée en Orient, c'était le véritable « encerclement », la grande circonvallation qui devait enserrer finalement les vastes territoires germaniques.

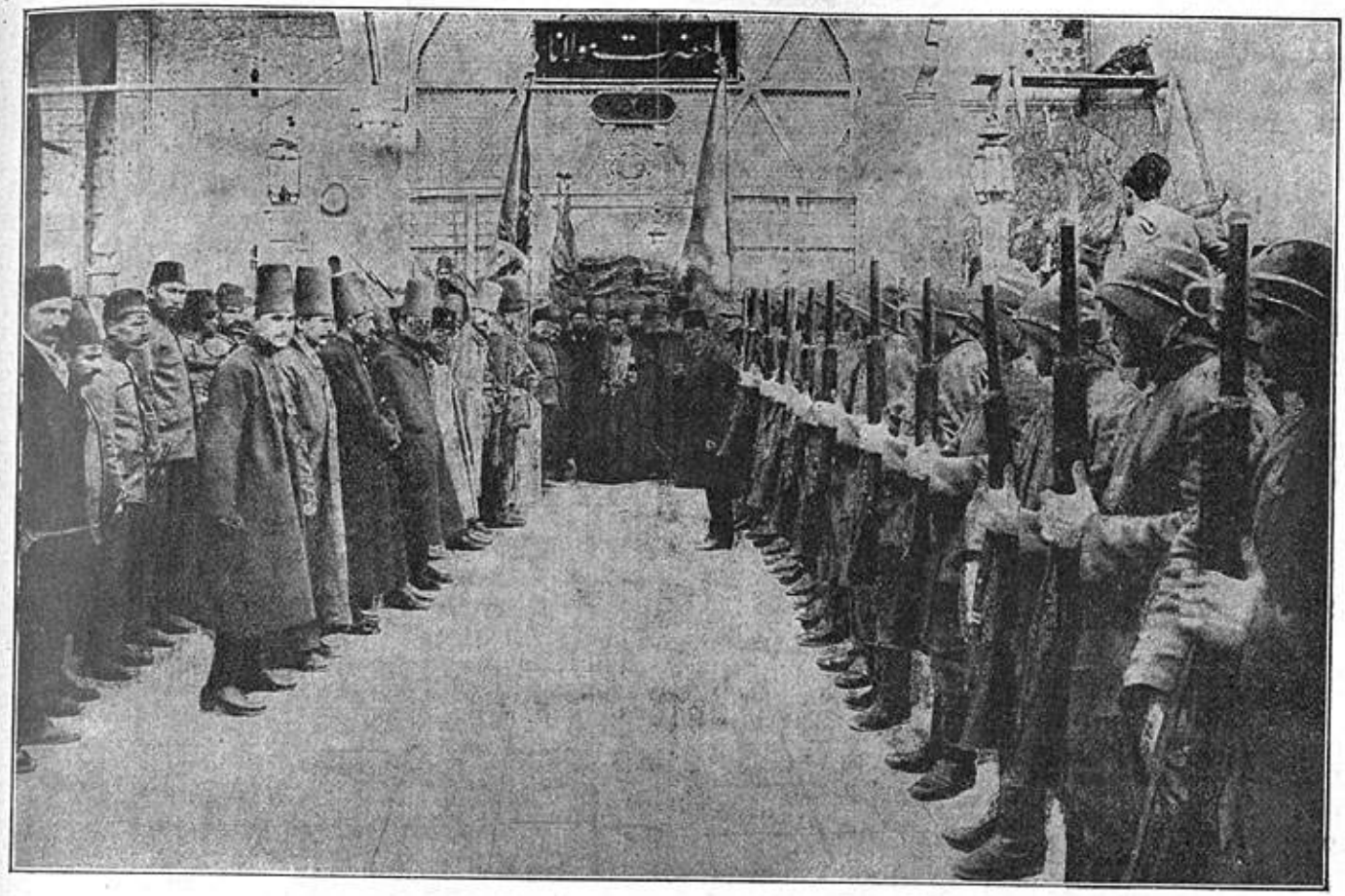
L'Allemagne avait, d'ailleurs, pris les devants. Dès 1913, elle avait tenté de mettre la main sur la force militaire turque par l'envoi de la mission Liman von Sanders, qui avait, comme on le sait, soulevé, de la part de l'Europe, et en particulier de la part de la Russie, une si vive opposition. L'ambassadeur allemand à Constantinople, Wangenheim, en préparant ce coup hardi, dévoilait les ambitions de son pays et leur objectif mondial : viser l'Angleterre au cœur par une menace directe sur l'Égypte par le canal de Suez et sur l'Empire des Indes par le chemin de fer de Bagdad. La lettre que l'ambassadeur adressait à l'Empereur, pour faire la proposition, ne cachait pas le caractère spécialement anti-anglais de la mesure ; elle disait, en propres termes : « Il n'y aurait pas de meilleur contrepoids à l'influence britannique qui s'est développée depuis que les Anglais ont été chargés des réformes administratives (1). »

Puisque le double objectif était les Indes et l'Égypte, c'était sur la route de l'Égypte et sur la route des Indes que l'Allemagne devait porter les principales forces de son alliée, une fois qu'elles auraient été préparées par ses soins.

Quand la Turquie eut décidé de prendre part à la guerre, son rôle était tout indiqué : elle devenait l'instrument de cette politique à longue portée. La diversion russe en Transcaucasie, la diversion anglo-française aux Dardanelles n'avaient été que des incidents, et quand ces deux tentatives eurent été réduites à l'impuissance, l'une par l'échec de l'entreprise des Détroits et l'autre par l'effondrement de la Russie, il ne resta plus qu'à reprendre le dessein originaire. Tel fut le plan général suggéré à la Turquie par ses alliés au printemps de 1917.

Seulement, les positions n'étaient plus ce qu'elles étaient au début. Les armées turques, décimées par la guerre, par les maladies, par la famine, par la lassitude des luttes stériles et par l'infériorité du haut commandement, avaient perdu ce qu'elles avaient pu avoir de qualités offensives. Capables, peut-être, de tenir encore derrière de solides retranchements, elles n'avaient rien de ce qu'il fallait

(1) Lettre du baron de Wangenheim publiée dans LIMAN VON SANDERS, *Cinq ans en Turquie*, traduction Mabille, p. 10.



LES DERVICHES PARTENT POUR LA GUERRE SAINTE

pour renouveler, soit en Asie, soit en Afrique, les exploits d'Alexandre le Grand. Ajoutons que la discorde s'était installée entre les alliés, à Constantinople et dans les camps. Si l'empereur Guillaume et les deux Dioscures du haut État-major faisaient encore confiance aux chefs du Gouvernement jeune-turc Enver, Djemal, Talaat, les généraux allemands vivant sur les lieux, et notamment Liman von Sanders, les jugeaient avec une sévérité implacable et *juste* ; ils refusaient de collaborer plus longtemps avec ces politiciens orgueilleux et brouillons et avaient sans cesse la démission à la main. Depuis que les Empires du Centre, affolés par le succès de la grande offensive de Broussiloff, avaient sollicité l'envoi de renforts turcs, l'orgueil des chefs de la jeune Turquie ne se contenait plus ; ils se considéraient comme les arbitres de la guerre. Et c'était, justement, l'heure où l'on faisait appel à leur intervention, en leur montrant à la fois la route de l'Égypte et la route des Indes !

Que valait l'armée turque à la fin de 1916, c'est-à-dire au moment où ces grands desseins touchaient à leur réalisation? Le mieux est de laisser parler le chef de la mission allemande :

> Pour quiconque apprécie nettement l'ensemble de la situation en 1916, la Turquie n'était plus, à cette époque, — et peut-être même déjà auparavant, — en état d'assurer la défense de ses frontières et de son propre territoire. Le jour où la Turquie crut devoir fournir de l'aide au dehors, alors qu'elle n'était pas capable de suffire à ses propres besoins, elle fit fausse route. A partir de ce moment, les troupes turques qui restèrent dans le pays figurèrent surtout sur le papier, mais sans constituer des unités vraiment capables de combattre... Aux divisions que l'on expédiait, on distribuait les meilleurs vêtements et tous les objets d'équipement au détriment du reste de l'armée. Elles furent portées à l'effectif complet, et même, par l'adjonction de troupes de réserve, au delà de cet effectif. Par contre, la situation des unités restées en Turquie ainsi que leur qualité ne cessaient de s'amoindrir. Un ordre du ministre de la Guerre prescrivait

que les meilleurs officiers et les meilleurs soldats devaient être envoyés en Europe. Ainsi, la valeur du matériel humain diminua dans des proportions considérables chez les troupes maintenues en Turquie. Dans les régiments d'infanterie, l'âge des soldats, au mois d'août 1916, variait entre seize et cinquante ans.

Il n'était guère possible de maintenir, chez les officiers turcs, le goût du travail ; car les hommes qu'ils avaient sous leurs ordres leur étaient enlevés au fur et à mesure. Ils avaient, d'ailleurs, à lutter contre les difficultés les plus rudimentaires. Pour n'en donner qu'un exemple, je cite le début d'un télégramme que j'adressai, le 14 mars 1916, de Balikésir au ministre de la Guerre turc : « J'ai vu aujourd'hui le dépôt de cette garnison. Son effectif dépasse 8 000 hommes, mais il n'existe que 1 500 fusils de différents modèles ; pas une cartouchière ; une grande partie des hommes qui ont des fusils n'ont ni sabre, ni baïonnette. »

Et le tableau s'assombrit encore si on examine l'état des habillements, des approvisionnements, de l'armement, des moyens de transport, etc., etc. On laissait tout aller à vau-l'eau avec cette insouciance et ces habitudes de gabegie inhérentes à toute administration turque.

Et c'était avec ces éléments usés et délabrés qu'il s'agissait de monter la très difficile entreprise d'une double expédition sur les Indes et sur l'Égypte, contre la plus riche et la mieux organisée des puissances du monde, l'Angleterre ! Il y avait là, de la part du haut commandement allemand, un comble d'orgueil dans l'aveuglement qui transparaît d'ailleurs à chaque ligne des *Mémoires* d'Hindenburg et des *Souvenirs* de Ludendorff et qui ne s'explique que par un autre passage du livre de Liman von Sanders :

En face de mes propres affirmations, il n'est pas sans importance de mentionner le télégramme que deux officiers supérieurs allemands, qui voyageaient avec Enver sur le front oriental turc, adressèrent au printemps 1916 au G. Q. G. allemand. Ils déclarent que la situation militaire de la Turquie n'avait jamais été aussi favorable et ils estimaient les ressources du pays inépuisables.

Le haut commandement, ainsi renseigné et ainsi rassuré par des complaisants, fermait les oreilles aux protestations de son homme de confiance, et il lançait la Turquie dans le double risque pour une campagne d'hiver 1917-18.

L'affaire fut montée sous le vocable légendaire et presque religieux de *Ilderim* (Éclair). Ce mot, emprunté aux souvenirs de l'époque où Bonaparte était en Égypte, désignait énigmatiquement le mystérieux dessein que l'on avait en vue, soit Bagdad, soit le canal de Suez. « Dans l'idée des auteurs du plan *Ilderim*, cette entreprise devait revêtir le caractère d'un coup de théâtre survenant après la perte de Bagdad. A la tête de l'organisation nouvelle, on plaça l'ancien ministre de la Guerre prussien, depuis lors successivement chef d'État-major général et commandant d'armée en Roumanie, le général von Falkenhayn. »

On considérait donc cela comme une opération de très haute portée. Falkenhayn était à Constantinople le 7 mai pour la mettre sur pied. L'auteur du plan était le plénipotentiaire militaire allemand à Constantinople. On commença à agglomérer des troupes, à réunir les moyens de transport, à accumuler les ressources de toute nature. La machine devait être formidable et d'une puissance, en quelque sorte, irrésistible.

En attendant que la saison fût propice, on se contentait d'entretenir le foyer en Mésopotamie. Déjà le contact était perdu entre les troupes anglaises et les troupes russes, par suite de la révolution bolcheviste. Les Anglais s'avançaient lentement au nord de Bagdad occupée par eux, comme nous l'avons dit, dans la nuit du 10 au 11 mars. L'armée turque, après un tel échec, avait dû se replier sur le Tigre jusqu'à Samarra et sur l'Euphrate jusqu'à Felloudja.

Le but de *Ilderim* était, d'abord, de reprendre Bagdad. La préparation se prolongea durant tout l'été de 1917 ; les Anglais, naturellement, furent avertis. Pour détourner le coup, ils hâtèrent, de leur côté, l'exécution du grand projet qu'ils avaient conçu eux-mêmes de l'invasion de la Palestine et ils n'eurent pas de peine à prendre les devants. Si bien que, pour répondre à l'offensive anglaise, dès l'automne de 1917, *Ilderim* fut



TROUPES TURQUES DEVANT JÉRUSALEM

transformé, soudain, en une campagne défensive en Palestine.

Voyons, maintenant, les choses du côté britannique.

L'ANGLETERRE SUR LE CANAL DE SUEZ ET EN PALESTINE

Tout ce que l'Angleterre pouvait apporter de force, d'autorité et de prévoyance à l'un des fronts de la guerre, en dehors de ce front occidental qui défendait le cœur même de l'Empire, elle le dépensa pour la campagne du canal de Suez et de la Palestine. Avant tout, défendre le canal, artère jugulaire de l'Empire ! Cette nécessité avait pour suite inéluctable la conquête des territoires asiatiques destinés à couvrir le canal et à ouvrir sur ce continent le corridor qui deviendrait, un jour, le débouché des Indes sur la Méditerranée par la Mésopotamie, la Palestine et Jaffa. Ainsi, deux grandes idées impérialistes se trouvaient accrochées, en quelque sorte, par la prévoyance britannique à la grande guerre européenne. Tandis qu'on se battait en Flandre et en Champagne pour protéger Paris et Londres, — qui ne pouvaient être, de toutes façons, que les enjeux momentanés de la guerre, — l'Angleterre montait, dans une sorte de mystère, les grandes entreprises lointaines destinées à lui assurer les bénéfices permanents. Le sort de deux continents, l'Afrique et l'Asie, se décidait à Ypres et au Chemin des Dames.

Pour arriver à un tel résultat, des sacrifices immenses étaient nécessaires. La difficulté consistait à pouvoir atteindre l'ennemi. L'Empire turc en Asie était protégé, de tous côtés, par des frontières désertiques. Franchir ces déserts, c'était le problème. « L'opération,

a dit le général Allenby lui-même, concernait beaucoup plus le ravitaillement que la manœuvre. »

Nous avons dit les efforts alternatifs qui s'étaient produits, de part et d'autre, pour enjamber, au cours des premières années de la guerre, le désert d'El Tih, qui sépare la Palestine méridionale de l'Égypte.

A partir de 1915, le haut commandement anglais, qui a repoussé définitivement une expédition turque, se rend compte qu'il ne peut réaliser ses desseins que s'il rend le désert « franchissable ».

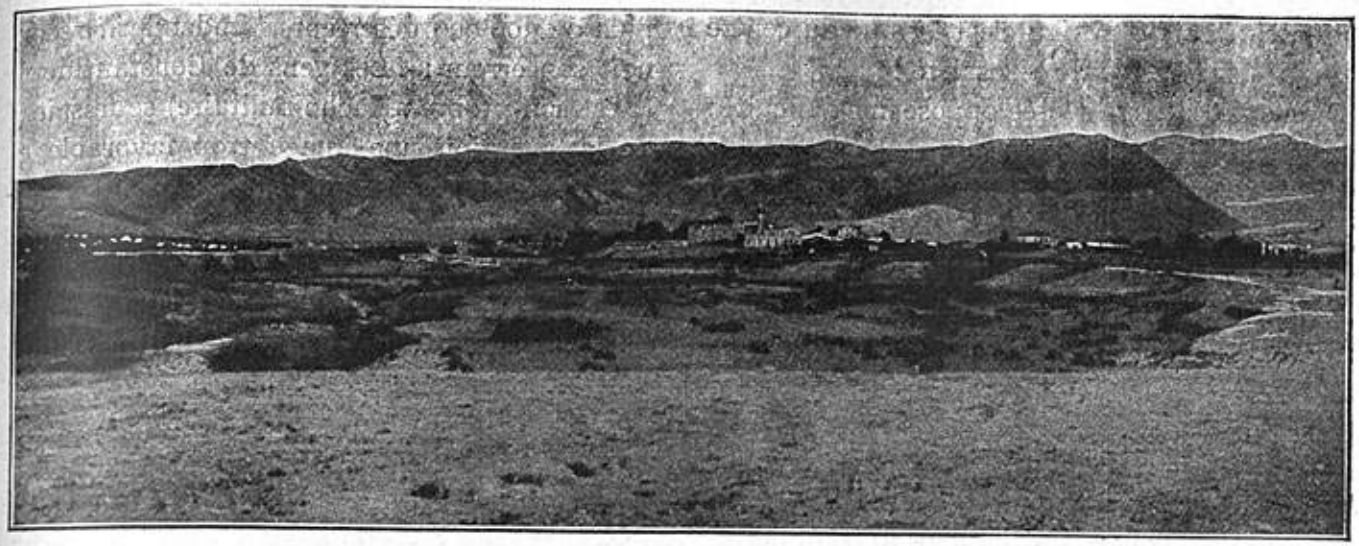
Alors commence une de ces entreprises gigantesques qui furent le trait principal de cette guerre aux puissantes conceptions mécaniques : on domptera le désert. On le domptera en lui imposant ce qui, précisément, lui manque : l'eau et la route. El Arich sur le littoral, abordable par conséquent à la puissance anglaise, devient la base de la première étape d'une route qui vise le Sinaï. Quant à l'eau, le Nil la fournira. Ayant conçu le dessein, le gouvernement anglais le confie à ses troupes coloniales, indiennes d'abord puis Anzacs, et aussi à ses hommes de Yeomanry, troupes peu utilisables sur le front occidental, mais qui apportent ici un élément solide et, pour la plus grande partie, robuste et acclimaté. Le travail préparatoire s'achève en avril 1916 : 160 kilomètres de chaussée ; 200 de pipe-line qui apporteront partout jusqu'au front mobile les eaux du Nil filtrées ; 300 kilomètres de rail. Et nous ne disons pas ce qu'il a fallu d'énergie et de volonté pour faire, d'El Arich, un port égal aux plus grands ports européens, pour arracher au Sinaï le pétrole qui servira de combustible, pour entraîner hommes et chevaux à l'habitude de la soif, pour apprendre aux chameaux à ne pas crier et pour apprendre aux 100 000 fellahs à se contenter d'un oignon, comme les Hébreux soumis à l'ancienne domination des Pharaons. On fit face à tout avec une rapidité d'exécution inconcevable. Le 9 janvier 1917, les forces turco-allemandes étaient chassées *par la route* hors du territoire égyptien (1).

L'hiver commença mal. L'armée qui a dû pénétrer en Palestine ne reçoit plus d'eau : il faut pousser les travaux au pipe-line. Et puis l'ennemi s'est fortement consolidé sur le front de Gaza, en appuyant sa gauche en un point solide à l'orée de la montagne, Bir-Seba. Un système de tranchées soigneusement aménagé barre la route de Jérusalem : derrière des positions fortifiées, l'armée turque, peu nombreuse, 20 000 à 25 000 hommes, mais bien armée, bien commandée par les états-majors allemands, retrouve ses qualités de courage et d'endurance ; trois bataillons allemands sont placés aux endroits les plus exposés ; Kress von Kressenstein commande sous les ordres de Falkenhayn, dont le quartier général est à Alep.

Le général Murray, commandant l'armée anglaise, ayant sous ses ordres le général Dobell et sir Philippe Chetwode, le brillant chef de sa cavalerie, décide d'attaquer et de forcer la ligne le 26 mars. L'attaque ne réussit pas. C'est à recommencer : on recommence le 17 avril. On ne réussit pas. C'est à reprendre. Sir Archibald Murray est remplacé par le général Allenby. L'Angleterre envoie ce qu'elle a de meilleur. Allenby, ardent, expérimenté, soldat de choix, de la Marne et d'Ypres, a l'expérience et le sens de la guerre.

L'été est consacré à une nouvelle préparation et mise au point. On s'est renforcé de part et d'autre. « Kress von Kressenstein, en Idumée, commande, au mois d'octobre 1917, 68 bataillons et 20 escadrons armés de 312 pièces d'artillerie et 526 mitrailleuses. Presque tous les canons lourds sont servis par des Allemands et les Autrichiens manœuvrent les pièces aériennes. Cette armée est répartie en trois groupes principaux, dont l'un défend les alentours de Gaza ; un autre, qui forme le centre, s'appuie sur le massif de Keoukah ; le troisième, à l'extrême-gauche, occupe Bir-

(1) Voy. le très intéressant article de M. Stiénon, *La Conquête de la Palestine*, dans *Revue des Deux Mondes*, numéro du 1er janvier 1918 ; et le rapport du général Murray *London Gazette*, novembre 1917.



LA VALLÉE DU JOURDAN, PRÈS DE JÉRICHO. — CAMP TURC, (*à gauche*).

Seba et les environs » (1). Djemal Pacha, irrité de voir le commandement entre les mains allemandes, avait demandé à être relevé et était revenu à Constantinople se consacrer à ses fonctions de ministre de la Marine.

Le général Allenby a, sur l'armée ennemie, une supériorité en effectifs et en matériel écrasante. L'*Egyptian expeditionnary Force* (E. E. F.) est une machine formidable. On y a adjoint un *détachement français de Palestine et de Syrie* (D. F. P. S.) sous les ordres du colonel de Piépape et un petit corps italien commandé par le major Agostino. L'*Intelligence* britannique n'ignore rien de l'état lamentable de l'adversaire (2).

Le général Allenby, qui dispose d'une belle et nombreuse cavalerie, a conçu un plan très ingénieux et très hardi : c'est de prendre à revers les tranchées turques en lançant sa cavalerie à l'est de Bir-Seba, de façon à déboucher par la plaine d'Hébron droit sur Jérusalem. Mais, pour cacher ce mouvement et retenir les armées turques sur place, on attaquera simultanément les lignes de Gaza.

Dans la nuit du 30 au 31 octobre, le mouvement est déclenché. Le général Chauvel et la cavalerie des Anzacs occupent la route d'Hébron ; le pivot de Bir-Seba est tourné et bientôt, pressé de face, il cède. Kress apprend qu'il est également tourné à droite, tandis que l'aviation anglaise bombarde Caïffa et les voies ferrées. Entraîné par la panique, il cède partout. Gaza est pris ; ce qu'il restait d'armée du Sultan prend la fuite.

Allenby a eu, d'abord, le coup d'œil ; il a maintenant la résolution et la ténacité. Après la droite, la gauche s'ébranle : le 17 novembre,

(1) STIÉNON, *loc. cit.*, p. 202.
(2) Voy. Comte R. DE GONTAUT-BIRON, *Comment la France s'est installée en Syrie*, p. 38.



INFANTERIE TURQUE A JÉRUSALEM.

Jaffa est occupé. Enfin, c'est le tour du centre qui a pour objectif Jérusalem !

Mais ici, la terre sacrée oppose une difficulté: pas de combats, pas d'effusion de sang, à l'approche des sanctuaires. Les Turcs se sont fortifiés devant la ville, sur le mont des Oliviers; des renforts arrivent par la route de Jéricho. Le général se sert encore de sa cavalerie et recourt à sa manœuvre favorite, le mouvement tournant. La cavalerie, projetée en avant par l'est, menace par derrière les communications des troupes laissées à la défense de Jérusalem. Kress von Kressenstein donne l'ordre de l'évacuation. Après un combat de faubourgs, le maire de la ville, dans la matinée du 9 décembre, arbore le drapeau blanc. A midi, le général Allenby, ayant à sa droite M. Georges Picot, représentant le gouvernement français, et le colonel Piépape, à sa gauche le major Agostino, fait son entrée solennelle dans la ville. Une compagnie du 155e d'infanterie territoriale, seule infanterie métropolitaine française jointe au corps expéditionnaire, reçoit la garde du Saint-Sépulcre.

L'occupation de Jérusalem eut, dans le monde chrétien, un immense retentissement. Il semblait que Dieu lui-même se prononçât. L'armée turque fut frappée de panique : elle reflua en désordre vers le nord ; on commençait à entrevoir comme possible la prise de Damas et d'Alexandrette. Le centre de la domination turque serait frappé en Asie Mineure et jusqu'à Mossoul. Le monde arabe s'est soulevé au Hedjaz et il est dans la main de l'Angleterre. La « cavalerie de Saint-Georges », elle aussi, a manœuvré.

La prise de Jérusalem, doublant celle de Bagdad, ébranle l'Asie Mineure jusque dans ses profondeurs. Le grand plan conçu par l'Angleterre est en voie de réalisation. Contrairement au fastueux dessein de Guillaume, la route des Indes est ouverte, mais elle est ouverte au profit de l'Angleterre qui débouche désormais, à travers le continent, sur les ports de la Palestine. C'est le moment où Liman von Sanders écrit que l'armée turque compte plus de 300 000 déserteurs. Ludendorff reconnaît son erreur : « Les gens de Constantinople (c'est son propre attaché militaire) se faisaient de la situation une image trop favorable et la transmettaient telle quelle au Grand Quartier général. » Celui-ci la recevait comme on la lui livrait et, malgré les avis réitérés de Liman von Sanders, on avait persévéré dans un optimisme absurde. Maintenant, il fallait s'incliner devant la réalité. Liman von Sanders est appelé au commandant du front de Palestine et entreprend de lutter sur la ligne Kaïffa-Nazareth-Lac de Génézareth : mais cette base de retraite est à peine organisée. On ne galvanise pas un cadavre.

BREST-LITOVSK. LA PAIX DES SOVIETS

Le haut commandement allemand n'avait plus à se faire d'illusion au sujet des résultats de la guerre sur les fronts éloignés. La Turquie était hors de combat et la grande entreprise sur les Indes et sur l'Egypte était coulée à fond. La conquête partielle de la Roumanie était loin de rapporter les ressources, les vivres et les richesses diverses qu'on avait escomptés ; tout au plus, matière à négociation ; nous allons voir que le traité sommaire, qui allait être conclu au printemps de 1918, était, en somme, peu de chose. L'offensive sur l'Italie était arrêtée : elle n'avait pas même remis sur pied l'Autriche, et l'Italie écartait toute idée de paix séparée. La guerre sous-marine ne donnait pas non plus les résultats attendus et, par contre, le blocus exerçait, sur le moral allemand, de terribles ravages. On arrivait donc à cette conclusion : ou qu'il fallait signer une paix dite de « conciliation », c'est-à-dire une paix de vaincus, ou qu'il fallait remporter une victoire décisive sur le front occidental.

Le premier système était encore celui de Czernin. Il déclarait hautement que l'Autriche n'en pouvait plus et qu'elle ne passerait plus un hiver dans la guerre. Il était prêt à faire, pour obtenir la paix, tous les sacrifices nécessaires, dans l'espoir qu'il sauverait l'Empire



TROUPES TURQUES RETRAITANT DE JÉRUSALEM SUR JAFFA

austro-hongrois. Mais le Grand Quartier général allemand ne pouvait se faire à cette idée. Il ne voulait considérer ni ses échecs successifs, ni la lassitude du peuple allemand et de ses alliés, ni les perspectives effrayantes de la prochaine intervention américaine. Comme aux premiers jours de la guerre, il croyait à la victoire mystique de l'Allemagne en raison de la supériorité de son commandement militaire, de ses cadres, de son administration, sans se dire que toutes ces valeurs avaient été mises à l'épreuve, qu'elles n'avaient pas rendu ce sur quoi l'on comptait, et, qu'en tout cas, elles étaient diminuées et émaciées jusqu'à s'effondrer au premier choc.

Entre les deux systèmes, une sorte de combinaison intermédiaire parut soudain possible : ce fut de traiter d'abord avec la Russie des Soviets sur la base nominale de la paix « sans indemnité et sans annexion », mais d'arracher à un peuple désarmé et anarchisé des concessions territoriales suffisantes pour compenser celles qui seraient certainement imposées d'autre part. Cette négociation pouvait être, au début du moins, abandonnée à la direction de Czernin : on aurait cette condescendance pour lui et on le traînerait dans les lenteurs de la négociation jusqu'au jour où se déclencherait la lutte à outrance, — c'est-à-dire une année encore.

De toutes façons, on verrait clair dans les intentions et la force des Soviets. S'ils concluaient la paix à laquelle on pensait, c'est qu'on n'avait plus rien à craindre d'eux. L'Autriche, une fois rassurée de ce côté et maintenue *volens nolens* dans l'alliance, on pourrait porter toutes les forces allemandes sur le front occidental et là, arracher, avant l'intervention américaine, cette victoire décisive qui était la suprême pensée de Ludendorff et de son chef obéissant, le maréchal Hindenburg.

C'était un risque. Mais il fallait le courir:

car on n'avait plus d'autre chance. Sinon, c'était la catastrophe tout de suite avec les responsabilités de la défaite incombant au Grand Quartier général. Il est vrai que si la chance était contraire, et si la dernière tentative militaire n'aboutissait qu'à une défaite plus décisive, les responsabilités militaires paraîtraient plus lourdes encore, puisque les grands chefs marchaient, en somme, contre le sentiment public, en prolongeant la guerre. De cela, aussi, on était parfaitement conscient. Mais l'on se disait que l'on gagnerait le temps nécessaire pour manier, une fois de plus, l'opinion allemande si crédule et qu'en arguant de ce sentiment pacifiste trop caractérisé, on rejetterait sur lui, s'il y avait lieu, la responsabilité suprême.

L'esprit prodigieusement complexe de Ludendorff et de son État-Major s'aiguillèrent donc dans ce sens : risquer et se dégager tout à la fois. Ces gens n'étaient pas pour les solutions simples. Sur ces différentes positions prises dès le mois de juillet 1917, nous ne pourrions être aussi affirmatif si nous n'avions le témoignage des intéressés, à savoir du Gouvernement allemand, de Ludendorff, de Czernin et d'Erzberger, celui-ci jouant dans toute cette partie le rôle de *tertius gaudens* d'abord et de bouc émissaire pour finir.

Sur l'opinion du Gouvernement allemand, résultant de la mise au point pénible des volontés tyranniques de Ludendorff et des objections embarrassées des chanceliers successifs (le Bavarois Hertling devenant au début de novembre le successeur de l'ineffable Michaëlis), nous avons le texte de la lettre de Guillaume II à Hindenburg datée de décembre 1917. Voici, d'après l'annexe officielle jointe à cette lettre, le passage relatif aux négociations avec les Soviets ; toute la fourberie et l'incohérence allemandes s'y découvrent pleinement :

A l'égard de la Russie, le problème à résoudre est extrêmement difficile. Nous devons établir *de bonnes relations politiques et économiques avec la nouvelle Russie* (la Russie des Soviets! *signé* GUILLAUME), libérer complètement nos arrières au point de vue militaire, *tout en détachant de l'ancienne Russie d'importants territoires dont nous ferons de véritables bastions pour notre frontière.* (Ici, l'incohérence : comment supposer de bonnes relations politiques et économiques avec un pays qu'on démembre en vue d'un résultat uniquement stratégique dirigé contre lui?) On aurait pu atteindre ce but par l'annexion pure et simple de ces territoires ; car, après tout, nous sommes vainqueurs, et notre supériorité militaire nous permet d'imposer notre volonté à la Russie. Mais c'eût été empêcher, du moins pour les premiers temps, toute relation passable avec la Russie. Nous aurions, d'autre part, défavorablement déplacé le centre de gravité de notre population. Nous aurions trouvé chez nous une opposition si forte que l'annexion eût été impossible (Par conséquent, en opposition avec l'opinion allemande, elle-même) : on ne peut se passer de l'assentiment des Chambres. Il n'y avait donc plus qu'à atteindre le but cherché, *sans annexer de territoires.* A cet effet, il était d'abord nécessaire d'amener les Russes à négocier avec nous et nos alliés, sans tenir compte de leurs propres alliés. Force était donc de briser officiellement l'Entente pour conclure une paix séparée avec la Russie. A ce premier but était destinée la déclaration du 25 décembre, PUR STRATAGÈME *dans la lutte politique engagée dans l'Est* (1).

Contre cette déclaration-*stratagème*, les deux chefs militaires protestèrent, quoiqu'elle eût été rédigée à Kreuznach après avoir été délibérée et débattue avec eux, selon les termes exprès du document officiel. De toute évidence et grâce à ce subterfuge, la politique de l'État-Major s'opposait, dès lors, à celle des « civils », tout en les conduisant par la main.

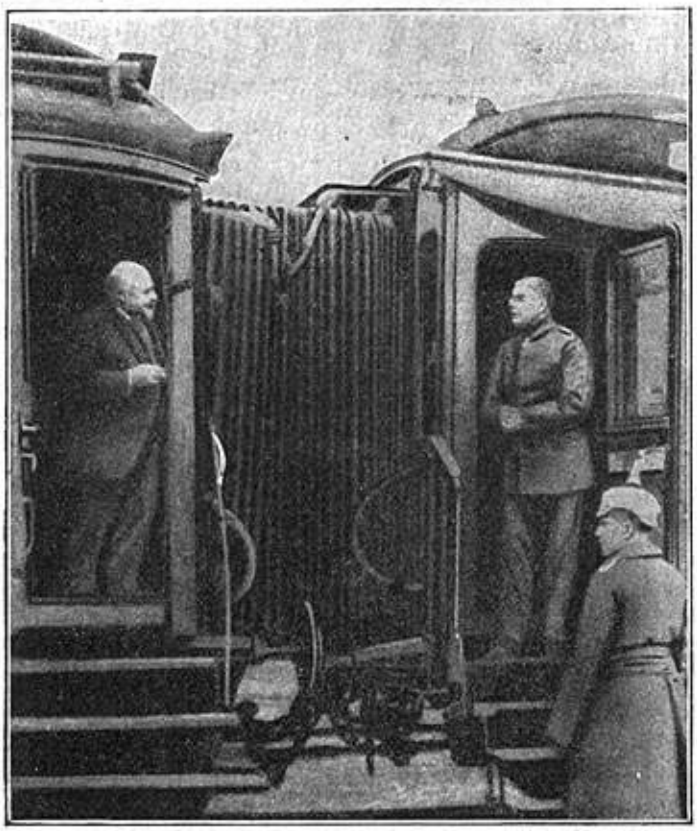
On leur laissait les faiblesses et on faisait étalage, à leur détriment, d'une vigueur feinte : autre double jeu et qui résulte de la note de Ludendorff, écrite par lui en vue de la Conférence de Hambourg du 13 février 1918. Cette note a pour objet de *lier* l'affaire de la négociation russe à la préparation de la grande offensive. C'est le fin du fin de la pensée de l'État-Major :

C'est à moi, écrit le vaniteux général, qu'il appartient de fournir les données du problème au maréchal qui les soumettra à la décision de Sa Majesté. Inutile, je pense, de donner l'assurance que, *plus que tout autre*, j'ai conscience de la grandeur de cette mission. Elle n'arrivera à une fin heureuse que si le commandement a

(1) *Documents du G. Q. G. allemand* (annexes aux *Mémoires* de Ludendorff), t. I, p. 260.

sa pleine liberté d'action et si on utilise jusqu'au dernier homme pour dénoncer la crise. Le soldat doit être animé de l'esprit que donnent l'amour pour l'Empereur et Roi, la confiance dans la force du commandement et dans la grandeur de la Patrie. Ces facteurs moraux ne doivent pas être sous-estimés : ils sont à la base des plus nobles actions. (C'est toujours la *victoire mystique*, et quelles que soient les contingences.)

L'offensive dans l'Ouest sera une lutte formidable. Ne comptons pas sur une entreprise pareille à celle de Galicie ou d'Italie. *Elle sera dure, mais elle sera victorieuse si rien ne vient gêner le chef de l'Etat-Major de l'armée en campagne dans ses projets et dans ses mesures d'exécution...* Il faut donc à tout prix se libérer du front russe. Jusqu'à présent, dix-sept divisions doivent être laissées sur le front russe de la part de la volonté de l'Empereur. C'est trop... Seule une opération ou un traité peuvent nous permettre de voir clair. Si nous n'agissons pas, la situation reste obscure. Nos troupes restent accrochées dans l'Est et nous nous exposons aux plus graves inconvénients... Si nous agissons, nous renforçons notre position vis-à-vis de l'Entente, nous asseyons la paix en Ukraine, nous obtenons la paix avec la Roumanie, nous assurons notre position en Lithuanie et en Courlande. Nous renforçons notre situation militaire par la prise de possession de Dünabourg et du territoire balte, nous donnons peut-être le coup de grâce aux bolchevistes, nous améliorons aussi notre situation à l'intérieur ainsi que celle des meilleurs milieux russes, nous pouvons libérer des forces importantes dans l'Est ; nous employons toute notre vigueur morale et militaire à la grande bataille que Sa Majesté a ordonnée dans l'Ouest... Je prie donc très humblement Votre Majesté de ne plus laisser entraver la conduite des opérations par des considérations politiques et de rendre au commandement son indépendance du début de la guerre et d'avant l'armistice (1)...



EN ROUTE POUR BREST-LITOVSK
LE GÉNÉRAL ALLEMAND HOFFMANN S'ENTRETIENT AVEC HAKKI-PACHA, AMBASSADEUR TURC A BERLIN.

Que de miracles promis ! Mais, que de conditions posées ! Aussi combien peu se sont réalisés ! La note, monument d'infatuation, donne, en tout cas et très nettement, la position prise par le haut Quartier général, contre tout le monde — et même contre la destinée.

Voici, maintenant, la position de Czernin. Dès qu'il avait connu les exigences du grand État-Major allemand par la lettre que lui avait adressée le chancelier Michaëlis au mois de juillet 1917, Czernin avait répondu nettement (19 août) :

... Que le point de vue allemand dans la question belge lui paraissait absolument faux ; car, jamais l'Entente et la Belgique ne s'accommoderaient à ces conditions, et il y voyait un sérieux obstacle à la paix.. « J'insistai, écrit-il encore une fois, sur ce qui je me tenais au même point de vue que le Reichstag de demander une paix sans annexions ni compensations... Il ne s'agissait pas de savoir si nous voulions continuer à combattre, mais si nous pouvions, et il était de mon devoir de l'avertir à temps qu'il fallait que nous en arrivions à terminer la guerre. »

Et il traitait alors, comme il le raconte lui-même, les émissaires de l'État-Major allemand :

Je me rappelle, dit-il, qu'une fois, un représentant de cette presse vint à Vienne pour me développer les conditions dans lesquelles le parti pro-allemand était prêt à conclure la paix : annexion de la Belgique, d'une partie de la France orientale (Longwy et Briey), de la Courlande, de la Lithuanie ; livraison de la flotte anglaise à l'Allemagne et je ne sais combien de milliards d'indemnité de guerre, etc., etc. Je reçus ce monsieur en présence de l'ambassadeur von Wiesner et tous les deux nous eûmes l'impression que ce cas relevait de la médecine mentale. Entre les idées du chancelier Michaëlis et les nôtres, il y avait un abîme (1).

(1) *Documents*, t. I, p. 270.

(1) D. CZERNIN, *In Weltkrieg*, p. 223.

Cet abîme allait-il jusqu'à disjoindre l'alliance et écarter à jamais les deux politiques, voilà le point précis où Czernin n'osa jamais se prononcer, ce qui le faisait toujours retomber finalement sous la coupe du Grand Quartier général allemand malgré ses claires vues de l'avenir qui attendait son pays et ses velléités d'indépendance.

Les événements de Russie le rendaient plus hésitant encore. Quoiqu'il fût averti que la Bulgarie préparait sous main sa paix séparée, il n'osait pas s'engager, lui aussi, dans cette voie et se contentait d'essayer de pêcher en eau trouble et de tendre mélancoliquement l'hameçon auquel il espérait toujours que les puissances de l'Entente se laisseraient prendre. Disons tout de suite, qu'une fois son jeu démasqué, il découvrit lui-même le fond de sa pensée : « Quand, écrit-il, venant d'ailleurs de source non officielle (il s'agit des négociations Sixte de Parme et Armand-Revertera), l'impression fut répandue à Londres et à Paris que nous abandonnions l'Allemagne, *nous sabotâmes nous-mêmes l'effort pour une paix générale :* car il eût été évidemment trop aisé, pour l'Angleterre, le jeu qui eût consisté à isoler l'Allemagne, « l'ennemi principal ».

En attendant, il ne restait à Czernin qu'une carte à jouer, celle d'une négociation *victorieuse* du côté russe. Mais l'Allemagne se laisserait-elle arracher cette carte au bénéfice de l'Autriche? On laisserait, sans doute, Czernin aborder le débat avec sa fameuse et illusoire formule empruntée aux Bolchevistes : « La paix sans annexion ni indemnité ! » Seulement, à l'heure opportune, on taperait sur la table pour obtenir à la fois des annexions et des indemnités.

Laissons, maintenant, la parole à Erzberger, puisque c'est lui qui, finalement, reprendra le fil. Voici donc son récit :

Les informations officielles au sujet de la nouvelle révolution par le Congrès des ouvriers et des soldats parvinrent à Berlin le 10 novembre 1917. Le nouveau gouvernement de Lénine avait l'intention d'entrer, d'abord, en pourparlers avec les représentants des partis de la majorité du Reichstag, puis il renonça et proposa des négociations directes de gouvernement à gouvernement qui furent entamées par les parlementaires dès la fin du mois de novembre et assurèrent, malgré les protestations de l'Entente, la conclusion de l'armistice. Les nouveaux dirigeants de la Russie partaient de cette idée que la paix générale devait être conclue au plus tôt.

Le 20 décembre, tous les chefs de parti eurent un entretien avec le chancelier. Kuhlmann avait été choisi comme unique négociateur. Il développa le programme. Le G. Q. G. ne devait envoyer à Brest-Litovsk, lieu des négociations, qu'un seul délégué. Chacune des puissances alliées négocierait à part avec la Russie (ce qui enlevait la direction des négociations à Czernin) pour amener l'Ouest à un procédé analogue (c'est-à-dire de « paix séparées »; (on voit que le G. Q. G. prenait, d'avance, ses dispositions pour avoir le dernier mot). Les conditions de paix allemandes (c'est-à-dire les premières propositions, celles qui servaient au *stratagème*) étaient les suivantes :

Droit à la libre disposition d'eux-mêmes pour les Polonais, les Lithuaniens et les Courlandais. Le gouvernement russe était déjà informé que les représentations nationales de ces pays s'étaient séparées de la Russie. L'Allemagne ne reconnaîtrait l'indépendance de la Finlande, de l'Ukraine, du Caucase et de la Sibérie que si le gouvernement russe la reconnaissait lui-même (c'était le démembrement en douceur).

Reprise des relations commerciales régulières avec prolongation de l'ancien traité de commerce, d'abord pour trois ans. (Ne pas oublier que le refus de la Russie de renouveler ce traité de commerce avait été, pour l'Allemagne, une des causes principales de la guerre.)

Suppression de toute législation de guerre (autrement dit, désarmement de la Russie).

Échange de prisonniers de guerre.

Renonciation réciproque à toute indemnité de guerre(1).

C'est sur ces données ambiguës que la politique allemande, tiraillée entre trois organes directeurs, le Gouvernement impérial, le grand État-Major général et le Reichstag, abordait la négociation. Les Russes ont lancé leur proposition d'une paix « sans annexions ni indemnités ». Czernin l'accepte et la prend à son compte ; la délégation allemande elle-même se voit contrainte d'y adhérer. Le Grand Quartier général craint que la proie ne lui échappe ; c'est alors qu'il découvre son jeu par la deuxième note allemande du 27 décembre, note « qui donnait à la paix avec la Russie un tout autre aspect et qui exigeait

(1) ERZBERGER, *Souvenirs de guerre*, p. 278.

la séparation de vastes territoires russes » (Erzberger).

C'est Czernin et toute sa politique qui, cette fois, culbute, et c'est ce qui explique cette appréciation du général Hoffmann « qu'à son avis, Czernin avait été notre grand malheur à Brest-Litovsk ».

Les données sur le jeu hypocrite qui était celui du G. Q. G. étant ainsi connues, nous pouvons reprendre les faits de la négociation à partir de janvier 1918, sans oublier que, dès cette époque, le bruit s'était répandu, dans tous les cercles dirigeants, « que l'offensive imminente contre la France amènerait la paix dans deux ou trois mois » (Erzberger, p. 282). Et il faut aussi tenir compte de cette nouvelle carte poussée par le G. Q. G., car tout se tient : la négociation russe, devant en finir avec le front oriental et rendre libre les divisions indispensables, cette négociation apportera à l'Allemagne, en Orient, des satisfactions territoriales et économiques telles qu'elles lui permettront d'affirmer qu'elle a gagné la guerre. Les Soviets, qui doivent, en somme, leur existence à l'Allemagne, auront à subir cette loi et à laisser démembrer la Russie ; c'est leur rôle, leur raison d'être et c'est pourquoi on les a poussés au pouvoir. Quant à l'Autriche-Hongrie, il n'y a qu'à la mener de telle sorte qu'elle soit forcée de renoncer à toute paix séparée, soit avec la Russie, soit avec les puissances de l'Ouest ; ainsi, le Reichstag sera berné et l'opinion publique, avec sa passivité habituelle, en sera réduite à accepter un nouvel effort militaire pour le printemps de 1918. Cette conduite sera d'ailleurs si ténébreuse, qu'en cas d'insuccès de la grande offensive, la responsabilité de l'échec final sera reportée sur ceux qui n'auront pas eu une confiance suffisante dans les conceptions « géniales » du Grand Quartier général.



SOLDATS RUSSES VENANT DEMANDER L'ARMISTICE SUR LE FRONT ALLEMAND

LES POURPARLERS DE BREST-LITOVSK. REPRISE SUR LE FRONT RUSSE

Voici, maintenant les faits :

Les négociations s'ouvrirent à Brest-Litovsk le 9/22 décembre 1917. Les opérations militaires avaient cessé sur tout le front depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire depuis le 22 novembre. On fit le meilleur accueil aux plénipotentiaires russes à la tête desquels se trouvait Trotzky, et on voit bien, à lire le récit de celui-ci, qu'il arriva la bouche enfarinée, arborant, comme des vêtements de la dernière coupe, ses fameux « principes démocratiques ». Une fois les politesses faites et ces personnages d'origine si diverse assis autour de la table, Czernin prit la direction du débat et déclara que la Quadruplice adhérait au « principe démocratique » d'une paix sans annexions ni indemnités. On avait convoqué les puissances de l'Entente à prendre part aux négociations en vue d'une paix générale, toujours sur la même base. Trotzsky se crut maître, et, dans l'attente de la réponse des puissances occidentales, il se mit, bien tranquillement, à pousser la propagande bolcheviste dans les milieux allemands avec lesquels lui et les siens se trouvaient en contact.

Le G. Q. G. sentait que la direction lui échappait. Kuhlmann se laissait conduire par Czernin : celui-ci menaçait de brusquer une paix séparée.

Fin décembre, on suspendit les négociations. Le général Hoffmann vint rendre compte au G. Q. G. Un grand conseil eut lieu chez l'Empereur à Berlin, le 2 janvier. Ludendorff était décidé à en finir. « Je montrai à l'Empereur qu'en considération de notre prochaine offensive à l'Ouest, il fallait faire rapidement la paix à l'Est. » Ludendorff ne convainquit pas l'Empereur : le risque était grand, en effet ; par des prétentions territoriales insoutenables on s'exposait à rejeter les Soviets dans la guerre s'ils avaient seulement l'ombre de pudeur et de sentiment national. Ludendorff offrit, une fois de plus, sa démission et celle du maréchal. Dans le mémoire qu'Hindenburg et Ludendorff adressèrent à l'Empereur, le G. Q. G. réclamait désormais la direction des affaires même politiques :

Tant qu'on délibère et qu'on ne négocie pas, les oppositions (avec le ministère des Affaires étrangères) semblent passer au second plan ; mais dès qu'on vient à agir, comme nous faisons en ce moment, *à propos de la solution austro-polonaise* CONTRE L'AUTRICHE, ou à Brest *contre les Russes*, le conflit d'opinions s'accuse avec force. (Observez que l'Autriche est considérée dès lors, non moins que la Russie des Soviets, comme un adversaire de l'Allemagne. Quand des chefs de gouvernement en sont arrivés à cet état de déraison, de traiter leurs alliés comme des adversaires, tout s'écroule.)

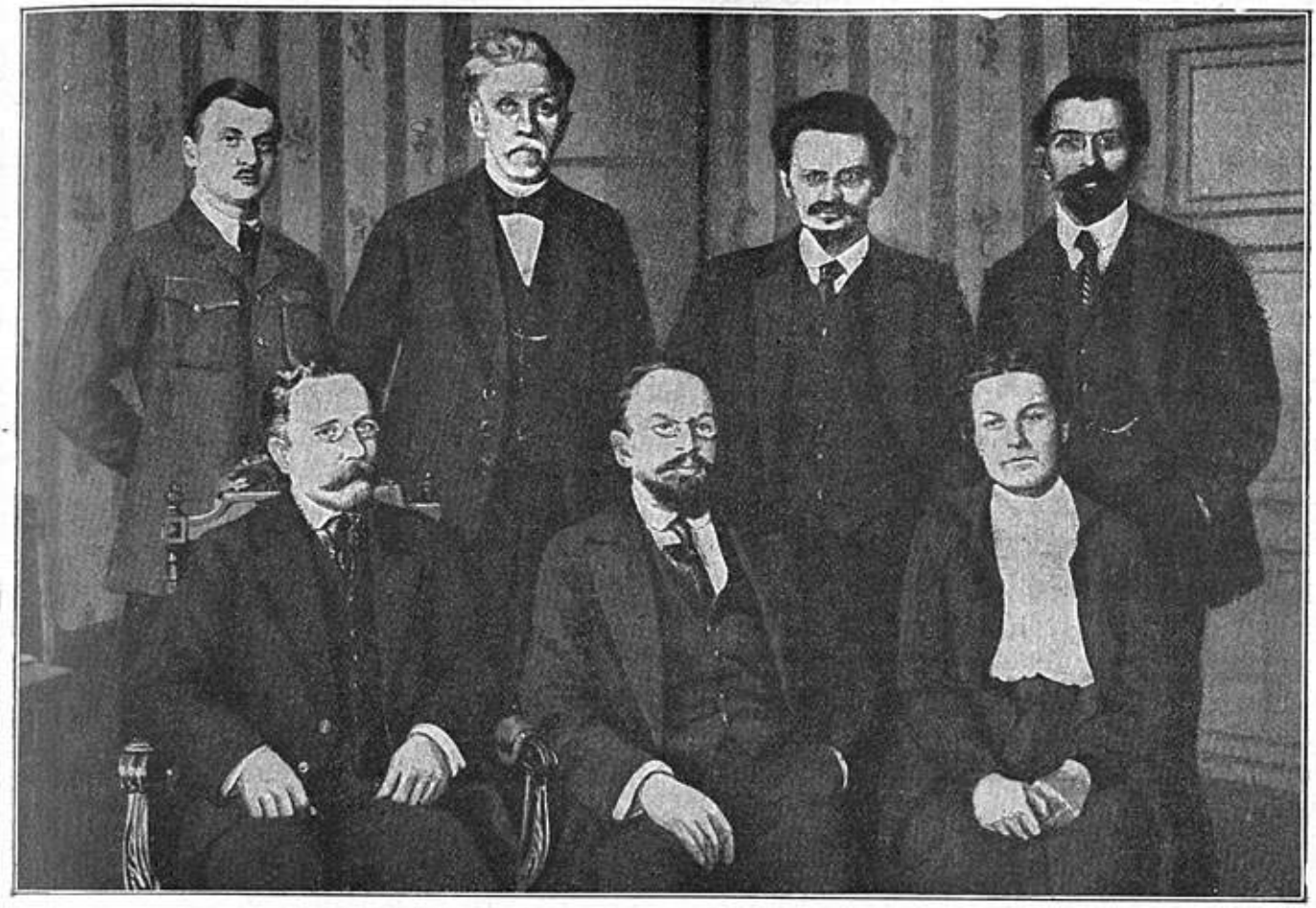
Votre Majesté a le droit suprême de décision. Mais Votre Majesté ne peut exiger que des hommes sincères, qui ont fidèlement servi Votre Majesté et la Patrie, couvrent de leur autorité et de leur nom des tractations qui sont nuisibles — ils en ont l'intime conviction — à la couronne et à l'Empire.

Le pauvre vieux Hertling ne pesait pas plus lourd que Michaëlis ; « il essayait de se libérer de la tutelle du haut commandement ». Mais on n'écoutait même pas son inutile radotage.

Les Russes étaient revenus à Brest ; ils étaient à la botte. L'armée russe était en pleine désorganisation et clamait : « la paix » ! Le 25 décembre, le secrétaire d'État Kuhlmann dévoila les fameuses propositions qui, sous prétexte de laisser aux peuples la liberté de décider de leur propre sort, détachaient de la Russie l'Ukraine et la Pologne, et, en outre, au profit plus ou moins avoué de l'Allemagne, les pays baltes, Courlande, Livonie, Lithuanie, sans compter les îles Moonsund qui mettaient Pétrograd sous le canon de l'Allemagne, sans parler encore d'une contribution de guerre, à demi dissimulée, estimée alors à six ou huit et même dix milliards de roubles. Trotzky avoue que ce fut, pour la délégation russe, si fière d'être traitée en « diplomates » par ces grands personnages, un véritable coup de foudre :

Si, en général, nous ne nous faisions pas d'illusions sur le démocratisme des von Kuhlmann et des Czernin, on doit cependant avouer que nous n'aurions pas cru à la possibilité de l'abîme qui, comme cela se vit quelques jours plus tard, séparait les conditions de paix réelles de l'impérialisme allemand, des formules présentées par M. von Kuhlmann le 25 décembre, pour plagier les principes de la Révolution russe. Nous n'étions certes pas préparés à une pareille impudence... Le secret de toute la diplomatie de von Kuhlmann (au fond, du G. Q. G.) était que ce monsieur était sincèrement persuadé que nous étions, quant à nous, tout disposés à faire son jeu (et c'était exact, comme la fin le démontra). Il raisonnait à peu près ainsi : La Russie a absolument besoin de paix. Les Bolcheviki sont parvenus au pouvoir grâce à leur lutte pour la paix. Ils voudraient bien conserver le pouvoir... Nous, Allemands, nous voulons faciliter aux Bolchewiki la situation en ornant nos brigandages de formules décoratives. En d'autres termes, von Kuhlmann espérait aboutir avec nous à un accord tacite : il nous paierait de ses belles formules et nous lui donnerions sans protester la possiblité d'incorporer à l'Allemagne des provinces et des peuples. Aux yeux des ouvriers allemands, l'annexion violente aurait de cette façon été sanctionnée par la Révolution russe.

Les Soviets étaient d'ores et déjà subordonnés : tout le monde le savait, et les Soviets les premiers. L'impérialisme les tenait, par tous les moyens, à ses pieds. S'ils avaient eu la moindre indépendance intellectuelle ou morale, ils auraient compris dès lors, — et leur premier mouvement prouve qu'ils en avaient le sentiment, — ils auraient compris que seule la victoire de l'Entente devait, comme il arriva finalement, faire triompher le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais ils n'étaient pas libres, et déjà l'Allemagne avait mis les choses à un point tel que la question



LES PLÉNIPOTENTIAIRES RUSSES A BREST-LITOVSK

Assis, de gauche à droite : KAMENEFF, IOFFE, Mme BICENKO. — *Debout, de gauche à droite* : CAPITAINE LISKI, STURTCHA (CONSEILLER DE LA DÉLÉGATION), TROTSKY ET KARAKCHAN.

du démembrement de la Russie se posait, pour ainsi dire, d'elle-même et pesait de tout son poids sur les négociations de Brest-Litovsk.

A Brest-Litovsk, on vit arriver, en quelque sorte, la réalité du démembrement sous la forme d'une délégation de la nouvelle nationalité, l'Ukraine. Cette partie de l'ancienne Russie avait, nous l'avons vu, dès les premiers jours de la Révolution russe, fait acte d'indépendance et réclamé un gouvernement et une armée autonomes; il y avait là une de ces vieilles hostilités de voisins et même de cousins, dirigée, dans le cas, principalement contre la Pologne. La Révolution ukrainienne, dans cette phase, n'était nullement bolcheviste. Trotzky la traite dédaigneusement de « petite bourgeoise ». En tout cas, elle devait être une arme terrible dans les mains du Grand État-Major allemand. On la vit, d'abord, réclamer sa place dans une « République fédérative » russe. C'eût été, selon l'observation de Trotsky, transformer la Russie en une immense région des Balkans, avec tous les éléments de discorde intérieure qui pouvaient la placer sous la coupe des politiques impérialistes de l'Allemagne ou de l'Angleterre. Mais l'Ukraine, obéissant aux suggestions du G. Q. G. allemand, qui avait besoin d'un instrument plus immédiat et plus efficace, réclama sa pleine indépendance.

C'était bien le démembrement. L'Allemagne impériale devenait la protectrice et la libératrice des nationalités, jadis soumises ou agglomérées par le Tsarisme ; contre la République des Soviets. Le *stratagème* fonctionnait admirablement.

L'Autriche soutenait la Pologne qu'elle comptait toujours maintenir sous sa coupe. Les

Turcs réclamaient Batoum et Kars. Autre démembrement. Cependant, le G. Q. G. avait besoin de la paix, c'est-à-dire des divisions du front russe. Pendant le mois de janvier, on se livra, à Brest-Litovsk, à ce que Czernin appelle « un tournoi d'idées ». En fait, on négociait sous main, on tournait autour de la difficulté. Trotzky était allé à Pétrograd, fomenter la résistance révolutionnaire. Mais le soldat russe, qui n'entendait rien à « la vieille diplomatie », exigeait le retour dans son foyer.

Trotzky revint le 30 janvier. Il se croyait maître de la situation en raison de la faiblesse de Czernin et de von Kuhlmann. Ceux-ci négociaient sous main avec l'Ukraine, et ce pays, riche en céréales, s'engageait, si on lui accordait la reconnaissance, à fournir les blés nécessaires pour permettre aux puissances de passer l'hiver. C'était un point capital. Ludendorff accourut à Brest-Litovsk dans les premiers jours de février. Il secoua rudement la veulerie de Czernin, fit valoir l'avantage qu'obtenait l'Autriche de franchir le cap de la famine, dénia tout droit à l'Autriche de régler à elle seule le sort de la Pologne et fit signer la paix de l'Ukraine le 9 février. Trotzky fut mis au pied du mur. Cependant, on hésitait encore à l'acculer à un ultimatum. Or, le temps pressait.

Il fut décidé qu'une Conférence serait tenue à Hambourg, en présence de l'Empereur et que, civils et militaires, exposeraient leurs raisons. Le G. Q. G. demandait qu'on ne se laissât pas prendre aux belles paroles de Trotzky, dénué qu'il était d'autorité réelle et de puissance armée, et qu'on dénonçât l'armistice. Si Trotzky ne signait pas, on en finirait d'un coup avec le front russe. Le chancelier et le vice-chancelier, par considération pour l'Autriche, s'opposaient à cette décision, qui présentait le grave risque de rouvrir la guerre sur les deux fronts.

Après de longs débats, il fut décidé qu'on ferait savoir à Trotzky que, s'il ne signait pas l'armistice, celui-ci se trouvait, par le fait, dénoncé.

Du côté de l'Autriche, dit Trotsky, on nous disait : « Quittez le terrain des principes, posez la question sur une base pratique... Il n'est pas possible que les Allemands continuent la guerre à cause des îles Moonsund ; » c'était, en effet, un fait d'impérialisme notoire et une volonté non dissimulée de peser à l'avenir sur toute la politique russe.

Mais, justement, c'est bien ce que prétendait le G. Q. G. Son système était de sauver l'honneur de la guerre en mettant la main sur la Russie et sur les vastes entreprises orientales. Trotsky veut se tirer de la difficulté par une pantalonnade :

Oui, nous sommes faibles, dit-il. Nous ne pouvons maintenant faire la guerre ; mais nous possédons assez d'énergie révolutionnaire pour montrer que, selon notre libre arbitre, nous ne mettons pas notre signature au bas d'un traité que vous écrivez avec votre sabre sur le corps de peuples vivants.

Et il refusa de signer. Son système était le suivant : ni la guerre, ni la paix.

C'était supposer ses partenaires un peu naïfs que de les croire capables de se soumettre à ce régime d'attente indéfinie avec tous les inconvénients de l'incertitude et d'une menace permanente. Mais, qu'eût pu faire Trotsky? Son parti, ses amis ne ressentaient aucune des émotions et des hontes qui, malgré tout, le remuaient lui-même.

Il essaya de se justifier en ces termes :

De résistance, il ne pouvait être question. Les soldats ne voulaient pas croire que les Allemands attaqueraient de nouveau après que nous avions déclaré que la guerre n'existait plus. La retraite panique paralysait même la volonté des corps de troupes qui étaient disposés à combattre. C'est dans les quartiers ouvriers de Pétrograd et de Moscou que l'indignation contre cette marche en avant des Allemands, qui était un acte de trahison et même de brigandage absolu (*Quis tulerit Gracchos !*), atteignait le plus haut degré d'acuité. De là vint un état de dépression extrême.

Le G. Q. G. savait tout cela. Il ne perdit plus une minute : le 18 février après-midi, les hostilités reprirent sur tout le front de la Grande Russie. En même temps, le texte du véritable traité, préparé de longue main par le « stratagème », était envoyé au gouverne-

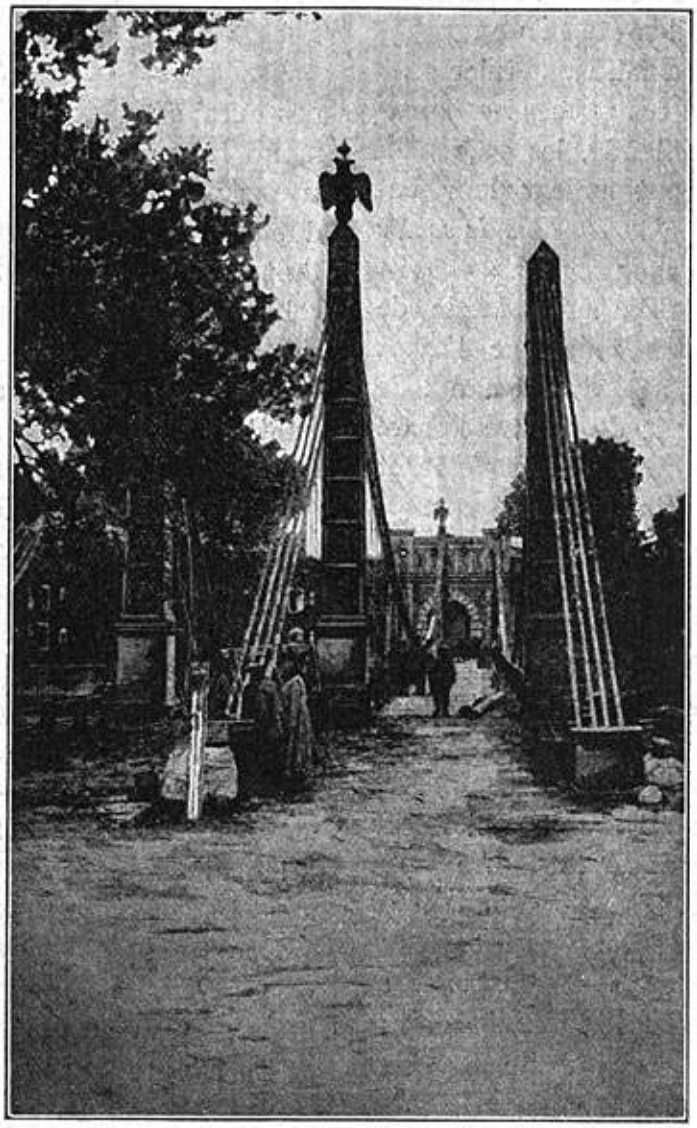
ment des Soviets : Reconnaissance et indépendance de la Finlande et de l'Ukraine, renonciation à la Courlande, à la Lithuanie et à la Pologne, cession de Batoum et de Kars ; occupation par l'Allemagne de l'Esthonie et de la Livonie ; démobilisation radicale du front russe, indemnités et conditions économiques remises à des pourparlers ultérieurs. Dvinsk était occupé immédiatement, les troupes allemandes s'avançaient en Ukraine.

Jusque-là, Lénine avait laissé faire Trotsky ; maintenant il fallait qu'il se prononçât lui-même. Il savait ce qu'il avait à faire et quelle était la tâche à lui imposée par le G. Q. G. allemand comme condition de son retour en Russie. Il parla devant le Comité central, le 18 février :

Puisque c'est la guerre, dit-il, il ne fallait pas démobiliser l'armée. A présent, les Allemands vont tout prendre. Nous sommes dans une telle impasse que la faillite de la Révolution est inévitable si nous continuons à chercher des compromis. Joffe m'écrit de Brest-Litovsk, qu'en Allemagne, la Révolution n'a même pas commencé. Une solution intermédiaire est impossible. Tandis que nous échangeons des chiffons de papier, on nous prend nos stocks, nos wagons, et nous crevons... Si nous perdons la Livonie, l'Esthonie, la Finlande, cela ne veut pas dire que la Révolution soit perdue. Toutes les perspectives dont Joffe cherche à vous intimider ne menacent en rien la Révolution...

En deux mots, démembrer la Russie et satisfaire l'Allemagne pour sauver la Révolution.

Lénine l'emporte. L'Allemagne est priée humblement de reprendre les pourparlers. Le G. Q. G. fait attendre sa réponse, et les troupes avancent toujours. Folle terreur !



BREST-LITOVSK. — LE PONT SUSPENDU CONDUISANT A LA CITADELLE

L'Entente est avertie par ceux qui songeaient encore à rompre avec l'Allemagne et à lutter. Le 23 février, Trotsky transmet au Comité central un projet de note de la mission française aux termes de laquelle la France et l'Angleterre offrent leur assistance aux Soviets au cas de la reprise de la guerre contre l'Allemagne. Trotsky se prononce en faveur de ce projet. Lénine lui-même, absent, envoie ce billet griffonné de sa main : « Prie enregistrer mon vote en faveur de l'aide armée offerte par les brigands de l'impérialisme anglo-français. » Mais le G. Q. G. a mis son sabre sur la table. Il répond à la supplication russe par des exigences nouvelles : le traité doit être signé dans les quarante-huit heures.

Le 28 février, Lénine pèse alors de tout son poids en faveur de la capitulation : « Toute idée de guerre révolutionnaire doit être écartée, une fois pour toutes. Pour la guerre, il faut une armée et il n'y en a pas. Donc il faut accepter les conditions. Si vous n'acceptez pas,

vous signez l'arrêt de mort du pouvoir soviétique. On pourra toujours *interpréter* le traité, et nous l'interpréterons. »

Par 7 voix contre 4 avec 4 abstentions, le Comité central accepte les conditions allemandes. Le Congrès des Soviets ratifie le traité par 784 voix contre 261 (1).

Trotsky reconnaît qu'il a été mis en minorité par Lénine et qu'il a fallu capituler sans combattre. Il conclut en ces termes : « Cependant, en Ukraine, en Finlande, les valets du bourreau germanique continuaient leur besogne et *menaçaient de plus en plus le centre effectif de la vie de la Grande Russie.* »

Cette conclusion était la suite fatale de toute la révolution russe telle que l'avait voulue et stipendiée le G. Q. G. allemand. Ce même pouvoir se réservait de mettre l'ordre en Russie dès qu'il en aurait fini avec le front occidental. Mais la destinée voulut que ce fût, au contraire, le front occidental qui, par sa victoire, sauvât ce qui pouvait être sauvé de la Russie, — alors que la Russie l'avait si cruellement abandonné !

Pendant ces dernières palpitations, l'avance allemande sur Pétrograd s'était produite sans coup férir. Les troupes du Kaiser, composées en grande partie de landwehr, s'étaient avancées jusqu'à Narwa (c'est-à-dire aux portes de Pétrograd), Pskow, Polotzk et Onha Mohilew. Une garde-frontière fut constituée pour exploiter le pays et empêcher la propagande soviétique. Toute l'Ukraine devenait, en même temps, le champ d'action des milices allemandes qui occupaient Kiew dès le 1er mars. L'Autriche n'avait aucune raison de ne pas profiter de la proie dont le G. Q. G. lui distribuait sa part, non sans quelque ironie. Elle porta ses troupes en avant jusqu'à Odessa. Les Turcs pénétraient en Arménie en direction de Kars et de Batoum. Quant au Reichstag, il n'avait qu'à s'aplatir devant de pareils succès. Ludendorff écrit :

(1) Ces textes sont empruntés à une revue soviétique *Le Contemporain*. — Exposé et traduction par Hélène Iswolsky dans *Revue de France*, numéro du 1er mars 1923, p. 193.

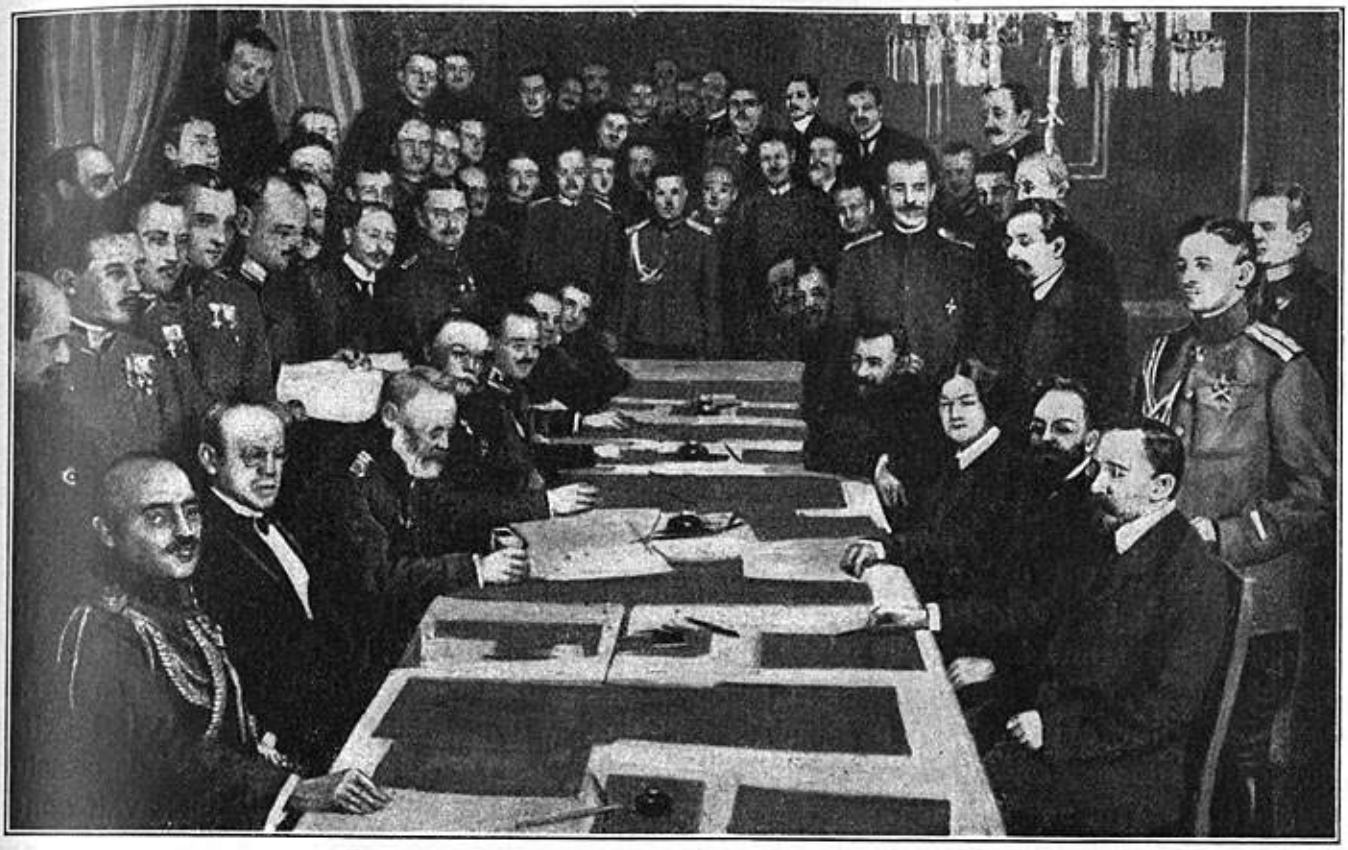
La grande majorité du Reichstag approuva les conditions de la paix de Brest-Litovsk et reconnut, en outre, que le traité tenait compte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les socialistes majoritaires s'abstinrent ; seuls, les socialistes indépendants votèrent contre. Le député Erzberger avait, dès le 27 février 1918, salué la paix qui allait venir et avait exposé que les conditions restaient dans le cadre de la résolution de paix du 19 juillet.

Erzberger, dans ses *Souvenirs*, ne se montre pas aussi satisfait. Il dit que le général Hoffmann lui-même, qui pourtant avait été l'instrument du grand État-Major, voyait l'étendue de la faute que l'on avait commise en traitant avec les Soviets. Il ne restait plus, selon celui-ci, qu'à avancer jusqu'à Pétrograd et à y proclamer le retour à l'ordre et à la monarchie. Erzberger se console en faisant observer que le traité additionnel, sans lequel le traité de Brest-Litovsk était inefficace, ne put jamais être mis sur pied, les Russes ayant posé comme condition la suppression de la propriété privée, et l'Allemagne ayant consenti, — « reniement, dit-il, qui ne rapportait à l'Allemagne qu'un salaire déshonorant ». « On n'eut pas le temps, ajoute-t-il, de demander au Reichstag d'approuver ces clauses additionnelles. La conclusion de l'armistice avec l'Entente devait annuler bientôt tous les traités. Telle fut la fin de l'épisode qu'avait été la paix séparée avec la Russie » (p. 289).

De stratagème en reniement, de violence en désaveu, de démocratisme en impérialisme, et de militarisme en communisme, le G. Q. G., après avoir soufflété ses alliés, son Parlement, son opinion publique, ses ennemis de la veille et ses stipendiés du jour, arrivait à ses fins, du moins pour ce qui concernait la grande manœuvre militaire qu'il préparait. Encore un effort pour conclure une paix victorieuse en Roumanie, et il pouvait se retourner, les mains libres, vers le front occidental.

LE FRONT DE ROUMANIE. LA PAIX DE BUCAREST

Nous avons dit que la Révolution russe s'était trouvée jusqu'à un certain point arrêtée, dans



SIGNATURE DU TRAITÉ DE BREST-LITOVSK
(*A droite,* LES RUSSES ; *à gauche,* LES ALLEMANDS.)

le Sud, par la solidité militaire, nationale et dynastique de la Roumanie. A la fin de la bataille d'août 1917, cette partie du front russe avait tenu et il avait paru qu'elle était même un peu moins gangrenée que les autres. En contact avec ces forces, placées sous le commandement du général Tcherbatcheff, l'armée roumaine formait un noyau de résistance qui, dans le délabrement des forces turques et dans la perspective d'une offensive sur le front de Salonique, pouvait encore être inquiétant pour l'Allemagne et ses alliés. Peu à peu, le patriotisme roumain avait grossi les rangs de l'armée nationale autour de Jassy où le roi et la reine s'étaient établis ; une mission militaire française, commandée par le général Berthelot et qui avait profité, pour passer et pour approvisionner l'armée roumaine, du laps de temps laissé par le gouvernement de Kerensky, était arrivée et s'était mise au travail avec acharnement. On pouvait avoir l'espoir de profiter des immenses approvisionnements entassés dans le sud par le gouvernement du Tsar. Les ressources ne manquaient donc pas tout à fait et on était prêt à tous les sacrifices.

L'exemple de persévérance et de vigueur morale que donna, en des circonstances si tragiques, le gouvernement royal et la grande masse du peuple roumain est digne de l'attention de l'histoire. Un écrivain inspiré par le patriotisme et la vérité trouvera là, un jour, un magnifique et dramatique sujet. Il faut que l'avenir apprenne, par cet exemple, qu'un peuple qui a la conscience nette ne doit jamais désespérer de lui-même et que l'énergie, la raison et le sang-froid finissent par obtenir leur récompense.

La fidélité roumaine, malgré qu'elle fût coincée entre la conquête austro-allemande et le bolchevisme, en imposait à la fois à ces deux adversaires et préoccupait vivement

Ludendorff. Première récompense : l'armée roumaine pesait, rien que par sa présence, sur les desseins de l'adversaire. Ludendorff écrit, qu'« à ses yeux, la paix roumaine était d'autant plus urgente qu'il y avait nécessité de prendre l'offensive sur le front occidental » et, désireux d'aboutir, il en venait à penser « qu'il n'était nullement de l'intérêt de l'Allemagne d'affaiblir outre mesure la Roumanie ». Cela veut dire qu'il se sentait prêt à d'importantes concessions.

A force de rouler le problème dans sa cervelle, il avait fini par entrevoir une solution se présentant, à peu près, dans les termes suivants : changement de dynastie, intégrité territoriale de la Roumanie, sauf de légères modifications stratégiques sur le cours du Danube, cession à la Roumanie de la Bessarabie, constitution d'une zone franche Tchernavoda-Constantza *sous l'administration allemande* (II, p. 180) : c'est-à-dire la voie ouverte à l'expansion allemande vers Constantinople et le « Bagdad ».

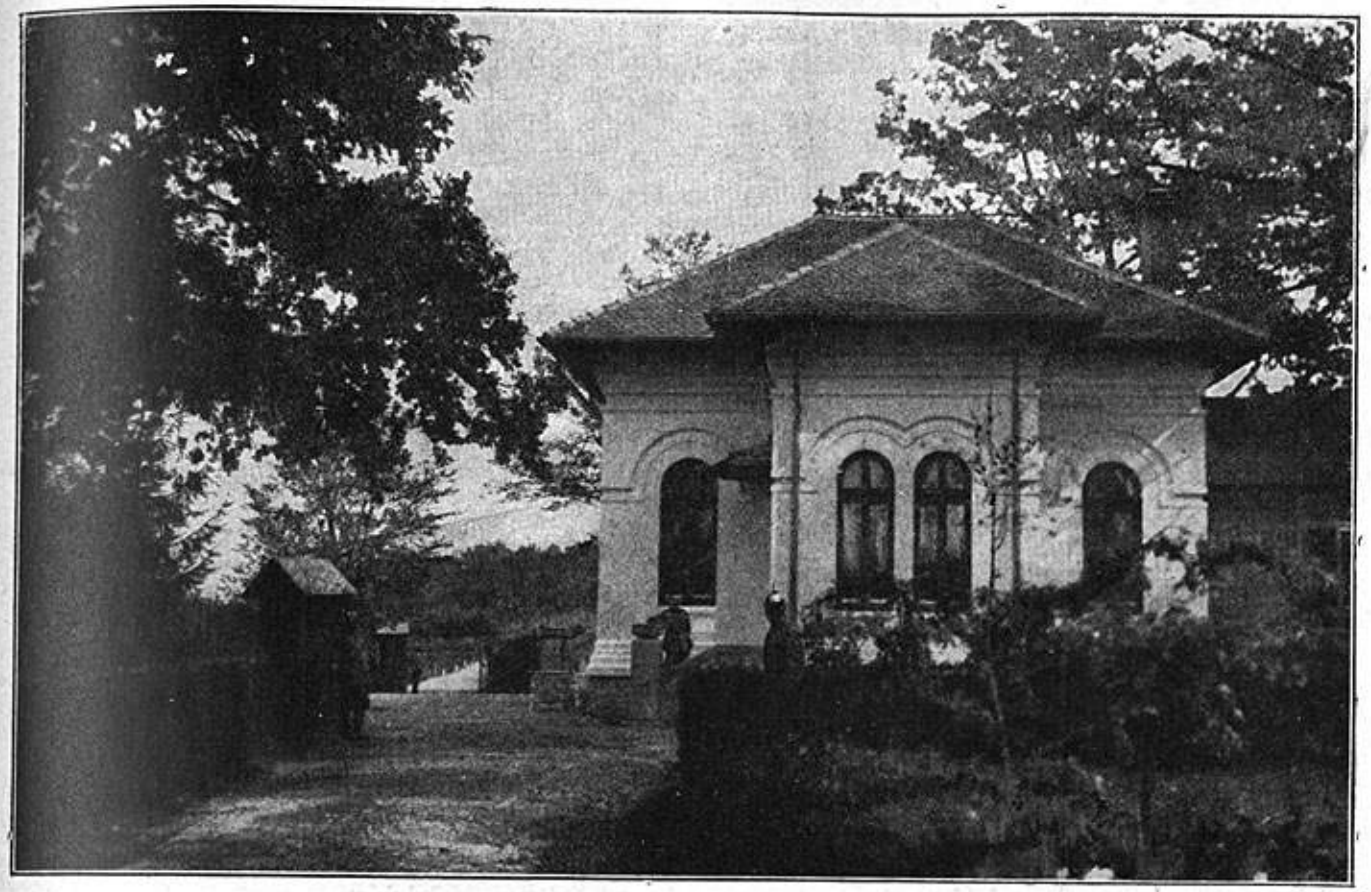
En deux mots, c'était la « marche vers l'Est » destinée à compenser le refoulement du côté de l'Ouest, refoulement accepté déjà *in petto*, même par le G. Q. G. Mais, ici, Ludendorff se heurtait, non seulement à l'infrangible résistance roumaine, mais aux exigences de ses propres alliés. Rien n'est plus important : car c'est là peut-être que le sort des deux Empires du centre se décida. L'Europe de Bismarck capota ici en raison de la rivalité essentielle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Il est évident que si Ludendorff cherchait ses compensations en Orient et en suivant le cours même du Danube, il devait se heurter à la résistance austro-hongroise.

C'est ce qui arriva. Czernin s'éleva nettement contre le système du G. Q. G. L'Empire austro-hongrois rêvait, lui aussi, d'une expansion vers l'Orient pour compenser les pertes qu'il prévoyait en Occident ; Czernin se trouvait en présence des revendications tenaces de la Hongrie qui entendait s'accroître, et largement, aux dépens de la Roumanie vaincue. Il opposa donc son veto au système conçu par le G. Q. G. Et il obtint le concours de la chancellerie allemande elle-même, qui comprenait parfaitement qu'il n'y avait plus d'Allemagne possible si l'Autriche se détachait d'elle. Von Kuhlmann se tint dans les eaux de Czernin et contrecarra sous main les plans du G. Q. G.

Ce n'était pas tout. Les autres alliés de l'Allemagne, la Bulgarie et la Turquie, n'étaient pas moins contraires au système de modération relative à l'égard de la Roumanie et de protectorat indirect sur les Balkans conçu par Ludendorff. La Bulgarie réclamait la Dobroudja tout entière, ce qui culbutait toute la combinaison Tchernavoda-Constantza ; et la Turquie exigeait, qu'à titre de compensation, la Bulgarie lui restituât la partie du territoire cédée par elle en 1914 à l'ouest d'Andrinople et à l'est de la Maritza. En deux mots, Ludendorff, forcé de conclure sans désemparer la paix roumaine, avait contre lui tout le monde, y compris son propre gouvernement.

Pour traiter, il faut un partenaire. Voyons donc où en étaient les choses du côté roumain. Le cabinet J.-J.-C. Bratiano (national-libéral) qui avait accompagné le Roi et le haut commandement (général Averesco) au delà du Sereth, à la fin de l'année 1916, s'était reconstitué en appelant près de lui aux affaires, à titre « d'union sacrée », la fraction du parti conservateur dirigée par M. Take Jonesco. Mais une autre fraction du même parti conservateur, dirigée par M. Marghiloman, était restée dans la Roumanie occupée, et c'est avec ce gouvernement, attaché de longue date à la politique allemande, que les Empires alliés espéraient conclure.

Au cours de l'année 1917, les choses allèrent aussi mal que possible pour la Roumanie. Le pays était occupé, le gouvernement divisé entre deux groupes hostiles, l'armée subissait une profonde désorganisation. Quant au peuple, le bolchevisme y faisait d'inquiétantes recrues ; là aussi, la question agraire, depuis longtemps posée en Roumanie, irritait violemment le



LE ROI DE ROUMANIE ET LE PRINCE HÉRITIER AU GRAND QUARTIER GÉNÉRAL

soldat. Il se demandait pour quels intérêts il se battait. Une épidémie de typhus exanthématique sévissait avec une intensité effrayante. Par un froid exceptionnel, les hommes tombaient comme des mouches ; les hôpitaux étaient pleins, et tout manquait. Plus de 100 000 hommes périrent au cours de l'année 1917. Les soldats russes déserteurs barraient les routes, pillaient les approvisionnements, chassaient les paysans de leur demeure.

Cependant, l'horizon s'éclaircit un peu vers la fin de ce terrible hiver.

Malgré les pertes que l'armée roumaine avait subies, soit pendant la campagne de Valachie et de la Dobroudja, soit pendant l'hiver, elle ressuscita au printemps de 1917, grâce au concours que le général Berthelot et la mission française lui apportèrent. Pendant toute l'année 1917, la France ne cessa de nous envoyer des secours en tout genre : des médecins, des officiers instructeurs, des gradés, des armes et des munitions. Beaucoup de médecins français, beaucoup d'officiers et de soldats français moururent soit par suite des épidémies, soit côte à côte avec les nôtres au champ d'honneur. Le sang des fils de France, mêlé au sang des fils de la Roumanie, dans le sol de ce noble pays, a établi, entre la France et la Roumanie, un lien de fraternité à jamais indissoluble. Aux jours de gloire comme aux jours d'épreuve, la Roumanie sera toujours aux côtés de la France (1).

Le résultat de ces efforts communs fut que la Roumanie était prête lors de l'offensive de Kerensky en juillet-août 1917. L'armée allait prendre part à la bataille ultime du front oriental, comme l'armée serbe reconstituée allait prendre part à la campagne ultime du front de Salonique. Mackensen dut maintenir 18 divisions sur le front russo-roumain pour faire face à ce péril imprévu ; et quand la bataille se produisit à Maraskesti-Namoloassa (27 août v. st.), l'armée roumaine barra la route aux divisions austro-allemandes. Mais la défail-

(1) BASILESCO, *La Roumanie dans la guerre et dans la paix*, p. 311.

lance complète de l'armée russe fit donner l'ordre d'arrêter la lutte alors que la victoire paraissait se dessiner.

De cet effort, l'armée austro-allemande resta elle-même pantelante : ainsi, la Moldavie était sauvée et, avec elle, la Bessarabie. L'armée roumaine resta comme une menace sur l'arrière des forces des Empires du centre durant le dernier mois de l'année 1917.

Ludendorff n'en avait que plus de raisons de réclamer la paix. L'armée russe du général Tcherbatcheff, suivant les ordres venus du gouvernement des Soviets, avait adhéré à l'armistice de Brest-Litovsk. Il faut donner ici l'explication présentée par les derniers défenseurs russes de la politique de fidélité à l'alliance :



OBUSIER AUTRICHIEN DE 150 m/m OPÉRANT SUR LE FRONT DE ROUMANIE

L'anarchie qui se manifestait dans les troupes russes du front roumain, écrit l'un de ces chefs qui passèrent par de si affreux tourments (1), nous empêchait de nous maintenir longtemps.

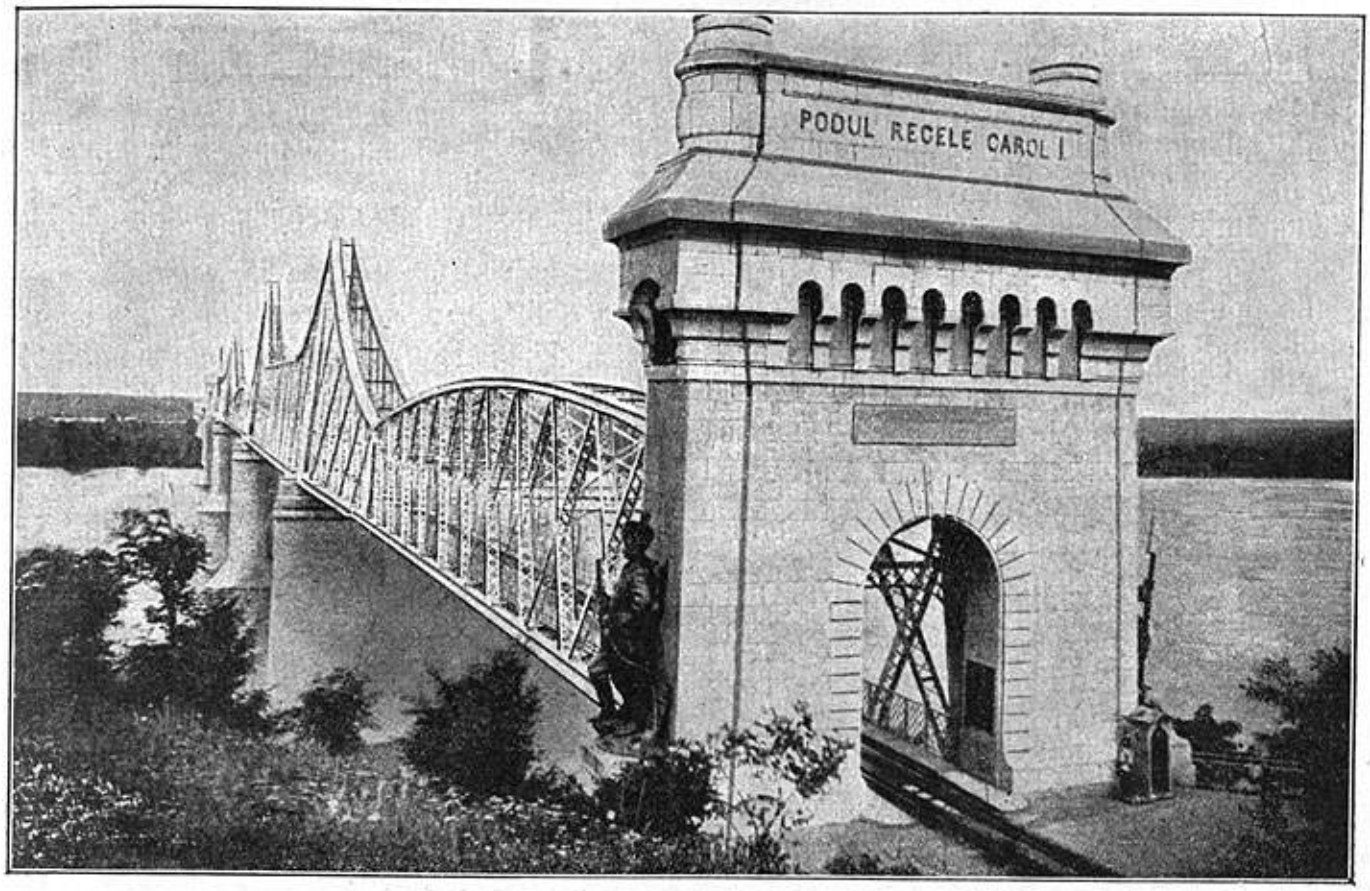
A la moindre pression de l'ennemi, les contingents russes auraient pris la fuite et placé les unités roumaines dans une situation désespérée, ce qui aurait sans doute entraîné l'occupation de la Moldavie tout entière et d'une partie de la Bessarabie. Cette situation menaçante poussa le général Tcherbatcheff, commandant en chef des troupes russes sur le front roumain, à l'héroïque résolution de conclure un armistice afin de sauver l'armée roumaine d'un désastre et d'épargner à la Moldavie et à la Bessarabie l'invasion ennemie. Le général nourrissait en outre le faible espoir de voir l'ordre restauré dans ses troupes... Lorsque cette mesure fut examinée de concert avec tous les représentants diplomatiques et militaires des États alliés, le général Tcherbatcheff obtint la permission du roi de Roumanie d'entrer en pourparlers avec l'ennemi pour la conclusion d'un armistice. Dès que le roi de Roumanie eut renoncé au commandement des troupes du front, les conférences commencèrent entre les délégués des quartiers généraux roumains et russes et les représentants de l'ennemi. Vers la mi-décembre, l'armistice était signé. Selon les conditions de cet accord, toutes les troupes du front roumain demeuraient sur les positions qu'elles occupaient ; de cette manière, la Moldavie et la Bessarabie étaient préservées de l'occupation austro-allemande.

(1) Général Nicolas de Monkévitz, *La décomposition de l'armée russe*, p. 144.

La vaillance roumaine n'en portait pas moins ses fruits: il restait une « Roumanie », — une Roumanie en exil, si l'on peut dire, mais toujours armée, toujours redoutable et capable de rentrer dans la lutte.

Ludendorff avait pris son parti : à tout prix, la paix ! Les Allemands émirent d'abord la prétention d'imposer sans discussion l'armistice à l'armée roumaine. Le roi Ferdinand et le gouvernement Bratiano rejetèrent de haut cette sommation. Bratiano préféra quitter le pouvoir. Il fut remplacé par le général Averesco. En fait, l'armistice s'appliqua au front tout entier.

Ludendorff mena rondement les négociations. Dès le 24 février 1918, la diplomatie et, en particulier, Czernin avaient pris l'affaire en main. Le 5 mars, c'est-à-dire deux jours après la signature de la paix de Brest-Litovsk, furent conclus les préliminaires de Bultea.



LE PONT DE CERNAVODA DÉTRUIT PAR LES ROUMAINS PENDANT LEUR RETRAITE

Les conditions qui y furent stipulées devinrent la paix de Bucarest, le 17 mai. Le général Averesco refusa d'adhérer aux conditions, et ce fut un cabinet Marghiloman qui apporta la signature de la Roumanie.

Inutile d'insister sur ces stipulations que la victoire de l'Entente devait bientôt réduire à néant. Dès le premier jour, les patriotes roumains firent entendre leurs protestations et déclarèrent que le traité était nul et non avenu parce que le gouvernement Marghiloman, en l'absence d'une assemblée élue en pleine indépendance et hors de la pression des baïonnettes allemandes, n'avait pas qualité pour représenter le pays.

Dans ses lignes générales, le traité accordait à la Hongrie des territoires roumains d'une très grande importance (1). La Roumanie gagnait sur la Russie la Bessarabie. Quant à la question de la Dobroudja, on n'avait pu parvenir à mettre d'accord la Bulgarie et la Turquie. Les alliés devaient se disputer la peau de l'ours, jusqu'à la défection de la Bulgarie.

Le principal avantage du traité de Bucarest, pour les puissances qui l'imposaient, était de leur attribuer d'importantes livraisons de blé et de pétrole. Mais ces articles ne pouvaient jouer qu'ultérieurement, car les greniers étaient vides et les puits à pétrole avaient été, en grande partie, rendus inexploitables.

Ce qui avait apparu surtout, au cours de ces pénibles négociations, c'étaient les dissensions profondes qui s'exaltaient entre les puissances de l'Europe centrale quand on touchait à ces sujets irritants : Pologne, Ukraine, Valachie, Danube, expansion vers l'Est. Entre eux tous, le désaccord était

(1) Voy. le texte du traité dans le *Temps* du 10 mai 1918. Il est reproduit p. 334 de l'ouvrage de M. Basilesco cité ci-dessus.

complet et irréductible. Si la guerre eût tourné autrement sur le front occidental, elle se fût rouverte certainement, et à bref délai, entre l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie, la Turquie, sur le front oriental. La victoire de l'Entente produisit, en somme, même à ce point de vue, la seule et unique pacification possible.

Ludendorff ne cache pas son sentiment : « Les dispositions économiques du traité ne conféraient pas à l'Allemagne les avantages que j'avais espérés. Elles n'imposaient pas à la Roumanie de bien lourdes conditions. »

Il dit encore : « Je ne me rappelle pas volontiers ces négociations de Bucarest ; les diplomates ne surent même pas régler la question dynastique ; la défection de la Bulgarie prouva bientôt combien ce traité avait été peu adapté à l'importance de la guerre mondiale. »

Fut-il plus satisfait, du moins, au point de vue militaire et obtint-il la sécurité complète dont il avait besoin pour mener en toute tranquillité sa grande offensive sur le front occidental? Il paraît également déçu sur ce point ; il écrit mélancoliquement : « Nous avions laissé subsister là une forteresse de l'Entente » (1).

(1) *Loc. cit.*, t. II, p. 184.

CHAPITRE LXXV

PRÉPARATION DE L'OFFENSIVE SUPRÊME

Faut-il continuer la guerre? — Vues politiques et stratégiques de Ludendorff.
Souffrances de l'Allemagne. — Ludendorff l'emporte sur Kuhlmann et sur Czernin.
Toutes les divisions disponibles sur le front occidental. —
La préparation de l'offensive dans le camp allemand. — Ludendorff se lance à fond. —
Son plan influencé par des raisons dynastiques. — Il « court deux lièvres à la fois ».
Conception et préparation de la lutte dans le camp des Alliés.



UDENDORFF, dans son livre : *Conduite de la guerre*, reconnaît, tout d'abord et dès la première ligne, que la politique et la volonté allemandes avaient en principe un but de domination : « Nous autres Allemands, écrit-il, nous nous flattions, avant la guerre mondiale, d'être des hommes de domination et un peuple de domination. »

Cette déclaration tranche la question tant débattue des origines de la guerre. Telle était donc la pensée qui animait le grand État-Major ; et comme le grand État-Major a été, depuis la première heure du conflit jusqu'au jour où il a demandé lui-même l'armistice, le maître de la politique allemande, il ne peut y avoir le moindre doute sur la volonté de l'Empereur et du pays. Une bibliothèque entière, étalant les ambitions germaniques et publiée durant la première partie de la guerre, ne laisse aucun doute ; preuves indéniables et qu'il suffit de rappeler : on voulait la guerre mondiale, et surtout, la guerre contre l'Angleterre. L'empereur Guillaume s'en expliquait avec une franchise et une vanité triomphantes quand, au cours de l'offensive du printemps de 1918, il se croyait maître de la victoire. Il confirmait et précisait, dans son toast à Hindenburg, le point de vue exposé par Ludendorff :

> Le peuple allemand ne vit pas clairement, quand la guerre éclata, quelle signification elle aurait. Je le savais très exactement. (Voilà bien l'indication d'un but caché.) Aussi, la première explosion d'enthousiasme ne put pas me tromper ni apporter de changement *à nos buts* et *à nos espérances*. Je savais très exactement de quoi il s'agissait ; car la participation de l'Angleterre signifiait la guerre mondiale, voulue ou non. Il ne s'agissait pas d'une campagne stratégique, il s'agissait d'une lutte entre deux conceptions du monde. Ou bien la conception prussienne, allemande, germanique, du monde, ou bien la conception anglo-saxonne, etc. (1).

C'était donc bien à l'hégémonie prussienne

(1) Discours du 15 juin 1918. *Les Discours de Guillaume II.* Édit. Bossard, p. 37.

et germanique que l'on marchait, enseignes déployées. Pas un document, public ou non, antérieur au moment où l'on ressentit les premières affres de la défaite, ne laisse le moindre doute à ce sujet.

Or, le fait capital, au point où nous sommes arrivés de l'histoire de la guerre, c'est que la politique du grand État-Major, maître de l'Allemagne, resta la même jusqu'à la fin. A ce tournant de l'hiver 1917-1918, l'objectif de la domination dirige toujours, comme nous l'avons vu, les conceptions et les desseins, même stratégiques, du grand État-Major. Après la responsabilité d'avoir voulu la guerre, il assume, en plein, celle de la prolonger pour arriver à ses fins.

Par contre, la résolution votée par le Reichstag prouve que, dès cette date, il y eut, en Allemagne, un parti favorable à une « paix dite de conciliation ». Ce parti, composé surtout des libéraux, démocrates, socialistes et même d'une fraction du centre, avait le sentiment qu'il fallait traiter avant que la victoire décisive se fût prononcée du côté des puissances de l'Entente. Ses idées au sujet de l'issue de la guerre visaient, à la fois, l'intérieur et l'extérieur : pour l'intérieur, il pensait que l'heure était venue d'en finir avec le système d'autoritarisme à la fois irrationnel et insupportable que Bismarck avait taillé à sa mesure, et dont Guillaume s'était affublé. A l'extérieur, on était résigné ou, du moins, on paraissait résigné à se conformer à la loi du destin et à permettre à l'Allemagne, moyennant des concessions raisonnables et équitables, de reprendre, après la guerre, sa place parmi les peuples européens. Si cette conception eût été sincère et si elle eût prévalu, l'orgueil germanique, s'étant donné à lui-même une leçon si nécessaire, n'aurait pas prolongé, jusque pendant la paix, une lutte acharnée et stérile qui la relègue auprès du bolchévisme, parmi les outlaws du genre humain.

L'heure critique du conflit entre ces deux systèmes, la paix dite « de conciliation » et la paix « de domination », fut le mois de septembre 1917, et le fait capital fut la réponse adressée par l'Allemagne aux propositions du pape Benoît XV. Nous avons dit quelle fut la question et quelle fut la réponse. Le point précis du débat était l'attitude qu'adopterait l'Allemagne à l'égard de la Belgique. Rome se crut un moment en mesure d'avancer que l'Angleterre, faisant de la reconnaissance de la Belgique comme État indépendant le point de départ et le pivot des pourparlers, consentait à entrer en négociation si on lui accordait d'abord cette concession (1). A tort ou à raison, on laissait entendre qu'à cette date, l'Angleterre ne faisait pas de la restitution intégrale de l'Alsace-Lorraine une condition *sine qua non*. La question spéciale de la Belgique fut donc soumise expressément, dans ces termes, au gouvernement allemand qui, lui-même, en référa au G. Q. G. Or, le 9 août 1917, après l'échec de l'offensive de Nivelle, au conseil de Kreuznach, le gouvernement allemand se rallia, non sans quelque hésitation et regret, aux vues du G. Q. G., exposées en ces termes : « En ce qui concerne la Belgique, le G. Q. G. renouvelle, pour des considérations militaires, ses demandes antérieures : mainmise sur le réseau ferré, garnisons militaires allemandes, défense d'avoir une armée, domination de la côte suivant les désirs qu'exprimera ultérieurement le chef d'État-Major de la marine. »

En septembre 1917, on apporta, en apparence du moins, une certaine atténuation à cette volonté de conquête ; mais Ludendorff exige encore, de la France, « le bassin minier lorrain ; il réclame, de la Belgique, Liége et une liaison économique avec l'Allemagne telle qu'elle équivaille, ou peu s'en faut, à une subordination politique ». Pour que la portée de ces revendications ne soit pas mise en doute, Hindenburg, en personne, télégraphie, le 27 septembre : « J'ai entendu raconter à nouveau qu'au Conseil de la Couronne (Conseil

(1) V., plus haut, t. XV, p. 61, et les précisions apportées par l'article de M. Ch. Appuhn : *Le gouvernement allemand et la paix, en 1917*, paru dans *Revue d'histoire de la Guerre mondiale*, nº d'avril 1923.

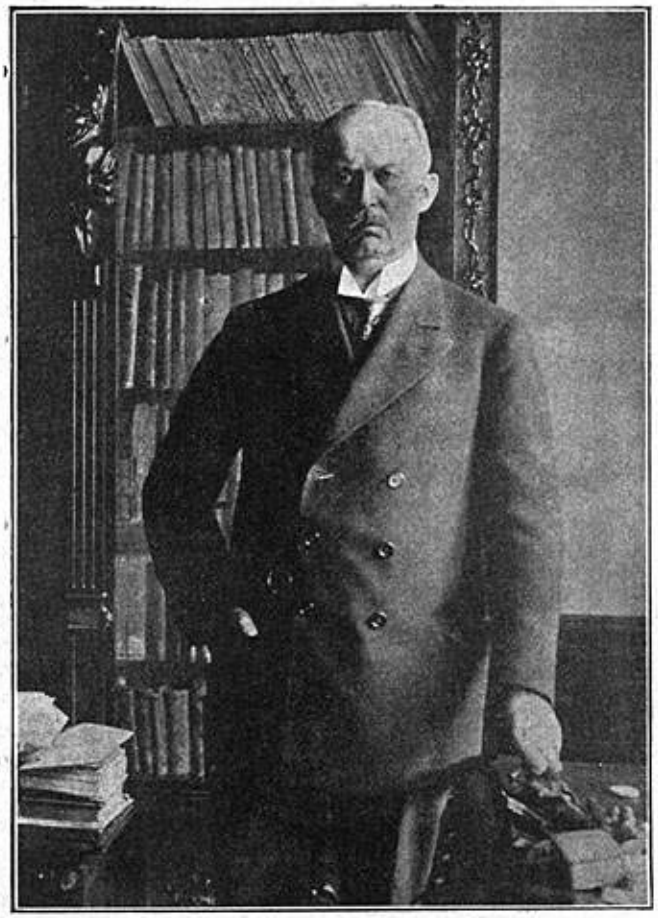
de Bellevue), on aurait renoncé à la Belgique. Je serais reconnaissant à Votre Excellence de faire démentir cette assertion. Il n'a, en effet, été question que de renoncer à la possession définitive de la côte des Flandres, pour le cas où l'on pourrait, à ce prix, obtenir la paix cette année et détacher l'Angleterre de la France (1). »

Il suffit, maintenant, de rappeler la déclaration, répétée à satiété par Ludendorff, qu'il s'en est tenu, jusqu'à la fin, à ses buts de guerre de septembre 1917, c'est-à-dire au refus déclaré de reconnaître la pleine et entière indépendance de la Belgique.

De tous ces témoignages probants, il résulte que ni Ludendorff, ni le G. Q. G., ni le gouvernement allemand, n'ont jamais adhéré au système dit « paix de conciliation ».

Or, le G. Q. G. eut toujours la stratégie de sa politique ; de là, le projet de la grande offensive du printemps sur le front occidental. Dès lors, le sort de la guerre, tant sur le terrain militaire que sur le terrain diplomatique, se détermine par un jeu unique et étroitement lié.

C'est la « volonté de domination » qui dirige cette phase de la guerre comme elle en a dirigé la première phase, et il s'agit toujours du sort de la Belgique.



LUDENDORFF CHEZ LUI

Les faits que nous allons exposer ne peuvent se comprendre autrement. Mais il n'est pas inutile de rappeler que ce même esprit de conquête s'affirmait, au même moment, par les deux traités de Brest-Litovsk et de Bucarest, qui consacrent, au profit de l'Allemagne, un véritable démembrement de la Russie et, contre l'Autriche, la subordination de la vallée du Danube et des voies économiques vers l'Orient asiatique.

L'idée initiale de l'offensive de 1918 est donc éminemment politique. Ludendorff, qui la décide dès juillet 1917 (2), y est poussé par la fatalité de son esprit. Il vise, en réalité, une dictature militaire, seule capable, selon lui, d'obtenir la victoire et de l'exploiter. Il a jugé Guillaume et il sait que la dynastie est condamnée, pour le moins, à une sorte d'asservissement : il joue donc, à l'égard de la dynastie, un rôle qui n'est pas sans analogie avec celui de Bazaine en 1870 : avec cette différence que l'un cherchait dans l'action l'autorité que l'autre attendait de l'inaction. Quant à Hindenburg, il n'était qu'un paravent : le colonel Bauer, confident de Ludendorff, nous apprend, dans son ouvrage *Die grosse Krieg*, « qu'on ne lui donnait même pas connaissance de l'emplacement des corps d'armée ».

(1) Document tiré des Archives de l'Empire et publié par HANS DELBRUCK. — Cf. LUDENDORFF, II, p. 44, et le passage de la lettre de Hindenburg à l'Empereur, du 7 janvier 1918 : « Je ne crois pas que notre situation de guerre ait justifié en quoi que ce soit ces concessions de l'Allemagne » (*Documents*, II, 2518).

(2) En juillet 1917, Ludendorff déclare aux chefs des partis du Reichstag que l'armée est prête à tenter, avant l'hiver, un effort suprême sur le front occidental, en désignant spécialement le front français.

Et le livre d'Hindenburg établit qu'il ignorait, en effet, le véritable sens et la portée de la grande offensive, qui allait se déclencher par ses ordres. Le général Buat, assez favorable à Hindenburg, écrit : « Les révélations éparses dans le livre du feld-maréchal nous inclinent à penser déjà, si la narration des faits ne nous en donnait la certitude, qu'Hindenburg n'a pas appliqué, de mars à juillet 1918, un plan arrêté (1). »

Ludendorff détenait donc pour lui seul le secret, et c'est lui qui décida du caractère offensif de l'opération, avec la résolution extrêmement aventureuse de sortir des tranchées et de se lancer dans l'imprévu de la « guerre de manœuvre ».

Depuis que les hostilités étaient suspendues par l'hiver sur le front occidental, des faits graves s'étaient produits dans la politique intérieure allemande : le chancelier Michaëlis avait été remplacé, le 1er novembre, par le président du conseil bavarois, Hertling. On eût pu croire qu'il s'agissait d'une sorte de « parlementarisation ». Le nouveau cabinet avait exclu les pangermanistes notoires comme Helfferich, et, d'autre part, sa composition, avec Payer, Friedberg, etc., lui donnait un aspect parlementaire indéniable. Mais, ni Hertling ni ses acolytes ne se trouvaient en mesure de se tirer d'une situation extrêmement difficile, coincés qu'ils étaient entre le mécontentement populaire et les exigences du G. Q. G.

Celui-ci, sûr de son fait, ne tenait nul compte de ces hochets abandonnés aux gens du Reichstag : « Le chef du cabinet de l'Empereur, von Valentini, dévoué au G. Q. G., déclarait alors à un confident que l'important, *durant ces dernières journées*, était de maintenir l'Empereur en bonne humeur, que toute cette parlementarisation n'était qu'une mascarade *qui durerait quelques mois* ; qu'après la guerre, tout cela serait changé et que l'Empereur gouvernerait tout seul comme il l'entendrait (2). »

Le G. Q. G. avait donc, dès lors, son dessein, à savoir, de finir la guerre par un coup d'audace. D'ailleurs, soucieux de relever par une sorte de brutale franchise le moral du peuple allemand, il n'hésita pas à le prendre pour confident. Le 9 *décembre* 1917, il fit paraître dans la *Francfurter Zeitung*, un long article sur la situation militaire, article qui contient tout le programme de la future campagne :

La tournure qu'ont prise les derniers événements et qui est pleine de promesses, met à la disposition des Puissances centrales d'importantes réserves stratégiques... La situation des alliés est encore favorisée par le fait que la « catastrophe vénitienne » a, comme nous l'avons montré, causé une perte de 400 000 hommes, d'où il résulte une brèche dans le front des Puissances occidentales... Les Américains ne peuvent entrer en ligne de compte pour combler la brèche du front italien ; les secours japonais étant encore plus aléatoires, c'est donc par des prélèvements sur le front occidental qu'on pouvait venir au secours des Italiens. C'est la France qui, cette fois encore, paraît avoir puisé le plus largement dans ses réserves. Le maréchal Haig se gardera bien, vu la situation, d'étendre son front.

L'équilibre est donc désormais détruit en notre faveur par l'augmentation des réserves dont disposent les Puissances centrales. La *Mittel Europa* a, désormais, jusqu'à l'arrivée de la grande armée américaine annoncée et jusqu'au moment où elle pourra entrer en lice, une supériorité décisive, sinon au point de vue numérique, du moins à celui des réserves d'attaque disponibles. Mais où seront employées en masse ces réserves ?...

Chose étonnante et qui prouve jusqu'à quel point le G. Q. G. sentait le besoin d'attirer vers lui une opinion générale chancelante, il examinait en public cette question de haute stratégie et il passait en revue les différents fronts pouvant se prêter au succès d'une offensive décisive. Ecartant les fronts de Mésopotamie, de Syrie, de Macédoine et même d'Italie (vers lequel le poussait une partie de l'opinion), il concluait que l'offensive décisive devait se produire sur le front occidental :

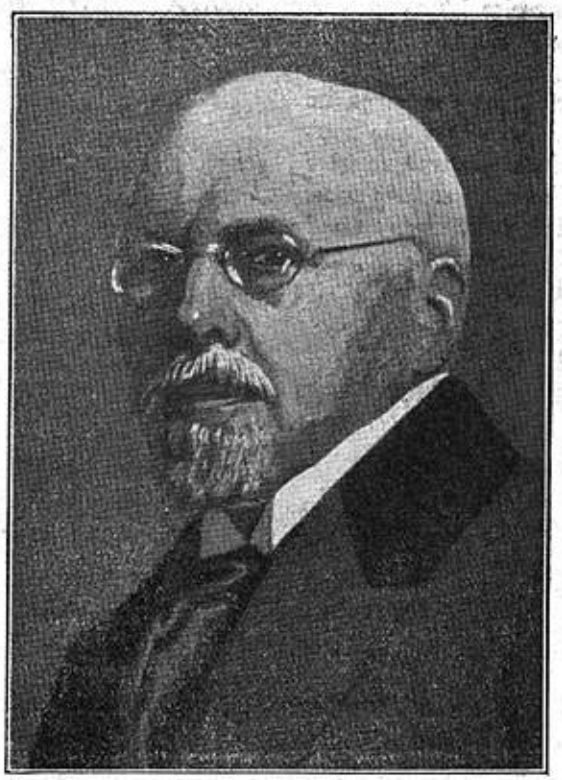
Nous arrivons enfin au front occidental, principal théâtre des opérations. La contre-attaque de Cambrai,

(1) Général Buat, *Hindenburg*, p. 114.

(2) Erzberger, p. 343.

que nous considérons comme un des événements militaires les plus marquants de cette année, et un de ceux qui feront le plus d'impression sur l'ennemi, n'a été contenue dans son succès que par notre volonté. Hindenburg et Ludendorff croient qu'il est possible de porter un coup sur le front occidental... Le coup frapperait d'abord la France (1) avant l'arrivée de sérieux renforts américains. L'acharnement que met la France à revendiquer l'Alsace-Lorraine nous révèle un sérieux danger. Les Français veulent nous arracher un lambeau de notre chair, et nous voilà, pour toujours, nous battant pour notre vie jusqu'à la mort... *Les combinaisons stratégiques des Puissances centrales se sont toujours révélées meilleures que celles de l'Entente.* Au point de vue stratégique aussi, nous avons l'avantage.

Ces avantages sont mis pleinement en lumière ; nécessité d'en finir avant l'arrivée du secours américain, supériorité numérique, supériorité stratégique et morale, surtout supériorité du commandement, car Ludendorff ne s'oublie pas, s'il oublie la Marne et Verdun. Avec de pareils atouts, il n'y a qu'à s'élancer hors de la tranchée et foncer sur le front franco-anglais.



LE CHANCELIER VON HERTLING

Cette hautaine parole boucle, dès le mois de décembre 1917, c'est-à-dire juste au lendemain de l'armistice de Brest-Litovsk, toute velléité d'opposition de la part des partisans de la « paix de conciliation ». S'élever contre les affirmations catégoriques et publiques du G. Q. G., ce serait porter atteinte au prestige et à l'autorité sacro-sainte de ce grand Hindenburg, l'homme à la statue de bois, et de cet indispensable Ludendorff qui a toujours sa démission à la main. Il s'agit, d'ailleurs, d'une question de technique militaire : comment leur jugement ne prévaudrait-il pas?

L'opposition se tait. Hertling se plaint à mi-voix « d'être berné par le G. Q. G. » ; mais il obéit. Quant à Kuhlmann et à ses amis, s'ils se disent *in petto* que la victoire militaire est désormais impossible et que la nouvelle campagne coûtera des sacrifices formidables et inutiles, comment tiendraient-ils publiquement un tel langage sans blesser au cœur ceux qui restent encore attachés à la fameuse devise : *Deutschland über alles* (2) ?

La première partie de la campagne, celle qui entraînera l'opinion dans le sillage du G. Q. G., est donc gagnée.

Pourtant, il reste une résistance, en quelque sorte passive, c'est celle qui vient de la souffrance populaire. Contre la continuation de la guerre, contre l'entreprise hasardée dont le bruit s'est répandu jusque dans le dernier foyer, une manifestation se dresse qui, bientôt, couvre le pays tout entier : c'est la grève générale de janvier. Ainsi débute cette tragique année 1918. Le peuple allemand n'en peut plus, n'en veut plus.

Fait d'une portée immense et qui, à lui seul, eût dû avertir les grands chefs ; car on ne se bat pas seulement avec le corps d'un pays, on se bat avec son âme, avec sa volonté. Le mouvement est parti de Vienne ; il gagne Berlin ; la municipalité du quartier de Noekœlln, en dénonçant publiquement les abus affreux de la spéculation avec des complicités officielles, aux dépens de la misère générale, a déclenché

(1) Ici, il y a un peu de camouflage. Nous verrons que l'offensive de Ludendorff visera surtout l'Angleterre. Mais on n'avait pas à dévoiler le fond de la pensée stratégique. Il y a, dès lors, comme une tendance à séparer l'Angleterre de la France et à rendre cette dernière puissance responsable de la prolongation de la guerre.

(2) André Hallays, *L'opinion allemande pendant la guerre*, p. 168 et suiv.

le mouvement. La grève s'étend sur tout le territoire de l'Empire ; or, de l'aveu général, son but est nettement défini : la paix tout de suite, protestation énergique contre le projet d'une nouvelle offensive (1). Scheidemann traduit le sentiment populaire devant le Reichstag :

Il y a deux partis en présence. L'un pense que la guerre peut être terminée en quelques mois par une défaite écrasante. L'autre se refuse à le croire. L'un demande une paix de conciliation, l'autre une paix fondée sur la force... Nous sommes à la veille d'une lutte terrible, dont les conséquences seront incalculables, mais dont on ne saurait encore prévoir le résultat... Admettez que nous nous emparions de Paris et de Calais, admettez que cette percée formidable ait un plein succès, serions-nous, pour cela, près de conclure la paix? Je réponds : non ! Même si nous arrivions à écraser l'Angleterre et la France, aurions-nous la paix avec l'Amérique?

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'une lourde appréhension continue à peser sur l'Allemagne.

LA CONCEPTION STRATÉGIQUE DE LUDENDORFF

Or, quelle chance de succès apporte à l'Allemagne et à ses alliés la nouvelle conception stratégique de Ludendorff? Voilà le point capital.

La solution du problème se présente, nécessairement, selon deux alternatives : ou la paix par le succès de l'offensive ou la paix dans l'insuccès de l'offensive. A-t-on mûrement pesé ces deux hypothèses? Et, tout bien considéré, quel est le plus grand risque? En deux mots, puisqu'on prenait le parti de prolonger la guerre, fallait-il sortir de la tranchée ou fallait-il y attendre l'offensive ennemie? Stratégiquement parlant, quelle est la méthode la meilleure pour arriver à une prompte et bonne issue de la guerre, étant donnée la situation générale?

On part de ce fait que la disparition presque absolue du front oriental, permettant au commandement allemand de ramener ses divisions sur le front occidental, lui donne, pour la première fois, une supériorité numérique incontestable.

D'autre part, la nécessité d'agir vite et avant l'arrivée des troupes américaines talonne le G. Q. G. On en revient ainsi, comme d'instinct, à la période qui a suivi immédiatement la bataille de la Marne, et l'on est porté, selon la première pensée du commandement français après cette bataille, à reprendre la guerre de mouvement.

Comparons donc les deux adversaires, leurs projets, leurs mentalités, leurs ressources et leurs forces, en présence de cette hypothèse.

Voici, d'abord, le système et la situation de Ludendorff, tels qu'il les expose lui-même:

Dans un exposé que je fis devant l'Empereur et le chancelier *le 13 février*, au sujet des événements qui allaient se dérouler sur le front ouest, je m'exprimais ainsi : « La lutte sur le front occidental représente la tâche la plus écrasante qui ait jamais incombé à une armée ; la France et l'Angleterre ont, pendant deux ans, vainement essayé d'en venir à bout. C'est la pensée de tous ceux qui sont chargés d'une responsabilité sur le front occidental. Je suis tout le premier pénétré de ce qu'a d'écrasant au point de vue militaire une pareille tâche... Il ne faut pas croire que notre offensive va se développer comme celle de Galicie ou d'Italie ; ce sera une lutte gigantesque qui commencera sur un point, se continuera ailleurs et demandera beaucoup de temps, un combat qui sera pénible, *mais qui se terminera par la victoire.* »

Pour arriver à cette dernière affirmation, Ludendorff pose, d'abord, une condition où se révèle son plan politique caché :

Cette entreprise ne pourra se terminer heureusement que si les chefs qui la dirigent *sont délivrés de tous liens gênants*, que si l'on amène à ce combat décisif le dernier homme disponible et que tous soient animés d'amour pour l'Empereur et l'Empire et d'*une pleine confiance dans l'énergie des chefs* et la grandeur de la patrie.

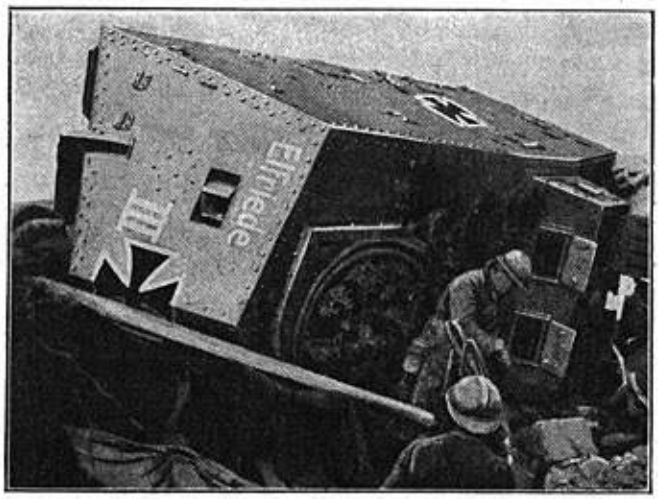
Ces données générales relèvent, en somme, du domaine de la psychologie politique, plutôt que de la stratégie proprement dite ; il n'est question que de coups formidables devant se produire *tantôt sur un point, tantôt sur un autre*, mais nullement d'une manœuvre proprement

(1) ANDRÉ HALLAYS, *L'opinion allemande pendant la guerre*, p. 175.

dite. Quant à la fameuse stratégie de Schlieffen, — celle qui, selon le cri d'enthousiasme de l'Allemagne entière, aurait remporté le succès genre « Cannæ » sur le front oriental, sous le commandement de Hindenburg et de Ludendorff, — de cette stratégie, il est à peine question ; non plus que de la manœuvre par les ailes, non plus que d'une combinaison quelconque de l'ordre frédéricien ou napoléonien. On jette le pédantisme par-dessus bord ; droit au but !

Le général Buat, analysant le plan de l'offensive d'après le livre de Hindenburg, dit :

Dès la fin de 1917, le maréchal s'est évertué à assembler, face au front de France, toutes les forces qu'il a pu extraire des autres théâtres d'opérations. Que compte-t-il leur demander? Il les lancera, en presque totalité, « sur un point pour l'écraser ». Le reste sera conservé afin que les parties fixes du front « ne courent pas trop de risques ». Ceci revient donc à dire qu'un bélier extrêmement puissant sera mis en mouvement contre une partie de la muraille édifiée par l'ennemi. Le bélier mis en branle, que produira-t-il ? Une « percée complète » de la muraille, suivie de « la lutte en terrain libre », et, en terrain libre, *naturellement*, Hindenburg ne doute pas de battre son adversaire.



TANK ALLEMAND VU PAR L'ARRIÈRE
(SUR LE TOIT, CAMOUFLAGE EN FEUILLAGES.)

Ludendorff a prononcé le mot qui résume cette conception, et le voici : « la guerre de positions éclatera d'elle-même en guerre de mouvement ». Oui, « guerre de mouvement » plutôt que « guerre de manœuvre ». On en revient à la vieille conception de la *percée* ; sans percée, pas de mouvement. Mais, la percée, il faut l'obtenir. Or, on ne dispose, au fond, que d'un atout nouveau, la supériorité numérique.

Poursuivons l'analyse de cette doctrine de Ludendorff et Hindenburg, toujours d'après leur propre témoignage :

Nous avions, sur tout le front occidental, écrit Ludendorff, une supériorité numérique de *trente* divisions environ. Mais la supériorité réelle n'était pas aussi accentuée, parce que les armées ennemies avaient une quantité beaucoup plus grande que nous d'armes spéciales et de troupes entraînées. En tout cas, nous n'avions jamais atteint une proportion aussi favorable. On pouvait donc espérer un succès. Nous pensions *mener l'attaque avec environ cinquante à soixante divisions.*

Ludendorff reconnaît que le problème des réserves n'était pas résolu, bien qu'on disposât de 100 000 hommes en mars 1918, « chiffre très insuffisant, ajoute-t-il, étant donnée l'usure considérable des effectifs ».

En ce qui concerne le *moral* de l'armée, il le considère comme « entièrement raffermi » ; il ajoute cependant :

... que le mouvement révolutionnaire a fait en Allemagne des progrès décisifs et que c'est dans cet hiver de 1917-1918 que se constitua à Reinickendorf le premier Conseil allemand des ouvriers et des soldats.

Pour le *matériel*, enfin, il déclare que l'armée disposait de tout ce qu'il fallait pour la campagne de l'Ouest ; mais il n'ajoute pas que l'arme d'attaque par excellence, celle qui détruit les obstacles et qui ouvre le chemin avec le moindre péril à l'infanterie sortie de la tranchée, l'arme qui doit faire « éclater » la guerre de positions et la transformer en « guerre de mouvement », le char d'assaut, il ne la possède pas. A peine y a-t-il pensé ! Et pourtant, il avait déjà pu apprécier, à Cambrai, lors de l'offensive britannique, de quoi elle était capable. Mais il n'y croyait pas ; peut-être aussi, le temps et les ressources pour la construction lui ont-ils manqué.

Le voilà donc résolu à courir le risque de

l'offensive avec les moyens dont il dispose. Toujours, dans ses résolutions il entre quelque chose de cet orgueil qui se croit, en dépit de tout, le plus fort. Calcul faussé par l'infatuation !

L'ensemble de l'exposé de Ludendorff est d'ailleurs trouble comme sa pensée elle-même ; rien qu'à l'analyse, il faut y mettre, pour faire comprendre, un peu de la clarté française.

Outre la supériorité numérique, le principal élément sur lequel comptait Ludendorff, c'était la *surprise* (1).

Où fallait-il attaquer pour obtenir le maximum de résultat? Ludendorff examine trois points d'attaque : au nord, c'est-à-dire dans les Flandres, d'Ypres à Lens ; au centre, vers Saint-Quentin ; à l'est, de part et d'autre de Verdun. Sûrement, il ne renouvellera pas l'offensive de Verdun, quoique le Kronprinz l'eût réclamée de préférence. L'offensive dans les Flandres vise Calais et Boulogne, c'est-à-dire le véritable ennemi, l'Angleterre, mais l'Angleterre seulement, tandis que l'offensive entre Arras et la Fère avec ligne de départ à Saint-Quentin et direction Montdidier-Amiens, vise à la fois la côte anglaise et éventuellement Paris : si elle réussit, elle permettra de rabattre du côté qui paraîtra préférable.

Nous reviendrons sur ce point ; faisons observer seulement que Ludendorff fut tiraillé longtemps entre diverses solutions contradictoires et qu'il se laissa entraîner, plus d'une fois, par des suggestions diverses ou par les faits extérieurs à sa propre volonté.

Il conclut son exposé de février en ces termes : « Après avoir désigné les divisions et l'ensemble des ressources qui seraient à notre disposition pour l'attaque, nous décidâmes de porter le coup *entre Croisilles*, au sud-est d'Arras, et *Mœuvres*, et, — en laissant de côté le saillant de Cambrai, — *entre Villers-Ghislain et l'Oise*, au sud de Saint-Quentin ; *il fallait accompagner cette offensive d'une attaque locale partant de La Fère.* »

C'est sur cette donnée qu'une préparation minutieuse sera poursuivie pendant les mois d'hiver. En attendant, Ludendorff ne prend en considération qu'une seule et unique perspective : la victoire certaine. Mais, ici encore, une objection se produit : qu'arriverait-il si la victoire n'était pas obtenue ou si seulement elle tardait? Depuis le début de la guerre, la *percée* n'a jamais été réellement accomplie sur aucun front, même pas sur le front russe, même pas sur le front roumain. Les offensives les mieux préparées se sont toujours heurtées à la puissance du feu et à la reconstitution des « poches » par les réserves. Si cela se reproduisait une fois de plus, qu'arriverait-il?... Cette question, Ludendorff ne se la pose même pas. Et, pourtant, il eût été sage d'envisager une donnée qui se dégageait spécialement de l'expérience de cette guerre, à savoir l'invulnérabilité des fronts.

L'offensive victorieuse assurera la paix victorieuse, et c'est la seule hypothèse qu'accepte l'esprit rigide de Ludendorff. Mais l'offensive non victorieuse, en usant les effectifs et le matériel, aboutirait, presque certainement, à la défaite absolue : car, derrière la ligne Hindenburg, il n'y a plus, jusqu'à la Meuse, de position préparée pour résister à une contre-offensive bien conduite. Et la Meuse elle-même n'était pas prête (2).

On eût pu considérer, qu'en s'abstenant d'attaquer, l'armée allemande eût conservé une supériorité numérique telle que toute tentative de la déloger des tranchées se fût exposée à des risques et à des sacrifices inouïs. Même les renforts américains pouvaient ne pas être prêts à temps pour entreprendre une opération générale décisive avant de longs mois ; et si les mois se prolongeaient, la nécessité d'en finir eût forcé, sans doute, *les deux parties* à en venir à une paix de conciliation.

La guerre de positions avait, en somme, sauvé l'Allemagne après la Marne : était-il sage

(1) « La surprise fut considérée comme l'élément principal d'un succès rapide et important » (*Souvenirs de guerre du Kronprinz*, p. 377).

(2) Le Kronprinz parle d'une position de retraite *Gudrun* ; mais elle ne fut jamais sérieusement constituée : les travailleurs manquaient.



UN TANK ALLEMAND CAPTURÉ

d'y renoncer, maintenant que l'on ne pouvait y consacrer que des troupes, nombreuses sans doute, mais fatiguées, d'un moral médiocre, et munies d'un matériel insuffisant, difficilement renouvelable ? Se lancer dans un tel inconnu, c'était tout perdre si on ne réussissait pas en quelques jours ; se contenir et attendre, c'eût été, au pire, atténuer le mal et garder ses forces et son armée en mains quand arriverait le jour de la négociation.

Ce point de vue si différent du parti qu'il avait arrêté dans son esprit, Ludendorff ne voulut même pas le considérer. Sa passion politique le menait. Rien de moins stratégique que cet état d'esprit : l'offensive satisfait seule la haine de Ludendorff pour les libéraux, sa volonté de puissance, son autoritarisme militaire, son ambition de dictature. Tout risquer pour tout gagner ; sinon, succomber tout entier, même en entraînant son pays et peut-être le monde dans l'abîme : telle fut la conception que ce « génial » dément se fit de l'issue de la guerre, à la minute suprême.

On avait envahi la Belgique pour dominer ; on avait refusé de rendre la Belgique pour dominer ; on tenterait la percée pour dominer. Tout cela était dans la logique de l'instinct germanique et de l'orgueil bismarckien concentrés dans le grand État-Major : Ludendorff les représentait exactement (1).

LA DOCTRINE DE LA FIN DE LA GUERRE AU G. Q. G. FRANÇAIS

Nous avons à exposer, maintenant, la doctrine de la fin de guerre à l'État-Major fran-

(1) Un fait très frappant, c'est qu'Hindenburg se fit à lui-même, et sans doute à Ludendorff, les objections que nous venons d'indiquer ; et quand il se demande, dans ses *Souvenirs*, pourquoi on passa outre, il ne trouve que cette réponse « *facile à donner*, dit-il, *difficile à expliquer* : CONFIANCE ! » — c'est-à-dire : « ORGUEIL » ! (p. 283).

çais. On affecte de dire que la pensée et le travail des chefs n'ont aucune importance, que le sort de la guerre dépend du hasard : il faut bien, pourtant, que les armées soient dirigées, qu'elles soient mises en telle place et non en telle autre, que quelqu'un veille aux transports, aux approvisionnements, aux munitions, aux campements, aux marches, aux surprises, etc. Tout cela suppose un choix, une étude préalable, une certaine science, en un mot, de l'intelligence. Il ne suffirait pas d'appeler à la minute suprême les « officiers de complément » : malgré leurs facultés si hautes, ils seraient vite débordés.

L'opération intellectuelle que suppose la guerre est d'autant plus complexe qu'elle agit sur des masses plus considérables. La science moderne impose au génie, qui fut nécessaire en tout temps pour gagner des batailles, de nouvelles préparations. L'homme de guerre a toujours représenté la formation sociale d'un peuple dans son expression la plus forte ; et c'est pourquoi on est en droit d'exiger de lui, au fur et à mesure que sa tâche se développe, de plus puissantes facultés.

Le général Pétain appliquait avec fermeté la doctrine de guerre que nous avons fait connaître ci-dessus et qui avait réussi, sans une bavure, dans l'affaire de la Malmaison. Elle se contente d'atteindre des « objectifs limités », et se contient elle-même au moment où elle va les dépasser ; elle s'applique à ménager le sang du soldat, à multiplier le matériel, à « obtenir peu avec beaucoup » ; sa devise reste jusqu'à la fin : « l'artillerie conquiert, l'infanterie occupe ».

On a, parfois, confondu ce système avec la simple défensive ou même avec la guerre de positions : appréciation tout à fait injuste. Pétain ne renonce nullement à l'offensive : mais il la prépare de longue main, et il ne la déclenchera que quand elle se trouvera, en quelque sorte, encadrée dans le possible, quand elle disposera des effectifs et des armes qui lui assureront une supériorité écrasante. C'est pourquoi, dans la période de la guerre où nous sommes arrivés, et plus tard encore, le général Pétain se déclare nettement pour l'*attente* : l'attente jusqu'à l'achèvement du matériel indispensable (artillerie et chars d'assaut), attente jusqu'à l'entrée en ligne des effectifs non moins indispensables, c'est-à-dire jusqu'à l'arrivée de la grande armée américaine.

Il y eut une première période du commandement de Pétain où ses ordres extrêmement catégoriques tombèrent sur les têtes ardentes de l'armée comme une douche froide : Pétain voyait les choses de haut et de loin, et ne se pressait pas. Les fameuses directives 1, 2 et 3, qui sont de la dernière moitié de l'année 1917, multipliaient les recommandations à longue portée et à lointaine échéance : « attaques limitées dans leurs objectifs », « viser principalement à l'usure des réserves ennemies » ; éviter de former des « poches » que l'ennemi crève ou réduit en ramenant ses réserves ; s'assurer de l'élément *surprise*, garder jalousement le secret ; et, par-dessus tout, maintenir la troupe loin du front pour renouveler de fond en comble son enseignement pratique et pour assurer la formation de puissantes réserves générales, le tout jusqu'à l'arrivée du nouveau matériel (1).

L'application au moindre détail de la préparation fit même qu'on trouva, dans la directive n° 2, un certain abus de la scolarité. Castelnau disait : « Ne transformez pas l'armée en un champ de pédagogie », et Boissoudy : « On nous a fait grand bien en nous imposant cette mise au point de l'instruction. Mais que l'on veille à ne pas dépasser le but ! » Les spécialistes reprennent en mains les services techniques : fait extrêmement significatif, le général Herr est mis à la tête de l'arme de l'artillerie ; le colonel Duval dirige l'aéronautique. Observons aussi que déjà la guerre de tranchées prend un autre caractère : elle se mobilise en quelque sorte ; les tranchées ne sont plus qu'un

(1) Pour ces questions de doctrine, j'emprunte les traits les plus frappants au livre sincère du commandant Laure : *Au troisième bureau du troisième G. Q. G.* Plon, in-12, p. 26 et suiv.



LE GÉNÉRAL WEYGAND

MEMBRE DU CONSEIL SUPÉRIEUR INTERALLIÉ. (FRANCE)



LE GÉNÉRAL WILSON

MEMBRE DU CONSEIL SUPÉRIEUR INTERALLIÉ. APRÈS LE GÉNÉRAL ROBERTSON (GRANDE-BRETAGNE).

champ d'observations ou un terrain d'avant-postes. On les vide au profit des réserves générales : c'est avec celles-ci que l'on portera les forces là où elles feront besoin; on rompt l'alignement et le cordon ; on rentre déjà, jusqu'à un certain point, dans la manœuvre, mais dans la manœuvre par les arrières. « Le fil de fer va perdre de son importance. »

L'automne de 1917 s'engage sur ces données; cependant l'offensive anglaise de Cambrai et la contre-offensive qui réduit la poche si rapidement conquise et si rapidement perdue, apportent leur enseignement. Le G. Q. G. lance une circulaire rectificative, la directive n° 2 *bis* qui admet l'éventualité de mouvements plus étendus et d'offensives moins restreintes. On y sent je ne sais quelle aspiration vers la guerre de mouvement, — mais, avec quelle surveillance de l'élan et quelle domination de soi !

Il ne faut plus opposer l'une à l'autre la guerre dite de positions et la guerre dite de mouvement. On se bat sur des positions et entre des positions étant plus ou moins complètement organisées, plus ou moins démolies, plus ou moins rapidement franchies par les attaques et les contre-attaques, et, *éventuellement*, hors de la zone des positions, sur un terrain qui peut être libre de toute organisation. Dans cette lutte, *le mouvement* est à tous les instants, et sur tous les terrains, une des caractéristiques essentielles de la manœuvre offensive comme de la manœuvre défensive.

Ces indications nouvelles sont bien timides encore. Ce qui est plus caractéristique, c'est un retour aux conceptions antérieures à la guerre. Le fameux décret sur le service en campagne, tant raillé, est remis en honneur :

Le commandant en chef, se reportant à celui de nos règlements d'avant-guerre qui a le plus fait pour entretenir dans nos cadres la flamme sacrée de l'offensive, écrit : « Le décret sur le service des armées en campagne ne devra pas être perdu de vue. Il perpétue, en effet, les traditions qui font la force de notre armée. Il souligne

l'importance de l'échelonnement en profondeur sous toutes ses formes et vise à développer l'esprit manœuvrier à tous les échelons du commandement.

Voici que le point de vue se modifie encore : la défection russe provoque, soudain, un retour vers l'expectative. La directive n° 4, qui règle les dispositions ultimes pour l'hiver et le printemps de 1918, traduit cet état d'esprit. Elle est datée du 22 décembre : attendre les effectifs américains ; garder une attitude expectante ; ne maintenir les premières positions que le

expectative. La directive n° 4, qui règle
positions ultimes pour l'hiver et le prin-
de 1918, traduit cet état d'esprit. Elle
ée du 22 décembre : attendre les effectifs
ains ; garder une attitude expectante ;
intenir les premières positions que le
nécessaire pour l'intervention des ré-
générales. « En résumé, on laissera à
ni l'initiative des attaques au début
8 (1). »

se frappante, cette doctrine, si prudente
eservée, paraît encore téméraire au gou-
nent : « Une lettre vraiment stupé-
est adressée au général commandant en
s armées françaises, le 24 janvier 1918,
e prier d'avoir une autre conception de
duite de la bataille. Et, que reproche-t-on
néral Pétain? De ne pas consacrer aux
x défensifs assez d'effectifs, de ne pas
aître la valeur de l'obstacle, de ne pas
tablir assez de réseaux de fils de fer ! »

OCTRINE DE FOCH L'HIVER 1917-18

Cependant, il y avait, au d'études de Versailles, au comité de interallié, qui travaillait dans le silence, nme qui rongeait son frein dans cette naction : c'était Foch. De tout temps, et on génie, il était resté fidèle à une doc-eaucoup plus allante. Or, c'est en ce tra-ntellectuel naissant que se trouve le qui produira finalement la victoire ive.

gin, dans son livre *Comment finit la* donne cette précision :

énéral Foch n'avait pu faire admettre l'étude *n offensif* pour 1918 et, à plus forte raison, sa pré-. Les deux commandants en chef, britannique et permettait pas d'entreprendre de grandes opérations offensives et ils se contentaient d'attendre l'attaque allemande... Or, l'offensive allemande était certaine ; il fallait la prévenir et, en tout cas, tenir prête une riposte énergique... La bataille était inévitable au commencement du printemps et devait donner à l'assaillant un premier succès dont il était impossible de prévoir les conséquences. Il était donc très imprudent de se résigner à la défensive. Néanmoins, l'idée de l'offensive n'avait pas encore été comprise par les gouvernements alliés et les propositions du général Foch furent écartées.

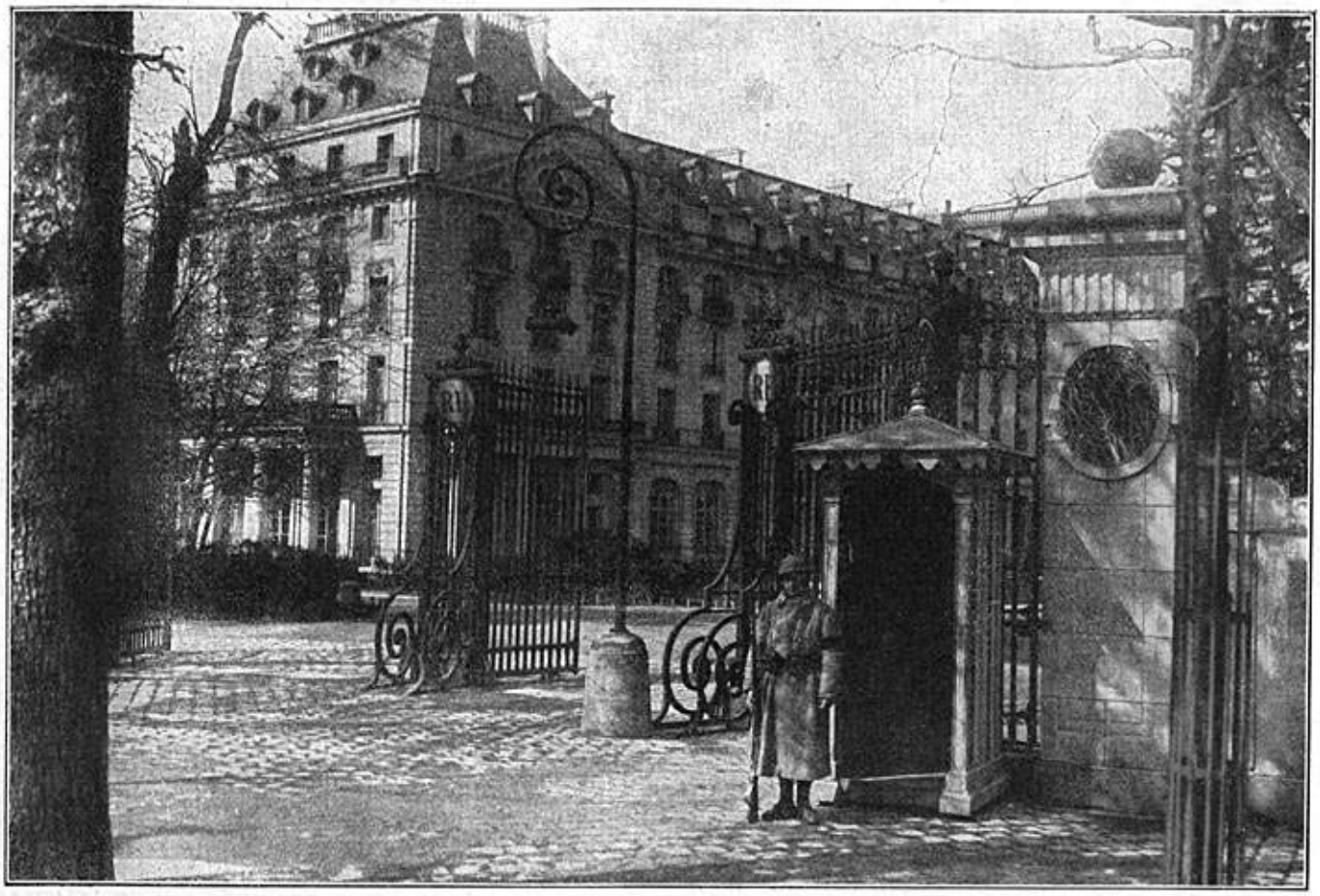
premier succès dont il était impossible de prévoir les conséquences. Il était donc très imprudent de se résigner à la défensive. Néanmoins, l'idée de l'offensive n'avait pas encore été comprise par les gouvernements alliés et les propositions du général Foch furent écartées.

Sur cette élaboration intérieure encore rudimentaire, nous avons un autre témoignage émanant indirectement de Foch lui-même. S'adressant, *le 27 février* 1918, à un colonel de l'armée française qui revenait d'Amérique, il lui tint ce propos, noté à cette date : « Avec l'armée américaine jointe aux armées alliées, je trouverais *la formule de la bataille* qui, positivement, *briserait tout devant elle.* »

Il s'agit donc bien d'une *prévision*, d'une *formule*, et il s'agit bien d'une *bataille offensive* destinée à aboutir à la *destruction totale de l'ennemi*.

L'instinct a averti l'homme d'action avant même qu'il ait assumé la responsabilité du commandement unique ; l'avenir se lève en lui et l'illumine d'avance. Il saura, désormais, dans quel sens se diriger constamment. Témoignage sans prix sur un travail intérieur en gestation. Nous allons voir ce germe se développer et surgir de la complexité des faits avec la ténacité inéluctable de ce qui naît, grandit et *pousse*, comme dans la nature.

L'idée une fois plantée dans le cerveau de Foch, — et elle vient de ce sentiment juste qu'aucun pays et surtout la France ne peut tenir la guerre jusqu'en 1919, — elle se ramifie en une première proposition : pour attaquer, il faut une armée de manœuvre, donc des *réserves générales*. C'est, comme nous le verrons, autour du problème des *réserves générales* que va tourner, de part et d'autre, tout le drame qui aboutit au dénouement de la guerre par la victoire de l'Entente. La première manifestation



LE TRIANON-PALACE, A VERSAILLES, OU SE TINT LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE GUERRE INTERALLIÉ

serait constituée à la disposition du comité exécutif du conseil suprême de la guerre ». Où cette proposition se produit-elle d'abord? Là seulement où Foch pouvait agir sur l'ensemble de l'organisme, c'est-à-dire au Conseil supérieur de guerre, créé par l'accord des puissances en novembre 1917.

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE GUERRE INTERALLIÉ. SON ROLE DANS LA DERNIÈRE ANNÉE DE LA GUERRE

Nous avons dit dans quelles circonstances et pour quel objet fut créé le Conseil supérieur, siégeant à Versailles. Lloyd George, qui s'était déclaré partisan d'un commandement unique, avait insinué la création de ce Conseil comme une étape, un acheminement vers cet objectif si difficile à réaliser. Il disait, définissant le rôle du nouvel organisme :

> Les Alliés ne pourront obtenir la victoire finale qu'en subordonnant toutes choses à la volonté suprême de faire porter sur les Puissances centrales, de la manière la plus efficace, la plus grande pression militaire, économique et politique qu'ils sont capables d'exercer.
>
> Je suis sûr qu'il n'y a qu'un moyen d'arriver à ce résultat et que c'est par la création d'un seul comité — une sorte d'État-Major interallié — qui préparera, pour l'ensemble des Alliés, les plans de guerre et veillera continuellement sur les événements en cours. Ce Conseil ne peut évidemment pas se substituer aux différents gouvernements ; il ne peut que les guider, leur laissant le soin de donner des ordres définitifs et de prendre des décisions, etc.

Cette formule initiale s'était développée à la suite des événements de Russie et du désastre de Caporetto et avait abouti à la conférence de Rapallo (7 novembre 1917). Pour marquer l'indépendance du nouveau Conseil, il fut décidé qu'il siégerait à Versailles, non à Paris ; sa première réunion se tint au Trianon-Palace, le 5 décembre 1917, sous la présidence

de M. Clemenceau, assisté de Lloyd George, Orlando et le colonel House.

Comme militaire, le général Foch représentait la France (mais, ses fonctions ayant été déclarées incompatibles avec celles de chef d'État-Major général, il était remplacé par le général Weygand), le général Robertson la Grande-Bretagne, le général Cadorna l'Italie.

Le 1er février 1918, le Conseil consacra sa troisième session à la discussion du projet de plan d'action pour 1918. Ce plan d'action comportait la défensive sur le front occidental (y compris l'Italie) jusqu'à l'entrée en ligne de l'armée américaine — et l'offensive en Palestine.

C'est alors que le général Foch, entendu en qualité de chef d'État-Major général, découvrit le fond de sa pensée, à savoir le principe de la création d'une réserve générale interalliée. Il fut appuyé par le général Bliss. Le général Robertson, sentant bien que, si l'on parlait de créer une réserve générale, c'est qu'on entendait s'en servir, demanda qui la commanderait : c'était en revenir à la question de la direction supérieure de la guerre. On finit par se mettre d'accord sur l'idée de la création d'un *Comité exécutif* du conseil, dont Foch fut reconnu à l'unanimité comme le chef. On décida, en même temps, la création de la réserve générale interalliée, forte en principe de 30 divisions qui auraient été réparties autour d'Amiens, de Paris et dans le Dauphiné. La chose fut donc décidée, mais on ne se pressa pas de l'exécuter, les trois commandants en chef, Pétain, Haig et Diaz, ne disposant pas des ressources nécessaires.

Ajoutons, cependant, que la décision de principe ne fut pas tout à fait lettre morte et qu'un noyau de réserve générale fut constitué par les 11 divisions françaises et anglaises employées sur le front italien, étant entendu que les autres divisions libérées sur le front par l'arrivée des troupes américaines seraient versées dans la réserve générale. Mais ce ne furent là que des dispositions sur le papier : dès mars 1918, l'offensive allemande, à laquelle il fallut parer par tous les moyens disponibles, ajourna la constitution de la réserve générale.

Mais cette offensive eut, heureusement, une autre conséquence : sous la pression de la terrible avalanche, il fallut bien en revenir à la conception du « commandement unique » tant désirée, tant de fois écartée. Tel fut l'objet de l'accord de Doullens du 26 mars 1918, bientôt complété par l'accord de Beauvais du 3 avril 1918. Nous y reviendrons, bien entendu.

Foch fut nommé au commandement en chef. C'est alors que ses conceptions réapparurent conformément au germe initial qu'il importait de replacer à sa date ; elles devaient avoir, sur la fin de la guerre, les plus heureuses conséquences (1).

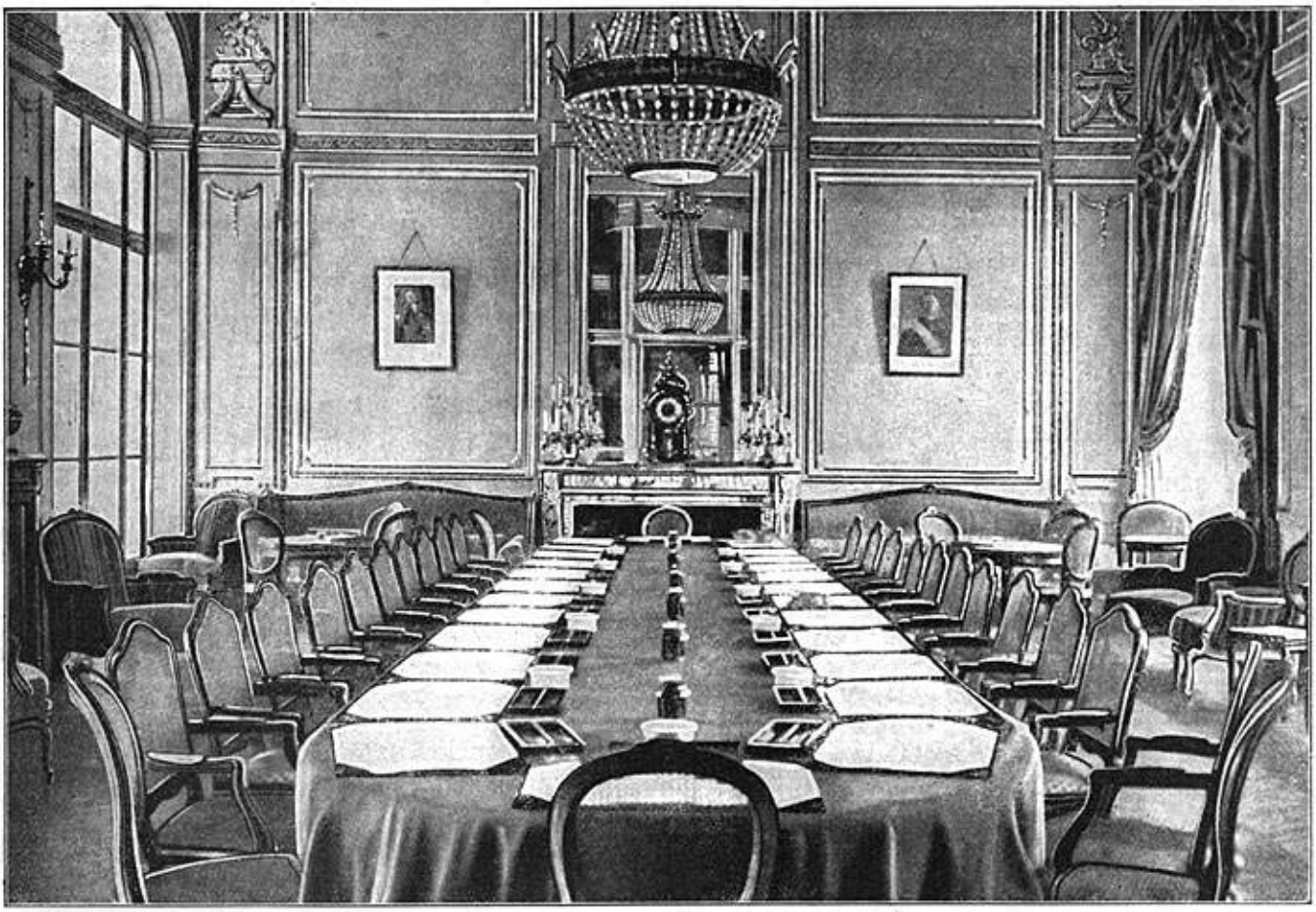
Au sujet de la constitution de la réserve générale, Mangin fait l'observation suivante :

> Pour être prête à agir sur l'un et sur l'autre front, la réserve générale aurait dû se trouver vers les arrières de leur point de jonction, vraisemblablement dans la région de Compiègne. Ce point faible fût alors devenu le point fort du front anglo-français. Mais, faute de cette réserve, il restera le point faible, celui que l'ennemi devait attaquer, et qu'il attaqua.

Les choses ne sont peut-être pas aussi simples : le premier projet de l'ennemi, comme nous l'avons indiqué et comme nous le démontrerons, fut d'attaquer d'abord vers le nord ; ce projet ne dévia que par la suite, et c'est alors qu'il se reporta en direction de Compiègne. Ceci dit, il faut reconnaître que la constitution effective d'une réserve générale fût devenue une grande sécurité et, en arrachant peut-être l'initiative à l'ennemi, eût donné, dès le printemps, un autre caractère à la campagne de 1918.

La doctrine de l'État-Major français, en vue de cette campagne de 1918, me paraît pouvoir se résumer en ces termes : avant tout, se préparer à soutenir le choc de l'ennemi, s'il

(1) Voir le savant travail du capitaine Buguet : *Historique du Conseil supérieur de guerre depuis sa création*, dans *Revue militaire générale*, n° de février 1921. — Cf. Wrigny, *At the supreme War Council*.



LA TABLE DE LA CONFÉRENCE INTERALLIÉE AU TRIANON-PALACE, A VERSAILLES.

attaque ; instruire les troupes et construire le matériel ; s'assurer en même temps, dans la mesure du possible, les moyens d'une offensive, que l'on ne déclenchera que quand on sera prêt à fond ; cette préparation ne devant être considérée comme achevée que quand, d'une part, le matériel (grosse artillerie et tanks) sera achevé et quand, d'autre part, les troupes américaines seront arrivées en quantité suffisante ; tout cela suppose évidemment une *attente* encore prolongée : on parle de 1919. Mais, bien entendu, on raccourcira autant que possible ce délai et le but reste l'effort général, destiné à écraser l'ennemi épuisé par cette longue *attente*, de façon à mettre fin, d'un seul coup, à la guerre.

Parallèlement à cette conception et la doublant, pour ainsi dire, se prépare dans l'esprit du général Foch, chef d'État-Major général et en relations constantes avec le Conseil supérieur interallié, un système se rapprochant davantage des anciennes doctrines et qui consiste en ceci : ne pas laisser à l'ennemi l'initiative, la prévenir si possible, par la constitution d'une réserve générale à la disposition du commandement interallié, et si l'on ne peut arriver à temps, pour prendre l'initiative, être en mesure de déclencher une riposte rapide : à cet effet, placer la réserve générale au point de jonction entre les armées française et britannique, de façon à ce qu'elle agisse *en surprise*, soit pour l'offensive, soit pour la contre-offensive, selon les circonstances.

PRÉPARATION DE L'OFFENSIVE DANS LE CAMP ALLEMAND

La décision prise par la G. Q. G. allemand, d'attaquer à fond sur le front occidental, te-

nait surtout à la situation exceptionnelle résultant de la destruction du front russe, du refoulement des fronts roumain et italien, situation lui permettant d'escompter une importante supériorité numérique : la première pensée du grand État-Major allemand fut donc d'assurer le transport de toutes les divisions disponibles sur le front occidental.

Le maintien des troupes allemandes sur le front italien n'avait plus d'objet : tout fut ramené ; les troupes allemandes du front de Salonique furent rappelées également et remplacées par des troupes bulgares, non sans un mécontentement sensible de la Bulgarie et une diminution grave de la force de ce front qui devait prendre bientôt une telle importance.

Dès que l'armistice de Brest-Litovsk fut signé, le même mouvement se produisit du front russe au front occidental, en commençant par les régions de Bukovine et de Galicie. On gardait dans le Nord les forces nécessaires pour l'éventualité d'une offensive sur Pétrograd en vue de faire capituler les Soviets.

Dès février, plus de 40 divisions avaient été ramenées du front russe vers l'Ouest. Cependant, l'immensité de ce front, la nécessité d'occuper le pays et de garder quelques forces devant le front roumain, ne permit pas d'obtenir tout à fait le résultat espéré. Durant tout le printemps et l'été de 1918, on continua ces prélèvements. Devant le front roumain, on ne laissa que quatre divisions allemandes et deux divisions austro-hongroises. Malgré tout, les effectifs ne furent jamais au complet : on manqua surtout de travailleurs et d'hommes pour les services de l'arrière.

Au mois de décembre 1917, on ne comptait encore, sur le front occidental, que 151 divisions allemandes, dont 127 en ligne et 24 en réserve. Il restait sur le front oriental 112 divisions ; sur le front italien 52 divisions (7 allemandes et 45 autrichiennes); sur le front macédonien 5 divisions (3 allemandes et 2 autrichiennes). Mais Ludendorff pouvait prévoir, dès lors, que le total de ses disponibilités monterait progressivement, en trois ou quatre mois, à 70 divisions allemandes et à 38 autrichiennes.

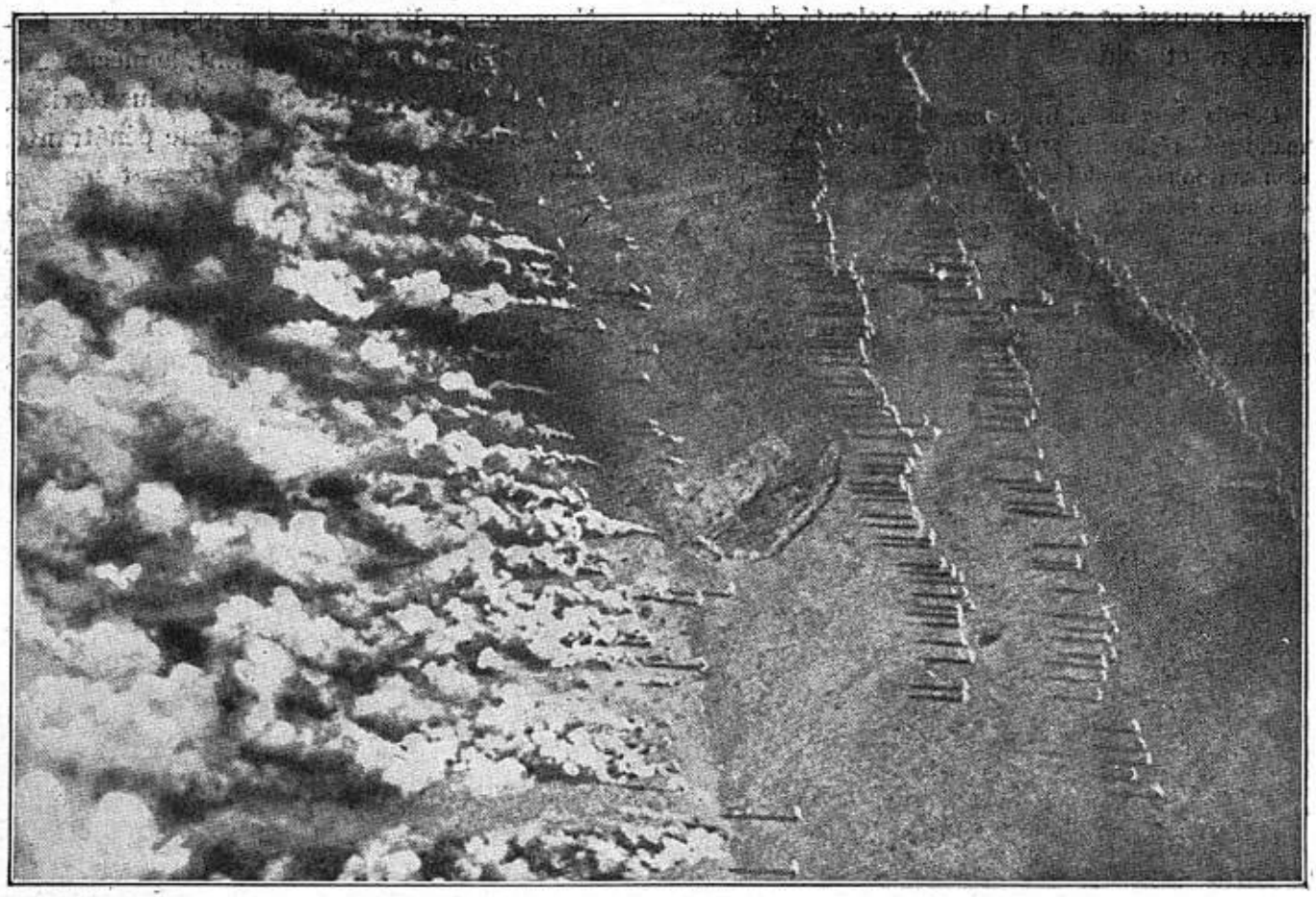
Sans entrer dans plus de détail sur les opérations de transport qui se produisirent, non sans complications infinies, durant l'hiver 1917-1918, il suffit de dire qu'au printemps, d'après Ludendorff, le total des divisions allemandes sur le front occidental était de 205 divisions, 32 de valeur combative à peu près nulle restant sur le front oriental. La supériorité numérique sur le front occidental était ainsi de 20 à 25 divisions (1).

La question des réserves générales se présente, de ce côté, dans des conditions aussi délicates que dans le camp adverse. A défaut d'une conception stratégique très claire, un système tactique nouveau est inauguré : « La ligne avancée de combat, écrit Ludendorff, doit être tenue par de faibles effectifs, mais nourrie sans interruption par des renforts échelonnés en profondeur. » On écartait toute idée d'agir au moyen de formations denses.

Selon ces principes nouveaux, les divisions destinées à l'attaque sur le front ouest furent retirées des lignes à partir de janvier-février. On les mit au repos, ou plutôt à l'entraînement. On les remplaça, en première ligne, par celles qui venaient des autres théâtres de la guerre. On préparait ainsi une force d'attaque triée sur le volet ; on consacrait aussi un effort d'attention et de volonté énergique et minutieuse à l'entraînement de ces troupes et à leur éducation technique.

(1) V. *L'aveu de la défaite allemande*. Documents officiels allemands. *Déposition de Ludendorff*, n° 38, trad. fr., p. 96. Le général Buat précise dans les termes suivants les renseignements parvenus au G. Q. G. français : « Dans l'espace de cinq mois, les chemins de fer de l'Europe centrale ont servi à transporter 50 divisions, savoir : 41 du front russo-roumain, 8 d'Italie et 1 de Serbie. Avec les éléments de corps d'armée et d'armée, cela ne représente pas moins de 700 000 à 800 000 hommes avec tout le matériel correspondant.

« Le 21 mars, jour de la première offensive en Picardie, 197 divisions allemandes sont réunies sur le front français... Or, à Verdun, en février 1916, les Allemands n'avaient que 19 divisions disponibles... Du 21 mars au mois de mai, 11 divisions dont 4 de cavalerie sont encore amenées sur le front. Les Allemands nous opposent alors 208 divisions. Donc, depuis novembre 1917, l'armée allemande s'est accrue de 61 divisions. Au 21 mars, sur 8.4 divisions en réserve, toutes étaient fraîches, prêtes à entrer dans la bataille. » (P. 56.)



ÉMISSION DE GAZ ASPHYXIANTS PAR LES ALLEMANDS

(Photographie prise d'un avion. Les lignes d'assaut progressent suivant le barrage des gaz ; les soldats sont les points blancs et le trait noir horizontal est l'ombre des hommes que le soleil éclaire de dos.)

On admettait que la préparation d'artillerie devait être courte, pour bénéficier de l'élément « surprise », et on comptait beaucoup, pour la rendre décisive, sur l'emploi à outrance non seulement des obus ordinaires, mais des obus toxiques.

L'artillerie disposait d'au moins 100 canons (sans compter les lance-bombes), par kilomètre de front. « C'étaient là des chiffres auxquels aucun homme n'aurait jamais cru » (Ludendorff). Cette artillerie devait être accompagnée, jusqu'au plus proche du front, de quantités énormes de munitions. Pour éviter d'avertir l'ennemi par les opérations toujours lentes du réglage, on mit sur pied un système de calculs météorologiques extrêmement minutieux permettant d'établir la correction du tir selon l'état du vent ; les photographies aériennes et l'étude du terrain par les avions furent également poussées à fond. Quant aux gaz asphyxiants, produits « perfectionnés » de la chimie allemande, ils devaient être projetés sur de larges surfaces, de façon à fixer l'infanterie dans ses abris.

Après une préparation extrêmement courte, mais écrasante, l'artillerie devait prendre l'infanterie d'attaque sous la protection du barrage roulant et progressant, et l'infanterie, « collant au barrage », devait surprendre l'ennemi avant que celui-ci eût eu le temps de se ressaisir et de se mettre en ligne. On prenait aussi les mesures nécessaires pour que l'artillerie elle-même pût suivre le mouvement de l'infanterie et lui continuer la protection du barrage jusqu'à ce qu'elle eût atteint l'ennemi. C'étaient là des problèmes d'une difficulté d'application très grande et qui ne furent résolus que par un enseignement extrême-

ment poussé et par la bonne volonté de tous, officiers et soldats.

Depuis deux mois, lit-on sur un carnet de route allemand (36e régiment, 7e division de réserve), notre division cantonne à 50 kilomètres environ en arrière du front (à Saulces-Monclin, les Tuileries). Nous n'entendons le grondement du canon que par vent favorable. Pendant [illegible] exécute les exercices de percée sur environ 10 kilomètres de profondeur entre Faulus-Monclin et la cote 242, derrière Saint-Rémy, manœuvres d'autant plus pénibles qu'il nous fallait passer souvent dans les terres labourées. Ainsi les journées se passaient dans ces exercices fatigants. Nos conversations roulaient toujours sur notre offensive et sur ce qu'on pourrait en attendre (1).

On donna des soins tout spéciaux au rôle de la mitrailleuse : Ludendorff dit que, selon ces nouvelles méthodes, la mitrailleuse fut considérée comme étant elle-même le « fantassin », le fantassin n'étant plus que le « porteur de l'arme ». La mitrailleuse légère, le fusil, et toutes armes portatives comme les grenades, furent disposés en un « groupe », faisant bloc et devant, en principe, rester uni ; la mitrailleuse lourde, destinée à protéger ce groupe et à déblayer le terrain, devint une sorte d'arme d'accompagnement. Et cette arme d'accompagnement fut appuyée à son tour par des lance-bombes et par des lance-flammes ; le tout formant un autre *bloc*, fortifié par des pièces d'artillerie de campagne attribuées aux bataillons et aux régiments en qualité de « canons d'infanterie ».

On peut imaginer ce que devait être ce monstre de fer, s'élançant, à la suite de la préparation par l'artillerie et les obus toxiques, comme un organisme invisible et articulé roulant jusqu'aux lignes ennemies, les pénétrant, les brisant, les écrasant avant qu'elles eussent même le temps de s'apercevoir qu'elles étaient anéanties.

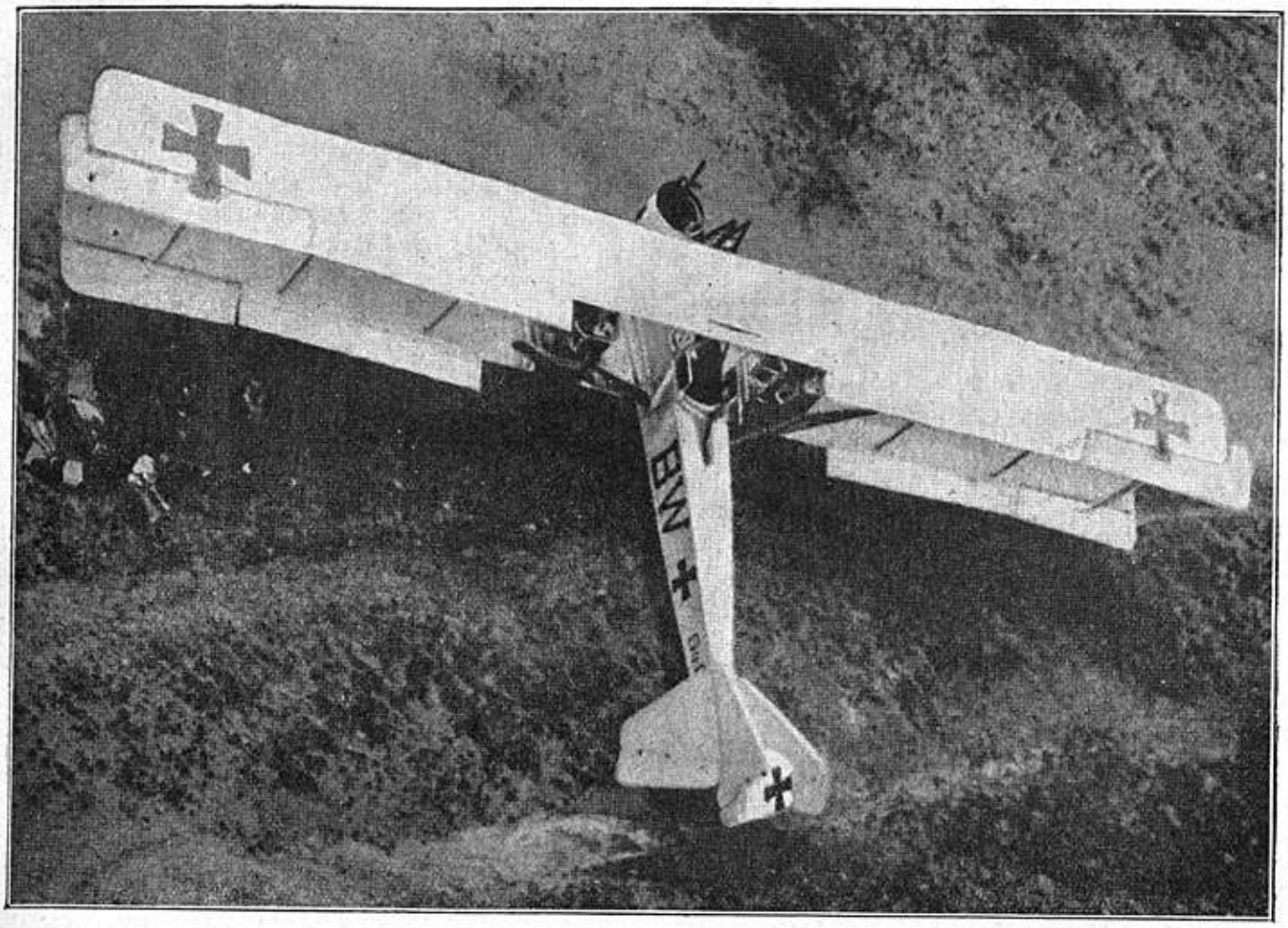
(1) Carnet de route d'un sous-officier allemand, probablement un étudiant, publié par Henry Bordeaux, dans *le P lessis-de-Roye*, p. 120 et suiv.

Nous avons dit, qu'à cette préparation formidable, il manquait, cependant, le mécanisme qui eût dû en être l'instrument le plus terrible, le plus décisif et comme la pointe pénétrante, à savoir, le tank. Ludendorff ne sut pas ou ne put pas créer cette arme. Il sacrifia à la [illegible] escadrilles de combat furent développées j qu'à l'extrême limite et se trouvèrent mesure de lutter contre les organisations verses : l'avion devenait, non plus seulem un moyen d'observation, mais une arme destruction devant avoir son rôle particul dans la bataille.

Une fois les lignes détruites, il fallait qu'u avance foudroyante empêchât l'ennemi de reconstituer sur ses lignes plus éloignées et créer des « poches ». A cet effet, des divisions secours étaient échelonnées en profondeur j qu'à des distances de 30 ou 40 kilomètr toutes ayant à leur disposition des moye de transport, soit camions automobiles, s voies ferrées, leur permettant de s'approch autant que possible la nuit, de se glisser en les divisions fatiguées et de les relever p courir sus sans interruption à l'ennemi.

La concentration des 100 divisions devaient donner le premier coup de mass se fit dans le nord du front occidental. Rap lons ce que dit Ludendorff : « Je me réso d'attaquer au centre du secteur nord, et porter le coup entre Croisilles et Mœuvr et, en *laissant de côté le saillant de Cambr* entre Villers-Ghislain et l'Oise, au sud Saint-Quentin. Cette offensive devait être compagnée, en outre, d'une attaque locale p tant de La Fère. »

Le groupe du Nord était placé sous la ha direction du Kronprinz Ruprecht de Bavi et se composait de la XVIIe armée (Otto Below) chargée de l'attaque entre Croisilles



UN GOTHA ABATTU PHOTOGRAPHIÉ DU HAUT D'UN AVION BRITANNIQUE

Mœuvres et, au-delà du secteur passif de Cambrai, de la IIe armée (von der Marwitz) prête à l'attaque entre Villers-Ghislain et Pontru (Omignon). Au sud opérait un autre groupe d'armées, placé sous le commandement du Kronprinz impérial allemand et composé de la puissante XVIIIe armée (von Hutier) placée dans la région de Saint-Quentin depuis Pontru jusqu'à La Fère et, enfin, de la VIIe armée (von Bœhn) opérant au sud de La Fère.

Telle était donc la pensée stratégique à laquelle s'était arrêté définitivement Ludendorff. Peut-être restait-il, dans ce dédoublement, quelque vague reste de la pensée stratégique de Schlieffen : peut-être les deux « pinces » devaient-elles se réunir un jour pour broyer l'armée ennemie, dans le cas l'armée anglaise. Mais il faut dire tout de suite qu'il y eut surtout, dans l'esprit de Ludendorff, une réelle indécision provenant de l'importance soudaine que prirent les questions de personnes dans l'attribution des hauts commandements.

En effet, étant entendu que le G. Q. G. « gardait en main propre la conduite des opérations » — point sur lequel le Kronprinz insiste particulièrement dans son récit, — on avait fini par décider que l'offensive serait conduite, dans ses deux parties distinctes, par les deux Kronprinz, le Kronprinz de Bavière au nord, le Kronprinz impérial au sud. Or, voici, à ce sujet, les explications alambiquées de Ludendorff :

La XVIIe et la IIe armée devaient rester, pour le combat décisif, sous les ordres du Kronprinz Ruprecht. La XVIIIe armée (Hutier) fut rattachée au groupe d'armées du Kronprinz allemand. Me souvenant de la campagne de novembre 1914 en Pologne, je tenais à exercer la plus grande influence sur la bataille, *ce qui était déli-*

cal : quand elle était dirigée par un seul groupe d'armées, toute intervention était *taxée d'ingérence oiseuse. Il fallait* (d'autre part) utiliser dans la plus large mesure le concours du groupe d'armées du Kronprinz allemand ; c'est à quoi tendait cette organisation du commandement.

Ludendorff se défend, ensuite, d'avoir été dirigé par aucune considération dynastique. Mais il se défend trop, en quelque sorte, tandis que les *Souvenirs de guerre* du Kronprinz nous permettent, à chaque ligne, d'établir l'insistance de celui-ci pour qu'on lui confiât une part de direction dans la grande offensive (1).

La conception stratégique de Ludendorff se trouve ainsi tiraillée, en quelque sorte, entre le Nord et le Sud, c'est-à-dire entre les deux Kronprinz.

Ces explications sont indispensables, pour arriver à se débrouiller parmi les indications confuses et contradictoires qui nous sont fournies et qui jettent un voile presque impénétrable sur la raison d'agir du haut commandement allemand et sur la suite des événements.

Une fois les choses ainsi mises au clair, le passage suivant des *Souvenirs de guerre* du Kronprinz découvre nettement le point du débat.

Le général Ludendorff, *qui manifestait à priori une tendance marquée à vouloir battre les Anglais*, se décida définitivement, à la fin de janvier, pour l'attaque *contre l'armée britannique*. Au point de vue militaire, il semblait moins difficile de remporter un succès sur les Anglais que sur les Français. Mais, dans ce choix, intervenait également une considération d'ordre politique, *à savoir amener l'Angleterre à désirer la paix*. Un tel but (c'est-à-dire obtenir la paix) *nous semblait plus accessible, à Schulenburg* (son chef d'état-major) *et à moi*, en brisant d'abord la force des Français, dans une défaite écrasante. (Voilà les deux thèses et les deux objectifs en présence.)

L'attaque contre l'armée anglaise devait être conduite de manière à refouler l'aile gauche britannique près de Saint-Quentin et à amener, par une avance ultérieure en direction du nord-ouest, l'ébranlement de tout le front. Dans de telles conditions, les Français accourraient peut-être immédiatement à l'aide de leur allié en danger et jetteraient leurs réserves sur le champ de bataille. L'attaque était donc à engager SUR L'AILE GAUCHE *aussi loin que possible vers le sud*, etc.

Résumons ce qui apparaîtra bientôt dans une lumière aveuglante par le développement des faits : Ludendorff a pour conception initiale l'attaque contre l'armée britannique et l'enveloppement et l'écrasement de celle-ci pour amener l'Angleterre à demander la paix, et ce fut, disons-le tout de suite, sa pensée dominante jusqu'à la dernière heure (2). La direction de cette offensive qui doit amener la fin de la guerre par la capitulation de l'Angleterre, il l'a confiée au kronprinz de Bavière, dont il estime les qualités militaires.

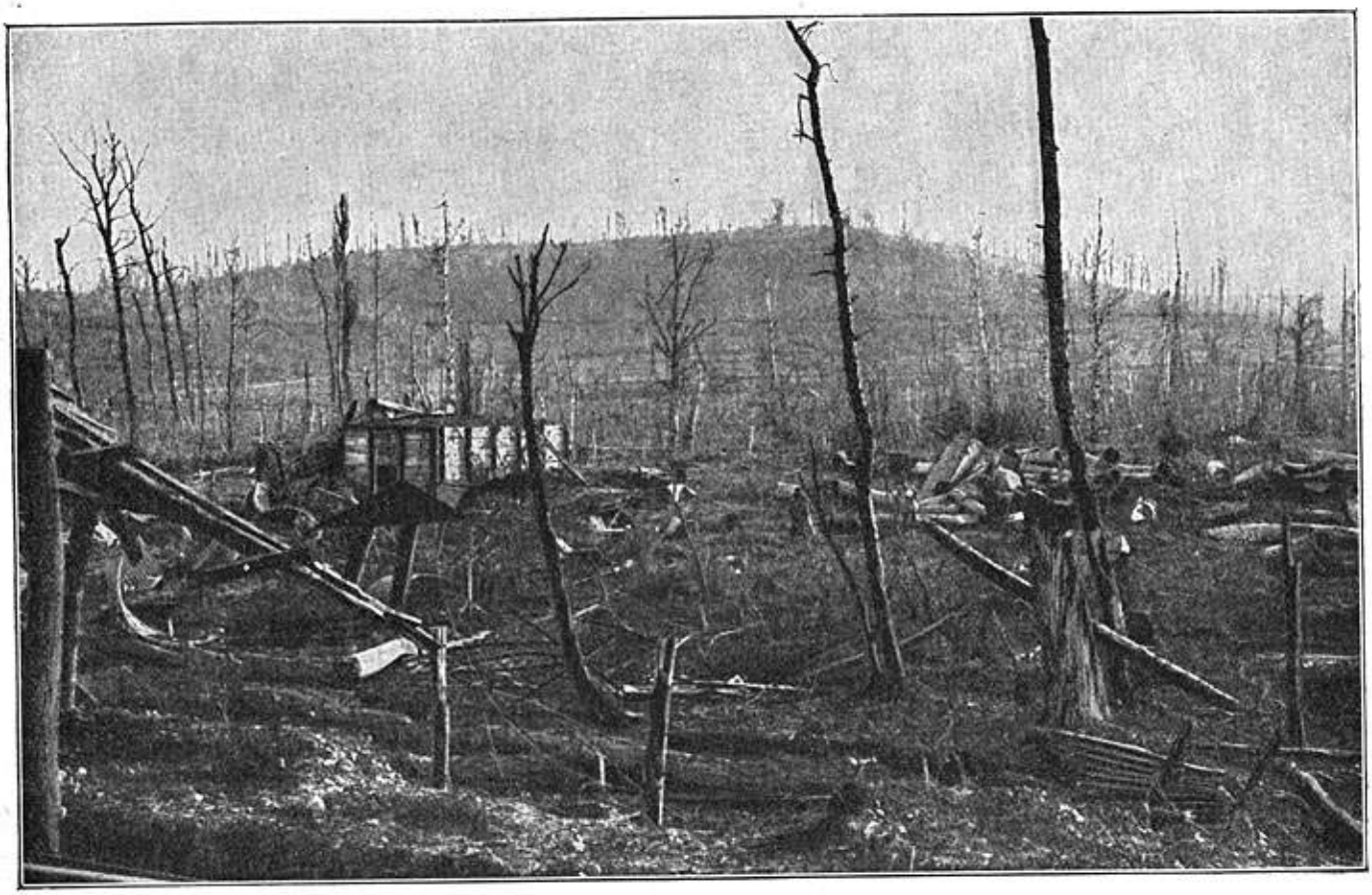
Mais le Kronprinz intervient ; il réclame, d'abord, sa part dans l'offensive, il l'obtient ; puis il exige que l'on étende l'offensive aussi longuement que possible *vers le sud* ; on le lui accorde. Il développe cette idée que c'est la France qu'il faut abattre en premier lieu « par une défaite écrasante » et qu'il faut amener à capituler ; et, ainsi, l'on en arrive à chercher juste le contraire de ce que se proposait Ludendorff. Les choses se passeront finalement comme l'exige le Kronprinz allemand et l'offensive générale, commencée dans le nord, finira par se détirer *vers le sud* et dévier jusqu'à l'Aisne.

Nous verrons comment cet extraordinaire changement de direction se produisit, en quelque sorte, graduellement et comment la rivalité entre les deux kronprinz amena la « bifurcation » de l'offensive générale et cette marche sur l'Aisne et la Marne, si surprenante sans cette explication et qui fut, pour l'Allemagne, le renouvellement du désastre de la Marne (3).

(1) « La XVIII[e] armée, récemment formée et qui venait de s'intercaler à Saint-Quentin entre la II[e] et la VII[e] armée, fut mise sous mes ordres le 1[er] février (Remarquer la date tardive). L'aile gauche de l'attaque *relevait ainsi de mon commandement*. L'intention du G. Q. G., *en modifiant ainsi les conditions du commandement*, était de garder en main propre la conduite des opérations... *Je ne dissimulerai pas* que la perspective de prendre part à la décision prochaine, avec *au moins l'une de mes armées, me comblait de bonheur...* » Nous verrons les suites de cet état d'esprit et de ces dispositions qui introduisent le Kronprinz dans le haut commandement de l'offensive. (*Souvenirs de guerre*, p. 380.)

(2) LUDENDORFF, p. 232-3, p. 250 ; HINDENBURG, p. 304 ; KRONPRINZ, p. 373, 400, 419, 422, 432.

(3) Le *Courrier Bavarois* du 3 décembre 1918, dans une apologie du prince Ruprecht de Bavière, proclame hautement le conflit qu'on s'est efforcé de cacher depuis : « Ce n'est un mystère pour personne, écrit-il, que le prince héritier



LE BOIS ET LE MASSIF DE SAINT-GOBAIN

Mais ce qu'il importe de bien établir d'abord, c'est que cet antagonisme entre les deux kronprinz se manifeste dès la première résolution prise par le haut commandement allemand, et c'est cet antagonisme qui donne précisément à la première offensive ce quelque chose d'indécis et de flottant qui ne peut mieux se traduire que par une expression familière : « courir deux lièvres à la fois ».

L'offensive n'a pas une direction unique ; elle tend à se diviser : peu à peu, elle se bifurque ; elle devient cette attaque en « fourche », — à la fois sur Calais et sur Château-Thierry, — si difficile à comprendre et à expliquer quand on n'en suit pas le développement dans ses raisons intimes. L'offensive, qui vise d'abord Londres, finit par viser Paris. Or, ces deux objectifs sont inconciliables ; exactement, ils se tournent le dos. Ainsi, par suite d'une erreur initiale, l'offensive générale finira par aboutir à l'échec le plus formidable qu'ait connu l'histoire militaire.

Quant à l'adversaire, il réussira du fait d'être resté sagement fidèle à une seule et unique pensée, celle de l'union des deux forces pour un objectif supérieur : vaincre.

L'étude de l'objectif initial que se propose Ludendorff va d'ailleurs permettre de préciser ces données jusque dans leur application : car, dès le premier jour, les deux poids qui s'opposent pèsent inégalement dans la balance.

Ruprecht a été en opposition avec le haut commandement de l'armée dans les questions militaires, et tout particulièrement avec Ludendorff. Le conflit éclata avec violence lors de la célèbre offensive du printemps (1918). Le prince héritier (de Bavière) marchait sur Amiens. On pouvait compter sur le succès de la percée. Ludendorff envoya subitement l'ordre de suspendre la marche. Ludendorff avait effectivement donné l'ordre au groupe d'armées du prince héritier allemand d'attaquer de nouveau. *Un choc violent se produisit entre Ruprecht et Ludendorff*, toutes les relations furent suspendues entre eux, etc. »

Et Ludendorff prétend dire la vérité dans ses *Souvenirs* de la guerre ! Pourquoi n'a-t-il pas rappelé l'étonnant renversement de sa politique stratégique qui a décidé de son sort et de celui de l'Allemagne ?

Ludendorff, ayant massé et préparé ses troupes, établi ses premières lignes pour la préparation, disposé ses réserves pour le soutien ; discontinu de l'offensive, achève son exposé du 13 février par ces paroles orgueilleuses : « L'armée rassemblée et bien préparée est prête à aborder la plus grande tâche de son histoire. »

Il s'était arrêté, d'abord, au déclenchement de l'offensive en deux secteurs, l'un au nord du secteur de Cambrai, l'autre au sud.

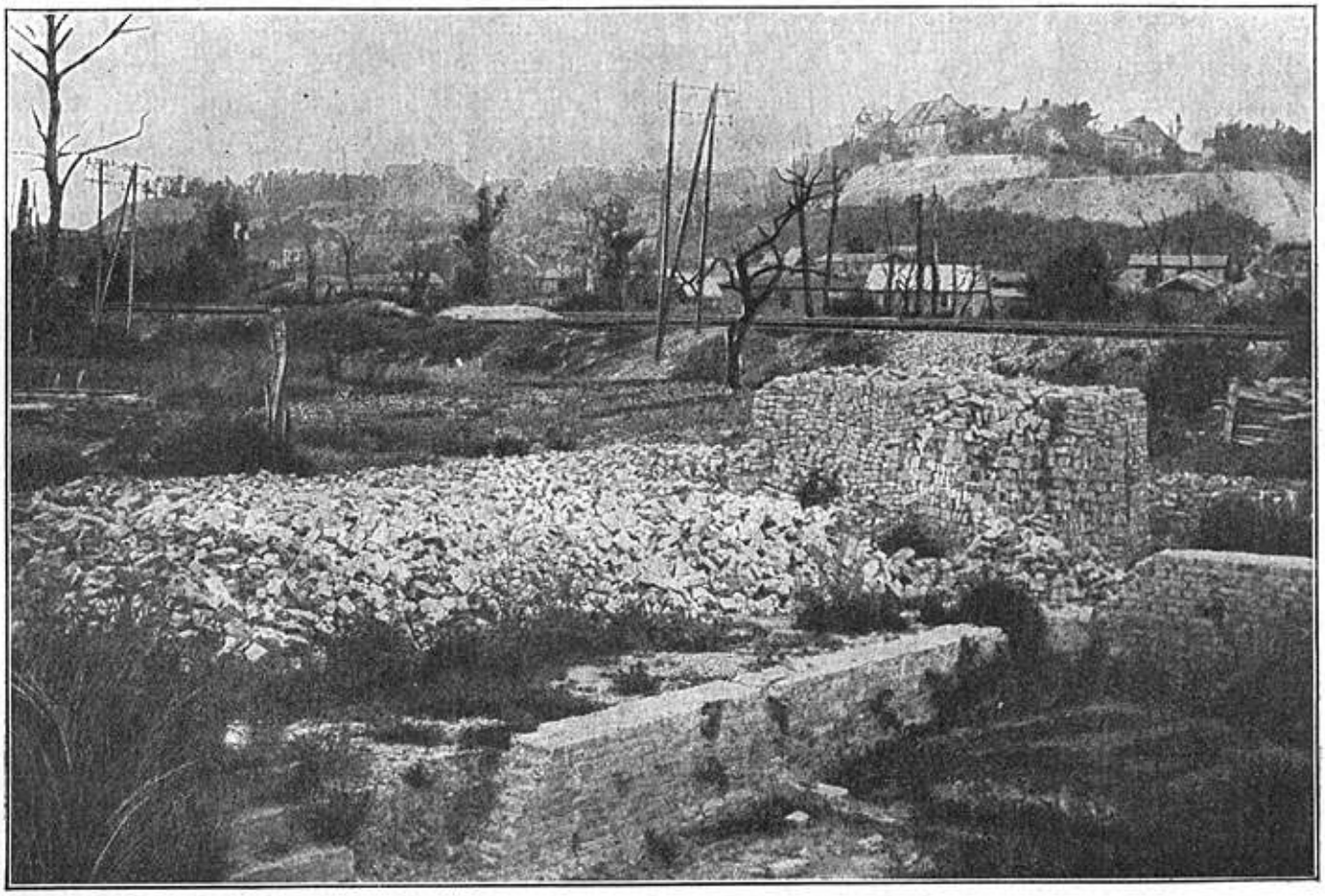
L'objectif qu'il se proposait comme première étape, une fois les lignes franchies, avait, malgré tout, à ses yeux, l'avantage de lui laisser le choix entre les deux directions définitives, selon les circonstances et en vertu de l'autorité qui résulterait pour lui d'un premier succès escompté dès lors comme certain. Quel était donc cet objectif ?

Nous avons dit l'importance du massif de Saint-Gobain, au point de vue de toute opération militaire se produisant sur le territoire français. Après la Marne, ce massif avait laissé à l'armée allemande le moyen de continuer, en quelque sorte, de loin, le siège de Paris. Après l'échec de l'offensive allemande sur Verdun, le haut commandement français avait compris qu'on ne viendrait à bout de chasser l'ennemi du territoire national qu'en enlevant le massif de Saint-Gobain et, pour cela, Joffre avait entrepris de le tourner au nord par la longue bataille de la Somme. Nivelle avait cru devoir procéder plus rondement, en attaquant le massif directement par sa limite méridionale du « Chemin des Dames », mais il n'avait pas réussi.

Ludendorff paraît avoir consenti à considérer d'abord que, pour arriver à son objectif définitif, la destruction de l'armée anglaise, il n'était pas inutile de se protéger contre toute manœuvre de l'ennemi pouvant tendre à se jeter entre lui et le massif de Saint-Gobain, et, soit sous la pression du Kronprinz, soit en vertu des raisons qui viennent d'être indiquées, il songea à prendre d'abord pour objectif cette plaine de Picardie, qui lui avait donné tant de mal depuis 1916. Il commença donc à dédoubler son premier projet : et il se proposa dans cette seconde phase : 1° d'envelopper l'armée anglaise par le sud, de façon à n'avoir plus qu'à l'écraser dès qu'elle serait scindée des forces françaises ; et 2° de se rendre assez puissant dans cette région sud de la Picardie, pour pouvoir parer à toute manœuvre française qui tenterait de le décrocher lui-même du massif de Saint-Gobain où devait se jouer le sort de la guerre en territoire français.

Cette décision avait, pour lui, le grand avantage de lui permettre de donner satisfaction, dans une certaine mesure, au Kronprinz ; et c'est ainsi qu'il se résolut à constituer, vers le sud, une formidable armée, l'armée von Hutier composée de 27 divisions et ayant à sa disposition des réserves qui la doubleraient au besoin. Elle était commandée par ce chef « d'une personnalité militaire à la fois dominante et impénétrable », selon les propres paroles du Kronprinz, qui venait de s'acquérir une gloire technique — même un peu surfaite, — par son opération vers Riga, et sur lequel on comptait absolument. Or, cette armée, attaquant depuis Pontru jusqu'à La Fère, c'est-à-dire dans l'axe de Saint-Quentin-Chaulnes, débouchait, en cas de succès, non seulement en direction d'Amiens par où se trouverait enveloppée et bousculée l'armée anglaise, mais *aussi*, au cas où on le jugerait préférable, en direction de Montdidier, *ce qui fournirait la clef d'une action éventuelle, par Saint-Just et Clermont*, EN DIRECTION DE PARIS. Les deux possibilités restaient donc en suspens : on choisirait à l'heure opportune ; ainsi l'on ménageait tout le monde et on évitait des tiraillements au moment même où l'on avait besoin, par-dessus tout, de l'unité des efforts. Plus tard, on verrait.

Pour ces motifs, les uns stratégiques, les autres « dynastiques », fut décidée la constitution de ce front du sud confié spécialement au Kronprinz, mais qui affaiblissait proportionnellement les armées du Nord, destinées à atteindre le véritable objectif que se proposait



VUE DE MONTDIDIER

originairement Ludendorff, à savoir l'anéantissement des armées britanniques : quand, après le 28 mars, on tentera de reprendre la poussée sur Arras, le souffle manquera fatalement.

Ce n'est pas tout. L'idée de l'importance du massif de Saint-Gobain signalée et soulignée par le Kronprinz finit par triompher tellement le G. Q. G. allemand qu'il ne se trouve pas satisfait de se protéger contre lui par une armée aussi puissante que sa XVIII^e^ armée ; il pense qu'il est opportun de tenter immédiatement la fortune de ce côté et, s'engageant dans l'erreur que nous indiquions tout à l'heure, de « courir deux lièvres à la fois », il décide que l'offensive générale, — qui a toujours pour but d'encercler et de détruire l'armée anglaise, — sera accompagnée d'une offensive *secondaire*, par le sud de La Fère, offensive destinée, selon le motif mis en avant par le Kronprinz, à fixer les réserves françaises », mais déclenchée en réalité pour amorcer une autre offensive, celle qui doit terminer la guerre et qui amènera l'armée du sud, c'est-à-dire l'armée du Kronprinz, *à faire, un jour, son entrée triomphale dans Paris.*

Ainsi, le plateau de Picardie devient la clef de la guerre, mais une clef qui ouvre les deux portes à la fois, celle du Nord, contre l'Angleterre, par Amiens, celle du Sud, contre la France, par Montdidier, avec une poterne entr'ouverte vers La Fère.

Qu'arrivera-t-il, cependant, rien que par la force des choses? Il arrivera que le poids le plus lourd et l'organisme le plus puissant, le plus complexe agissant vers le Sud, c'est-à-dire l'armée von Hutier, entraînera fatalement l'effort, et les directions finales, là où il pèsera lui-même. Tandis que le travail du Nord, — quoique étant le principal dans la pensée du haut commandement, — démuni de moyens, ira sans cesse s'amenuisant, le travail du Sud, puissamment soutenu, ira sans

cesse se développant. Et, ainsi, il attirera tout à lui. En deux mots, Montdidier et La Fère l'emporteront sur Amiens et Arras, et la campagne ayant pour objectif Londres se transformera en campagne ayant pour objectif Paris.

La poche créée par le premier élan de l'offensive allemande, sera très mince au sommet, très large en son fond. (Il suffit, pour s'en rendre compte, de considérer la ligne du front de l'offensive à la date du 28 mars.) Aucun étranglement, aucune fissure, aucune séparation ne seront obtenus entre les deux armées française et britannique, mais une disproportion énorme se produira entre les deux parties de l'offensive allemande, celle du nord et celle du sud.

L'attaque sur le plateau de Picardie, la bataille de *contre-Somme*, au lieu d'aboutir au but visé, c'est-à-dire l'écrasement de l'armée anglaise, aura pour résultat de rouvrir cette bataille de la Somme engagée, l'année précédente, par Joffre, interrompue par l'initiative de Nivelle. En même temps, elle rouvrira cette « bataille des communications » recherchée, depuis quatre ans par le haut commandement français et qui, par l'union des deux armées française et anglaise, devait avoir raison un jour et *en une fois*, selon la pensée de Foch, de l'effort allemand.

Appuyée par l'effort de Paris, avec ses ressources immenses, et notamment ses voies ferrées, ses industries, ses moyens de transports, etc., cette bataille finale s'offrira donc comme le désire ce même commandement français, puisqu'elle présente ce caractère de tourner *par le nord* le massif de Saint-Gobain.

D'autre part, si la bataille par le fait des Allemands, dérive *vers le sud*, c'est-à-dire vers l'Aisne, elle se trouvera une fois de plus éparpillée sur d'immenses étendues de terrain, comme l'avait été jadis l'offensive générale de Moltke et de von Kluck; elle diluera les troupes allemandes, les soustraira à la maîtrise directe du haut commandement et, par-dessus tout, leur enlèvera leur avantage unique, à savoir la supériorité numérique.

La bataille ainsi transformée menaçera Paris, c'est vrai, mais elle trouvera devant elle Paris. Et si, enfin, elle s'allongeait, une fois encore, jusqu'à la Marne, tous les inconvénients, et notamment l'inconvénient de « la poche démesurée », surgiront pour elle, comme ils ont surgi en 1914. Sans parler du ressaut moral qu'une si insolente tentative renouvelée devait donner à la France :

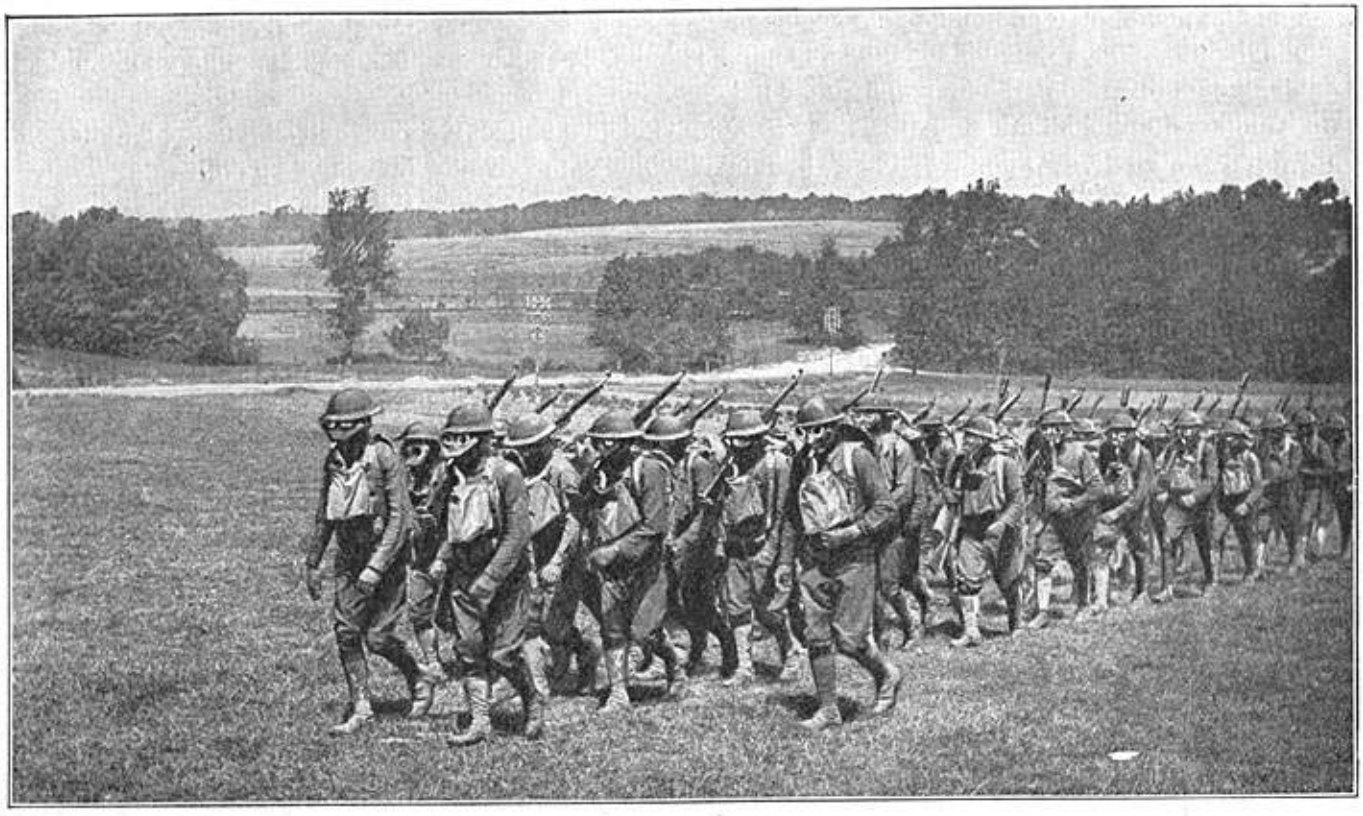
> .... Et si Flaminius en est le capitaine,
> Nous pourrons lui trouver un lac de Trasimène.

PRÉPARATION DE LA CAMPAGNE DU PRINTEMPS DANS LE CAMP FRANÇAIS

Ces résultats qui, naturellement, étaient encore hors de toute prévision au moment où Ludendorff prenait le parti d'attaquer dans les Flandres et en Picardie, ne pouvaient être obtenus que si les hauts commandements français et anglais étaient en mesure de parer au premier et formidable assaut qui allait leur être livré.

Voyons donc où en était la préparation, et dans le camp français et dans le camp anglais.

Les deux difficultés principales pour la défensive franco-anglaise étaient les suivantes : infériorité dans les effectifs, manque d'unité dans le commandement. C'est le sentiment de cette double insuffisance qui dictait l'attitude du Grand Etat-Major français, en particulier. La diminution des effectifs français tenait aux pertes énormes qui, après trois ans et demi de lutte à outrance, avaient frappé l'armée française (1 486 000 tués, disparus, morts à l'intérieur et prisonniers au 1er janvier 1918), aux mesures de démobilisation prises sous le coup de nécessités diverses, et notamment au cours de l'année 1917, mesures libérant près de 700 000 hommes ; elle tenait aussi à la nécessité où s'était trouvée la France d'envoyer des troupes sur d'autres fronts et notamment sur les fronts d'Italie et de Salonique; elle tenait, d'autre part, à l'insuffisance du recrutement en Angleterre, insuffisance sans cesse dénoncée



SOLDATS AMÉRICAINS MUNIS DU MASQUE A GAZ

par les esprits clairvoyants comme Repington, et à l'abus extrême du service des arrières dans l'armée britannique, abus auquel les mesures les plus énergiques n'avaient pu remédier entièrement.

Cet affaiblissement des effectifs fut compensé, jusqu'à un certain point, par l'arrivée de relèves anglaises, par le rappel d'une partie des troupes du front italien, par le renforcement de 300 000 recrues de troupes indigènes, par la restitution, au cours de 1917, d'environ 60 000 ouvriers.

Ainsi, pour livrer la bataille de 1918, l'armée française disposait encore, en tout, de 97 divisions (2 900 000 hommes) et les Alliés ensemble de 168 divisions. Mais ce chiffre, si important fût-il, restait inférieur aux chiffres du front allemand (200 divisions).

Pour parer largement au déficit, le commandant en chef français ne voyait qu'un moyen : l'amalgame des divisions américaines avec les divisions françaises aussitôt que celles-là seraient en état d'entrer en ligne. Il le demandait avec insistance ; mais il ne devait pas obtenir satisfaction. L'armée américaine entendait rester autonome, et il faut bien reconnaître que ses divisions se constituaient et arrivaient bien lentement. Le général Pershing n'acceptait d'examiner la proposition de Pétain qu'en janvier et il n'y donnait son consentement éventuel « qu'en cas de nécessité absolue ».

Cette disproportion dans les effectifs du front occidental imposait aux commandants en chef des troupes alliées une conduite de guerre d'*attente*, dont l'effet était d'encourager l'ennemi à une brutale et rapide offensive.

Quant au commandement unique, qui seul eût pu donner à l'ensemble du front à la fois plus de solidité et plus de souplesse, de façon à préparer une offensive immédiate, donnant l'avantage de l'initiative, nous avons dit qu'on n'avait pu prendre, en 1917, qu'une mesure d'acheminement vers cette solution, la constitution d'un Conseil supérieur de guerre interallié.

Étant donnée cette situation générale, politique et militaire, le général Pétain et le maréchal Haig, examinant dès le 18 octobre 1917, dans une conférence tenue à Amiens, le plan commun pour 1918, étaient arrivés aux conclusions suivantes :

Dans l'hypothèse où la Russie ferait une paix séparée, les armées alliées devraient conserver, au début de la campagne de 1918, une attitude défensive. On procéderait alors à une bonne répartition des forces et à la constitution de réserves *communes* sur le point où porterait le principal effort allemand.

Pour le cas où la Russie continuerait la guerre, le commandement français proposait l'adoption d'un plan nettement offensif avec toutes les forces alliées, y compris les forces américaines, sur le front occidental. Il s'agissait principalement d'une attaque en tenaille, l'armée française sur le massif de Moronvilliers et l'armée anglaise en direction de Bohain : en cas de succès, les deux armées devant se rencontrer sur un front Bohain-Hirson.

Au fur et à mesure que l'année s'écoule, on a le sentiment que le front russe s'éteint et que le commandement ennemi prépare une offensive générale. On admet que cette offensive est certaine dès le début de janvier, mais sans la croire immédiate et sans avoir de précision sur le point où elle doit se produire.

Cependant, dès le 22 décembre, on prend les premières résolutions pour y parer :

Les conditions de la lutte sur le front occidental, dit un document officiel (directive n° 4), sont momentanément modifiées du fait de la défection russe ; une orientation nouvelle s'impose donc dans la conduite des opérations.

I. L'Entente ne recouvrera la supériorité en effectifs combattants qu'au moment où l'armée américaine sera capable de mettre en ligne un certain nombre de grandes unités : jusque-là nous devons, sous peine d'usure irrémédiable, conserver une attitude expectante avec l'idée bien arrêtée de reprendre, aussitôt que nous le pourrons, l'offensive qui, seule, nous donnera la victoire finale.

II. Dans le cas d'une offensive ennemie de grande envergure, les commandants de groupes d'armées conduiront la bataille en s'inspirant des directives suivantes :

1° Tenir les premières positions de manière à y briser ou tout au moins ralentir et disloquer le premier élan de l'ennemi ;...

2° Assurer, en tout état de cause, l'intégrité des deuxièmes positions et des positions en bretelles.

On prévoit donc, à la fois, des contre-attaques partielles et des contre-offensives plus larges ordonnées par le commandant en chef au moyen de ses réserves, sur un terrain favorable.

Cette directive contient la pensée maîtresse de Pétain : elle oppose à la tactique offensive de l'ennemi une défensive élastique sur les premières lignes et une défensive-offensive sur les deuxièmes positions ou les bretelles soigneusement préparées. Cette pensée se précise encore dans une communication verbale faite, à Souilly, le 15 janvier 1918, par le général Pétain à ses lieutenants :

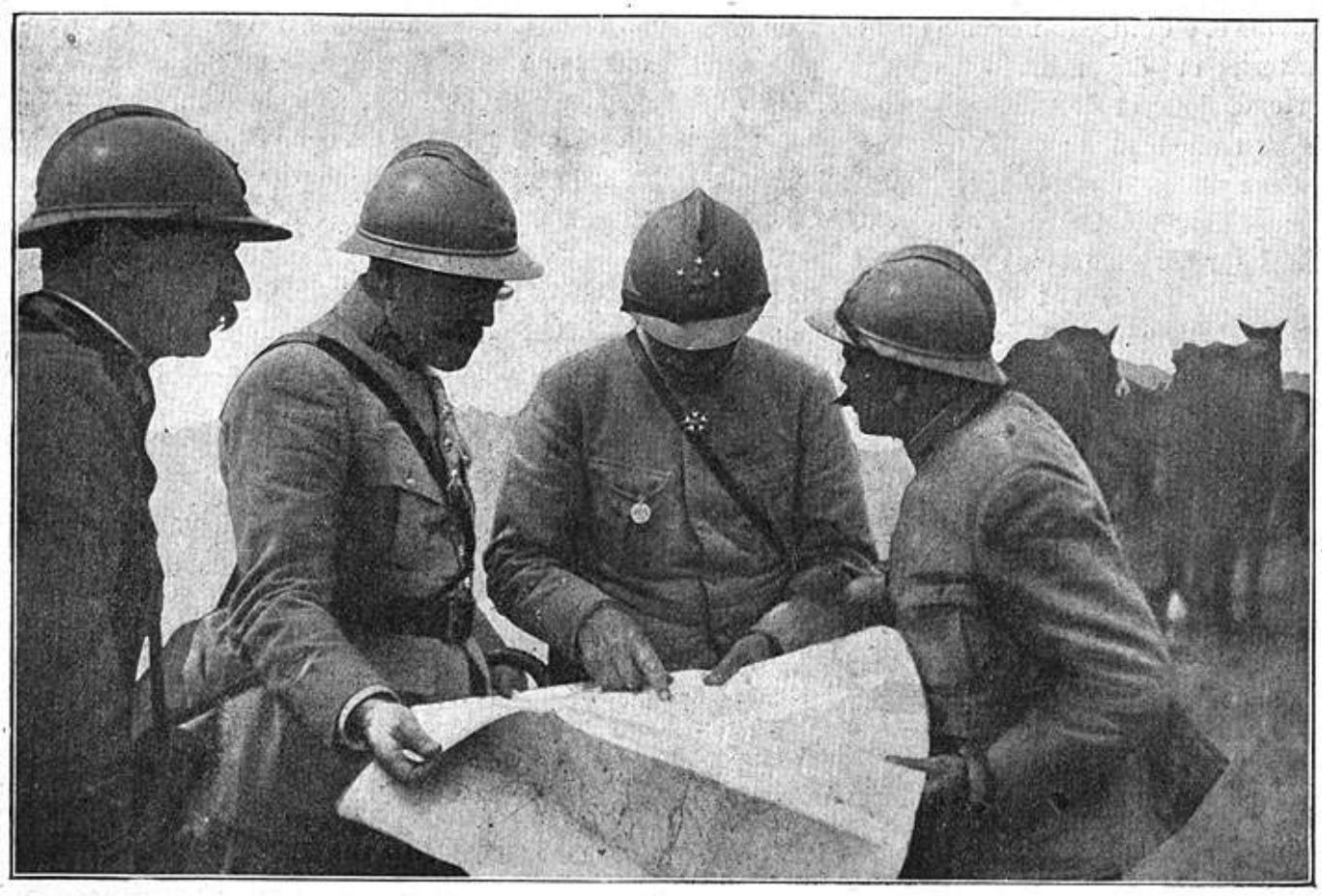
Actuellement il faut manœuvrer. Le terrain n'a plus d'importance. Mais la manœuvre se fera *sur la seconde ligne*, sur *un terrain organisé dont les propriétés bien connues seront utilisées*. Cette bataille défensive-offensive devra être menée *avec économie*.

Les mesures d'application sont prises sur ces données.

D'abord, l'organisation défensive des lignes. Le commandement français insiste pour ne plus laisser échapper aucun des éléments employés à l'arrière comme travailleurs soit agricoles, soit industriels : les travailleurs font grandement défaut à l'armée, qui est obligée d'employer les soldats ; on obtient, en outre, le concours de nombreux terrassiers italiens : si bien que, dès le 11 février, le haut commandement déclare les résultats de l'organisation du terrain satisfaisants :

Grâce au nombre élevé de divisions mises en chantier et à l'emploi d'une importante main-d'œuvre italienne, la valeur de nos organisations défensives s'accroît rapidement : il apparaît que, à brève échéance, la première position, la position intermédiaire et la deuxième position seront presque partout solides, sinon achevées.

Cette consolidation une fois obtenue, la possibilité d'une manœuvre offensive sur le terrain préparé en arrière se précise dans l'esprit du commandement en chef. C'est le 15 février qu'est rédigée la *Note adressée aux Grandes Unités* qui, marquant un certain retour vers les idées d'avant-guerre, précise des mesures d'une importance telle qu'il est nécessaire d'en donner une courte analyse. A l'examiner de



LE GÉNÉRAL FAYOLLE, COMMANDANT LES 1re ET 2e ARMÉES, ÉTUDIE LA CARTE DES OPÉRATIONS

près, elle nous livre, en effet, la clef des événements qui vont se produire de part et d'autre :

L'opération de Riga (étudiée avec soin par le G. Q. G. français) et une manœuvre allemande, dite d'essai, qui s'est produite dans la région de Vouziers et sur laquelle le commandement français a obtenu des renseignements précis, ont dévoilé le caractère de la prochaine manœuvre offensive, la *Durchbruchschlacht*, ou « bataille de rupture » :

Le premier jour, marche de 30 kilomètres ; le deuxième jour, marche de 12 kilomètres ; déploiement de la division d'attaque à la pointe du jour ; feu roulant d'une demi-heure ; la bataille dure jusqu'à onze heures, heure à laquelle la première ligne adverse est supposée rompue ; dépassement de la division de première ligne par la division de deuxième ligne qui prend à son compte le développement de l'action jusqu'au troisième jour à dix-sept heures. On admet qu'alors, l'avance est de 12 kilomètres.

Des batteries, des minnenwerfer et des mitrailleuses ont suivi le mouvement.

Telles sont bien, en effet, nous l'avons vu, les dispositions prises par l'ennemi. Elles sont donc parfaitement comprises par l'État-Major français qui les analyse en ces termes : *Recherche de l'effet de surprise ; brutalité de la préparation ; brièveté de l'événement ; exploitation profonde et rapide d'un premier résultat.*

Comment parer à cet effort ennemi, si exactement repéré d'avance? Les indications sont les suivantes :

Opposer à une force toujours *croissante*, une résistance toujours *croissante*, d'où l'*échelonnement en profondeur* ; opposer à une attaque de nuit une *vigilance nocturne* : « Une heure avant le lever du jour, tous les éléments des avant-postes se tiennent prêts à combattre. » Contre l'emploi des obus toxiques, et la préparation brutale d'artillerie, parer par l'emploi immédiat du nouveau masque, et par l'usage de *tirs d'interdiction* minutieusement dressés

d'avance. « Contre la marche en avant de l'infanterie et des mitrailleuses, agir par une lutte de jour et de nuit de *notre aviation* qui devient une arme de combat. »

Ces mesures, on le voit, sont encore spécialement défensives. Les projets de contre-offensive par les réserves restent à l'état à peu près théorique. On est tout à l'observation de l'ennemi ; on accumule les renseignements sur ses projets. On sait maintenant (3 mars), que le chiffre de 200 divisions doit être à peu près atteint ; on sait que, outre la ligne de front occupée par des forces imposantes, l'ennemi a disposé ses réserves en deux ordres de groupement : 1° les réserves d'armée, échelonnées à proximité du front (au nombre d'environ 33 divisions) ; 2° les réserves générales à une cinquantaine de kilomètres en arrière du front et à proximité de la *grande voie de Lille-Hirson-Mézières*, ce qui permettra de renforcer rapidement l'offensive au point où on le jugera nécessaire ; on sait que le nombre des batteries, sur le front occidental est d'environ 2 800. On a des renseignements permettant de conclure que la date de l'offensive est imminente — aux environs du 15 mars ; — d'autres renseignements confirment l'hypothèse que les zones les plus probables d'attaques principales sont le front anglais entre la Scarpe et l'Oise et le front français entre l'Aisne et la Suippe. Les Anglais pensent, *au contraire de nous*, que l'attaque principale aura lieu en Champagne et l'attaque ou les attaques secondaires entre la Scarpe et l'Oise. (Preuve, entre parenthèses, que des faux bruits ont été habilement semés.) On sait, enfin, que les armées seront commandées par von der Marwitz, von Below, retour d'Italie, et von Hutier.

Tout à fait en dernière heure, le 15 mars, le commandement français, qui vient de recevoir le 12e corps rappelé d'Italie, prend ses dispositions pour l'organisation définitive de ses armées en vue de l'offensive allemande. Elles sont définitivement réparties en deux groupes : l'un, celui de l'Est, reste sous le commandement du général de Castelnau qui garde, à Mirecourt, le commandement des 7e et 8e armées ; un nouveau groupe, le groupe des armées du Centre (G. A. C.), sous le commandement du général Fayolle, est composé de la 1re et de la 2e armée. Le groupe des armées du Nord reste sous le commandement du général Franchet d'Esperey.

Il résulte de cet ensemble que l'attention du G. Q. G., en ce qui concerne spécialement la bataille française du front occidental, se porte surtout vers l'Est, et, en particulier, vers le front de Champagne.

C'est ce qui va résulter, avec plus de précision encore, d'une étude attentive des dispositions prises en commun par le commandement français et le commandement britannique Mais il faut, d'abord, indiquer la situation et les mesures prises dans les armées anglaises.

PRÉPARATION DE LA CAMPAGNE DE 1918 DANS LE CAMP ANGLAIS

La situation dans le camp anglais n'était pas des plus satisfaisantes. Il est certain que l'échec final de la tentative de Cambrai, engagée pour donner la mesure de ce que savaient faire le commandement et les formations britanniques, avait été un coup rude pour les chefs et pour les soldats et, en particulier, pour une fraction du grand État-Major que les écrivains bien renseignés qualifient de *terriblement francophobe*, le général Kiggell, chef d'état-major de Haig, le général Charteris, chef du service des renseignements (1). Ce groupe, appuyé par plusieurs membres du gouvernement, s'opposait radicalement à toute idée de commandement unique, et tandis que le maréchal Haig lui-même, plein de prudence et de sagesse, se rapprochait, autant qu'il le pouvait, d'une solide coopération franco-britannique, les tendances inverses exerçaient aussi une très appréciable influence sur la marche générale des affaires entre les deux pays alliés. Pour employer une expression adoucie, mais qui a son point de départ dans

(1) Neville Lytton, *Le G. Q. G. britannique*, trad. Burnand, Flammarion, p. 177.

une question de psychologie : « On ne voyait pas les choses de la même façon. »

Lloyd George se montrait, il est vrai, favorable à l'institution du commandement unique ; mais on eût dit qu'il y cherchait, surtout, un moyen de diminuer Haig qu'il détestait. Une sorte de jugement dédaigneux émanait sans cesse du premier ministre à l'égard du commandant en chef et créait une atmosphère de soupçon et de méfiance, autre cause profonde d'affaiblissement. Et, en plus, ce sentiment se traduisait dans les faits par une décision de conséquence infiniment plus grave encore, à savoir le parti pris de garder en Angleterre une quantité considérable de divisions inoccupées, ce qui laissa Haig avec un déficit de 200 000 hommes.



CONVOI DE TROUPES BRITANNIQUES

Tous les chefs s'en plaignaient et le résultat était patent : cette belle armée britannique du début de l'année 1917 apparaissait, maintenant, comme émaciée et fatiguée.

D'autres causes de faiblesse tenaient, probablement, à la vieille conception anglaise de rechercher la victoire par une opération côtière et par un effort commun tant sur mer que sur terre : certains chefs eussent préféré une victoire bien anglaise ; en raison de cette aspiration, d'ailleurs si honorable, on avait toujours maintenu le plus de divisions possible dans le nord et le moins de divisions possible, dans le sud, comme si l'on eût craint de risquer de trop grands sacrifices pour la défense de Paris.

Tels quels, les contingents anglais étaient répartis ainsi qu'il suit : au sud, en liaison avec l'armée française à Barisis, c'est-à-dire au pied du massif de Saint-Gobain, l'armée Gough : forte seulement de 14 divisions dont 11 en ligne, elle couvrait plus de 60 kilomètres jusqu'à la Vacquerie entre Saint-Quentin et Cambrai ; disséminée, elle ne constituait guère qu'un cordon : le 7e, le 19e, le 18e et le 3e corps présentaient un total de 170 000 hommes au plus, tandis que l'armée von Hutier, qui lui faisait face, disposait de 580 000 hommes !

Sur cette longue étendue de terrain, les lignes de défense avaient été soigneusement consolidées, et bien munies d'artillerie et d'aviation ; mais l'autorité du général Gough était quelque peu ébranlée depuis sa défaite de Bullecourt au printemps et celle des Flandres en automne 1917. Brave soldat, homme de grande énergie et de solide consistance militaire, il lui manquait ce rayonnement qui inspire l'enthousiasme. Sa position était, d'ailleurs, aussi mauvaise que possible. Il était à la soudure des deux fronts, il avait toutes les responsabilités et il n'avait pas les ressources nécessaires pour y faire face.

Au nord de l'armée Gough opérait la 3e armée, commandée par le général Byng. Elle se composait de 10 divisions en ligne et 7 divisions en soutien. Devant elle se trouvaient 24 divisions ennemies (1).

En cas d'offensive brutale de l'ennemi, et d'un succès remporté par lui sur les premières lignes, comme on l'admettait généralement en raison de sa supériorité numérique, il restait à l'armée Gough une ressource et une chance, c'était de tenir bon sur le canal du Nord et le canal Crozat, formant avec la Tortille une double bretelle en arrière du front et permettant de protéger ainsi dans d'assez bonnes conditions ce territoire visé principalement par l'ennemi, à savoir le Santerre, clef de la guerre entre Amiens et Montdidier.

(1) W. Shaw Sparrow, *The fifty army in March 1918.*

MESURES COMMUNES PRISES PAR LES DEUX ÉTATS-MAJORS FRANÇAIS ET BRITANNIQUE

Nous avons indiqué déjà le sentiment qui s'était accrédité d'abord, dans les états-majors franco-britanniques, que l'armée allemande prononcerait son attaque principale sur le front français, probablement en Champagne, et que l'attaque sur le front anglais entre Cambrai et Saint-Quentin serait relativement secondaire. Par suite de cette opinion dont Ludendorff se vante comme d'une preuve que le secret avait été bien gardé et la surprise bien ménagée, l'idée s'était affirmée de fortifier avec toutes les ressources disponibles la défense française dans l'Est.

Considérant les charges très lourdes incombant aux armées françaises, le commandement anglais ayant reçu quelques effectifs nouveaux avait consenti, sur l'insistance du commandement français, à étendre la relève de la 3e armée française jusqu'à Barisis : cette exécution s'était faite en deux stades, d'abord jusqu'à Moy, ensuite jusqu'à la forêt de Coucy ; elle était terminée le 3 février, soulageant le front français, mais distendant outre mesure les forces britanniques.

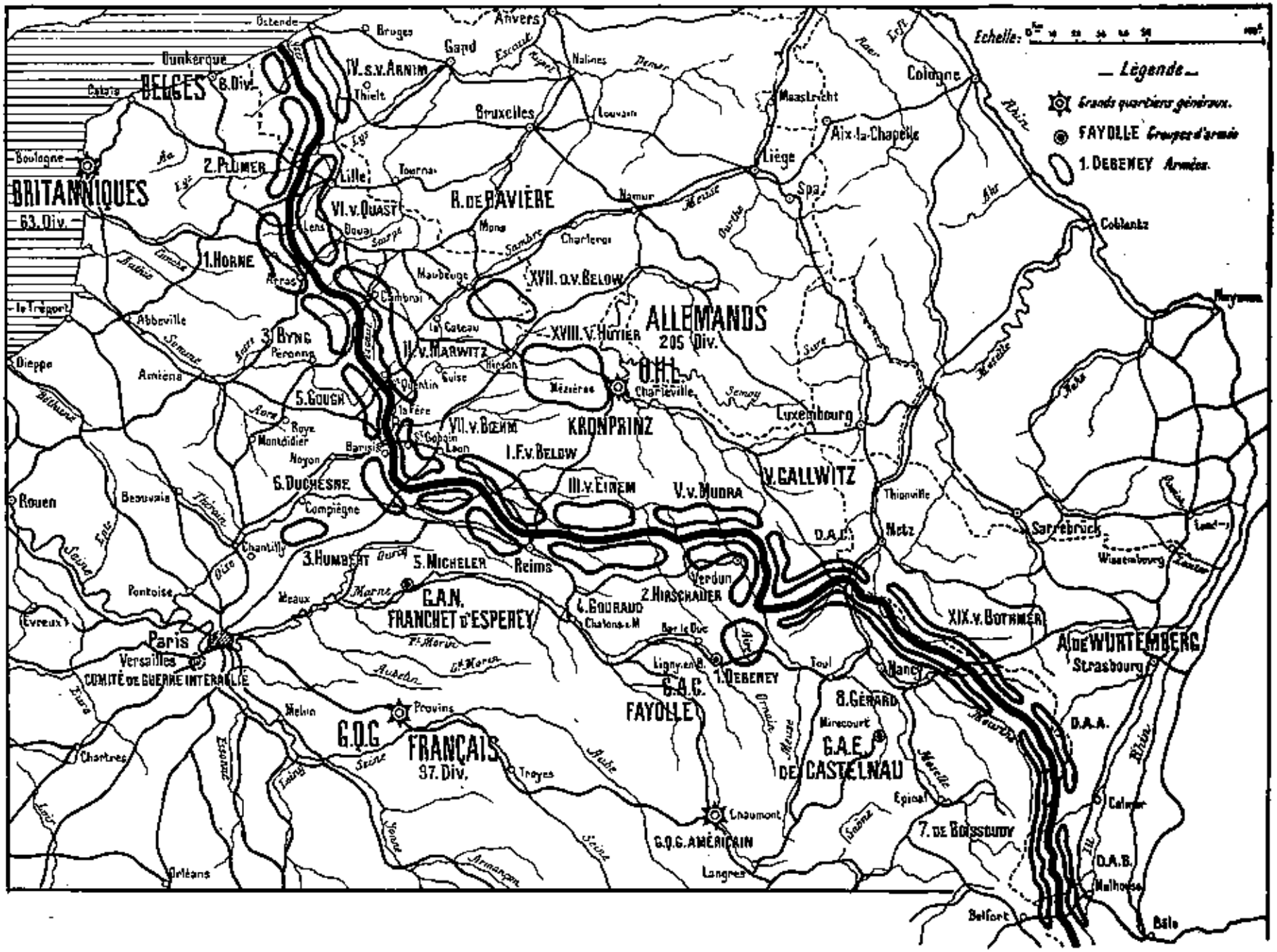
Par contre, les deux États-Majors, convaincus de la nécessité absolue, à défaut du commandement unique, d'une profonde solidarité entre les armées alliées, n'avaient cessé de réfléchir aux moyens d'établir sur des bases solides les conditions du concours réciproque qu'elles devaient s'apporter. Ces délibérations et ces prévisions eurent, pour la suite, une importance capitale : elles permirent une action immédiate et suffisamment combinée quand l'heure critique eut sonné.

En partant de l'hypothèse que l'offensive allemande principale se porterait sur le front français, soit sur l'Aisne, soit en Champagne, on se préoccupe, tout d'abord, d'étudier et de préparer la coopération des troupes britanniques dans la zone française. Le commandement français avait demandé la relève immédiate de sa 6e armée par les divisions anglaises jusqu'à la ferme Vauclerc-Hurtebise, c'est-à-dire sur tout le front de l'Aisne : l'affaiblissement qui en fût résulté pour la défense britannique eût été véritablement périlleux. Le maréchal Haig ne put donner suite à cette demande ; mais le 16 février il avait envisagé l'idée de mettre à la disposition du commandement français 8 divisions avec les états-majors et les artilleries connexes ; la relève se produirait donc jusqu'à « l'Ange Gardien », le Chemin des Dames restant dans la zone française. En vue de réaliser ce dessein et, d'une façon générale, pour régler la question de l'aide britannique aux armées françaises, une conférence a lieu le 22 février. L'armée britannique, outre la relève indiquée ci-dessus, interviendra, le cas échéant, soit au nord de l'Aisne entre Berry-au-Bac et Chevreux, soit au sud de l'Aisne entre Berry-au-Bac et Courcy.

Mais, dès le 7 mars, des renseignements nouveaux sont parvenus au commandement britannique : on a, maintenant, des raisons de penser que le front anglais est visé par l'ennemi. Le maréchal Haig réclame, par réciprocité, une aide française en cas de besoin. Cette aide est prévue sous trois formes : l'armée française opérerait la relève totale ou partielle de la 6e armée britannique, c'est-à-dire une simple extension à leur gauche des forces françaises ; ou de préférence, elle agirait directement *à l'aile droite de l'armée britannique*, soit pour consolider la défense, soit, de préférence encore, sous forme de contre-offensive.

La 3e armée française (général Humbert) est spécialement chargée de ce rôle d'appui et, au besoin, elle recourra aux divisions appartenant au Gouvernement militaire de Paris. Les transports sont prévus par autos, par voie de terre, par voie ferrée.

Il est entendu que les troupes françaises qui interviendront sur le front britannique seront placées sous les ordres du commandement britannique ; qu'elles seront toujours employées ensemble, c'est-à-dire comme *armée* ou éventuellement comme *groupe d'armées*, et qu'elles ne seront pas jetées par fractions dans la



GROUPEMENT GÉNÉRAL DES FORCES SUR LE FRONT OCCIDENTAL
AU DÉBUT DE MARS 1918

bataille. Par contre, les troupes anglaises coopérant dans la zone française seront sous les ordres du commandement français.

L'hypothèse d'une intervention française sur le front britannique allait se réaliser la première. Aussi est-il d'une importance capitale qu'elle ait été envisagée *dès le 17 mars*, et même précisée sous la forme suivante :

Les forces françaises (dans le cas, la 3e armée) auront : 1° *en partant de la zone de concentration de Montdidier*, à assurer la protection de la tête de pont de Péronne avec les bretelles envisagées à l'arrière du front britannique ; 2° *en partant de la zone de concentration d'Amiens*, à contre-attaquer sur la ligne de la Tortille et être prêtes à contre-attaquer en direction du nord-est pour prendre de flanc la progression allemande au sud d'Arras ; 3° *en partant de la zone de concentration de Saint-Pol*, à soutenir les troupes britanniques en arrière et à l'est d'Arras, à assurer la possession de la crête de Notre-Dame-de-Lorette en direction du nord-est, étant prêtes à progresser contre les troupes allemandes qui remonteraient la vallée de la Lys.

En somme, les deux armées avaient combiné aussi étroitement que possible leur action pour résister à la formidable poussée allemande ; dès maintenant, on admettait l'hypothèse que la première vague allemande emporterait une certaine profondeur de terrain, soit sur le front anglais jusqu'à la bretelle de Péronne-canal Crozat, Tortille-canal du Nord ; soit sur le front français jusqu'à la rive sud de l'Aisne.

Rappelons que l'éventualité d'une attaque principale sur le front français avait retenu jusqu'à la dernière minute et même jusqu'au jour de l'offensive l'attention du G. Q. G. français et l'avait poussé à se renforcer au maximum en Champagne et à l'est. C'est seulement dans la dernière semaine qu'on avait senti le besoin de pourvoir aussi à une offensive colossale contre le front anglais ; on avait préparé alors, quoique un peu timidement, la manœuvre qui devait être, en somme, la manœuvre de salut, et qui consistait à jeter les forces françaises dans la zone britannique et, en particulier, sur *la droite* de l'armée Haig. La conception maîtresse de la fin de la guerre se trouvait ainsi esquissée tout en restant encore à l'état embryonnaire.

Après ce qui a été dit ci-dessus, il suffit de rappeler, en outre, que Pétain avait fait tout ce qu'il était humainement possible en matière d'armements, d'approvisionnements, et d'instruction des troupes.

L'artillerie avait été développée d'une façon formidable : on avait même poussé, et au delà des besoins immédiats, la construction de l'artillerie lourde mobile et à tracteurs que l'on supposait indispensable pour en finir avec la guerre de tranchées ; on avait développé aussi jusqu'aux limites du possible la construction des chars d'assaut de tous modèles, celle des avions soit d'observation, soit de chasse. Les troupes étaient entraînées par de longues études dans les camps de relève ; les tirs d'interdiction et les barrages roulants avaient été soigneusement mis au point.

Donc, dans l'ensemble, on était prêt ; on attendait, avec le maximum de sécurité et de confiance, la grande offensive ennemie. Mais, on n'ignorait pas non plus qu'elle serait chose formidable. Chaque matin, les observateurs interrogeaient avec une émotion croissante le *no man's land* vide, et se penchaient, attentifs, sur le plus impressionnant silence.

CHAPITRE LXXVI

L'OFFENSIVE DÉSESPÉRÉE

I. — L'attaque sur Amiens (mars-avril 1918)

État moral des Alliés à la veille de l'offensive. Le cabinet Clemenceau pendant l'hiver 1918. *Lloyd George. — La préparation américaine. — L'offensive du* 21 *mars contre l'armée britannique. Paris bombardé par les Berthas. — La crise du 22 au 26. — Les Allemands à Noyon. — Amiens et Montdidier. — Faute lourde de Ludendorff. — La bifurcation. —* « Nach Paris ». — *La ruée du 27 mars-*1er *avril. — L'armée allemande à bout de souffle. — Doullens et le commandement unique.*

ARRÊTONS-NOUS un instant à l'heure où l'offensive allemande, « l'offensive désespérée », tombe sur le front occidental. L'Allemagne joue son va-tout. Les troupes se sont avancées en un tel silence et dans un secret si bien gardé, que rien n'a transpiré. De l'autre côté, si on attend l'attaque, on ne sait ni l'heure ni le lieu où elle débouchera. Les états-majors n'ont été avertis que par les révélations de deux transfuges lorrains et seulement l'avant-veille : encore se sont-ils demandé jusqu'au dernier moment si l'attaque principale n'aurait pas lieu en Champagne.

Quant au public, il ne sait rien ; il commence à s'interroger, même à railler : « Pourquoi parlent-ils tant de leur offensive ? » s'écrie un journal. Les raids des gothas se multipliant sur Paris et sur Londres, sans grand effet ni matériel, ni moral, on se demande si les Allemands sont aussi décidés qu'ils veulent le paraître? Joueront-ils la partie finale sur une carte ?

Disons quel est l'état d'esprit des peuples de l'Entente à l'heure où l'orage se lève.

En France, Clemenceau est au pouvoir, en Angleterre Lloyd George, en Italie Orlando.

Aux États-Unis, Wilson, réélu, s'est décidé à prendre part à la guerre à côté des Alliés.

Clemenceau est premier ministre et ministre de la Guerre depuis le 16 novembre. Voilà quatre mois qu'il gouverne ; il a réalisé, aux yeux du public et du monde, son plein caractère et donné, je ne dirai pas sa mesure, mais son cube : car il s'est mis en bloc dans la guerre et il l'a prise comme une chose à lui et pour laquelle il était destiné. La déclaration ministérielle est un acte de foi, un appel à l'esprit de sacrifice, une certitude de victoire : « Nous sommes sous votre contrôle, dit-il aux Chambres. La question de confiance sera toujours posée... L'abnégation est aux armées : que l'abnégation soit dans tout le pays... Pour les résolutions sans retour, nous vous demandons le sceau de votre confiance... »

A ceux qui l'interpellent, il répond, lui, le grand interpellateur : « Je crois que quand on est engagé dans une action, il faut parler le moins possible... Quand vous me demandez

nos buts de guerre, je vous réponds : « Mon but, c'est d'être vainqueur. »

Ce qu'il dit, il le fait, ou mieux, il fait sans dire. Cet orateur serre les lèvres et se tait ; ce vétéran des luttes politiques ne se laisse pas accrocher par la politique ; ce sarcastique n'a plus de sarcasmes que pour les ennemis de la patrie. Un vieux fond de policier qui est en lui, va s'employer à traquer, à ligoter, à anéantir le parti défaitiste. Au moment où l'Allemagne escompte le travail de propagande, qu'après la victoire bolcheviste elle croit avoir introduit dans le sous-sol ennemi comme une mine prête à sauter au jour de l'offensive, elle se trouve en présence d'un contre-travail, d'un fil de fer barbelé, d'un tir de barrage qui refoule l'offensive délétère, non seulement dans tous les pays de l'Entente, mais même dans les pays neutres, par où elle tente de s'infiltrer.

Observer que c'est de la France encore que vient cette initiative : et ce n'est pas le moindre service qu'elle a rendu. Partout ailleurs, on laissa faire, ou du moins on n'osa pas prendre le défaitisme de front. En Angleterre, Lloyd George, qui ne pouvait oublier ses origines, compte toujours avec lui : lord Landsdowne put afficher avec éclat une opinion diplomatique particulière, et un projet de « paix de compromis » avec l'Allemagne, grave responsabilité d'un ancien ministre des Affaires étrangères quand le sort de son pays est en jeu. Seul Clemenceau se leva et mit la main au collet de tout ce qui paraissait suspect : à la suite de quelques exemples éclatants et qui appartiennent à l'histoire judiciaire de la guerre, Bolo, Caillaux, Malvy, le défaitisme fut abattu ou, du moins, se terra : les partis avancés se divisèrent, la grande masse restant dévouée à l'idée de la guerre jusqu'au bout et de la victoire. Quand la propagande bolcheviste, forme masquée de la propagande allemande, trouva ses premiers adhérents en France, il était trop tard : le pays s'était ressaisi.

Et ce fut là le vrai service rendu; d'abord, par Clemenceau. Son autorité de vieux républicain, la confiance qu'il inspirait à l'Angleterre, son travail, son élan, son optimisme, son apparition subite, le chapeau sur l'oreille, au haut de la motte de terre où les poilus l'acclament, tout cela compte, certes ; mais son apport décisif, c'est sa volonté de vaincre et sa haine de ceux qui n'ont pas cette volonté. Son fameux mot : « Je fais la guerre », est un mot d'obstination et de détestation qui remet l'âme des Français à l'aplomb de 1914 et expulse toutes les scories du foyer où brûle à blanc le patriotisme. On connaît les défauts de l'homme, son entêtement de vieillard, son mépris des autres, sa passion sectaire, son ignorance des grandes choses internationales et son refus d'apprendre, sa claustration dans une coterie de disciples et de flatteurs que sa voix cinglante tient à la botte ; mais cette vertu suprême, le courage, il l'eut, et c'est par là que sa figure domine les avenues de la victoire.

L'hiver avait vu alterner, de la part du président du Conseil, quelques-uns de ces actes toniques de portée encore plus morale que militaire.

La Haute-Cour, constituée sur la propre demande de l'ancien ministre de l'Intérieur Malvy, l'immunité parlementaire de deux députés, Caillaux et Loustalot, levée sur la réquisition du gouverneur militaire de Paris, le refus éclatant et d'une ironie sanglante de se prêter au jeu des palabres avec Czernin et von Hertling ; le rappel du général Sarrail remplacé au front de Salonique par le général Guillaumat, ce sont des actes qui ont toujours le même caractère : la décision. Peu à peu, le pas tenace d'un homme remonte les pentes dévalées insensiblement avant lui, par des gens de bonne volonté, certes, mais qui n'ont pas cette âpre résolution de ne pas rouler à l'abîme.

Il faut des hommes et des travailleurs sur le front : on a laissé les effectifs se vider de près de 700 000 unités : le gouvernement annonce que, pour les travaux de terrassement, on rappellera peut-être les hommes de la classe 1889



CLEMENCEAU AU FRONT, EN COMPAGNIE DES GÉNÉRAUX HUMBERT ET HIRSCHAUER

et sûrement ceux des classes de 1890 et 1891. Les agriculteurs seront laissés aux champs, mais on emploiera les prisonniers de guerre, les soldats russes demeurés en France, de jeunes auxiliaires, des volontaires civils pour coopérer à des travaux industrialisés organisés par le ministre de l'Armement et surveillés par le général Roques (1).

La question angoissante du parti à prendre devant la défection russe et après le fléchissement du front italien avait été traitée à fond dans des conférences interalliées qui s'étaient tenues soit à Paris, soit à Versailles. L'heureuse offensive prise par le maréchal Haig dans le secteur de Cambrai et le refoulement qui l'avait finalement suivie, était une rude épreuve pour la jeune armée britannique. Lloyd George avait reçu très mal le coup et, désarçonné, en avait voulu mal de mort à Douglas Haig ; il avait bien fallu admettre, dès lors, que, sans la France, l'Angleterre allait à la défaite irrémédiable et à la destruction de son fragile empire. Mais on avait compris aussi, dans le camp des Alliés, que l'offensive sur le front occidental devenait de plus en plus dangereuse en raison de l'usure des hommes, et l'on adhérait, comme ressource unique, à la politique de l'attente et de l'organisation défensive, du développement du matériel et de la manœuvre sur la seconde ligne, qui était celle de Pétain.

Surtout, s'était dégagée, une fois de plus, cette nécessité d'un commandement unique que le particularisme britannique seul n'avait pas encore admise.

Clemenceau s'était efforcé de développer l'embryon qu'on lui avait laissé, à savoir la création du conseil interallié. Dans les conférences réunies, d'abord, en décembre 1917, puis à la fin du mois de janvier 1918, les pre-

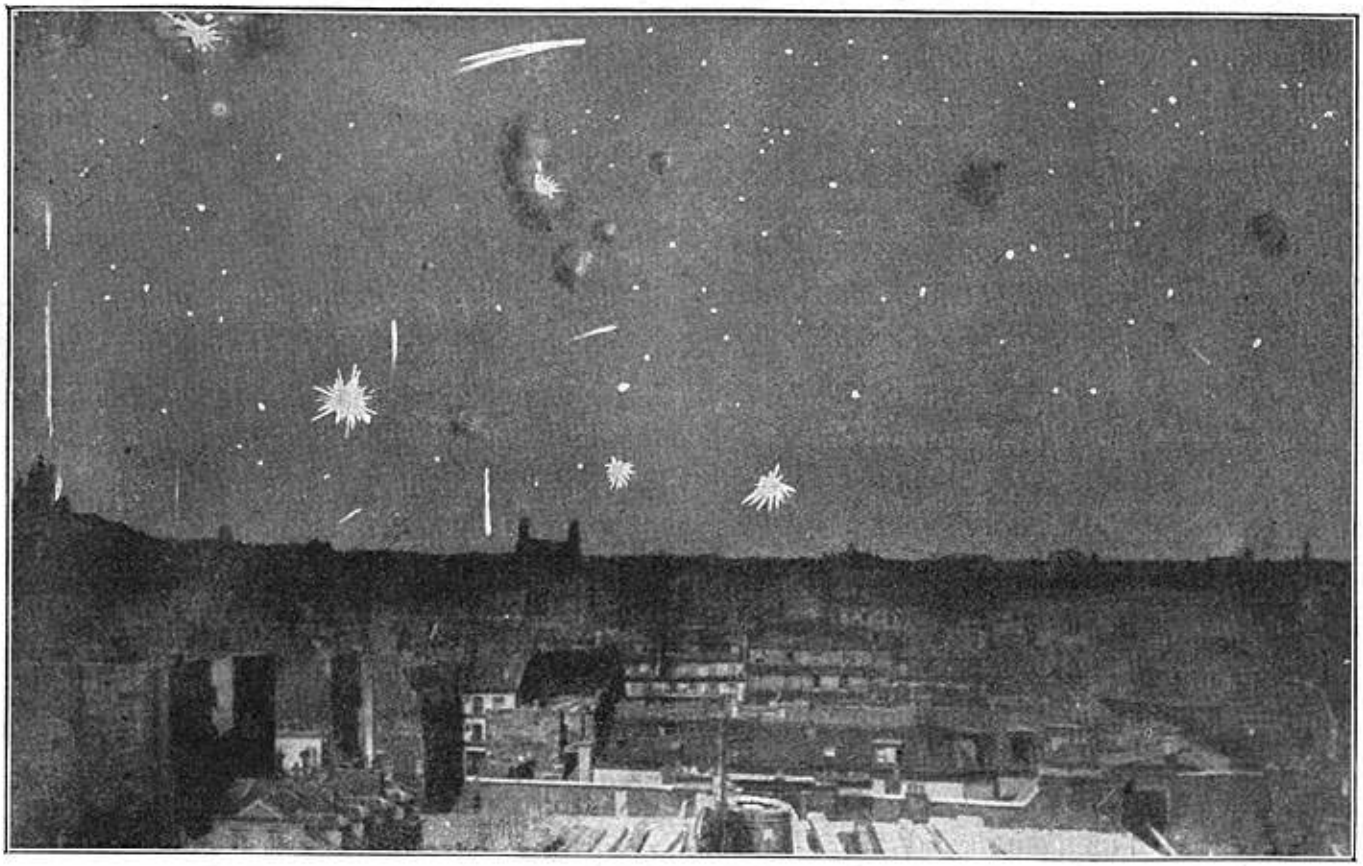
(1) V. Marcel LAURENT, *Nos gouvernements de guerre*, p. 213.

miers ministres et les chefs militaires avaient travaillé à l'union et à la subordination de toutes les forces sous une seule direction : « Sur toutes les questions, annonçait la note officielle publiée après la conférence de Versailles, une commune entente s'est réalisée à la suite d'une discussion des plus approfondies de la politique à suivre et des mesures d'exécution. »

Dans le conseil militaire interallié, le général Foch, — parfois remplacé par le général Weygand — tient, nous l'avons dit, une place prépondérante. Il sait à fond son métier et ses avis l'emportent toujours. Il suit sa grande pensée d'une réserve générale interalliée. On a discuté la question de savoir si Foch était l'homme de Clemenceau ; il a dit lui-même : « Clemenceau ne m'aimait pas », et, en effet, à cette époque, le sang-froid et la méthode de Pétain semblent faire la plus grande impression sur Clemenceau. Peut-être aussi, l'allant imperturbable de Foch gênait-il l'allant passionné de Clemenceau. Celui-ci aime peu les égaux, pas du tout les maîtres. Les susceptibilités anglaises l'embarrassaient aussi quand elles recouraient à lui. Le général Robertson s'était démis de ses fonctions au Conseil et les avait passées au général Wilson. Les épidermes restaient donc toujours sensibles. Le maréchal Haig ne se départait pas d'une certaine réserve dans ses relations avec le général Pétain. Simples « frictions », mais qui faisaient gripper trop souvent les rouages de la direction commune. Si l'on compare les documents officiels dans les mois qui précèdent l'offensive, on voit très bien que l'inspiration n'était pas *une*, ni en ce qui concernait les prévisions, ni, surtout, en ce qui touchait à la distribution des rôles. On se passait les divisions et les artilleries au compte-gouttes, chacun cantonné sur son sens particulier et sur sa conception propre du bien commun.

Quant à l'état moral du peuple, du moins en France, il se trouvait, à la fin de l'hiver, tonifié, fortifié, disons même excité, irrité. On voulait en finir ; la guerre traînait. Pourquoi ? La défection russe n'était pas considérée comme un cataclysme irréparable ; on croyait l'Allemagne plus usée qu'elle ne l'était ou du moins plus usée qu'elle ne se croyait elle-même ; les démarches persistantes de l'Autriche révélaient un état de dislocation de l'alliance centrale qu'on s'exagérait peut-être aussi ; l'optimisme des grands chefs, mais surtout celui de Clemenceau, avait gagné l'opinion après la suppression de la campagne défaitiste ; Paris, qui donne le ton, était plein de courage et de belle humeur sous les gothas, sans réfléchir plus jamais à sa proximité du front. « Les ennemis n'étaient plus à Noyon ! » On comptait sur une intervention colossale de l'Amérique, sans trop se demander si elle arriverait à temps. Puisqu'on avait tenu, on tiendrait. Au pis, on supporterait, encore une fois, le choc de cette offensive si bruyamment annoncée par l'Allemagne, et on finirait bien par contenir celle-ci, comme on avait contenu les précédentes. On en avait vu bien d'autres ! Cette espèce de foi allègre et résignée est exprimée par le mot de Foch : « Matériellement, je ne vois pas la victoire. Moralement, je suis certain que nous l'aurons. »

En Angleterre, Lloyd George gouverne toujours ; mais son prestige n'a grandi ni au dehors ni au dedans. Le démission du général Robertson n'est que la manifestation d'un mal plus profond et qui tient le gouvernement anglais dans une réserve singulière au sujet de l'effort qui doit lui incomber pour en finir avec les Empires centraux. Est-ce manque d'énergie ou manque de clairvoyance ? Est-ce combinaison parlementaire à courte échéance ou calcul diplomatique à longue portée ? L'Angleterre entend-elle se réserver les moyens d'arbitrer la paix quand l'heure sera venue ? C'est le moment où, partout et notamment au Vatican, on escompte une sorte de tendance de l'Angleterre à entrer dans les voies de l'accommodement et où M. Balfour vient



RAID DE GOTHAS SUR PARIS (RECONSTITUTION)

de prononcer certaines paroles ambiguës au sujet de l'Alsace-Lorraine (1).

Ce qui est certain, c'est qu'un dissentiment permanent existe entre le premier ministre anglais et les chefs de l'armée, ceux qui sentent peser directement sur leurs épaules la responsabilité de la guerre et au premier rang, Douglas Haig, Robertson, etc.

Le maréchal Douglas Haig, sur le ton de haute correction qui est toujours le sien, indique, dans son rapport officiel, ces divergences de vues qui portent principalement sur la pénurie des effectifs :

Les efforts laborieux soutenus, en 1917, par les troupes britanniques avaient, écrit-il, singulièrement abaissé leurs effectifs et le niveau de leur instruction. Il était donc de première importance, en prévision de l'offensive allemande escomptée, de compléter les effectifs et de donner toutes facilités pour l'instruction... Il était essentiel, qu'à tous les échelons, on puisse s'assimiler rapidement et complètement les enseignements recueillis (ce qui impliquait une relève des troupes soumises à cet entraînement). Or, une modification était apportée à l'organisation des troupes. D'après les instructions de l'*Army Council*, la réorganisation des divisions à 10 *bataillons au lieu de* 13 fut achevée *pendant le mois de février*. Outre *qu'on réduisait ainsi les effectifs combattants*, on diminuait également le rendement au combat des divisions. Un groupement inhabituel des unités était introduit qui impliquait de nouveaux procédés tactiques et l'abandon de méthodes anciennes auxquelles les cadres subordonnés étaient accoutumés. Les difficultés que nous rencontrions furent encore aggravées par l'extension du front britannique... [jusqu'à Barisis], etc.

Ce sont ces préoccupations qui, certainement,

(1) Un passage de Maxse semble se référer à cet état d'esprit qui aurait été, un instant, celui de Lloyd George : « Nous savons aujourd'hui, dit H. Delbrück, que Lloyd George aurait été disposé à une entente pendant la période juillet 1917-juillet 1918. « Si, à cette époque (1917), l'ennemi avait fait simplement une déclaration satisfaisante sur la Belgique, les négociations auraient commencé et le malheur serait arrivé (c'est-à-dire, dans la pensée de Maxse, la « paix de compromis ») avant même que le public eût su quelque chose des intrigues engagées. Tous nos buts de guerre auraient été sacrifiés. » Telles sont les paroles de Maxse. » Cité par Delbruck, dans *Ludendorff peint par lui-même*, p. 103. Il renvoie comme référence à *Ludendorff, Tirpitz, Falkenhayn*, p. 21.

avaient déterminé la résolution de sir William Robertson, étroitement attaché au maréchal Douglas Haig :

Ami intime de sir Douglas Haig, sir William Robertson, avec qui il était en coopération étroite depuis deux ans, venait d'être obligé de quitter son poste de chef d'État-Major, en raison du profond malentendu existant entre lui et ses chefs politiques au sujet de ce qui se passait au conseil de Versailles. Il est à penser que sir Douglas Haig partageait quelques-unes des objections de sir W. Robertson. Il savait que celui-ci était sur le point de conclure un accord avec Foch, Pétain et lui-même pour organiser un contrôle unique en vue des opérations prochaines. Il devait avoir des doutes graves sur la capacité du comité technique de Versailles. Il devait savoir que sir W. Robertson était opposé à la continuation des opérations en Palestine après la prise de Jérusalem et qu'il avait conseillé en vain de ramener de là-bas les trois divisions qui le furent finalement pour fortifier le front occidental. Il était autorisé à supposer que M. Lloyd George et le cabinet de guerre trouvaient ce front suffisamment assuré... Le plan de recrutement de M. Neville Chamberlain avait été un fiasco, de sorte que sir Douglas Haig, en raison de ses grandes pertes, ne pouvait pas espérer maintenir ses forces pour 1918... En effet, en mars 1918, l'infanterie et la cavalerie comportaient une diminution de 100 000 hommes (1).

On voit quelle importance prenait, pour les chefs responsables, cette question des effectifs. Le sort de la guerre en dépendait.

Ces témoignages, en quelque sorte officiels, justifient l'appréciation d'un témoin attentif et intelligent qui vit dans l'intimité du G. Q. G. britannique :

L'État-Major britannique prévoyait une attaque sur le front Cambrai-Saint-Quentin et avait groupé ses réserves pour y parer. D'autre part, les Français, craignant la poussée en Champagne, avaient, eux aussi, disposé leurs réserves en conséquence. Ainsi deux États-Majors, soutenant deux thèses différentes et n'articulant leurs réserves qu'en vue de la défense de leur propre front. En face, l'armée allemande tout entière, prodigieusement accrue des divisions venant du front russe, bien reposées, agissant sous un commandement unique, prête à se jeter sur la Somme et à couper en deux le faisceau britannique.

L'activité de notre général en chef, en ces jours-là, fut prodigieuse et le chef d'État-Major faisait sur le front des tournées quotidiennes.

L'anxiété de Haig devait être terrible ; chacune de ses tournées le convainquait davantage du danger de notre grande extension et du peu de chances que nous avions d'assurer une défense suffisante. Il savait en outre que le Premier Ministre ne lui faisait pas confiance et que l'ennemi concentrait plus de deux cents divisions sur le front occidental. Ainsi, ennemi devant, ennemi derrière, et, au milieu, une ligne de défense plus faible précisément au point où elle eût dû être la plus forte. Je ne puis comprendre que le Premier Ministre ne soit pas venu lui-même se rendre compte de la situation (2).

Il est permis de se demander si la tension de ces relations entre le ministre anglais et le général en chef, avec l'autre tendance, visiblement manifestée à diverses reprises par Lloyd George lui-même, de rechercher une certaine forme de commandement unique interallié, ne venait pas d'un désir secret de l'insidieux Gallois, de laisser peser sur le courageux allié les ultimes sacrifices et les dernières responsabilités de la fin de la guerre. Les réclamations incessantes du général en chef et de ses nombreux partisans dans l'amrée et en Angleterre devenaient une gêne pour sa politique personnelle, pour sa politique parlementaire, pour sa politique générale. Il y a là des dessous que l'histoire éclaircira ; mais il n'est pas possible de ne pas signaler ces cavités souterraines quand le sol va s'effondrer et que des lacunes d'une conséquence inouïe vont mettre les choses au penchant de l'abîme.

Les États-Unis d'Amérique s'étaient engagés à fond dans la guerre : maintenant, on pouvait compter sur eux. La perspective d'un sacrifice matériel et personnel aussi énorme qu'il le faudrait pour conduire les hostilités à une issue victorieuse était acceptée par l'immense majorité du pays. Quand une masse pareille se lève, elle est irrésistible. Mais combien de temps lui faudrait-il pour être debout et pour écraser l'ennemi commun de son poids?

(1) Walter Roch, *Lloyd George et la guerre*. — Voir également *Schaw Sparrow*, loc. cit., et *The Path to peace*. — Lloyd George, selon les affirmations de Sir F. Maurice et L. Lyon, restait sourd aux demandes de renfort de Haig dont les forces en ligne dans les tranchées en mars 1917 de *180 000 à 200 000 hommes* (effectif au 11 mars 1918 : *1 293 000 hommes dont 616 000 fantassins*).

(2) Neville Lytton, *Le G. Q. G. britannique*, p. 185.

Les hommes les plus décidés en Amérique déclaraient qu'il fallait se garder de se jeter dans la guerre par petits paquets : ils voulaient une « victoire américaine ». Cependant le temps s'écoulait, la grande offensive était imminente, son poids allait peser encore, — et pendant combien de temps? — sur les Alliés qui soutenaient la guerre depuis quatre ans. Paris allait être visé une fois de plus. On laissait entendre que si Paris était perdu, cela n'empêcherait pas de mener la guerre jusqu'à la victoire. La victoire n'en serait que plus « américaine ».

Cependant, le général Pershing était en France et son Q. G. s'était installé à Chaumont. Gardant très serrées dans sa main les divisions envoyées sur le continent, il les formait consciencieusement dans les camps de plus en plus nombreux installés entre Toul, Saint-Dizier, Joigny, Dijon; il s'efforçait de les rendre aptes à tenir un secteur, sans accepter toutefois le système de l'amalgame conseillé par le général Pétain. Là aussi, l'idée d'un commandement unique était mal accueillie. M. Tardieu, aux États-Unis, s'efforçait de mettre sur pied l'immense machine aux rouages si lourds et parfois si encombrants et qui se mettait en branle si lentement.

Les Américains avaient fini par prendre le parti de venir voir les choses de près pour se rendre compte *de visu* de ce qu'il y avait à faire. M. Baker, ministre de la Guerre des États-Unis, arrivait en France le 11 mars. Son premier mot en mettant le pied sur le sol français, avait été une confirmation catégorique de la volonté de vaincre : « Nous avons gagé toutes nos ressources pour la victoire. » Tout cela dit d'une grande conviction et d'un grand sang-froid. Mais il n'y avait plus une minute à perdre ; car l'Allemagne était bien décidée à prévenir l'armée américaine.



M. BAKER, MINISTRE DE LA GUERRE DES ETATS-UNIS, INSPECTE LES FORMATIONS AMÉRICAINES (*En haut, à droite,* LE GÉNÉRAL PERSHING).

L'OFFENSIVE DU 2 MARS CONTRE L'ARMÉE BRITANNIQUE

Si l'observation aérienne eût pu percer à jour le mystère dont s'entourait l'armée allemande, elle eût constaté la présence d'un million d'hommes en trois vagues égales massées dans le secteur ou à proximité du secteur ayant pour centre Saint-Quentin, pour points extrêmes au nord Monchy devant Arras, au sud le massif de Saint-Gobain devant Coucy-le-Château.

Sur le front britannique, on s'attendait à une irruption soudaine; et depuis deux jours, à la suite de la révélation des deux soldats lorrains, on était sur le qui-vive dans la partie sud de la ligne, c'est-à-dire à la 5e armée, commandée par sir H. de la P. Gough. Celle-ci, qui avait à garder la ligne de Barisis à Gouzaucourt (67 kilomètres), ne comptait que 14 divisions d'infanterie, 3 de cavalerie (3 d'infanterie et 3 de cavalerie étant en réserve). Les troupes étaient disposées ainsi, présentant un point faible autour de Saint-Quentin et au sud : 7e corps (Gongrève) et 19e corps (Watts) de Gouzeaucourt à Pon-

truet; 18e corps (Maxse) et 3e corps (Butler) de Pontruet-Gricourt jusqu'au sud de Barisis. Devant elle, l'armée von Hutier comptait 27 divisions, dont 11 en premier échelon. Elles étaient ainsi groupées, du nord au sud, pesant au contraire de leur poids le plus fort devant le secteur le plus faible de Gough : IIIe corps (Lüttwitz) au nord de Saint-Quentin, IXe corps (Œtinger) devant Saint-Quentin, XVIIe corps (Webern) au sud, IVe corps de réserve (Conta) sur l'Oise, enfin 2 divisions de secteur à La Fère. Le service des renseignements, s'exerçant par patrouilles et par avions quand le temps le permettait, avait averti du mouvement incessant qui entassait, à proximité de la ligne allemande, des canons, des munitions, des effectifs, et certain matériel mystérieux que l'on prenait pour des tanks et qui n'était, sans doute, que des approvisionnements camouflés.

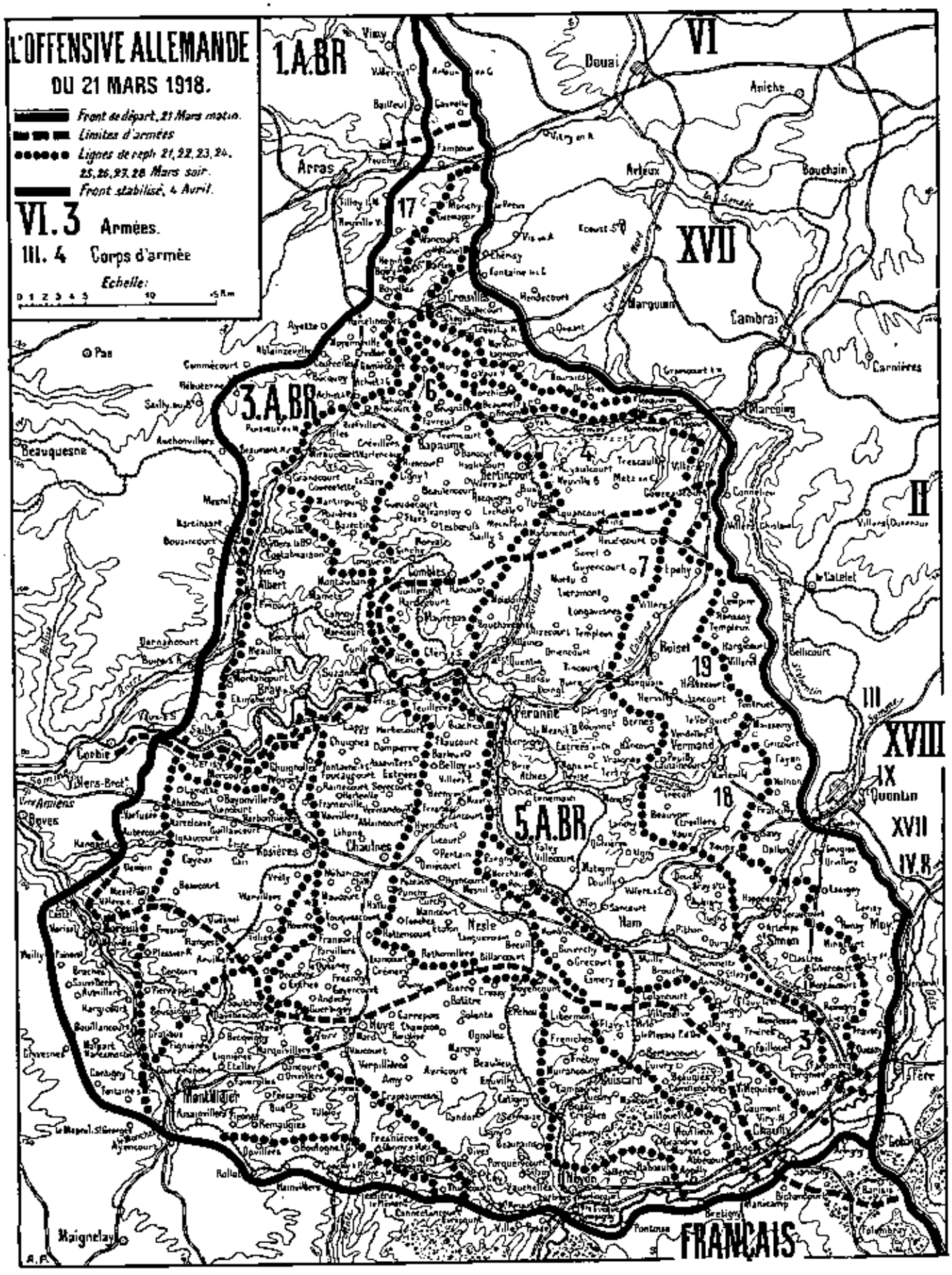
Sir Douglas Haig se savait visé ; il pensait sans cesse à ses communications avec les ports de la Manche et maintenait ses réserves à proximité immédiate ; de même, Pétain pensait sans cesse à l'offensive annoncée en Champagne et tendait à envoyer ses réserves de ce côté. Ainsi, la ligne de front était étirée et tendue jusqu'à en être bien amincie au point de suture entre les deux armées, point qui protégeait le nœud des communications entre Paris et la mer, — Amiens. A la 5e armée, chaque division avait à garder un front d'environ 6 700 mètres. Le terrain était, d'ailleurs, solidement organisé et les vaillants régiments anglais étaient prêts à tout événement.

Au nord, la 3e armée, commandée par le général Byng, comptait trois corps, le 4e, le 6e et le 17e, soit huit divisions en secteur et sept en réserve, et tenait, de Gouzeaucourt au sud de Gavrelle, un front de 43 kilomètres. Au total, pour en finir avec les chiffres, sur un ensemble de 197 divisions allemandes (dont 84 réservées), 73 divisions allaient s'engager successivement contre les 3e et 5e armées et la droite de la 1re armée britannique comptant 22 divisions d'infanterie en secteur et 12 divisions d'infanterie avec 3 divisions de cavalerie, en soutien immédiat. Au cours de la lutte, 8 autres divisions britanniques furent dirigées vers le sud et engagées dans la bataille, et bientôt, en avril, 4 autres divisions, donnant un total de 46 divisions d'infanterie et de 3 divisions de cavalerie. Mais, pendant ce temps, les divisions allemandes devaient s'accroître proportionnellement par l'arrivée incessante des réserves.

Le 21 mars, un peu avant 5 heures, comme un brouillard épais régnait sur toute la ligne de front et empêchait de distinguer à 10 mètres, interdisant toute vue, toute recherche par avion, toute mise au point des artilleries et des mitrailleuses, un bombardement par obus à gaz et obus explosifs s'abattit soudain sur le front britannique entre l'Oise et la Scarpe. Le tir s'accéléra, s'élargit, et devint accablant par sa rapidité et son intensité. Ce fut vraiment « le tonnerre de feu ». Il s'approfondit au delà des lignes, visant les voies de communication, les carrefours, les routes et les chemins de fer jusqu'à Saint-Pol. Les lignes françaises étaient aussi bombardées à fond. Dunkerque était canonné de la mer.

Le brouillard restait aussi épais ; il dura toute la matinée et empêcha les artilleries de recevoir les signaux des avant-postes et de suivre les phases du combat. A partir de 9 heures, l'infanterie allemande s'élança suivant un système perfectionné d'infiltration : des pelotons peu nombreux accompagnés de mitrailleuses s'avançaient d'abord et tâtaient, en quelque sorte, la ligne des tranchées : si le point paraissait peu défendu, une fusée-signal et l'infanterie d'assaut accourait. Tout cela si vite que chaque secteur avait, au moment où il voyait l'ennemi, l'impression d'être tourné (1). Cette sensation est la plus insupportable de toutes au front ; on peut dire qu'elle est la cause principale des replis ; aucun chef, aucun soldat ne doit jamais dire ni même jamais penser : « Je suis tourné ».

(1) NEVILLE LYTTON, p. 190.


L'OFFENSIVE ALLEMANDE
DU 21 MARS 1918.
Front de départ, 21 Mars matin.
Limites d'armées
Lignes de repli 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 Mars soir.
Front stabilisé, 4 Avril.
VI. 3 Armées.
III. 4 Corps d'armée
Echelle:
1.A.BR
3.A.BR
5.A.BR
VI
XVII
II
III
XVIII
IX
XVII
IV.R
Douai
Arras
Cambrai
Bapaume
Albert
Péronne
Roisel
Ham
Nesle
Chaulnes
Rosières
Montdidier
Lassigny
Roye
Lihons
Maignelay
FRANÇAIS

On sentit donc un fléchissement de la ligne britannique avant qu'on eût la notion exacte que l'affaire était grave ; et elle craquait précisément au point où se portait l'effort maximum allemand, c'est-à-dire sur la vallée de la Cologne en direction de Péronne. A midi, Ronsoy, à l'ouest du Catelet, était occupé et la seconde ligne était attaquée : Hargicourt, Villeret succombent. Sur les deux flancs de l'attaque, la 24e division au Verguier, la 21e à Epehy résistent, mais isolées. La première ligne, au centre, est crevée ; en même temps, l'offensive s'allonge vers le sud ; elle s'étend au delà de Maissemy, visant Ham comme l'attaque du nord vise Péronne. L'ennemi pousse sur la route de Saint-Quentin à Ham et, au sud, dépasse largement la route de Saint-Quentin à La Fère, en marche sur le pont de Jussy et la bifurcation de Tergnier.

Au nord, la 3e armée, l'armée Byng, était aux mains, elle aussi : mais ici la défense est plus forte et mieux proportionnée à l'attaque ; elle tient, notamment sur la Sensée. L'ennemi fait quelque progrès ; il enlève Doignies ; mais il est arrêté devant Lagnicourt ; cependant, une encoche est déjà sensible autour de Noreuil, Longatte, Ecoust, Saint-Mein.

L'après-midi s'éclaircit un peu : le brouillard se dissipe vers 13 heures ; la défense s'organise et se coordonne sur la seconde ligne. Mais le mal est fait. Les états-majors se sont repliés un peu rapidement, de telle sorte que « l'allure de la retraite se réglait, non sur l'avance de l'ennemi, mais sur une cadence venue de l'arrière » (Lytton).

C'est toujours la droite qui fléchit, et nous savons pourquoi : là est assené le formidable coup de massue des divisions de von Hutier. A l'angle méridional de la bataille, Fargniers a cédé à 16 heures : des centres de résistance tiennent bon dans le secteur de Quessy-Ly-Fontaine et envoient des sans-fils annonçant leur position critique et leur volonté de tenir jusqu'au bout. C'est alors une sorte de lutte éparpillée, tenace, obscure, où, de part et d'autre, des foules anonymes succombent : les pertes allemandes sont considérables. L'infanterie attaque, en effet, par masses serrées, parfois cinq hommes au mètre courant. Le commandement ne les ménage pas. Les mitrailleuses anglaises fauchent dans le tas.

Combats terribles à Roupy et Savy, à Doignies, à Lagnicourt, à Fontaine-les-Croisilles ; on peut croire que l'offensive est contenue : elle l'est dans le nord, devant la 3e armée. Mais, le soir, quand on totalise les comptes rendus au G. Q. G., il faut s'incliner devant la réalité ; l'ennemi a fait partout des progrès considérables : le front britannique n'est pas rompu, mais il a plié. La poche se distend avec une rapidité impressionnante et on ne sait si le fond pourra tenir. « A la fin de l'après-midi du 21, de graves nouvelles furent apportées par des aviateurs. Ils voyaient la zone située derrière le front d'attaque ennemi bondée de soldats, et des troupes en masse arrivaient encore de toutes les directions. En même temps, l'ennemi, dont la supériorité numérique était immense, continuait à attaquer en vagues denses et rapprochées (1). »

On prend immédiatement des mesures pour que la population civile, en arrière du front, soit évacuée. Dès le 22 à 5 heures du matin, le triste exode, renouvelé de celui de 1914 et qui atterre des populations rentrées avec tant de confiance dans leur foyers, recommence. Le premier train part à 7 heures du matin ; les autres se succèdent. Les routes sont noires de la foule qui fuit « en habit de dimanche », portant à la main, sur le dos ou sur quelque roulotte de fortune, le bien le plus précieux. C'est le coup le plus imprévu pour la population, pour le soldat, pour le commandement.

On se demande sur quelle ligne l'arrêt pourra se faire : la première impression est qu'il faudra se replier sur les réserves si, encore, elles tiennent. Le recul n'est pourtant, en moyenne, que de 5 kilomètres et la troupe se

(1) HENRY BIDOU, *Revue des Deux Mondes* du 15 mai 1918, p. 420. C'étaient, écrit le kronprinz, les divisions du deuxième échelon ; elles atteignaient, le soir, les positions du départ.



LA FUITE DES HABITANTS PENDANT LE REPLI DES ANGLAIS

bat bien ; mais il y a, dans les esprits, l'idée soudaine que l'offensive est énorme, irrésistible ; le commandement tourne les yeux vers la ligne de la Tortille-Somme qui paraît être la mieux préparée pour la résistance : en deux heures, l'idée théorique de la « manœuvre sur la ligne des réserves » s'est imposée.

Dans le camp français, on a été tôt averti de la violence de la préparation d'artillerie. Mais elle sévit également sur le front de l'Aisne jusqu'en Champagne et l'on a l'œil partout.

Cependant le coup porté dans la région de Saint-Quentin retient l'attention. Le général Humbert, qui, commandant la 3e armée, sait qu'il devra, le cas échéant, donner le premier, écrit sur son carnet de notes :

21 *mars.* — Depuis l'aube, une violente canonnade gronde dans le lointain. L'attaque que les Anglais attendaient me paraît en train. Je n'ai encore reçu aucun avis.

Midi. — C'est bien l'attaque. Les Anglais sont crevés sur un certain front de leurs lignes avancées. Attendons !

Ni à cette heure de midi, ni même de toute la journée, le maréchal Haig n'a encore fait appel à l'intervention des troupes françaises. Cependant, le général Pétain a pris les devants. Dès le soir, il a alerté l'état-major du groupe des armées du Nord (général Fayolle). A 23 h. 35, ordre est donné à la 3e armée (général Humbert) de se tenir prête à embarquer le 5e corps d'armée (général Pellé) avec trois régiments d'artillerie lourde. A cette heure précisément, le maréchal Haig met au courant de la situation sur le front britannique : ordre a été donné aux 3e et 18e corps (armée Gough) de se replier et de tenir sur la rive ouest du canal Crozat et de la Somme, au nord de Saint-Simon. Il annonce aussi l'envoi de toutes les réserves venant du nord et dont il peut disposer ; et il demande enfin que l'armée

française lui vienne en aide selon les termes de « l'hypothèse de première urgence » accordée entre les deux Etats-Majors. Pétain répond aussitôt de Compiègne : « Le nécessaire sera fait ».

Les nouvelles volent jusqu'à Paris. « Le front a cédé ! » Le communiqué anglais de 23 heures, que publient les journaux du 22 au matin, est ainsi conçu :

Ce matin, vers 7 heures, à la suite d'un violent bombardement par obus explosifs et toxiques de nos lignes avant et zone arrière, l'ennemi a lancé une puissante attaque sur un front de plus de 80 kilomètres entre l'Oise (région de La Fère) et la Sensée (région de Croisilles)... L'attaque, en préparation depuis un certain temps, a été poussée toute la journée avec une vigueur et une énergie extrêmes. Les assaillants sont parvenus à franchir nos lignes d'avant-postes et à pénétrer dans nos positions de combat en un certain nombre de points. Les pertes de l'ennemi sont extrêmement élevées. La bataille continue avec une grande violence sur toute l'étendue du front.



LIGNE DE TIR DES « BERTHAS »

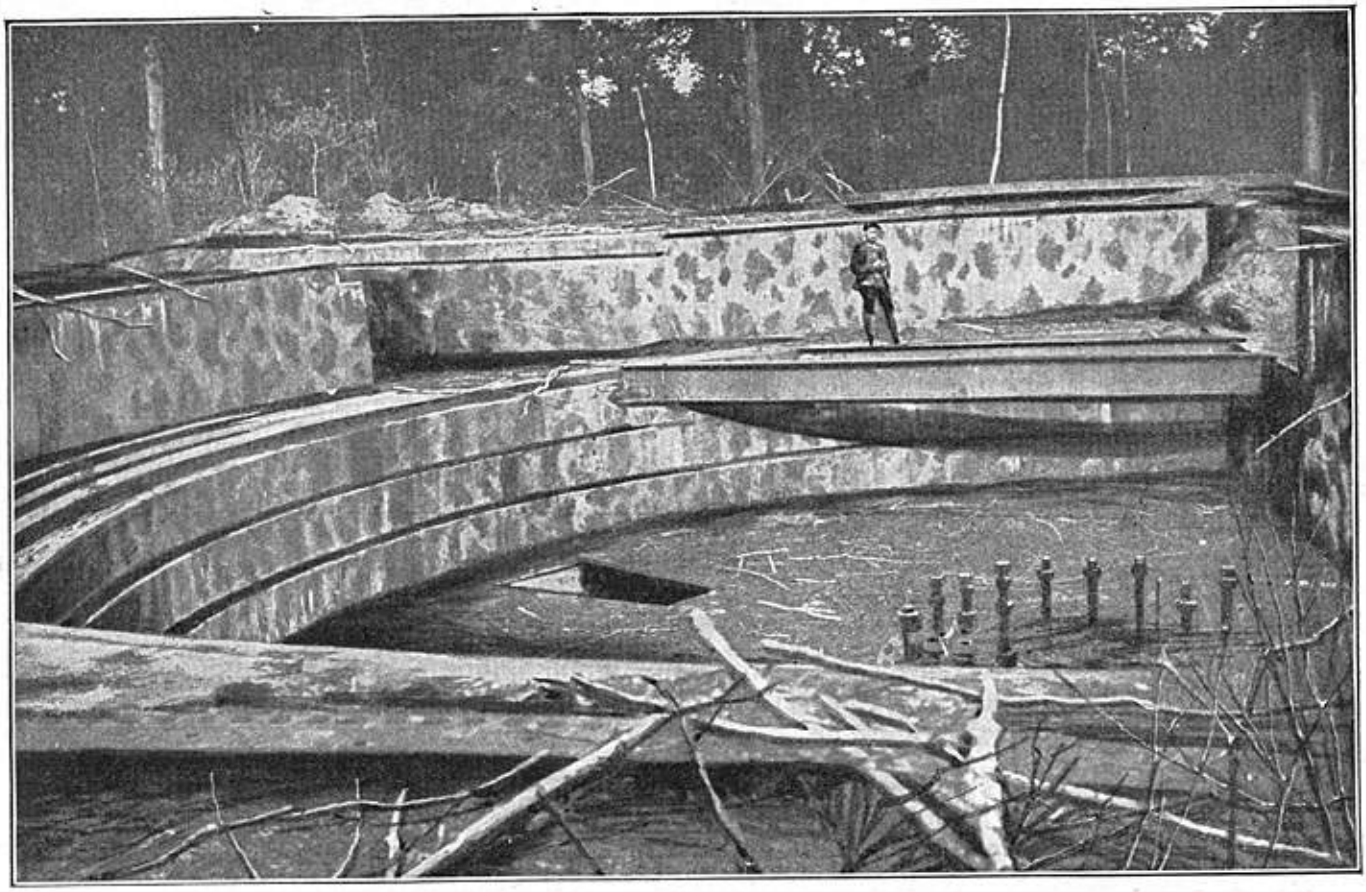
Ce document, alarmant par sa franchise même, l'arrivée des populations en fuite, les rumeurs qui se répandent et qui s'accumulent, vraies ou fausses, la sécurité où l'on vivait la veille encore, le réveil soudain, la volonté proclamée par un radio d'atteindre le moral de la France, tout fait balle pour obtenir, précisément, l'effet cherché par l'Allemagne.

La grandeur de l'événement totalise en quelque sorte toutes les alternatives qui se sont produites depuis la bataille de la Marne. Lloyd George dira le lendemain aux mineurs en grève : « C'est la crise de notre destinée ! »

Soudain, un nouveau motif d'alarme se produit. L'État-Major allemand a ménagé à Paris sa « surprise ». Le 23, à 7 heures du matin, tombent en plein centre de la ville plusieurs obus d'un poids exceptionnel, d'une trajectoire incompréhensible, mais qui, sûrement, ne peuvent venir de quelques gothas inaperçus. Pendant quelques minutes, c'est un doute, un tourment inexprimables ; une explication défaitiste circule : le front a cédé, l'ennemi s'est rapproché de la capitale à distance de la portée de ses canons. Et cette explication se répand dans la France entière, s'amplifiant avec la distance.

C'est ici que Paris a besoin de tout son sang-froid. Mais il le trouve en son intelligence et son courage. Il a compris qu'il s'agissait de « l'arme d'épouvante » dont parlaient les radios. Ce sont bien des obus lancés par une pièce d'artillerie : mais la pièce ou les pièces qui les envoient sont en arrière de la ligne allemande qui attaque Paris et celle-ci n'a pas bougé. La trajectoire et le calcul l'indiquent, la position des canons est à 120 kilomètres de Paris, quelque part dans l'Aisne, dans la région de Laon. Les avions seront envoyés aussitôt à la découverte sur ces données certaines ; après de courtes recherches, le lieu d'où tiraient trois pièces gigantesques fut identifié : elles étaient à demi enterrées sur la hauteur de Montjoie entre Fourdrain et Crépy-en-Laonnois, à 10 kilomètres en arrière du front allemand de l'Aisne : et ce fut alors un jeu pour nos artilleurs de prendre, de notre propre front, les énormes épouvantails de fer sous leur feu et de les réduire, l'un après l'autre, au silence (1).

(1) On sut, plus tard, que les trois pièces colossales étaient des 380 de marine tubées en calibre de 21 centimètres; construites par l'usine autrichienne Skoda à Pilsen. L'obus, tiré sous un angle de 50°, s'élevait dans des régions où la résistance de l'air disparaissait à peu près complètement, ce qui expliquait la longueur du tir: mais l'obus, en retombant, retrouvait la couche d'air et perdait la plus grande partie de sa force destructive. C'était bien « l'arme d'épouvante ». On a acquis la certitude qu'il y avait trois autres « Berthas » en construction quand l'armistice intervint. Mais



EMPLACEMENT D'UNE DES « BERTHAS » QUI TIRAIENT SUR PARIS

Fait décisif pour l'issue de la guerre : Paris visé, Paris frappé, a réagi tout de suite. Une journée ne s'est pas écoulée que la ville a secoué les premières impressions du réveil terrifiant. Elle met rapidement à l'abri la population qui ne peut servir à la lutte. Tout ce qui reste est décidé à tenir. Et la France a fait aussitôt comme Paris.

Cependant, l'offensive est bien celle qui était annoncée depuis si longtemps ; elle ne peut pas ne pas obtenir un premier succès. Il faut voir maintenant ce qu'elle est et ce qu'elle vaut. Tout ce qui réfléchit se souvient de la Marne. On tourne vers la ligne de front des regards anxieux mais toujours intrépides.

Telles sont les premières dispositions morales qui, à leur tour, surprennent l'ennemi.

Depuis deux jours, les faits sont développés sur le front. Quel est leur sens, leur portée ? Qu'a donc été cette journée du 22, puisque la crise décisive paraît en dépendre ? Il semble qu'elle a été décisive, en effet, mais non pas dans le sens généralement admis ; elle marque comme une fausse orientation de la grande offensive allemande et Ludendorff en ressentit, lui-même, une première inquiétude ; dès son premier élan et malgré le succès tactique qui remplissait de joie ses lieutenants et exaltait le soldat, il voyait se dégager, dans la forme de la bataille, les premières suites stratégiques de l'erreur commise par lui sous l'impulsion du Kronprinz.

LA CRISE DU 22 AU 26

Dans le camp britannique, le brouillard continuant le 22 au matin, la lutte s'est développée sous un voile qui interdit toute vue d'ensemble. Au sud, l'avance allemande s'est poursuivie,

on n'a pas retrouvé celles qui ont tiré sur Paris : elles sont cachées en quelque coin secret de l'Allemagne, comme les immenses richesses, objets d'art, etc., que les Allemands ont volées en France et qu'ils n'ont jamais rendues ni dévoilées. Sur les calculs balistiques et les précisions historiques et anecdotiques relatives aux Berthas, voir les numéros de *l'Illustration* du 1er juin 1918 et du 5 mai 1923.

mais au prix de pertes croissantes : le canal Crozat, que l'on avait cru une ligne de défense solide, est franchi à Quessy (13 heures) ; Tergnier, pivot de la bataille au sud, succombe le soir même.

Au centre, un grand pan de la résistance s'est effondré. Le Verguier, Epehy, qui avaient tenu la veille, sont pris ; Roisel est évacué. Tout le secteur de Saint-Quentin-bois d'Holnon est enlevé. Dans l'après-midi, l'ennemi a pratiqué une brèche au cœur du front britannique en pénétrant tout le long de la petite vallée de l'Omignon ; Caulaincourt, Beauvois — c'est à dire la route qui sépare Ham de Péronne — sont emportés par de puissantes forces allemandes toujours renouvelées et qui avancent malgré les pertes, comme des murailles mouvantes. Toutes les réserves disponibles avaient été jetées déjà dans la bataille, et, sauf une division et de la cavalerie françaises qui se hâtent, et dont nous allons parler, les ressources sont dépensées. On enlève avec une peine extrême les grosses artilleries ; quant au reste, il n'en est pas question : lignes, munitions, prisonniers, arrières, canons, tout est raflé par l'ennemi.

Il faut prendre un parti : le 22 mars, à 23 heures, le général Gough, qui a tenu tête à l'avalanche avec un courage et un sang-froid admirables, décide de se replier pendant la nuit jusqu'à la Somme et de livrer là une suprême bataille sur la tête de pont solidement fortifiée de Péronne. Le repli est ordonné, il est exécuté sous la pression constante de l'ennemi.

Mais, voilà que les comptes rendus des avions qui, par la chute du brouillard, ont pu survoler utilement les arrières ennemis pendant l'après-midi du 22, révèlent que le front allemand, à l'est de Saint Quentin et jusqu'à Mont d'Origny, est bourré de troupes en marche. Par contre, les brigades anglaises sont épuisées, disloquées : Gough juge que se battre devant Péronne, c'est s'exposer à une défaite irréparable. Il renonce donc à son premier projet et décide de chercher un abri à l'ouest de la rivière ; les ordres sont donnés en conséquence. Le maréchal Haig commente :

> Cet ordre impliquait l'abandon de la grande tête de pont de Péronne. Il réduisait considérablement le délai dont nous disposions pour évacuer les troupes et le matériel, pour achever les préparatifs de la résistance en arrière et en général pour assurer la défense de la ligne d'eau.

D'ailleurs, l'ennemi a tiré parti de son succès dans le sud. Le franchissement du canal Crozat va livrer Ham, dès la matinée du 23. Et, bientôt, les forces allemandes, se moulant sur le ventre que la Somme décrit vers l'ouest, seront en mesure de déborder toute défense qui essaiera de s'établir sur l'un ou l'autre bord de la rivière, soit en avant de Montdidier, soit en avant d'Amiens.

Pour les Allemands, c'est la percée ou, du moins, c'est la victoire. Le Kronprinz cueille les lauriers à foison ; il écrit :

> Je n'oublierai jamais ces journées mémorables. Après plus de deux années d'une défensive déprimante, au milieu du lacis de tranchées défoncées du champ de bataille occidental, l'heure de la délivrance venait de sonner pour la première fois et l'ordre d'attaque appelait de nouveau les fils de l'Allemagne aux armes *pour le combat final en rase campagne*. Ma vaillante infanterie était sortie des tranchées, comme délivrée d'un cauchemar, et, dans un élan sans exemple, renversant toute résistance, elle franchissait le front défensif ennemi. Notre dressage inimitable du temps de paix, la supériorité morale et physique de l'officier et du soldat, la discipline militaire et l'esprit allemand, la préparation exemplaire et le travail de notre commandement donnaient une fois encore la preuve de leur valeur. La matinée de l'inoubliable journée du 22 mars m'amena dans les ruines de Saint-Quentin ; la ville offrait l'aspect d'un monceau de décombres submergés par le flot interminable de colonnes et de troupes en marche. Partout des figures joyeuses, des cris d'appel et de gaieté autour de mon auto qui se fraye passage péniblement ; partout une hâte irrésistible et une poussée vers l'avant ; c'est le pouls d'une armée victorieuse qui ne connaît qu'une loi : « En avant, sus à l'ennemi ! »

En réalité, le Kronprinz ne comprend pas : il est à peu près aussi clairvoyant que le soldat qui se croit revenu aux faciles journées de marche en avant après Charleroi. Il ne se rend pas compte que *son* succès même



A PÉRONNE. — MOTOCYCLISTES ANGLAIS

et le déséquilibre produit par *son* offensive sont en train de créer un souci mortel à Ludendorff. Celui-ci, en effet, est en pleine inquiétude à l'heure où tout paraît lui sourire. Il a observé deux choses : 1° l'armée française n'est pas si éloignée qu'on l'eût cru de l'armée britannique et ses premiers régiments entrent en ligne ; 2° le succès est complet dans le sud et au centre, mais il n'en est pas de même dans le nord.

1° *Intervention des troupes françaises.* — Dès la matinée du 22 mars, le général Pétain a vu le général Humbert, commandant la 3e armée, et il lui a prescrit son rôle : se jeter à corps perdu dans la bataille, aider de toutes ses forces l'armée britannique, sauver la route d'Amiens et la route de Paris. Humbert écrit sur son carnet : « Ce n'est jamais commode de *rabibocher* des affaires quelque peu troublées, mais j'ai confiance et Dieu m'aidera ! »

Le général Pellé, commandant le 5e corps, est au plus proche du champ de bataille. Pétain lui donne lui-même les ordres suivants :

Les troupes aux ordres du général Pellé formeront un détachement destiné à passer ultérieurement, s'il y a lieu, aux ordres de la 5e armée britannique pour l'emploi tactique, mais qui continuera à dépendre jusqu'à nouvel ordre de la 3e armée. Le détachement s'établira, le plus tôt possible, dans région Guiscard, Noyon, Chauny, avec mission d'aider la 5e armée britannique à maintenir intégrité de la ligne du canal Crozat et de couvrir région Noyon.

La portée de cet ordre est facile à discerner : le commandement français donne l'exemple de l'union en subordonnant, au besoin, ses troupes au commandement britannique et, en même temps, tandis que l'armée du Kronprinz s'avance, il tombe sur elle *dans la poche* Guiscard, Noyon, Chauny ! Le détachement agira sur le flanc de l'armée ennemie tout en

prolongeant vers le sud l'armée britannique. Ainsi il menacera l'armée von Hutier d'enveloppement et lui donnera à réfléchir. L'armée britannique se trouvera, d'autre part, indirectement consolidée, et, le cas échéant, — grande préoccupation du général Pétain, — la route de Paris est provisoirement protégée.

Haig témoigne aussitôt son sentiment, je pourrai dire stratégique ; il télégraphie à Pétain :

Je vous remercie de l'empressement avec lequel vous envoyez trois divisions pour appuyer *le flanc droit des postes britanniques*. Je suis sûr que l'*étroite coopération* des troupes franco-anglaises dans la grande bataille actuelle aura une influence décisive sur l'issue des opérations et *conduira à la défaite de l'ennemi*.

Les deux hauts commandements combinent donc une première action dans une coopération qui s'impose. Le général Humbert reçoit l'ordre suivant :

Le général commandant la 3e armée prendra, le 23 mars à 12 heures, le commandement de toutes les troupes françaises et anglaises engagées sur le front compris entre Barisis et Tergnier... La 3e armée relèvera aussitôt que possible, les troupes britanniques engagées dans cette région.

Il est vrai que, pour que cette intervention produise entièrement son effet, plusieurs jours sont nécessaires : en attendant, tout ce qu'il y a de troupes disponibles sur les lieux, c'est-à-dire le corps Pellé, bientôt l'armée Humbert et même l'aile gauche de la 6e armée sont jetés dans la lutte. Le maréchal Haig insiste pour que les forces françaises relèvent les forces britanniques jusqu'à Péronne. Pétain ne se dérobe pas ; mais il veut voir clair. Il s'inquiète toujours d'une autre offensive allemande annoncée comme prête à déboucher sur son propre front, en Champagne. Des renseignements *importants* donnent, en effet, cette attaque comme imminente. Cependant, la solidarité des deux fronts doit l'emporter sur tout :

Le général en chef décide donc qu'on répondra à l'appel de l'armée anglaise non pas seulement avec les forces prévues par les conventions antérieures, mais avec des moyens beaucoup plus considérables. *Nous prendrons à notre charge la bataille de l'Oise à la Somme.* Des mesures d'exécution sont dictées aussitôt et le général Fayolle reçoit l'ordre de prendre sous ses ordres, à la date du 23 mars, toutes les troupes françaises et britanniques engagées sur le front compris entre Barisis et Péronne inclus.

Les divisions venant de toutes les parties du front français sont dirigées sur la Picardie. Le général Debeney est appelé du front de Woëvre au G. Q. G. On prend avec lui des mesures pour que l'aviation et la cavalerie soient prêtes à quitter le front de l'Est dès qu'on aura de ce côté le sentiment de la sécurité.

A la date du 26, si l'armée britannique tient jusque-là, les forces françaises jetées dans la bataille comporteront 12 divisions d'infanterie, 6 divisions de cavalerie et les moyens correspondants. Mais, tiendra-t-on jusqu'au 26 ?

L'accord se précise au cours de l'après-midi du 23, à Dury, dans une entrevue entre le maréchal Haig et le général Pétain. Celui-ci insiste pour que les troupes britanniques s'accrochent au terrain jusqu'au jour où les forces françaises par masses et en ordre méthodique arriveront au maximum de puissance. Haig promet de faire le possible : cependant sa 5e armée est sur le flanc ; il lui enjoint de tenir à tout prix derrière la Somme et de rétablir « sans délai » la jonction de sa droite avec l'armée française.

Ludendorff comprend dès lors l'importance de cette union intime des deux armées ennemies devant son propre effort. Il signale lui-même le fait qui l'inquiète le plus, la présence d'une division et de cavalerie françaises sur le flanc gauche de son armée du sud ; il a, sans doute, surpris des radios et reçu d'autres avertissements. Ayant conduit son affaire de telle sorte, qu'à l'État-Major français on commence à douter de l'offensive en Champagne, il ne peut plus empêcher les deux forces de se réunir. Or, il n'a pas obtenu, d'autre part, l'effet immédiat sur lequel il comptait par la surprise : la percée.

2° *L'offensive allemande arrêtée dans le Nord.* — Et c'est là l'objet principal de ses amères réflexions. Les deux armées du nord avancent à peine. Après la prise de deux villages, Labucquière et Beugny, leur élan est brisé. La XVIIe armée (Below) ne gagne pas un mètre de terrain et la IIe (Marwitz), après cinq attaques au nord de la route de Cambrai-Bapaume, est comme bouclée. « De sorte, — ce



RUINES DE COMBLES

sont les propres expressions de Ludendorff, — que le groupe d'armées du kronprinz Ruprecht ne peut gagner, entre Croisilles et Péronne, *autant de terrain que le prévoyait l'idée générale de la bataille*... « La IIe armée, dit-il encore, ne put avancer *aussi vite qu'il aurait été désirable* pour soulager la XVIIe armée. » En deux mots, la poche que fait son front est mal venue, trop large en bas, trop étroite en haut : conséquence logique des dispositions qu'il a prises, renforçant outre mesure l'armée du Kronprinz impérial et diminuant beaucoup trop celle du kronprinz de Bavière qui avait affaire au gros des forces britanniques. Ainsi, il avait lui-même désaxé sa ligne. Le poids de son dispositif l'entraînait en porte-à-faux vers le sud. Hutier marchait, marchait, sans même attendre les ordres du Kronprinz, tandis que Marwitz et Below traînaient, traînaient.

Sur cette faute lourde, Ludendorff en cumule une autre plus lourde encore. Il faut, ici encore, le laisser parler : « La force combative de la XVIIe armée était déjà épuisée ; *elle avait eu trop de pertes le 21 et le 22 mars* ; la IIe armée, plus fraîche, se plaignait déjà de combattre sur un terrain plein d'entonnoirs... La résistance ennemie paraissait plus faible en direction d'Amiens... *Il fallait modifier la conception primitive de la bataille et placer résolument* dans cette direction *le centre de l'offensive ultérieure*... » En deux mots, Ludendorff se sent, d'ores et déjà, entraîné hors du dessein qu'il s'est proposé. Comme Moltke à la bataille de la Marne, il change son plan en cours de développement. Il se laisse dominer par son succès au lieu de le dominer.

Tel est le sens réel de ces deux premières journées ; elles laissent à l'armée française le temps non seulement de jeter, bûche à bûche, il est vrai, ses renforts dans la bataille, mais de ménager l'heure où elle donnera à plein, fortement, « méthodiquement », de façon

à produire le *rétablissement* qui, seul, permettra de prolonger la lutte et de renverser la fortune.

Stratégiquement parlant, l'heure la plus critique pour les Alliés fut, sans doute, la fin de la matinée du 23 : l'ennemi, continuant son mouvement d'avance rapide, a forcé la 5e armée britannique à évacuer la tête de pont de Péronne ; il a enlevé la ligne de la Tortille, il s'est emparé de la forte position du Mont-Saint-Quentin ; au sud, l'ordre du 23 au matin est de déboucher en force au delà de Ham. A 15 heures, Flavy-le-Martel est attaqué. Les troupes anglaises, complètement désorganisées, ne peuvent plus offrir une résistance efficace.

Le front va-t-il se rompre tout à fait? Un trou semble se creuser entre les armées françaises et l'armée britannique qui se replie en direction de Nesle, c'est-à-dire s'éloigne vers le nord quand l'intervention française ne se produit que vers le sud.

Il n'y a plus une minute à perdre. Le général Pétain a donné l'ordre au général Pellé de marcher à fond et de couvrir, à tout prix, la retraite britannique, en tombant sur le flanc de l'ennemi. En même temps, le général Robillot, avec la 1re division de cavalerie à pied, puis deux divisions d'abord, la 62e (Margot) et la 22e (Capdepont), devra gagner au nord en direction d'Offoy pour élargir, dans la mesure du possible, le champ de l'action française. Pellé a compris : il se sacrifiera jusqu'au dernier homme; mais il ne laissera pas la brèche se produire entre les forces françaises et l'armée britannique en retraite.

Le 24 au matin, les nouvelles sont de plus en plus graves, l'armée allemande pèse maintenant à fond sur le sud et les coups de sonde français se heurtent à un bloc incompressible. L'armée von Hutier est si forte, augmentée de 6 divisions venues de la VIIe armée et de 3 divisions venues du G.Q.F., qu'elle peut se couvrir à gauche et, en même temps, pousser sur Roye : tant que l'offensive française ne sera pas plus puissante et ne manœuvrera pas l'ennemi, elle ne peut que lutter désespérément.

A peine déclenchée, l'attaque de Pellé (125e division) est bloquée dans Chauny ; c'est le premier degré de l'échelle qu'il faudrait remonter pour relever l'armée britannique; et l'on ne peut même s'y accrocher. Tout au contraire, on dirait que l'ennemi est attiré par cette tentative héroïque. Hutier pèse de toute sa force et Pellé recule encore ; une unité à peine arrivée, il la jette entre la 125e division et la 1re division de cavalerie. Il ne reste plus une division disponible derrière le 5e corps d'armée : et les Allemands avancent sur Nesle ! Ce n'est plus le sort de Chauny qui est en cause, c'est celui de Noyon ! Le 23 au soir, le front français était encore jalonné par une ligne Genlis-Beaumont-Esmery-Hallon; et, le 24 au soir, il a reculé sur une ligne Abbécourt-Damcourt-Frétoy !

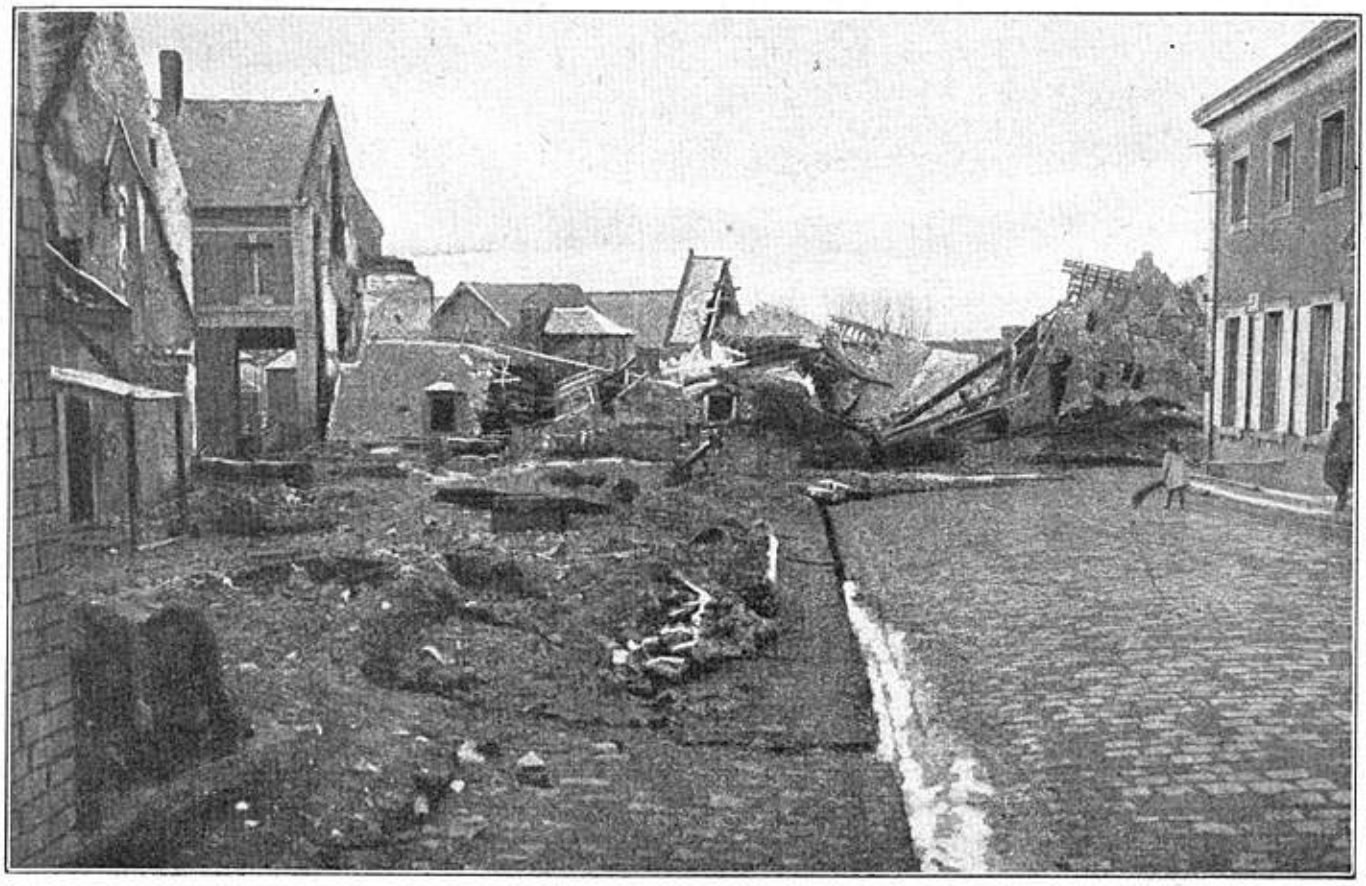
Au nord, les choses ne vont pas mieux : la ligne de la Somme est perdue ; les Anglais n'ont pu davantage se maintenir sur la ligne de la Tortille ; la 5e armée britannique abandonne Combles-Maurepas. L'armée de Gough a perdu pied. Fayolle ne sait s'il pourra tenir sur l'arête boisée qui, par Maucourt et Babœuf, protège Noyon.

Voici, pourtant, une première lueur ou, si l'on veut, un premier coup de reins pour relever l'échelle. Fayolle fait savoir au général en chef que, si on peut lui envoyer une division à Noyon, il tentera une contre-attaque. Il se prépare pour le 25 au matin.

Cependant, le général Pétain a recueilli des renseignements d'après lesquels il croit être en mesure de percer à jour le plan de l'adversaire ; il informe ses lieutenants :

L'ennemi semble avoir pour but : *Groupe du Kronprinz de Bavière*, de séparer la 3e armée britannique de la 5e dans la région du Nord et de rabattre vers le Nord la partie principale des armées britanniques ; *groupe du Kronprinz impérial*, de crever la droite de la 5e armée britannique et de s'ouvrir ainsi les directions d'Amiens et de Beauvais.

La vue est juste, quoique déjà Ludendorff, comme nous allons le voir, a changé son objectif primitif et file encore plus vers le sud. Pétain



UNE VUE DE NESLE

pense que le meilleur procédé est toujours de borner son action particulière à la région qu'il occupe, laissant aux Anglais le soin de tenir au nord. Mais si les Anglais cèdent encore... En tout état de cause, voici les ordres :

Jeter dans la bataille nos unités en hâte et à mesure qu'elles débarquent ; elles sont, il est vrai, obligées de combattre avec des moyens matériels insuffisants et sur des fronts démesurés. Continuer la lutte sous cette forme, c'est s'exposer à faire battre successivement les divisions de notre masse réservée. Pour rétablir la situation entre Somme et Oise, il faudrait agir *méthodiquement*, en forces, avec le matériel nécessaire ; il conviendrait donc de gagner encore quelque temps de manière à concentrer nos réserves. Dans une telle situation, lutter avec ce qu'on a sous la main, mais ne pas se faire d'illusion : c'est en arrière que le front pourra être rétabli. Il faut donc consentir à perdre encore du terrain : c'est sur l'Avre seulement, aux approches d'Amiens, que la résistance définitive et en forces pourra utilement se produire.

On hâte donc la concentration sur cette ligne de tout ce qu'il reste de troupes britanniques ; on y achemine les forces de notre 3e armée, de toutes les troupes dont dispose le général Fayolle, et enfin la 1re armée (armée Debeney) qui, appelée de l'Est, s'est mise en route et qui arrivera le 26 mars.

Mais, tiendra-t-on jusqu'au 26? Les Anglais, laissés à eux-mêmes dans le Nord, seront-ils encore debout à cette date? Épuisés par quatre jours de lutte, sauveront-ils Amiens, Montdidier? Et le 5e corps lui-même, engagé comme il l'est, que va-t-il faire sous les coups de la formidable catapulte de von Hutier? Sauvera-t-il Noyon? C'est dans cette inquiétude mortelle que se lève la journée du 25. Avant de la raconter, voyons ce qui se passe dans le camp allemand.

LA BIFURCATION DES ALLEMANDS « NACH PARIS » !

Nous avons cité déjà les paroles assez obscures par lesquelles Ludendorff avoue, qu'en raison des pertes subies par ses troupes et de l'échec de ses deux armées

du Nord, le 21 et le 22, il a décidé de *modifier la conception primitive de son offensive*. Comme Moltke l'avait fait en 1914, il change de plan en cours de bataille : c'est à ce moment précis qu'il se met à « courir les deux lièvres à la fois ». Nous avons dit aussi que cette lourde faute est la suite de celle qu'il a commise en donnant à l'armée de von Hutier une force infiniment plus considérable que celle qu'il a gardée pour ses deux armées du Nord, qui, pourtant, avaient à exécuter sa première pensée stratégique, à savoir l'écrasement de l'armée anglaise. Pour se conformer aux exigences du Kronprinz, il a consenti à ce déséquilibre des forces. Le Kronprinz est donc qualifié pour nous renseigner sur ce qui s'est passé ; seul, il est capable d'éclaircir le passage volontairement obscur des *Souvenirs* de Ludendorff.

Voyons donc ce que raconte le Kronprinz, lui-même, dans ses nouveaux *Souvenirs* :

Dès le troisième jour de la bataille (1), la XVIII^e^ armée avait atteint son objectif stratégique, la Somme. Et, *d'après la première conception de l'opération d'ensemble, faisant porter l'effort principal de l'attaque sur l'aile sud du groupe d'armées Rupprecht* (XVII^e^ et II^e^ armées), *ma mission offensive était terminée*. La XVIII^e^ armée aurait dû, à partir de maintenant, se comporter *défensivement* en arrière du fort obstacle de la Somme et étendre son aile droite jusqu'à Péronne. Mais j'ai déjà mentionné antérieurement que le général von Hutier, avec mon assentiment, avait prévu et organisé la poursuite de son attaque *au delà de l'objectif assigné* (à peu près comme l'avait fait von Kluck en 1914).

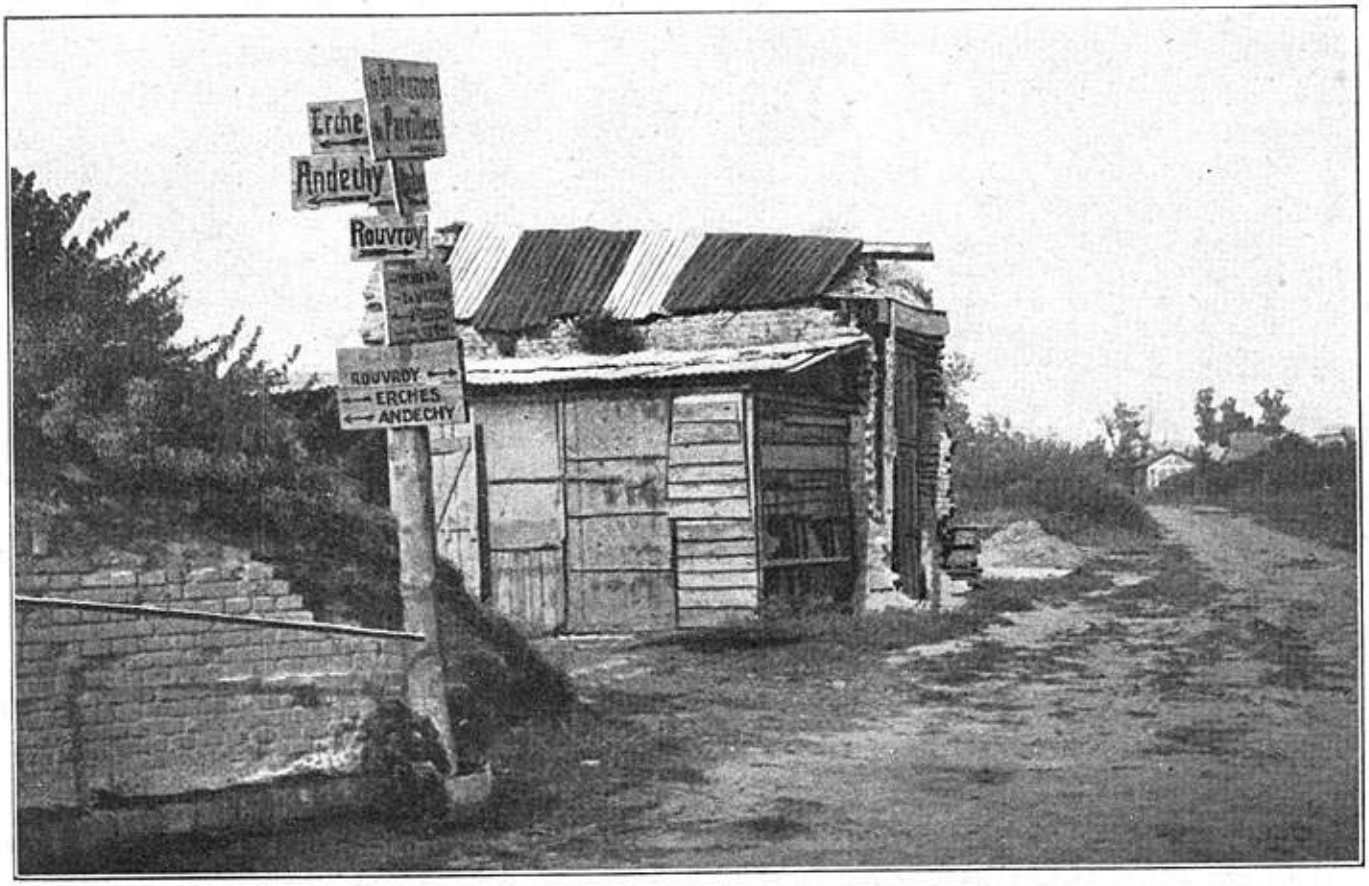
Cette prévoyance allait porter ses fruits. Le G. Q. G. ordonna, DÈS LE 23 MARS AU MATIN, que la XVIII^e^ armée, échelonnée en profondeur, poursuivît sa marche *en direction de Chaulnes-Noyon*, en poussant des forces importantes au delà de Ham. *Cette modification* GRAVE EN CONSÉQUENCES, *apportée au plan d'opérations*, provenait de ce fait que la XVII^e^ armée et l'aile nord de la II^e^ armée n'avaient pas réussi... Dans cette situation, toute l'opération d'ensemble risquait d'être enrayée si la XVIII^e^ armée s'arrêtait dans sa marche, *conformément à sa mission première*. Seule une offensive, poursuivie sans répit, au point où nous avions bénéficié d'un succès rapide et dépassant toute attente — sur l'aile sud de la II^e^ armée et à la XVIII^e^ armée, — permettait d'entretenir le mouvement en avant de l'opération d'ensemble et de forcer la rupture désirée. Le général Ludendorff fixa en conséquence, COMME NOUVELLE MISSION STRATÉGIQUE, la séparation des Anglais et des Français en exécutant un changement de direction (tout à fait comme au précédent de la Marne) sur la ligne Amiens-Montdidier-Noyon et en progressant EN DIRECTION DU SUD-OUEST. Dans ce but, la II^e^ armée, à cheval sur la Somme, poussera en direction générale d'Amiens en restant en liaison étroite avec la XVIII^e^ armée. En cas de réussite particulièrement favorable de cette opération, l'aile gauche de la XVIII^e^ armée aura pour mission d'attaquer au delà de l'Oise entre Noyon et Chauny, et agissant en liaison avec la VII^e^ armée, *de rejeter les Français* AU DELÀ DE L'AISNE.

(1) C'est nous qui soulignons.

Rien n'est plus clair. Ces lignes prouvent que Ludendorff a eu deux plans successifs : le premier consistait à faire porter la bataille uniquement sur l'armée britannique en vue de l'écraser, de se rendre maître des ports de la Manche et d'amener l'Angleterre à traiter tout de suite. Le groupe des armées Rupprecht était chargé de l'exécution de ce plan : mais on lui a enlevé les moyens de l'exécuter. Les 27 divisions ont été données à von Hutier. Rupprecht étant contenu, et von Hutier se disant vainqueur, on adopte, en désespoir de cause, le second plan qui consiste à poursuivre l'attaque vers le sud-ouest, c'est-à-dire à tomber sur l'armée française à peine en ligne : on prend pour direction Noyon-Montdidier, avec une arrière-pensée de viser Paris, et cela dès le 23 au matin ; ceci explique le soulagement que ressent dès lors l'armée britannique.

Le corps Pellé et les quelques divisions qui lui sont adjointes vont donc porter le poids principal de la bataille à partir du 23, c'est-à-dire précisément à l'heure où elles ont été jetées dans la fournaise. Le nouvel objectif allemand est, en propres termes, de « rejeter les Français *au delà de l'Aisne* ». Cette nouvelle direction de l'offensive est nettement marquée dès le troisième jour de la bataille : telle est l'explication de cette étonnante déviation du grand effort de Ludendorff qui, après avoir visé Calais, prend d'ores et déjà, par suite de sommations réitérées du Kronprinz et de von Hutier, le chemin de Paris.

Dans ses *Souvenirs*, Ludendorff n'a rien dit



LE QUESNOY-EN-SANTERRE. — LA ROUTE A LA SORTIE DU VILLAGE.

de tout cela. Et comme tous les récits de cette partie de la guerre l'ont suivi jusqu'ici, on n'a guère compris cette étrange série d'événements qui, en 1918 comme en 1914, vont décider de la défaite allemande. En 1918 comme en 1914, les chefs sont responsables et Ludendorff, comme von Kluck, a menti.

Les conséquences de l'ordre donné se sont manifestées dès la journée du 23 et surtout dans celles du 24 et du 25 dont nous pouvons exposer, maintenant, le vrai sens stratégique.

D'abord, le G. Q. G. allemand a renforcé encore sa XVIII^e^ armée (Hutier) : elle a reçu *neuf divisions* nouvelles, ce qui explique ce prodigieux déploiement de forces contre lequel a lutté désespérément le bien maigre détachement français. C'est le moment où l'armée von Hutier a menacé de nous couper de l'armée britannique au delà de Chauny, ramassant 20 000 prisonniers, 400 canons, 2 000 mitrailleuses. En plus, les forces françaises démunies d'aviation — celle-ci étant retenue comme la cavalerie sur le front de Champagne — n'a pu apprécier exactement la force et les desseins de l'ennemi : on ne les connaîtra qu'à l'épreuve. L'énorme machine de von Hutier s'est portée sur Noyon et, en même temps, sur Nesle ; et la poche naturellement s'est creusée à tel point que von Hutier a, pour la première fois, l'idée d'*avancer l'aile gauche de la VII^e^ armée jusqu'à l'Ailette* (1) : c'eût été l'opération sur l'Aisne tout de suite. Mais von Hutier n'est pas encore tout à fait sûr de ce que peut faire l'armée anglaise. Il se résout donc à pousser son succès sur Noyon-Montdidier, afin d'en finir, d'abord, avec la jonction des Anglais et des Français, *quitte à reprendre ensuite l'opération vers le sud-ouest et vers le sud.* « Le général Ludendorff, écrit le Kronprinz, approuva, tout d'abord, ces intentions dans

(1) *Souvenirs de guerre du Kronprinz*, p. 391.

leur ensemble (1). » En deux mots, Ludendorff ne mène pas, il est mené. Son plan contre l'armée anglaise est à l'eau : en route pour le Sud, *nach Paris !*

Nous dirons les suites de ces mesures et les hésitations nouvelles et prochaines de Ludendorff qui, dès le 26, sent lui-même qu'il a perdu pied.

Mais il faut se retourner, maintenant, vers le camp des Alliés, pour dire comment leur apparut dès lors la bataille.

Naturellement, ils ne savent rien des alternatives allemandes et voici ce qu'ils constatent : dans le camp anglais, si la bataille du Nord est encore extrêmement pénible, elle n'a plus le même caractère d'acharnement, sauf à la jonction de la 3e et de la 5e armées. Haig écrit ces lignes qui donnent bien l'idée de cette nouvelle phase de la bataille, à partir du 24 :

La progression de l'ennemi à la jonction des 3e et 5e armées ne s'était pas faite sans de lourds sacrifices. Dans la retraite de nos troupes, aucune panique ne s'était produite. Les unités se repliaient froidement de position en position quand elles se voyaient tournées ou menacées d'être coupées ; mais, en bien des endroits, elles livraient des combats furieux et, toutes les fois que l'ennemi tentait une attaque, la repoussait avec pertes.

Plus au sud, en direction de Combles, l'ennemi progresse, au contraire, et sans presque rencontrer de résistance. Haig, toujours à propos de la journée du 24, écrit :

Ces progrès continus menaçaient de séparer la 5e armée de la 3e et rendaient la situation sérieuse : on ordonne donc, le 24, un repli général de l'armée britannique sur une ligne Bazentin-Ervillers (c'est-à-dire que l'on commence à découvrir la route Albert-Amiens).

Plus au sud encore, cette même journée a été, comme nous l'avons vu, terrible à l'armée britannique ; cela s'explique maintenant : elle a eu affaire à l'effort maximum de l'armée von Hutier ; les contacts entre les corps britanniques sont compromis, sinon perdus ; au sud de Péronne, l'ennemi a franchi la rivière à Pargny et a gagné Morchain.

Le 25, le soulagement relatif du nord s'accentue. Haig ayant reçu la veille 4 divisions de renfort, en a effecté 3 à la 3e armée (Bung) et une seulement à la 5e armée (Gough). Celle-ci qui a porté jusqu'ici le poids le plus lourd de la bataille, s'effondre ; elle disparaît pour ainsi dire : la 3e armée prend le commandement de tout le front. Les troupes se sont portées d'elles-mêmes derrière l'Ancre. Selon le désir manifesté par le général Pétain, le maréchal Haig a donné l'ordre de « tout mettre en œuvre pour sauver cette ligne ». C'est en vain : l'ennemi franchit la rivière au nord de Miraumont. La 3e armée en retraite est autorisée à occuper, vers le nord, une ligne Bray-sur-Somme-Albert. Voyez la carte, c'est Amiens découvert.

Cependant, l'effet du « changement de direction » de Ludendorff s'affirme encore, du moins de ce côté. Haig écrit pour la journée du 25 :

Malgré la dangereuse brèche ouverte dans la région de Serre, la situation générale sur le front de la 3e armée, quoique toujours sérieuse, *donnait moins de causes d'anxiété*. Des renforts considérables étaient, maintenant, entrés en ligne ; ils avaient prouvé qu'ils pouvaient contenir l'ennemi dont les troupes *commençaient à se fatiguer* (moindre intensité dans l'attaque). D'autres renforts approchaient rapidement, et on semblait pouvoir espérer garder la ligne de l'Ancre et arrêter l'ennemi au nord de la Somme.

La raison de fond et vue de l'autre camp, c'est que l'ennemi renonçait, pour le moment, à poursuivre l'offensive vers le nord et que tout son effort se portait au sud en direction de la partie du front occupée, maintenant, par les troupes françaises. Haig écrit :

Les troupes françaises engagées augmentaient rapidement et, ce jour-là (c'est-à-dire le 25), nos alliés prirent à leur compte le front de bataille au sud de la Somme avec la direction des troupes britanniques opérant dans ce secteur.

Double soulagement pour l'armée britannique, mais double fardeau pour les forces françaises. Car celles-ci ont affaire, seules ou

(1) Voy. l'ensemble du texte révélateur dans *Souvenirs de guerre du Kronprinz*, p. 390-92.



BRAY-SUR-SOMME. — PASSAGE D'UN CONVOI DANS LE VILLAGE

à peu près seules, à l'immense armée de von Hutier. Etalon est enlevé le 25 par un nouveau corps allemand, le XXV[e] de réserve (von Winckler) qui s'est intercalé entre le 3[e] et le 9[e] corps.

Ce ne sont pas des heures, écrit le général Humbert mais des journées terribles que je passe dans une bataille prise à mon compte en pleine défaite de nos alliés. Tantôt la situation se rétablit d'un côté, mais cela craque ailleurs ; pendant qu'on répare cette brèche, il s'en forme une autre, et voilà déjà quatre jours que cela dure ! Et ce n'est pas fini!

Voyons, maintenant, ce qui se passe le 26 ; cette journée va devenir décisive : le plan de von Hutier s'exécute. Il demande à ses troupes un effort suprême. Va-t-il réussir ? Obtiendra-t-il la percée ? Humbert porte seul le poids de la lutte.

« La bataille entre Oise et Somme, dit un rapport officiel français, prend une allure toujours plus inquiétante si on la regarde du seul point de vue des combattants. »

Et cette appréciation est la justesse même.

Au nord, cependant, l'armée anglaise, moins pressée évidemment, tient toujours. Haig dit : « Nos positions sont pratiquement conservées. » Sur la rive nord de la Somme, toutes les attaques ennemies sont également arrêtées. Mais, au fur et à mesure que l'on descend vers le sud, quel est l'état des troupes britanniques ! Leur chef le décrit lui-même :

Toutes les troupes qui tenaient le front britannique au sud de la Somme étaient maintenant épuisées et le manque de réserves en arrière causait la plus vive anxiété. A la suite d'une conférence tenue le 25 mars par le commandant de la 5[e] armée, un détachement mixte composé d'hommes de corvée, traînards, personnel d'école, compagnies de mineurs, compagnies d'étapes, unités de topographie, sapeurs canadiens et américains, avait été formé et organisé par le général Grant. Le 26 mars, ce détachement fut mis en position sur la ligne des anciennes défenses d'Amiens entre Mézières, Marcelcave et Hamel, sous les ordres du général Carey. Sauf le détachement Carey, il n'y avait plus la moindre réserve derrière les

divisions qui, pour la plupart, avaient combattu sans arrêt depuis le début de la bataille....

Voici donc ce qu'il restait de l'armée britannique pour la défense d'Amiens. Les divisions, il est vrai, sont encore, le 25 au soir, sur la ligne Le Quesnoy-Rozières-Proyart. Mais, plus au sud, entre Nesle et Noyon, c'est pire. Malgré l'entrée en ligne des automobiles blindées françaises, Noyon a succombé pendant la nuit du 25 au 26. Les troupes franco-britanniques reçoivent l'ordre de s'abriter au sud de la rivière, et c'est ce qu'elles font dans la matinée du 26. « L'ennemi est à Noyon ! »

Et c'est le 26 au matin, que Hutier reprend ses attaques en forces au sud-ouest et à l'ouest de Nesle, « espérant, dit Haig, à la fois séparer les armées françaises des armées britanniques et entraver les débarquements de nos alliés par la prise de Montdidier ! »

Il devient évident, juge-t-on dans le camp français, que c'est seulement sur l'Avre ou très légèrement à l'est qu'on pourra arrêter le mouvement de repli de la 5e armée britannique (s'il y a encore une 5e armée britannique). Les forces françaises seront donc établies au plus vite sur cette rivière depuis Roye jusqu'à Moreuil.

C'est en vain que l'on a caressé cet espoir. Au cours de cette même journée du 26, le fond de Roye cède à son tour, vers midi. Un nouveau trou se produit entre la 3e armée française épuisée et la 1re armée dont les formations arrivent à son secours.

Est-ce la percée?

Mais que fait donc la 1re armée ? — l'armée Debeney ?... Enfin, elle arrive, elle arrive à cette minute suprême. Elle jette l'un après l'autre ses régiments sur les pas de l'armée von Hutier. Troupes fraîches. Le front se garnit peu à peu ; l'espoir renaît. On apprend, en même temps, que la fameuse offensive annoncée, pour le 26, en Champagne ne s'est pas produite. Pétain est libéré d'un grand poids. Dès lors, il appelle en hâte toutes ses réserves de l'Est : aviation, cavalerie, artillerie, tout le monde sur le front de Picardie ! Il ordonne ; il presse.

Dès le 26 au soir, on commence à recoudre le fond de la poche. La tête de nos courants par voie ferrée atteint l'Avre dans la nuit du 25 au 26 : la 1re armée se constitue avec son 6e corps, état-major à Maignelay. Le 27, 16 divisions françaises seront dans la bataille. Peut-être arrivera-t-on à temps pour sauver Amiens, pour maintenir la liaison avec l'armée anglaise. Peut-être?...

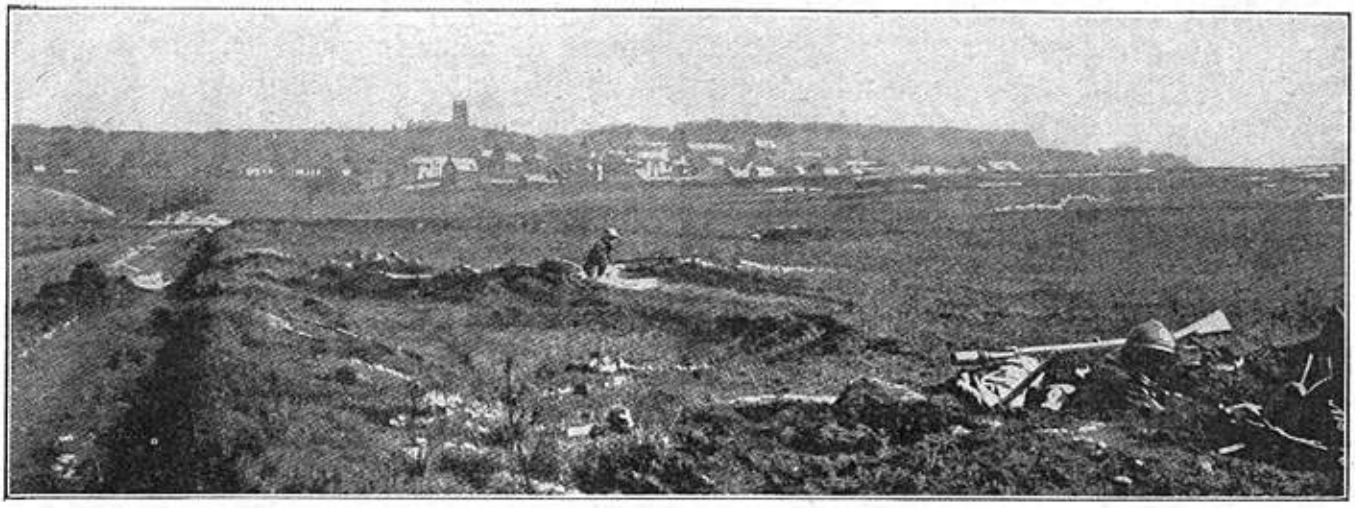
Le 26 au soir, la ligne anglaise est accrochée à Sailly-le-Sec, en avant de Corbie : la ligne franco-britannique suit la rivière par Cerizy, puis court incertaine, mobile, par Proyart, Rozières, Andechy et le sud de Roye...

L'armée von Hutier tape à coups redoublés, c'est-à-dire à coups de régiments, à coups d'hommes ; le commandement allemand fonaille sa troupe. Périr, mais arriver !

Le 26 mars au soir, écrit le Kronprinz, Ludendorff se cramponne au but qu'il s'est primitivement fixé. Il ordonne que la séparation des Anglais et des Français doit être obtenue par une conversion à gauche à exécuter *contre les Français* et que, dans ce but, il faut atteindre la Somme à Amiens et en aval, ainsi que le cours inférieur de l'Avre. *Ceci réalisé*, son intention est de poursuivre ensuite l'offensive en direction sud-ouest, en envisageant, comme front d'action de la XVIIIe armée, la ligne Tartigny-Compiègne.

Compiègne ! C'est bien le *Nach Paris*. Mais la XVIIIe armée doit, *en même temps*, s'emparer de la ligne de l'Avre et, par son aile droite, enlever Amiens. Amiens d'un côté, Compiègne de l'autre, c'est aussi la « bifurcation ». Voilà le point précis où Ludendorff se met à « courir les deux lièvres à la fois ». L'armée von Hutier commence à s'épuiser. Va-t-elle tomber au seuil? « Elle a déjà engagé 30 divisions », écrit le Kronprinz : on lui en envoie quatre nouvelles. Non seulement c'est la « bifurcation », mais c'est aussi l'usure !

L'usure, Ludendorff et son État-Major le constatent avec effroi. Ils ont attaqué par masses et leurs pertes se comptent par masses. Déjà, ils ne pouvaient plus se fier à la soli-



A L'EST D'AMIENS. — FANTASSINS DANS LEURS TROUS DEVANT VILLERS-BRETONNEUX

dité du soldat : il fallait l'enserrer dans un cadre de fer pour qu'il marchât : d'où, ces attaques en formations denses qui stupéfient même l'adversaire : les mitrailleuses fauchaient les rangs comme des épis serrés dans la moisson. Ludendorff et Hutier assistaient à ce spectacle, mais rien ne les arrêtait : au but, à tout prix !

Stegemann, qui écrit sous la dictée de l'État-Major, traduit avec précision les renseignements qui arrivent du front :

L'offensive allemande a son point culminant sur la ligne Albert-Roye. C'est à partir de là que la force de la défensive commence à s'accroître et celle de l'offensive à se paralyser. Les Allemands ne disposent que de batteries d'accompagnement qui ont suivi l'assaut de l'infanterie traversant tranchées et entonnoirs et ils sont plus fatigués que les Français, car ils ont derrière eux sept jours d'assaut victorieux et 50 kilomètres de terrain qu'ils ont conquis en luttant énergiquement. Comme la résistance de Humbert sur les piliers angulaires de Lassigny roidit la défense sur les coteaux de la Divette, Ludendorff pousse le poids principal vers l'ouest et cherche à déborder l'aile gauche de Humbert. Il ramasse et concentre les ailes intérieures de sa II^e^ et de sa XVIII^e^ armée pour l'attaque de la ligne Villers-Bretonneux-Montdidier.

Dans l'intervalle, les divisions de Debeney sont arrivées dans le bassin de la Seine. La cavalerie à pied défend les passages de Montdidier ; les chasseurs se jettent dans le combat à Rollot, entre Lassigny et Montdidier. *Les divisions de Hutier sont exténuées* ; mais elles luttent encore pour le couronnement de la victoire obtenue sur le canal Crozat et qu'elles ont à compléter sur l'Avre...

Ce n'est donc pas la *percée*, ce n'est pas même la *manœuvre*, ce n'est pas le *mouvement* : encore une fois, c'est l'*usure*, l'usure trop connue depuis des années, et cela à l'heure précise où les troupes de Debeney entrent fraîches dans la bataille, au moment où le haut commandement allié va prendre en main, lui, la guerre de manœuvre, celle qui soudain culbutera « l'offensive du buffle », selon la définition admirable de celui qui va la mettre à genoux, Foch.

Cependant l'armée de von Hutier, reconstituée à nouveau, est décidée à foncer sur Montdidier et Amiens : c'est le dernier spasme de l'offensive, son effort suprême.

En face, les commandements alliés ne voient que cela : contre « l'offensive désespérée » la « défensive désespérée ». Comment pareront-ils ? Sauvera-t-on Montdidier, c'est-à-dire la route de Paris ? Sauvera-t-on Amiens, c'est-à-dire la liaison avec l'armée anglaise? Que pense Haig? Que pense Pétain?

Haig a perdu sa liaison avec l'armée française. Il a perdu sa 5^e^ armée ; devant Amiens, il n'y a de réserves que le détachement Carey, soldats disloqués, services de l'arrière, marmitons... Que faire avec une force ainsi pulvérisée, anéantie? Haig a télégraphié au chef d'État-Major britannique à Londres pour le prier de venir en France avec un membre du cabinet

anglais, et pour demander l'institution d'un commandement supérieur (1).

Nous avons dit les dissentiments existant entre Haig et Lloyd George ; contre Haig, Lloyd George a réclamé, déjà, le commandement unique. Haig le réclame, à son tour, « pour mettre un terme aux empiétements de Lloyd George ». D'autre part, il ne voit pas tout à fait comme le général Pétain au sujet de la direction de la bataille : Pétain a toujours les yeux tournés vers la route de Paris (que, nous le savons maintenant, la dernière manœuvre de von Hutier vise incontestablement). Il demande toujours à Haig de sauver Amiens : mais Haig est hors d'état de sauver Amiens. On lui dit de tenir : mais, avec quoi? Il a les yeux, lui, vers les ports de la mer du Nord, cherchant de ce côté le salut. Ce serait la séparation des deux armées, des deux pays : « A bref délai la catastrophe » (Poincaré).

Pétain a senti grandir sa confiance, depuis qu'il a la certitude que l'ennemi n'attaquera pas en Champagne. Il sait que Debeney arrive et, après lui, 20, 30, 40 divisions déjà en route ou sur le point de monter en chemin de fer. Il entrevoit donc la première possibilité d'un prompt rétablissement. Mais, toujours prudent, il reste encore fermé sur cet espoir prochain ; il ne maintiendra la liaison avec les Anglais que si cela est possible, et non pas à tout prix; ses ordres sont les mêmes : il ne se découvre pas.

La crise est à son point maximum. Maintenant, il ne s'agit plus seulement des armées : il s'agit des gouvernements, il s'agit des deux pays : il s'agit du sort de l'alliance. La guerre n'est-elle pas l'expression suprême de la politique? A la politique d'entrer en ligne : car c'est à elle qu'incombent les décisives responsabilités.

DOULLENS ET LE COMMANDEMENT UNIQUE

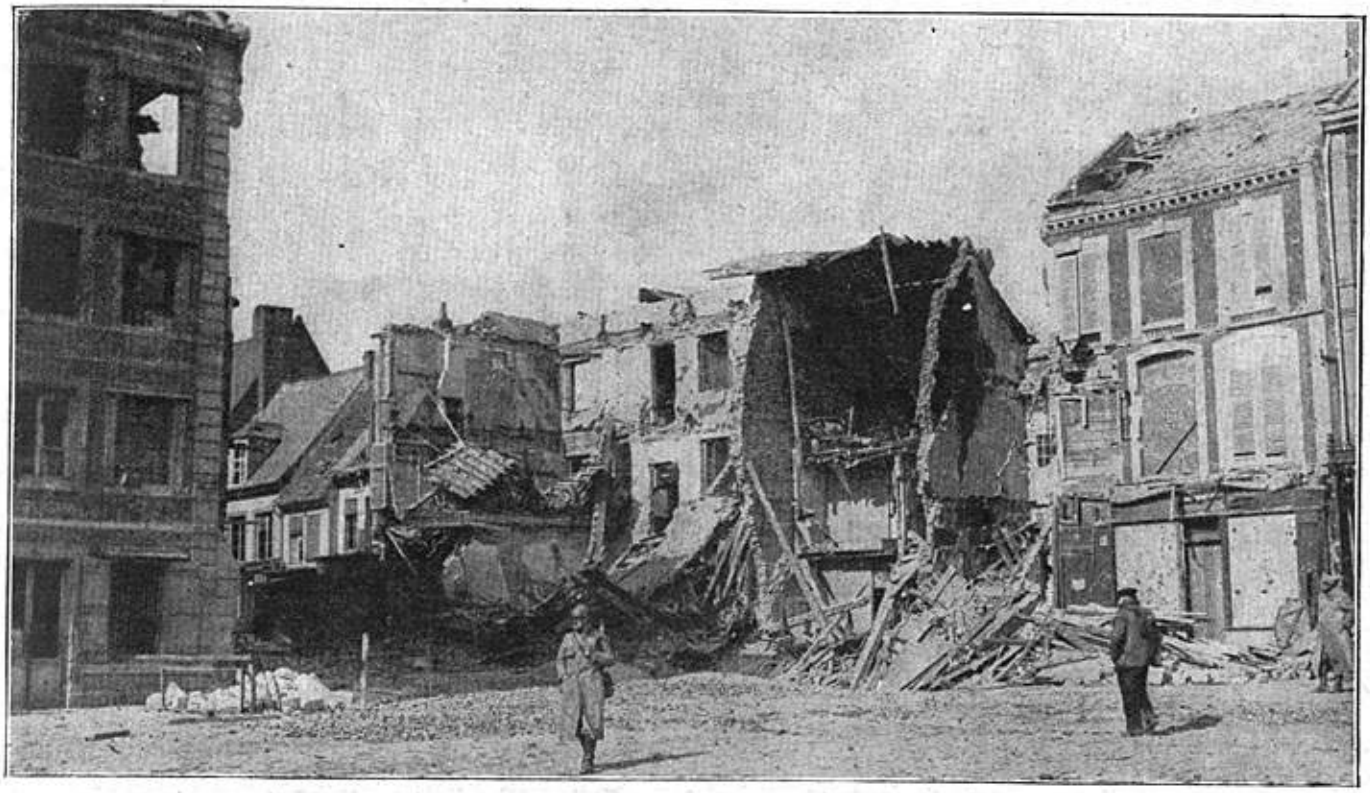
Lloyd George avait reçu le télégramme de Haig dans la matinée du 24. Il n'avait pas jugé à propos de venir lui-même en France ; pour cette mission de confiance, il avait choisi un des hommes les plus considérables du « cabinet de guerre », ministre sans portefeuille, lord Milner. Celui-ci ayant reçu ses instructions arrivait à Boulogne le dimanche 24 à 18 h. 30, et à Versailles, chez le général Rawlinson, le 25 à 2 heures du matin ; il était chez M. Clemenceau à 9 h. 30. Il trouva M. Clemenceau « très en forme, dit-il, et plein de fougue » :

Notre entrevue ne fut pas longue, ajoute lord Milner. Il me dit, qu'à son avis, il fallait prendre immédiatement des dispositions importantes. Il s'agissait, d'après lui, de maintenir, à tout prix, le contact entre les armées française et britannique et il était nécessaire pour cela que Haig et Pétain fissent intervenir immédiatement leurs réserves en vue de combler la brèche qui était en train de se produire. Il dit entre autres choses qu'il serait nécessaire d'exercer une pression sur Pétain pour l'amener à faire davantage dans ce sens. Il espérait manifestement que Haig pourrait amener du Nord un supplément de réserves. Il tenait absolument à aller trouver les généraux en chef britannique et français dès l'après-midi, en nous emmenant avec lui, le général Foch et moi.

A 3 heures, M. Clemenceau fit savoir à lord Milner qu'on partait pour Compiègne. Le président de la République, M. Clemenceau, M. Loucheur et le général Foch s'y rendaient en même temps. A Compiègne, il y eut une sorte de conseil sous la présidence de M. Poincaré. Le général Pétain fit un tableau assez noir de la situation et de l'usage qu'il comptait faire de ses réserves. On sentait toujours sa préoccupation au sujet de la route de Paris, et il avait aussi l'œil sur la région de l'Est.

Après le général Pétain, Foch parla. Il parla avec une grande force : « Il jugeait si formidable le danger de la grande offensive visant à effectuer entre les Français et les Britanniques une trouée dans la direction d'Amiens qu'il fallait bien encourir certains risques par ailleurs. Il s'agissait même de faire intervenir, s'il y avait moyen, d'autres divisions encore,... quitte à les jeter dans la mêlée dans un état d'organisation moindre... » Poin-

(1) Discours de M. Poincaré recevant le maréchal Foch à l'Académie française.



ROYE. — LA GRAND'PLACE

caré et Clemenceau partageaient « évidemment la manière de voir de Foch », ajoute Milner. Celui-ci demanda qu'une entrevue eût lieu, le lendemain, avec Haig et Wilson. On rentra à Paris. Le rendez-vous fut fixé, pour le lendemain 26, à Doullens.

Le soir même, lord Milner eut une conversation intime avec le général Wilson qui avait vu Haig à Abbeville le matin, et qui connaissait le point de vue du maréchal. Lord Milner donne en ces termes le récit de ce nouvel entretien :

La plus grande promptitude à faire entrer en ligne les réserves et une coopération absolue entre les deux armées s'imposaient. Nous discutâmes les questions de personnes qui rendaient difficile d'assurer cette coopération, et Wilson émit l'idée — qui me sembla bonne — que les deux pays pourraient convenir de laisser à Clemenceau, en qui les généraux tant anglais que français avaient confiance, le soin de prendre les décisions qui lui sembleraient nécessaires en vue d'assurer une coopération plus étroite des armées et la meilleure utilisation de toutes les réserves disponibles. Il se trouvait sur les lieux ; le sort de son pays était en jeu et *il se laisserait guider sans doute, au point de vue militaire, par Foch*, qui semblait être l'homme sur qui on pouvait compter entre tous pour prendre des décisions hardies et promptes et pour considérer la bataille comme un tout, sans s'arrêter à un point de vue plus particulièrement français.

Cette indication donnée par le général Wilson était sans doute jusqu'à un certain point l'écho de la pensée de Haig : au cours de la nuit, Wilson prit le parti de voir Foch.

Le lendemain, tout le monde partait pour Doullens. Le général Wilson était dans la même voiture que lord Milner ; il était toujours d'avis qu'il n'y avait qu'un moyen de rétablir la situation : c'était de remettre la direction suprême, pour ainsi dire (*virtually*), entre les mains de Foch. Milner lui demanda ce que Foch lui avait dit et ce qu'il avait pensé du projet de remettre la décision à Clemenceau. Foch avait fait observer que, partagé entre Pétain et Foch, Clemenceau ne pourrait sans doute établir une réelle unité de commandement. Or, c'était là ce qui était avant tout désirable. « Il n'avait aucun désir de rien commander. Mais, s'il était question de lui, *il voulait, aujourd'hui, être placé dans cette*

situation en vertu d'une délégation (autorisation) spéciale et plus haute, celle des deux gouvernements alliés. Nous tombâmes d'accord, ajoute lord Milner, le général Wilson et moi, que, s'il nous était possible de faire accepter cette combinaison, ce serait dans l'espèce la meilleure solution. »

On arrive à Doullens à midi. Le maréchal Haig est en conférence avec ses lieutenants et l'attente se prolonge pendant une heure environ. Clemenceau, après s'être entretenu un instant avec Haig, dit à brûle-pourpoint à lord Milner que le maréchal vient de lui déclarer qu'il allait être obligé de découvrir Amiens et de battre en retraite sur les ports de la Manche... On s'explique, et ce qui se dégage c'est ceci : Haig a voulu dire que les troupes dont il dispose, même après avoir aminci à la limite extrême la partie septentrionale de sa ligne, ne devant pas lui permettre de s'étendre au delà de Bray-sur-Somme, il se trouverait, en réalité, débordé et hors d'état de couvrir Amiens si les Français ne venaient l'appuyer sur sa droite au sud de la Somme. Or, tout le monde était d'accord : à tout prix, il fallait sauver Amiens. Seulement, les chefs anglais voulaient qu'on ne se fît plus d'illusion sur leurs possibilités à ce sujet.

C'est alors que Milner intervint :

J'échangeai ensuite, écrit-il, avec le maréchal, quelques mots au sujet de Foch et je fus enchanté de voir que, loin de se formaliser, — comme j'avais été conduit à penser qu'il le ferait peut-être, — de la possibilité d'une intervention de Foch, il accueillait plutôt avec plaisir l'idée de collaborer avec ce dernier dont il me parla en termes tout à fait amicaux.

La conférence se réunit. M. Poincaré préside ; Clemenceau, Loucheur, Foch, Pétain, Haig, Wilson et lord Milner assistent. On décide, d'abord, qu'il faut lutter désespérément pour sauver Amiens. Mais Haig déclare que son armée étant « sous le coup de la plus formidable poussée de l'ennemi », il ne peut faire plus et il demande ce que « pouvaient faire les Français ».

Pétain répond qu'il peut, maintenant, mettre en ligne 24 divisions au lieu de 15. Milner ajoute, dans son récit, qu'en dépit de ces données nouvelles et si favorables, Pétain donne une impression de froideur et de circonspection, presque de découragement. « Aucun de ses auditeurs n'était très à son aise, ni très convaincu ».

Foch ne disait rien. Mais « il paraissait impatient, comme s'il pensait que les choses pouvaient et devaient aller plus vite ».

Lord Milner se leva et prit Clemenceau à part :

Je lui parlai alors, très franchement, de la conviction qui s'affirmait de plus en plus dans mon esprit depuis la veille et qui s'était confirmée au cours de mes entretiens avec Wilson et Haig, à savoir que *Foch semblait être l'homme qui se rendait le mieux compte de la situation et sur qui l'on pouvait compter entre tous pour y faire face avec l'énergie la plus intense.* Ne serait-il pas possible qu'il fût placé par les deux gouvernements dans une situation lui donnant la direction générale et investi du genre d'autorité dont il avait lui-même parlé à Wilson? Clemenceau, dont la pensée n'avait cessé, j'en suis certain, de s'orienter dans la même direction, abonda aussitôt dans mon sens, mais il me demanda quelques instants pour parler à Pétain. Pendant qu'il prenait Pétain à l'écart, j'en fis autant de Haig. Lorsque j'expliquai à celui-ci ce qui était projeté, il me parut non seulement tout disposé à accepter, mais sincèrement satisfait. Pendant ce temps, Clemenceau avait parlé à Pétain. Il écrivit aussitôt et me tendit la formule suivante pour concrétiser ce dont, lui et moi, venions de convenir :

Le général Foch est chargé par les gouvernements britannique et français de coordonner l'action des armées britanniques et françaises sur le front ouest. Il s'entendra, à cet effet, avec les deux généraux en chef qui sont invités à lui fournir tous les renseignements nécessaires.

Je montrai ce texte à Haig qui l'accepta sans hésitation, mais suggéra qu'on l'étendît aux autres armées belge, — américaine, peut-être même italienne, — ce à quoi Clemenceau consentit aussitôt. Puis, nous reprîmes tous nos places à la table. On procéda à la lecture de la formule modifiée, conçue désormais en ces termes :

LE GÉNÉRAL FOCH EST CHARGÉ PAR LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET FRANÇAIS DE COORDONNER L'ACTION DES ARMÉES ALLIÉES SUR LE FRONT OUEST. IL S'ENTENDRA A CET EFFET AVEC LES GÉNÉRAUX EN CHEF QUI SONT INVITÉS A LUI FOURNIR TOUS LES RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES.

Doullens, le 26 mars 1918.



(Composition de Louis Fauret.)

L'ENTREVUE DE DOULLENS (26 MARS 1918)
(*De gauche à droite:* LES GÉNÉRAUX PÉTAIN, FOCH, LE MARÉCHAL HAIG, M. CLEMENCEAU, M. POINCARÉ)

Le document fut signé par Clemenceau et par lord Milner et la séance fut levée « avec toutes les apparences de la satisfaction générale ».

Chemin faisant, ajoute lord Milner dans son récit, nous stoppâmes devant la maison de Haig près de Montreuil (son G. Q. G.). Il avait certainement l'air beaucoup moins las et beaucoup plus en train qu'il ne l'avait eu au commencement de l'après-midi. Il me dit, une fois de plus, qu'il était sûr que le nouvel arrangement fonctionnerait bien, puisqu'il aurait affaire, désormais, « à un homme et non pas à un comité ».

Il faut compléter ce récit, évidemment sincère, par celui de M. Poincaré dans son discours à l'Académie, s'adressant au maréchal Foch :

... Nous montons dans la grande salle de la mairie, et là se tient une réunion qui met en lumière le parfait accord des deux gouvernements et *aussi le patriotique désintéressement du maréchal Haig et du général Pétain.* Chargé avec le consentement des deux commandants en chef de coordonner l'action des armées alliées sur le front ouest, vous décidez *aussitôt*, qu'avant tout, les troupes françaises et britanniques resteront étroitement liées et couvriront Amiens. En quelques heures, vous voyez le général Fayolle, le général Debeney, le général Gough et à tous, vous donnez la même consigne : « Tenir, tenir *à tout prix* ! »

Le lendemain, les Allemands sont arrêtés sur l'Oise ; et s'ils entrent à Montdidier, si, dans cette journée du vendredi saint dont Paris a gardé le triste souvenir, Moreuil est, à son tour, sur le point de succomber, le Plémont résiste à tous les assauts et, avec le jour de Pâques, l'espérance ressuscite au cœur des armées alliées. Le 3 avril, l'œuvre de Doullens se complète à Beauvais ; votre rôle n'est plus seulement d'assurer la coordination, mais la direction stratégique des opérations militaires ; et, enfin, onze jours plus tard, vous recevez ce titre de général en chef qui consacre la reconnaissance définitive de votre autorité suprême.

Sous la pression des événements, le comman-

dement unique était un fait accompli. Tel fut le grand résultat, le résultat inespéré devant lequel tout le monde s'était porté et devant lequel tout le monde s'était incliné. Il était dû surtout aux événements, si tristes fussent-ils ; il était dû au maréchal Haig, à l'abnégation patriotique qu'on a louée si justement chez le général Pétain, et à laquelle Clemenceau rendit hommage. Ajoutons que la prescience avec laquelle Pétain avait deviné le mouvement désespéré de Ludendorff et de von Hutier sur Paris, l'autorité avec laquelle il avait su ménager ses réserves jusqu'à la dernière minute, sa volonté de n'entrer que « méthodiquement » dans la bataille, mille autres circonstances ajoutaient au mérite de son âme stoïque ; ne perdant pas une minute son sang-froid dans une crise si extraordinaire, il en avait préparé l'heureuse issue : la politique d'attente, la politique des préparations et des objectifs limités avait atteint son but. Elle avait redressé la guerre et elle passait la main logiquement et fièrement à la politique du commandement unique et des coopérations à fond et à plein collier.

DE MONTDIDIER AU MONT RENAUD (27-30 MARS 1918)

L'unité de commandement avec toutes les suites heureuses qu'elle comporte, telle était la première victoire que les Alliés remportèrent sur eux-mêmes dès le début de la grande offensive allemande.

Foch n'était pas seulement un chef accepté, c'était un chef. En France, il avait été choisi par Joffre, dès le début de la guerre, comme un *ad latus* que personne n'avait discuté : je puis même rapporter, au sujet de l'estime mutuelle que les deux chefs professaient l'un pour l'autre, un trait éclatant. Dès les premiers jours de l'offensive de 1918, j'allai, à l'École militaire, rendre visite au maréchal Joffre pour m'entretenir avec lui de la situation. Je me demandais si, dans cette crise, on ne recourrait pas à son expérience. Au cours de la conversation, je lui posai une question hardie : à son défaut, qui était qualifié pour prendre le commandement? Le maréchal Joffre me répondit sans hésiter : Foch !

Dans le camp anglais, depuis la bataille des Flandres, on était habitué à subir l'ascendant de Foch. Nous savons que Haig, d'accord avec Wilson, l'avait, pour ainsi dire, désigné.

Outre les aptitudes générales reconnues par tous, il y avait, pour le choix de Foch, deux raisons immédiates qui ressortent de ce qui a été dit ci-dessus : on savait que Foch s'était, dans le conseil de guerre interallié, prononcé pour la constitution de réserves générales destinées à être employées, le plus tôt possible, soit dans une offensive, soit dans une contre-offensive de large envergure; il voyait, dans cette création, le moyen le plus puissant d'assurer la *liaison* entre les deux armées alliées. De même, on savait que Foch n'admettait plus que l'armée reculât d'un pas ; d'instinct tout le monde comprenait qu'il n'y avait plus un pouce de terrain à perdre : or, c'était la solution technique à laquelle le général était arrivé ; car le terrain, c'était maintenant la cuirasse de la France, et, par conséquent, l'arme de la victoire. *Liaison des forces alliées, impossibilité d'un recul nouveau*, sur ces deux points, il n'y avait aucune concession possible.

Et c'était justement ce que Foch répétait avec une énergie croissante depuis des mois; souvenez-vous de son exposé à Compiègne qui avait tant frappé lord Milner : consolider la liaison *en avant d'Amiens* ; et, même *si l'on doit courir quelques risques ailleurs*, consolider la bataille au même point, *en avant d'Amiens*. Double vue conduisant à une solution simple : Foch seul avait défendu cette solution comme la voie du salut et comme la directive suprême; lui seul avait, à ce sujet, la *flamme* de la conviction ; lui seul donc est capable de jouer la partie telle qu'il la voit et de la gagner. Donc, logiquement, il commande.

Un historien a suivi Foch dans ces premières vingt-quatre heures qui décident de ce que sera, jusqu'à la fin, son commandement : c'est l'action en personne, et la maîtrise tout de suite ; en plus, cette simplicité, cette



VUE GÉNÉRALE DE MONTDIDIER

bonhomie, « la pipe à la bouche », qui fait accepter par tous, sans un inutile déploiement d'autorité, les ordres du bon sens :

Dès le 26, une heure après son investiture, il court à Dury (au sud d'Amiens) où il voit Gough et le fixe, si l'on peut dire, les deux mains sur les épaules... Il voit aussi, à Dury, le chef d'état-major de Fayolle : « Maintenir à tout prix au sud de la Somme, etc. » Il a télégraphié à Debeney : « Tenir à tout prix là où l'on se trouve... » Il a reparu à Paris à 10 heures du soir et a télégraphié à Pétain. Il a vu, à Clermont, Humbert et Fayolle « qui reste chargé de toute la bataille française ».

... Le lendemain à midi, il est de nouveau à Dury; il voit Gough et le général Mesple, celui-ci commandant la gauche française et qui doit assurer la liaison. De « chez Gough », il court à Beauquesne « chez Byng ». Voici le chef rentré à Dury ; il y apprend la chute de Montdidier, repart pour Clermont afin d'être à portée des événements... En trois jours, il a vu « tout son monde », confessé les uns, encouragé les autres, grondé sans brutalité et loué sans excès, au demeurant fortifié chacun... (1).

(1) Louis Madelin, *La Bataille de France*, p. 60.

Tandis que se constitue ainsi, par une impulsion unique, l'*ordre interallié*, que se passe-t-il dans le camp adverse? Nous dirons, d'abord, les résolutions, et puis les faits.

Ludendorff, dans son récit, se couvre d'ombres épaisses sur les résolutions prises par lui à cette date du 26-27.

Il ne nie pas son échec :

Au point de vue stratégique, écrit-il, nous n'avions pas gagné ce que l'on pouvait espérer les 23, 24 et 25. Nous n'avions pas réussi à prendre Amiens, ce qui aurait rendu particulièrement difficile la *liaison* du front ennemi entre le nord et le sud de la Somme. *C'était une grande désillusion pour nous.*

Il allègue le manque de munitions, le manque d'artillerie, l'épuisement des troupes. En somme, le formidable coup de massue de von Hutier n'avait pas assommé l'adversaire.

Quant aux dispositions prises pour parer au

revers de fortune imminent, l'exposé hésite, ânonne ; Ludendorff reconnaît qu'il s'est demandé, dès lors, s'il pourrait mener à fond une pareille entreprise avec des troupes de valeur médiocre. Il observe que « *la rencontre des dépôts de vivres ennemis avait retardé la marche en avant et qu'on avait perdu ainsi un temps précieux* ». Finalement, il confesse son embarras :

On ne pouvait encore porter un jugement définitif sur la valeur stratégique de notre nouvelle position ; en elle-même, elle n'était rien moins que favorable... La tête de pont de l'Avre était particulièrement délicate au point de vue tactique. *On discuta son abandon.* Mais, comme l'ennemi en aurait conclu que nous renoncions à poursuivre notre attaque contre Amiens, on la conserva.

Quelle stratégie !

Sur les résolutions prises, le Kronprinz est plus précis :

D'une main de fer, le général Ludendorff se cramponne à l'objectif qu'il s'était particulièrement fixé. Le 26 mars au soir, il ordonna que la séparation des Anglais et des Français devait être obtenue par une conversion à gauche à *exécuter contre les Français* et que, dans ce but, il fallait atteindre la Somme à Amiens et en aval, ainsi que le cours inférieur de l'Avre. Ceci réalisé, son intention était de poursuivre ensuite l'offensive *en direction sud-ouest*, en envisageant comme front d'action de la 18e armée, *la ligne Tartigny-Compiègne.*

Cette simple citation suffit pour faire comprendre que Ludendorff n'a pas renoncé à poursuivre « les deux lièvres à la fois » et qu'il est toujours tiraillé entre les deux objectifs, l'un qui se propose l'isolement et la destruction de l'armée britannique, c'est celui-là qui le retient toujours sur le but Amiens et ensuite éventuellement Arras ; et l'autre qui se propose la route de Paris ; et cette direction, que continue à réclamer le Kronprinz, a pour objectif : Tartigny-Compiègne.

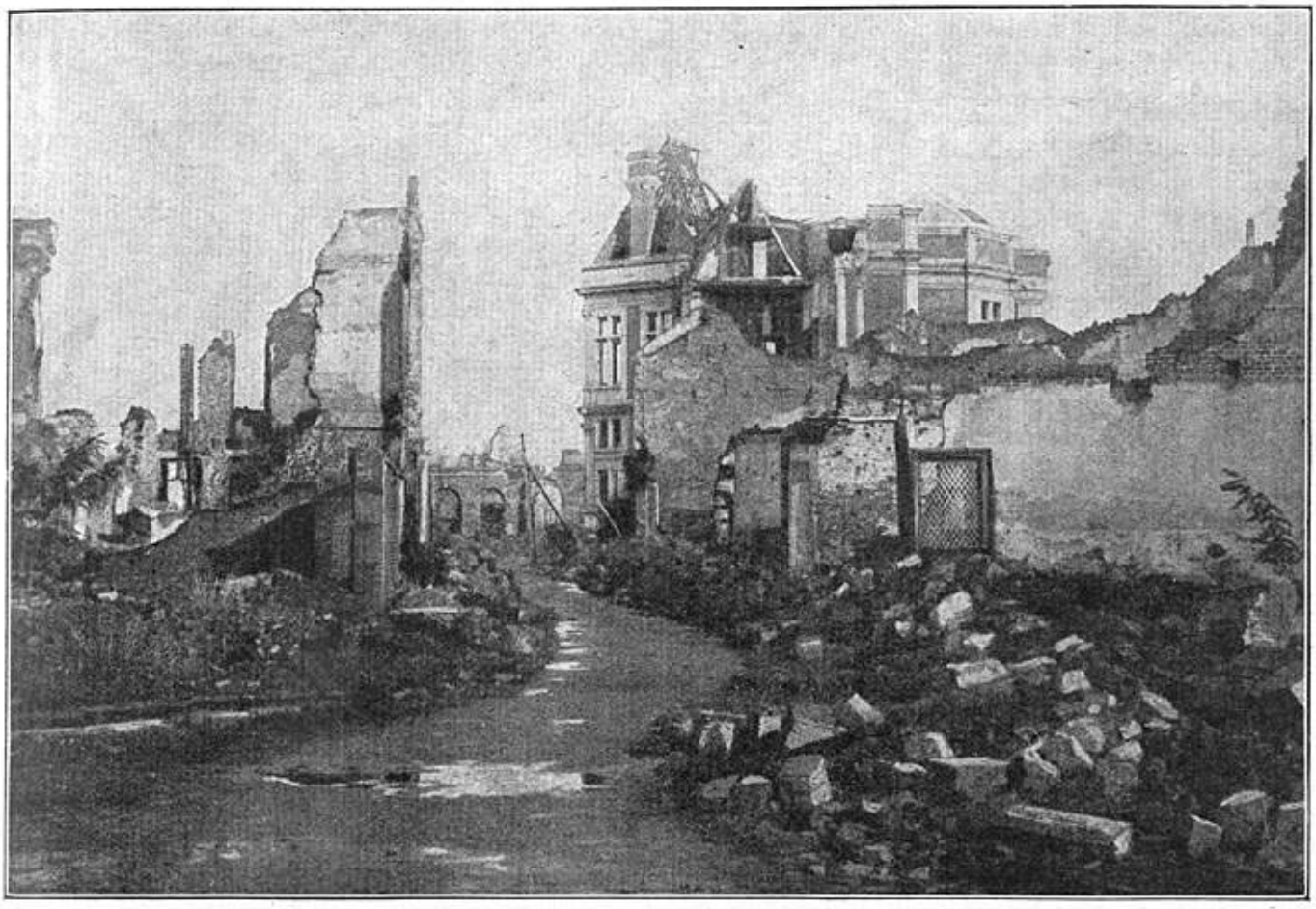
Le Kronprinz, affectant d'ignorer qu'il est la cause de tout le mal, fait, lui-même, la critique de la décision à laquelle s'arrête Ludendorff. Laissons-le parler, car c'est ici le point qui décide du sort de toute la campagne :

Sans vouloir critiquer après coup la manière dont le général Ludendorff mena la bataille, je reproduirai ici, en toute vérité, l'impression que nous fit, à mon chef d'état-major et à moi, son plan hardi et *de vaste envergure.* L'idée fondamentale de porter l'effort principal, tout d'abord, en direction d'Amiens eut notre pleine approbation. Mais l'aile gauche de la IIe armée (von der Marwitz), à laquelle cette mission incombait de préférence, ne nous parut pas suffisamment puissante. (En effet, c'est à l'armée von Hutier que l'on venait d'accorder, outre les trente divisions du début, les quatre seules divisions dont on pouvait disposer pour le moment.) A notre avis, des forces fraîches (bien entendu au détriment du groupe de Bavière) auraient dû être appliquées en ce point afin d'obtenir une avance plus rapide. Aussi fîmes-nous quelques réserves en voyant le G. Q. G. *engager, en même temps que l'attaque sur Amiens, une deuxième opération en un autre endroit, à savoir sur Arras.* (Voilà bien le désaccord !) Celle-ci, exécutée au moyen de l'aile nord de la XVIIe armée (von Below), devait obligatoirement consommer des forces importantes (toujours la jalousie à l'égard du groupe Rupprecht de Bavière). Les raisons de cette deuxième entreprise, qui échoua le 28 mars, nous ont toujours échappé, et il est à regretter que toute la force encore disponible des réserves n'ait pas dû être engagée uniquement en vue d'atteindre un seul but : Amiens !

Le désaccord sur les objectifs ainsi bien établi, il faut ajouter, tout de suite, que le récit du Kronprinz triche sur les résultats de la manœuvre, car ce n'est pas la manœuvre du Nord qui échoue les 26, 27, 28 : c'est la manœuvre du Sud, c'est la manœuvre « *nach Paris* » dont il est responsable et pour laquelle on lui a remis, à cette heure suprême, les moyens, formidables encore, dont on pouvait disposer.

Suivons les faits.

Il a été établi ci-dessus, qu'à partir du 23, l'offensive s'est calmée contre les deux armées anglaises du nord et que la poussée s'est produite contre ce qui restait de l'armée Gough et contre les troupes françaises jetées, si insuffisantes, dans la bataille. Que le corps Pellé, la cavalerie de Robillot et les quelques divisions jetées en renfort l'une après l'autre aient pu tenir contre l'avalanche de l'armée von Hutier, c'est un fait d'armes inouï, qui ne peut être comparé qu'aux plus grands de l'histoire militaire : car ces troupes ont combattu 1 contre 20 et leurs adversaires disposaient de toutes leurs forces, de toutes leurs ressources et avaient une foi absolue dans la



(Cliché Meys.)

RUINES DE CHAUNY

victoire par écrasement. La lutte s'était, comme nous l'avons vu, poursuivie sans relâche du 22 au 26 soir : le 26, Fayolle et Humbert avaient perdu Chauny, Abbécourt, Ham, Nesle, Chaulnes, Roye, Noyon ; l'ennemi marchait sur Amiens et sur Montdidier par un front Albert, Sailly-le-Sec, Rozières, Rouvroy.

Dès le 26 au soir, le général Foch a formulé, dans un ordre écrit, l'appel qu'il a été porter de sa personne à tous les chefs français et anglais placés désormais sous sa direction :

Mon général,

Les idées dont je poursuis l'application le long de ma route, sont :

1° *Il n'y a plus un mètre du sol de la France à perdre.*

2° *Il faut arrêter l'ennemi là où il est* ; pour cela, organiser rapidement un front définitif solide et préparer en arrière des réserves de manœuvre puissantes, en prélevant résolument sur tout le front.

3° C'est seulement alors que l'on pourra songer à relever les troupes engagées (ceci en réponse à la demande de relève de la 5e armée britannique, si éprouvée).

4° Celles-ci doivent s'organiser *à tout prix* et *durer* sur place.

Le général Foch écrit au général Pétain : « *Un ordre de vous à ces troupes dont vous avez toute la confiance leur ferait bien comprendre leur devoir et assurerait le résultat voulu.* »

Et Pétain, en effet, s'adresse à ces troupes qu'il tient par l'autorité et l'accent que lui donnent tant d'éclatants services qu'il leur a rendus :

L'ennemi s'est rué sur nous dans un suprême effort ; il veut nous séparer des Anglais pour s'ouvrir la route de Paris. Coûte que coûte, il faut l'arrêter.

Cramponnez-vous au terrain ! Tenez ferme ! *Les camarades arrivent.* Tous réunis, vous vous précipiterez sur l'envahisseur.

Soldats de la Marne, de l'Yser et de Verdun, je fais appel à vous ; il s'agit du sort de la France.

Le mot de la situation, c'est : « *Les camarades arrivent !* »

La résistance incomparable qui a lutté pied à pied de Chauny à Noyon durant les quatre premiers jours a permis aux forces mises en mouvement depuis le 23 et surtout depuis le 26, de colmater peu à peu le front français qui va avoir à soutenir le suprême effort de « l'offensive désespérée ».

La matinée du 27 est « l'apogée du péril ». Au nord de la Somme, les Anglais ont perdu Bucquoy et, dans l'après-midi, ils ont été rejetés sur Méricourt et Sailly-le-Sec. Au sud de la Somme, leur aile droite a évacué Rozières-en-Santerre et Framerville.

Plus au sud, le corps Pellé a marqué un mouvement général de retraite qui le rejette au sud de la Divette ; et, à la liaison entre la 1re armée (Debeney) qui entre en ligne et la 3e armée (Humbert), un trou s'est creusé dans notre front, le corps de cavalerie ayant perdu, dans la journée, Fescamps, et ayant dû, dans la nuit, évacuer Rollot. Le général Gough appelle à l'aide l'armée Debeney; mais celle-ci a perdu, dans la soirée, Montdidier; elle est sans liaison avec le 2e corps de cavalerie déjà replié au sud de Rollot. Von Hutier a jeté sur elle ses IXe et XVIIe corps.

C'est la brèche !...

Montdidier perdu, Amiens est découvert d'une part ; et, d'autre part, le chemin de Clermont-Compiègne s'ouvre par Maignelay et Saint-Just-en-Chaussée ! La manœuvre de von Hutier a réussi... « — Cette nuit, nous avons cru tout perdu. » C'est le mot des chefs et le mot des soldats (1).

Or, voici que tout se renverse. Selon la parole du général Pétain et selon les directives de Foch : « Le moment est venu d'utiliser les réserves en masse et avec méthode. » Elles seront désormais groupées en deux armées, la 5e retirée du front de Champagne, la 10e revenant d'Italie (général Maistre). Réunies dans la région de Beauvais, les deux armées sont essentiellement destinées à prononcer des contre-offensives soit vers Montdidier, soit, surtout, vers Amiens.

En attendant, le général Fayolle reçoit les forces nécessaires pour agir, le plus vite possible, dans la région Rollot-Montdidier (35e corps avec deux nouvelles divisions, la 36e et la 70e). Le corps de cavalerie est calé par la 38e division débarquée vers Ressons-sur-Matz. Au total, la 3e armée a, désormais, en ligne dix divisions fraîches, plus une division de cavalerie.

L'ordre est de « tenir » : on tient partout. Alors, commencent ces combats haletants qui ont fait de la petite rivière la Divette, les Thermopyles de la France (2).

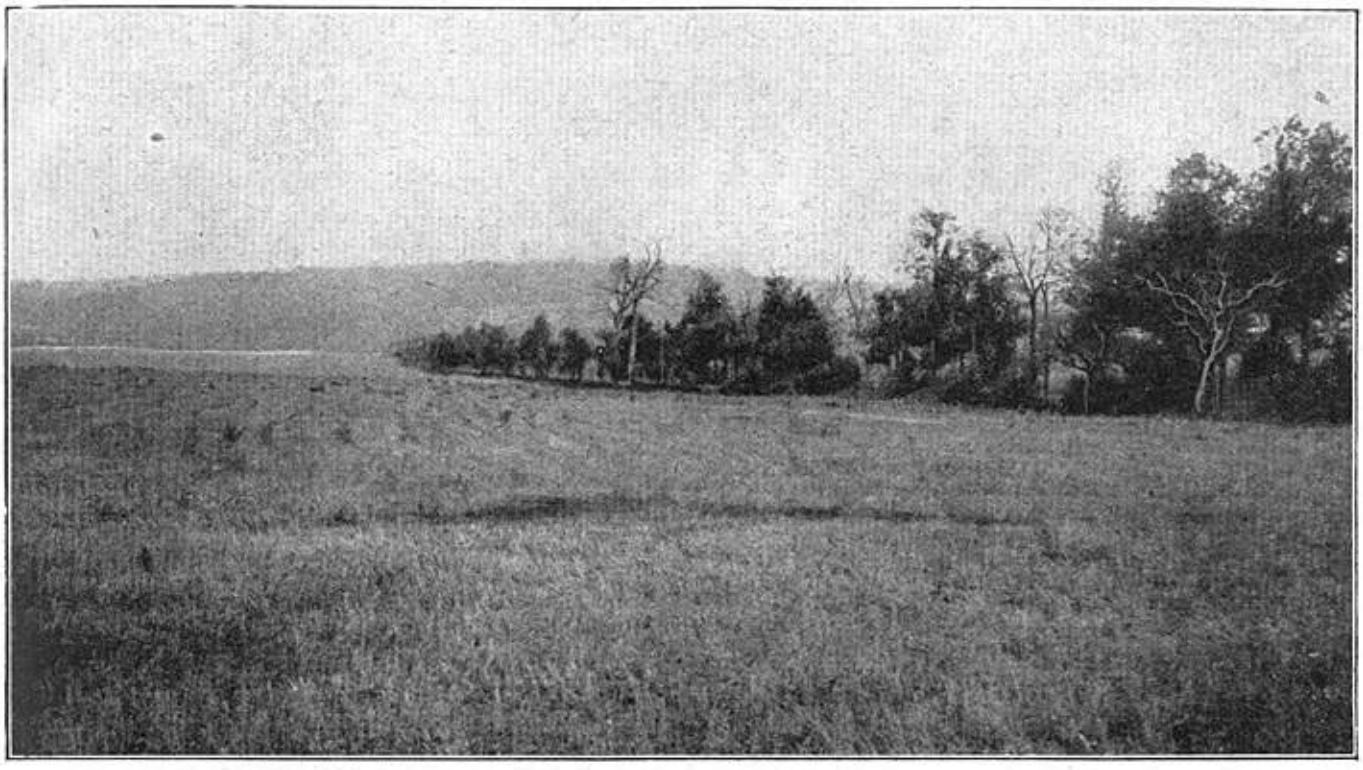
Mais à force de courage, de patience, de persévérance et de force nerveuse dépensée par des soldats qui savent tous pourquoi ils combattent, l'évolution de la bataille tourne peu à peu à l'avantage des forces alliées. Nous avons dit l'épuisement des régiments allemands qui, sans artillerie lourde, mal nourris, mal approvisionnés, et, finalement, se croyant au bout de leur effort, reçoivent, soudain, les premiers coups de notre grosse artillerie, se voient surplanés par notre aviation qui s'est massée dans le ciel, tandis que la leur l'a déserté, épuisée après huit jours de combat : déjà Ludendorff l'a reconnu, les officiers ne tiennent plus leurs hommes. Ceux-ci leur crient au nez : « Nous ne tirerons plus un coup de fusil ; nous sommes contents que la guerre soit finie pour nous (3). »

Le 28, sur tous les points du champ de bataille, les troupes françaises qui se sentent les coudes prononcent des contre-attaques vigoureuses. Dans la matinée, la 5e armée anglaise, par un retour offensif, enraye les progrès de l'adversaire dans la zone Rosières-Rouvroy ; la 3e armée française a pu fermer dans la nuit la brèche ouverte, la veille, de Rollot à Montdidier : le 35e corps, le 2e corps

(1) G. Gaudy, *L'agonie du Mont-Renaud*, p. 72.

(2) Henry Bordeaux, *Le Plessis-de-Roye*. — G. Gaudy, *L'agonie du Mont-Renaud*, etc.

(3) V. aussi les autres textes cités par H. Bordeaux, *loc. cit.*, p. 249.



(Cliché Meys.)

LE PLATEAU ENTRE BELLOY ET RESSONS-SUR-MATZ

de cavalerie s'avancent sur Rollot, reprennent, un instant, Conchy-les-Pots et Boulogne-la-Grasse.

Le grand effort allemand se porte surtout à l'ouest de Montdidier et sur la route de Roye pour tâcher de gagner Amiens. Ce sont ces tristes et anxieux « jours saints » où les cloches de la cathédrale se taisent, où règne partout, comme dans le ciel, l'anxiété de la mort. En fin de journée, les III[e] et XXV[e] corps ont avancé encore sur cette route tragique. Cayeux, Beaucourt-en-Santerre, Fresnoy-en-Chaussée ont succombé. Le général Debeney envoie l'ordre formel au détachement Mesple de tenir à tout prix ses positions et de ne repasser, en aucun cas, sur la rive gauche de l'Avre ; à sa droite, renforcé par l'arrivée de la 166[e] division, il lance à la contre-attaque la 56[e] division qui reprend le Monchel, Mesnil-Saint-Georges, Assainvillers.

Cependant, parmi ces alternatives, un grand espoir se lève. Une conférence s'est tenue à Clermont entre Clemenceau et Loucheur, Foch et Pétain. Le général Pershing y a prononcé ces paroles mémorables : « Je suis venu pour vous dire que le peuple américain considérerait comme un grand honneur pour nos troupes d'être engagées dans la présente bataille ; je vous le demande en son nom et au mien. Infanterie, artillerie, aviation, tout ce que nous avons est à vous ; usez-en comme vous voudrez, d'autres viendront en nombre égal aux besoins. Je suis venu spécialement pour vous dire que le peuple américain sera fier de prendre part à la plus grande et à la plus belle bataille de l'histoire. »

Et, sur le champ de bataille même, le général Humbert écrit sur son carnet :

> Bonne journée aujourd'hui ! Enfin, je commence à les tenir. Leurs attaques répétées ont trouvé le *bec* et même nous avons commencé à attaquer. Et on recommencera ! Maintenant, je suis sorti de l'angoisse et j'ai la conviction que tout cela tournera mal pour les Boches.

C'est précisément ce que Ludendorff lui-même pense à la fin de cette journée. Ce n'est pas dans son récit que nous trouverons des précisions quelconques : il bat l'eau pour voiler sa défaite, la transformer en victoire et

reprocher aux diplomates de n'avoir pas su en profiter.

Il fallait maintenant consolider le nouveau front... les divisions fatiguées furent remplacées... Nos pertes étaient assez considérables, car nous avions longtemps combattu avec de gros effectifs... Nous avions attaqué et nous nous en étions bien tirés même en ce qui concerne les pertes... Chez l'ennemi, l'impression de défaite était très accusée. Malgré mes prières, nous ne fîmes rien pour en tirer parti diplomatiquement...

Drôle de victoire !

Pour être renseignés, c'est encore au Kronprinz qu'il faut recourir : lui, naïf, dit tout ; dans son désir de rejeter la faute sur les autres, il explique :

Les divisions du IIIe corps d'armée et du XXVe corps d'armée de réserve rencontrèrent, le 28 *mars*, une forte résistance montrant que le caractère du combat se modifiait de plus en plus. Et bientôt la nécessité se fit sentir de remplacer les opérations de poursuite par des attaques méthodiquement préparées contre les positions ennemies habilement et opiniâtrement défendues (cela veut dire que l'on en revenait, comme dans toutes les grandes offensives antérieures, par exemple celle de Champagne en 1915, à la guerre de lignes ou de tranchées, à la guerre de position). Le rôle de l'artillerie lourde devint, de nouveau, important. Et, cependant, les munitions nécessaires faisaient déjà défaut, par suite des conditions extrêmement difficiles dans lesquelles se faisait le ravitaillement.

L'échec est donc reconnu : mais que faire?

Le 28 mars au soir, nous faisons encore dire au Grand Quartier général, qu'à notre avis, il fallait, d'abord, laisser engager l'attaque sur Amiens, supprimer ce nœud de voies ferrées important et battre complètement les Anglais avant de continuer l'opération contre les Français. (Cela veut dire que le Kronprinz se sentant battu au sud, commence à réclamer des succès au nord.) Il n'était pas possible d'atteindre d'un seul coup ces deux buts stratégiques (il le reconnaît, mais trop tard, et reporte la faute sur les autres). Cette manière de voir avait été approuvée. Mais le 29 mars ne nous avait nullement rapprochés d'Amiens. Une attaque immédiate opérée *sur toute la ligne* offrait peut-être encore la possibilité de gêner l'adversaire. Le commandant de la 18e armée penchait pour cette solution. Le Grand Quartier général l'adopta et ordonna, pour le 30 mars, la reprise de l'offensive sur tout le front de la 18e armée.

C'était la faute suprême, et les alliés l'attendaient. Attaquer sur tout le front à la fois, c'était fournir à un manœuvrier comme Foch, disposant maintenant de forces considérables, la possibilité d'utiliser toutes ses réserves, tandis qu'une attaque en masse sur un point bien choisi pouvait enfoncer la ligne et, par exemple, bondir jusqu'à Amiens (1).

Le 29 mars est surtout employé dans les deux camps à organiser le front, les relèves, à faire avancer artillerie et mitrailleuses, en un mot, à la mise au point. L'armée française y gagne un temps précieux et dont elle a grand besoin. Dans le camp allemand, l'opération massive est pour le lendemain 30 ; les troupes fraîches sont sur le front : ce sera la journée du fantassin ; le mot d'ordre tient en quatre mots : *durchbrechen so weit es kann* : passer au travers de tout tant qu'on pourra !

Au nord de la Somme, en face des armées anglaises, c'est toujours le calme. Le poids de l'attaque se porte sur la 3e armée française et en particulier sur la partie du front qui va du Plémont à Roye. On sent bien la tendance de von Hutier à toujours chercher son succès en direction de Paris. C'est le massif du Matz qu'il vise, lui, tandis qu'il réclame de Ludendorff un succès au nord pour l'aider et dégager son flanc vers Amiens.

On dirait que, sur l'angle où sa force se rue, il va réussir : à la 3e armée (Humbert), le 5e corps est rejeté du parc de Plessis-de-Roye ; le 2e corps de cavalerie est forcé de reculer sur Rollot et perd le village d'Orvillers ; à gauche, le 35e corps doit abandonner Assainvillers et Ayencourt.

(1) Henry Bordeaux, qui est sur les lieux et qui traduit certainement la pensée de l'État-Major français, écrit, précisément à propos de la journée du 30, ces lignes qui sont l'exacte contre-partie de celles du Kronprinz : « Devant des adversaires si résolus, l'ennemi se décide à livrer bataille *sur toute la ligne* de l'Oise à la Somme, au lieu de se rassembler et de se précipiter au point faible. La faute à commettre, il la commettra, soit qu'il n'ait pas à sa disposition devant Montdidier une concentration de forces suffisante, soit qu'il redoute d'être pris en flanc par l'agressive armée Humbert. Au lieu de s'engouffrer dans le couloir ouvert entre les forces britanniques et françaises, mal bouché encore par une armée en formation, il cherchera la rupture du front entier, et ce sera la journée terrible et fameuse du 30 mars. Puis il reviendra, mais trop tard, à la bataille restreinte et massive entre l'Avre et la Noye, et ce sera son échec du 4 avril. » (*Le Plessis-de-Roye*, p. 110).

La 1re armée (Debeney) plie aussi sous l'avalanche : au cours de l'après-midi, après une lutte acharnée, le 6e corps est rejeté de Cantigny à Fontaine-sous-Montdidier ; sur la rive droite de l'Avre, nous perdons Moreuil et Demuin. Suivez sur la carte : l'ennemi fait le grand tour pour se saisir de la route de Paris vers Saint-Just-en-Chaussée, tandis qu'il la prend directement par Rollot et Conchy-les-Pots. C'est dans cette journée que se produisent ces alternatives épiques qui, pareilles aux plus ardentes mêlées de Verdun, resteront, à tout jamais, dans la mémoire des hommes. Si les divisions françaises savaient à quelles forces elles ont affaire, les armes leur tomberaient des mains. Elles luttent! Le Plessis de Roye est repris; le Plémont fait charnière et tient. Le Matz est sauvé. Le Mont-Renaud est occupé et se prépare à la résistance. La route de l'Oise est barrée. Les divisions d'Humbert (77e, 38e, 62e, 53e, 35e) sont victorieuses. Le 31, l'ennemi ne peut même plus faire un effort sérieux; il est sur les genoux. Laissons-lui enregistrer l'aveu :



PARIS. — L'ÉGLISE SAINT-GERVAIS BOMBARDÉE PAR UNE BERTHA LE VENDREDI SAINT (29 mars 1918).

Le cours du combat dans la journée du 30 mars prouva, écrit le Kronprinz, qu'il était trop tard pour poursuivre le mouvement offensif en direction d'Amiens-Compiègne. L'ennemi engagea de nouveau une artillerie puissante, tandis que la XVIIIe armée se contenta d'une très courte préparation d'artillerie imposée par le *manque de munitions*. A l'aile gauche et en particulier à Lassigny, le combat se prolongea avec des alternatives diverses et se termina finalement sans succès. Les progrès à l'est et au sud de Montdidier furent minimes. Seules les divisions du IIIe corps d'armée réussirent à franchir l'Avre près de Braches. La 1re division de la Garde, sous les ordres de mon frère Eitel Friedrich, enleva Aubvillers, Orson et Grivesnes. L'aile gauche de la IIe armée s'empara du point de passage de Moreuil. Aucun succès décisif ne fut obtenu cependant en direction d'Amiens. *Le général Ludendorff se décida alors à abandonner complètement la poursuite de l'offensive vers le sud...* (Cela veut dire que la fameuse stratégie de von Hutier s'écroulait, non sans avoir mis sur le flanc plus de 40 divisions.)

Dans le camp français, on réalise immédiatement ce succès prodigieux et encore chancelant : on se prépare à en développer, sans perdre une minute, les heureuses conséquences.

31 *mars*. — La bataille aujourd'hui s'est quelque peu ralentie après notre beau succès d'hier, écrit Humbert. Je ne sais si je suis trop optimiste, mais il me semble que les Boches ont échoué dans leur entreprise ; si je ne me trompe, cela aura de grandes conséquences.

Fayolle « estime qu'il est complètement maître de la situation » et, réalisant les vues qui ont dominé la première bataille de Foch, il annonce la grande contre-offensive qui rejettera l'ennemi au delà de l'Avre.

30 *mars*. — Veille de Pâques. Vu Foch à l'hôtel de

ville de Beauvais. Il était seul avec Weygand. « — Eh bien, vieux frère! me dit-il dès l'entrée. — Eh bien, répondis-je, nous l'avons échappé belle. La situation est critique, mais bonne tout de même. Le Boche est dans une *nasse*, il ne se tirera pas de là, Alleluia! — Bien sûr, réplique-t-il. Faisons seulement que la nasse ne crève pas et nous l'y étranglerons. Alleluia! » Dès le lendemain, le plan de la réduction de la hernie de Montdidier était prêt (1).

Le général Pétain, lui aussi, a vu que l'heure de la défensive est passée et que les 30 divisions confiées à Fayolle suffisent désormais pour mener la bataille entre l'Oise et la Somme. Maintenant, il se ceint pour l'offensive générale. Toutes les forces disponibles sont groupées pour constituer la « masse de manœuvre » sous les ordres du général Micheler, commandant la 5e armée; elles stationneront dans la région de Beauvais pour opérer en direction d'Amiens et de Montdidier. Une autre masse de manœuvre sera constituée aussi dans la vallée de l'Oise, entre Compiègne et Pont-Sainte-Maxence.

Vue admirablement juste : car l'ennemi, suivant le poids de ses propres forces plus lourdes que jamais, vers le sud, dérivera fatalement, un jour, de ce côté, visant l'Aisne et Paris par l'est et *non plus par le nord*.

La grande offensive allemande n'en est pas moins arrêtée dans son premier élan, devant la cathédrale d'Amiens, juste le jour de Pâques. Les cloches, de retour, sonnèrent pour la victoire.

Madelin écrit :

Je vis à cette époque le général Foch à Beauvais, dans la salle de l'hôtel de ville où il était plus campé qu'installé : je le trouvai calme à sa coutume, un peu narquois, sans aucune morgue. Il nous mena à la carte, où, en teintes diverses, s'écrivait l'histoire de la bataille puissante. Il nous en expliqua les phases. Et puis : « Voilà, c'est le passé ! De quoi s'agissait-il? Arrêter à tout prix. » Et il fit le geste des bras qui s'écartent lentement ; soudain la poche se creusa à mes yeux. « Et, ensuite, tenir ferme. C'est maintenant ! » Et ses deux mains plongèrent énergiquement vers le sol en un geste qui eût arrêté l'univers. « Et enfin — ce sera pour plus tard, ça ! » Et ses bras de nouveau ouverts, il rapprocha les poings pour étreindre l'ennemi aventuré. J'ai conté alors le propos ; aujourd'hui, il semble forgé, tant ce devait être « ça », un jour ! (2).

(1) Notes du maréchal Fayolle, citées par H. Bordeaux dans sa brochure *Fayolle*.

LA DERNIÈRE RUÉE SUR AMIENS (4 AVRIL 1918). ÉCHEC DE LA PREMIÈRE OFFENSIVE.

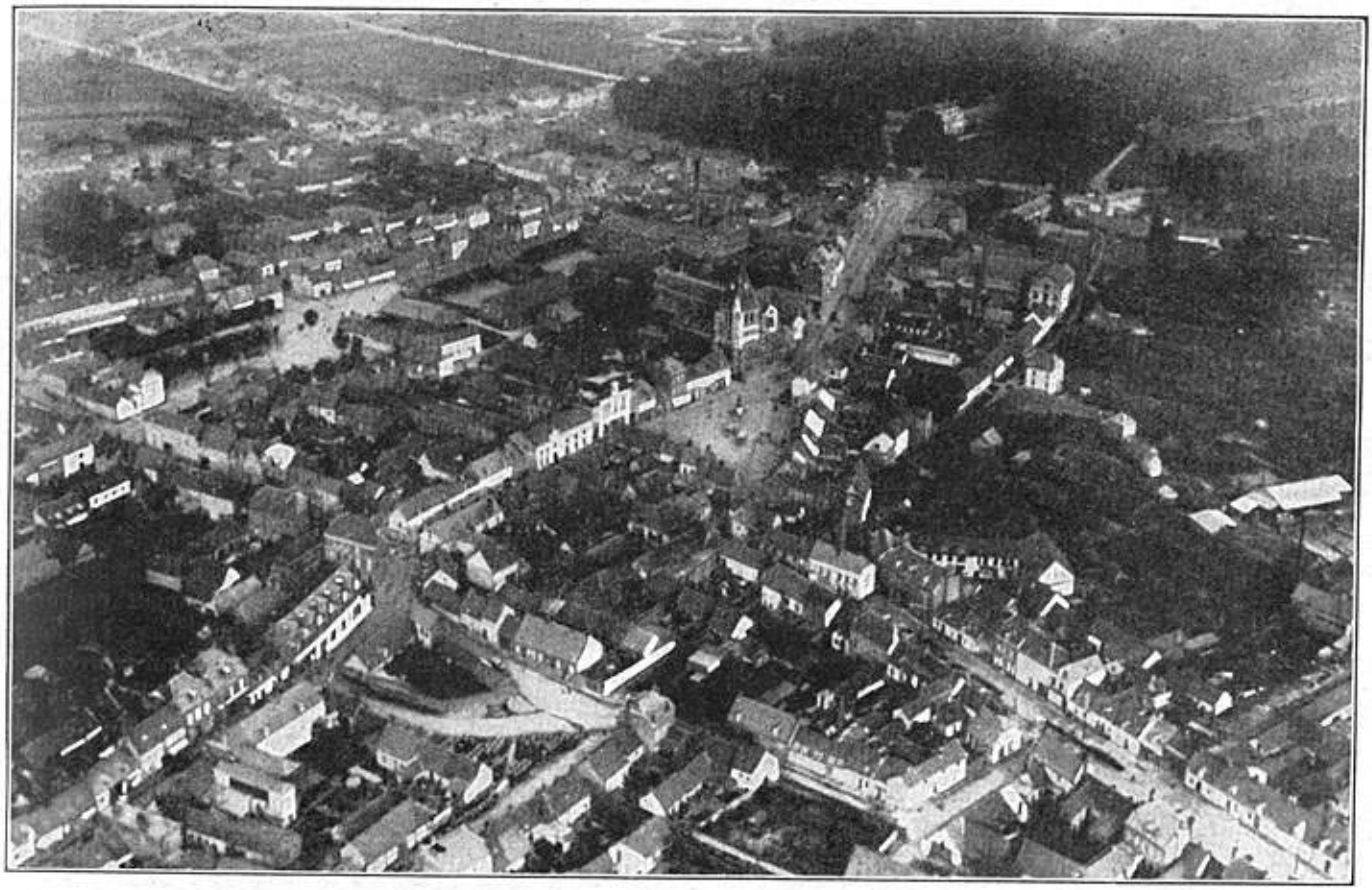
Le jour de Pâques (31 mars), on avait sonné à Amiens le carillon de la victoire. Amiens était sauvé en effet, et, en même temps, un résultat non moins considérable était obtenu : sur le Matz, par la vigoureuse bataille du Plémont et du Plessis-de-Roye; sur la Divette, par l'indomptable défensive du Mont-Renaud, la route de Paris par Compiègne était barrée, c'est-à-dire que la « liaison » des armées alliées était sauve et que la nouvelle manœuvre montée par Ludendorff sous la pression du Kronprinz avait échoué. Le corps Pellé, les divisions de cavalerie de Robillot, l'armée Humbert tout entière, les forces franco-anglaises remises aux mains du général Fayolle, poussant à un degré inouï les limites de l'endurance et de l'héroïsme, avaient résolument bouclé la poche formée par l'énorme coup de massue de l'armée von Hutier. Le Kronprinz dit amèrement :

Le général Ludendorff se décida alors à *abandonner* complètement la poursuite de *l'offensive vers le sud* ; il renonça également au projet de faire avancer l'aile droite de la VIIe armée au delà de l'Oise entre Noyon et Chauny. L'ennemi devait être simplement chassé de la poche Chauny-Brancourt et être rejeté en arrière de l'Ailette.

Cela veut dire que le « grand dessein » de von Hutier et du Kronprinz est, pour le moment, écarté. Ludendorff, dans une alternative nouvelle, va en revenir à son premier projet : écrasement de l'armée anglaise.

Mais la situation est déjà considérablement changée pour lui et pour ses troupes : ses troupes ont senti passer le vent de la défaite : de même qu'elles avaient senti se lever en elles, aux premières heures de l'offensive,

(2) *La Bataille de France*, p. 70.



MOREUIL. — VUE PRISE A VOL D'OISEAU

quelque chose de l'enthousiasme des journées de Charleroi, elles éprouvent maintenant quelque chose du découragement qui a suivi la Marne. Henry Bordeaux a relevé sur les carnets de route ou dans les aveux des officiers allemands, des traits qui ne laissent aucun doute : c'est à la fois l'*usure* physique et l'*usure* morale : « Autrefois, dit un officier, j'étais heureux de mener au combat des hommes braves et bien dressés, mais, à l'heure présente, il n'y a plus rien à entreprendre avec une pareille bande de cochons... » (*mit einer derartigen Saubande*). Un autre dit : « J'envie les officiers français qui commandent de tels hommes ! » On pourrait multiplier ces traits. Le soldat allemand a fléchi, non pas tant parce qu'il manque de courage, mais parce qu'au physique, il manque de nourriture, et qu'au moral, il manque de foi. Il se sent mal conduit, massacré pour rien ou pour une entreprise folle ; le Kronprinz reconnaît que les unités étaient disloquées, que les munitions et les approvisionnements manquaient, que l'artillerie ne suivait pas.

A partir du 31 mars au soir, le feu cessa. Le silence se fit peu à peu sur l'effroyable champ de mort. Il y eut comme une trêve de lassitude et d'épuisement. En fait, Ludendorff avait déjà pris son parti de changer encore une fois de plan et d'aller se battre ailleurs, avec ce qu'il lui restait de troupes non épuisées ou découragées : il tournait les yeux vers l'Artois et les Flandres.

Cependant, il n'avait pas perdu à ce point la vue d'ensemble de cette phase critique de la guerre qu'il ne comprît pas l'intérêt qu'il y avait pour lui, avant de se détourner du front sud, à se couvrir contre une offensive française surgissant de cette direction. La meilleure protection serait évidemment une ligne appuyée sur la Somme et solidement retranchée de Saint-Quentin à Amiens ; elle aurait l'avan-

tage de dominer les relations par voie ferrée de France en Angleterre. La prise d'Amiens serait à la fois un couronnement de l'offensive et une sauvegarde pour l'avenir. Ne se sentant plus assez fort pour tenter le « *nach Paris* », il se borna à tenter le « *nach Amiens* ». Il avait cette ville sous son canon et presque sous la main. Le succès ne faisait aucun doute pour cet esprit qui ne sut jamais douter. Il ordonna donc un suprême effort et prit ses mesures en conséquence. On ramassa tout ce qu'il restait de troupes disponibles dans la région en les empruntant de toutes mains, on fit avancer les divisions réservées, et, soudain, les observateurs alliés voient se masser en direction d'Amiens une concentration grise arrivant par masses. Les artilleries furent avancées, les approvisionnements reconstitués.

L'attaque fut fixée au 4 avril. La chute d'Amiens, écrit le Kronprinz, devait être obtenue par une marche en avant en direction du nord-ouest, exécutée de part et d'autre de la vallée de l'Avre, par l'aile droite de la XVIII[e] armée et par l'aile gauche de la II[e] armée, opérant en liaison.

Il appartenait à l'armée Debeney de soutenir l'effort de cette nouvelle offensive.

Elle le fit avec une netteté et une vigueur qui donnèrent à réfléchir à l'ennemi. Dix divisions allemandes, parmi lesquelles huit de troupes fraîches, furent arrêtées net. Les troupes allemandes n'avaient plus la force physique ou morale nécessaire pour réaliser un succès de haute lutte. Le seul avantage qu'elles obtinrent fut un élargissement limité de la tête de pont de Moreuil.

Le Kronprinz conclut son récit de cette phase de la guerre où il avait assumé de si lourdes responsabilités, par quelques réflexions dont eussent pu s'inspirer les décisions nouvelles du général Ludendorff si celui-ci n'eût pas été pris, dès lors, de l'hallucination de la victoire par le risque aveugle :

Après quatorze jours de guerre de mouvement, *le front allemand se figea* de nouveau dans les tranchées La rupture stratégique, qui devait séparer l'une de l'autre les armées ennemies, n'avait pas réussi. Et la situation finale qui résultait du saillant fortement prononcé vers l'ouest, jalonné par Arras, Montdidier, La Fère, ne pouvait même pas être considérée comme favorable aux armées allemandes. La XVIII[e] armée et l'aile gauche de la II[e] armée se trouvaient en particulier dans une situation tactique difficile par suite de l'efficacité des feux concentriques de l'adversaire... Le groupe d'armées (c'est-à-dire lui, le Kronprinz) proposa à plusieurs reprises au G. Q. G. de replier le gros de la XVIII[e] armée en arrière de l'Avre et d'abandonner la tête de pont de Morcuil Mais le G. Q. G. repoussa la proposition afin de laisser à l'ennemi l'impression qu'une reprise de l'offensive était toujours possible sur ce front (1).

En deux mots, le Kronprinz concluait à une sorte de repli et à la reprise au moins momentanée de la guerre de tranchées. Ludendorff se lançait à corps perdu dans une nouvelle aventure.

(1) *Loc. cit.*, p. 397.

CHAPITRE LXXVII

L'OFFENSIVE DÉSESPÉRÉE

II. — En Flandre : La Bataille de la Lys (avril-mai 1918).

La seconde offensive allemande. — La tentative sur Hazebrouck-Calais. Situation grave de l'armée britannique. — L'intervention décisive de Foch. — La situation avril-mai : les effectifs de la division.

Les raisons qu'eut Ludendorff de se retourner aussi rapidement et de tenter une nouvelle offensive vers le nord alors que sa première offensive vers le sud avait échoué, sont donc les suivantes : Il s'agissait de réaliser son idée première, l'écrasement de l'armée anglaise et, pour obtenir ce résultat, l'armée allemande avait encore la supériorité numérique. Le temps pressait : il fallait arriver au but avant que les divisions américaines, dont on hâtait la formation et l'entraînement, ne fussent entrées en ligne. Le terrain de plaines et de terres inondées du nord, impraticable en mars, s'était raffermi et pouvait livrer passage aux artilleries et aux transports. Et puis et surtout, le prestige était en cause : pour l'opinion publique allemande on ne pouvait rester sur un échec.

On ne douta pas un instant, chez les Alliés, de cette résolution qu'allait prendre Ludendorff. Sa colossale armée à peine entamée sur sa gauche ne pouvait rester l'arme au pied dans l'inaction. Il fallait s'attendre à une nouvelle « ruée ». Dès le 1er avril au soir, Fayolle écrivait : « Il n'y a pas une heure à perdre pour se préparer à de nouvelles attaques de la part de l'ennemi. » Mais *où* cet ennemi allait-il porter son effort et, pour y parer, *où* le commandement allié devait-il masser ses réserves?

La clairvoyance de Foch illumina soudain ce problème plein d'obscurités. Ses idées se classent, tout d'abord, dans l'ordre suivant :

Avant tout, maintenir la liaison des deux armées et, par conséquent, sauver Amiens. Le 3 avril, la directive n° 2 expose nettement le premier objectif en ces termes : « Éloigner le plus tôt possible l'ennemi d'Amiens ». Nous avons vu comment, en application de ces premiers ordres, l'armée Debeney arrête l'attaque du 4 avril et met l'armée allemande dans la nécessité de renoncer à la conquête d'Amiens.

Ce premier résultat obtenu, Foch envisage aussitôt les suites. On prévoit une nouvelle attaque des Allemands : le généralissime prend ses dispositions générales : « Notre *offensive sur et au sud* de la Somme est notre *meilleure parade* à l'offensive de l'ennemi possible au nord de la rivière ». « En vue d'être en mesure de parer, en tout cas, à une très puissante attaque ennemie *au nord de la Somme*, le général Pétain est invité à maintenir une réserve française dans la région au nord de Beauvais et à en préparer le transport dans la région du Nord. » On présume donc que la prochaine

attaque allemande se fera vers Arras. Pétain articule en conséquence ses forces disponibles en deux masses : l'une sera constituée par la 5e armée (général Micheler) qui se concentrera entre Méru et Pont-Saint-Maxence pour servir de renfort général défensif ; l'autre, constituée par la 10e armée (général Maistre), et dont la concentration s'achève déjà au nord de Beauvais, se rassemblera entre Beauvais et Poix et devra se tenir prête à être transportée autour de Doullens et de Saint-Pol en quatre jours. Ceci, le *4 avril*.

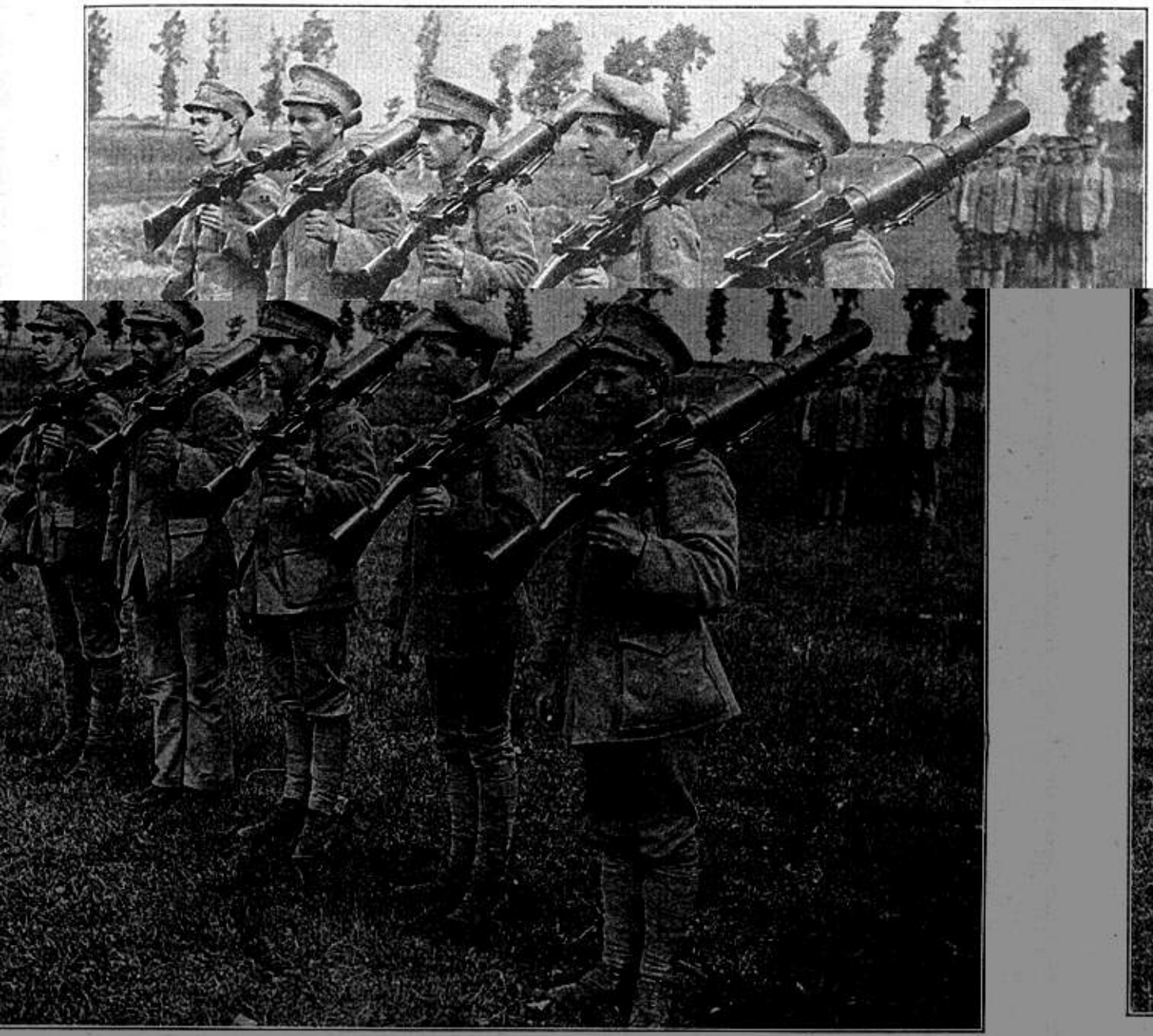
Jetons un coup d'œil sur la situation de l'armée anglaise durant cette courte période intermédiaire. Haig est dans un grand embarras. La bataille de Picardie avait absorbé la totalité de ses réserves ; 46 *divisions* de l'armée britannique y avaient été engagées sur un effectif total de 58 *divisions*. Une telle usure exigeait des renforts venant d'Angleterre; ceux-ci arrivaient, mais il fallait compter sur une bataille prolongée menée par l'ennemi à coups formidables et successifs qui, tout l'indiquait, seraient portés obstinément contre le front britannique. Le maréchal Haig dit avoir songé, d'abord, à parer à une attaque sur la Lys ; mais il est certain que Foch et Pétain précisent qu'il convient de préparer surtout la parade sur Arras-Amiens. A leur avis, Ludendorff cherchera à élargir la poche de Picardie vers l'Artois (il l'avait fait vainement le 28 mars) plutôt qu'à creuser une nouvelle poche en Flandre.

Le 5 avril, Haig fait en effet connaître que, selon lui, l'ennemi attaquera devant Arras, de chaque côté de la Scarpe, et que l'armée britannique, en conséquence, groupera en réserve 8 divisions de l'Ancre à Doullens et 7 divisions à l'ouest d'Arras. En même temps, Haig prépare la relève des Portugais sur la Lys pour l'achever le 10 avril au matin ; il étudie aussi, pour l'effectuer en cas de besoin, l'évacuation du saillant de Paschendaele. On voit à quel point l'angoisse était grande du côté anglais, pour que les résultats si chèrement achetés de la longue bataille de 1917 en Flandre fussent abandonnés à la fois par crainte d'être attaqués et coupés et par nécessité de récupérer quelques troupes !

Les renseignements devenaient de plus en plus précis au sujet d'une offensive allemande sur Arras. Plus une minute à perdre pour exécuter le plan de Foch et pour pousser les forces françaises de ce côté ; le 7 avril, Foch prescrit de placer à l'ouest d'Amiens 4 divisions d'infanterie françaises et un corps de cavalerie à trois divisions et, le cas échéant, de les diriger par voie de terre vers le nord-est. Dès le lendemain 8, la 10e armée (général Maistre) comprenant les quatre divisions du 14e corps, les trois divisions du 2e corps de cavalerie, trois régiments d'artillerie lourde, un régiment porté, pousse ses têtes de colonne sur la Somme, d'Amiens à Picquigny. Quand, le 9 avril, l'offensive allemande se déclenchera plus au nord il est vrai, les dispositions générales auront été prises et les réserves seront en marche sinon en place. Foch n'a pas perdu une minute. Tout est lié.

LE PLAN ALLEMAND EN FLANDRE Considérons maintenant, le plan allemand tel qu'il résulte des faits et des indications fournies par les documents d'état-major. Comme nous l'avons exposé ci-dessus, l'attaque sur la Lys était l'idée première et demeure le but principal de Ludendorff et d'Hindenburg. Ils y avaient songé longuement au cours du dernier hiver et, malgré toutes les objections — densité des forces britanniques, bas-fonds de la vallée de la Lys, cauchemar de l'eau, — on l'avait préparée dans tous ses détails, afin de la réaliser quand la bataille de Picardie aurait attiré à elle toutes les forces disponibles de l'Entente. La bataille ne fut livrée en Picardie que parce qu'on voulut tenir compte des observations du Kronprinz et que, sur la Lys, il fallait attendre l'asséchement de la vallée, qui ne se produit que vers la mi-avril (1). L'attaque en Flandre n'en restait pas moins,

(1) Voir HINDENBURG, *Ma vie*, trad., p. 304.



SOLDATS D'INFANTERIE PORTUGAISE PORTEURS DE MITRAILLEUSES LEWIS

'esprit du haut commandement alle-
le plan stratégique le plus sûr.
ndorff et le Kronprinz essaieront, plus
de justifier l'offensive du Chemin des
le 27 mai, en affirmant qu'elle avait
ut de pomper les réserves françaises,
ue leur intention était toujours de re-
l'attaque en Flandre. Ludendorff
même que c'est pour réaliser ce qu'il
« un affaiblissement critique de l'en-
n Flandre », qu'il prononça sa dernière
e, celle du 15 juillet en Champagne (1)...
quoi il perdra l'initiative.
le point capital et qu'il était néces-
préciser. Le Kronprinz lui-même écrit

dans ses *Nouveaux Souvenirs* : « *L'acte final et décisif de la guerre devait avoir lieu là-bas, dans le Nord, vers le début d'août, et se traduire par la destruction de l'armée anglaise.* » Le but suprême du haut commandement allemand était donc bien, à n'en pas douter, Calais, Boulogne et Londres ; il s'agissait de jeter les Anglais à la mer, de se rendre maîtres du Pas-de-Calais et d'isoler l'Angleterre attaquée par le canon, l'avion et le sous-marin, dans ses armées, ses ravitaillements, ses ports, sa flotte, son commerce, ses villes, ses habitants, son moral. Ludendorff subordonnait tout, dans sa pensée, à ce résultat final.

S'il attaque de mars à juillet, partout où il trouve un point faible, c'est avec l'espoir

dans
mand,
Lude
tard,
Dames,
pour b
mais q
prendre
déclare
appelle
nemi e
offensiv
Après
Voilà
saire de

ENDORFF, *Souvenirs de guerre*, trad., p. 332-3 et 358.

(1) Lud

front dégarni des Flandres, la route de Londres.

Nous verrons si ces allégations ne doivent pas être complétées et s'il n'y a pas, dans le récit de Ludendorff, quelque réticence. Mais le principe même est hors de discussion. Il est indubitable que l'Angleterre engageait en Picardie, en Artois et en Flandre, la lutte pour la vie: à la lettre, l'armée française, par son courage, sa valeur militaire, sa fidélité à l'alliance, a sauvé Londres.

Il semble que Ludendorff, de même qu'il avait tenté de se couvrir vers le sud par une ligne Saint-Quentin-Amiens, ait eu un moment l'intention de renouveler cette tentative un peu plus au nord en s'installant solidement sur les deux rives de la Scarpe. Quoiqu'il en soit, avant même que la bataille de Picardie ne fût terminée, c'est-à-dire dès le 28 mars, il donna l'ordre à sa XVII[e] armée d'attaquer par les deux rives de la Scarpe en direction d'Arras. « Le fait d'avoir en main les hauteurs devait être d'une importance capitale pour tous les combats à livrer vers la plaine de la Lys », écrit-il lui-même. Il s'agissait, par la prise d'Arras et de Saint-Pol, de relier la conquête d'Amiens à la conquête de Calais. Mais cette offensive avait échoué, elle aussi, lamentablement ; « cette armée (la XVII[e]) combattait sous une mauvaise étoile », Ludendorff, qui le constate, abandonna donc cet objectif de diversion et décida « de porter le coup dans la plaine de la Lys, entre Armentières et la Bassée ».

L'offensive du Nord était demandée avec acharnement par von Kuhl et par le prince Rupprecht de Bavière (1); elle paraissait possible maintenant pour diverses raisons : d'abord le front anglais des Flandres avait été fortement dégarni et, puisqu'on ne pouvait attaquer que sur des points faibles, c'en était un; — ensuite, comme on avait satisfait au désir du Kronprinz par la « bifurcation » en direction de Paris, il était temps d'accorder une compensation à Rupprecht de Bavière en direction de Calais; — enfin le terrain sursaturé d'eau pendant l'hiver s'était asséché.

Dès que Ludendorff vit que l'offensive sur Amiens était refoulée, il s'informa auprès du prince Rupprecht. Les conditions paraissant favorables, la VI[e] armée (général von Quast) se prépara avec le plus grand soin, escomptant, avant tout, un effet de surprise sur les Portugais. Ludendorff, le 7 avril, vint lui-même examiner le terrain où un spécialiste, le colonel Bruchmüller, avait organisé le dispositif d'artillerie. Le soir même, le bombardement par obus asphyxiants commençait.

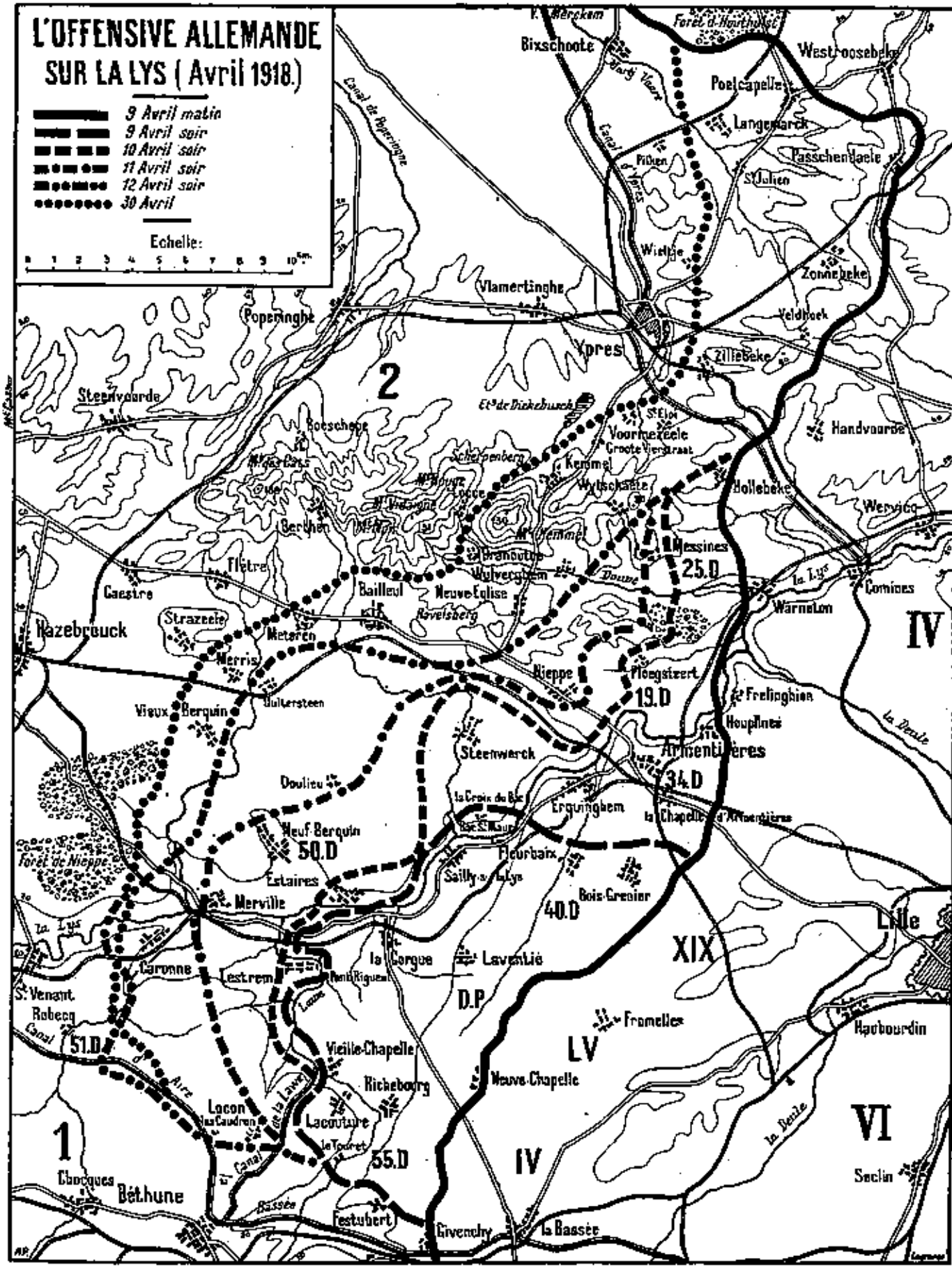
LA BRÈCHE DE LAVENTIE, CROIX-DU-BAC (9 AVRIL)

Von Quast avait mis en ligne 9 divisions sur un front de 20 kilomètres à peine, entre Festubert et Bois-Grenier. Il n'avait devant lui que les 40[e] et 55[e] divisions britanniques (I[re] armée, général Horne), bien éprouvées par la bataille de Picardie, et, au centre, la 2[e] division portugaise, qui se préparait à la relève (1). Un brouillard épais couvrait encore les positions anglo-portugaises le 9 avril à l'aube ; dès 4 heures, c'est un déluge d'obus ; à 6 heures, l'ennemi (55[e] corps, Bernhardi) pénètre au nord de Neuve-Chapelle dans les tranchées des Portugais surpris ; le secteur est occupé pour ainsi dire sans coup férir; tandis que de vaillants soldats se mettent à la disposition des unités britanniques voisines, les officiers portugais perdent le sens de la bataille.

(1) LUDENDORFF, *Conduite de la guerre et politique*, p. 269 de la traduction française.

(1) Les corps britanniques de la I[re] armée (Horne) et de la 2[e] armée (Plumer), qui entreront successivement dans labataille, sont : le II[e] corps (Haking), le 15[e] corps (du Cane), le 9[e] corps (Hamilton-Gordon), le I[er] corps (Holland), le 22[e] corps (Godley) et le 2[e] corps (Jacob).

Voici, par contre, les corps allemands de la VI[e] armée (von Quast) et de la IV[e] armée (von Armin) qui participeront à la bataille du 9 au 29 avril, depuis la Bassée jusqu'à la mer : corps de réserve de la Garde (von Marschall), II[e] corps bavarois (von Stetten), III[e] corps bavarois (von Stein), IV[e] corps (von Kræwel), IX[e] corps de réserve (Dieffenbach), XIX[e] corps (von Carlowitz), XL[e] corps de réserve (von Litzmann), 55[e] generalkommando (von Bernhardi), corps alpin (von Tutschek), X[e] corps de réserve (von Eberhardt) XVIII[e] corps de réserve (von Sieger), corps de marine (Schröder), corps de la Garde (von Böckmann), soit en tout 58 divisions dont 10 au moins furent utilisées en plusieurs secteurs.


L'OFFENSIVE ALLEMANDE
SUR LA LYS (Avril 1918.)
9 Avril matin
9 Avril soir
10 Avril soir
11 Avril soir
12 Avril soir
30 Avril
Echelle:
Bixschoote
Poelcapelle
Langemarck
Passchendaele
St Julien
Wieltje
Zonnebeke
Vlamertinghe
Poperinghe
Ypres
Zillebeke
Veldhoek
Steenvoorde
Et de Dickebusch
Voormezeele
Handvoorde
Hollebeke
Wervicq
Kemmel
Wytschaete
Messines
25.D
Berthen
Bailleul
Neuve Eglise
Wulvergem
Comines
Warneton
Caestre
Strazeele
Merris
Meteren
Hazebrouck
Nieppe
Ploegsteert
19.D
Frelinghien
Houplines
Armentières
34.D
Vieux Berquin
Steenwerck
Doulieu
Neuf Berquin
50.D
Estaires
Merville
Fleurbaix
Sailly s/ Lys
Bois Grenier
40.D
Erquinghem
la Chapelle d'Armentières
Lille
XIX
la Gorgue
Lavantie
Lestrem
Laventie
D.P
Fromelles
LV
Haubourdin
Vieille Chapelle
Neuve Chapelle
Richebourg
Lacouture
Locon
51.D
55.D
IV
VI
Chocques
Béthune
Festubert
Givenchy
la Bassée
Salin
1
2
IV

Heureusement, ordre est donné aux 51e et 50e divisions en réserve vers Robecq et Neuf-Berquin de se jeter au plus vite en avant pour tenir du moins sur Laventie. A 9 heures, l'ennemi (XIXe corps, Carlowitz) est aux prises, sur la route de Fleurbaix à Neuve-Chapelle, avec les mitrailleurs de la 40e division qui le retardent; mais la brèche de Laventie s'agrandit et, vers 11 heures, la 40e division doit faire face au sud entre Bois-Grenier, Fleurbaix et Sailly-sur-la-Lys où l'on tiendra, d'ailleurs, jusqu'au soir.

L'ennemi s'engouffre dans le trou. Au sud il attaque la 55e division (général Jendwine) qui oppose une défense admirable toute la journée; ses postes avancés, quoique entourés, clouent sur place les groupes ennemis du IVe corps (Kræwel) autour de Festubert; la division contre-attaque avec succès; mais, elle aussi, doit faire face à la brèche de Laventie, et établir un crochet défensif entre Festubert et le sud du Touret. L'ennemi s'engouffre toujours. Carlowitz dépasse maintenant Laventie, courant vers la Lys. Rien pour l'arrêter, sauf les cavaliers et les cyclistes des 50e et 51e divisions, qui, accrochés à la défense de Lacouture et de Vieille-Chapelle, permettent au gros des troupes de se jeter en avant de la Lawe entre le Touret et Estaires. Impossible, en outre, de se relier au nord à la 40e division qui, bousculée — on ne parle plus des Portugais — repasse la Lys à Bac-Saint-Maur. Quand le soir tombe, l'ennemi, ayant amené des canons à courte distance, a refoulé les troupes britanniques jusqu'au bord de la Lawe et de la Lys; à Estaires et à Pont-Riqueul, il tente le passage et, en fin de compte, le général Horne, au cours de la nuit, fait couper les ponts sur les deux rivières.

Il eût été encore possible de limiter pour les jours suivants le succès de von Quast, si un événement grave n'eût tout compromis. Nous avons dit l'impossibilité de retrouver la liaison au nord avec la 40e division rejetée sur Bac-Saint-Maur : l'ennemi (général Höfer) avait poursuivi les débris de cette division et, malgré le pont sauté, il avait amené ses mitrailleuses, jeté un pont de fortune et franchi la Lys à 15 heures. Poussant hardiment, il atteignit Croix-du-Bac, se maintint, se renforça.

Telle était la situation à la nuit. La surprise des Portugais et la pointe allemande au delà de la Lys à Croix-du-Bac mettaient en danger immédiat Armentières pris à revers.

Cependant, tout n'allait pas à la perfection dans le camp ennemi : Ludendorff, Hindenburg, Stegemann racontent que le terrain était encore détrempé et que les routes étaient contraires aux directions de l'attaque; les canons ne suivaient qu'à grand'peine, et les gros tanks mal construits furent bientôt incapables d'avancer; ils restèrent enlisés dans la boue; les mitrailleurs anglais tiraient des taillis et des fermes; « les troupes mal nourries s'épuisaient et elles étaient tentées par les camps de provisions de l'ennemi ». Bref, Ludendorff avoue que « le résultat n'était pas satisfaisant ». Sans doute regrette-t-il déjà de s'être laissé entraîner dans ces fondrières par le prince Rupprecht. Il eût pu en rester là, peut-être; mais Ludendorff n'est pas homme à s'arrêter dans son élan: et puis, il a trop parlé; il est engagé devant l'opinion; le plan s'exécutera coûte que coûte.

ON VISE HAZEBROUCK ET LA MER

Ce plan était très vaste. Contrairement à ce qui a été écrit jusqu'ici, le succès de surprise n'a pas développé une conception d'abord restreinte; c'est tout le contraire : les projets étaient d'envergure, et le succès fut mince, voilà la vérité. On comptait, par des déclenchements successifs, atteindre la mer. Hindenburg écrit : « Nous étions partis de l'idée suivante : attaquer *de part et d'autre d'Armentières* l'aile nord anglaise formant saillant vers l'est et provoquer son effondrement en nous portant en direction générale d'Hazebrouck. » Et plus loin : « Ce n'est pas autour d'Ypres, mais bien dans la direction de *Cassel*, en attaquant par le sud-est, que la décision peut être obtenue dans les Flandres.



HAZEBROUCK. — LA RUE DE RUBECQUE

Si nous parvenons à avancer dans cette direction, *tout le front anglo-belge des Flandres* sera obligé de reculer vers l'ouest. Comme au mois de mars, quand il s'agissait d'Amiens, nos espérances grandissent et *nous rêvons d'atteindre les côtes de la Manche.* » Et Ludendorff à son tour :

Le but de l'attaque ultérieure du groupe d'armées du Kronprinz Rupprecht avec les IVe et VIe armées était les hauteurs qui limitent au nord la plaine de la Lys. Nous n'avions malheureusement pas pu les tenir à l'automne 1914. Elles commencent par le *Kemmel*, d'où la vue porte au loin dans le pays, du côté de l'est, et se terminent près de *Cassel*. La possession de ces hauteurs entraînerait l'évacuation de la position de l'Yser située plus au nord.

La journée du 10 avril devait donc se caractériser par une extension de la bataille vers le nord. La VIe armée (von Quast) va chercher à donner la main à la IVe armée (von Armin) dont la mission est d'attaquer maintenant dès l'aube. Le résultat immédiat sera l'encerclement complet d'Armentières. En effet, les Allemands attaquent Lestrem et Estaires où la 50e division britannique livre au corps Carlowitz un violent combat de rues, ne cédant le village qu'à la nuit ; au nord, la pointe du général Höfer pénètre jusqu'à Steenwerk, à 8 kilomètres derrière Armentières.

Or, voici que von Armin, à son tour, s'est ébranlé au nord de cette ville, depuis Frelinghien jusqu'à la cote 60, à 5 h. 30. Remontant dans le brouillard les vallées de la Douve et de la Warnave, ses troupes pénètrent dans les tranchées de la 2e armée britannique (général Plumer), grimpent aux flancs du bois de Plœgsteert et de la colline de Messines. Les 25e et 19e divisions britanniques sont bousculées ; elles perdent à midi ces deux villages et, au nord, elles sont refoulées jusqu'au sommet de la crête de Wytschaete. La prise de Plœgsteert achève d'encercler Armentières : ordre est donné aussitôt à la 34e division d'évacuer la ville.

La bataille s'élargissait tout à coup. Elle se développa encore le 11 avril. Au sud, la 50e division britannique épuisée dut abandonner Estaires au corps Bernhardi qui s'infiltra har-

diment jusqu'à Merville et Neuf-Berquin; au nord, la 34e division, repliée à Nieppe, dut abandonner ce village sous la menace d'une avance ennemie au delà de Plœgsteert.

De proche en proche, les attaques des deux armées allemandes convergeaient en direction d'Hazebrouck. Le maréchal Haig avait fait appel à 6 divisions de renfort qui commençaient à arriver, mais sans qu'on pût assurer une intervention sérieuse avant deux jours : or, l'ennemi n'était plus qu'à 12 kilomètres d'Hazebrouck.

Le 12 avril, les premiers renforts défendirent avec acharnement, au sud-ouest de Merville, l'angle du canal de la Lys et du canal de la Bassée. L'ennemi qui, de ce côté, s'était attardé au pillage de Merville, déploya plus d'activité au centre où il enfonça, vers Doulieu, la 29e division (général Cayley), creusa une poche et se glissa jusqu'à Outtersteene et Merris ; heureusement la 33e division (général Pinney) arriva à temps, le soir, pour protéger le fond de cette poche.

On était à la dernière limite du recul ; perdre la trouée d'Hazebrouck, c'était presque aussi grave que de perdre Amiens ; déjà l'ennemi approchait de la ligne des monts de Flandre. Appuyé au bord de la forêt de Nieppe et bouchant de ce qu'il lui restait de forces la trouée, le maréchal Haig combattait « le dos au mur ». Un pas en arrière et il était écrasé contre le mur !

L'INTERVENTION DÉCISIVE DE FOCH

Accouru à Montreuil, le général Foch avait pris Haig par les épaules : tenir, tenir encore, même sans relève, garder à tout prix les bords de la poche ; lutter pied à pied, tenir, tenir : voici l'armée française !

Cette aide, le maréchal Haig la sollicite de toute son âme ; son armée est épuisée ; elle ne retrouvera sa valeur offensive qu'à l'heure où arriveront les renforts américains et quand la nouvelle loi militaire anglaise sera entrée en vigueur. Cependant, si l'ennemi est là, Foch aussi, est là. Dès le 10 avril, il avait prescrit de pousser la 10e armée (Maistre) vers la ligne Doullens-Acheux et la 5e armée (Micheler) à sa suite ; et il avait, le même jour, fait mettre en route par voie ferrée la 133e division sur Bergues.

Le 12, à midi, Haig décide d'abandonner une partie du saillant de Passchendaele qui, six mois plus tôt, avait coûté tant de peine et tant de sacrifices ; on se replie, dans la nuit, sur la ligne sud de Langemark-Saint-Julien-Veldhoek ; le général Plumer dut étendre sa zone d'action jusqu'au sud de Merville. La poche était retournée.

Il n'y avait qu'une chance de salut, c'est que Foch prît la bataille en mains : il le fit. A 8 h. 45 il prescrit à la 10e armée (général Maistre), forte de 4 divisions, de poursuivre son mouvement vers le nord-est pour atteindre, le lendemain, la ligne Doullens-Vauchelles. A 9 h. 30, il écrit au général Pétain : « Je porte de suite le 2e corps de cavalerie à Saint-Omer. Étant donnée l'urgence de la situation, il importe au plus haut point que l'armée Micheler renforcée soit portée sans aucun retard vers le Nord à la suite de l'armée Maistre. » L'instruction qu'il adresse en même temps au général Robillot, commandant le 2e corps de cavalerie, donne le plan avûté dans son esprit pour briser l'effort des Allemands en Flandre :

La situation générale à la jonction des 1re et 2e armées britanniques semble actuellement devoir être envisagée de la manière suivante, ainsi qu'il a été déjà indiqué à l'armée britannique :

Dans le cas où se poursuivrait l'offensive allemande en direction d'Hazebrouck et au delà, les forces alliées opéreront en vue de limiter, puis d'arrêter définitivement l'avance ; — dans ce but : *au sud*, par l'occupation progressive de la ligne générale Béthune, Saint-Omer, face au nord-est ; — *au nord*, par l'occupation progressive de la ligne générale mont Kemmel, Cassel, face au sud. — Entre ces deux lignes, tenues à tout prix, et qui endigueront l'ennemi, ralentir, puis arrêter celui-ci de front, par l'occupation, face à l'est, des points d'appui successifs du terrain, ces points d'appui étant préalablement désignés aux troupes qui doivent les occuper, et si possible organisés par elles. Ces lignes successives seraient : *a*) ligne Bailleul, forêt de Nieppe ; *b*) hauteurs de Berthen, Caestre, Hazebrouck, Aire ; *c*) Cassel, Ebblinghem ; *d*) Cassel, forêt de Clairmarais.

se battent héroïquement. Sauf à Vieux-Berquin qui fut perdu, partout on se cramponna au terrain, les troupes, et notamment la 4e brigade de la garde, luttant au fusil et à l'arme blanche jusqu'au dernier homme. Au nord, Neuve-Église avait été pris et repris et finalement reperdu le 14 avril. Mais ce ne fut qu'un incident local. « Très bonne journée, » télégraphiait Plumer le 14 à la nuit.

Cependant, l'ennemi, arrêté devant la forêt de Nieppe, s'efforce de gagner Hazebrouck par la route de Bailleul-Cassel ; le corps Eberhardt attaque Bailleul le 15 par la crête de Ravelsberg et s'en empare le soir :

J'ai suivi l'attaque sur Bailleul du haut du mont des Cats, écrit Neville Lytton. On eût dit un tableau de bataille à l'ancienne mode, mais sans les formations serrées d'infanterie. On voyait cependant des officiers et des généraux à cheval suivis de leurs états-majors menant les troupes sur le champ de bataille. Le fameux moulin à vent était encore intact ; derrière chaque colline nos batteries vomissaient des flammes ; l'infanterie allemande envoyait sans cesse des signaux lumineux et des fusées à étoiles. Les obus fusants couvraient d'une fumée noire la ville dont on distinguait seulement les barricades faites de chaises de bois et de mille objets disparates.

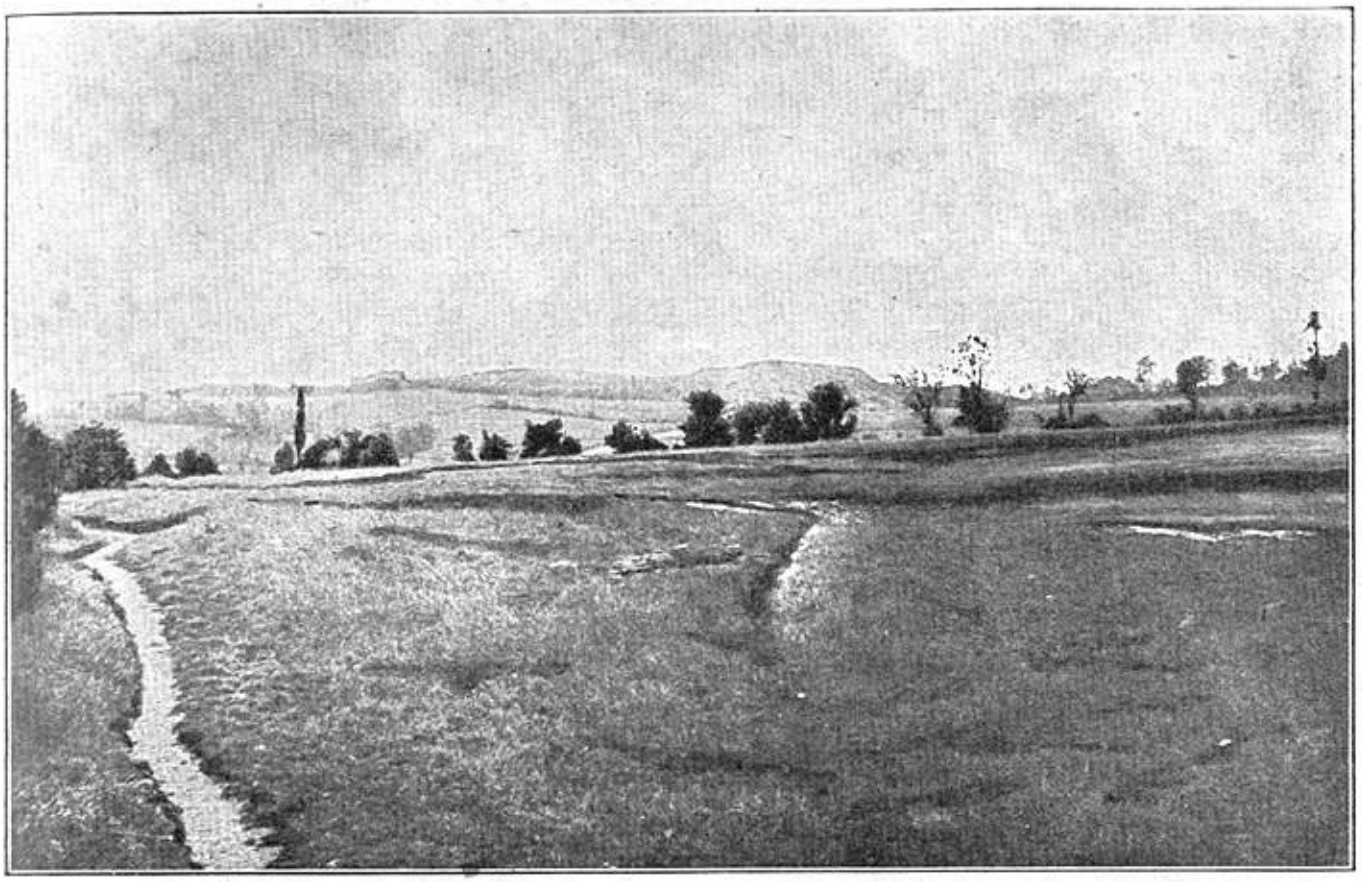
Au cours de cette même nuit, le repli des avant-postes du saillant d'Ypres s'effectua derrière le Steenbeeke et sur les crêtes de Westhoek et de Wytschaete. Est-ce la présence de l'empereur Guillaume, est-ce le repli silencieux des Anglais, est-ce le développement du plan d'ensemble, ou bien est-ce enfin le sentiment de l'arrivée prochaine des forces françaises, toujours est-il que von Armin saisit l'heure. Il attaque à fond, le 16, les villages de Meteren et de Wytschaete et, après une lutte confuse, il y pénètre dans la soirée : c'était un premier pas vers la conquête du Kemmel.

« La colline du Kemmel, dit Hindenburg, se dresse devant nos yeux depuis des années comme un château fort. » C'était un pivot et c'était aussi la branche d'une tenaille pour encercler, par le sud, la région d'Ypres, tandis qu'on en tenterait une autre par le nord. « L'adversaire est accroché, dit un ordre allemand saisi; il s'agit à présent de l'encercler, en forçant l'aile nord du saillant d'Ypres. » Le 17 avril, en effet, von Armin attaque violemment les Belges à Merckem. Son but est clair : franchir le canal de l'Yser, marcher sur Poperinghe et tendre la main à von Quast qui vient de prendre Bailleul. Mais on tombe sur des troupes alliées prêtes à la lutte : les Belges, acclamant le général Jacque, se jettent à la contre-attaque et enlèvent prisonniers et mitrailleuses. Il fallut renoncer. L'échec était d'importance, car il se doublait de celui de la tenaille du sud, qui, visant directement le Kemmel, fut brisée, le même jour, sur tous les points.

Déception profonde pour Ludendorff : tactique, stratégique, politique, morale. Mais, la plus cruelle de toutes les surprises, de l'aveu même des deux Dioscures du Grand Quartier général d'Avesnes, c'est l'arrivée soudaine du renfort français. La 133e division (général Valentin) avait contre-attaqué avec les Anglais le soir du 16 et la 28e division (général Madelin) était apparue, le lendemain, au pied du Kemmel. Événement capital. Nous avons dit l'effet produit dans l'esprit de Haig, mais comment ne pas citer ce témoignage sincère :

Un matin, raconte Neville Lytton, je travaillais à mon bureau quand j'entendis dans le village une rumeur de cavalerie et, à travers les arbres, j'aperçus les uniformes bleus. Ces cavaliers venaient d'exécuter une terrible marche forcée, presque incroyable, pour qui voyait leurs chevaux ; ils ressemblaient à des sacs de vieux os ; les harnachements et les paquetages tenaient avec des ficelles. On aurait dit un cirque ambulant. Mais, grands dieux, que nous fûmes contents de les voir !

Voilà la vraie victoire décisive de Foch, la volonté d'accourir dans le Nord, de dissiper brusquement l'angoisse qui étreint l'âme britannique et d'y porter, comme par enchantement, la confiance, l'enthousiasme. Nous reconnaissons et on reconnut tout de suite, sur les lieux, le Foch de Fère-Champenoise et de la Course à la mer, le Foch d'Ypres qui avait su retenir le vieux French hésitant et l'entraîner à la victoire.



LES MONTS DE FLANDRE. — LES PENTES NORD DU MONT NOIR

Hindenburg indique, qu'à partir de ce moment, deux pensées le dominent : la présence des troupes françaises et la position du Kemmel. Il a toujours, comme but, Cassel et la côte ; mais les difficultés se sont terriblement accrues. Ce « château fort » qui le hante n'est que la sentinelle avancée du long rempart des monts de Flandre : Scherpenberg, mont Rouge, mont Vidaigne, mont Noir, mont des Cats, mont des Récollets, mont Cassel (1). Lors même que le réduit du Kemmel, dont les aviateurs allemands scrutent tous les coins et recoins, serait emporté, il resterait à conquérir ce long rempart qui le prolonge.

Et puis la préoccupation d'Hindenburg vient d'autre chose. Foch en effet a renversé tous ses calculs en accourant au Kemmel dont il a immédiatement saisi et fait saisir à Haig toute l'importance pour la défense de la route de Calais. Il est venu lui-même auprès du général Plumer à Blendecque et du roi Albert à Houthem. Enfin, le 16, il donne au général de Mitry, qui a fait ses preuves sur l'Avre, le commandement du détachement d'armée du Nord, constitué pour tenir les Monts de Flandre avec le 2e corps de cavalerie, l'état-major du 36e corps et 5 divisions (133e, 28e, 34e, 154e, 39e). Donc Foch a compris que la bataille de la Lys n'est pas une « diversion », que le Grand Quartier général allemand veut détruire, avant tout, l'armée britannique, et que, tant que cette armée ne sera pas blessée à mort, le théâtre décisif de la lutte sera la région du Nord.

Aussi rien ne peut désormais le détourner de sa conviction, même pas les observations de Pétain qui craint de trop amincir la ligne du front français de l'Oise aux Vosges. Le 18 avril, Foch écrit à Haig : « Des circonstances peuvent être envisagées qui ren-

(1) Voir le beau récit de Louis GILLET : La bataille des Monts de Flandre, dans *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1919.

draient nécessaire l'arrivée sur le front britannique *de nouvelles unités françaises.* » Ainsi le général français sacrifie tout au but stratégique qu'il poursuit : aider l'Angleterre, qui est l'objectif suprême de l'Allemagne, ne pas permettre l'écrasement de Haig, dont il aura besoin, d'ailleurs, pour mener, l'heure venue, sa propre manœuvre offensive sur les communications allemandes de la région du Nord.

Ce plan s'est fixé dans son esprit. Dès le 19 novembre 1914, il avait prévu et déclaré, dans une lettre adressée à Joffre, que la victoire serait obtenue dans le Nord. Et voici que l'ennemi lui-même s'engage, pour la décision, de ce côté. Cette circonstance est saisie par Foch. N'est-ce pas sa prévision qui se réalise ?

Le 16 avril au matin, à Sarcus, Foch télégraphie à Pétain de préparer un nouvel envoi de divisions françaises vers le Nord ; aussitôt après, il reçoit le général Pershing, lui démontre l'urgence qu'il y a à faire entrer en ligne les premières divisions américaines instruites et règle avec lui l'introduction sur le front de la première division ; il court à Abbeville où le maréchal Haig, assisté de lord Milner et du général Wilson, lui expose, sans réussir à l'émouvoir, l'extrême fatigue des troupes britanniques ; il se rend à Blendecque pour insuffler sa confiance et donner ses conseils au général Plumer touchant l'organisation de ses lignes de défense. Le lendemain matin, il est à Bergues, où il s'entretient de la situation avec le président de la République ; quelques instants après, il confère à Houthem avec le lieutenant général Gillain et définit le rôle défensif de l'armée belge ; à 16 heures, il traite la même question avec S. M. le roi des Belges, en présence du président de la République ; le soir, il est à Dunkerque et donne ses instructions au général Putz, commandant supérieur du Nord, pour tendre les inondations ; il revient de là à Blendecque, pour revoir le général Plumer et téléphoner au général Weygand de faire acheminer vers le Nord les renforts français prévus ; et il rentre à Sarcus étudier les comptes rendus de l'ensemble du front. Ceux-ci lui montrent la nécessité d'établir un document général pour la conduite de la bataille défensive ; il le rédige et l'expédie le 19 avril (1).

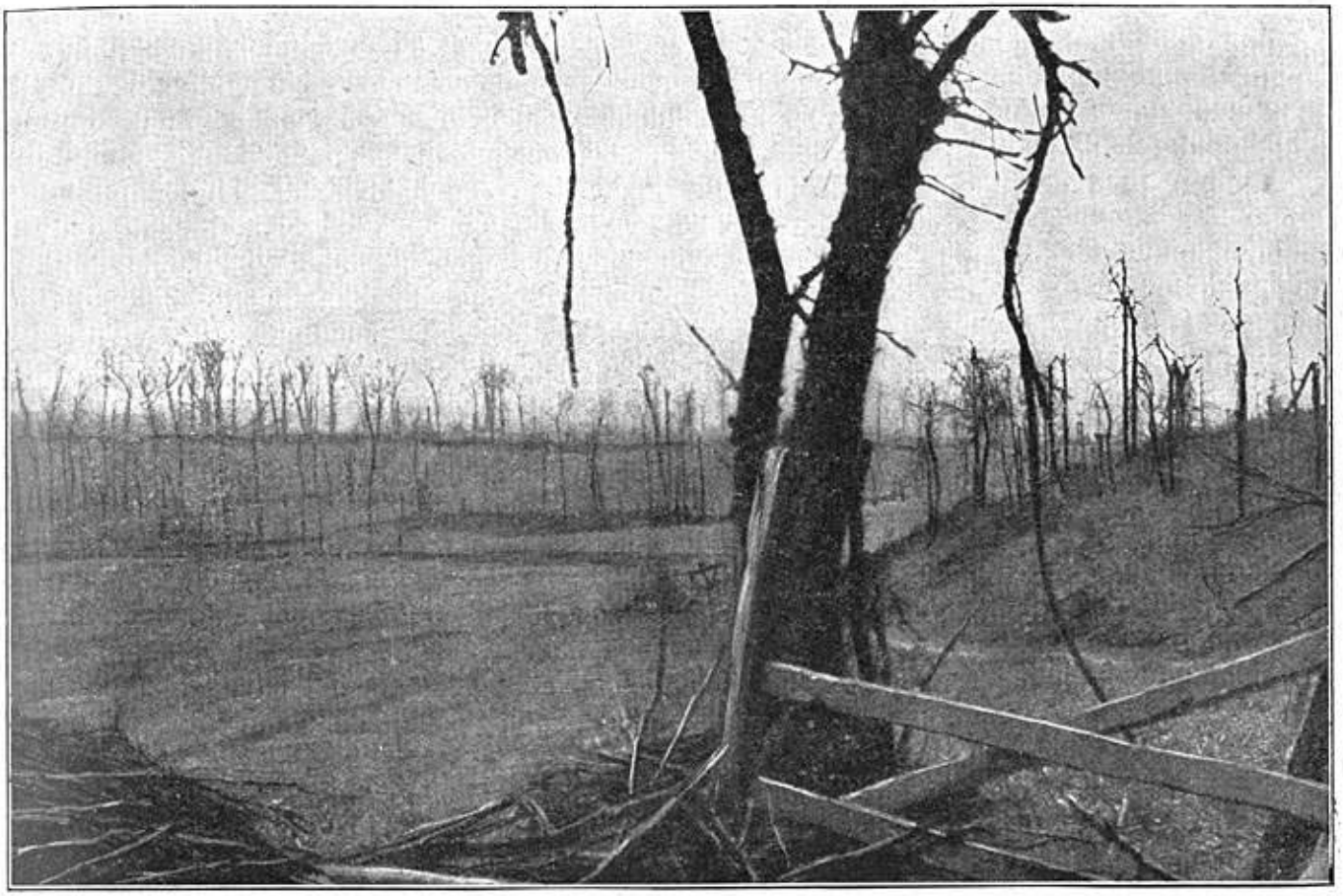
Cette activité de Foch, secondant une vue supérieure des événements militaires, ce fut le coup terrible assené sur Hindenburg et Ludendorff ; celui-ci, dans son orgueil, n'en dit rien, mais Hindenburg l'avoue : « La *première condition,* écrit-il, pour que la nouvelle phase de notre offensive (c'est-à-dire l'attaque du Kemmel et des Monts de Flandre) soit couronnée de succès, est *d'amener le commandement français à laisser à son allié anglais tout le fardeau de la bataille.* »

(1) Lieutenant-colonel X... *Le haut commandement des armées* (*Revue politique et parlementaire* du 10 juin 1923).

L'ASSAUT DU KEMMEL Pour tâcher de détourner l'attention du commandement français, une attaque est dirigée, le 24 avril, contre Villers-Bretonneux ; mais Foch est paré devant Amiens comme il l'est devant Hazebrouck ; il repousse l'offensive de diversion sans perdre de vue l'ennemi qui met au point, pendant ce temps, son attaque sur le Kemmel.

Si, du 18 au 25, la bataille s'arrête, c'est que, de part et d'autre, on s'organise. Bientôt, les corps allemands Eberhardt et Sieger (9 divisions) sont en place depuis Wytschaete jusqu'à Bailleul ; le Kemmel est le morceau principal à enlever. Le général de Mitry, qui le tient, est résolu à le défendre jusqu'au bout ; il a disposé la 133e et la 34e division au pied du mont Noir et du mont Rouge et les deux divisions Madelin (28e) et Breton (154e) au Kemmel et à ses abords ; le corps de cavalerie Robillot est en réserve sur les Monts ; plus loin derrière Wytschaete, la 9e division britannique tient la route de Saint-Éloi-Ypres.

Bien avant l'aube, le 25 avril, un déluge d'obus à gaz, à raison d'une centaine par minute, s'abat sur les batteries de la montagne et une charge d'avions survole et mitraille les régiments français. Le corps alpin s'infiltre à gauche, par la vallée du Hellebeek du côté de la division Breton et attaque les batteries à la mitrailleuse ; le corps Eberhardt s'acharne au Kemmel sur la division Madelin qui, réduite à deux bataillons, lutte à outrance et se replie lentement au pied du Scherpenberg ; à droite, le corps Sieger a rejeté la 9e division britannique sur Groote-Vierstraat. Voilà le Kemmel débordé et encerclé. Il ne reste, sur la montagne, que les débris héroïques d'un régi-



LE MONT KEMMEL VU DU SCHERPENBERG

ment français ; « comme des corneilles dans un arbre, écrit Neville Lytton, ils furent faits prisonniers ».

La prise de quelques milliers de prisonniers et des villages de Kemmel et de Dranoutre, l'abandon, dans la nuit du 26 au 27, des positions trop exposées dans le saillant d'Ypres et le repli des forces britanniques sur la ligne Pilckem-Wieltje-ouest de l'étang de Zillebeke-Voormezeele, tout cela ne constituait qu'un bien maigre succès local pour le kronprinz Rupprecht. Car, partout ailleurs, après un si formidable effort, la bataille s'endiguait, s'effilochait. On avait bien les yeux toujours tendus sur le but, Cassel et la mer.

Mais quoi ! si l'on était arrêté après un « effort énorme » — c'est le mot de Stegemann — à moins de 2 kilomètres du point de départ, pouvait-on encore songer sérieusement à conquérir en un tournemain les 80 kilomètres qui séparent Bailleul de Calais ?

FOCH RENFORCE ENCORE DE MITRY

Eh bien, on y songea et, avec un manque incroyable de réflexion et de simple bon sens, Hindenburg s'écrie après la prise du Kemmel :

> Si nous parvenons à avancer en direction de Cassel, tout le front anglo-belge des Flandres sera obligé de reculer vers l'ouest. Comme au mois de mars, quand il s'agissait d'Amiens, *nos espérances grandissent et nous rêvons d'atteindre les côtes de la Manche. Je crois voir l'Angleterre suivre la bataille des Flandres en retenant sa respiration.*

Existe-t-il un autre exemple de plus parfaite infatuation et de plus complet dédain des réalités ? Hindenburg reconnaît que certaines de ses unités n'ont pas fait tout leur devoir, que des fautes tactiques ont été com-

mises ; il a trouvé devant lui des troupes françaises ; il ne doit pas ignorer que d'autres sont en ligne ou débarquent : rien ne lui dessille les yeux. Boulogne et Calais, les installations anglaises, la côte et au delà la mer, il ne voit que cela, il est fasciné. « Si, dans les Flandres, nous réussissons à n'avoir que l'armée britannique en face de nous, nous aurons toutes les chances de remporter un grand succès. *Que cette armée ne reçoive aucun secours de l'armée française, et l'Angleterre sera peut-être perdue dans les Flandres.* » Voilà la phrase capitale, le leitmotiv de l'hallucination, celle qui dévoile le secret des « impondérables » de la campagne de Foch. Hindenburg et Ludendorff *ne veulent pas* croire que la France accourra à l'aide de son alliée. Ils entendent, disent-ils, « rester maîtres du champ de bataille ». Mais un autre maître se dresse, et c'est Foch. Ce que ne veut pas le Grand Quartier général allemand, Foch précisément le veut. Tout le drame est là. Si le général Foch n'eût pas, par tous les moyens et malgré toutes les hésitations, secouru l'Angleterre, le but suprême du Grand Quartier général allemand se fût réalisé, et la victoire sans doute changeait de camp.

Le 14 avril, avons-nous dit, Foch avait été nommé commandant en chef ; il avait pris en mains *la bataille de l'alliance* ; il ne coordonnait plus seulement les mouvements des armées ; il commandait et dirigeait ces troupes de toutes nationalités, suivant le plan dont il mûrissait déjà le développement et dont il faisait exécuter sans délai les premières esquisses.

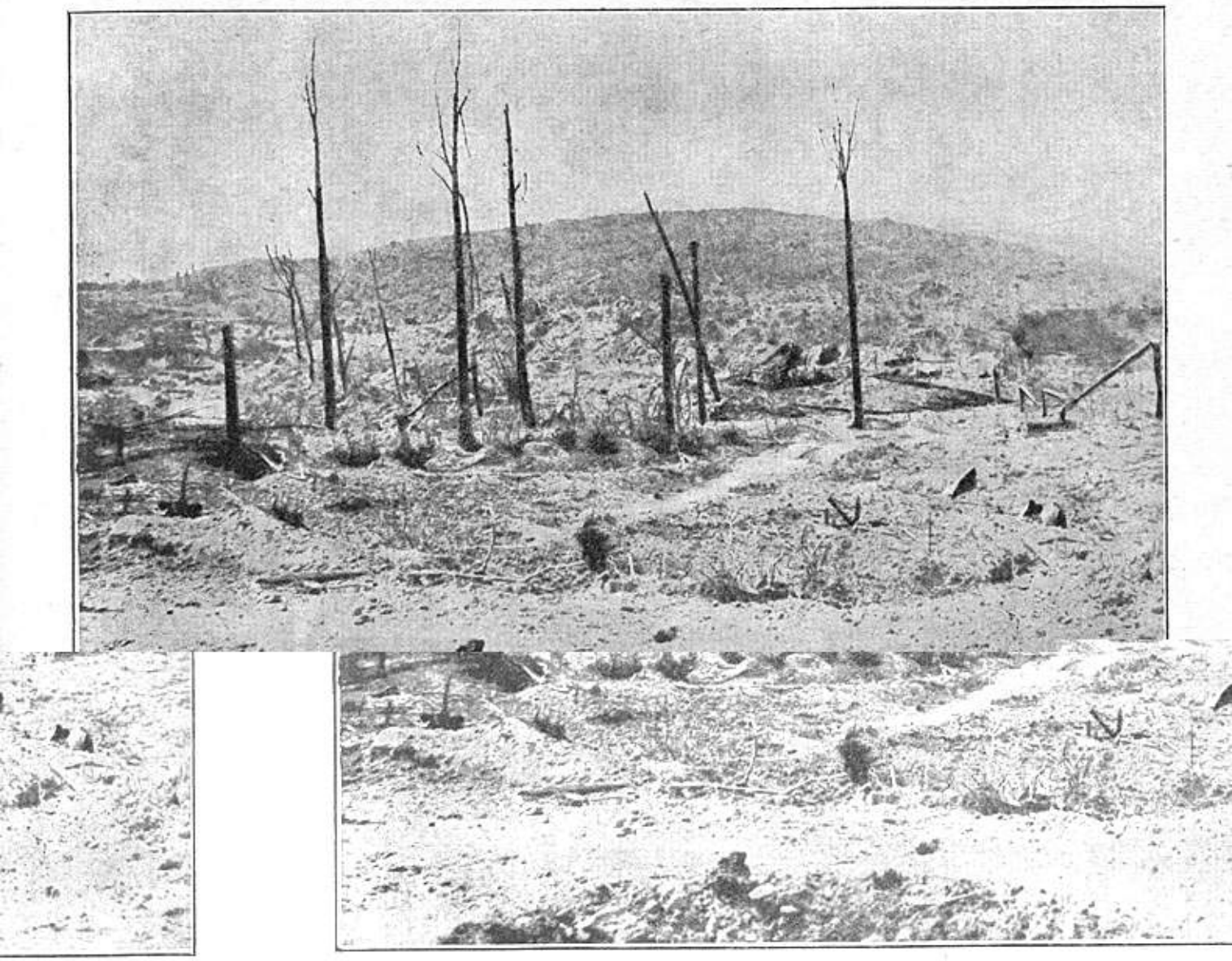
Or ce qui se présentait d'abord à la lumière de son intelligence, c'était la nouvelle ruée allemande sur Calais dont il avait brisé, en 1914, la première tentative. Certes, après les sombres journées de mars en Picardie, cette nouvelle explosion contre le front britannique posait un dilemme émouvant. M. Clemenceau en a évoqué le souvenir dans un discours prononcé à la Chambre le 25 septembre 1919 : « La solidarité, j'en ai compris tout le sens, au jour sinistre, à Abbeville (le 2 mai, sans doute, quand Foch fut nommé commandant en chef du front occidental) où, réunis dans une chambre misérable, nous avons dit, après un long silence : « *Faut-il défendre Paris ou Calais ?* » J'ai regardé mes interlocuteurs anglais dans les yeux. Ils comprenaient que, si Anvers est un pistolet braqué sur l'Angleterre, Calais est un canon de gros calibre. Si, pour sauver Paris, nous livrions l'Angleterre, les conséquences, funestes pour nos Alliés d'abord, l'étaient pour nous ensuite. Quelques jours après, M. Lloyd George m'a dit : « Qu'auriez-vous décidé? » J'ai répondu : « La France a fait Paris, Paris a fait la France. Je brûlerais Paris pour sauver la France. »

Ayant donc envisagé dès cette heure si grave le problème capital des réserves dans toute son ampleur et ses complexités nationales et jusqu'à la nécessité de consentir des sacrifices inévitables, le général Foch n'eut pas une seconde d'hésitation. Il constitua et renforça le détachement d'armée des Flandres. L'Angleterre était sauvée et l'alliance avec elle. Ce geste ne fut pas compris en son temps : le sera-t-il par l'histoire?...

L'étonnement, en tout cas, fut grand au Quartier général français quand on reçut l'ordre d'alimenter, si loin vers le Nord, cette nouvelle bataille (1) ; on avait envoyé à Foch les graphiques les plus variés qui montraient les 200 kilomètres du front britannique en regard des 600 kilomètres du front français. On crut à ce que l'on a appelé depuis « l'insouciance » de Foch ; on railla un geste « de générosité », quand la décision était le trait de lumière d'un esprit rompu aux réflexions stratégiques et aux études de cabinet comme aux expériences des situations les plus graves depuis 1914 ; quand cette décision était un calcul qui, brisant le cadre des statistiques et élevant le problème des probabilités sur un plan plutôt moral et psychologique, posait la première équation de la victoire décisive.

Si l'on s'y trompa quelque peu à Provins, les chefs allemands, lorsqu'ils virent surgir sur les Monts de Flandre les divisions françaises, eurent le sentiment que leur rêve grandiose s'écroulait. La bataille avait continué autour

(1) Voir Commandant LAURE, *Au 3e bureau du 3e G. Q. G.*, p. 109.



LES MONTS DE FLANDRE. — LE SCHERPENBERG

arrêtée, par ordre,
d'Hindenburg lui
mps qu'il immor-
« Cependant, au
se court le plus
ent encore à son

sommes au 1er mai.
oat avec acharne-
puis cinq semaines.
de offensive alle-
a déjà épuisé une
mportante de ses
elle a deux fois
parler des opéra-
ère fois, l'offensive
is, l'offensive sur
pensée de derrière

de la montagne du Kemmel le 26 avril ; un instant, ce jour-là, le village de Kemmel fut même réoccupé; des cavaliers à pied arrivaient en renfort ; la 39e division (général Massenet) débarquait. Ni Locre, ni Voormezeele ne cédèrent. Mieux encore, les divisions françaises arrivent coup sur coup ; cinq en quatre jours !

Contre cette force qui s'articule, Hindenburg lance un dernier grand assaut le 29 avril : 9 divisions attaquent entre Locre et Voormezeele, visant à grimper sur les Monts par la pointe du Scherpenberg. Défaite complète : Locre ne fut enlevé au général de Mitry que pour être repris aussitôt ; ses divisions Massenet et Breton, ainsi que les trois divisions du 22e corps anglais (armée Plumer) tinrent avec le plus bel héroïsme.

Sur ce succès s'acheva, brusquement, la bataille de la Lys. Ludendorff avait compris quel

devant lui : l'offensive fut a
le 1er mai, et le cri de dépit
sert d'épilogue en même te
talise la décision de Foch
moment où l'armée anglais
grand danger, *la France vi*
secours ! »

LA SITUATION AU 1er MAI. LE PROBLÈME DES EFFECTIFS ET DES RÉSERVES

Nous
On se
ment de
La gran
mande
partie i
forces ;
changé de direction, sans
tions de diversion. La premi
sur Amiens, la deuxième fo
Calais qui est la véritable

doit reprendre du champ ; il se ramasse sur lui-même et, sentant à peine ses blessures, il hésite, cherchant où il doit foncer maintenant.

Les résultats obtenus sont loin d'être négligeables : 1° d'un seul élan le front fortifié a été franchi et il a été rompu une fois pour toutes ; 2° les divisions allemandes ont été poussées au sud jusque devant Amiens, le nœud de la liaison franco-britannique, au nord jusqu'au-devant d'Hazebrouck et aux mines de Bruay ; 3° 127 000 prisonniers et 1 600 canons sont les trophées de cette victoire initiale. Ludendorff dit : « Nous avions battu l'armée anglaise; des 59 divisions anglaises, 53 avaient été engagées; 25 l'avaient été plusieurs fois ». Mais il n'est pas un de ces résultats qui ne soit annulé par un autre de sens contraire : 1° La rupture est obtenue, oui : mais ne peut-elle pas devenir aussi profitable aux Alliés qu'aux Allemands ? 2° les poches creusées par l'offensive présentent des flancs extrêmement vulnérables et qui appellent la riposte ; 3° l'Angleterre a compris le danger qu'elle court ; elle fait un effort immédiat pour amener des renforts et combler, en matériel et en effectifs, tous les vides. Le plan, une fois conçu, est réalisé et W. Churchill le déclare à la Chambre des Communes.

Au point de vue stratégique, Ludendorff se vante quand il écrit : « Nous avions battu l'ennemi. » Il n'en est pas là. En dépit de son succès tactique, il n'a même pas gagné la première manche stratégique.

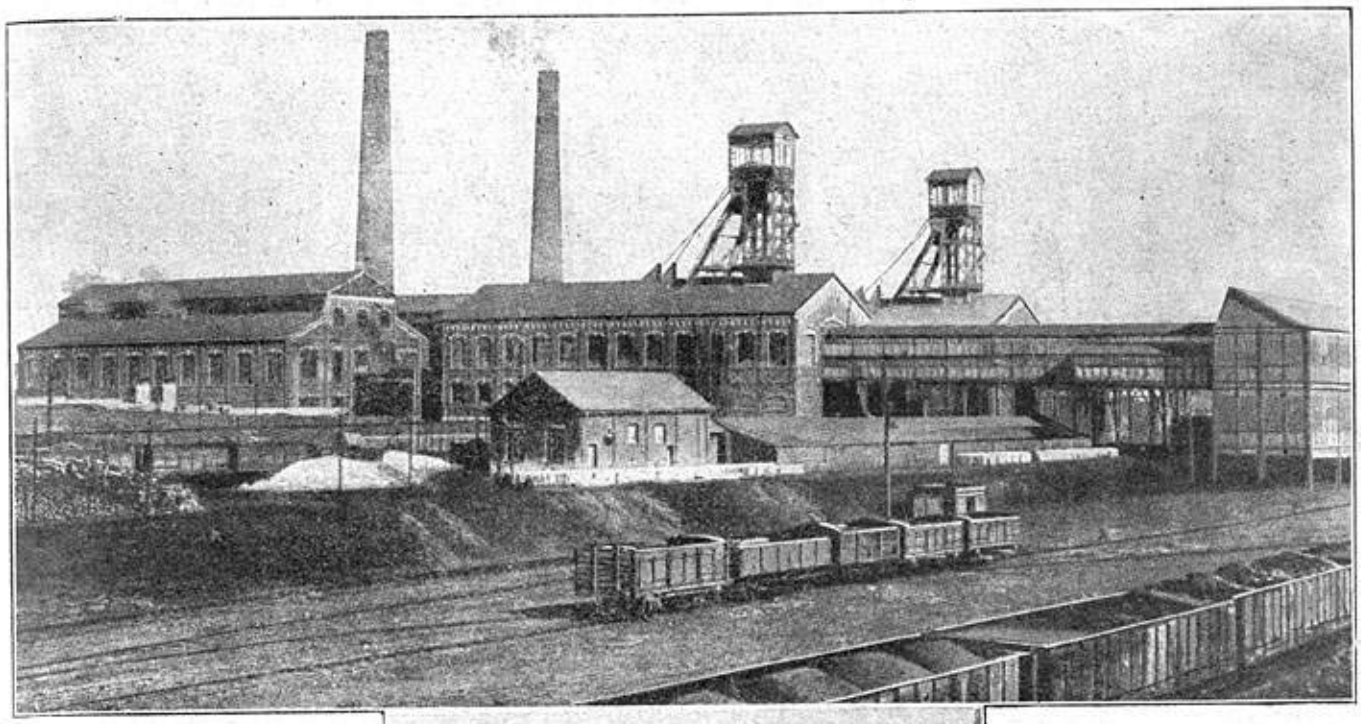
L'armée anglaise n'est pas vaincue, elle n'est pas brisée, encore moins anéantie, et l'Angleterre visée est toujous debout dans la lutte ; la France est à ses côtés, accourue pour sauver la liaison à Amiens et pour sauver la côte à Hazebrouck ; au plateau de Villers-Bretonneux comme au couloir de Locre, le verrou est tiré. Partout, Foch a dressé un mur solide et détourné ainsi le flot d'invasion. Hindenburg, qui a jeté son cri de rage : ENCORE LA FRANCE ! cherche maintenant une issue et nous verrons que le poids de sa première offensive et l'insistance du Kronprinz vont l'attirer de nouveau vers le sud, soit vers Compiègne, soit vers le Chemin-des-Dames.

Mais, pour le moment, il faut souffler, car les pertes allemandes sont lourdes : 580 000 hommes, selon l'évaluation du G. Q. G. français. Il y a, dit Stegemann, des bataillons qui n'ont plus que 200 baïonnettes.

Au point de vue moral, l'offensive allemande a obtenu exactement le contraire de ce qu'elle espérait : les Alliés ont réalisé le commandement unique entre les mains d'un chef qui s'est imposé de lui-même ; les gouvernements ont, par un redressement énergique, soutenu le commandement et assuré sans délai les besoins des armées ; Lloyd George a, enfin, envoyé des renforts et réparé, tant bien que mal, son erreur de l'hiver, origine de la défaite du 21 mars. Ni la France, ni l'Angleterre ne se sont laissé intimider : la certitude de la victoire est demeurée intacte ; la volonté de vaincre n'a fait que s'affirmer devant le danger.

La bataille décisive se livre entre Paris et Calais ; tant mieux. On voit clair maintenant ! on sait où il faut rameuter les forces disponibles et les renforts : 4 divisions françaises, 2 divisions britanniques sont revenues d'Italie ; 90 000 hommes ont passé la Manche pour renforcer les armées de Haig. Il n'y a plus qu'un front occidental unique : 5 divisions britanniques fatiguées vont se reposer dans les secteurs calmes du front français où viendront prendre place 4 divisions américaines et 2 divisions italiennes. Ainsi se trouve réalisée, dans la main de Foch, l'unité de front.

Voilà pour le présent. Quant à l'avenir, le répit que donne l'ennemi pendant tout le mois de mai, va permettre de jeter les bases d'une organisation extrêmement judicieuse des effectifs. Il reste, sur le nouveau plan de l'ennemi, une incertitude ; elle commande la prudence : on sait en effet, au milieu de mai, qu'une masse de 81 divisions allemandes est en réserve et *on ignore l'emplacement de 49 d'entre elles* ; c'est un terrible point d'interrogation.





LES MINES DE BRUAY (PAS-DE-CALAIS)
En haut : LES MINES AVANT LES HOSTILITÉS (vue d'ensemble).
En bas : MAISONS BOMBARDÉES A LA CITÉ 16.

Devant cette menace qu'on ne peut localiser exactement, il faut, de toute nécessité, s'organiser pour durer. L'Angleterre a adopté en avril la loi qui impose enfin le service obligatoire à tout citoyen de dix-huit à cinquante et un et même cinquante-six ans ; c'est 400 000 hommes nouveaux à incorporer ; 230 000 d'entre eux seront instruits et envoyés en France, mais à l'automne seulement ; jusque-là, que faire?

Le commandement britannique parle de supprimer les divisions qui ont été si cruellement éprouvées dans les deux premières offensives allemandes. Faut-il incorporer dans les rangs britanniques des unités américaines, ou faut-il hardiment se reconstituer sur les effectifs de l'arrière et de l'intérieur? Nous verrons que c'est cette dernière solution qui, sur les instances de Foch, fut sagement adoptée et l'armée de Haig se recomplétera, pour ainsi dire, sur elle-même.

De son côté, Pétain entend gérer ses effectifs avec la plus stricte économie. Sa maîtrise et son autorité reconnues rendent, une fois encore, les plus précieux services. Tout l'hiver, il avait lutté contre les demandes de l'intérieur tendant à rappeler des troupes du front. Et, maintenant que la bataille était engagée, il eût voulu obtenir, en attendant que la classe 1919 fût mobilisable, un prélèvement de 200 000 hommes sur les 1 200 000 employés à l'intérieur. On ne lui donna pas satisfaction ; mais il sut assurer, grâce à ses ressources bien ménagées, l'entretien des effectifs, sans jamais réduire le nombre des grandes unités.

Restait dans l'esprit et dans le cœur, l'espoir réconfortant de l'assistance américaine ; elle n'apparaissait, il est vrai, que lointaine encore, alors qu'il pouvait devenir urgent de profiter, dès l'automne, d'une crise inéluctable des effec-

tifs allemands. Foch et Pétain n'en étaient que plus pressants pour obtenir au plus tôt, en s'adressant à l'Amérique, le concours maximum et le plus rapide. Depuis que, le 28 mars, les généraux Pershing et Bliss avaient offert le concours immédiat des premières troupes américaines, les transports à travers l'Océan avaient continué sans arrêt. Le 25 avril à Sarcus, Foch s'était rencontré avec les deux chefs et, le 2 mai, à Abbeville, d'accord avec les gouvernements alliés, il avait fait demander au gouvernement américain d'amener en France, chaque mois, 120 000 fantassins ou mitrailleurs et des troupes de complément. C'était un effort considérable qui fut, cependant, largement dépassé, grâce au concours des marines alliées : en fait, l'Amérique envoya 69000 hommes en mars, 94 000 en avril, 200 000 en mai, 245 000 en juin, 295 000 en juillet, 235 000 en août. Une telle assistance pesait moralement d'un poids inestimable dans la balance des pondérables et des « impondérables » ; mais il fallait attendre jusqu'au mois d'août pour obtenir, sur quelques points du front, une aide matérielle véritablement efficace. A cette heure difficile où la crise des effectifs et des réserves serre le cœur du haut commandement allié, — mai et juin — il n'y a que deux divisions américaines en secteur de bataille dans la région de Montdidier; les cinq autres sont dans les Vosges ou à l'instruction ; en juin seulement, nous en verrons deux autres entrer dans la bataille sur la Marne.

La situation, aux yeux de Pétain, reste donc critique. Et il s'efforçait de faire partager à Foch ses craintes, celles de Fayolle et de Franchet d'Espérey, inquiets de l'étirement de leurs lignes : le front français s'était étendu de 125 kilomètres et, tandis qu'au 21 mars, 99 divisions s'échelonnaient de l'Oise à la Suisse, il n'y en avait plus, le 5 mai, que 55 sur ce front contre 48 au nord de l'Oise. Qu'arriverait-il si l'ennemi cherchait à enfoncer le front français sur un point quelconque de cette longue ligne à peine défendue?

Foch, avant tout, avait le souci de l'ensemble ; il était nettement opposé au système du cordon. Il supputait les possibilités sur tout le front allié, il répartissait les charges non seulement en tenant compte des effectifs, mais aussi de leur valeur. Et puis, il savait bien qu'il est des sacrifices à faire au profit de la manœuvre finale et qu'un incident de la bataille n'est pas toute la bataille. Des chefs actifs et qui ont une masse de manœuvre bien en mains sont toujours maîtres du coup qui peut tout réparer.

Cependant il ne fermait pas l'oreille aux sages conseils ni aux inquiétudes légitimes. Des efforts furent faits de tous côtés pour satisfaire aux nécessités immédiates et pour tendre à un équilibre acceptable. L'armée française d'Italie avait renvoyé 4 divisions, et le 2e corps italien (général Albricci) à 2 divisions avait débarqué le 21 avril au camp de Mailly ; en mai, il libérait le 13e corps français dans l'Argonne. A la même date, le 9e corps britannique à 4 divisions venait se reposer en secteur calme (mais dangereux) au nord de Reims, à cheval sur l'Aisne.

Foch ne s'en tint pas à ces copénétrations des forces alliées : nous l'avons indiqué déjà, il faisait pression sur Haig, qui en écrivait à Londres, pour obtenir le recomplétement rapide des divisions éprouvées afin d'aboutir à la constitution de cette puissante réserve interalliée qui avait toujours été son grand souci. Ses yeux étaient fixés sur cette constitution d'une puissante réserve au centre de la poche allemande; c'était sa grande préoccupation : sur quel point du front serait-elle projetée ?

L'insistance prévoyante de Pétain secondait, comme partout, la tâche de Foch et de son confident le général Weygand. Pétain écrivait, le 7 mai : « Les armées françaises sont parvenues à la limite de leur effort en divisions à envoyer au nord de l'Oise » ; ce à quoi Foch répondait aussitôt, le 10, qu'une offensive ennemie était possible *entre Oise et Lys* et qu'il fallait y parer par *le maintien des réserves*, c'est-à-dire la 10e armée Maistre (4 divisions) entre Fruges et Doullens et la



LES TROUPES ITALIENNES VENUES COMBATTRE EN FRANCE DÉFILENT DEVANT LE GÉNÉRAL FRANCHET D'ESPÉREY ET LE GÉNÉRAL ALBRICCI COMMANDANT LE CORPS EXPÉDITIONNAIRE ITALIEN

5e armée Micheler (4 divisions) entre Picquigny et Grandvilliers.

FOCH VEUT REPRENDRE L'INITIATIVE DES OPÉRATIONS

L'une et l'autre constatation étaient exactes : en fait, les armées alliées étaient à la limite de ce que la sagesse pouvait prévoir ; entre les deux solutions, le génie seul pouvait choisir. Fidèle à sa doctrine qu'il faut *prévenir l'attaque par l'attaque*, Foch ne cessait de tâter, en quelque sorte, les points où le flanc de l'ennemi était vulnérable, d'en préparer l'assaut, de songer à un déclenchement subit où il escomptait l'avantage de la surprise et de la valeur française. Depuis le 3 avril, moins de quinze jours après le départ de la première offensive allemande, Fayolle était prévenu d'avoir à attaquer de part et d'autre de Montdidier ; le 26 avril, Foch le pressait à nouveau : « *J'entends, disait-il, reprendre, par l'initiative des opérations, l'ascendant moral.* » Il s'agit d'enlever Montdidier et le massif de Boulogne-la-Grasse, dans le flanc sud de la grande poche. Mais Foch désire conjuguer cette offensive avec une autre sur le flanc sud de la poche de la Lys : le 3 mai, Haig est prié de préparer l'assaut du front Robecq-Festubert en direction de Merville.

Le Rapport officiel sur les opérations de l'armée française ne laisse nullement dans l'ombre la résistance de Pétain à admettre le point de vue de Foch en ce qui concerne la reprise de l'offensive. Pétain la juge prématurée : l'armée américaine n'est pas prête à intervenir ; on ne dispose encore, fin avril, que de 75 chars Renault ; aussi Fayolle est-il

prévenu, le 8 mai, qu'il ne doit pas, en tout cas, réaliser « une profondeur d'avance qui excède ses moyens ».

Or, voici le moment où la bataille de la Lys est arrêtée, où les renforts, là-bas, sont en place, où les conventions signées avec l'Amérique s'exécutent, où Foch a achevé de faire sentir son action immédiate sur la bataille présente, sur les réserves, sur la recherche des possibilités de toute nature. Il en revient à son idée maîtresse et il prend le parti d'établir sa doctrine, de la répandre, de l'insuffler, de l'imposer à tous. Brusquement, notes et directives tombent, énergiques, lumineuses, ardentes, sur les deux États-majors français et britannique qui seront chargés de l'exécution.

LES NOTES ET DIRECTIVES DE MAI

C'est d'abord à Haig qui, comme nous l'avons dit, songe à dissoudre 9 divisions, que Foch s'adresse, le 11 mai. En quelques lignes fermes, il enseigne la formule qui conduira à la décision.

Je crois nécessaire, dans les circonstances actuelles, d'appeler votre attention sur les conditions suivantes :

Pour mener victorieusement la bataille défensive, il faut :

1° *Briser l'effort* de l'ennemi là où il se produit ; c'est l'affaire des troupes en ligne et en réserve d'armée ;

2° *Endiguer* toute exploitation d'un succès de l'ennemi, si la surprise ou la puissance de ses moyens lui avaient permis de rompre le front ;

3° Pour finir, le *contre-attaquer* puissamment sur le terrain et à l'heure favorable.

Pour être en mesure de réaliser ces dernières actions, le haut commandement doit disposer de *réserves générales fraîches aussi fortes que possible* et il demande le transfert des 9 divisions anglaises en secteur calme français au lieu de les dissoudre, en suggérant de ramener de 12 à 9 bataillons les divisions. Je vous demande de considérer que le nombre total des forces alliées, déjà inférieur au début de la bataille à celui des forces ennemies, ne peut s'appauvrir encore d'une dizaine de divisions sans compromettre le succès final de cette bataille en mettant en péril notre défensive et en empêchant la réalisation des contre-offensives indispensables. En présence de cet intérêt supérieur : gagner la bataille, je vous demande de vouloir bien prendre, sans aucun retard, malgré des inconvénients inévitables, toutes les mesures nécessaires pour assurer *la conservation de toutes les divisions anglaises*, en attendant les bénéfices de vos nouvelles lois et le résultat du concours intensif de l'Amérique.

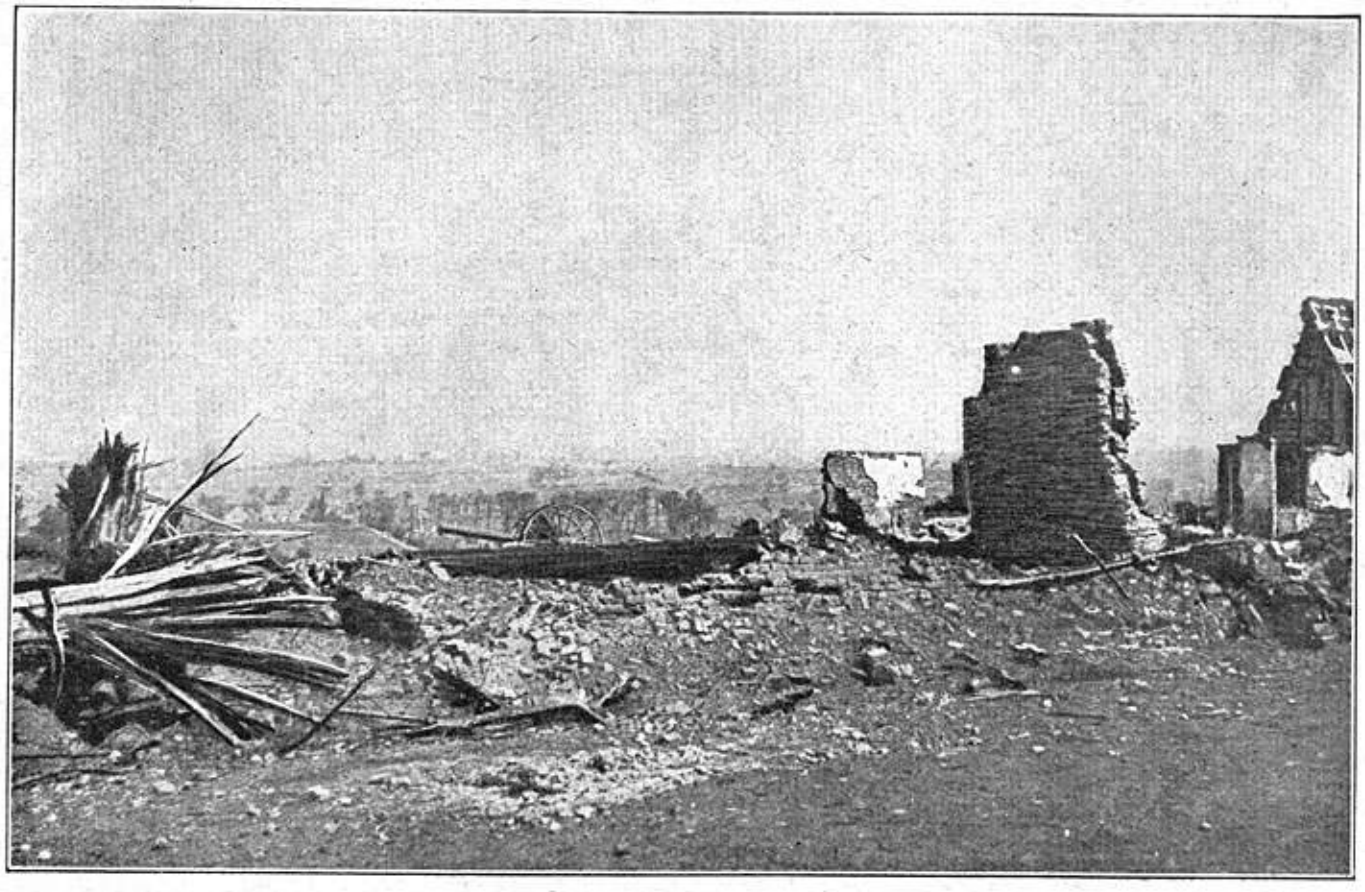
Ayant ainsi dicté les principes, Foch, le 12 mai, envoyait une note de la plus grande importance au général Pétain ; maintenant, il ne peut plus être question d'objectifs limités :

Le jour où notre offensive se produira, elle doit réaliser des *avantages moraux* : reprise de l'ascendant moral sur l'ennemi, — reprise de l'initiative des opérations ; des *avantages matériels* : destruction des forces ennemies, — dégagement de la région de Montdidier et du chemin de fer Paris-Amiens, ou dégagement des mines de Bruay. C'est dire que *notre offensive ne peut viser un objectif limité par nous-mêmes* et à faible portée ; qu'après avoir arrêté l'ennemi dans les Flandres, en Picardie ou sur la Somme, si nous l'attaquons, c'est pour le *battre*, le *désorganiser* le plus possible ; que la bataille engagée par nous dans ce but doit être *le plus rapidement poussée le plus loin possible, avec la dernière énergie — bataille à l'inverse, par conséquent, d'une bataille qu'on arrête soi-même*, ce qui est le contraire de l'attaque, de *l'esprit d'offensive qui doit animer toute l'armée*... Tout ce qui ne sera pas obtenu rapidement ne sera pas obtenu du tout ; tout ce que nous ne demanderons pas sans tarder à l'effet de désorganisation produit fatalement par le déclenchement d'une attaque, nous ne pourrons l'espérer plus tard d'un autre facteur de succès.

C'est dire que notre offensive ne pourra obtenir les résultats importants qu'elle doit viser que si elle recherche ces résultats sans désemparer ; cette offensive doit donc être montée *en vitesse* autant qu'*en force*... L'important est de n'arrêter les unités de première ligne sous aucun prétexte ; d'y entretenir le mouvement par tous les moyens : objectifs éloignés, exclusion de tout alignement, mise en demeure d'agir du commandement à tous les degrés, dans un sens et jusqu'à un point final éloigné et bien déterminé, une tâche assignée, au lieu d'un choix abandonné à son initiative sur l'arrêt ou la poursuite de l'action.

Les deux documents que nous venons de citer se complétèrent, le 20 mai, par la directive générale n° 3. Ce texte est une expression éclatante de la volonté d'offensive qui anime le chef suprême. Le temps presse ; il faut agir ; une initiative vigoureuse doit profiter sur-le-champ de tout répit et de toute supériorité, même momentanés, sur l'ennemi.

Sur l'ensemble du front de bataille, l'ennemi est arrêté



VUE PANORAMIQUE SUR LES FLANDRES FRANÇAISES

après y avoir appliqué un effort sans précédent. Depuis trois semaines, il n'a nulle part attaqué en forces.

Il est probable qu'il ne peut, sous peine de reconnaître son échec, rester sans agir, et que son effort continuera. Mais, quelle que soit son attitude à venir, qu'il reprenne ou non ses attaques, les armées alliées doivent être prêtes à *passer à l'offensive.*

Seule, en effet, l'offensive permettra aux alliés de terminer victorieusement la bataille et de reprendre, par l'initiative des opérations, l'*ascendant moral.*

es résultats en rapport avec les sacrifices consentis.

Entre l'Oise et la mer du Nord, les résultats importants sont à rechercher, *si importants que, par eux-mêmes, s nous imposent l'offensive.* Ce sont :

1° Entre l'Oise et la Somme, *le dégagement de la voie rrée Paris-Amiens et de la région d'Amiens* qui, en rendant au réseau du Nord la disposition de celle de ses gnes dont le rendement est le plus élevé, améliorera à fois le ravitaillement du pays et la liaison entre les armées françaises et britanniques et aura par là d'avantageuses conséquences économiques et stratégiques ;

2° Dans la région de la Lys, *le dégagement des mines* qui permettra de revenir à l'exploitation intensive des mois qui ont précédé l'attaque allemande et de mettre définitivement les Flandres à l'abri des entreprises ennemies.

En l'état actuel de nos affaires, il y a lieu, au contraire, d'écarter toute entreprise offensive de notre part entre l'Oise et la Somme, [illegible] produire, avec des forces relativement peu considérables, des résultats importants.

C'est ainsi que, dans la région entre l'Oise et la Somme, une attaque française partant du front *Montdidier-Lassigny en direction du Nord,* conjuguée avec une attaque alliée partant du front *entre Somme et Luce* pour se rabattre ensuite vers le sud, permet d'escompter une désorganisation assez profonde du système ennemi entre Montdidier et la Somme *pour dégager du même coup la voie ferrée Paris-Amiens et Amiens.*

C'est ainsi que, dans la région de la Lys, une attaque anglaise partant du front *Festubert-Robecq, en direction d'Estaires*, combinée avec une attaque française visant comme premier objectif *le mont Kemmel*, chassera l'ennemi de son saillant d'Hazebrouck et *dégagera par suite à la fois notre région minière et les Monts, bastion des Flandres*.

Toutefois, alors que dans la région entre Oise et Somme les deux actions conjuguées ne peuvent être dissociées l'une de l'autre parce qu'elles visent des résultats qui se complètent l'un l'autre — dégagement de la voie ferrée Paris-Amiens et d'Amiens, — dans la région de la Lys, au contraire, l'attaque en direction d'Estaires, visant à éloigner l'ennemi de Béthune, est à elle seule susceptible de donner un résultat d'importance : le dégagement des mines, et peut être entreprise seule ; il en est de même de l'opération du Kemmel.

Dans la situation où nous sommes, devant un ennemi en garde et en forces, la *surprise* est un facteur d'une importance capitale. Tout doit donc être mis en œuvre pour en bénéficier ; les *tanks*, l'emploi nouveau et massif de l'*ypérite* viendront s'ajouter à tous les éléments habituels de la surprise : *secret, mise en place rapide* des unités d'attaque, *mouvements dérobés, fausses nouvelles... Il* importe de n'en négliger aucun.

Il importe également qu'une *exploitation rapide* tire tout le parti possible de la désorganisation passagère ainsi obtenue chez l'ennemi.

Enfin, reste à considérer le moment à choisir pour lancer notre offensive. *Si l'ennemi n'attaque pas*, il faut le surprendre par une *puissante attaque* ; l'opération envisagée *entre Somme et Oise* nous en donne le moyen : elle demande des forces assez considérables (20 divisions environ en dehors de celles qui sont en ligne), l'inaction de l'ennemi nous permettra d'en disposer. *Si l'ennemi attaque* (et nous savons que ce sera le cas : sept jours plus tard au Chemin des Dames, puis treize jours après sur le Matz), notre propre offensive sera *une riposte succédant du tac au tac à la parade*, mais les forces *utilisées pour la parade pourraient nous manquer pour la riposte*. Nous serons peut-être obligés de *faire moins grand*. L'opération de la Lys, moins coûteuse, et qui peut même n'être exécutée que partiellement, sera prête pour cela.

Il importe donc de préparer, sans aucun retard, l'une et l'autre de ces deux opérations, afin de mettre à la disposition du commandement un jeu de combinaisons offensives dont il fera usage selon les événements, *tout en entrevoyant que c'est l'attaque entre Oise et Somme qu'il importe d'avoir prête le plus tôt possible*.

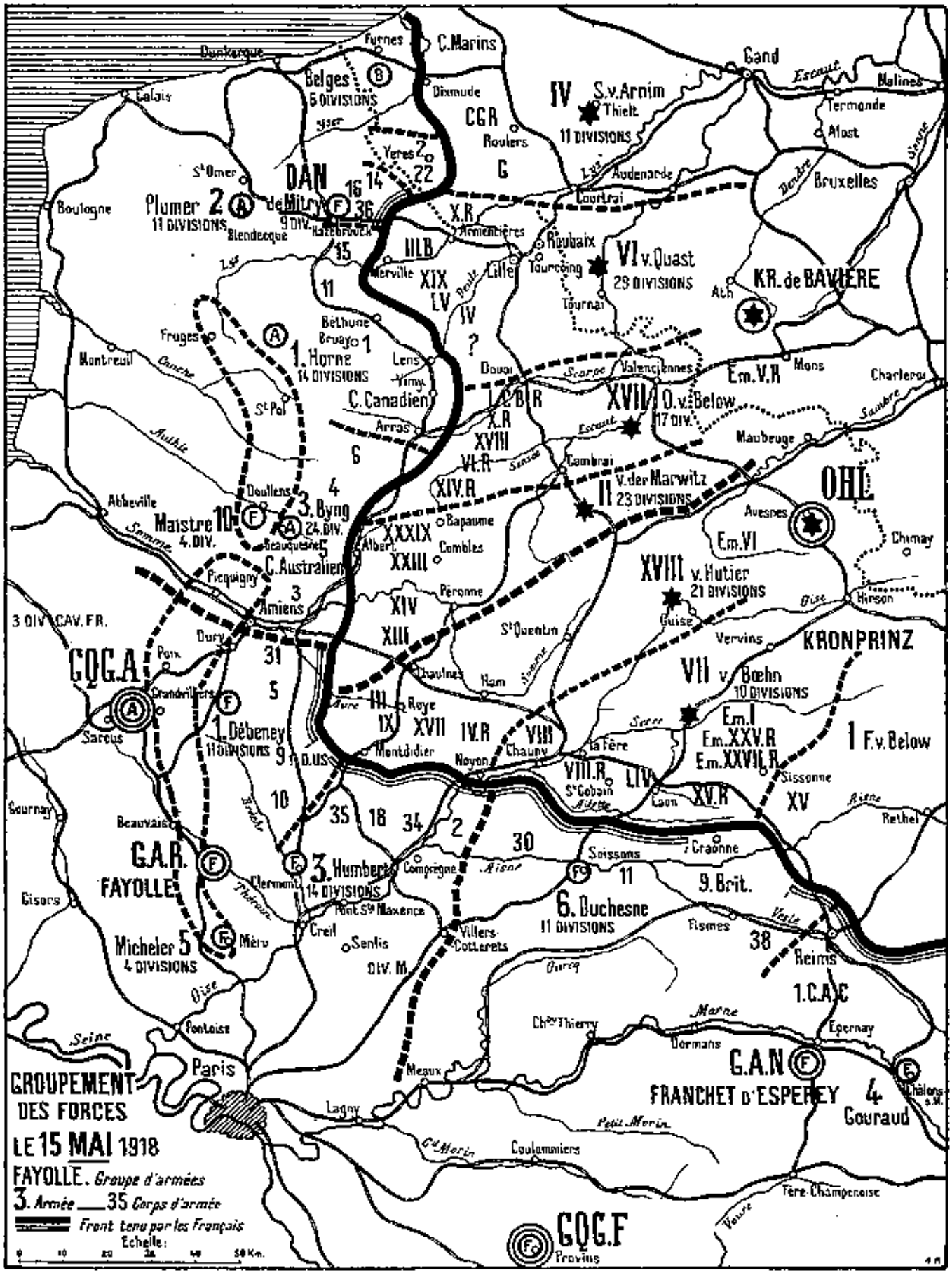
Les deux notes ci-jointes donnent les directives générales qui concernent chacune de ces opérations.

Signé : Foch.

Ainsi, Foch ne se subordonne plus au projet offensif de l'ennemi. Il entend agir de sa propre initiative soit à la parade, soit à la riposte. Il tient l'ennemi et il ne le lâchera plus. Celui-ci a voulu la grande bataille de manœuvres : il l'a ; et c'est la bataille qu'a toujours voulue, désirée le haut commandement français lui-même, la bataille des communications, la bataille du Nord. Selon le mot que Foch m'a dit *à moi-même*, en mai 1916, dans son camp de Dury : « Nous LES CHASSERONS PAR OÙ ILS SONT VENUS ! »

Aussi peut-on dire que cette première partie de la campagne de 1918, que l'on considère comme défensive du côté allié, est en réalité, dès la prise de commandement de Foch, le 26 mars, une lutte de deux volontés *offensives* jusqu'au jour où, à partir du 18 juillet, la volonté offensive de Foch l'emporte définitivement.

Ces notes et directives du mois de mai eurent pour effet de dissiper les incertitudes des généraux alliés sur leurs propres possibilités, de leur rendre une confiance indispensable pour mener la plus rude campagne de la guerre et pour les orienter enfin nettement sous l'inspiration d'une doctrine et d'un chef.


Dunkerque
Furnes
C.Marins
Belges
6 DIVISIONS
Calais
Dixmude
Gand
Escaut
Malines
Termonde
Alost
IV S.v.Arnim
Thielt
11 DIVISIONS
CGR
Roulers
Yser
Ypres
Lys
Audenarde
Bruxelles
Dendre
Senne
St Omer
DAN
de Mitry
Plumer 2
11 DIVISIONS
Boulogne
Blendecque
9 DIV.
Hazebrouck
X.R
Armentières
Roubaix
Tourcoing
VI v.Quast
29 DIVISIONS
KR. de BAVIÈRE
Ath
Courtrai
Merville
XIX
LV
Haute Lys
Lille
IV
Bethune
Beuvry
1. Horne
14 DIVISIONS
Fruges
Montreuil
Canche
Lens
Vimy
Douai
Escarpe
Valenciennes
Em.V.R
Mons
Charleroi
C. Canadien
St Pol
Arras
I.C.B.R
X.R
XVIII
VI.R
XVII
O.v.Below
17 DIV.
Sambre
Maubeuge
Authie
Cambrai
Somme
Doullens
3. Byng
24 DIV.
XIV.R
II V.der Marwitz
23 DIVISIONS
OHL
Abbeville
Maistre 10
4 DIV.
Beauquesne
Albert
XXIX
Bapaume
Combles
Avesnes
Em.VI
Chimay
C. Australien
Picquigny
XXIII
XVIII v.Hutier
21 DIVISIONS
Hirson
Oise
3 DIV. CAV. FR.
Amiens
XIV
Péronne
Guise
Vervins
KRONPRINZ
CQG.A
Doury
Poix
St Quentin
XIII
VII v. Bœhn
10 DIVISIONS
Grandvilliers
Thaulnes
Ham
Somme
Roye
III
IX
XVII
IV.R
VIII
Em.I
Em.XXV.R
Em.XXVII.R
1 F.v.Below
Sarcus
1. Débeney
11 DIVISIONS
D.US
Montdidier
Noyon
Chauny
la Fère
Serre
Sissonne
VIII.R
LIV
St Gobain
Laon
XV.R
XV
Aisne
Rethel
Gournay
Beauvais
Thérain
35
18
34
2
30
Soissons
Craonne
G.A.R.
FAYOLLE
3. Humbert
14 DIVISIONS
Compiègne
Clermont
Pont St Maxence
11
9. Brit.
6. Duchesne
11 DIVISIONS
Gisors
Micheler 5
4 DIVISIONS
Méru
Creil
Senlis
Villers-Cotterets
Fismes
38
Reims
Vesle
DIV. M.
Ourcq
1.C.A.C
Seine
Pontoise
Marne
Ch.-Thierry
Epernay
Dormans
Paris
Meaux
G.A.N
FRANCHET D'ESPEREY
4
Gouraud
Châlons s.M.
GROUPEMENT
DES FORCES
LE 15 MAI 1918
FAYOLLE. Groupe d'armées
3. Armée — 35 Corps d'armée
Front tenu par les Français
Echelle:
0 10 20 30 40 50 Km.
Lagny
Petit Morin
Grand Morin
Coulommiers
Fère-Champenoise
Vaure
GQG.F
Provins


LE CHEMIN DES DAMES
27 Mai - 4 Juin 1918.
Echelle
Front de départ (27 Mai . 3 heures)
Front atteint (4 Juin)
LIV. 30
Corps d'Armée
19.D
Division
W Britanniques
Noyon
Soissons
Braisne
Fismes
Reims
Craonne
Craonnelle
Ch.-Thierry
Epernay
Laon
Sissonne
Neufchâtel
Bourgogne
Montagne de Reims
Tardenois
Valois
Dormans
Vic s/A.
Attichy
Villers Cotterets
Oulchy-le-Ch.
Fère en T.
Ville en T.
Châtillon s/M.
Dizy Magenta
Ay
Asfeld la V.
Corbeny
Berry au Bac
Pontavert
Loivre
Courcy
Thillois
Champigny
Bethenny
Fresnes
Brimont
Aumenancourt
Prouvais
Evergnicourt
Guignicourt
Juvincourt
Amifontaine
Berneuil
Chermizy
Ailles
Cerny en L.
Vaudesse
Vendresse
Paissy
Beaulieu
Hurtebise
Cour de Dames
Chemin des Dames
Ft de la Malmaison
Pinon
Urcel
Lavat
Etouvelles
Parfondru
Montaigu
Festieux
Chivy
Anizy le Ch.
Coucy le Ch.
Quincy sous le M.
Leuilly sous Coucy
Crécy au M.
Selens
St Aubin
Clacy
Juvigny
Epagny
Tracy le Mont
Moulin s/ Touvent
Agnetz
Morsain
Nouvron
Fontenoy
Pontarcher
Vregny
Vauxcastille
Vauxbuin
Vauxrezis
Vauxclerc
Cerny en L.
Craonnelle
Ville aux Bois
Pontavert
Berry au Bac
Corbeny
Juvincourt
Evergnicourt
Guignicourt
Prouvais
Amifontaine
Berneuil
Chermizy
Ailles
Cour Lecon
Hurtebise
Beaulieu
Cerny en L.
Craonnelle
Vaudesse
Vendresse
Paissy
Pontavert
Berry au Bac
Ville aux Bois
Bourg et Comin
Cuiry Housse
Chaudardes
Cormicy
Roucy
Loivre
Courcy
Brainville
Aumenancourt
Bourgogne
Brimont
Fresnes
Bethenny
Champigny
Thillois
Reims
Cormontreuil
Sillery
Puisieux
Mont Chenot
Villers Marmery
Ludes
Chigny les R.
Rilly la M.
Verzenay
Verzy
Mailly
Germaine
Beaumont
Ecueil
Sermiers
Pourcy
Marfaux
Chouilly
Oiry
Cuis
Gyé s/ Seine
Etoges
Bergères
Vertus
Le Mesnil
Oger
Avize
Cramant
Grauves
Pierry
Epernay
Moussy
Dizy
Hautvillers
Champillon
Binson
Damery
Venteuil
Boursault
Jaulgonne
Nesle la R.
Fossoy
Charly
Essômes
Crouttes
Nogent l'Artaud
Trélou
Mézy
Monthurel
Courmont
Villeneuve
Fresnes
Rouvres
Ronchères
Chermel
Passy Grigny
Vroyes
Bonneil
Courlandon
Romain
Ventelay
Merval
Villers en Prayères
Mareuil le P.
Chavillon
Mont Notre Dame
Ste Gemme
Vauciennes
Jonchery s/V.
Courville
Croyes
Sarcy
Muizon
Gueux
Trigny
Merfy
Prunay
Villedommange
Germigny
Prouilly
Pévy
Arcis le P.
Mutigny
Cuperly
Jonchery s/ Suippe
Loivre
Courcy
Fort de St Thierry
St Thierry

CHAPITRE LXXVIII

L'OFFENSIVE DÉSESPÉRÉE

III. — Le Chemin des Dames (27 mai-2 juin 1918).

Raisons de l'offensive sur le Chemin des Dames. — Rivalité du Kronprinz impérial et du Kronprinz de Bavière. — La bataille de l'Aisne. — La poussée sur la Vesle et sur la Marne. — Prise de Soissons et de Château-Thierry. — Foch se maintient dans le Nord. — La marche nach Paris. — L'assaut sur le Chemin des Dames. — Le « couloir » devient « poche ». — L'offensive jugulée sur la Marne.

LES armées se préparèrent donc pour l'offensive ; Pétain dut prescrire à Fayolle de se tenir prêt pour le 15 juin. Mais, comme l'écrivait Foch, si l'ennemi attaque ? Les réserves, a-t-il dit, sont dans l'obligation de rester au nord de l'Oise, à portée de parade sur le front de bataille. Or, il faut tout prévoir et Pétain est prévoyant : un plan de transport de divisions est aussitôt préparé par lui entre les groupes d'armées Fayolle et Franchet d'Espérey, et même Castelnau, susceptibles d'être attaqués.

Mais sera-t-on attaqué ? Voyons donc, maintenant, ce qui se passe de l'autre côté des tranchées. Que pense-t-on et que fait-on au Grand Quartier général d'Avesnes, dans le camp de l'ennemi ?

RAISONS DE L'OFFENSIVE SUR LE CHEMIN DES DAMES. L'INFLUENCE DU KRONPRINZ

Ludendorff avait, en somme, manqué les deux premières entreprises de grande offensive sur le front de France. Devant Amiens et devant les monts de Flandres, il était barré. Son principal objectif, détruire l'armée anglaise, n'avait pas été atteint ; la route de Calais, avec l'espoir de mettre l'Angleterre sur les genoux, lui échappait. Nous avons dit sa lourde faute initiale : obéir aux exigences du Kronprinz, donner une ampleur excessive à son attaque vers le sud *nach Paris*, en se contredisant lui-même et en dégarnissant son offensive principale *nach Calais*.

Et il n'était même pas parvenu à séparer l'armée française de l'armée anglaise ! Foch avait consacré toute sa clairvoyance, toute son énergie, à ne pas laisser se produire la coupure : il s'était collé désespérément à Haig, et, malgré tant de raisons « raisonnables » qui lui avaient été exposées, avait maintenu intact le front des Alliés. Maintenant, grâce à cette force, cimentée en somme par le succès, il ne pensait à rien moins qu'à reprendre à son tour l'initiative et à foncer sur la colossale armée allemande, hésitante et ébranlée. Pétain prescrit à Fayolle de se tenir prêt pour le 15 juin.

Cependant, il restait une grande obscurité sur les forces et sur les intentions de l'ennemi. On ne doutait pas qu'il ne disposât encore de réserves immenses. Où étaient-elles ? Où se porteraient-elles ? Attaqueraient-elles ? Où attaqueraient-elles ? Sur cela, on était absolu-

ment dans l'ignorance. Ludendorff, excellent technicien, sinon grand général, tenait son jeu étroitement serré dans ses mains. Ses réserves étaient bien cachées mais à portée, quelque usage qu'il en comptât faire.

Ce qu'on savait, c'est que, malgré l'usure résultant de ses deux premières offensives, il lui restait, en arrière du front, prêtes à faire la rocade soit en direction d'Arras, soit en direction de Compiègne, soit en direction de Reims, une masse de divisions. On ne savait comment il emploierait cette masse : peut-être ne le savait-il pas lui-même.

Il hésitait, en effet, entre différents systèmes et il restait partagé entre des influences diverses.

Première question : fallait-il persévérer dans l'offensive ?

Dans son livre, *la Conduite de la guerre*, Ludendorff s'exprime en ces termes : « Le général Foch a émis l'opinion que le G. Q. G. allemand aurait dû, une fois l'offensive du 21 mars arrivée à son point mort, replier tout son front, de Verdun au Pas-de-Calais, et seprendre ainsi sa liberté d'action. » C'est, en somme, ce que Joffre avait fait après l'échec de l'offensive en Belgique. Ludendorff répond que ce qui avait pu être judicieux en 1914, était inexécutable en 1918. « Notre armée, dit-il, n'était plus mobile »; et il développe ses raisons : mais ce sont des raisons d'importance un peu secondaire, tout au plus tactique. Il se décide, comme il le fait toujours, en technicien, non en stratégiste, ni surtout en homme d'État, — rôle auquel il visait pourtant.

Prendre une position défensive et attendre l'ennemi, c'eût été, à ce qu'il semble, s'assurer une situation infiniment meilleure pour traiter de la paix. Les divisions américaines n'étaient pas prêtes, et se fussent-elles jetées, à la voix de Foch, sur les retranchements allemands, les sacrifices eussent été tels que l'Allemagne eût pu traiter dans des conditions toutes différentes de celles qu'elle dut subir à l'armistice du 11 novembre.

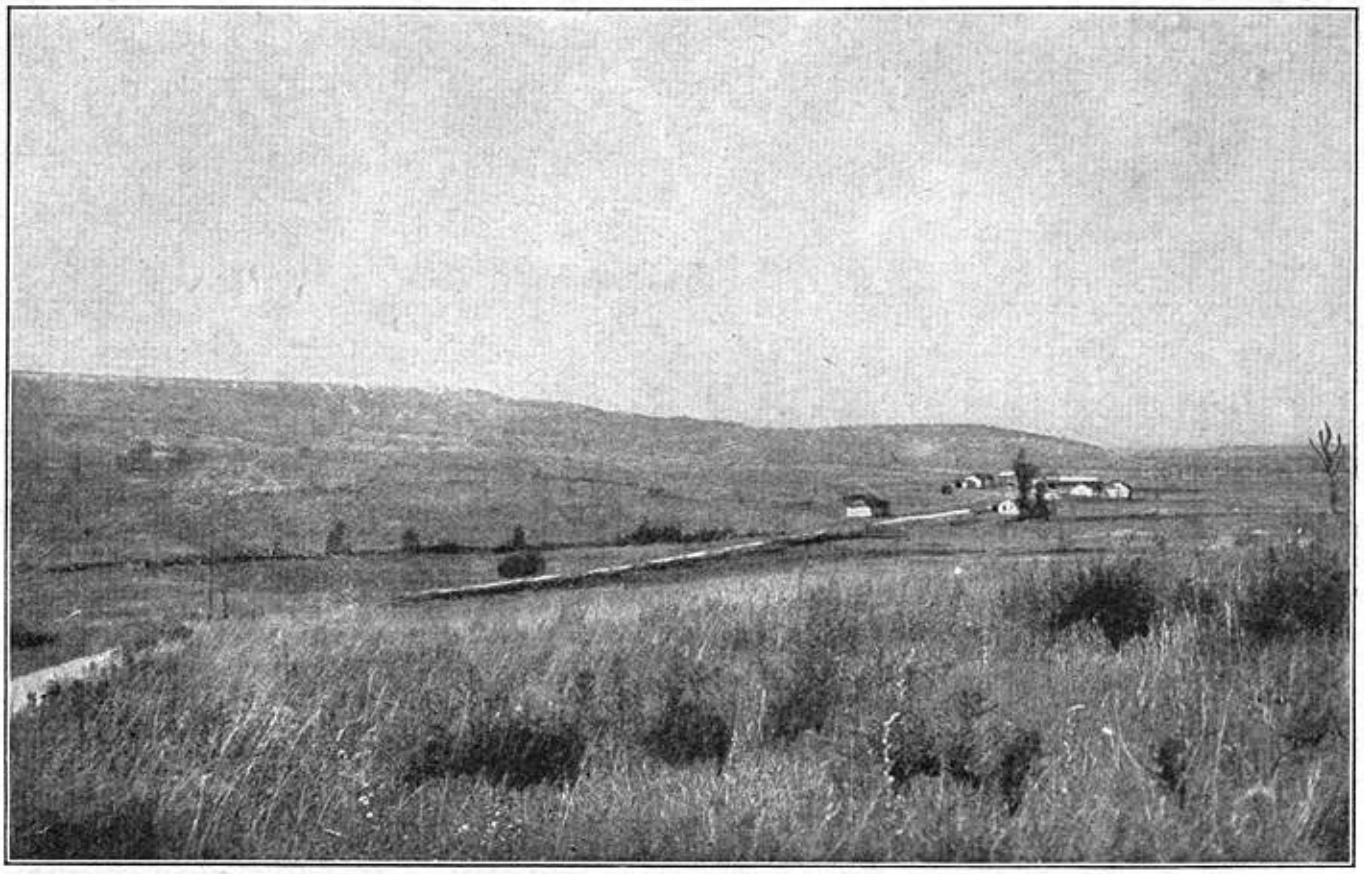
La vraie raison pour laquelle le système défensif, préférable au dire de Foch, fut écarté, c'est que, dans l'enivrement d'orgueil qui avait exalté les États-Majors allemands depuis le début de la guerre, il leur était impossible de renoncer, de plein gré, à la victoire absolue, à la victoire par les armes. Ils avaient induit les peuples en erreur et ils ne pouvaient plus rompre les fils dont ils s'étaient attachés eux-mêmes.

Une autre alternative pouvait être envisagée à cette heure critique : poursuivre la lutte à outrance contre l'armée britannique. Les données du problème sont récapitulées en quelques lignes extrêmement fortes par le général Mangin : « Sur 60 divisions anglaises, dit-il, 53 avaient été engagées, dont 25 plusieurs fois ; les armées britanniques avaient perdu 1 000 canons, 4 000 mitrailleuses et un matériel énorme ; elles devaient donc se reconstituer entièrement. Or, le commandement allemand va, de gaieté de cœur, renoncer à profiter de l'usure qu'il vient d'infliger à l'ennemi... Le mois que Ludendorff jugeait nécessaire à la préparation de sa nouvelle attaque, il va le donner à l'armée anglaise pour se reconstituer (1). »

Et cette faute est d'autant plus grave que, ainsi que l'indiquent Ludendorff et Hindenburg, le G. Q. G. allemand n'avait nullement renoncé à poursuivre l'offensive dans les Flandres et à la ramener vers son principal objectif qui était la destruction de l'armée britannique. Le maréchal Haig avait dit : « Nous nous battons adossés à un mur » ; et on lui laissait le temps de se décoller du mur, de souffler, sinon de reprendre du champ.

Ludendorff s'excuse en apportant, ici encore, des raisons d'ordre surtout tactique. Tout au plus parle-t-il d'une attaque « de diversion » pour faire ventouse vers l'Aisne et la Marne, de façon à pomper les forces françaises qui combattent dans le Nord et les attirer à la défense de Paris ; mais il insiste principalement

(1) *Comment finit la guerre*, p. 179.



LES CRÊTES DU CHEMIN DES DAMES

sur le fait qu'il attaquait dans la faiblesse de l'adversaire. Il invoque la supériorité de son artillerie qui lui assurait le succès par le martèlement et le pilonnage des infanteries ennemies. Raisons spécieuses qui cachent à demi, ici encore, le véritable mobile auquel il obéissait : Ludendorff subissait, une fois de plus, l'ascendant du Kronprinz et il reprenait la campagne *nach Paris* au lieu de poursuivre la campagne *nach Calais*, parce que le duel entre les deux « héritiers » hantait son esprit hiérarchisé ; la division du commandement inhérente au système politique allemand neutralisait sa volonté, si énergique fût-elle. Le Kronprinz insistait sur la nécessité de détruire la France *d'abord*. L'entrée solennelle à Paris le fascinait en 1918 comme elle avait fasciné son père en 1914. L'armée anglaise serait si facile à anéantir *après* !

Dans les *Souvenirs* de Ludendorff et dans ceux du Kronprinz tout cela est voilé, mais clair pour qui sait lire entre les lignes et pour qui suit le développement logique des idées et des événements. Le Kronprinz s'explique dans ces phrases où il charge directement le Bavarois :

> Il est hors de doute que la décision de la guerre était suspendue à un fil au cours des journées de juin. Je ne chercherai pas à établir si, dans le cadre de la situation d'ensemble, il eût été possible au G. Q. G., *en amenant rapidement ses nombreuses réserves maintenues en arrière du groupe d'armées Rupprecht en vue de l'offensive de Flandre, et en les engageant à fond à l'endroit où nous venions de faire une brèche*, de transformer l'état de choses en un succès stratégique complet. Je crois, cependant, que l'étude critique de cette question sera l'une des plus importantes et des plus intéressantes de l'histoire de la guerre.

En effet ; il faudra établir, même au point de vue théorique, quels furent les chefs véritablement responsables d'une offensive qui posait ce redoutable dilemme.

On détourne l'armée allemande de son

objectif, le Nord ; on monte à fond la marche sur l'Aisne ; on donne tout au Kronprinz ; il réussit d'abord, mais il échoue finalement ; voilà les faits qu'il faudra expliquer un jour ou l'autre. Renouvelant la faute de 1914, on passe devant Paris, on se précipite sur la Marne : on y va chercher une nouvelle défaite, cette fois décisive, et les chefs se disputent après ! Tout cela est d'une logique implacable.

Mais cette logique même pose la question que l'histoire de la guerre doit résoudre : or elle est en état d'y apporter, dès maintenant, une réponse claire et qui ressort du simple exposé des faits militaires.

PRÉPARATION DE L'OFFENSIVE DU CHEMIN DES DAMES

Si l'on considère, dans son ensemble, la ligne du front allemand à la veille de la troisième offensive — celle qui visa spécialement le secteur du Chemin des Dames, — il n'est pas difficile d'observer qu'elle forme une sorte de pan coupé s'étendant de Montdidier à Reims : et ce pan coupé est d'autant plus intéressant aux yeux des généraux à la recherche d'un résultat rapide et de grand effet, qu'il se trouve exactement face à Paris. Pour gagner Paris ou, tout au moins, pour frapper un coup en direction de Paris, il suffirait de transformer ce pan coupé en saillant. Les forces d'attaque s'avanceraient sur une ligne ayant à ses deux extrémités Montdidier, Reims et ayant son centre de direction entre Compiègne et Villers-Cotterets.

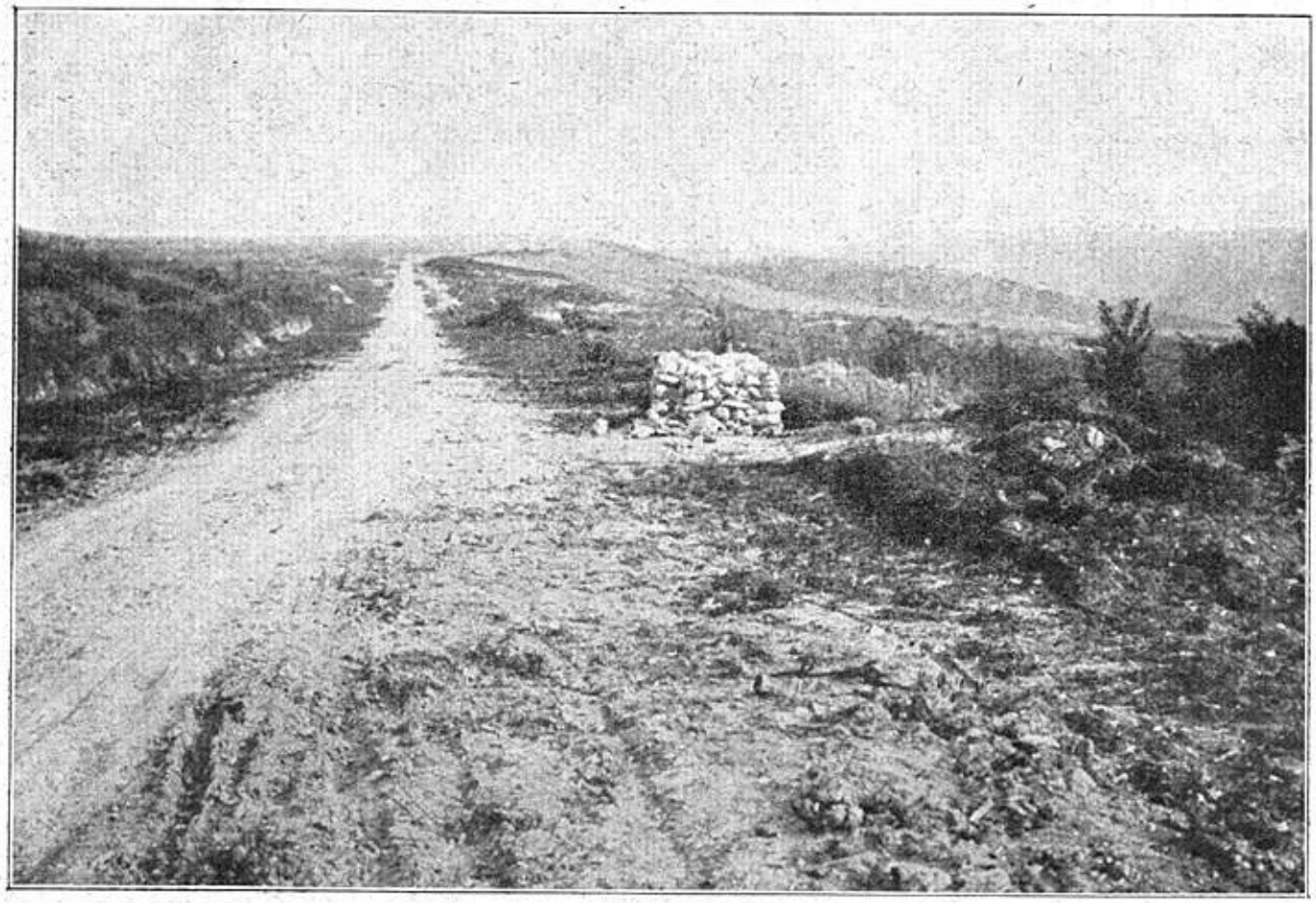
C'est le 17 avril qu'eut lieu le Conseil de guerre décidant de porter de ce côté la masse des forces allemandes disponibles. De ce Conseil de guerre, nous ne savons encore rien que les décisions prises et qui se manifestèrent par l'exécution. Sur la ligne du pan coupé se trouvaient échelonnées : 1° à droite, la XVIII[e] armée von Hutier, qui venait de livrer le formidable effort en direction de Noyon-Lassigny ; 2° au centre, la VII[e] armée (von Bœhn), intacte et bourrée de réserves et d'artillerie, installée face au Chemin des Dames ; 3° la I[re] armée (von Below) face à Reims.

Il n'est pas douteux que le plan primitivement conçu fut de faire attaquer *ces trois armées à la fois*. On espérait ainsi bousculer, d'un seul coup, l'ensemble des armées françaises protégeant Paris, et cela au moment où les réserves générales de Foch étaient retenues dans le Nord ou, tout au moins, dans la région d'Amiens. C'était bien le *nach Paris*. Le Kronprinz dit :

> Mon chef d'état-major et moi, nous étions d'avis que la vraie solution était d'attaquer énergiquement *par les ailes* en faisant progresser l'*aile droite* de la VII[e] armée le long de l'Oise pour atteindre d'une façon certaine le cours inférieur de l'Oise et, si possible, la forêt de Compiègne et en s'emparant, *à l'aile gauche*, de la ville et de la Montagne de Reims.

Il reconnaît lui-même que pour exécuter un tel plan, un renforcement sérieux en troupes et en matériel était nécessaire ; « il eût fallu faire appel, dans une mesure raisonnable, aux nombreuses divisions d'artillerie en position d'attente *en arrière du groupe d'armées du prince Rupprecht...* » Mais alors que serait-il advenu de ce groupe démuni de ses réserves, si Foch eût pris, de ce côté, comme il en avait l'intention, l'initiative des opérations ?

Ludendorff jugea plus prudent de ne pas se lancer dans une opération de si vaste envergure et d'une si redoutable difficulté. Viser à la fois la forêt de Compiègne, la forêt de Villers-Cotterets, le Chemin des Dames, la Montagne de Reims, c'eût été pure folie. Pas une armée au monde n'eût suffi à une telle tâche ; ni les artilleries ni les approvisionnements n'eussent été sur place en quantité suffisante. Le Kronprinz et son chef d'état-major furent traités comme des mégalomanes. On divisa l'opération en deux temps et même en trois temps. La première offensive pourrait se développer par surprise, d'abord sur le Chemin des Dames et puis en direction de Soissons et de la Vesle. En cas de succès, une seconde opération aurait lieu, en direction de



LE CHEMIN DES DAMES ENTRE HURTEBISE ET CRAONNELLE *(Cliché Meys.)*

Compiègne ; puis on marcherait sur Reims, le cas échéant.

Ainsi limitée, l'opération sur le Chemin des Dames avait des chances sérieuses de succès. Mais elle présentait un inconvénient stratégique des plus graves : laissant à droite et à gauche les deux positions extrêmement fortes, d'une part, des forêts du Valois et, d'autre part, de la Montagne de Reims, elle était condamnée, même en cas de succès, à se développer *en poche*, et plus on réussissait, plus on s'enfonçait dans un couloir de plus en plus étroit, prêtant une cible tout indiquée aux attaques de flanc, surtout à celles venant de Villers-Cotterets et de Paris. Ce serait le renouvellement de la manœuvre de Joffre en 1914...

Il est incompréhensible que Ludendorff n'ait pas réfléchi à cela.

L'offensive étant finalement restreinte à l'objectif Soissons et peut-être ultérieurement Château-Thierry, mais étant ainsi, d'avance, handicapée, on la prépara avec un soin minutieux, si minutieux qu'il amena un retard de plus d'un mois : or, pendant ce temps, le commandement adverse eut le temps de faire reposer ses troupes, de reconstituer ses unités et de ramasser sa force.

Dans le camp des Alliés, on ne sait rien des projets de l'ennemi. Le commandant Laure nous fait assister au débat qui s'engage entre le général Foch et le général Pétain sur le meilleur emploi de ces semaines laissées par l'immobilité apparente de Ludendorff. Foch veut qu'on attaque sur l'Avre : il sent bien qu'il faut protéger Compiègne. Mais Pétain et Fayolle font observer qu'ils ne sont pas prêts et il n'est pas douteux que Pétain ne soit inquiet pour son front de l'Aisne et de Champagne :

Nous continuons, en effet, au G. Q. G., à ne pas pouvoir admettre que Ludendorff ne songe pas à se retourner contre nous. Depuis plusieurs semaines, il reconstitue ses réserves qui, déjà, sont presque aussi nombreuses qu'au 21 mars, et le chiffre des effectifs dont il dispose sur le front occidental se grossit encore des troupes ramenées de Russie et de Roumanie. Il a, maintenant, quelque 200 divisions homogènes contre 180 divisions alliées plus ou moins disparates. Il regroupe ses disponibilités au centre de son front concave, toujours dans la région Avesnes-Hirson, de façon à pouvoir les reporter aussi facilement contre le centre du front français que contre les Britanniques (1).

Le général Foch persévère dans son projet de contre-offensive sur l'Oise et au nord-ouest de l'Oise. Peut-être, si elle se fût déclenchée à temps, eût-elle, en prévenant l offensive adverse, changé la face des choses Les divisions se concentrent vers Pont-Sainte-Maxence, Verberie. On ne sait toujours rien sur les intentions de l'ennemi. Le 21 au soir, on reçoit la directive générale n° 3, qui n'est rien autre chose que le plan de la grande offensive, la bataille d'ouest en est qui sera reprise en juillet. Pétain hésite encore. Il a comme une intuition de ce qui va se passer au Chemin des Dames. Il fait reconnaître par avions la région au nord de l'Ailette, les voies ferrées se concentrant à Laon. On ne signale rien. Si l'ennemi se concentre, il se cache admirablement.

COUP D'ŒIL SUR LA RÉGION. LE CHEMIN DES DAMES, REIMS, SOISSONS, CHATEAU-THIERRY

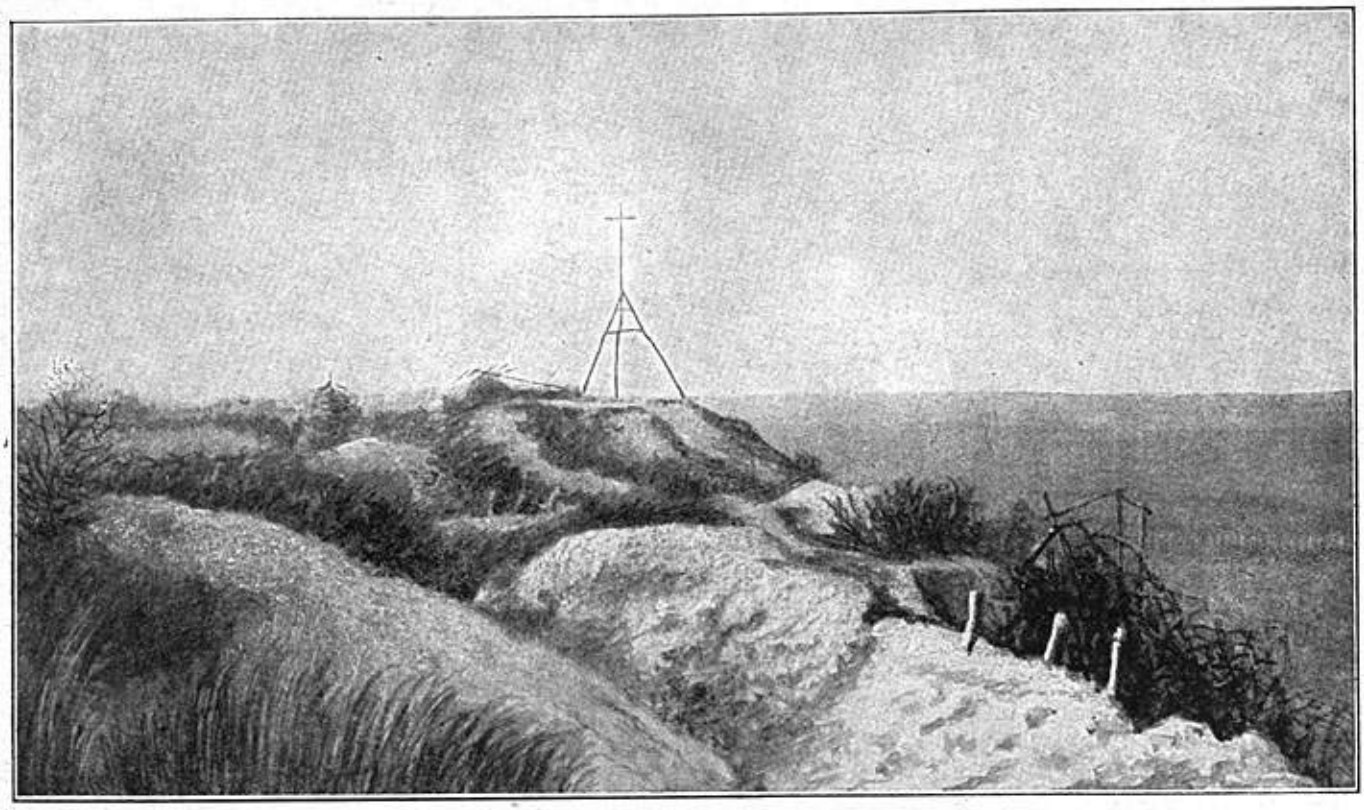
Le Chemin des Dames laissera, dans l'histoire de la campagne de France un souvenir qui est en même temps un avertissement : il fut, en effet, pendant toute la guerre, le secteur d'articulation du front occidental. Nous l'avons souvent répété, c'est le massif de Coucy-Saint-Gobain qui défend Paris : l'Aisne relie le front de l'est à partir de Reims, jusqu'au front du nord commençant à La Fère. L'Aisne ouvre à Soissons le chemin de Paris pour les armées venant du nord ; et, s'approchant de la Marne à Château-Thierry, la même route relie ainsi l'invasion qui vient du nord à l'invasion qui vient de l'est. C'est pourquoi plusieurs des faits d'armes décisifs de la grande guerre ont eu lieu sur cette ligne et sur le massif qui la défend, le massif de Coucy-Laon (1).

Après Charleroi, c'est en avant du massif que se livre la bataille de Guise-Saint-Quentin : s'il eût été sauvé, la guerre eût été abrégée de plusieurs années. Après la bataille de la Marne, c'est sur le Chemin des Dames que s'installe la retraite allemande, et l'Allemagne gagne ainsi le double avantage de la proximité de Paris et de l'occupation du territoire français. Dès que la guerre des tranchées tourne vers sa fin, c'est pour enlever ce massif que se livrent la bataille de la Somme en 1916 et l'offensive de Nivelle en 1917. Bientôt après, Pétain produit son chef-d'œuvre, à la Malmaison. En 1918, la suprême offensive allemande va essayer de reprendre, du haut de ce massif de Laon, son vol *nach Paris*, en enlevant le Chemin des Dames ; mais, quand la fortune des armes doit se prononcer pour la France et ses Alliés, c'est par la contre-offensive de Villers-Cotterets se précipitant sur l'Aisne que la balance penchera définitivement.

Le caractère militaire spécial de la crête du Chemin des Dames, et, comme on l'a nommée au temps où elle faisait partie de la ligne de front, du *bastion* du Chemin des Dames, c'est qu'elle forme une avancée, un redan au delà de la ligne de l'Aisne. Après la bataille de la Marne, les armées alliées lancées à la poursuite de l'ennemi avaient, comme nous l'avons exposé, franchi la rivière et monté sur la crête ; mais là, elles s'étaient arrêtées et leur ligne d'arrêt faisait deux poches en plein massif : l'une, très étroite, sur les hauteurs qui dominent Vailly ; l'autre, beaucoup plus importante, sur les hauteurs qui approchent de Laon entre la Malmaison et Craonne. C'est précisément la ligne du Chemin des Dames.

(1) Commandant LAURE, *Au 3e bureau*, p. 120.

(1) Sur le rôle militaire du massif de Coucy et du Chemin des Dames, voir mon étude : *L'Aisne pendant la Grande Guerre*, chapitres 1 et 2.



LE PLATEAU DE CALIFORNIE

L'ennemi reprit l'encoche de Vailly en 1915 ; ce fut un avertissement et l'on comprit, dès lors, combien l'autre poche, celle du Chemin des Dames, restait exposée. La sagesse eût été, sans doute, de se replier au sud de la rivière au lieu de rester accroché au plateau et à la falaise septentrionale ; mais le terrain offrait un tel avantage par la proximité de Laon, de La Fère, par les observatoires qu'il assurait à l'armée française, par l'espèce de poterne qu'il tenait ouverte sur le massif de Coucy, qu'on ne put se décider à l'abandonner. La défensive française s'accrocha donc à cette « forteresse » ; on la munit solidement et nous avons dit les hauts faits d'armes qui l'illustrèrent au cours de la guerre. En 1917-1918, après quatre ans de stabilisation, ce front, calé d'ailleurs par la brillante opération de la Malmaison, renforcé par des opérations tactiques comme l'organisation de la colline de Comin, du plateau de Californie, et des pentes qui coulent vers l'Ailette, paraissait hors de toute atteinte.

Le secteur passait pour un secteur de tout repos; on y envoyait les troupes fatiguées pour se refaire. Il bénéficiait plus que nul autre de la fameuse théorie sur l'invulnérabilité des fronts. Selon une observation très juste de M. Gabriel Bounoure : « Abel Ferry fait cette remarque : *ici, le terrain est particulièrement fort,* sans faire attention qu'il se rend dupe, lui aussi, de cette illusion qui consiste à croire qu'un terrain se défend par sa configuration même (1) ». Ajoutons que le défaut capital de ce terrain, au point de vue de la défense dans la guerre moderne, est qu'il manque de profondeur : mesurant à peine, de la première ligne sur l'Ailette à la ligne de la Vesle, quelques kilomètres ; et cet étroit terrain est scindé par trois rivières parallèles, séparées à peine l'une de l'autre par des lignes de collines abruptes formant, d'est en

(1) Pour tout ce qui concerne l'affaire du Chemin des Dames, je suis singulièrement aidé par l'intelligente et remarquable étude de M. Gabriel Bounoure, *La 22e division au Chemin des Dames* (*Revue de Paris*, 15 août, 1er septembre 1921).

en ouest, un triple couloir, l'Ailette, l'Aisne et la Vesle. Ainsi, par les trois vallées et les six lignes de hauteurs qui les bordent, se trouve constituée une sorte de « montagne russe » ne laissant qu'à peine la place pour le déploiement des armées et des artilleries. Un canon de campagne d'un calibre un peu fort, installé sur les hauteurs de Cerny au nord de l'Ailette, couvrirait de ses feux tout le « golfe » de Pargnan jusqu'à la cheminée de Merval, passant au-dessus de la vallée de l'Aisne. Sans compter qu'à l'extrémité est du secteur, par le décrochement de Berry-au-Bac, Courcy, l'Aisne franchie livre la ligne de la Vesle. Tout le système, en apparence si solide, peut donc être ainsi enfoncé ou tourné au moindre effort de l'ennemi appliqué à la bonne place.

Ces observations avaient été faites depuis longtemps et le haut commandement les avait même prises en considération : le général Franchet d'Espérey avait proposé, dès 1915, de replier les forces alliées au sud de l'Aisne. Mais le calme relatif dans lequel s'était passée la longue période de la guerre des tranchées, la solidité du terrain en lui-même, les succès locaux qui y avaient été remportés, le prestige de ces noms célèbres : Chemin des Dames, Craonne, Hurtebise, Tour de Paissy, tout avait entretenu l'illusion ; il était vraiment impossible de laisser à l'ennemi cette parcelle si précieuse du territoire français dont on l'avait chassé et qui protégeait à la fois Reims et Soissons, tenait presque sous ses feux Laon et La Fère. La place forte était « forte » ; en cas d'attaque, elle se défendrait.

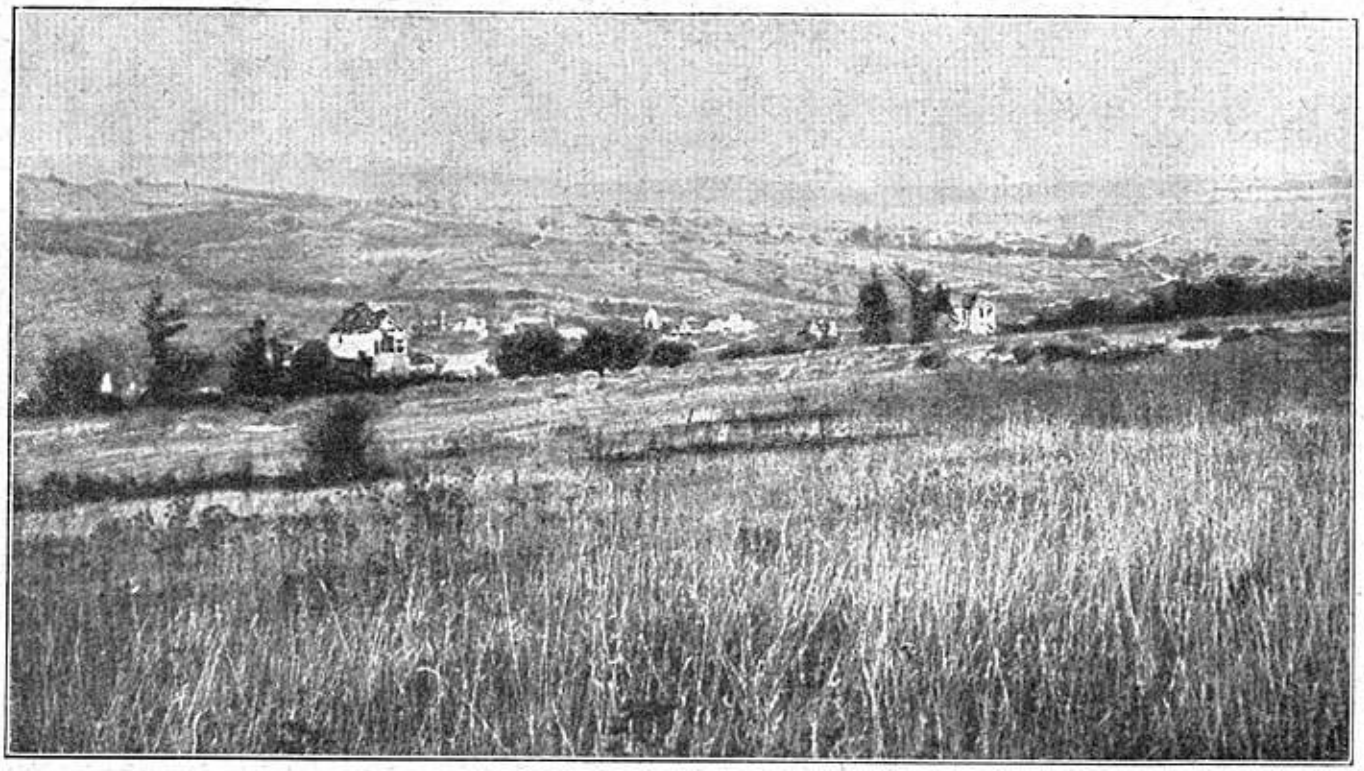
Par une fatalité singulière, ces motifs, qui n'avaient pas tous subi le contrôle de la froide raison, avaient aussi amené à négliger dans ce secteur les directives de Pétain, filles de l'expérience de la guerre, condensées en dernière analyse dans la directive du 22 décembre et dont la pensée principale était celle-ci : *on se défendra sur la deuxième position*. Rappelons-en les termes :

> La bataille sera conduite par les commandants de groupe d'armées et d'armée de façon « à assurer, en tout état de cause, l'intégrité des deuxièmes positions ». A cet effet, ils allégeront les dispositifs d'occupation des premières positions, sur lesquelles ils chercheront « *seulement* à briser ou tout au moins à ralentir le premier élan de l'ennemi », ils n'y emploieront que les moyens nécessaires « pour garantir la mise en place des gros sur les deuxièmes positions ». Ce seront les réserves générales qui seront employées à contre-attaquer ou à exécuter les contre-offensives dirigées sur les flancs de la zone de pénétration ennemie... On devra donc, sur le front des armées, assurer l'aménagement immédiat des *deuxièmes positions, destinées à devenir le vrai champ de bataille* et, par ailleurs, continuer les travaux d'équipement offensif pour permettre au commandement d'engager rapidement les contre-offensives qu'il jugera nécessaires... En résumé, on laissera à l'ennemi l'initiative des attaques au début de 1918. Mais on se mettra en mesure de lui infliger dans ses assauts le maximum de pertes : en le prenant sur la première position sous un système de feux perfectionné ; en le recevant en forces *sur la deuxième position* alors qu'il aura été disloqué par la traversée de la première ; en préparant sur les flancs de la zone de pénétration d'importantes contre-attaques (1).

C'est cette méthode, encore perfectionnée, qui devait réussir si admirablement lors de la prochaine offensive allemande dans le secteur de Reims. Comment n'a-t-elle pas été appliquée au secteur du Chemin des Dames ?

Sans doute, il y eut à cela plusieurs raisons qu'il est possible de retrouver à la réflexion ; les deux principales furent, à ce qu'il semble, une certaine hésitation à quitter le Chemin des Dames lui-même en tant que première position ; une réelle difficulté de déterminer la seconde position, puisque le terrain en arrière, entre Aisne et Vesle, permettait à peine le déploiement des réserves et des artilleries. On risquerait d'être obligé de se battre dans un couloir entre deux murailles : ne valait-il pas mieux encore lutter, pour la défense totale du système, en avant c'est vrai, mais sur un terrain préparé et qui présentait l'avantage, considéré comme inappréciable, d'avoir des vues sur l'ennemi. Cet avantage « des vues sur l'ennemi » paraissait, en effet, essentiel. Du haut des observatoires de la Malmaison, de la

(1) Résumé de la directive n° 4, d'après LAURE, *loc. cit.*, p. 76.



(Cliché Meys.)

CRAONNELLE ET LES CRÊTES DU CHEMIN DES DAMES

Tour de Paissy, de Hurtebise, on se croyait en état de pénétrer le secret des travaux de préparation et de les interdire, le cas échéant. On déjouerait, du moins, toute surprise ; on accumulerait à temps sur la première ligne les forces nécessaires ; on tiendrait toujours assez longtemps pour donner aux réserves le moyen de grimper la falaise à l'abri et de se porter sur la crête.

Sans doute n'avait-on pas suffisamment *réalisé* les changements importants qui s'étaient produits depuis les offensives des années précédentes ; si l'on avait été frappé au G. Q. G. des innovations qu'avaient inaugurées les procédés de Riga, de Caporetto et de Cambrai, cette connaissance n'avait pas pénétré aussi profondément jusque dans les états-majors d'armée ; l'on ne s'y rendait pas aussi bien compte non plus de l'allongement du tir des nouvelles artilleries, des effets que devaient produire les nouveaux gaz asphyxiants, de l'efficacité, en quelque sorte instantanée, de la préparation d'artillerie et du barrage roulant : on ne faisait pas la part assez large à l'accumulation écrasante des moyens matériels à la supériorité numérique, à la surprenante exécution de la consigne du secret ; on comptait sur le courage de la troupe, sur le prestige conquis, sur cette position si « forte » ; peut-être y avait-il aussi, tout au fond, une sorte d'humeur contre l'apparente insouciance avec laquelle le haut commandement, tout à sa lutte dans le Nord, traitait le Chemin des Dames : — « Si on ne peut pas faire autrement et s'il n'est pas tenu compte davantage des avertissements multipliés, eh bien ! l'on se fera tuer !... »

Pour toutes ces raisons et pour d'autres, tenant, en somme, à un certain manque de coup d'œil et de résolution, l'effort maximum fut prévu comme devant se produire sur la première position ; cette première position reçut les fantassins et l'artillerie qu'on croyait nécessaires, en sacrifiant même les réserves. Et le commandant en chef averti, quoique tout cela fût en contradiction avec son système réfléchi, ne fit aucune observation.

Le général Duchêne, qui commandait la

6e armée, était un homme expérimenté, appliqué, excellent soldat, peut-être un peu « vieille armée », mais d'une solidité et d'un courage à toute épreuve. Partout où il avait passé, sa fermeté vigilante s'était fait remarquer : mais le soldat, les officiers mêmes le trouvaient un peu dur dans le commandement. Soit clairvoyance, soit instinct, il n'avait cessé de répéter que son secteur serait, un jour ou l'autre, l'objet d'une offensive de grand style et il avait réclamé avec persistance des réserves et des hommes pour organiser le front. Mais, quand, on lui demandait des précisions, il n'avait que de vagues indications à apporter. Son bureau de renseignements en était réduit aux suppositions, tant l'ennemi cachait admirablement son jeu. C'est à peine si certains indices permettaient de relever quelques mouvements en face du secteur : mais les sorties que l'on multipliait pour faire des prisonniers ne donnaient pas de résultat. Les patrouilles revenaient les mains vides. Les avions ne remarquaient rien ; les fameux observatoires en étaient réduits à constater le calme permanent. Les mouvements se faisaient, nous le savons maintenant, la nuit, à l'abri des bois. Le commandement allemand préférait y mettre le temps et se ménager l'avantage de la vraie surprise. Les hommes, qui sentaient tout de même « qu'il y avait quelque chose », mais sans rien préciser, se méfiaient d'instinct et appelaient, entre eux, le Chemin des Dames « le secteur sournois ».

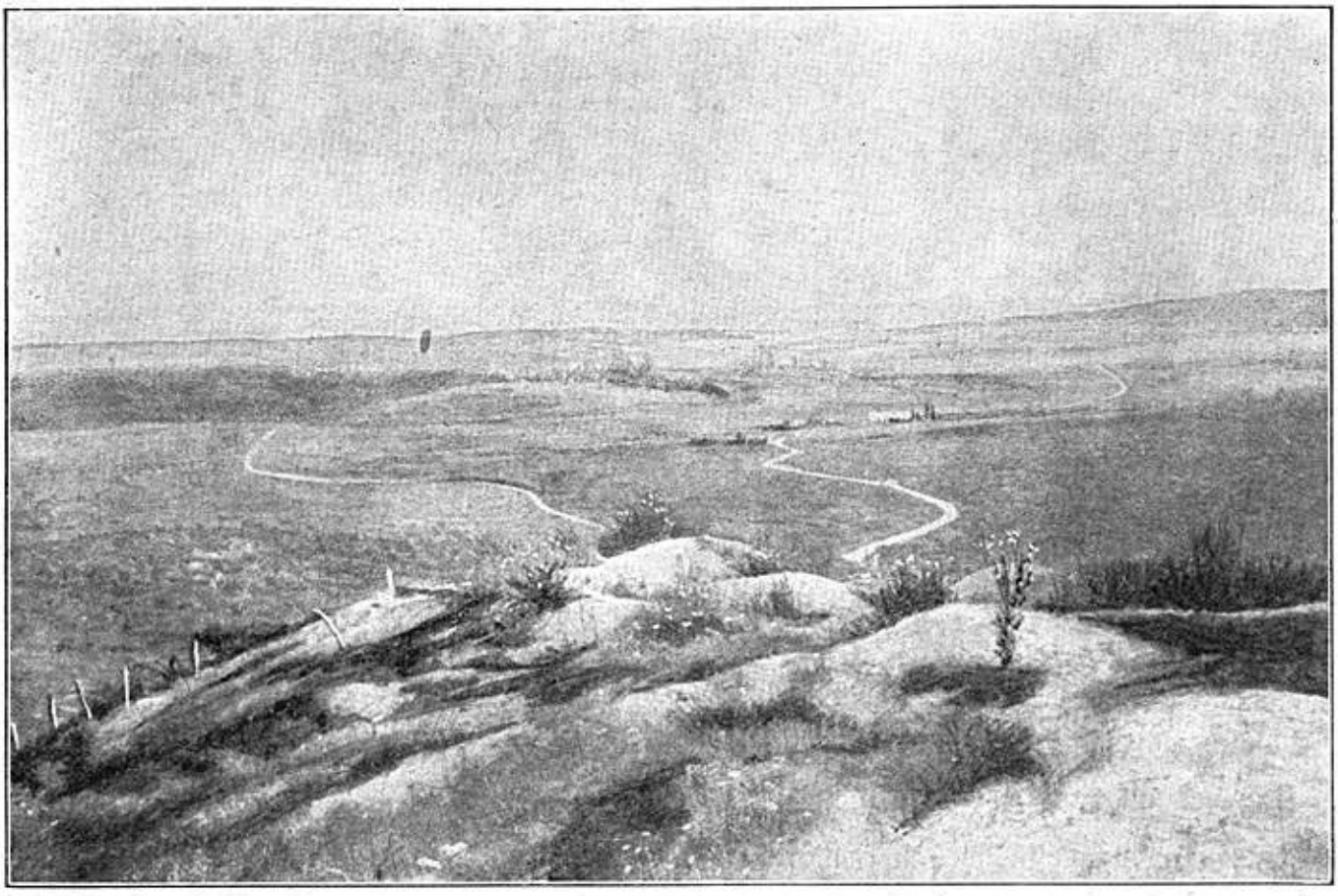
Secteur sournois, mais, encore une fois, de tout repos. Les troupes qu'on y envoyait, si elles étaient bonnes, étaient peu nombreuses, et si elles étaient plus nombreuses, étaient inexpérimentées ou fatiguées. Et les formations, surtout en infanterie, étaient à peine suffisantes pour garder cette longue étendue de crêtes. Le dénombrement de ce qu'on a appelé la « garnison », — car c'était bien une place assiégée, — arrive aux résultats suivants : la 6e armée (quartier général à Belleu) a bien *en ligne*, depuis Leuilly jusqu'au nord de Reims, c'est-à-dire le long de l'Ailette et à travers la trouée de Berry-au-Bac, les 4 divisions (151e, 61e, 21e, 22e) du 11e corps (général de Maudhuy), les 3 divisions (50e, 8e, 21e) du 9e corps britannique (général Hamilton-Gordon) et la 45e division, soit en tout 8 divisions ; elle a bien *en réserve d'armée*, 3 divisions françaises (74e, 39e, 157e) et la 25e division britannique ; — mais le « fort » de la position n'est guère tenu que par la 61e division (Modelon) dans la forêt de Pinon, la 21e division jusqu'à Froidmont, la 22e division (Renouard) jusque devant Bouconville et, à droite, la 50e division britannique (Jackson), qui a été retirée décimée du front du nord, et dont les jeunes recrues, venant d'Angleterre, n'ont jamais vu le feu. Les effectifs sont peu élevés. A la 22e division, on compte environ 10 000 fantassins, 5 500 de l'active et 4 500 territoriaux. C'est maigre.

Si l'on tient compte de ce fait que 6 divisions allemandes, appuyées par une bonne partie des 7 000 pièces d'artillerie couvrant tout le front d'attaque, vont se porter d'abord et en bloc sur les hauteurs au premier signal, sans compter les masses énormes qui agiront presque simultanément, on constate que le soldat va combattre à 1 contre 6 et même sur certains points à 1 contre 8, 10, 12 (1).

DANS LE CAMP ALLEMAND. LA SURPRISE

Voyons, maintenant, comment, dans le camp ennemi, on a monté le coup que l'on entend frapper et sur lequel le Kronprinz compte pour amener la fin de la guerre selon ses vues et pour sa plus grande gloire personnelle, par la prise de Paris. Les ordres pour la préparation furent donnés à partir du 17 avril ; elle dura donc cinq semaines. Le plan définitif était le suivant : atteindre, comme objectif, la ligne Soissons-Reims, mais avec une volonté déterminée de s'emparer du couloir de Soissons, c'est-à-dire du chemin de Paris. Pour cela, il était entendu que la rupture du front de l'Aisne et même de la Vesle en direction de Fismes, si on l'obtenait,

(1) Voir, pour les précisions, l'article déjà cité de M. GABRIEL BOUNOURE.



CRAONNE ET LA ROUTE DE CRAONNELLE. — VUE PRISE DU PLATEAU DE CALIFORNIE

ne serait qu'un moyen et que la VII[e] armée, qui prendrait la tête, s'arrêterait sur les hauteurs au sud de la Vesle pour faciliter la progression sur Soissons. Il était entendu aussi que, dans le même but, la XVIII[e] armée von Hutier donnerait, par son aile gauche (XXXVIII[e] corps de réserve), un coup de sonde en direction de Noyon, jusqu'à l'embouchure de l'Ailette, tandis qu'à l'est, la I[re] armée (von Below), celle du secteur de Reims, forcerait, par sa droite, la ligne de Berry-au-Bac-Loivre, de façon à tourner à la fois, comme nous l'avons expliqué, la ligne de l'Aisne et la ligne de la Vesle.

« Les préparatifs, écrit le Kronprinz, furent plus considérables encore que ceux qu'exécuta la XVIII[e] armée en vue de la bataille de mars. A la date du 25 mai, 1 800 trains de troupes, de matériel et de ravitaillement avaient été assurés. » On comptait enlever tout le système du Chemin des Dames d'un seul coup et, pour cela, il fallait assener ce coup avec une brutalité telle que l'ennemi ne pût même pas respirer et que la poursuite ne rencontrât nul obstacle. Car, d'ores et déjà, on savait, qu'une fois la Vesle franchie, le transport des approvisionnements, des munitions, des blessés dans les arrières allemands deviendrait très difficile, par suite du manque de voies ferrées et en raison de la destruction du tunnel de Margival. L'opération devait donc être sûre et instantanée. On comptait qu'une artillerie massive et les nouveaux gaz asphyxiants briseraient sur place la résistance : 1 158 batteries avaient été massées et approvisionnées largement à proximité du front. 15 divisions de premier échelon de la VII[e] armée étaient montées en ligne à la toute dernière heure et, pour la plupart, dans la nuit précédant l'attaque ; elles s'étaient rangées silencieusement

sur les 55 kilomètres allant de Vauxaillon à Brimont; d'autres étaient en route pour être jetées sur le champ de bataille au fur et à mesure des besoins; au total, 29 divisions étaient prêtes à prendre part à l'offensive des VII[e] et I[re] armées. La VII[e] armée (quartier général à Laon) était commandée, sous les ordres suprêmes du Kronprinz (chef d'État-Major Schulenburg) par le général von Boehn, ayant lui-même sous ses ordres le général von Larisch (54[e] division), Wichura (VIII[e] corps de réserve), von Winkler (XXV[e] corps de réserve), von Conta (IV[e] corps de réserve), comte Schmettow (65[e] division); en outre, 3 divisions de la I[re] armée sous les ordres du général von Ilse (XV[e] corps) étaient en place pour la manœuvre de flanc Berry-au-Bac, Loivre.

Tout cela descendait des hauteurs de Cerny, tâtait les fonds de Moulins, se massait sur la Bove, s'infiltrait derrière Craonne et sur la pointe d'Aguilcourt, non sans éveiller comme une sorte de frisson mystérieux, chez les hommes et les officiers penchés, d'autre part, sur les créneaux.

Le samedi 25, dans l'après-midi, stoppait au village de Paissy, l'automobile au drapeau cravaté du général Duchêne. Il allait voir les premières lignes. Les appels téléphoniques vibrèrent dans le secteur pour semer la nouvelle que « le Tigre » était dans les tranchées. Les fantassins distinguaient en effet le « tigre civil » du « tigre militaire », ainsi appelé pour ses foudroyantes humeurs qui terrorisaient son Etat-Major et toute son armée. Du haut de la tranchée de soutien, il considéra l'inquiétant et morne paysage. Au retour, il s'entretint avec le général Braquet. Au soir tombant, les deux chefs s'entretenaient au petit chemin en corniche de la vallée de Paissy. D'autres indices encore venaient de frapper les fantassins : de nombreux roulements d'autos avaient été entendus et aussi des bruits étranges « ressemblant à des cris d'oiseaux très aigus » (c'étaient des sirènes d'autos spéciales) ; notre artillerie avait fait exploser trois dépôts de munitions dans l'espace de trois jours. Le général Braquet fit à son supérieur la somme de ces indices : « Enfin, demanda le chef de la 6[e] armée, croyez-vous à une attaque ? — Mon général, j'allais vous le demander. Nous autres, fantassins, au contact de l'ennemi, ne voyons que la limite de notre créneau. — Enfin, si on vous attaque, que ferez-vous ? — La consigne est de se faire tuer sur place : on l'exécutera. — Il ne s'agit point de cela ; il s'agit de tenir la position, le pourrez-vous ? — Mon général, la division est sur 14 kilomètres de front. Si les Boches font un coup de main, ils comblent nos vœux ; car, prendraient-ils pied sur le saillant, le téton par exemple, vingt-quatre heures au plus tard, le temps d'une préparation d'artillerie, ils seront écrasés ou pris... Mais, s'ils font une attaque de grand style, oh alors ! ils iront jusqu'où le style aura été préparé. Pour le reste, mon général, vous savez mieux que moi ; c'est une question de réserves et l'affaire du haut commandement... — Braquet, interrompit Duchêne, il me faut absolument des prisonniers... — On essaie chaque jour, mais sans succès ; on va continuer. — Il me les faut tout de suite. — Quand ? — Cette nuit. — Bien, mon général, cela coûtera peut-être cher ; mais vous les aurez, je vous le promets. »

C'est alors que le général Braquet, dans une note écrite à l'issue de cette conversation, répète avec force à ses régiments la nécessité d'enlever des prisonniers à l'ennemi avant le lendemain matin. Nos patrouilles partent dans la nuit, avec cette détermination admirablement intelligente de nos troupiers quand ils comprennent la pensée de leurs chefs et qu'ils la voient fondée en raison. Une patrouille du 62[e] enlève un soldat allemand dans le bois de l'Epine ; une patrouille du 19[e], en un vif hourvari, s'empare d'un aspirant, près de la ferme d'Ecouffaux. Le 26, au petit matin, ces prisonniers sont au P. C. de la division ; leurs déclarations paraissent si graves qu'une automobile les emmène immédiatement au corps d'armée et à l'armée. Dès la première partie de l'après-midi, tous les doutes sont levés : une attaque de plusieurs corps d'armée aura lieu le 27 au matin sur tout le front de l'Aisne... A 17 heures est transmis un message pour toute l'armée qui fixe l'alerte pour 19 heures, le soir même (1).

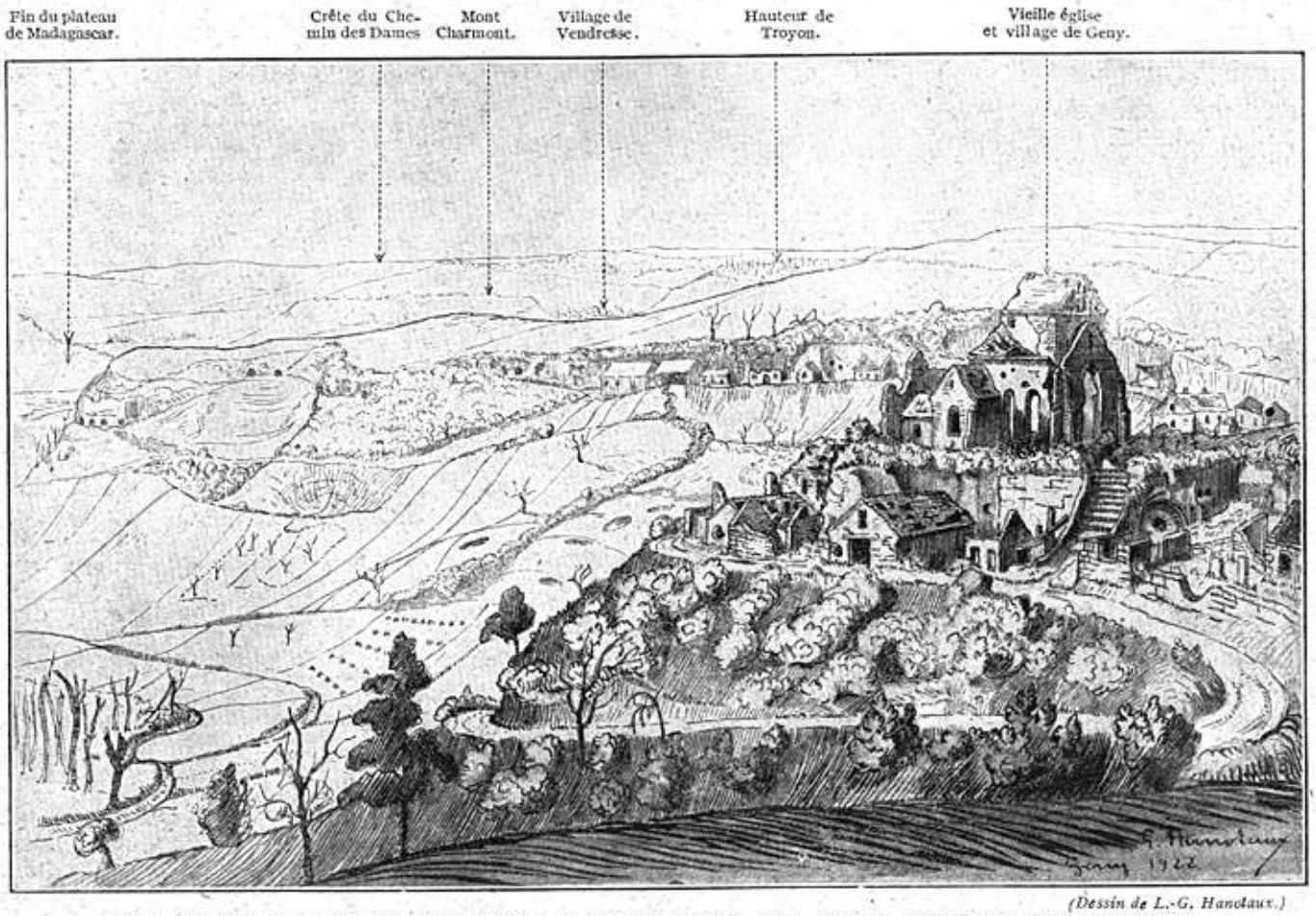
L'ordre d'alerte est à peine reçu que la faible garnison de la place assiégée prend ses positions de combat.

L'artillerie du II[e] corps, trop faible, hélas, et médiocrement approvisonnée, 304 pièces pour un front de 33 kilomètres, c'est-à-dire environ une pièce par 100 mètres ; les mitrailleuses, pour la plupart d'ancien modèle, développent, dès 20 heures, leurs tirs d'interdiction (2). L'effet est, en somme, peu considérable sur l'ennemi où tout est prêt pour le départ.

« La nuit vient, une nuit tiède, pleine d'étoiles. » A minuit 50, tout est calme sur le front.

(1) GABRIEL BOUNOURE, *loc. cit.*, p. 746.

(2) Voir, pour les précisions, le rapport d'Abel Ferry, dans *La Guerre vue d'en bas et d'en haut*, p. 308.



(Dessin de L.-G. Hanolaux.)

DU PLATEAU DE MADAGASCAR AU VILLAGE DE GENY (VUE PANORAMIQUE)

LA BATAILLE DU CHEMIN DES DAMES

A 1 heure, c'est une cataracte de feux, de flammes, de fumée, et de gaz dépassant tout ce qui s'était jamais vu. Les tranchées sont assaillies de petits obus multipliés semant la mort, les observatoires sont aveuglés, les liaisons sont coupées, les batteries, repérées d'avance, sont prises à partie : chaque poste est isolé ; le commandement n'a plus de prise sur ses formations, la bataille est plongée presque instantanément dans les ténèbres et dans l'isolement, il n'y a plus d'autre commandement que celui des lieutenants et des capitaines. Au bout d'une demi-heure, les obus à gaz arrivent progressivement et alors qu'on ne se méfie pas, car les gaz nouveaux, à l'arsine, sont perfides : les masques ne suffisent pas pour protéger le soldat : il tousse, vomit, crache le sang.

Au bout d'une heure de cet ouragan, les tranchées sont inhabitables, les batteries sont détruites, les mitrailleuses hors de combat. On ne sait plus où on est. La défense hésite, tâtonne dans la tombe, et dans la nuit. D'ailleurs, pas un abandon de poste, pas une panique, pas une défection. L'ordre est de tenir, on tient.

Voici l'ennemi ! le tir en rafale faisant coupole sur la ligne qui avance se substitue au tir de préparation. Il est 3 h. 50. La première ligne a déjà perdu moitié de ses effectifs et elle est à demi désarmée. On s'aperçoit bien vite de la minutieuse organisation de l'assaut : la force qui marche est admirablement articulée ; ce sont, maintenant, des colonnes d'attaque exactement instruites et renseignées de ce qu'elles ont à faire, ayant prescrit l'objectif individuel, arbre, maison, motte de terre, jusqu'au dernier fantassin ; ces colonnes s'en prennent méthodiquement au point faible, l'enfoncent d'un coup, nettoient les tranchées en un tournemain, tandis

que d'autres, sans s'attarder, volent à l'avant, franchissent les lignes intermédiaires, occupent les villages, surprennent les formations attardées, descendent les pentes, courent aux carrefours, aux ponts, tournent la position, bouclent les postes de commandement dans les réduits et dans les « creuttes » avant même qu'on se soit aperçu qu'elles ont passé.

Comme toujours, les troupes d'assaut s'attaquent principalement aux liaisons : à droite, des postes mixtes d'Anglais et de Français sont répandus dans la forêt de Vauclerc : ils sont attaqués à la grenade et entourés, faits prisonniers, tandis que les Allemands se hissent par le couloir d'Hurtebise, grimpant aux souches carbonisées de la sombre forêt des moines de Saint-Bernard ; dès 2 heures, le Têton est enlevé; les assaillants attaquent la ferme en ruine, mais là sont arrêtés un instant. Dans le fond, là où les voltigeurs de Ney ont combattu en 1814, Ailles tient un moment, mais bientôt est, à son tour, submergé. La Bovelle succombe, le P. C. Bitche avec son chef de bataillon est enveloppé. A 5 heures tout le centre de la position est rompu : il ne reste que des îlots où des groupes réunis au hasard font le coup de feu et de grenade en grande désespérance. Partout ce sont les mêmes scènes : indomptable courage de la défense, écrasement sous la masse et sous le nombre, chute graduelle des lignes sous les coups du tir en rafale qui progresse en avant comme une muraille de fer. « A 7 heures, la liaison téléphonique Central-Paissy-Vassogne est coupée ; la division n'a plus de liaison que l'arrière avec le P. C. Chaouïa, et encore indirectement, par Pargnan. » Déjà l'offensive dévale dans la vallée de l'Aisne.

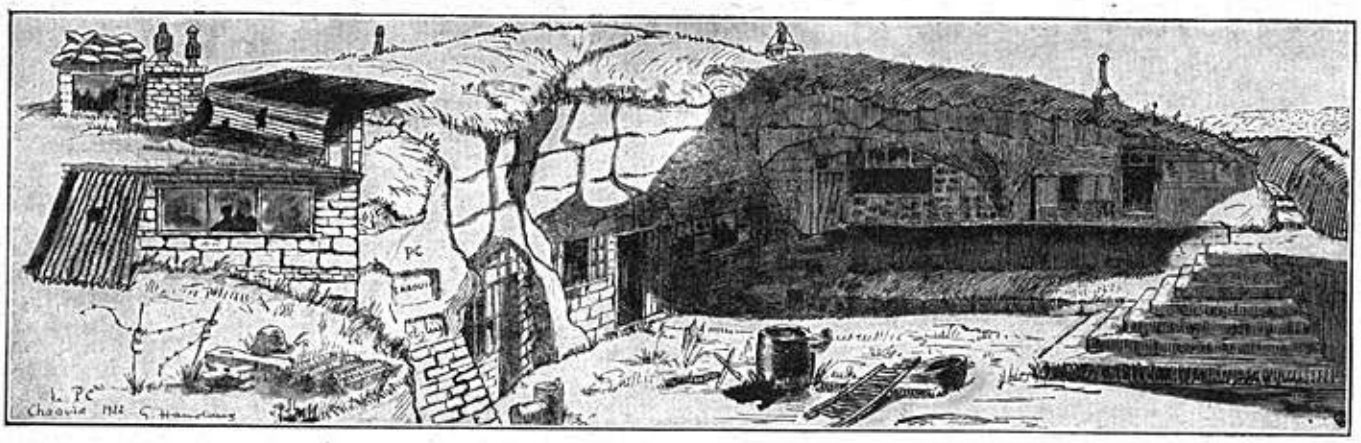
Larisch a conquis les hauts plateaux de Pinon-Chavignon ; Wichura a emporté la Malmaison ; Winkler a débouché sur Cerny et Moulins, Conta entre Ailles et Paissy ; par Craonnelle il marche sur Beaurieux ; Schmettow et Ilse ont réussi la manœuvre de flanc par Berry-au-Bac.

Ainsi une large écluse s'est ouverte au milieu du système de défense. Les nouvelles divisions allemandes, poussées en avant, s'y engouffrent intactes. Les hommes de Conta, qui marchent sur Beaurieux venant des bois de Craonnelle, passent à cheval, batteries attelées, sur les chemins qui descendent vers la rivière : le général anglais n'a que le temps de fuir et, pour brûler ses papiers d'état-major, incendie la maison qui domine la vallée. Une torche immense monte vers le ciel. Cependant, en arrière ; la creutte du Dragon résiste encore, sans armes et sans munitions. De même, à l'arbre de Paissy, quelques vieux grognards luttent sous les ordres du capitaine Beauregard. Tous ces groupes isolés, aveuglés, sans communications, sans ordres, implorent des renforts, des munitions ; les messagers succombent.



(Dessin de L.-G. Hautelaye.)

LE VILLAGE DE PARGNAN



(Dessin de L.-G. Hannotaux.)

LE P. C. CHAOUIA

Les états-majors quittent les postes et se replient sur la vallée.

Mais, voici le pis. Les couloirs parallèles font leur office après la « montagne russe ». Les trois divisions anglaises devant Brimont et devant Juvincourt ont été enfoncées, l'extrémité est prête à céder et bientôt apparaissent les colonnes de pénétration, qui, fouaillées par le succès, par l'espérance, courent aux ponts de l'Aisne. Et on ne les a pas détruits ! Misère sur tant d'autres misères, surprise trop excusable dans la surprise générale !

De l'arrière, le commandement a envoyé les réserves qu'il a sous la main ; les bataillons de territoriaux ont commencé à grimper les coteaux de Maizy, d'Œuilly, de Bourg-et-Comin. Est-ce pour laisser passer ces réserves, — combien insuffisantes ! — est-ce le souci de laisser à ces formations de la première position le moyen de se retirer?

Est-ce faux calcul? manque de liaison? Quoi qu'il en soit, les ponts où les dispositifs de mines sont préparés, mais non chargés, restent intacts ; et tandis que l'ennemi, à 8 heures, descend la colline de Beaurieux, la ligne de Berry-au-Bac ayant cédé, les colonnes progressent déjà le long de la rivière d'Aisne par Concevreux-Chaudardes. D'autre part, à l'ouest, le pivot de Bourg-et-Comin, Madagascar a cédé : de Soupir se tend en avant une autre antenne qui cherche à se rencontrer avec celle qui vient de l'est et à se rendre ainsi, à elles deux, maîtresses de tous les ponts. Ce qui reste de la « garnison » sera entouré et, après une résistance d'autant plus acharnée qu'elle ne sait rien, il ne lui restera qu'à se rendre.

Que font donc les réserves ? Le général Duchêne est-il tout à fait démuni ? N'est-il aucune troupe à proximité ? Que se passe-t-il sur la seconde ligne, celle qui devait être la vraie ligne de résistance ?

Ici encore on a joué de malheur ; les réserves ont été mal engagées, toujours pour la même raison : la surprise multipliée par le manque de profondeur. Comme dit un des chefs : « Pour faire durer la bataille, il faudrait du terrain ». Le dispositif, tout en première ligne, a entraîné l'engagement des réserves par petits paquets et sans qu'on puisse faire autrement. Les bataillons envoyés de l'arrière sont tombés, en quelque sorte, dans la surprise et sans avoir le temps de se reconnaître, ils ont été refoulés, désemparés ; et, en plus, leur présence a empêché la destruction des ponts.

Le cas de la 157e division est probant, écrit Abel Ferry : voici l'analyse du rapport même de cette division.

La 157e était derrière la 22e division (c'est-à-dire en arrière, mais au centre de la bataille). Primitivement, elle devait tenir la rive sud de l'Aisne et, selon les ordres, était, vers 2 heures, étalée entre Saint-Mard et Villers-en-Prayères. Son artillerie était en arrière entre la Vesle et l'Aisne.

A 5 heures du matin, arrive l'ordre du général commandant la 6e armée *de pousser trois bataillons sur la rive*

droite de l'Aisne. A peine au débouché des ponts, les 4 bataillons de la 157e division tombaient à l'improviste sous les feux de l'ennemi (qu'on croyait encore dans la vallée de l'Ailette). Ils sont obligés de se déployer : ils sont perdus. (Observez qu'ils ne savent rien de l'ennemi. L'orage les surprend et les emporte dans son tourbillon.)

A 7 h. 45, le général commandant le 11e corps (général de Maud'huy), croyant pouvoir encore rétablir la situation sur la première position, fait passer le pont à un bataillon à Bourg-et-Comin (à cette heure, les Allemands atteignent déjà l'Aisne) ; le cinquième bataillon eut le sort des quatre autres.

Il ne restait, à 8 heures du matin, que 4 bataillons pour tenir 12 kilomètres de la seconde position (rive gauche de l'Aisne) ; à 14 heures, l'ennemi est par derrière sur les batteries (par la manœuvre des antennes). Ainsi (conclut Abel Ferry), nous avons recommencé la faute tant reprochée par l'Etat-Major français aux Italiens à Caporetto et à l'armée anglaise, le 21 mars. Nous avons tout bourré sur les premières lignes. Il en est résulté ; 1° que les positions intermédiaires, quoique bien organisées, n'ont pas arrêté l'ennemi : elles n'étaient pas défendues ; 2° que la forte seconde position de l'Aisne et des hauteurs qui la bordent n'a pas arrêté l'ennemi : elle était trop faiblement tenue.

Les ponts n'étant pas détruits, les divisions allemandes passent en trombe ; elles sont très éprouvées, mais restent bien en main. Elles reçoivent sans discontinuer des renforts de troupes fraîches. Au sud de l'Aisne, le pays non organisé s'ouvrait devant elles ; la descente sur la Vesle n'était plus qu'une course et, au loin, on découvrait toute la vallée jusqu'à la Marne !

C'est en vain que, vers 11 heures, le général Renouard, qui avait mis son poste de commandement à Merval, s'est efforcé de barrer la route en disposant les quelques compagnies récupérées sur les chemins et les routes qui gagnent la vallée de la Vesle en direction de Fismes. En vain, les débris des régiments qui ont passé la rivière font le coup de feu dans les marais, aux ponts de Pont-Arcy, Bourg-et-Comin, Œuilly, Maizy, au nord de Révillon ; la trombe passe et, s'étant étalée sur tout le plateau entre Beauregard et Merval, elle coule sur un terrain qui n'est plus défendu. Le soldat allemand, excité par l'immense amas d'approvisionnements entassé à Fismes, s'est rué sur la ville et sur les magasins. Fismes est occupé avant le soir ; la vallée de la Vesle est dépassée dans la nuit. En un jour, la première vague s'est portée depuis Cerny jusqu'à Mont-Notre-Dame aux frontières du Tardenois ; elle a repris, d'un seul élan, tout le terrain que von Kluck avait perdu en 1914.

Cependant, en arrière, les postes entourés n'ont pas cessé de lutter. Non renseignés, ils gardent l'espoir. Officiers et soldats se défendront jusqu'à la dernière cartouche. On a cité la conduite des bataillons Muller et Pérès du 219e qui, cernés dès 6 heures du matin, ont tenu jusqu'à 20 heures et même jusqu'au lendemain dans la forêt de Pinon, au réduit Romans. Accablés sous le feu concentrique d'une artillerie formidable rassemblée contre eux, ils tiennent comme ils l'ont juré. Grâce à eux, le désastre reste cantonné au centre et ne se propage pas, ce jour-là, vers l'Ailette inférieure ; l'accès de Soissons, d'une importance stratégique si haute, se trouve ainsi retardé. Cette belle défense eut, comme nous le verrons, sur la suite de la guerre une importance considérable. Clemenceau a rendu hommage à un exploit digne des Thermopyles : « Je connais le fait d'un groupement d'hommes perdus, de Bretons, attardés dans un bois, qui ont été cernés toute une journée. Le lendemain, combattant encore, ils ont envoyé un pigeon voyageur à leur corps pour dire : « Nous sommes là. Nous avons promis de ne pas céder. Nous nous battrons jusqu'à la fin. Si vous pouvez venir nous chercher, venez. Nous pouvons tenir encore une demi-journée. »

LA POURSUITE ALLEMANDE APRÈS LE SUCCÈS DU CHEMIN DES DAMES

Le commandement ennemi lui-même fut surpris de son succès. Il n'avait rien rêvé de tel. Il en perdit même un peu la tête. Le Kronprinz écrit :

Le soir, le centre de la VIIe armée atteignait la Vesle à droite et à gauche de Fismes. En un jour, la rupture était faite sur 20 kilomètres en profondeur. Le canal de la Marne à l'Aisne fut même franchi par la gauche de la VIIe armée. Des objectifs plus lointains pouvaient désormais être assignés. *De nouvelles possibilités straté-*



SOISSONS. — LA PLACE DU THÉATRE

giques s'ouvraient devant nous. Le résultat extraordinaire de cette première journée *était à exploiter à tout prix.*

Voilà le bout de l'oreille du mégalomane. Il semble, vraiment, qu'il n'y ait plus de troupes françaises devant lui et que, sur le chemin de Paris, tous les obstacles soient tombés. Cependant une première difficulté retient un instant son attention :

L'aile droite, écrit-il, resta accrochée... L'ennemi, au moyen des réserves locales, parvint à étayer la défense *sur les deux bords de la brèche* où des combats de plus en plus acharnés ralentirent notre progression.

C'est donc le « couloir » qui s'établit et se resserre de lui-même.

A droite, la défense de la forêt de Pinon et du tunnel de Vauxaillon par la 61e division arrête un instant, nous l'avons dit, les forces allemandes lancées à la recherche de la route de Soissons. C'est une indication. On va s'apercevoir bientôt que la résistance française n'est pas brisée ; d'ailleurs des réserves sont à portée. Derrière la 6e armée, 3 divisions d'infanterie française plus une division anglaise restaient à peu près intactes. Dans la région de Compiègne-Verberie il y a 4 divisions ; dans la région d'Epernay-Châlons, 3 autres divisions plus 3 divisions de cavalerie. 15 divisions sont ainsi massées en réserve dans un rayon de 100 à 150 kilomètres autour de Fismes. A l'est, la Ire armée allemande est arrêtée, comme la XVIIIe est contenue à l'ouest. Et ce n'est qu'un commencement !

Mais il faut du temps pour que le profond désarroi jeté par la journée du 27 se répare, pour que l'arrivée et la reprise en main des réserves puissent avoir lieu. En attendant, les armées du Kronprinz foncent : c'est toujours l'offensive du « buffle ».

De son côté, le commandement allemand a appelé à lui, sur sa droite, de nouvelles forces et c'est, d'abord, un corps tout entier : le VIIe corps (von François). Mais, cette droite, le 28, reste accrochée entre Oise et Aisne et c'est seulement le fort de Condé qui tombe et la Vesle qui est franchie à Braisne et à Fismes ; le Ier corps de cavalerie français s'engage avec

une brigade au bois de Dôle entre les 43e et 13e divisions d'infanterie. Cependant, le 29, les réserves françaises ne pouvant encore entrer à temps en ligne, une nouvelle avance allemande se produit et autorise tous les espoirs ennemis.

Les nouveaux résultats sont les suivants : le cours supérieur de l'Ourcq est franchi. Soissons est pris par la 5e division (von Wedel). Fère-en-Tardenois est occupé par la 36e division (von Leipzig). Les ouvrages fortifiés du front nord-ouest de Reims sont enlevés et, au sud, la poursuite, dans la région de la forêt de Fère, forme brèche, le 29 au soir, vers Ronchères, entre le 21e corps français et le 1er corps de cavalerie : on est à 7 kilomètres de la Marne !

Le Kronprinz ne résiste pas à la tentation de se plonger dans son triomphe : le 29, il accourt de son quartier général de Charleville ; doublant les divisions qui gagnent le front, il franchit l'Ailette, puis atteint les hauteurs qui bordent la rivière de l'Aisne au nord : du haut du plateau de Californie (Winterberg), il contemple le vaste panorama, « magnifique terrain d'attaque » ; il descend ensuite dans la vallée, remonte les hauteurs de l'autre rive, passe la Vesle, rejoint son frère Eitel-Friedrich à la 1re division de la Garde. Là, il apprend que la poursuite ne s'arrête pas, qu'elle est menée tambour battant par les divisions renforcées du XXVe corps de réserve (von Winkler) comme par toutes les unités de la VIIe armée : 200000 hommes, 300000 hommes peut-être ! Ces deux vallées de l'Aisne et de la Vesle n'avaient rien vu de tel depuis que César, sur les mêmes passages, avait, en l'an 57 av. J.-C., arrêté l'invasion des 200 000 Germano-Belges !

Le Kronprinz regagne le plateau de Californie ; et là, il retrouve son père qui, lui non non plus, n'a pas su résister à la tentation de montrer à ce pays conquis le « seigneur de la guerre ». Hindenburg, Ludendorff sont là également (1). Un conseil de guerre se tient en ce lieu historique. Là, en effet, allait pencher la fortune de la guerre.

La question qui se posait était celle-ci : fallait-il arrêter la poursuite ou fallait-il marcher à fond, jusqu'à la Marne et, par la route de Soissons, Villers-Cotterets, engager le mouvement définitif *nach Paris* ?

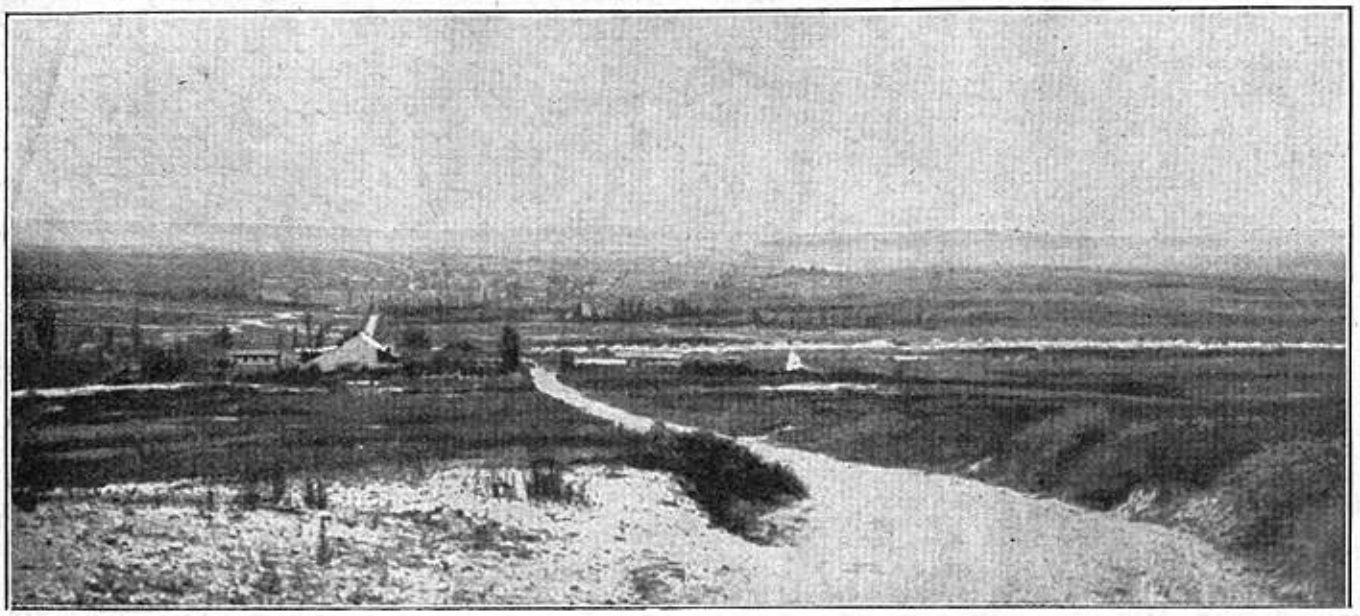
Nous ne connaissons pas jusqu'ici l'ensemble des raisons qui déterminèrent le grand Etat-Major à se jeter tête baissée dans l'erreur la plus grave peut-être qu'il ait commise de toute la guerre. Ludendorff se tait sur ce sujet délicat. Hindenburg ne s'explique pas davantage, mais il s'excuse en ces termes :

> Je résumerai mes observations sur la bataille de Soissons-Reims, en disant que ces combats nous avaient entraînés *beaucoup plus loin que nous ne le voulions primitivement*. Les succès inespérés de cette bataille avaient éveillé en nous de nouvelles espérances et nous avaient fait entrevoir de nouveaux objectifs. Si, en fin de compte, nous n'avons pas pu atteindre le but que nous poursuivions, l'épuisement progressif des forces que nous avions engagées en est la cause essentielle. Nous ne voulions pas lancer dans la région de la Marne un nombre de divisions supérieur à celui que nous nous étions primitivement fixé ; *car nos regards étaient toujours tournés vers les Flandres*.

Ces lignes suffisent pour indiquer, qu'à défaut du chef responsable, quelqu'un a voulu, quelqu'un *qui n'avait pas les yeux tournés vers les Flandres* : et ce quelqu'un nous le connaissons, c'est le Kronprinz impérial. Il ne considère ni l'épuisement des forces, ni l'arrêt au nord de Soissons, ni l'excessive étendue du terrain, ni le manque d'artillerie, ni les difficultés du transport et des approvisionnements. Il est fasciné, hypnotisé par son but, Paris ; il impose silence à tous, et on se range à sa volonté. Lesquels furent vraiment les responsables de celui qui s'obstina ou de ceux qui cédèrent ?

Le Kronprinz, dans ses *Souvenirs*, revient toujours à la même explication. Au point où en étaient les choses, il fallait, selon lui, continuer sur le front de la Marne et en direction de Paris. Mais alors, un parti s'imposait : dégarnir le front nord, prendre le maximum de

(1) Un homme de la 237e division note, à cette date, sur un carnet : « Sur la grand'route de Reims, entre Festieux et Corbeny, passent en auto l'empereur et le Kronprinz, Hindenburg et Ludendorff. » (MADELIN, p. 97.)



(Cliché Meys.)

LA PLAINE AU NORD DE REIMS

divisions disponibles au Kronprinz de Bavière. Il ne pouvait être question de mener de front les deux manœuvres : donc il fallait choisir et dégarnir le Nord. La faute fut là :

Il eût été possible au G. Q. G., en amenant rapidement les nombreuses réserves maintenues en arrière du groupe d'armées Rupprecht en vue de l'offensive de Flandre et en les engageant à fond à l'endroit où nous venions de faire une brèche, de transformer l'état de choses en un succès stratégique complet (1).

Telles sont, au fond, les suites logiques de la faute initiale commise dès la première attaque de mars. Ces nouvelles fautes en découlent implacablement. Car la stratégie a ses lois. En déplaçant, dès le début, le centre des opérations vers le sud, on se trouva fatalement entraîné dans cette direction et on ne pouvait plus se ressaisir.

Voyons, maintenant, comment ces lois s'appliquèrent sur le terrain.

SANG-FROID ET MÉTHODE DE FOCH ET PÉTAIN

Le haut commandement allemand a décidé, le 29 mai après-midi, de poursuivre l'offensive jusqu'à la ligne *Compiègne-Dormans-Épernay*, c'est-à-dire de déborder, à l'ouest, les forêts de Compiègne et de Villers-Cotterets, à l'est, la forêt de la Montagne de Reims — et d'atteindre ainsi la rive droite de la Marne. Et le Kronprinz interprète aussitôt cet ordre en prescrivant que « l'effort principal portera sur Verberie-Crépy-Château-Thierry », c'est-à-dire droit sur Paris. Mais cette offensive nouvelle et prolongée va-t-elle se dérouler librement et sans obstacles ? Que se passe-t-il dans le camp français ?

Tandis que la rupture du front de l'Aisne retentissait en France et dans le monde entier comme un désastre immense à cette période de la guerre, le haut commandement français, — il est juste de le constater, — ne perd pas une minute son sang-froid : il accepte ce grave insuccès comme un de ces malheurs non irréparables auxquels il faut savoir s'attendre à la guerre. En somme, 4 divisions seulement, 6 au plus avaient été engagées ; en grande partie, il est vrai, elles étaient ruinées ; un terrain précieux avait été perdu ; l'élan de l'ennemi menaçait même Paris et pouvait faire hésiter la victoire. Mais, en somme, l'armée

(1) A la page 417 de ses *Souvenirs*, le Kronprinz ne fait que poser le problème en ces termes. Mais il est clair que son avis était pour la continuation de l'offensive. C'est ce qu'il appelle, dans le passage cité ci-dessus, « des nouvelles possibilités stratégiques », et « l'exploitation à tout prix ».

française restait debout et elle était de force à réparer d'elle-même cette cruelle blessure. Et puis, il y avait les réserves américaines. Surtout, il y avait, chez le haut commandement, la foi en sa propre expérience, en ses armées, dans le pays. Avec du coup d'œil, de l'énergie et de la persévérance, on porterait remède à ce cruel revers et on retournerait contre l'adversaire l'imprudente audace qui l'entraînait si loin. Telle fut la première pensée, toute de compréhension et de bon jugement, qui fut celle du haut commandement français. Puisque « Plutarque a menti », il importe d'apporter ici des témoignages irréfutables.

Dès que le général Pétain eut appris, à Provins, ce qui se passait sur l'Aisne, il fit appel à ses divisions tenues en réserve pour tâcher de consolider la ligne de la Vesle ; en même temps, il donne ses ordres pour masser dans cette direction 19 divisions d'infanterie et 6 divisions de cavalerie prises aux fronts les plus proches. Mais déjà, il est bien tard pour sauver la vallée de l'Aisne.

A partir du 28 au soir, le commandant en chef ne se fait plus d'illusion : il faut céder du terrain ; le terrain devient même la ressource suprême. Mais il comprend, en même temps, que, s'il n'est pas trop dangereux de laisser l'ennemi s'engager dans le couloir, « et s'aventurer vers le sud », — ce sont ses propres expressions, — ce qui importe par-dessus tout, c'est de garder fermement les deux côtés de la poche, qui va se former entre, d'une part, à l'est, la Montagne de Reims, et, d'autre part, à l'ouest, la ligne de hauteurs Acy-Sainte-Restitue, Chaudun. Et telles sont les prescriptions formelles inscrites dans un ordre daté du 28 à 23 heures, — directive capitale, modèle de clairvoyance, de précision et de sang-froid.

Le devoir de tous est de tenir sur place SANS S'INQUIÉTER *de la poussée des éléments avancés de l'ennemi.*

La mission essentielle du groupe des armées du nord est, tout en contenant l'ennemi sur son front actuel : *a*) d'une part, *d'assurer la possession de la Montagne de Reims* ; *b*) d'autre part, de préparer une *solide résistance entre Acy-Sainte-Restitue et Chaudun.*

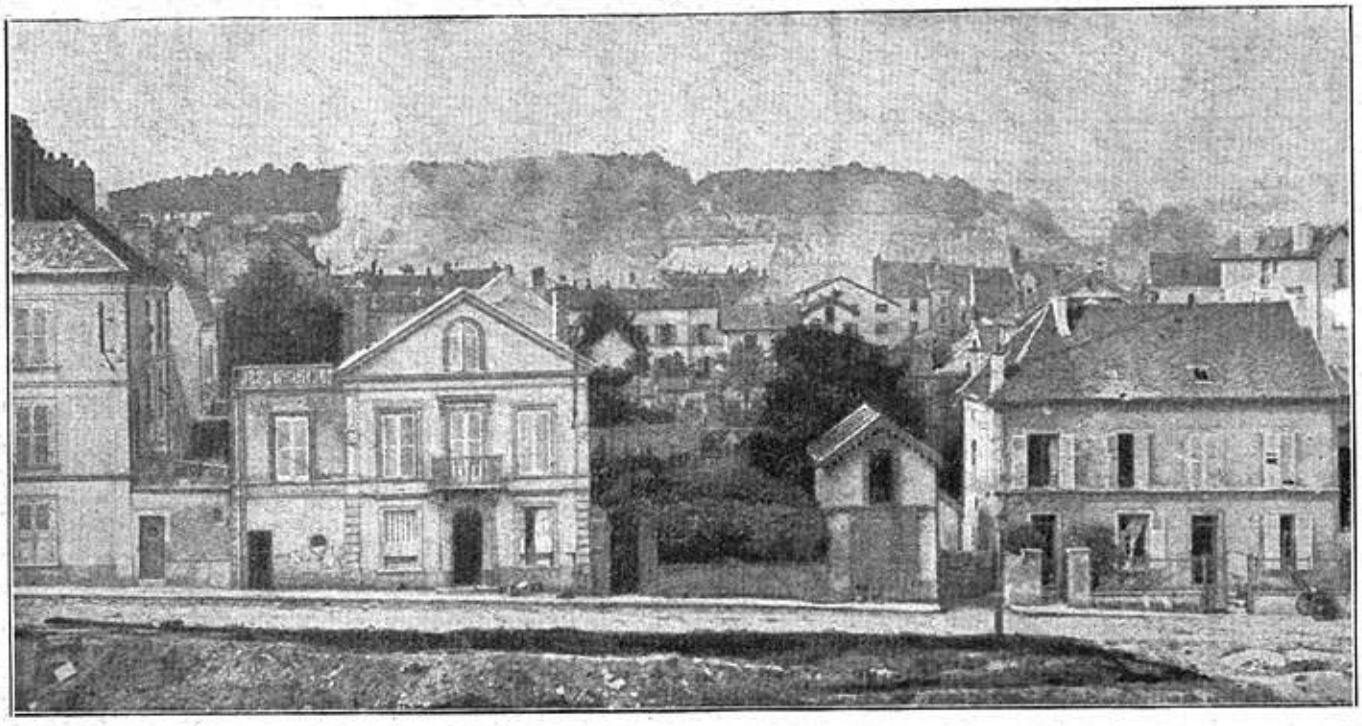
A l'abri de cette résistance, le général commandant en chef compte transporter *du 31 mai au 6 juin* la 10e armée et la 73e division sur la ligne Compiègne-Château-Thierry *en vue de nouvelles éventualités.*

Est-ce clair ? D'abord « ne pas s'inquiéter » du mouvement ennemi ; puis organiser le couloir, puis amener les renforts, et aussitôt, — et cela *à partir du 6 juin*, — préparer les *nouvelles éventualités.*

Foch, de son côté, témoigne d'un calme imperturbable. Il n'abandonne nullement sa pensée de maintenir à tout prix ses contacts avec l'armée britannique. Si l'offensive allemande n'était qu'une diversion (et les Allemands eux-mêmes ne se prononcèrent à ce sujet qu'au conseil du 29 mai), on doit surtout ne pas tomber dans le piège. Le vrai problème qui se pose est celui-ci : les réserves du Kronprinz de Bavière sont-elles en route pour regagner le front offensif du Kronprinz impérial? On jugera du plan allemand sur cette donnée capitale. Une demande précise est adressée au service des renseignements, qui répond immédiatement : « La masse des réserves du Kronprinz de Bavière reste dans le Nord ; elle paraît notablement supérieure à celle du Kronprinz impérial (28 mai). » Ces simples mots permettent de lire dans le jeu de l'adversaire.

Fatalement, il sera à bout de souffle avant d'avoir fourni la course. Le général Foch ne s'en prépare pas moins aux deux éventualités : il accorde qu'on prépare le transport de la 10e armée et d'une partie importante des réserves britanniques. Mais, le 29 encore, toujours maître de lui, il écrit au général Pétain qui se préoccupe extrêmement, comme c'est son devoir, de la route de Paris :

Tout en reconnaissant la puissance de l'attaque qui se développe actuellement contre les forces françaises de l'Aisne, nous ne pouvons perdre de vue que cette attaque ne semble en rien avoir absorbé les disponibilités du Kronprinz de Bavière et que, par suite, une attaque dans la région de la Somme et au nord doit toujours être envisagée. Cette attaque peut nécessiter prochainement l'intervention des forces de la 10e armée, etc...



CHATEAU-THIERRY

Pétain s'inquiète : ses divisions se fatiguent : sans la 10e armée, il ne pourra pas assurer le jeu de la « noria » (29 mai). Tout en faisant cette confidence à son chef, il reste d'ailleurs tellement libre d'esprit que, déjà, il prépare une « contre-offensive d'ensemble » sur tout le front nord de Soissons et aux abords ouest de Reims.

Le jeu de l'ennemi se découvre peu à peu. Nous savons, maintenant, que le conseil de guerre du 28-29 mai a décidé qu'on marcherait sur la Marne et qu'on s'emparerait de la région de Villers-Cotterets et même au delà. C'est donc la guerre de manœuvre. Tant mieux ! On va manœuvrer !

Voici les propres termes de la directive de Pétain, du 30 mai :

La bataille en cours sur le front du groupe d'armées du Nord, de Reims à l'Oise, se développe vers la Marne et l'Ourcq dans des conditions telles que l'ennemi peut être incité à chercher la décision non seulement en prononçant de nouvelles attaques avec les réserves dont il dispose encore, mais aussi en amenant sur le champ de bataille la majeure partie des forces qui montent la garde sur les fronts calmes entre la Champagne et la Suisse. (C'est prêter à l'ennemi une vision des choses plus haute que le commandement allemand n'est capable de la concevoir.) Cet abandon délibéré de la guerre de positions ne doit pas créer chez nous la surprise et trouver les armées et groupes d'armées de l'est cristallisés, etc.

Suivent les ordres qui préparent, sur tout le front, la fin de la guerre de position et le commencement, s'il y a lieu, de la guerre de manœuvre. Les meilleurs lieutenants de Pétain comprennent et le suivent, les yeux dans yeux. A l'ouest, Maistre (10e armée) se rapproche de la Vesle. A l'est, Franchet d'Espérey, commandant le groupe des armées du Nord, répond du tac au tac :

(30 mai.) La poussée ennemie continue très puissante non seulement sur la poche créée vers la Marne par la VIIe armée allemande, mais aussi sur le front de la Ire armée allemande. Il faut envisager le cas où toute la partie ouest de la Montagne de Reims ne pourrait plus être conservée... J'ai donné des ordres précis pour l'exécution de vos ordres, tant pour le maintien de la continuité du front que pour les contre-attaques. Il *ne faut pas voir la situation* en noir, mais il faut *nous donner des facilités de manœuvre* et des communications sûres entre les quartiers généraux...

Micheler (avec l'état-major de la 5e armée) a pris, sur la Montagne de Reims, la di-

rection d'un nouveau groupe de divisions placé sous ses ordres.

L'ennemi aura donc à qui parler. Mais son élan ne peut être épuisé en quelques heures, si dure que soit pour lui cette avance forcenée. Il a, d'ailleurs, compliqué lui-même sa tâche en s'efforçant de repousser les deux parois du couloir qui menacent de l'étreindre. Dès le 29 mai après-midi, la XVIII[e] armée (von Hutier) a l'ordre de combiner son mouvement avec la VII[e] armée (von Boehn) et la I[re] armée (Fritz von Below) : elle marchera sur Compiègne à l'ouest, tandis que la I[re] armée couvrira à l'est du côté de Châlons. La puissance de l'attaque principale sera portée en avant, sur Compiègne-Villers-Cotterets-Château-Thierry. Ce qu'on vise de ce côté, c'est l'enveloppement de Paris.

Précisément, à la même heure, Pétain et Duchêne recevaient, à Oulchy-le-Château, le général Lacapelle, commandant le I[er] corps. Mission immédiate du I[er] corps : s'intercaler, pour le lendemain 30 à midi, à cheval sur l'Aisne, entre le 30[e] corps (général Chrétien) à Morsains et le II[e] corps (général de Maudhuy) à Chaudun. C'était le barrage devant Compiègne et Villers-Cotterets. La contre-offensive des 30[e], I[er], II[e] et 21[e] corps est prévue pour le 31 au matin.

Le 30 mai, la Marne est atteinte. Le front s'oriente franchement vers l'ouest. La ligne d'attaque se développe toujours plus avant en direction de Paris par Villers-Cotterets et Compiègne. Les corps Winkler, Wichura, Larisch s'échelonnent entre Dormans, Oulchy et Soissons, tandis que, par le nord, le VII[e] corps et le XXXVIII[e] corps repoussent les forces françaises du 30[e] corps (général Chrétien) au sud de l'Ailette et de l'Oise.

Le 31 mai, Vierzy et Villers-Hélon sont pris; mais on se heurte partout à la contre-offensive française; la division marocaine (général Daugan) reprend avec des chars le mont de Courmelles et rejette l'ennemi dans la vallée de la Crise; le I[er] corps, qui a affaire à 6 divisions allemandes, brise nettement leur offensive. Le I[er] juin, après avoir fait *complètement face à l'ouest avec le gros de ses forces*, l'armée allemande atteignait, avec ses éléments de tête, la forêt de Villers-Cotterets et, dans la journée du 2, le ruisseau du Clignon. Elle repoussait, de ce côté, le 2[e] corps de cavalerie et le 7[e] corps; une division s'empara, après un violent combat de rues, de la partie de Château-Thierry située au nord de la Marne. Mais un nouveau barrage, tenu par le 38[e] corps français et une brigade américaine, interdit à l'ennemi tout espoir de franchir la Marne à Château-Thierry, à Jaulgonne, à Dormans.

Le Kronprinz nous laisse comprendre, dans ses *Souvenirs*, qu'il commence, dès lors, à s'inquiéter de ce qu'il lui reste à faire et il s'efforce, d'ores et déjà, de dégager sa responsabilité. Il explique donc les choses à sa façon :

L'aile gauche de la VII[e] armée (65[e] division) fut rattachée à la I[re] armée qui prit à sa charge tout le front d'attaque de Reims. (C'est donc le couloir qui l'inquiétait.) Aucune avance importante ne fut réalisée dans cette région à partir du 31 mai. L'artillerie lourde entre en action vers Villers-Cotterets et vers Epernay (sur les deux côtés du couloir. Est-ce que l'on renonce déjà à la fameuse conception de la guerre de manœuvre?). Le G. Q. G. eut, un instant, l'idée de pousser l'aile gauche de la VII[e] armée au delà de la Marne en direction d'Epernay : il espérait pouvoir ainsi reprendre l'attaque de la Montagne de Reims par la I[re] armée. (Nous avons vu que Franchet d'Espérey a prévu et paré le coup.) Etant données *la faiblesse de nos effectifs* et *la résistance grandissante* de l'ennemi, Schulenburg et moi, nous nous opposâmes à ce projet qui ne tarda pas à être abandonné... Sur les deux bords de la brèche, la progression ne se faisait plus que très lentement, et à partir du 2 juin, *la résistance s'accentua dans les deux directions principales de l'attaque.*

La grande forêt de Villers-Cotterets et les hauteurs boisées du front ouest et sud-ouest de Reims étaient très favorables à la défense; en outre, les inconvénients du ravitaillement des divisions d'attaque, qui ne pouvait se faire que par convois hippomobiles ou automobiles, devenaient de plus en plus sensibles.

Devant cette situation, le groupe d'armées *renonça, dès le 3 juin, à continuer l'offensive avec les procédés de la guerre de mouvement...*

Cela veut dire que l'offensive de manœuvre est arrêtée, barrée. Comment expliquer ce fait considérable tandis que l'armée allemande dispose encore de formidables réserves et alors qu'on a fait montre, deux jours auparavant, d'une si belle confiance ?

Cette *résistance grandissante*, ces *deux côtés de la brèche* qui deviennent si menaçants, ces *effectifs qui s'affaiblissent et qui ne sont pas renouvelés*, comment n'a-t-on pas prévu ces difficultés? Comment ne s'est-on pas remémoré le précédent de 1914? Comment a-t-on fermé les yeux sur les dangers de l'offensive « dans la poche »? Et cela en vue de Paris?

Et puis, devait-on supposer que, si l'on manœuvrait, l'ennemi ne manœuvrerait pas? Les chefs allemands affectent toujours d'ignorer les chefs qui leur sont opposés. Erreur, fille de l'orgueil et qui les a perdus comme elle perd encore l'empire: sous-estimer l'adversaire, la plus dangereuse des vanités, car lui ne se laisse pas oublier!

Le 31 mai, le service de renseignements a informé le G. Q. G. français que le Kronprinz de Bavière conserve toujours intactes ses réserves, mais que celles du Kronprinz impérial sont à peu près épuisées. S'il n'y avait pas l'arrivée de quelques renforts dont on ne distingue pas très bien l'origine, l'heure serait sur le point de sonner où l'offensive vers le sud se trouverait à bout de souffle.

Par contre, les divisions françaises sont arrivées sur le front et ont fait partout barrage. Depuis le 28, le général Degoutte, avec le 21e corps, est venu former un groupement nouveau chargé de défendre la vallée de l'Ourcq. Et nous avons vu le 1er corps (général Lacapelle) faire résolument tête entre le 30e corps qu'il soutient pour la garde des ponts de Vic-sur-Aisne et le 11e corps attaqué violemment à Longpont et Villers-Hélon. Le général Lacapelle parvient, au cours de combats extrêmement violents, à interdire à l'ennemi, les 2 et 3 juin, l'accès de la forêt de Retz. Ainsi la bataille se termine à l'avantage des troupes françaises. Les Allemands sont immobilisés et rejetés par de vigoureuses contre-attaques.

A partir de ce moment, la 10e armée (général Maistre) s'étant installée, le 1er juin, entre Moulin et Faverolles, l'organisation de la résistance est complète. Il n'est pas étonnant que le Kronprinz le constate, puisqu'il se heurte partout à une muraille de feu et qu'il ne peut plus déboucher nulle part.

Ainsi la manœuvre visant à l'enveloppement de Paris est contenu.

Mais où en est le général Pétain? Quelles sont ses réserves, ses ressources? Il faut entendre ici son cri d'alarme. Si l'ennemi est à bout, lui aussi. Il peut tenir, mais, en cas de besoin, comment renouveler l'effort? Il écrit, le 1er juin, au maréchal Foch :

> Aujourd'hui 1er juin, notre situation est la suivante. La bataille en cours depuis le 27 mai a absorbé déjà 37 divisions dont 5 britanniques. 17 de ces divisions sont complètement usées; 16 sont engagées depuis deux, trois ou quatre jours; 4 se sont engagées hier. D'autre part, 5 divisions sont en cours d'arrivée et seront engagées du 31 mai au 2 juin.
>
> Je n'aurai plus ensuite à espérer jusqu'au 10 juin, pour nourrir la bataille, que l'arrivée de la 10e armée et de 5 autres divisions dont mon unique réserve en Alsace, plus une division italienne. Et c'est tout... Je n'ai absolument aucun volant. Or, il me faut ce volant sans tarder. Je ne le vois que dans les divisions américaines de la zone britannique. Je les mettrai dans les tranchées des Vosges et de la Lorraine : je libérerai de bonnes divisions françaises. Ensuite, pour la suite de la bataille, les réserves britanniques devront affluer sur l'Oise et, au besoin, sur la Marne. Ces divisions échappent à mes attributions, etc.

Et l'on annonce, au même moment, que deux divisions de réserve *arrivent du front du Kronprinz de Bavière*. Tout paraît de nouveau en suspens. Mais, c'est ici l'heure de Foch, l'heure du commandement unique. Foch n'est pas tout à fait assuré encore que l'offensive sur l'Aisne ne soit pas une ample diversion, cependant, il faut choisir. Dès le 2 juin, Foch écrit :

> Les troupes alliées sont actionnées vers Paris, en particulier dans la région de la Marne. Elles seront engagées dans la bataille suivant les possibilités de transport.

Et, se tournant à la fois vers le maréchal Haig et vers le général Pershing, il fait observer à l'un et à l'autre que toutes les forces alliées en France doivent concourir à la bataille. Il leur demande, maintenant, de préparer à la fois l'envoi de toutes les réserves dont ils

peuvent disposer et un plan de transport par les voies les plus rapides.

Cette précaution prise, il est résolu, plus que jamais, à ne pas sacrifier sa pensée maîtresse, celle qui lui permettra, à un jour prochain, de reconstituer en un bloc les forces alliées et de les jeter toutes unies dans la grande offensive du Nord, en un point où l'ennemi ne l'attend pas et qui décidera de la victoire. Il ronge sa moustache, mais, en réponse à Pétain, il ne se décide pas encore aux suprêmes sacrifices :

Pour arrêter l'ennemi dans sa marche sur Paris, il faut une certaine quantité de forces que vous commencez d'avoir tant sur la rive gauche que sur la rive droite de la Marne, à la condition de les faire durer et de les employer avantageusement ; ce qui est bien une affaire de commandement inspiré par les principes suivants : appliquer les réserves les plus fraîches et les plus nombreuses sur la direction la plus importante et la plus dangereuse : celle de Paris.

Savoir résister aux demandes les plus pressantes du commandement subordonné afin d'engager dans les meilleures conditions les unités réservées... etc.

Nous le savons, par la connaissance qui nous est donnée, maintenant, de ce qui se passait chez l'ennemi, Foch voyait juste.

Le 1er juin, le Kronprinz avait fait, en direction de Reims, un effort suprême; 3 divisions fraîches s'y étaient cassé les dents ; malgré l'apparition des chars d'assaut allemands, Micheler avait tenu bon, sauvé, avec le 1er corps colonial (Mazillier), La Pompelle, Vrigny, Méry, la cote 240. Echec de même à la montagne de Bligny et à Violaine. A la date du 4 juin, le Kronprinz est à bout de souffle. Bien loin de prendre la route de Paris, il ne songe qu'à se protéger contre la double pression des deux parois du couloir : il recourt à son artillerie lourde; il en revient, la mort dans l'âme, à la guerre de position ! Et le Kronprinz de Bavière garde toujours ses réserves dans le Nord !

La guerre de position au fond d'une poche que dominent Paris d'une part et Reims de l'autre, avec des ravitaillements presque impossibles et des réserves épuisées !.. Déjà le Kronprinz chancelle, il se sent perdu.

Pétain le constate. Il écrit à cette même date, le 4 juin : « L'ennemi n'a pas poussé sérieusement sur le front de Château-Thierry à Reims qui offre quelques indices de stabilisation (nombreux drachen, allure des tirs d'artillerie, etc.). »

Toujours attentif cependant, il demande des renforts de toutes parts et, notamment, des troupes américaines. Son projet est le suivant :

Chercher à constituer, au plus tôt, deux masses alliées par la combinaison et l'emploi intensif du chemin de fer, des autos, des routes :

A. Celle du nord entre Beauvais et Oise ;

B. Celle du sud vers Epernay, Esternay.

Quinze à vingt jours sont nécessaires pour ces mouvements.

Avec ces deux masses, alimenter le front pour couvrir Paris, le plus économiquement possible. *Contre-attaque sur les flancs de l'avance ennemie.*

Voilà la grande manœuvre qui se prépare, — la manœuvre par les parois du couloir.

Mais Foch entend aller plus vite et, déjà, il pense à autre chose.

FIN DU SEIZIÈME VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

CHAPITRE LXX

LES OBJECTIFS LIMITÉS *(Suite)*

L'ennemi évacue le saillant de l'Ailette. — L'hiver 1917. La bataille de Cambrai. — La percée du front de Cambrai. — Le bois de Bourbon. — La contre-offensive de von der Marwitz 1

CHAPITRE LXXI

L'ÉVOLUTION DE 1917

Vue d'ensemble sur l'année 1917. — L'Angleterre réclame la direction de la guerre. — Effets de la guerre sous-marine. — Les Etats-Unis déclarent la guerre en avril 1917. — La mission Joffre-Viviani. — Le ministère Ribot-Painlevé : Attente et mise au point. — La décomposition de l'armée russe. — Kerensky et les bolchevistes. L'offensive et la débâcle de juillet-septembre 1917. — Le monde lointain se prononce pour l'Entente. L'armée italienne sur les plateaux de l'Isonzo en mai et septembre 1917 13

CHAPITRE LXXII

LE PREMIER CRAQUEMENT DE L'EMPIRE

La situation en Allemagne au cours de l'année 1917. — La conférence de Hombourg. — Effet de la Révolution russe. — « Paix de compromis » et « paix séparées ». — Les mois d'été de 1917. — Le craquement de l'Empire. — Conjuration du G. Q. G. et des partis au Reichstag. — « La paix sans annexion ni indemnités ». — Ludendorff et Erzberger s'unissent pour renverser Bethmann-Hollweg. — Chute du chancelier. — La note du Pape. — Rôle de l'Autriche. — Czernin et le découragement allemand. — L'Etat-Major risque jusqu'au bout 49

CHAPITRE LXXIII

CRISE CHEZ LES PUISSANCES DE L'ENTENTE
(FIN 1917-DÉBUT 1918)

En Russie. — L'échec de Korniloff. — Débâcle de Kerensky. — Lénine et Trotzky au pouvoir (novembre 1917). — La dislocation de l'Empire des Tsars : l'Ukraine, la Pologne, les pays baltes. — La Russie demande l'armistice. — Sur le front italien. — Caporetto 61

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

CHAPITRE LXXIV

LA POLITIQUE DE " L'ATTENTE "
(FIN 1917-DÉBUT 1918)

Le ministère Painlevé. — La doctrine de l' « Attente ». — Constitution d'un Etat-Major interallié. — L'accord de Rapallo. — Les affaires défaitistes. — Avènement du cabinet Clemenceau. — Influence croissante de l'Angleterre et de l'Amérique. — Guerre sous-marine. — Le président Wilson. — Les « Quatorze Propositions ». — Bagdad et Jérusalem. — Traité de Brest-Litovsk. — Les Allemands s'étendent en Russie. — Traité de Bucarest 83

CHAPITRE LXXV

PREPARATION DE L'OFFENSIVE SUPRÊME

Faut-il continuer la guerre? — Vues politiques et stratégiques de Ludendorff. — Souffrances de l'Allemagne. — Ludendorff l'emporte sur Kuhlmann et sur Czernin. — Toutes les divisions disponibles sur le front occidental. — La préparation de l'offensive dans le camp allemand. — Ludendorff se lance à fond. — Son plan influencé par des raisons dynastiques. — Il « court deux lièvres à la fois ». — Conception et préparation de la lutte dans le camp des Alliés 129

CHAPITRE LXXVI

L'OFFENSIVE DÉSESPÉRÉE

I. — L'attaque sur Amiens (mars-avril 1918).

État moral des Alliés à la veille de l'offensive. Le cabinet Clemenceau pendant l'hiver 1918. — Lloyd George. — La préparation américaine. — L'offensive du 21 mars contre l'armée britannique. — Paris bombardé par les Berthas. — La crise du 22 au 26. — Les Allemands à Noyon. — Amiens et Montdidier. — Faute lourde de Ludendorff. — La bifurcation. — « Nach Paris ». — La ruée du 27 mars-1er avril. — L'armée allemande à bout de souffle. — Doullens et le commandement unique. 161

CHAPITRE LXXVII

L'OFFENSIVE DÉSESPÉRÉE

II. — En Flandre : la bataille de la Lys (avril-mai 1918).

La seconde offensive allemande. — La tentative sur Hazebrouck-Calais. — Situation grave de l'armée britannique. — L'intervention décisive de Foch. — La situation au 1er mai : les effectifs et les réserves 201

CHAPITRE LXXVIII

L'OFFENSIVE DÉSESPÉRÉE

III. — Le Chemin des Dames (27 mai-2 juin 1918).

Raisons de l'offensive sur le Chemin des Dames. — Rivalité du Kronprinz impérial et du Kronprinz de Bavière. — La bataille de l'Aisne. — L'assaut sur le Chemin des Dames. — La poussée sur la Vesle et sur la Marne. — Prise de Soissons et de Château-Thierry. — Foch se maintient dans le Nord. — La marche nach Paris. — Le « couloir » devient « poche ». — L'offensive jugulée sur la Marne 225

TABLE DES GRAVURES

Pages

Vue de Cambrai aux abords de l'hôtel de ville.. 3
Aux abords du village de Flesquières.. 7
A la lisière du bois d'Havrincourt 9
La chapelle funéraire des marquis à Havrincourt (Pas-de-Calais).. 11
Tranchées de soutien britanniques sur le front de Somme.... 15
L'effort pour les constructions navales en Angleterre. Un chantier de la Clyde.. 17
Un meeting pour l'entrée en guerre des États-Unis. — L'hymne national 19
Arrivée à Washington du maréchal Joffre et de M. Viviani 21
L'arrivée en France du général Pershing.. 23
Le cabinet Ribot 25
M. Ribot dans son cabinet de travail 27
Les généraux Joffre, Cadorna et Castelnau à Saint-Michel de Maurienne.. 29
Meeting de soldats russes réclamant le retour au foyer. 31
Un soviet 33
Femmes soldats russes à l'exercice.. 35
Kerensky..... 37
Kerensky, haranguant des ouvriers, prêche la guerre à outrance 39
Général Korniloff 41
La prière du soir des prisonniers russes 43
Panorama de Riga 45
Convoi italien dans la Hermada.. 47
Hombourg. L'établissement thermal Kaiser Wilhelm.. 51
Le chancelier Michaëlis..... 53
Le chancelier Michaëlis à Vienne.. 55
Le ministre d'Etat Delbruck dans les régions polonaises occupées.. 57
Une Commission parlementaire allemande sur le front. 59
Mme Botchkarew, commandant le bataillon féminin de la Mort, inspecte une sentinelle.. 63
Bénédiction des drapeaux des légions polonaises.. .. 65
Vilna. — La cathédrale et le théâtre.. 67
Un soviet de militaires à Pétrograd.. 69
Le général Gourko emprisonné dans la forteresse Pierre et Paul.. 71
Le Monte Nero.. 75
Le Monte Santo.. 77
Le généralissime Diaz.. 79
Les marécages du bas Piave.. 81
Troisième anniversaire de la bataille de la Marne (septembre 1917) 85
M. Loyd George à Rapallo. 87
Georges Clemenceau 89
Base de sous-marins allemands sur les côtes britanniques (Iles Scilly).. 91
L'arrivée à Bordeaux du navire américain *Orléans*.. .. 93

Pages

L'*Asturia*, bateau-hôpital anglais coulé par les Allemands.... 94
Le contre-torpilleur français *Cassini* torpillé 95
Le cuirassé d'escadre *Danton* torpillé.. 95
Le message présidentiel.. 97
Le président Wilson marchant à la tête de la *Conscrit Parade* à Washington.. 99
Cortège de volontaires à Chicago.. 101
Arrivée à Saint-Nazaire des premiers contingents de troupes américaines 103
Le président Wilson et ses ministres.. 105
Les derwiches partent pour la Guerre Sainte.. 107
Troupes turques devant Jérusalem.. 109
La vallée du Jourdain, près de Jéricho. — Camp turc.. 111
Infanterie turque à Jérusalem.... 111
Troupes turques retraitant de Jérusalem sur Jaffa.. 113
En route pour Brest-Litovsk.. 115
Soldats russes venant demander l'armistice sur le front allemand.. 117
Les plénipotentiaires russes à Brest-Litovsk.. 119
Brest-Litovsk. — Le pont suspendu conduisant à la citadelle 121
Signature du traité de Brest-Litovsk.. 123
Le roi de Roumanie et le prince héritier au G. Q. G .. 125
Obusier autrichien de 150 millimètres opérant sur le front de Roumanie.. 126
Le pont de Cernavoda détruit par les Roumains pendant leur retraite.. 127
Ludendorff chez lui.. 131
Le chancelier von Hertling.. 133
Tank allemand vu par l'arrière.. 135
Un tank allemand capturé.. 137
Le général Weygand. — Le général Wilson.. 139
Le Trianon Palace à Versailles.. 141
La table de la conférence interalliée au Trianon-Palace. 143
Emission de gaz asphyxiants par les Allemands.. 145
Un « Gotha » abattu photographié du haut d'un avion britannique 147
Le bois et le massif de Saint-Gobain.. 149
Vue de Montdidier.... 151
Soldats américains munis du masque à gaz.. 153
Le général Fayolle 155
Convoi de troupes britanniques.. 157
Clemenceau au front, en compagnie des généraux Humbert et Hirschauer.. 163
Raid de Gothas sur Paris (reconstitution).. 165
M. Baker, ministre de la Guerre des États-Unis, inspecte les formations américaines.. 167
La fuite des habitants pendant le repli des Anglais.. 171
Emplacement d'une des « Berthas » qui tiraient sur Paris 173
A Péronne. — Motocyclistes anglais.. 175

TABLE DES GRAVURES

	Pages.
Ruines de Combles	177
Une vue de Nesle	179
Le Quesnoy-en-Santerre. — La route à la sortie du village	181
Bray-sur-Somme. — Passage d'un convoi dans le village	183
A l'est d'Amiens. — Fantassins dans leurs trous devant Villers-Bretonneux	185
Roye. — La grand'place	187
L'entrevue de Doullens (26 mars 1918)	189
Vue générale de Montdidier	191
Ruines de Chauny	193
Le plateau entre Belloy et Ressons-sur-Matz	195
Paris. — L'église Saint-Gervais bombardée par une « Bertha » le Vendredi Saint	197
Moreuil. — Vue prise à vol d'oiseau	199
Soldats d'infanterie portugaise porteurs de mitrailleuses Lewis	203
Hazebrouck. — La rue de Robecq	207
Bailleul. — Vue générale (côté ouest)	209
Les monts de Flandre. — Les pentes nord du mont Noir	211
Le mont Kemmel vu du Scherpenberg	213
Les monts de Flandre. — Le Scherpenberg	215
Les mines de Bruay (Pas-de-Calais)	217
Les troupes italiennes venues combattre en France défilent devant le général Franchet d'Espérey et le général Albricci commandant le corps expéditionnaire italien	219
Vue panoramique sur les Flandres françaises	221
Les crêtes du Chemin des Dames	227
Le Chemin des Dames entre Hurtebise et Craonnelle	229
Le plateau de Californie	231
Craonnelle et les crêtes du Chemin des Dames	233
Craonne et la route de Craonnelle. — Vue prise du plateau de Californie	235
Du plateau de Madagascar au village de Geny	237
Le village de Pargnan	238
Le P. C. Chaouia	239
Soissons. — La place du Théâtre	241
La plaine au nord de Reims	243
Château-Thierry	245

CARTES

La bataille de Cambrai (20 nov.-7 décembre 1917)	5
Caporetto	73
Groupement général des forces sur le front occidental au début de mars 1918	159
L'offensive allemande du 21 mars 1918	169
Ligne de tir des « Berthas »	172
L'offensive allemande sur la Lys (avril 1918)	205
Groupement des forces le 15 mai 1918	223
Le Chemin des Dames (27 mai-4 juin 1918)	224

ERRATA

Page 6, 2e col., 35e ligne : LE bataillon (au lieu de LA).

Page 166 (1) : Shaw Sparrow (au lieu de Schaw Sparrow). Plus loin, lire : dont les forces en ligne dans les tranchées, en mars 1917, *sur un front plus court*, étaient *supérieures* de 180 000 à 200 000 hommes à l'effectif de mars 1918, etc...

Page 167 : Offensive du *21* mars (au lieu du *2*).

Page 170, 2e col., 30e ligne : dans leurs foyers.

Plus loin : les positions *de* départ.

Page 178, 42e ligne : venues du G. Q. G.

Selon les indications fournies par le général Bataille, la citation de LIEBERMANN, tome V, p. 159, n'est pas fondée sur des faits établis et, dans ces conditions, elle est supprimée de l'*Histoire illustrée de la Guerre de 1914* et ne figurera pas dans ses éditions ultérieures.